

HISTOIRE
DE
LA FRANC-MAÇONNERIE
FRANÇAISE
—

LA FRANC-MAÇONNERIE
DANS L'ÉTAT
—

PARIS

E. NOURRY, ÉDITEUR

62, Rue des Ecoles

LA
FRANC-MAÇONNERIE DANS L'ÉTAT

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
10 EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS
SUR VÉLIN LAFUMA

ALBERT LANTOINE

HISTOIRE
DE LA
FRANC-MAÇONNERIE FRANÇAISE

LA FRANC-MAÇONNERIE DANS L'ÉTAT

*Motifs décoratifs et lettres ornées
de Pierre Lycan*



PARIS
ÉMILE NOURRY, Éditeur
62, rue des Écoles (5^e)

1935

DU MÊME AUTEUR

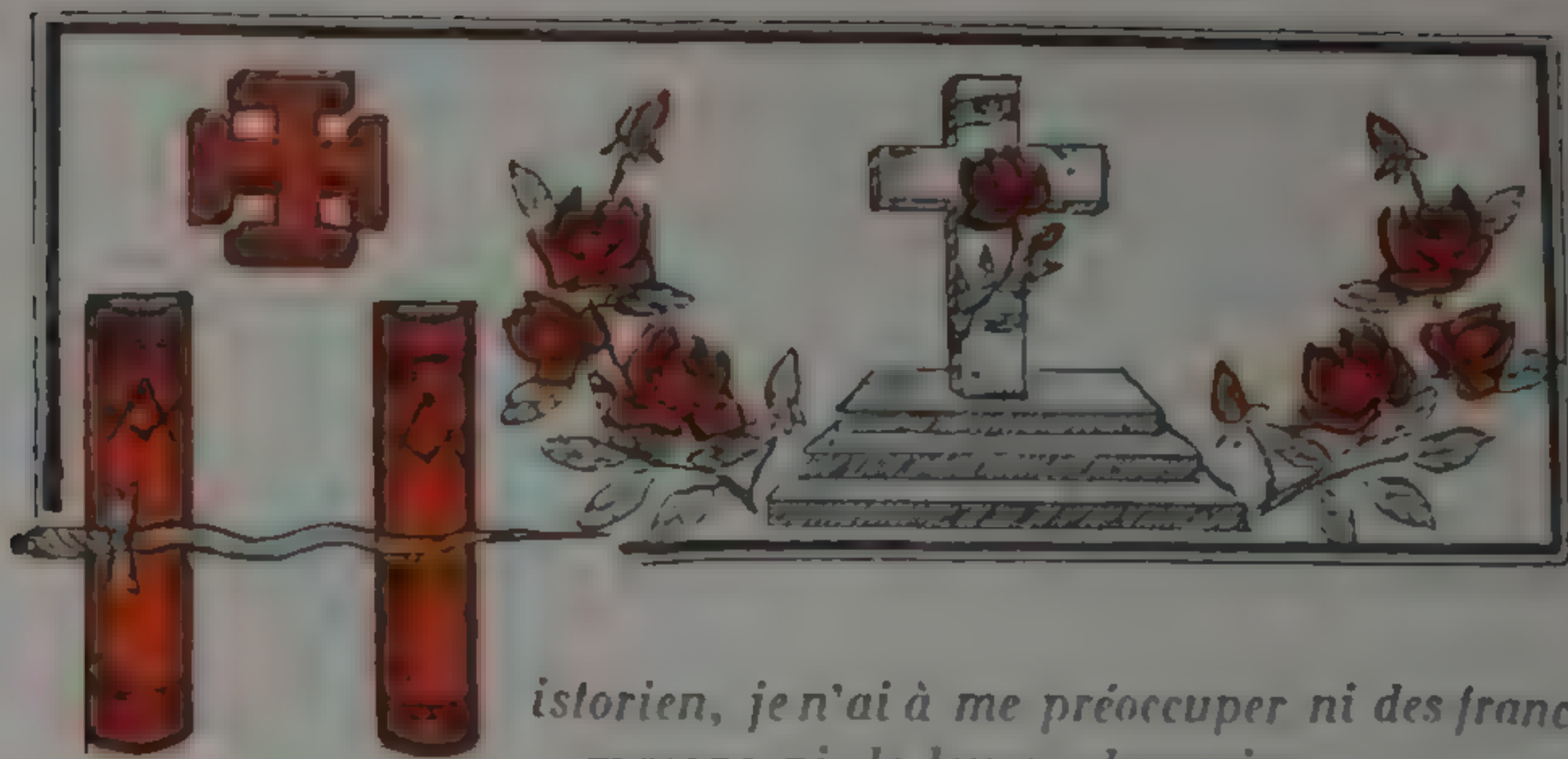
(chez le même éditeur)

- Histoire de la Franc-Maçonnerie française : La Franc-Maçonnerie chez Elle.** Paris, 1925, gd in-8°. Bois originaux d'Antonio Galbez. 35 fr.
- Hiram couronné d'épines.** Paris, 1925, 2 vol. in-8° Épuisé
- Un précurseur de la Franc-Maçonnerie : John Toland, 1670-1732,** suivi de la traduction française du *Pantheisticon* de John Toland. Paris, 1927, in-8°, 266 pages..... 24 fr.
- Histoire de la Franc-Maçonnerie française : Le Rite Ecossais ancien et accepté.** 16 illustrations et fac-similés de documents originaux. Paris, 1930, gd in-8°, 348 pages..... 40 fr.
- L'Abdication du Soleil.** Notes de voyage aux pays balkaniques. Paris, 1933, in-16, 160 pages..... 9 fr.
- Les Francs-Maçons au théâtre ;** précédé de *Arlequin Franc-Maçon*, comédie inédite en deux actes, représentée au XVIII^e siècle. 1919, in-16, 233 pages..... 10 fr.
-

Tous droits réservés.

Copyright by Émile Nourry, 62, rue des Écoles, Paris (5^e). 1935.

PRÉFACE



istorien, je n'ai à me préoccuper ni des francs-maçons ni de leurs adversaires.

Je sais bien qu'une telle méthode appliquée à l'étude d'un sujet comme celui-ci risque de les mécontenter et les uns et les autres. J'écris pour le public... et pour moi. Car quel ennui d'être partial et quelle sottise ! On ne trompe pas les lecteurs « qui savent lire », et d'autre part quelle satisfaction retire-t-on d'une tâche imposée par un esprit de parti ou par un intérêt matériel ? Et même cet intérêt matériel ? Une œuvre sincère n'a-t-elle pas plus de chance de succès que ces productions tendancieuses dont la vogue s'éteint avec les conflits qui les firent naître ? Etre obligé de trier les documents, d'écarter celui-ci parce qu'il contrarie la thèse préconçue, de prendre celui-là parce qu'il la favorise... quelle misère !

Il ne s'agit pas ici d'une œuvre favorable ou défavorable à la Franc-Maçonnerie, mais de son existence à travers les régimes qui, de Louis XV à nos jours, se sont succédés en France.

Oserai-je dire que cette existence n'a jamais été décrite ? Il y a dans cette affirmation un certain orgueil, car elle implique chez celui qui la fait la prétention de combler une lacune ; et dénigrer ses devanciers est une entrée en matière toujours imprudente.

Ces devanciers ont-ils été de mauvaise foi ? Peut-être... mais pas toujours cependant. Ils étaient surtout influencés par leurs opinions politiques ou par leurs sentiments personnels. Thucydide a écrit : « Autre chose est élever un monument comme l'histoire, autre chose est livrer un combat pour l'orateur ». Or presque tous les écrivains, qui ont traité de l'Institution, ont livré un combat pour l'orateur, soit pour elle soit contre elle. Le sujet, de par les passions qu'il a soulevées et qu'il soulève toujours, est peu favorable à l'impartialité — et l'impartialité est une vertu que seuls peuvent donner l'âge et un certain détachement des contingences. M. Fer-

mand Bournand, en tête de son Histoire de la Franc-Maçonnerie (1) a dit que les francs-maçons étaient injustes et sectaires; on pourrait rejeter cette accusation sur M. Bournand lui-même, car ceux qui ont dénigré l'Ordre maçonnique comme ceux qui l'ont loué ont témoigné — tous ! — (je parle pour la France) d'une égale injustice. Il semble qu'il n'y ait point de purgatoire pour la Franc-Maçonnerie, elle est digne ou de l'enfer ou du paradis selon l'humeur de ceux qui l'étudient. On peut avancer que son histoire fut jusqu'ici ce que Joseph de Maistre disait de la grande Histoire, « une longue conjuration contre la vérité ».

Ne jetons pas trop la pierre à ceux qui la virent ainsi et ne déduisons pas, de la facilité avec laquelle ils exposent leur thèse discutable, à une certaine malpropreté morale. Il en est certes qui ne furent guidés que par leur combativité, mais la plupart péchèrent par ignorance. Il n'y a pas très longtemps qu'on sait écrire l'histoire. Les historiens, dont les ouvrages remontent au XVIII^e et aux premières années du XIX^e siècle, omettent souvent de citer leurs références; ils ne discutent point en général la sincérité des auteurs ou ils puisent leur documentation, estimant ingénument que la crédulité du lecteur doit répondre à la leur. C'est ainsi qu'une erreur avancée par un écrivain sans conscience ou trop inventif acquiert par la complicité, volontaire ou non, de ceux qui la reproduisent la consistance d'une vérité. Presque tous, nous ne dirons pas se copient, mais s'inspirent les uns les autres — sans se citer la plupart du temps. Alors quand on recherche la genèse d'un fait ou d'une allégation on n'a même point ce fil d'Ariane que serait l'indication d'un texte pour se conduire dans le labyrinthe de leur imagination.

Une société comme la Franc-Maçonnerie est surtout intéressante à étudier — et à connaître — dans la place occupée par elle dans la vie même de la nation. C'est son mystère qui la fit considérer longtemps comme à l'écart du monde; en réalité elle n'a jamais cessé de participer aux actes de ce monde; elle est comme le miroir en raccourci de la Société avec ses joies et ses tristesses, ses espoirs et ses ambitions.

Partant de ce principe, nous n'avons pas voulu surcharger ce travail de noms propres et de dates. Nous en citons certes ! — et

(1) ... des origines à la fin de la Révolution française. Paris, 1905, in-8°.

beaucoup ! - pour l'éclaircissement de certains faits, mais il n'importe pas généralement que le lecteur les retienne. Des gens qui s'appelaient le Duc d'Antin ou Baure ou Lacorne furent des dignitaires plus ou moins admirables de l'Ordre... au fond qu'est-ce que ça nous fait ?

Quel rôle joue l'Institution dans le milieu où elle se trouve ? Quels sont ses projets ? Comment arrive-t-elle à vivre parmi l'hostilité franche du Vatican et l'hostilité larvée des rois ? Pourquoi maints ecclésiastiques, tant du clergé séculier que du clergé régulier, en font-ils partie malgré les excommunications dont les papes frappent les francs-maçons ? Pourquoi la noblesse d'épée, au début du XVIII^e siècle si enflée de sa grandeur qu'elle refuse même de s'allier avec la noblesse de robe, en arrive-t-elle, un siècle après, à fraterniser avec des bourgeois dans les « tenues » des temples ? Pourquoi les monarques de certaines nations étrangères s'enrôlent-ils sous les bannières de l'Ordre ? Le simple exposé de l'attitude et de la mentalité de la Franc-Maçonnerie entre 1736 et 1789 fournira une suffisante réponse à ces questions.

Il faut que par la lecture de cet ouvrage le public acquière des connaissances non seulement sur la petite histoire de l'Institution mais sur la grande Histoire de son pays. C'est celle-ci qui nous aidera à comprendre l'autre. Tout se tient dans l'existence d'un peuple, et on s'effraie à constater quel savoir étendu est nécessaire pour parler passablement du moindre événement ou de l'Association la plus fermée.

* * *

Dans ce livre, il n'est fait aucune allusion au Symbolisme de la Franc-Maçonnerie. Nous abandonnons ce labeur à d'autres, plus compétents en cette matière. Ils se sont ingénies, tels M. Oswald Wirth, à interpréter, à travers les âges, la concordance des rites des sociétés secrètes. Nous ne nous étonnons pas de cette concordance. Ces rites furent-ils imaginés dans différentes contrées, sans qu'il y ait eu interpénétration de leurs mystères ? Nous n'en savons rien, mais nous voulons bien admettre que tous ces mystères se propagèrent au cours des échanges de produits et d'idées qui s'accomplirent dans le monde antique. Seulement les symboles prirent dans les pays où ils s'acclimatèrent des modalités différentes. Ils

s'adaptèrent aux religions et aux idéaux divers des peuples — et la similitude des gestes ou des images qui les figuraient ne crée pas la similitude de leur morale. Diodore a constaté la ressemblance des vieilles statues grecques consacrées à Dédale avec les statues égyptiennes, et il devait avoir doublement raison : d'abord parce qu'il les avait vues, ensuite parce que cette ressemblance n'était point contraire à l'histoire. Par les colonies grecques d'Égypte, l'art de cette dernière nation avait inspiré le statuaire hellénique. Mais, comme avec les années, celle-ci se dégage de cette influence pour prendre une originalité conforme à son propre génie !

Il en fut de même de tous les rites où s'inscrivirent les rêves des hommes. Leur filiation à travers les temps a peut-être quelque intérêt pour l'archéologue, elle n'en a pas pour le philosophe qui ne s'attache pas au décor d'une pensée mais à sa vivante expression.

Nous sommes les fils de races innombrables — nous Français — mais les caractères spécifiques de ces races se sont fondus par l'union forcée de leurs membres, par leurs rapports intéressés et sentimentaux. Que nous reste-t-il de ces atavismes lointains... si lointains qu'on les aperçoit mal dans la pénombre des âges ?

C'est pourquoi nous avons pensé qu'il fallait borner cette Histoire aux époques connues (qui d'ailleurs ont encore des recoins sans clarte), aux textes précis, aux personnages dont la vie n'est point imaginaire. Nous n'avons pas voulu nous perdre parmi le cycle merveilleux des légendes, malgré leur charme si propice aux **phrases enchantées**.

Si les grâces de la rhétorique aident comme des vêtements légers à la séduction de la Beauté, il est d'un unanime accord qu'elles ne conviennent pas à la vérité. Nous avons voulu obéir à ce devoir de sincérité qu'infligent à ceux qui les servent les hommes épris de mensonges. Mais — prudemment — nous ferons observer que cette sincérité peut n'être pas impeccable et que la limpidité d'une onde ne prouve pas son absolue pureté. Il faut se garder contre la curiosité miteuleuse et inquiétante des savants et leur adresser des excuses préalables pour les erreurs possibles. C'est ce qu'a compris le sculpteur antique qui a fait sortir des flots la splendeur de l'Anadyomène. Il l'a faite nue, mais il a mis un sourire au coin de la lèvre divine. Or, ceux qui savent goûter la subtilité de l'—ειρωνεία—, n'ignorent pas que ce sourire trahissait à la fois et son orgueil et son humilité.

I

LA FRANC-MAÇONNERIE
SOUS LOUIS XV

SOUS LE MINISTÈRE DU CARDINAL H. DE FLEURY



Les seigneurs de Cour ont inventé tout récemment un ordre appelé des *Frimaçons*, à l'exemple de l'Angleterre, où il y avait différents ordres de particuliers ; et nous ne tardons pas à imiter les impertinences étrangères. Dans cet ordre-ci étoient enrôlés quelques-uns de nos secrétaires d'Etat et plusieurs ducs et seigneurs. On ne sait quoi que ce soit des statuts, des règles et de l'objet de cet ordre nouveau. Ils s'assembloient, recevoient les nouveaux chevaliers, et la première règle étoit un secret inviolable pour tout ce qui se passoit. Comme de pareilles assemblées aussi secrètes sont dangereuses dans un Etat, étant composées des seigneurs, surtout dans les circonstances du changement qui vient d'arriver dans le ministère, M. le cardinal de Fleury a cru devoir étouffer cet ordre de chevalerie dans sa naissance, et il a fait faire défense à tous ces messieurs de s'assembler et de tenir de pareils chapitres. (1)

Ainsi en mars 1737, Barbier relate en son *Journal* à la fois la naissance et la suppression de la Franc-Maçonnerie française. Aucun document ne peut nous être plus précieux que cette note d'un contemporain parce qu'elle résume à la fois l'impression peu favorable que fait aux parisiens la nouvelle Institution et l'inquiétude qu'elle cause au Pouvoir. Il se trompe seulement dans les détails, comme tous ceux qui, n'étant pas dans le « Secret », en parlent avec une méfiance compréhensible.

Qu'étoit Barbier ? Un avocat consultant que son métier mettait cer-

(1) *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763)* ou *Journal de Barbier*, avocat au Parlement de Paris. Nouvelle édition. Paris, 1885, in-16, T. III, p. 65.

talement en relations avec des personnes de qualité et dont plusieurs (car il avait une excellente réputation) devinrent même de ses amis. Ce bourgeois n'est cependant pas à un poste d'observation assez élevé pour juger avec compétence des hommes et des événements. Seulement comme il reflète l'opinion de son milieu, qui est en somme l'opinion courante touchant les faits de l'époque, son *Journal* nous est d'un utile concours pour l'examen critique de ces faits.

D'ailleurs qu'est-ce qui sait ? Quelques-uns - - autant dire personne. D'on ces ragots qui non seulement courent les rues, mais la Cour et les antichambres des ministres qui, eux-mêmes, ne sont pas beaucoup mieux renseignés. La police elle-même en est réduite aux conjectures, et selon une méthode qui n'est point perdue, elle invente. Même sept ans après, en mars 1744, l'inspecteur de police Narbonne dans son *Journal*, a nous révèle par la publication relativement récente qu'en a faite J. A. Le Roi (1), le preuve, qui consacre aux francs-maçons des lignes où l'incohérence le dispute à l'ignorance. C'est le sort des sociétés secrètes d'entrer tout de suite dans la légende et de provoquer des suspensions et conséquemment des malveillances. Toutefois, ces bavardages, nous le répétons, ne sont pas méprisables pour l'historien, car ils reconstituent l'atmosphère.

D'ici, au dire de Barbier, le cardinal de Fleury « étouffe » cet ordre de chevalerie. Certes, le verbe est trop décisif pour, aujourd'hui, ne pas prêter à sourire, mais tout de même Barbier connaissait déjà la résolution du cardinal-ministre, alors que l'arrêt officiel condamnant expressément les francs-maçons ne sera publié que quelques mois plus tard.

Nous n'avons pas à revenir ici sur les conditions dans lesquelles la Franc-Maçonnerie importée d'Angleterre prit racine en France et à nous étendre sur son développement (2). Elle trouvait pour s'implanter un terrain favorable. Louis XIV était mort, la nation respirait et le Regent, qui gouvernait la France sous la minorité du petit-fils, était d'une humeur trop bienveillante et trop amie du plaisir pour continuer la politique dictatoriale du grand Roy. Le libertinage fleurit, entendons par là la licence des mœurs et la licence des esprits. Ne croyons pas qu'on songe

(1) *Journal des règnes de Louis XIV et Louis XV* de l'année 1701 à l'année 1744, par Pierre Narbonne, premier commissaire de police de la Ville de Versailles. Paris, 1861, gd in-8°, p. 626 et 627. L'auteur est en outre fort méchant : « Il n'y a rien, dit-il, de si odieux et de si méprisable que cette confrérie, et l'on ne conçoit pas que des princes, des ducs, des ministres et d'autres personnes de distinction se soient assez peu respectés pour s'en faire recevoir. »

(2) Voir notre *Histoire de la Franc-Maçonnerie française : La Franc-Maçonnerie chez Elle*. Paris, 1925, gd in-8°.

déjà à saper la royauté, c'eût été pour l'époque de l'imprenable. Les ~~hommes qui avaient accompagné la dépouille du monarque défunt~~ ne visaient qu'un vieillard despotique qui avait trop dur, et ne tenaient d'aucun respect pour la couronne même. On était seulement las du pouvoir absolu, et par réaction les seigneurs jetaient le masque d'hypocrisie que leur avait imposé leur servitude envers le maître. L'Église subissait surtout le contre-coup de cette émancipation. On accomplissait toujours les devoirs religieux, mais avec une désinvolture qui prouvait assez leur manque de sincérité. Les prêtres eux-mêmes se contentaient d'un catholicisme peu catholique. C'est la mère du Régent, la princesse Palatine, bien placée pour en juger, qui nous éclaire là-dessus : « Je ne crois pas, écrit-elle en 1722, qu'il y ait à Paris, tant parmi les ecclésiastiques que parmi les gens du monde, cent personnes qui aient la véritable foi et même qui croient en Notre-Seigneur. Cela fait fremir (1) », et cette observation, elle la réédite quelques années plus tard : « La jeunesse ne croit plus en Dieu et oublie tout exercice de piété... rien n'est plus rare en France que la foi chrétienne » (2).

* * *

Il semble que les francs-maçons, stylés par leurs frères anglais, avaient d'abord vaqué à leurs travaux sans éveiller l'attention. Mais il n'est secret qui ne transpire, et si ce n'est pas le secret même de ces travaux, c'est le secret de ce secret. Les bavards — et il y en a dans toute société — ne vont pas jusqu'à trahir l'engagement solennel pris en loge, mais ils avouent le mystère de cet engagement. On est toujours fier de savoir ce qu'un autre ne sait pas ou mieux ne peut pas savoir. Jouir d'un privilège est une volupté. Des pièces officielles montrent la Franc-Maçonnerie opérant, dès 1732, rue des Boucheries à Paris, et il y a tout lieu de croire qu'elle existait antérieurement. Nous avons expliqué trop longuement ailleurs les raisons de cette croyance pour y revenir dans cet ouvrage (3). C'est un point sur lequel les historiens qui se sont occupés de la question semblent d'accord ; ils ne diffèrent d'avis que sur l'origine — anglaise ou écossaise — de ces loges, ce qui est ici détail sans importance.

(1) *Lettres de la princesse Palatine*. Paris, in 16, t. I, p. 10, 178.

(2) *Nouvelles Lettres de la princesse Palatine*. Paris, in 16, p. 186, 1733.

(3) Albert Lantôme : *La Franc-Maçonnerie écossaise en France. Le Rite ancien et accepté*. Paris, 1930, gd in-8°.

Or ce n'est qu'en 1737 que le Pouvoir s'écartera le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel : le roi et le pape. Nous n'avons pas à étudier ici les rapports de la Franc-Maçonnerie avec l'Eglise. Notre tâche se doit borner à suivre le développement de l'Institution en France, et à examiner par quelle suite de circonstances elle finit, après avoir subi maintes désolations par quoi les épreuves rituelles se trouvèrent illustrées, à obtenir non point des lettres de naturalisation mais à conquérir à la fois **légitimement et illégalement cette naturalisation.**

Elle a tout de suite eu dans son jeu un atout important : la sympathie et l'adhésion de grands personnages. Si en septembre 1734 « Sa Grâce » le duc de Richmond et l'ex-Grand-Maitre de l'Ordre Désaguliers consentent à traverser le détroit pour venir à Paris installer une loge rue de Bussy, à l'hôtel de Bussy, c'est qu'ils sont assurés de la qualité des membres qui y seront agréés. Les très hauts fonctionnaires et les membres de la noblesse française qui sont là — le très honorable président Montesquieu — qui a dû être reçu durant son séjour à Londres, comme « l'honorable comte de Saint-Florentin, secrétaire d'Etat de Sa Majesté très Chrétienne » — que l'on initie ce jour-là — ne font que suivre l'exemple de l'aristocratie anglaise. Dans cette « tenue » — dont le *Saint James Evening Post* du 29 septembre 1735 nous fait connaître les principaux assistants — il y a non seulement un mélange de frères anglais et français (ce qui est d'autant plus compréhensible que plusieurs ateliers français reçoivent encore l'investiture de la Grande Loge d'Angleterre), mais un mélange des classes. Ce sont tous des « gentlemen », bien entendu, mais qui doivent ce titre non à leur qualité sociale mais à leur qualité individuelle. Et des noms roturiers, comme ceux de M. Colson et de M. Clément qui le premier mettra au théâtre, avec discrétion, les usages des francs-maçons (1), voisinent avec ceux de Son Excellence le comte de

(1) *Les Fri Maçons*, hyperdrame. Londres, chez J... T..., 1740, in 12. Cette pièce, l'Avertissement nous l'apprend, ne connut pas les honneurs de la scène : ce qu'on lira sur l'attitude de la police envers les francs-maçons nous fera comprendre le « contre-temps » qui en empêcha la représentation. Elle fut cependant jouée plusieurs fois en des temps plus anciens, entre autres villes à Strasbourg, mais assez augmentée et assez transformée pour n'être pas reconnue par certains bibliographes qui la classent parmi les ouvrages anonymes dont l'auteur n'a pas été identifié. Il est à croire, que ce n'est pas à lui que fait allusion Bertin du Rocheret arrivant au chevalier de Ramcourt (bibl. de Châlons, ms 125, p. 266) : « J'apprends qu'on va porter nos mystères sur le théâtre. Puisse le misérable farceur qui l'entreprendra être écrasé, pulvérisé, accablé, lui et l'auteur d'une si lâche défection. » C'est probablement la parodie que faisaient représenter les Jésuites qui se trouve visée, et non la pièce de Clément où les francs-maçons sont loin de jouer un vilain rôle.

Waldegrave qui est ambassadeur d'Angleterre et de nobles luxueusement titrés.

Des sa naissance, la Franc-Maçonnerie a donc eu pour objet de rapprocher les classes ou plus justement dit — car ce ne fut pas l'objet de ses travaux mais leur résultat — de réunir, par-dessus les castes consacrées par les siècles, des hommes ayant une certaine conformité d'aspirations, de goûts et d'intelligence. (Nous précisons des *hommes* parce que la Constitution anglaise a chassé le Sexe de la république maçonnique.) Innovation considérable qui révèle un nouvel état d'esprit et qui explique l'extension que prendra la Société : ce n'est plus le rang social qui détermine la sélection. Au fur et à mesure que cette société prendra de l'âge — nous parlons toujours du règne de Louis XV — nous serons même étonné de la diversité des professions qui s'y rencontreront. Il semble qu'aucune de ces professions ne soit systématiquement proscrite, et des personnages qui approchent le roi ne dédaignent pas de condescendre des marchands de vin, des jardiniers ou des garçons chirurgiens sur les « colonnes » de leurs loges. Certes on se plaindra de la qualité ou mieux du manque de qualité du recrutement, et le comte de Clermont, quand il sera Grand-Maître, émettra la prétention platonique d'y apporter ses soins et des réformes. Mais ce sera la médiocrité des individus et non celle de leur état qui sera incriminée.

Nous venons de parler d'un Grand-Maître. En 1737, c'est le duc d'Antin que l'on couronne de ce titre glorieux. Ne nous arrêtons pas aux lords anglais qui, antérieurement, ont occupé ou auraient occupé la fonction. Le Pouvoir ne s'en est pas soucie et conséquemment s'ils ont leur place marquée dans « La Franc-Maçonnerie chez Elle », ils n'intéressent nullement « La Franc-Maçonnerie dans l'État ». Qui a nommé Grand-Maître le duc d'Antin ? On n'en sait rien et on n'en saura jamais rien. Le fait existe, parce que des écrits non suspects nous le rapportent, mais ils restent muets sur les conditions dans lesquelles s'est faite cette élection. Elle s'explique cependant. Les francs-maçons ont l'escompte pour se protéger contre les indiscretions de l'État, d'avoir à leur tête un personnage d'illustre naissance à qui ses services — ou ceux de sa famille — ont valu la faveur ou la sympathie du monarque. Tout-à-fait n'empêchera-t-il pas l'orage qui gronde déjà, mais il sera, au fait de la Maison, le paratonnerre qui en amortira les effets. En tous les cas ce grand maître ne pourra qu'ajouter à l'honorabilité de l'Ordre, et l'initiative probable de certains singuliers francs-maçons comme le duc d'Antin n'a pu qu'être approuvée.

vue par l'ensemble des loges... quand elles la connaissent. On a dû les placer devant le fait accompli, car il eût été fort difficile à ces loges de se réunir en un local choisi, à la suite d'une convocation régulière. La raison en est qu'elles se connaissent mal entre elles, qu'elles ne peuvent encore, comme elles le feront plus tard, se constituer en obédience ayant des cadres et des règlements particuliers ; la surveillance dont elles sont l'objet s'y oppose. Elles n'ont d'autre attache entre elles que les moyens de reconnaissance de leurs membres et l'observation stricte de la Constitution anglaise d'Anderson, dont La Tierce a traduit en français les règles essentielles. Que ce soit le duc d'Antin ou un autre qui prête à l'Ordre l'appui de son nom et de son orgueil, le cardinal de Fleury n'en a cure. Il aimerait mieux, certes, ne pas trouver devant lui, pour contrarier ses intentions, les membres de cette noblesse dont la fronde l'indispose ; mais comme cette fronde indispose aussi le jeune roi qui a toute confiance dans les dires de son ancien précepteur, il peut sévir contre ces francs-maçons qui tiennent des réunions clandestines. Ce secret ne lui dit rien qui vaille. Sa police les surveille — surtout son lieutenant général de police, **Hérault, qui seconde admirablement ses vues.**

Et le 10 septembre 1737, se produit l'événement attendu et redouté (1). Attendu parce que la note du journal de Barbier, écrite six mois auparavant, nous prouve que la décision de Fleury était déjà prise ; redouté parce que les francs-maçons n'ignoraient pas que, le mystère même de leurs réunions mis à part, ces assemblées n'en étaient pas moins illicites et contraires aux lois du royaume.

Donc ce jour-là, maître Jean Delespinay, conseiller du Roy, commissaire au Châtelet, s'en vint à neuf heures et demie du soir avec plusieurs esquadres du guet, à la Rapée chez le nommé Chapelot marchand de vins à l'enseigne de Saint Bonnet. Les délinquants se croyaient « à couvert » et n'avaient même pas pris la peine de se réfugier dans une pièce réservée, car, dès le seuil de la maison, quel spectacle s'offrit au commissaire et à l'exempt de robe-courte Viret qui était entré avec lui ? Ici le rapport est d'une rédaction trop plaisante en ses termes — ce qui ne veut pas dire amusante — bien qu'elle le soit aussi pour les maçons d'aujourd'hui si elle

(1) D'après M. Albert Chérel, la vigilance d'Hérault se serait antérieurement mal exercée. « En août 1737, il fait saisir dans la maison d'un Anglais divers meubles et papiers, avec les statuts des francs-maçons. » (Albert Chérel, *Un aventurier religieux au XVIII^e siècle*, Arctur Michel Ramsay, Paris, 1926, p. 55). Comme la source de ce renseignement ne nous est pas donnée, nous ne pouvons que le mentionner, sans en faire état dans l'ouvrage même.

ne parut point telle à leurs frères de jadis — pour que nous tentions de l'interpréter. Laissons la parole à M^e Delespinay qui vit « un grand nombre de personnes, la plupart desquelles avaient tous des tabliers de peau blanche devant eux, et un cordon de soye bleue qui passoit dans le col, au bout duquel il y avoit attache aux uns une Equerre, aux autres une Truelle, à d'autres un Compas et autres Outils servant à la Maçonnerie, une table dressée dans un grand Salon, où il a remarqué de loin qu'il y avoit une très grande quantité de couverts. A la porte un très grand nombre de laquais et de carrosses, tant bourgeois, de remise, que de place ».

M^e Delespinay est charmé et un peu éberlué de sa découverte. Ces tabliers que de jolis dessins devaient décorer, et la « soye bleue » des cordons, et les carrosses — et la table aussi avec ses couverts nombreux, tout cela a dû impressionner le conseiller du roi. Le décor a de quoi séduire un homme de goût à qui la bonne compagnie et la bonne chère sont avenantes récréations. Seulement ce conseiller du roi est commissaire. Et le commissaire sous tous les régimes se doit d'être sans pitié. Il fait sa repréhense à la ronde, prudemment, en faisant observer que de telles réunions ne sont pas permises — ce à quoi un assistant — à lui inconnu — lui répond : que lui et ceux qui composent ladite assemblée ne croient pas mal faire — Il n'insiste pas, M^e Delespinay. Il ne prend même pas les noms des frères (1). Comme nous le verrons, on se montrera plus curieux par la suite. Il n'ose pas les leur demander, mais il les demande à Chapelot : les noms et les qualités. Celui-ci, le traiteur, est dans sa cuisine — le rapport le précise — probablement en train de préparer les rôtis qui doivent conforter les frères à la fin des mystérieux travaux. On l'appelle et on l'interpelle. Pourquoi s'est-il permis de contrevenir, lui, marchand de vins patente qui ne doit pas ignorer les exigences de son métier, aux

(1) Ne prêtons pas attention à la version de F. T. B. Clavel (*Histoire pittoresque de la Franc-Maçonnerie*, Paris, 1845, 2^e édition, p. 141) touchant la présence du duc d'Antin à cette réunion, et encore moins à la gravure qui le montre l'épée à la main, barbant la route au commissaire Delespinay. D'ailleurs, si le duc d'Antin avait été présent, il se fût bien gardé d'une attitude aussi arrogante qu'il — tout noble qu'il était — aurait pu lui coûter cher. En l'espèce le commissaire agit au nom du Roi, et ce dernier n'eût pas manqué d'envoyer à la Bastille le Secrétaire assez insolent pour s'opposer à la manifestation de sa volonté. Bien entendu, la légende est trop belle pour ne pas séduire Alexandre Dumas. Dans son *Histoire des Deux Siècles* en La Cour, l'Eglise et le peuple depuis 1700 jusqu'à nos jours (Paris, S. D.), il s'en fait la profession d'historien (2). Il accumule les erreurs sur ce seul point : les francs-maçons se retirant, malgré les protestations du duc d'Antin qui survient pendant la harangue de Jean de Lespinay, et qui le rudoie vertement » (T. II, p. 394). Et bien entendu aussi, pour Dumas, les francs-maçons ne sont que poursuivre « au profit de la liberté » (1) l'ambition qui leur a été transmise par les chevaliers du Temple.

« Loix du Royaume, aux intentions de Sa Majesté et aux Arrests du Parlement », — et ce, en donnant asile — et pitance ! — à une Assemblée de francs-maçons ? Ce Chapelot fait l'ahuri, forcément. Pouvait-il agir d'autre sorte ? Ce sont là trop lourds griefs dont un traîtreur comme lui aussi important dans sa profession, n'aurait point chargé sa conscience s'il les avait connus. Chapelot, tête basse et sa toque blanche en main, est innocent comme l'agneau au bercail. Il ignorait l'Arrêté de police, et les noms des convives et leurs qualités et leur péché maçonnique « que si cela avait été à sa connaissance, il se seroit bien gardé de les recevoir ».

Oh ! le rusé conte que voilà et auquel n'ajoutera aucune foi messire René Herault, Chevalier, Seigneur de Fontaine-Labbé et de Vauresson, Conseiller d'Etat, Lieutenant général de police de la Ville, Prévosté et Vicomte de Paris, qui tiendra le Siège de l'Audience au Châtelet quatre jours après, exactement le samedi 14 novembre 1737. Car M^e Delespinay n'avait pas à apprécier les dires du marchand de vins restaurateur, il les a sagement notés « dont du tout, lui, Commissaire a dressé ledit jour procès-verbal ». Et Herault qui veut faire un exemple et qui, le fat ! se figure que cet exemple portera, prononce un arrêt fort sévère. « Et pour ledit Chapelot avoir reçu dans sa maison une compagnie de freys-maçons, le condamnons en mille livres d'amende envers le Roy ; disons que son cabaret sera fermé et mure pendant six mois, ce qui sera exécuté à la requeste du Procureur du Roy, poursuite et diligence du receveur des amendes, dont exécutoire lui sera délivré. Sur les deniers provenant de laquelle amende avons adjugé au dit Agnus, huissier, cent sols pour l'assignation à lui donnée ».

Donc la désobéissance de Chapelot rapportera 995 francs au roi et cinq francs à Joseph Agnus, huissier à verge au Châtelet qui avait composé l'exploit, assignant ledit Chapelot à comparoir. Exploit d'ailleurs inutile, car ledit Chapelot, « quoique dûment appelé » avait jugé adroit de faire défaut, en quoi le matois marchand de vins n'avait pas trop mal raisonné. Les juges ont une experte façon de confesser les humbles pécheurs, et lui, de son côté, au contact des francs-maçons avait appris l'art de se taire. S'il ne savait pas les noms de tous ses convives — ce qui se peut — il n'ignorait pas qu'ils étaient gens de qualité, et que mieux valait les servir encore, non plus en leur préparant les gélinotes farcies, mais en demeurant bouche close sur leurs propos et exercices. Vraisemblablement depuis l'aventure, il en avait reçu le conseil — et, cette fois les conseillers furent les payeurs. Nous avons une lettre d'un frère de

Gonor du 30 octobre suivant qui nous apprend que « les frères l'ont remboursé de l'amende, et qu'il sera sans doute débarrassé de l'interruption de son commerce » (1). L'interruption de commerce était la punition la plus cuisante. Le restaurant Chapelot avait solide réputation, il était de ceux dont les gourmets et gourmands se communiquent l'adresse. Mais en ce métier comme en d'autres, si la clientèle se trouve ailleurs, on risque de ne la point voir revenir. Durant six mois, le front de l'enseigne agitée par le vent ne se marierait plus au rire des femmes ni au ranton délectable des broches ; et le bon Saint-Bernard allait frotter le nez sur une porte close. Le Code Napoléon n'a pas conservé ce mode ancien de châtier les marchands qui commettaient des délits commerciaux. On s'occupait des boutiques des boulangers convaincus d'avoir vendu à faux poids, les débitants de fausses qui falsifiaient leur marchandise.

En condamnant Chapelot pour avoir accueilli les frères noirs, on avait frappé le coupable en épargnant les coupables. Mais si le frère de Gonor dit vrai, la rancune du hasard ou la justice immédiate a plu à lui-même et justement voulu que ces derniers supportassent toute la peine infligée par le verdict d'Hérault.

Elle est précieuse, cette lettre de Gonor, car elle nous renseigne abondamment sur l'émotion qui s'empara des frères noirs. Comme toujours en pareil cas, il y eut ceux dont l'héroïsme ou le martyre n'était point le fait et d'autres plus nombreux qui, parmi les vertus chrétiennes, ne pratiquaient point la résignation. Déjà, après la visite impitoyable d'Hérault, la plupart s'étaient tout de même mis à table et avaient digéré la cuisine du cabaretier, et au cours du repas, on avait certainement ébauché un plan de campagne ou plus justement de retraite. La discussion avait dû être de se tenir cors, pour le moment. Les profanes en instance d'initiation n'auraient la patience d'attendre des heures plus propices. Plusieurs ~~étaient~~ ~~passaient~~ ~~seulement~~ ~~de~~ ~~présentement~~ ~~à~~ ~~l'heure~~ ~~de~~ ~~voir~~ ~~la~~ ~~lumière~~. Gonor le constate avec une amère tristesse : « Cette épreuve rallentit l'ardeur que plusieurs de ceux qui sont tous les tendres avaient d'en sortir ». Et il ajoute en un style naïf que, pour parler à son correspondant, le frère rayon Bernard de Roubaix : « Les nos plusurs sont devenus des plusurs chastes, malgré leur jeunesse et

(1) Bib. nat. ms fonds français 151876, folio 390.

leur pureté. *Si il se tient quelque loge, on aura double raison, comme vous le voyez, pour choisir un tems beau et serein, sans aparence de pluie, pas même de tonnerres.* Il faut espérer que notre innocence, avec le tems, nous fera triompher. » **Donc gémissons, mais espérons.**

Valentin Philippe Bertin du Rocheret est marié. Il a été présenté à la loge du duc d'Aumont (dite loge d'Aumont car les ateliers prenaient souvent le nom de leur président) le 9 septembre par Gonor et le frère de Raucourt qui était à Paris. Resident de S. A. I. Mgr le Landgrave de Hesse, reçu avec enthousiasme, et voilà que, cinq jours après, la sentence du lieutenant general de police interrompt une carrière où ses qualites n'auraient point manqué de s'épanouir ! Et ces qualités étaient nombreuses, et si diverses ! D'abord il est à Épernay Président de l'Élection, charge qu'il a héritée de son père, puis Grand Voyer, puis Lieutenant criminel au baillage, voilà pour les qualités sociales. Mais les autres, combien elles le faisaient digne d'être franc-maçon ! Il est lettré, aimable, pratiquant l'érudition et la plaisanterie, detestable dans l'érudition ou il pedantise, exquis dans les petits vers qu'il tresse le mieux du monde et dont la licence fait battre de l'éventail aux belles dames de l'endroit. Il chante leurs charmes en epicureen qui sait trouver plaisir à leurs plus indiscrets témoignages, ainsi qu'il appert en cette « Chanson des Belles Fesses » qu'il a l'impertinence de dedier aux abbesses de Vinay et du Paraclet. Ses maîtresses lui donnent des enfants qu'il ne renie pas, et sa femme ne lui en est pas severe. Celle-ci dit son chapelet pour lui, « ce dont elle s'acquitte très bien », écrit-il à l'abbé Bignon, ce confrère qui deviendra son « frere », et il ajoute : « Si vous le souhaitez, elle vous débarrassera de votre breviaire, car vous n'avez pas toujours le temps de le dire : cela ne lui coûtera rien, elle le sait par cœur. » Donc il est voltairien comme le veut déjà l'esprit du siècle. Il semble bien le prototype de ces magistrats de province qui ont de la culture, rêvent de Paris, de ses académies et de ses joutes, enjolivent leurs ennuis en fêtant Bacchus et les plaidieuses coquetteries, et auxquels la Franc-Maçonnerie offre avec gravité le plus aimable divertissement. Nous lui devons à lui-même et au lecteur — cette présentation car, comme il est un personnage important c'est à lui que les francs maçons font leurs confidences dont nous profitons aujourd'hui. D'abord, après la mauvaise aventure, il reçoit l'écho de la tristesse de ses deux parrains. Nous avons déjà compati aux accents de Gonor ; De Raucourt lui, qui craint de perdre la confiance de son maître le Landgrave si ce dernier le savait dans le Secret, bat une retraite toute diplomatique :

« Vous comprendrez aisément, Monsieur, quelle a été la douleur de voir que je n'avais plus lieu d'espérer de retrouver, dans le choix que nous faisons de nos frères, cette humeur douce et agréable qui accompagnait la plupart de leurs actions. Nous voilà pour jamais désunis, à moins que nous ne voulions déplaire au Gouvernement, ce qu'aucune personne sensée ne doit faire ».

Peut-on renoncer si vite aux devoirs de la fraternité ? Il a eu pour le frère de Raucourt, mais la première émotion dissipée, il reprend ses esprits — qui le ramènent vite au giron maçonnique. Sa lettre de contrition est du 1^{er} octobre 1737 ; or, Bertin du Rocherot en reçoit une autre un mois après, le 17 novembre, dont les termes démontrent que l'on peut avec honneur se soumettre sans se démettre : « Il y a i. y. c. ont de Raucourt, beaucoup de seigneurs qui tiennent loge chez eux, se *mettent au-dessus d'une sentence qui ne peut attaquer leur façon de penser, puisqu'ils sont trop attachés à la dignité du Gouvernement pour rien faire qui y soit contraire* (1). Plusieurs ducs se sont donnés à souper à Fontainebleau en frères ; l'on assure même que M. le duc de Villeroy, chez lequel *Sa Majesté va passer deux jours en son retour à Versailles*, aura le plaisir de se trouver présent à une réception que le Duc fera faire chez lui. Je crois cependant la chose totalement impossible, vu que le Roy ne peut descendre dans ce détail sans y être initié. C'est ce que j'auroy bien de vous dire dès que j'en auroy appris quelque chose. » Et, après des considérations sur un écrit et sur un exquis souper au champagne, mortels à rapporter ici, il ajoute : « Je vais écrire au frère secrétaire de la Loge de Villeroy qu'il ait à me faire avertir quand le comte de Schadsky, cousin germain de la Reine tiendra loge, pour m'y rendre. » On le voit, ses bonnes — ou mauvaises — dispositions n'ont pas duré longtemps. Quand il s'est aperçu que les autres, moins dociles ou moins peureux, ne *souvenaient pas*, il est revenu.

Pourtant le Pouvoir n'a pas désarmé, car la surveillance — et les médisances — continuent. Hérault a profité du verdict rendu contre Chapelot, pour en corser une sentence de police qui défend toutes sortes d'Associations, et notamment celle des freys-maçons, et à tous les traiteurs, cabarettiers et autres de les recevoir (2). Et cette sentence, tout

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) Voir la Sentence (Pièces Annexées n° 1).

par Jacques Girard, luissier à cheval au Châtelet, accompagné de Louis-François Aldezar, de Jacques Hellet et Claude-Louis Ambezar, jures trop petites qui à plein souille ont rallié la curiosité populaire, mais il l'a aussi fait afficher en tous lieux ordinaires et accoutumés... de façon à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance ». Et comme la sentence reproduisait la constatation policière de Delespinay rue de la Rapée, tous ces beaux messieurs décorés de peau, de soie et de signes mystérieux, le repas somptueux et les carrosses, nous devinions les propos des laquais, des valets, des boutiquiers, et des ecclésiastiques qui, profitant de l'émoi, pinçaient les filles, et des filous aux aguets des bourses, et de tous ces claque-patins qui n'avaient d'autre occupation que de bâiller aux mouches et de naiser aux baraques du Pont-Neuf. On en jasait chez les libraires des quais dont les doctes clients évoquaient l'histoire ancienne, et citaient Pausanias ; aux portes des rôtisseries où le fumet des oies juteuses attroupeait les chiens maigres et les poètes faméliques ; dans l'officine des apothicaires ; dans les échoppes des savetiers, des vendeurs de besicles et des raccommodateurs de faïence. Les garnements oubliaient l'école pour jouer au franc-maçon.

Dans le public on ne discutait point la défense faite aux francs-maçons de s'assembler. On louait Fleury de sa vigilance, mais les esprits raisonnables trouvaient que la défense devait s'étendre aussi aux confréries religieuses qui, se réunissant dans les trois convents de Jésuites que possédait Paris, y recevaient de ces derniers des instructions dont la teneur était aussi ignorée que le secret des francs-maçons (1).

L'abbé Camus écrit le 23 décembre 1737 à Bertin du Rocheret : « On nous salue à présent dans toutes les rues de Paris et il n'y a point de garçon de boutique qui ne nous salue, se vantant de nos signes (2) ». Quelle abomination, et une abomination que Bertin du Rocheret constate aussi

(1) Archives de la Bastille. Extraits des gazettes de la police secrète, 1740. Ms. 100.1.20. « On dit aussi qu'on ne sauroit trop approuver les défences que le Roy a fait aux frimassons de s'assembler, parce que ces sortes d'assemblées ne peuvent qu'estre suspectes ; que, si ceux qui avoient coutume de s'assembler sous d'autres noms de frimassons, le faisoient sans conséquence, quant à présent, si les dits assemblées se font, et sont este tolérées, elles eussent pu, par la suite, dégénérer en assemblée tumultueuse, et, par conséquent, estre très dangereuses à l'Etat, ce qui feroit redoubter que, puisque l'on sçay qu'aucune assemblée ne soit permise dans le Royaume, on devroit pareillement détruire toutes les congregations ou confréries qui se font dans les trois convents de Jésuites à Paris, dans lesquels il y a actuellement de très mauvais personnes d'ordinaire, qui vont aux instructions alternatives de tous les dits confrères, qui se font par les Jésuites... » In *Revue Retrospective*, Paris, 7^e semestre, juillet-décembre, 1887, p. 128 et 129).

(2) Bib. Nat. Ms français 15.176, f^o 27.

dans sa bonne ville d'Épernay — et avec quel lyrisme indigne. — Quel scandale ! Quelle horreur ! .. Les frères sont sifflés, harés, chansonnés. La même fureur jalouse a gagné la province, notre ville est rendue de copies de la relation (1) ! Le peuple, se prenant la main en portant le ponce aux jointures, ne se salue plus que par cette formule : Bonjour, monsieur Jackin, serviteur M. Bonasse. Une dame vient de l'attriser de ces deux noms un chien et une chienne qui lui sont nez (2). — Mais toutes ces insultes toucheraient peu le Lieutenant criminel au Baillage si elles ne témoignaient de coupables indiscretions.

Qu'on ait surpris les francs-maçons, passe encore, mais leurs secrets — le Secret ! qui donc l'a révélé ? Et les suppositions vont leur train. Les hommes qui connaissent leurs faiblesses cherchent tout de suite la femme. Quel est le frère qui n'a su résister aux blandies intéressées de Dahlia. Ne serait-ce pas M. Le Noir de Cintray ? Il est militaire, a gagné quelque renom aux armées et pour ce Cid de Cintray a des yeux de Champagne. Est-ce elle ? une actrice de l'Opéra. Elle est de jamaïs bien avec M. Le Noir de Cintray après avoir blanchi les nuits du duc de Kingston : et on l'accusera d'être au mieux aussi avec le lieutenant de police — non plus comme amante mais comme indicatrice. On parle aussi d'un Anglais qui aurait échangé le secret de l'Ordre contre le secret de ses charmes. Mensonge ou vérité ? On ne sait et on ne saura jamais. Nous verrons tout à l'heure, quand nous aurons à parler des espions dont se servira la police, que si la comédienne n'était peut-être pas coupable d'avoir réhabilité le péché de la chair en le commettant pour le service du roi, la suspicion dont l'entourait l'ombrageuse lueur des francs-maçons pouvait n'être pas téméraire. Elle avait du talent — et de la tenue, et de la tenue à en remonter aux dames de la Cour. Il y a sur ce point une anecdote qui ne manque pas de saveur. Le 14 avril 1741, qui était le jour de Pâques, le Père Renaud de l'Oratoire demeura en panne au beau milieu de son prêche, et comme ses supérieurs ne manquèrent pas de lui en faire reproche, il prétendit que c'étaient M^{me} de Verrouillet et ses ames qui s'étaient ingénies à le troubler. Elles l'avaient regardé en souriant avec une tranquille obstination, avaient tiré leurs lèvres à mouches et — juste leur tour de gorge ». Une chasteté obligatoire résiste mal à de telles agaceries. Et ce qui prouve que le sermonnaire n'était tout de même pas assez pen-

(1) De la sentence de police de Hérault.

(2) Bib. de Châlons, ms 125, p. 356. *Œuvres de Berlin ou Récit*.

tre par la sainteté de son sujet pour ne pas remarquer la grâce de ses audaces, c'est que, pour se défendre et charger la conscience des dames qui avaient divertí son éloquence, il opposa à leur attitude impudique celle de la Carton et de la Delonge « dont la décence, la modestie et l'attention auraient pu servir de modèle à des religieuses mêmes ». A des religieuses même ! Que voilà donc un certificat de bonne conduite qui doit nous faire douter du péché d'indiscrétion dont les francs-maçons l'accusèrent, à moins qu'au contraire les âmes pieuses ne voient dans cette indiscrétion même un nouveau témoignage de sa parfaite dévotion. Comme quoi la morale peut avoir un double visage. Grimm parle aussi de sa tenue (1). Il dit : « c'étoit une fille mais de bonne compagnie pour les hommes, distinguée par son esprit et ses saillies ». Et il nous apprend qu'au temps où elle ravissait les loisirs du maréchal de Saxe, celui-ci l'avait emmenée avec lui au camp de Muhlberg en Saxe, et que là, en 1739, elle avait su mériter la gloire de souper avec le roi Auguste II de Pologne, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume et les princes leurs fils. Ainsi elle avait pu, avant Voltaire, contribuer à faire apprécier de celui qui sera le grand Frédéric la mesure de la grâce française.

Sous ce maintien décent, M^{lle} Carton cachait une indécence de mœurs assez notable. Mais si son humeur légère désespérait ses amants, son corps voluptueux excellait à les consoler. Ses mots d'esprit faisaient flots, comme ceux de M^{me} Cornuel que l'on citait hier, ou de Sophie Arnould dont demain se divertira. Un de ces petits poètes dont la verve s'alimentait surtout des potins des coulisses, dit d'elle :

*Célèbre de nos jours par ses galanteries,
Plus encore par mille saillies (2).*

Barbier même rapporte un bon mot qu'elle prononça le jour où M^{le} Dazincourt vint lui soumettre un cas où son devoir ne lui apparaissait point avec netteté. La Carton remplissait, à la satisfaction de toutes ses collègues, cet office de directrice de conscience, étant au dire de la police, « la conseillère née de ce tripot (l'Opéra) » (3). M^{le} Dazincourt (4)

(1) *Correspondance littéraire, philosophique et critique...* Paris, 1813, in-8°, T. VI, p. 429.

(2) *Recueil Clairambault-Maurepas*, in-8°, 1882, T. VI, p. 284.

(3) Rapport de police du 26 décembre 1759. Cf. *Paris sous Louis XV* ; rapports publiés par Camille Piton. Paris, 1912, in-16, T. IV, p. 297.

(4) « L'une des plus jolies filles qu'on eût vues à l'Opéra, laquelle mourut, en 1748, de la verole que le Président [des Facultés] lui donna. » Rapport du 5 décembre 1753. *Paris sous Louis XV*, loc. cit., p. 192.

avait vendu son « porcelage » à un noble étranger contre des espèces sonnantes et des diamants. Elle avait exigé d'avance cette fastueuse rançon de son innocence, en quoi elle s'était montrée fort avisée, car le regard n'ayant pas trouvé à cette jeune fille ce qu'on lui avait promis « verdict qu'on lui rendit ses louis et ses gemmes. Problème de laut que M^{lle} Carton rompre aux usages du théâtre, résolut par ce verdict : « **Quand la toile est levée, on ne rend plus l'argent.** »

Ce n'est point par humeur gauloise que nous nous sommes étendu sur cette aimable personne, mais parce qu'on la retrouve plus tard encore mêlée au jeu maçonnique, ou plus justement à un jeu parimaçonnique. Car cet *Ordre de la Vérité* où le lieutenant de police la signalera comme jouant sa partie parmi les adeptes de cette confrérie dont le secret consiste en trois choses : bien boire, bien manger, etc. (laissons à la perspicacité du lecteur le soin de déterminer cet etc) se créa vers 1744 — à l'instar de la Franc-Maçonnerie —, ce qui nous porte à croire que l'exemple de son amant, M. Le Noir de Cintray avait orienté son alerte curiosité vers les mystères de la Chambre du Milieu.

Que la Carton ait connu le secret, cela ne semble pas faire de doute. Trop de contemporains l'affirment pour que le fait ne soit pas exact. Telle que nous la connaissons d'après les bavardages des arceuthiers, il est tout à fait vraisemblable qu'elle ait mis son honneur de jolie femme à obtenir, contre espèces rondellettes, le trésor des signes et des mots mystérieux. Il semble même, d'après une note de la pièce *Les Fri-Maçons* de Clément de Genève qu'elle s'estima volée. Il y a en effet dans cet « hyperdrame » une scène où, comme dans la plupart des pièces de théâtre du temps dont les épreuves maçonniques forment le thème, une jeune fille desiruse également de connaître le secret et qui, commençant par feindre une indifférence méprisante, affirme au Grand-Maître que ce **secret est peu de chose.**

— Si peu de chose, Monsieur, que la personne qui l'a acheté, s'en est dégoûtée tout aussitôt, et n'a jamais pu s'en débarrasser au prix coûtant.

Ici, pour l'intelligence de ce passage et prévoyant la curiosité des commentateurs futurs, l'auteur a écrit au bas de la page :

On sait à quel prix une Actrice de l'Opéra avait acheté le prétendu secret qu'on a publié, et ce qu'elle répondit à une personne respectable qui vouloit l'engager à le lui apprendre. »

« On sait » ? Si les contemporains savaient, nous, hélas ! nous ne savons plus. Nous en sommes réduits à une supposition fâcheuse qui nous

oblige à accorder au traître les circonstances les plus atténuantes. Et quel plus vil ennemi encore d'ignorer son avis sur le résultat de son sacrifice, la « personne respectable » à qui elle l'a confié ayant commis la coupable négligence de ne le point transcrire pour la postérité. C'est en 1740 que Clement de Genève fait allusion à cette indiscrete entreprise, et c'est la proximité de la date qui nous fait y ajouter foi. En 1741, monsieur De la Barre de Beaumarchais (le nom de l'auteur est sur son livre ainsi indiqué) recdite l'histoire dans ses *Amusemens littéraires* — et avec des détails qui témoignent de l'emoi que suscitait parmi les gouvernements l'Institution maçonnique et, par surcroît, de la charmante opinion que s'en faisait l'écrivain. Voici le passage :

« Le secret des francs-maçons a été religieusement garde jusqu'ici, et peut-être rien n'a-t-il contribué davantage à recommander leur Société. Le Gouvernement d'Angleterre, celui de France, celui d'Hollande, l'Inquisition de Rome, le feu Grand Duc de Toscane, quelques Princes d'Allemagne ont cru qu'il leur importoit de savoir quel étoit l'objet de cette mystérieuse association, et de tant de Puissances respectables, aucune n'a pu réussir. La fameuse Carton de l'Opera en est venue à bout. Il y a un an que la fantaisie lui étoit venue de découvrir ce secret à quelque prix que ce fût. Il se presenta fort à propos pour elle un franc-maçon, qui lui demanda ses bonnes grâces. Elle lui demanda à son tour en quoi consistoient les mystères de son Ordre. Il se défendit long-tems de la satisfaire sur ce point là, elle se défendit de même de le satisfaire sur l'autre. Le pauvre Amant se trouvoit ainsi dans le cas de Samson, il a cédé de même. La victorieuse Carton a communiqué sa découverte à Monsieur Hérault, Lieutenant General de Police, et elle se vante aujourd'hui d'avoir plus fait que la reine Elisabeth, qui ne put jamais obtenir une pareille confidence du Comte d'Essex.

Il est remarquable qu'une affaire d'amour eût de même le secret des Bacchanales, que des étrangers avoient établies à Rome vers l'an cinq cent soixante de sa fondation. Mais ces impures et barbares orgies alloient directement à la ruine de l'État, et les Loges des francs-maçons au contraire semblent n'avoir pour objet que l'intérêt general du Genre Humain. » (1)

Maintenant devons-nous admettre la corrélation que ces auteurs établissent entre la relation policière et la curiosité de M^{lle} Carton ? De ce que celle-ci ait réussi à soutirer d'un amant — si nous pouvons ainsi parler — l'impardennable confidence, et qu'elle s'en soit enorgueillie, s'ensuit-il forcément qu'elle ait été la rapporter à Hérault ? N'y aurait-il

(1) M. de la Barre de Beaumarchais : *Amusemens littéraires ou Correspondance Politique, Historique, Philosophique, Critique ou Gaieté*, La Haye, 1741, t. I, p. 6 et 7. — La Haye n'est pas ici une indication fallacieuse. Antoine La Barre de Beaumarchais, ancien chanoine de l'abbaye de Saint-Victor, passé du canonat à la littérature, publia la plupart de ses ouvrages dans cette ville où il habita long-temps.

pas le plutôt coïncidence, car enfin il y a dans la relation des détails nombreux, dont certains de trop petite importance, qui nous obligeraient à croire que, contre toute vraisemblance, l'actrice aurait plutôt fait effort de gémir que d'aimer et qu'elle aurait été douée d'une mémoire exceptionnelle. Pourquoi ne pas croire — déjà — à un espionnage plus direct ?

Bref, que la Carton ait été innocente ou non, une certitude demeure : la relation des faits et gestes des franc-maçons a été faite à Herault, puisque copie de cette relation nous est conservée. Les Lieutenants de police disposent de tant de ressources pour provoquer les indiscretions ! Les suppositions continuent d'aller leur train. Pour l'Histoire ou même pour la petite histoire c'est l'actrice qui porte devant la postérité tout le poids du péché, mais les contemporains cependant n'en sont pas convaincus. Après M. Le Noir de Cintray qui s'en est défendu, on soupçonne le frère Paris de la Montagne « qui a révélé ce qu'il savait de notre société ». Le frère Camus qui nous révèle le nom du nouveau coupable supposé ne se porte point garant du renseignement. Joignant à sa vertu de franc-maçon une sage bienveillance d'ecclésiastique — car il est aumônier des gardes du corps dans la compagnie du duc de Villeroi — il dit : « il y a apparence », car, ajoute-t-il, « on ne doit pas condamner sur de simples soupçons... Je ne prends que le titre d'écho qui répète ce qu'il entend, et serais au désespoir de m'ériger en juge ny en censeur de qui que ce soit, et vous savez qu'à Paris plus que dans tout autre endroit du monde, on débite des nouvelles à la toise qui n'ont de fondement que dans les cervelles échauffées ou l'envie de parler, ou celle de calomnier. » (1)

Bref on a toute raison de se tenir sur ses gardes.

La maçonnerie, telle que la conçoivent et la pratiquent Bertin du Rocher et ses amis, se rapproche beaucoup de ces sociétés secrètes telles que *l'Ordre de la Félicité* (2) qui se créent à Paris à partir de 1740. Elle

(1) Bibliothèque d'Elpernay, ms. f. 7, f. 123, p. 19 (Recueil Herault du Rocher et c.).

(2) À la vérité, nous croyons que le jugement de L'abbé de Maury (p. 109) qui lue plus haut à propos de M^{re} Carton, sur *l'Ordre de la Félicité* est un peu trop sévère. De très bonnes choses, même à cette époque, ont été faites en son nom, en font partie. Et le président Bertin du Rocher et qui l'a aidé d'écouter dans *l'Ordre de la Félicité* célébrera la pureté de mœurs et l'absence de ceux qui exercent l'injure d'y être admis (abbé, Nat. Ms. France 8 17 17, p. 216). Cf. sur *l'Ordre de la Félicité* : *Particularité du cérémoniel en usage dans l'Ordre de la Félicité*, tirée d'un ouvrage et de l'avis de la réception des chevaliers et chevalières de l'Ordre, par un docteur, etc. (S. L., 1745, in 12 [Mod]) — *L'Art de gouverner, ou le Secret des mystères de l'Ordre de la Félicité dévoilés pour le bonheur de tout l'univers*. Annonces

... et une réunion intellectuelle et gastronomique propice aux
 discussions et peut-être — à l'occasion — à de plus substantiels

francs.
 Mais, à côté de ces « libéraux » — dont le libéralisme apparentait à
 la franc-maçonnerie fort anodin — se trouvaient des rêveurs épris d'expériences
 mystiques. N'oublions pas que ce siècle de l'incrédulité est le siècle des
 superstitions les plus saugrenues. Des occultistes profitent du secret des
 temples pour s'y livrer à la recherche de la pierre philosophale et à des
 pratiques kabbalistiques (1). Ce mélange d'un élément rationaliste et
 mystique est une des plus surprenantes particularités de la Franc-Maçonn-
 nerie, particularité qui subsiste toujours. Nous ne faisons que signaler
 cette tendance de nombreuses loges à poursuivre dans l'interprétation des
 symboles le mirage de leurs idées, ayant consacré plusieurs pages dans
La Franc-Maçonnerie chez L'Éc au mysticisme maçonnique. C'était, pour
 certains esprits, la majeure seduction de l'Ordre ; et cela nous explique
 l'engouement qui salua plus tard les expériences de Mesmer et la raison
 pour laquelle ce dernier décorait ses salons — de tous les insignes de la
Franc-Maçonnerie » (2).

Si nous faisons adhésion ici à ces jeux, c'est pour faire observer qu'ils
 étaient aussi innocents que ceux qui demeuraient sur un plan plus maté-
 riel. Aussi, tous ont-ils la naïveté de croire qu'on reviendra en haut lieu
 sur l'annulation d'autant ils sont l'objet. Ne sont-ils pas bons et loyaux
 sujets de Sa Majesté Très-Christienne ? Il est même assez curieux de cons-
 tater leur naïveté sur ce point. Ils ne comprennent pas que c'est l'exis-
 tence même de la Franc-Maçonnerie qui contrarie le pouvoir et non la
 terreur de ses travaux. Ces travaux ? Il y a longtemps que le Lieutenant
 de police les sait peu dangereux pour la sécurité de l'État, mais ils contre-

[1] *Précis*, 1722, p. 12. Les *Mystères de magie* aux plus hauts grades de la maçonnerie, sans
 se limiter aux *Secrets de l'Ordre de la Félicité*. A paraître de suite [Paris], in-12 ;
Histoire de la Félicité, Amsterdam [Paris], 1751, in-12, etc.

[2] Les tentatives de ces pratiques étaient assez malpropres. Voir dans les *Souvenirs
 de la Franc-Maçonnerie de G. L. L. L.* (Paris, 1898, in-16, p. 188 et 189) l'expérience de
 la *Magie*, qui précède et précède la *Magie* de sa messe au bout de quarante jours
 de jeûne et de prières à la fin de l'année. Les frères de la loge *Les Amis
 de la Vérité*, de Paris, se sont vus cette expérience, en redoutant les conséquences
 d'un tel jeûne pour tout le monde, l'interrompirent le 26^e jour. Cf. également Frédéric
 Lemaître, *Les mystères de la magie*, etc., traduction W. Duckett, Paris, in-16,
T. I., p. 331 et 332.

[3] En 1789, arrivée de Mesmer à Paris ; épidémies nerveuses autour des ba-
 nquets et dans les salons de Paris de la Franc-Maçonnerie, et maté-
 rielle pour prouver qu'il n'y avait pas. C'était ce qu'on appelait alors l'enfer aux convul-
 sions. L. G. Meryon, *Des esprits et de leurs manifestations périodiques*, Paris, 1854,
 in-8, p. 10.

viennent aux lois du royaume, à la volonté du monarque — et d'autre part la religion ne les tient pas en odeur de sainteté. Et ce dernier argument n'est point sans valeur pour Hérault.

* * *

Rene Hérault faisant du zèle. Il avait dû succéder à Ravot d'Ombrevail dans la lieutenance générale de police vraisemblablement à la protection du prince de Conti dont il avait été le secrétaire intime et l'historiographe. Quand cette charge lui est octroyée — le 29 août 1725 — il n'a que trente-cinq ans environ, de l'ambition, un incontestable désir de bien faire qui se traduit par des défenses judicieuses, des réformes intelligentes et de sages innovations. Seulement il est de parti-pris. Il est extrêmement conformiste en religion, comme — cela se conçoit — en politique. En quoi il seconde honnêtement les vues du premier ministre le cardinal de Fleury qui, âgé et de naturel paisible, a une sainte horreur de toutes les intrigues ou de toutes les conceptions aussi bien d'ordre spirituel que matériel susceptibles de jeter quelque désarroi dans les esprits. Fleury n'aime pas les jansénistes. Les manifestations de leur foi offensent le cardinal et les manifestations de leur zèle gênent le ministre. Il en veut aux convulsionnaires qui, sur la tombe du diacre Paris, se livrent à des contorsions qui impressionnent la foule. Ici encore il y a des miracles hétérodoxes qui blessent le pape et qui, d'autre part, créent dans Paris une agitation préjudiciable à la tranquillité du public... et de l'Etat. Donc Hérault se verra — et durement — contre les convulsionnaires et ne ratera aucune occasion de poursuivre les assemblées de religionnaires et de tempérer l'ardeur janséniste — ce qui lui vaudra des pamphlets dont le *Journal* de Barber et les chansonniers du temps nous permettent d'apprécier l'âpre et cruelle virulence :

*Ton Dieu fut ce vieux cardinal,
Qui doit tomber en pourriture ;
Suppôt du ministre infernal,
Ton Dieu fut ce vieux cardinal,
L'un et l'autre nés pour le mal,
Tous deux l'horreur de la nature. (1)*

(1) *Recueil Clairambault-Maurepas, loc. cit., T. VI, p. 3* (Les exploits de M. Hérault)

Le 10 mai 1791, Louis Maupais fusille de couplets satiriques dont il est le disgracieux sujet :

*Pour punir des auteurs
 De ces vers jusqu'aux lieux,
 Les caves, les puits, les guérites
 Tout tremble et c'est en vain
 Le tribunal de l'injustice (1)*

Le 10 mai 1791, à l'époque chez les faiseurs de petits vers, dont la poésie avait la verve licencieuse, on attaque les mœurs de l'homme (c'est la protestation contre la débauche) et celles de sa femme, née Marie-Hélène Marie de Sevelles, chez laquelle le duc de Bouilliers et le duc de Perthuis passent pour avoir fait à leur tour une perquisition non autorisée par le pape et encore moins, en l'espèce, par le lieutenant général (2).

Les membres des francs-maçons avaient ajouté à ses occupations, ou mieux à ses préoccupations. Ici il semble qu'il ait mis un certain plaisir à s'en occuper et peut-être à déposer un peu les instructions du cardinal-archevêque. Ce dernier ne semble pas nourrir une animosité particulière contre les francs-maçons. Il veut empêcher leur extension, comme il avait empêché la formation du *Club de l'Écluse* fondé quelques années auparavant par le duc d'Alvy et où se réunissaient quelques hommes cultivés — nous le verrons plus loin les intellectuels — sous le prétexte « qu'on s'y occupait de politique » et cette interdiction n'ayant pas suscité de révolte de la part de ses mandataires, il pouvait croire que la Franc-Maçonnerie obéirait à son injonction avec la même facilité. Il ne s'indigne pas contre le comte d'Orléans-Ransay qui, pour lui prouver le loyalisme et le but honnête de la franc-maçonnerie de l'ordre, tient à lui communiquer le discours prononcé par le comte d'Orléans-Ransay devant ses frères ; il se contente de se fâcher, d'ailleurs, se retranchant derrière la volonté du roi, de la volonté de la loi (3). Il doit s'abstenir de cette obstination à ne pas reconnaître la franc-maçonnerie et c'est à se demander — et c'est une question que se

(1) *Idem.*, T. VI, p. 4 et 5.

(2) *Journal de Barbier*, T. V, p. 193. Détail anecdotique méritant d'être rapporté : le comte d'Orléans-Ransay, en fait de femme, l'amie de Marie-Antoinette, était la sœur de la comtesse de Polastron, dont la fille avait épousé, en 1746, le comte de Polastron, le mariage d'un de ses fils le fit également le grand-père du célèbre conventionnel Louis de Saint-François.

(3) *Journal de Barbier*, T. V, p. 193. Sur ses relations avec Fleury au sujet de la franc-maçonnerie, voir *Le franc-maçon et le pape*, loc. cit., p. 17 à 43.

pose aussi M. A. de Boushelle (1) — si la persécution dont la Frane-Magennerie fut la victime recalcitrante n'aurait pas à son développement (2). Car Hérault met quelque acharnement à la poursuivre. Nous avons dit plus haut qu'il était de parti-pris, entendons par là qu'il est sans indulgence pour ceux qu'il considère, à tort ou à raison, comme des esprits forts ou d'un catholicisme suspect. Ses prévenances, et parfois son indulgence vont aux Jésuites auxquels appartient son frère. C'est peut-être pour cela que le marquis d'Argenson qui ne l'aimait pas, l'appelle « vil animal de Loyola » et que Voltaire, après avoir sollicité tant de fois sa protection et dans les termes les plus agenouillés, le juge dans une de ses lettres (du 28 juillet 1739) un être « patelin et fourbe ». Ceci dit, ne doutons pas qu'en poursuivant aussi sévèrement les franes-magenniers il ait obéi non seulement aux directives du pouvoir mais aussi à son propre sentiment. Il sied de ne pas oublier en effet que dès la naissance de l'Institution, les Jésuites ne cessent de la bafouer, et qu'aucun d'eux ne consentit à s'y affilier, alors que maints religieux d'autres ordres participaient aux travaux des loges. Il se peut donc que dans ce cas comme dans celui des colporteurs d'écrits contre la bulle *Unigenitus* qu'il punissait de la peine du carcan, Hérault ait mérité l'apostrophe du pamphlétaire anonyme :

*Hérault, ministre exécuteur
Du manège jésuitique... (3)*

Les attributions du lieutenant général de police étaient considérables, et conséquemment ses pouvoirs. « Il a une influence secrète et prodigieuse. Il sait tant de choses, qu'il peut faire beaucoup de mal ou beaucoup de bien, parce qu'il a en main une multitude de fils qu'il peut embrouiller ou débrouiller à son gré. Il frappe ou il sème, il répand la lumière ou les ténèbres. Son autorité est aussi délicate qu'étendue. » Ce jugement de Sébastien Mercier (4) est aussi exact pour son temps où Paris est sous la main de Lenoir que pour l'époque où opère Hérault. Il suffit pour s'en convaincre de lire l'éloge funèbre de d'Argenson fait par Fontenelle en 1721 à l'Académie des Sciences où il établit le mérite, les responsabilités et... les possibilités de la charge. Et parmi ces possi-

(1) *Lettres de M. de Marville au ministre Maurepas. Paris, 1896, in-8°, p. XLII* (note).

(2) Il y a 4 brefs à Paris en 1739, *XX^e siècles secrets et secrets*, t. 22.

(3) *Revue Caennaise de Littérature*, t. 1, N. 1, p. 122.

(4) *Tallem de Paris, Paris, 1787, in-8°, t. 1, p. 261.*

Les francs-maçons cessent d'exister même de nos jours : pénétrer par les portes closes dans l'intérieur des familles et leur garder les secrets, ce n'est pas tout, *tant qu'il n'est pas nécessaire d'en faire usage*. Ce pouvoir s'était beaucoup étendu sous Louis XIV qui, pour mieux le saisir, Avide avait chargé ce personnage de tout ce qui concernait la sûreté publique et ce domaine était, comme on le conçoit, illimité, on y joignant même maintes attributions jusqu'alors (1700) réservées au prévôt des marchands, au Parlement, aux chevaliers du guet, au lieutenant civil et aux lieutenants criminels. Saint-Simon nous en donne la raison (1) : « Le feu roi avait fait du lieutenant de police une espèce de ministre secret et confident, une sorte d'inquisiteur ». Car Louis XIV, comme il le dit à un autre endroit (2) était « plus curieux de savoir ce qui se passoit et plus curieux de rapports qu'on ne le pouvoit croire, quoiqu'on le crût beaucoup ». Tous les rapports des commissaires de quartier et des inspecteurs de police étaient contre-visés chaque jour à la lieutenance générale.

Nous ne voyons pas de voir le Lieutenant Général punir les délinquants de sa propre autorité. S'il s'était agi de crimes ou de faits graves touchant la sûreté de l'Etat, il eût été incompétent pour en juger. Mais il avait droit de juridiction pour toutes les affaires de médiocre importance, comme par exemple celles qui sont aujourd'hui du ressort de la justice de paix ou des tribunaux correctionnels et de simple police. Et comme les francs-maçons n'étaient inculpés que de désobéissance à un ordre et que les dévotions n'avaient jamais été jusqu'à les faire soupçonner de libertinage — autrement dit d'irrespect envers le régime et les institutions — il appartenait à Herault — comme plus tard à M. de Marville — de peser leur impertinence.



« Les francs-maçons attendent l'accalmie et même le calme définitif. Ce sont des nuées qui nous promettent de plus beaux jours » écrit l'abbé Carnus. C'est la l'opinion générale, opinion par quoi s'excuse cette désobéissance larvée qui fait que les réunions continuent avec de prudentes intermittences. Ils vont jusqu'à considérer cette prudence

(1) *Mémoires*, Paris, 1873, in-16, T. XIII, p. 178.

(2) *Idem.*, même tome, p. 151.

même comme une espèce de soumission ; et après avoir témoigné en termes contrits de son respect « pour les ordres qui semblent venir de la Cour », cet excellent abbé, rompu aux subtilités de la conscience et qui a une façon à lui d'interpréter ce respect, écrit « le 25 octobre on a cependant (ce *cependant* semble une concession à ses remords) reçu à huis-clos et bourgeoisement huit personnes distinguées par leur naissance et leur mérite, après quoi il a été décidé par plusieurs que ces chambres de vacation pourroient encore devenir suspectes et qu'il étoit plus prudent de refuser toute audience, quoique le prince de Monaco la sollicite ». Huit jours auparavant le fr. Castagnet avait annoncé à Bertin du Rocheret que lui, avec le marquis de Tavannes, les frères de Roblastre, Gonor et d'autres venaient de faire une grande réception, ce qui ne l'empêche pas d'ajouter « nous attendons votre retour, pour partager avec vos frères les persécutions dont ils gémissent au fond des cavernes ; rien ne ~~nous rebute et nous souffrons sans nous plaindre~~ » (1). ~~Tranquillisons-nous~~ : cette souffrance étoit toute morale. Pour l'autre, nous avons toute raison d'en douter. Car la persécution dont on gémissait au fond des cavernes ne faisait pas que dans ces cavernes on ne fit honneur aux repas — et au vin. On s'étend même avec complaisance sur ce dernier chapitre, à propos de cette « grande réception ». On y a bu un vin confortable, et ~~« nous espérons, malgré les curieux, en boire copieusement cet hiver »~~. Et pourquoi ce Castagnet et bien d'autres correspondants francs-maçons insisteront-ils si souvent auprès de leur correspondant, sur la qualité du vin ? C'est parce que le fournisseur est tout simplement Bertin du Rocheret. « Vous êtes invité, mon très cher frère, lui écrit le premier, à renouveler vos soins pour le bon vin » (2). Quand on habite Épernay, et qu'on y possède des vignobles dont il faut bien écouler le produit, il est d'un bon maçon d'en faire profiter ses frères. Et d'en profiter soi-même, car enfin la consommation qu'ils en font est trop considérable pour qu'il n'en soit point demandé paiement. Ce Castagnet qui se promettoit d'en boire copieusement cet hiver, a tenu parole. Il rend compte en novembre de nouvelles « assemblées » où on a noyé dans des santes multipliées le chagrin de la « mésaventure » : « Il s'est beaucoup bu de vin de Champagne, et si j'en avois eu une centaine de bouteilles elles auraient au moins disparu. » C'est un placement fraternel, sinon de père de famille,

(1) Bibl. d'Épernay. Man. T. 24, p. 19.

(2) Bib. Nat. Man. fonds français 15-176 f° 19.

au prix de 20 sols la bouteille environ ; quelquefois le prix en varie un peu, cela doit dépendre du caprice que met chaque année le Grand Architecte à dorer et à murir les pampres. Ce Bertin du Rocheret, vigneron, reçoit d'innombrables commandes, pressantes et flatteuses

*De ce petit vin délicieux
Qui mousse et brille dans le verre,
Dont les mortels ne boivent guerre,
Et qu'on ne sert jamais qu'à la table des dieux (1).*

Ce sont là madrigaux qui enchantent à la fois le propriétaire-marchand et l'honnête homme, dont les mœurs frivoles charment aussi les loistes. Et non seulement les muses frivoles, mais Clio qui préside à l'Histoire et Calliope qu'invoque l'Eloquence ! Elles inspirent à Bertin du Rocheret un dithyrambe en l'honneur des francs-maçons ou mieux une Apologie « qui puisse désabuser le public » de toutes les méchancetés dont on sahit « la profession ». Encore une fois les frères espèrent qu'une justification les blanchira tout à fait dans l'esprit du roi, du ministre et de leur trop intraitable serviteur, le Lieutenant de police. A cette époque des cervains s'exercent déjà à cette pieuse mission. Ils ont la modestie de ne pas signer leurs œuvres et l'éditeur de son côté, desireux d'éviter d'importunes visites, ne s'en fait point réclamer. Comme sur les feuillets le censeur de la librairie appliquerait certainement le grincement de sa plume d'or, et que le garde des sceaux refuserait l'imprimatur ; puisque le premier corrigerait le manuscrit et le second les auteurs, mieux valait même que la bonne ville de Paris n'apparût point mêlée à ces panegyriques ; et ceux-ci portaient des titres fallacieux qui les faisaient naître sous les cieux plus éloignés de La Haye, d'Amsterdam, de Londres et même de Jérusalem.

La défense imaginée par Bertin du Rocheret peut n'être pas inutile. Elle n'aura aucune modification dans l'ordonnance qui les vise, mais les effets coercitifs de cette ordonnance s'en pourraient trouver atténués. Le fait s'étant produit à l'étranger, dans le canton de Berne ; et, étant donné les communications qui s'établissaient entre les frères, ceux de Paris pouvaient ne pas l'ignorer. Le grand Conseil et le petit Conseil de la République de Berne avaient par sentence du 3 mars 1745 défendu l'exercice de la Franc-Maçonnerie, en punissant les contrevenants d'une

(1) *Id.* N. 1. Man. français 15-176, f. 19.

amende de cent cinq blancs et, en certains cas, de la privation de leurs charges, bénéfices et emplois (1). Les frères maçons de cet Orient avaient riposté en faisant imprimer à Francfort et à Leipzig un exposé respectueux de leur doctrine et de leurs rites, exposé assez court — 42 pages — mais tellement persuasif que la population en fut émue, et les magistrats ébranlés. Ceux-ci durent revenir sur leur décision en laissant vivre les ateliers, interdisant seulement aux fonctionnaires d'assister à leurs travaux « sur les terres de la domination bernoise » (2).

Seulement le cas contraire peut se produire. Une réplique risque de provoquer une réplique. Des adversaires de l'Ordre, ennemis respectueux par les décrets de leur immigration, soit par un sentiment sincère ou par le désir intéressé de profiter de l'engouement public pour le sujet maçonnique, lancent des livres qui, satisfaisant au goût de scandale et de mystère de la foule, rencontrent un succès assez vil pour désigner l'encens que s'administrent les francs-maçons.

On les accuse des pires forfaits et entre autres de ce qui peut le plus indisposer le pouvoir, de tromper les rois et de trahir leurs intérêts, en les menaçant d'en courir la vindicte de ces rois, quand ceux-ci viennent à dir dans leurs agissements. Prédiction qui s'est accomplie à la lettre dans plusieurs royaumes — dit l'auteur des *Frères maçons et rois* — par la persécution que la Franc-Maçonnerie y souffrit. Et plus loin il insiste encore sur les mesures d'ailleurs exactes que l'étranger a prises contre la Franc-Maçonnerie, afin qu'elles puissent servir d'exemple à Sa Majesté Très Chrétienne.

On ne leur impute pas moins que des projets de détruire la monarchie et de changer le Gouvernement. En conséquence, on les a traités, comme très souvent, en Italie le Pape les a frappés des foudres de l'excommunication; le Sénat de Venise et le roi de Sardaigne les ont aussi frappés de leurs Etats; il y a quelques années que la Reine de Hongrie les a poursuivis à Vienne en Autriche, les Etats de Hollande ont fait afficher leurs Assemblées par des placards affichés aux coins des rues.

On a pris des précautions pour les empêcher de s'assembler en France de Russie. A Berne, en Suisse, on les a forcés à renoncer par un serment prêté entre les mains des magistrats aux ordres des princes de l'étranger entrant dans l'Ordre; et ils ont été proscrits dans plusieurs autres endroits. » (3)

(1) [Thory] : *O. ou Histoire de la fondation du Grand Orient de France*, Paris, 1812, in-8°, p. 323-326.

(2) [Thory] : *Actes de la Franc-Maçonnerie*, Paris, 1812, in-8°, p. 102.

(3) [Lerodier] : *Les francs-maçons et les rois*, Paris, 1746, in-8°, p. 102.

(4) *Ibidem*, p. 102.

profanes de la Grande Bretagne. L'Ordre méprant de ce fait sans aucune considération, un discrédit au sens exact du mot. On pense à en rompre toute l'atténuation ; c'est encore Marville qui nous donne ce curieux renseignement par sa note à Maurepas du 9 février 1744 : « Les Anglais sont furieux, dit-il, de ce que le Secret des franc-maçons est divulgué. On assure qu'il a été arrêté à Londres qu'en allant établir d'autres loges, on et que les franc-maçons anglais excommunieront par degré tous les Français et les exclure pour jamais de leur société. On ajoute qu'en ne pardonnant rien pour apprendre les noms de ceux qui ont révélé les secrets, et qu'on en fera périr autant qu'il s'en découvrira. »

Ces prétendues « révélations », ou une lettre italienne, ou une autre, la vérité, ne font qu'aviver les curiosités. Les nappes d'incendie par les yeux tentent au désarroi des esprits. Et il en est parmi ces esprits qui cherchent jusqu'à redouter les franc-maçons comme les monstres seigneuriaux des « poulvantaills ». Un ecclésiastique napolitain, un de ces d'viges de l'époque comme en comptant l'Italie, qui devant vivre de la paille du ciel, et beaucoup plus que de leur paille, avait trouvé une recette miraculeuse pour débarrasser la terre de cette effroyable calamité, qu'était la Franc-Maçonnerie. Malheureusement comme tous les inventeurs qui ne peuvent exploiter eux-mêmes leur découverte, il chercha l'Éternel qui fut assez puissant pour la pouvoir exécuter. L'Éternel de France lui parut tout désigné pour cette besogne sabbatique, et épistolairement il lui exposa son projet.

Cet incident ne nous apprend pas grand' chose sur les franc-maçons eux-mêmes, mais il vaut par la saveur de l'anecdote. La vérité se prête à parler un siècle et demi trop tôt. Aujourd'hui il est évident que nous sommes à des feuilles bien pesantes, et son fanatisme ne l'eût point desservi auprès d'lecteurs obsédés par le « peril maçonnique ». Ce Nicolas-François Genty semble avoir eu la cervelle un peu détraquée par la lecture des bulles pontificales. Il voit les franc-maçons partout, même dans les « poulvantaills » parmi ses confesseurs — en quoi il peut n'avoir pas tort, car nous ne savons le grand nombre d'abbés tant du clergé régulier que séculier qui peuplaient les « catchers ». Et il voit — vraiment ce prêtre s'égare de plus en plus un précurseur dont se pourraient prouver certaines « innovations modernes de la Franc-Maçonnerie » — que « cette secte est la semence du Diable ». Ce sont là ses propres termes. Comme on le voit dans les rapports qu'il suscita. Ces rapports sont nombreux. — Ils sont destinés à parler au roi et à ne vouloir dire « son protestantisme » à peine à compliquer sa situation, et à vraisemblablement pousser ses jalousies.

de l'Assemblée qui de ~~conscience~~ ~~remplissent~~ les suppliques qu'il adresse
 à son roi, en un latin noble et prolixe on, parmi d'innombrables citations
 de Pères de l'Eglise, il fait allusion à l'hydre à sept têtes que le fils d'Ale-
 xandre ne sut trancher. Nul doute que cette hydre ne représentât la Franc-
 Maçonnerie, et que le rôle d'Hercule ne fut dans sa pensée dévolu à
 Louis XV dont le caractère, constatons-le, se prêtait plutôt mal à la
 comparaison. Ces suppliques sont adressées par le « Sacerdote Nicolas
 Francesco Gentile ex Regno Neapoli a Sacra Realis Majestati Ludovi-
 ci XV Galliarum et Navarre Regis Christianissima ». Si le style en paraît
 d'une exaltation déraisonnable, l'écriture assez nette, aux lettres bien
 fermées, n'est pas d'un fol. Pourtant on ne tarda pas à le juger tel. On
 l'avait d'abord pris au sérieux... en s'assurant de sa personne. Nous
 sommes alors en 1757, en décembre. Le comte de Saint-Florentin, qui
 avait remplacé Maupeou exclu de sa charge et de Paris pour avoir com-
 posé sur une affection trop physique de Mme de Pompadour un madrigal
 impertinent, avait, dès la réception de sa massive, adresse une lettre de
 cachet au Sieur Le Breton commandant la maréchaussée de Sevrès,
 pour arrêter et conduire le signataire à la Bastille. C'était un mode de
 convocation qu'il fallait, vingt ans auparavant, dans son ardeur contre
 le secte, n'eût pas employé envers un prêtre, mais les temps avaient
 changé. On jugea que le promoteur d'une intention aussi homicide
 méritait d'abord d'être retiré de la circulation. La lettre de cachet per-
 mettant de procéder sans bruit et sans autre forme de procès à cette opé-
 ration. Le roi n'apposait son nom que sur les lettres patentes : les lettres
 de cachet étaient signées par le maître de la Chancellerie qui le plus sou-
 vent se déchargeait de ce soin sur le lieutenant de police lequel à son tour
 laissait son secrétaire user de cette prérogative (1). C'était un moyen

(1) « Les lettres par lesquelles le Roi fait connaître sa volonté sont de deux es-
 pèces. Les unes sont faites pour devenir des lois du royaume, et elles acquiescent le
 commandement, et par conséquent, il faut que tout le monde les observe, presque tout
 le monde doit y obéir ; c'est ce qu'on appelle *lettres patentes*. Mais les lettres par les-
 quelles le Roi fait connaître sa volonté à des particuliers et même à des corps, celles qui
 ne sont faites que pour ceux à qui elles sont adressées et qui ne sont pas
 faites pour devenir des lois, sont fermées et cachetées et on les nomme *lettres closes*
 ou *lettres de cachet*. Les lettres de cachet sont des lettres écrites, par
 lesquelles le Roi fait connaître sa volonté à des particuliers et même à des corps, qui en
 sont adressés, et qui ne sont pas faites pour devenir des lois, et qui ne sont pas
 conformes à sa volonté et cela est certifié par la signature du secrétaire d'Etat. »

Source : Mémoire manuscrit et inédit sur les lettres de cachet dans la col-
 lection de M. Alfred Bégis, cité par M. Funck-Brenfano dans son ouvrage : *Les
 Lettres de Cachet à Paris*, p. x et xi.

On a été dans ces derniers temps jusqu'à vouloir rehabliler les lettres de cachet,
 en leur donnant une nouvelle destination, et en leur faisant jouer un rôle important

commode d'arrêter les gens gênants sans avoir à les condamner. Mairs, écrivains à la plume imprudente avaient attiré l'attention de la Bastille. Grâce à cette méthode, les familles tenues en Cour se voyaient débarrasser pour un temps plus ou moins long de parents et d'adultères. Les maris de leur femme si celle-ci avait quelque penchant à la débauche ou faisait preuve d'une importune jalousie, et les pères de famille de l'incendunte de leurs enfants. Il arrivait même des cas — bien rares — où des femmes, ayant à se plaindre des sévices de leurs époux, obtenaient l'incarcération. Cette incarcération durait aussi longtemps que le voulaient les demandeurs. Il y eut parfois des exceptions à cette règle, entre autres celle que rapporte le 6 septembre 1742 le *Journal de police* Taschereau de Baudry et que voici car elle est assez amusante pour mériter d'être rapportée : Michel Arny demande à rester à l'Hôpital (Bicêtre) le restant de ses jours, assurant qu'il y sera plus heureux qu'avec sa femme. Celle-ci eut beau protester, son mariage violent devint un veuvage forcé. On obtint par la suite de l'incarcération le *savetier*. C'était la une profession trop estimable pour qu'on le renvoyât malgré lui au foyer conjugal. On le garda.

Pour en revenir au sieur Gentil, exécuter en chambre des francs-maçons, il ne fait pas honneur au Châteaui d'arriver en a en la grande salle de le conduire. Le major Chevalier qui gouverne ce château et qui gouvernera trente années avec un zèle tanton en p n'est pas l'homme d'étendu dont l'accoutrement ne ressemble guère à celui des p... qu'il a coutume de recevoir. Il écrit au ministre :

A la Bastille, le 10 décembre 1757.

MONSIEUR,

Vous trouverez cy joint la lettre de M. l'abbé de la Roche, évêque de Meaux, à M. Nicolas François Gentil, prestre raporteur, contre lequel on luy a fait (à 8^{es} et demy). Ce prisonnier n'avoit aucun effet sur lui, qu'un petit bre-
viere latin, qu'il demandoit avec beaucoup de respect. Ce prestre ne
paroit avoir la teste dérangée. Le motif de sa detention, à ce que m'a dit

[illegible]

lui fils qu'il méritoit d'être puni pour son entêtement, il insista à dire qu'il
 n'en entendait point et qu'il n'en demandait point.

J'ai l'honneur d'être avec le respect le plus profond.

Signé : DE ROCHEBRUNE.

~~Après le départ de M. de La Fayette, le lieutenant général de la garde nationale :~~
 C'est une espèce de fou qui a des scrupules et se croit digne, qui croit
 que tous les confesseurs sont des frères maçons (1) ce qu'il appelle la secte
del muratori (2) et que cette secte est la secte du diable. « D'ailleurs
 lorsque c'est un fou et un entêté. » Résultat : Dans ces circonstances
 je pense qu'on doit le transférer de la Bastille à Bicêtre. Si M. le curé de
 Saint-Hippolyte le juge ainsi, il est supposé de faire expédier les ordres
 nécessaires à cet effet. Le ministre n'y a pas. Et on transfère à Bicêtre
 le intraste inépuisable. Le malheureux perdait au change. De toutes les
 prisons celle de Bicêtre, qu'on appelait l'Hôpital, était la plus rigou-
 reuse. A la Bastille on était traité avec une aménité qui adoucit la
 rigueur de la claustration, et on y était fort bien reçu. Nous nous
 sommes étendu sur ce point dans notre ouvrage sur les *Lettres Philosophiques*
de Voltaire (3), notre personnage, Voltaire, ayant dû subir lui
 aussi la gracieuse hospitalité du roi. Seulement à Bicêtre ce n'était plus
 le dernier qui faisait les frais. La pension devait être payée par les pri-
 sonniers eux-mêmes ou par leurs proches, sachant ils étaient vus à pain
 et à l'eau, et, comme couche, à la paille infecte des cadavres. Ces condi-
 tions étaient affreuses. On y enfermait surtout les mendiants qui avaient
 une détestable façon de provoquer la générosité des passants attardés.
 Les voleurs de nuit et les mauvais sujets qui dans les fureurs des jacobins
 se cachent pour mettre en masculin ce qui revient au féminin.
 En une telle compagnie le caractère de notre héros pouvait envenimer.
 Il s'altère et son esprit déjà malade et son corps qui le dévire.
 Et cinq mois après le prêtre républicain s'en fut à l'eau le père confesser
 son secret (3).

Les francs-maçons l'avaient échappé belle !

(1) Ces parenthèses dans le texte sont du Lieutenant Général.

(2) Voir l'ouvrage : *Les Lettres Philosophiques de Voltaire*, Paris, Collection des
 Grands Évenements Littéraires, 1931, in-16.

(3) Voir l'ouvrage : *Les Lettres Philosophiques de Voltaire*, Paris, Collection des
 Grands Évenements Littéraires, 1931, in-16. Il mourut le 12 juin de la même année.

1788 et d'autres folles, aux quelles des commentateurs d'une pareille
 sagacité, en ajoutent d'essentially et de plus absurdes encore.
 Le successeur pour les fêtes maçonniques est qu'après la retraite d'Herault
 on donna la place à son gendre M. de Merville. Il avait épousé le 23 juillet
 1788 Louise-Adèle de Herault, alors âgée de douze ans. Travaillant
 chaque jour avec son beau-père, il avait, si l'on peut dire, pris le pli
 et comme il en partageait les préventions et les dilections, il n'y avait
 guère d'espoir pour les franc-maçons de voir la police se relâcher de sa
 surveillance. D'ailleurs Henry était la pour le point permettre une dé-
 viation de sa politique. Il est vrai que ce vieux singe imbecile (comme
 l'appelle d'Argenson (1), qui, pour ses nombreux ennemis, dépassant les
 limites permises de la bégévie (il avait 88 ans) finirait bien par rendre
 tout son être pusillanime. Son successeur se montrerait-il plus accom-
 modant ?

(1) *Journal et Mémoires*, T. IV, p. 84, août 1743.

SOUS LE MINISTRE MAUREPAS

Nous allons maintenant être abreuvés au courant des gestes contradictoires de la Franc-Maçonnerie et de la police, grâce aux rapports du lieutenant général de police au ministre Maurepas, qui ont été publiés, en 1896, par M. A. de Boushede et aux dossiers des affaires maçonniques conservés à la bibliothèque de l' Arsenal. C'est un mine de renseignements fort précieuse. Marville met son narraste au courant de tout, d'incidents auxquels la presse de notre époque ne consacrerait qu'un entrefilet de laignoux, et des accidents graves, des petites de coulisses comme des assassinats, des galantes aventures des seigneurs et des filles arrêtées comme de la vente des bles, des propos du populaire, des exploits des filous, des meurtres, des meurtres de Voltaire, de la calèche de M^{lle} Duthe, des importunances des lepreux et de mille autres faits grands et petits en le tragique au court se noble, mais **que la rédaction administrative n'apprécie pas.**

À la mort de Fleury, Louis XV n'ayant pas voulu le remplacer à la charge de premier ministre, ce fut Maurepas, alors ministre de la maison du Roi qu'il cumulait avec le département de la marine, qui devint le chef direct du lieutenant général — après bien entendu le Roi qui désireux de se renseigner sans intermédiaire ni de ses affaires, par piquant sa curiosité, recevait Marville tous les lundis en audience privée. Donc ne nous étonnons point que pour répondre à une telle confiance ce dernier ait tenu à l'honneur de partager les nouvelles et les confidences de son seigneur. D'où sa rigueur extrême contre les jansénistes et les convulsionnaires. Et pour les francs-maçons. Il semble que pour ces derniers

(1) *Le Journal de M. de Marville* (1742-1743), publié d'après les originaux par A. de Boushede. Paris, 1896. 1 vol. in-8°.

Fraternité au Fort L'Evêque et on sépare les deux Anglaises dont l'une est conduit au Petit Châtelet et l'autre au Grand Châtelet (1).

On n'a pas même fait exception pour le lieutenant Barre qui est directeur des postes à l'armée d'Italie. Il y a parmi les délinquants un franc-maçon célèbre, un d'ailleurs qui ne l'est aujourdhui que qualitativement, car c'est à lui que nous devons le premier recueil de votes à la gloire de l'Institution (2) recueil que possèdent ou recueillent tous les collectionneurs d'ouvrages maçonniques, dont plusieurs éditions ont couronné le succès, et on les trois grades de la Confrérie sont glorifiés à la fin de du temps, dans des couplets d'une agilité fortifiée (3).

Il est probable qu'après les avoir interrogés, on leur a assez vite les six francs-maçons on les invitait, selon la coutume, à signer la formule maçonnique. Ce qu'ils durent faire à non pas douter la mesure d'agir autrement. Pour la police l'attestation n'apporte beaucoup plus que la punition.

St-Henry, cependant on faisant répéter au chevalier de Ramsay que « le roy ne veut pas qu'on s'assemble » a vraiment exprimé la volonté de Louis XV, il convient de témoigner d'un zèle louable en y satisfaisant. Seulement il peut y avoir avec ce zèle des accommodements accommodements d'autant plus excusables que Marville ne tient pas trop à mécontenter les Grands. Il n'hésite pas à se montrer sévère pour les gens de peu, mais se mettre à des des courtisans comme le duc de Pécquigny qui approchant le monarque et peuvent, par quelque modestie d'assentiment tournée, compromettre sa faveur, serait d'une tactique maladroite. D'Argenson écrit dans ses *Mémoires* à la date du 21 février 1740 :

« On recommence de plus belle les cérémonies des francs-maçons et le grand loge se tient chez M. le comte de Moly, *chez qui il y a une assemblée* » Il en est même parmi les seigneurs qui sont assez pressés par eux-mêmes pour qu'on puisse craindre de les mécontenter, entre autres le Grand Maître des francs-maçons. Et ce Grand Maître est un

(1) Avec le titre de la police de la Pologne de l'Armée d'Italie (1740) (2) *Chansons et* (3) *Chansons et* (4) *Chansons et* (5) *Chansons et* (6) *Chansons et* (7) *Chansons et* (8) *Chansons et* (9) *Chansons et* (10) *Chansons et* (11) *Chansons et* (12) *Chansons et* (13) *Chansons et* (14) *Chansons et* (15) *Chansons et* (16) *Chansons et* (17) *Chansons et* (18) *Chansons et* (19) *Chansons et* (20) *Chansons et* (21) *Chansons et* (22) *Chansons et* (23) *Chansons et* (24) *Chansons et* (25) *Chansons et* (26) *Chansons et* (27) *Chansons et* (28) *Chansons et* (29) *Chansons et* (30) *Chansons et* (31) *Chansons et* (32) *Chansons et* (33) *Chansons et* (34) *Chansons et* (35) *Chansons et* (36) *Chansons et* (37) *Chansons et* (38) *Chansons et* (39) *Chansons et* (40) *Chansons et* (41) *Chansons et* (42) *Chansons et* (43) *Chansons et* (44) *Chansons et* (45) *Chansons et* (46) *Chansons et* (47) *Chansons et* (48) *Chansons et* (49) *Chansons et* (50) *Chansons et* (51) *Chansons et* (52) *Chansons et* (53) *Chansons et* (54) *Chansons et* (55) *Chansons et* (56) *Chansons et* (57) *Chansons et* (58) *Chansons et* (59) *Chansons et* (60) *Chansons et* (61) *Chansons et* (62) *Chansons et* (63) *Chansons et* (64) *Chansons et* (65) *Chansons et* (66) *Chansons et* (67) *Chansons et* (68) *Chansons et* (69) *Chansons et* (70) *Chansons et* (71) *Chansons et* (72) *Chansons et* (73) *Chansons et* (74) *Chansons et* (75) *Chansons et* (76) *Chansons et* (77) *Chansons et* (78) *Chansons et* (79) *Chansons et* (80) *Chansons et* (81) *Chansons et* (82) *Chansons et* (83) *Chansons et* (84) *Chansons et* (85) *Chansons et* (86) *Chansons et* (87) *Chansons et* (88) *Chansons et* (89) *Chansons et* (90) *Chansons et* (91) *Chansons et* (92) *Chansons et* (93) *Chansons et* (94) *Chansons et* (95) *Chansons et* (96) *Chansons et* (97) *Chansons et* (98) *Chansons et* (99) *Chansons et* (100) *Chansons et* (101) *Chansons et* (102) *Chansons et* (103) *Chansons et* (104) *Chansons et* (105) *Chansons et* (106) *Chansons et* (107) *Chansons et* (108) *Chansons et* (109) *Chansons et* (110) *Chansons et* (111) *Chansons et* (112) *Chansons et* (113) *Chansons et* (114) *Chansons et* (115) *Chansons et* (116) *Chansons et* (117) *Chansons et* (118) *Chansons et* (119) *Chansons et* (120) *Chansons et* (121) *Chansons et* (122) *Chansons et* (123) *Chansons et* (124) *Chansons et* (125) *Chansons et* (126) *Chansons et* (127) *Chansons et* (128) *Chansons et* (129) *Chansons et* (130) *Chansons et* (131) *Chansons et* (132) *Chansons et* (133) *Chansons et* (134) *Chansons et* (135) *Chansons et* (136) *Chansons et* (137) *Chansons et* (138) *Chansons et* (139) *Chansons et* (140) *Chansons et* (141) *Chansons et* (142) *Chansons et* (143) *Chansons et* (144) *Chansons et* (145) *Chansons et* (146) *Chansons et* (147) *Chansons et* (148) *Chansons et* (149) *Chansons et* (150) *Chansons et* (151) *Chansons et* (152) *Chansons et* (153) *Chansons et* (154) *Chansons et* (155) *Chansons et* (156) *Chansons et* (157) *Chansons et* (158) *Chansons et* (159) *Chansons et* (160) *Chansons et* (161) *Chansons et* (162) *Chansons et* (163) *Chansons et* (164) *Chansons et* (165) *Chansons et* (166) *Chansons et* (167) *Chansons et* (168) *Chansons et* (169) *Chansons et* (170) *Chansons et* (171) *Chansons et* (172) *Chansons et* (173) *Chansons et* (174) *Chansons et* (175) *Chansons et* (176) *Chansons et* (177) *Chansons et* (178) *Chansons et* (179) *Chansons et* (180) *Chansons et* (181) *Chansons et* (182) *Chansons et* (183) *Chansons et* (184) *Chansons et* (185) *Chansons et* (186) *Chansons et* (187) *Chansons et* (188) *Chansons et* (189) *Chansons et* (190) *Chansons et* (191) *Chansons et* (192) *Chansons et* (193) *Chansons et* (194) *Chansons et* (195) *Chansons et* (196) *Chansons et* (197) *Chansons et* (198) *Chansons et* (199) *Chansons et* (200) *Chansons et* (201) *Chansons et* (202) *Chansons et* (203) *Chansons et* (204) *Chansons et* (205) *Chansons et* (206) *Chansons et* (207) *Chansons et* (208) *Chansons et* (209) *Chansons et* (210) *Chansons et* (211) *Chansons et* (212) *Chansons et* (213) *Chansons et* (214) *Chansons et* (215) *Chansons et* (216) *Chansons et* (217) *Chansons et* (218) *Chansons et* (219) *Chansons et* (220) *Chansons et* (221) *Chansons et* (222) *Chansons et* (223) *Chansons et* (224) *Chansons et* (225) *Chansons et* (226) *Chansons et* (227) *Chansons et* (228) *Chansons et* (229) *Chansons et* (230) *Chansons et* (231) *Chansons et* (232) *Chansons et* (233) *Chansons et* (234) *Chansons et* (235) *Chansons et* (236) *Chansons et* (237) *Chansons et* (238) *Chansons et* (239) *Chansons et* (240) *Chansons et* (241) *Chansons et* (242) *Chansons et* (243) *Chansons et* (244) *Chansons et* (245) *Chansons et* (246) *Chansons et* (247) *Chansons et* (248) *Chansons et* (249) *Chansons et* (250) *Chansons et* (251) *Chansons et* (252) *Chansons et* (253) *Chansons et* (254) *Chansons et* (255) *Chansons et* (256) *Chansons et* (257) *Chansons et* (258) *Chansons et* (259) *Chansons et* (260) *Chansons et* (261) *Chansons et* (262) *Chansons et* (263) *Chansons et* (264) *Chansons et* (265) *Chansons et* (266) *Chansons et* (267) *Chansons et* (268) *Chansons et* (269) *Chansons et* (270) *Chansons et* (271) *Chansons et* (272) *Chansons et* (273) *Chansons et* (274) *Chansons et* (275) *Chansons et* (276) *Chansons et* (277) *Chansons et* (278) *Chansons et* (279) *Chansons et* (280) *Chansons et* (281) *Chansons et* (282) *Chansons et* (283) *Chansons et* (284) *Chansons et* (285) *Chansons et* (286) *Chansons et* (287) *Chansons et* (288) *Chansons et* (289) *Chansons et* (290) *Chansons et* (291) *Chansons et* (292) *Chansons et* (293) *Chansons et* (294) *Chansons et* (295) *Chansons et* (296) *Chansons et* (297) *Chansons et* (298) *Chansons et* (299) *Chansons et* (300) *Chansons et* (301) *Chansons et* (302) *Chansons et* (303) *Chansons et* (304) *Chansons et* (305) *Chansons et* (306) *Chansons et* (307) *Chansons et* (308) *Chansons et* (309) *Chansons et* (310) *Chansons et* (311) *Chansons et* (312) *Chansons et* (313) *Chansons et* (314) *Chansons et* (315) *Chansons et* (316) *Chansons et* (317) *Chansons et* (318) *Chansons et* (319) *Chansons et* (320) *Chansons et* (321) *Chansons et* (322) *Chansons et* (323) *Chansons et* (324) *Chansons et* (325) *Chansons et* (326) *Chansons et* (327) *Chansons et* (328) *Chansons et* (329) *Chansons et* (330) *Chansons et* (331) *Chansons et* (332) *Chansons et* (333) *Chansons et* (334) *Chansons et* (335) *Chansons et* (336) *Chansons et* (337) *Chansons et* (338) *Chansons et* (339) *Chansons et* (340) *Chansons et* (341) *Chansons et* (342) *Chansons et* (343) *Chansons et* (344) *Chansons et* (345) *Chansons et* (346) *Chansons et* (347) *Chansons et* (348) *Chansons et* (349) *Chansons et* (350) *Chansons et* (351) *Chansons et* (352) *Chansons et* (353) *Chansons et* (354) *Chansons et* (355) *Chansons et* (356) *Chansons et* (357) *Chansons et* (358) *Chansons et* (359) *Chansons et* (360) *Chansons et* (361) *Chansons et* (362) *Chansons et* (363) *Chansons et* (364) *Chansons et* (365) *Chansons et* (366) *Chansons et* (367) *Chansons et* (368) *Chansons et* (369) *Chansons et* (370) *Chansons et* (371) *Chansons et* (372) *Chansons et* (373) *Chansons et* (374) *Chansons et* (375) *Chansons et* (376) *Chansons et* (377) *Chansons et* (378) *Chansons et* (379) *Chansons et* (380) *Chansons et* (381) *Chansons et* (382) *Chansons et* (383) *Chansons et* (384) *Chansons et* (385) *Chansons et* (386) *Chansons et* (387) *Chansons et* (388) *Chansons et* (389) *Chansons et* (390) *Chansons et* (391) *Chansons et* (392) *Chansons et* (393) *Chansons et* (394) *Chansons et* (395) *Chansons et* (396) *Chansons et* (397) *Chansons et* (398) *Chansons et* (399) *Chansons et* (400) *Chansons et* (401) *Chansons et* (402) *Chansons et* (403) *Chansons et* (404) *Chansons et* (405) *Chansons et* (406) *Chansons et* (407) *Chansons et* (408) *Chansons et* (409) *Chansons et* (410) *Chansons et* (411) *Chansons et* (412) *Chansons et* (413) *Chansons et* (414) *Chansons et* (415) *Chansons et* (416) *Chansons et* (417) *Chansons et* (418) *Chansons et* (419) *Chansons et* (420) *Chansons et* (421) *Chansons et* (422) *Chansons et* (423) *Chansons et* (424) *Chansons et* (425) *Chansons et* (426) *Chansons et* (427) *Chansons et* (428) *Chansons et* (429) *Chansons et* (430) *Chansons et* (431) *Chansons et* (432) *Chansons et* (433) *Chansons et* (434) *Chansons et* (435) *Chansons et* (436) *Chansons et* (437) *Chansons et* (438) *Chansons et* (439) *Chansons et* (440) *Chansons et* (441) *Chansons et* (442) *Chansons et* (443) *Chansons et* (444) *Chansons et* (445) *Chansons et* (446) *Chansons et* (447) *Chansons et* (448) *Chansons et* (449) *Chansons et* (450) *Chansons et* (451) *Chansons et* (452) *Chansons et* (453) *Chansons et* (454) *Chansons et* (455) *Chansons et* (456) *Chansons et* (457) *Chansons et* (458) *Chansons et* (459) *Chansons et* (460) *Chansons et* (461) *Chansons et* (462) *Chansons et* (463) *Chansons et* (464) *Chansons et* (465) *Chansons et* (466) *Chansons et* (467) *Chansons et* (468) *Chansons et* (469) *Chansons et* (470) *Chansons et* (471) *Chansons et* (472) *Chansons et* (473) *Chansons et* (474) *Chansons et* (475) *Chansons et* (476) *Chansons et* (477) *Chansons et* (478) *Chansons et* (479) *Chansons et* (480) *Chansons et* (481) *Chansons et* (482) *Chansons et* (483) *Chansons et* (484) *Chansons et* (485) *Chansons et* (486) *Chansons et* (487) *Chansons et* (488) *Chansons et* (489) *Chansons et* (490) *Chansons et* (491) *Chansons et* (492) *Chansons et* (493) *Chansons et* (494) *Chansons et* (495) *Chansons et* (496) *Chansons et* (497) *Chansons et* (498) *Chansons et* (499) *Chansons et* (500) *Chansons et* (501) *Chansons et* (502) *Chansons et* (503) *Chansons et* (504) *Chansons et* (505) *Chansons et* (506) *Chansons et* (507) *Chansons et* (508) *Chansons et* (509) *Chansons et* (510) *Chansons et* (511) *Chansons et* (512) *Chansons et* (513) *Chansons et* (514) *Chansons et* (515) *Chansons et* (516) *Chansons et* (517) *Chansons et* (518) *Chansons et* (519) *Chansons et* (520) *Chansons et* (521) *Chansons et* (522) *Chansons et* (523) *Chansons et* (524) *Chansons et* (525) *Chansons et* (526) *Chansons et* (527) *Chansons et* (528) *Chansons et* (529) *Chansons et* (530) *Chansons et* (531) *Chansons et* (532) *Chansons et* (533) *Chansons et* (534) *Chansons et* (535) *Chansons et* (536) *Chansons et* (537) *Chansons et* (538) *Chansons et* (539) *Chansons et* (540) *Chansons et* (541) *Chansons et* (542) *Chansons et* (543) *Chansons et* (544) *Chansons et* (545) *Chansons et* (546) *Chansons et* (547) *Chansons et* (548) *Chansons et* (549) *Chansons et* (550) *Chansons et* (551) *Chansons et* (552) *Chansons et* (553) *Chansons et* (554) *Chansons et* (555) *Chansons et* (556) *Chansons et* (557) *Chansons et* (558) *Chansons et* (559) *Chansons et* (560) *Chansons et* (561) *Chansons et* (562) *Chansons et* (563) *Chansons et* (564) *Chansons et* (565) *Chansons et* (566) *Chansons et* (567) *Chansons et* (568) *Chansons et* (569) *Chansons et* (570) *Chansons et* (571) *Chansons et* (572) *Chansons et* (573) *Chansons et* (574) *Chansons et* (575) *Chansons et* (576) *Chansons et* (577) *Chansons et* (578) *Chansons et* (579) *Chansons et* (580) *Chansons et* (581) *Chansons et* (582) *Chansons et* (583) *Chansons et* (584) *Chansons et* (585) *Chansons et* (586) *Chansons et* (587) *Chansons et* (588) *Chansons et* (589) *Chansons et* (590) *Chansons et* (591) *Chansons et* (592) *Chansons et* (593) *Chansons et* (594) *Chansons et* (595) *Chansons et* (596) *Chansons et* (597) *Chansons et* (598) *Chansons et* (599) *Chansons et* (600) *Chansons et* (601) *Chansons et* (602) *Chansons et* (603) *Chansons et* (604) *Chansons et* (605) *Chansons et* (606) *Chansons et* (607) *Chansons et* (608) *Chansons et* (609) *Chansons et* (610) *Chansons et* (611) *Chansons et* (612) *Chansons et* (613) *Chansons et* (614) *Chansons et* (615) *Chansons et* (616) *Chansons et* (617) *Chansons et* (618) *Chansons et* (619) *Chansons et* (620) *Chansons et* (621) *Chansons et* (622) *Chansons et* (623) *Chansons et* (624) *Chansons et* (625) *Chansons et* (626) *Chansons et* (627) *Chansons et* (628) *Chansons et* (629) *Chansons et* (630) *Chansons et* (631) *Chansons et* (632) *Chansons et* (633) *Chansons et* (634) *Chansons et* (635) *Chansons et* (636) *Chansons et* (637) *Chansons et* (638) *Chansons et* (639) *Chansons et* (640) *Chansons et* (641) *Chansons et* (642) *Chansons et* (643) *Chansons et* (644) *Chansons et* (645) *Chansons et* (646) *Chansons et* (647) *Chansons et* (648) *Chansons et* (649) *Chansons et* (650) *Chansons et* (651) *Chansons et* (652) *Chansons et* (653) *Chansons et* (654) *Chansons et* (655) *Chansons et* (656) *Chansons et* (657) *Chansons et* (658) *Chansons et* (659) *Chansons et* (660) *Chansons et* (661) *Chansons et* (662) *Chansons et* (663) *Chansons et* (664) *Chansons et* (665) *Chansons et* (666) *Chansons et* (667) *Chansons et* (668) *Chansons et* (669) *Chansons et* (670) *Chansons et* (671) *Chansons et* (672) *Chansons et* (673) *Chansons et* (674) *Chansons et* (675) *Chansons et* (676) *Chansons et* (677) *Chansons et* (678) *Chansons et* (679) *Chansons et* (680) *Chansons et* (681) *Chansons et* (682) *Chansons et* (683) *Chansons et* (684) *Chansons et* (685) *Chansons et* (686) *Chansons et* (687) *Chansons et* (688) *Chansons et* (689) *Chansons et* (690) *Chansons et* (691) *Chansons et* (692) *Chansons et* (693) *Chansons et* (694) *Chansons et* (695) *Chansons et* (696) *Chansons et* (697) *Chansons et* (698) *Chansons et* (699) *Chansons et* (700) *Chansons et* (701) *Chansons et* (702) *Chansons et* (703) *Chansons et* (704) *Chansons et* (705) *Chansons et* (706) *Chansons et* (707) *Chansons et* (708) *Chansons et* (709) *Chansons et* (710) *Chansons et* (711) *Chansons et* (712) *Chansons et* (713) *Chansons et* (714) *Chansons et* (715) *Chansons et* (716) *Chansons et* (717) *Chansons et* (718) *Chansons et* (719) *Chansons et* (720) *Chansons et* (721) *Chansons et* (722) *Chansons et* (723) *Chansons et* (724) *Chansons et* (725) *Chansons et* (726) *Chansons et* (727) *Chansons et* (728) *Chansons et* (729) *Chansons et* (730) *Chansons et* (731) *Chansons et* (732) *Chansons et* (733) *Chansons et* (734) *Chansons et* (735) *Chansons et* (736) *Chansons et* (737) *Chansons et* (738) *Chansons et* (739) *Chansons et* (740) *Chansons et* (741) *Chansons et* (742) *Chansons et* (743) *Chansons et* (744) *Chansons et* (745) *Chansons et* (746) *Chansons et* (747) *Chansons et* (748) *Chansons et* (749) *Chansons et* (750) *Chansons et* (751) *Chansons et* (752) *Chansons et* (753) *Chansons et* (754) *Chansons et* (755) *Chansons et* (756) *Chansons et* (757) *Chansons et* (758) *Chansons et* (759) *Chansons et* (760) *Chansons et* (761) *Chansons et* (762) *Chansons et* (763) *Chansons et* (764) *Chansons et* (765) *Chansons et* (766) *Chansons et* (767) *Chansons et* (768) *Chansons et* (769) *Chansons et* (770) *Chansons et* (771) *Chansons et* (772) *Chansons et* (773) *Chansons et* (774) *Chansons et* (775) *Chansons et* (776) *Chansons et*

présenter l'indignation : Louis de Bourbon Comte de Clermont, prince du Sang !

C'est prouve que la Franc-Maçonnerie n'est une composition faite anstochritopé, un roman d'opéra, qu'un piteux désespoir et consenti à accorder sa protection et honneur que sa protection le patronage de son nom et de son existence à une société sans prestige ! Ce patronage ne va pas sans grand Malville. Comme on dit mara en en 1743 l'impudence de faire survivre et de supprimer l'aveugle Petit d'Age en train de porter des planches de bois frères pour les convoquer à l'Hotel de Bussy, rue de Bussy, le Comte de Clermont ne peut pas de l'avenir qu'il honore de sa considération ce secrétaire d'une loge maçonnique (2).

On est bien obligé cependant de donner suite aux dénégations, surtout quand ces dénégations proviennent d'habitants qui pourraient se vanter de bien point constater le résultat. Comme toujours, quand il s'agit d'une société secrète, les soupçons s'allument facilement, et la police alertée par des imaginations en délire, a dû faire à l'époque quelques expéditions infructueuses. Par exemple nous ne savons rien de l'enquête qui fut provoquée par cette note que le 7 décembre 1743 un espion fait parvenir à Malville. Il se tient presque tous les jours des loges de franc-maçons chez le sieur Cluze maître de loges, et peindre sur le quai de la frégate une autre loge rue de Bussy chez un traiteur. Pourtant les quelques mots écrits par Malville au coin de cette note (veulant absolument empêcher les assemblées de franc-maçons) ordonnent cette enquête. Il arrive aussi que pour nuire à un ennemi, un particulier le signale comme franc-maçon. Et même si le fait est reconnu faux, le quidam n'en est pas moins troublé dans ses habitudes ou dans son commerce. Il faut donc par en effet et adapter la correspondance avec laquelle le Lieutenant de police expose ses fonctions nous pourrions dire son ministère. Ses subordonnés, commissaires, exempts et autres, semblent manier le couteau de la justice en jugeant par leurs rapports d'une précision si méticuleuse et si méthodique, tant est objective. Nous en avons une preuve, parait-il, dans des papiers conservés à l'Arsenal, et relatives à une note faite au Comte de Clermont sur l'ordre de M. de Malville. Le cire

(1) Dans le vocabulaire maçonnique le mot « planche » se dit pour une lettre et surtout pour une convocation. Comme au XVIII^e siècle les convocations étaient toujours ornées d'une gravure, il est à supposer que cette « planche gravée » est à l'origine de ce terme.

(2) Dossier Bastille 10024.

font... le... de... chez le... M...
 dans son... la... de... Louis... ; **qu'étant**...
 avons trouvé dans nos... de... ; **qu'étant**...
 premiers efforts et on... de...
 vous parler, l'un... le... les a fait...
 nous... Louis... et... de...
de convocation, pour tenir loge chez Briand,...
 la... d...
 trois...
 de la loge...
 et... Mornet...
 de...
 sous...
 ces quatre...
 de... au Roy...
 après...
grand Chatelet et Potel avec Mornet au fort l'Evêque.

(Signé) DELAJANIERE.

Ce 1 mars 1744.

Orant aux pièces...
 ment...
 nissent des indications d'ordre général sur la qualité, le nombre de convocation et la discrète et...
 la première est la liste des membres de l'atelier, la seconde l'ordre de...
 total peut recevoir les forces et la...
 convocation assez précise pour le...
des assistants.

3 Pièces.

Papiers trouvez dans les poches et l'armoire de Louis Allée (1), jardinier le 1 mars 1744.

- f. Desrués, rue de Montagne Ste Geneviève.
- f. Lefebvre md tapissier rue de la Verrerie aux Barbedos.
- f. Angilbert, rue de la Lanterne près la rue St Bon.
- f. Milon Delammont, porte St Michel.
- f. Troubet, place Dauphine.
- f. Dufourneau, rue Ste Avoys chez Me Chretiennot, notaire.
- f. Lefebvre J. chez Me Bertin, procureur au Chlet, rue des Coquilles.

(1) Il ne faut pas s'étonner de voir le nom de ce jardinier orthographié tantôt Allée, tantôt Allé, tantôt Allé. A l'époque où l'on... dans l'...
 les noms, sous la plume des scribes successifs ayant eu à les citer, ont subi d'in vraisemblables altérations.

- f. Pochu chez M. Jouffroy, même maison.
- f. Pouchard, aux Capucins du Marais.
- f. Pouvilliers, rue de Bœve.
- f. Puyre, rue des Orphèvres au Duc de Bourgogne.
- f. Yver, rue St Louis chez M. le Comte de Le Clerc.
- f. Guillemin, rue de Jony.
- f. Laval, rue de l'Arbre Sec.
- f. Texier, place Dauphine.

(Avis des de cette pièce : Première paraphée par Quentin Joseph Potel, et nous Comtesse sous-signé au dessus de son interrogatoire de ce jourdhuy 4 mars 1744.

(Signé) MICHÉ DE ROCHEBRUNE-POTEL.

2^e pièce.

frère Louis,

Vous ne manquerez point de vous trouver aujourd'huy samedi 21 du present mois en onze heure ou mady au plu tard dans le même endroit ou vous vous ette trouvez dimanche dernier de la par de Messieur Mornay Mainbout Rousseaux et Chauin, le 21 7bre 1743.

(Signé) MORNAY.

(3^e pièce).

Nos tres chers frères,

Nous vous donnons avis que nous avons obtenu du Très Respectable Grand Maître des Loges de France une permission de nous assembler en Loge pour nous choisir un maître de Loge, qui se choisira deux surveillans pour apres cette élection nous mettre en état d'être constitués.

Ne pouvant faire trop de diligence pour parvenir a la destination que l'on nous fait espérer, nous vous prions de vous trouver le mardy trois du present mois c'est à dire apres mady chez le frere Grand rue Galande vis a vis la rue du fouare.

Car c'est en quelque façon une nouvelle Loge que nous allons former sous les auspices du Très Respectable Grand Maître, on ne reconnoitra pour frères de cette Loge que ceux qui se présenteront mardy pour signer le procès verbal de constitution et nous sera même pas possible d'y en ajouter, ce procès verbal devant être remis au secrétaire general de l'ordre, ainsi vous voyez qu'il vous est d'une conséquence de vous y trouver.

Pour que l'on puisse constater le nombre vous etes priés de marquer sur vos cartes de visite en noir et au cas que vous voulez venir, vous consignerez 3 l. entre les mains du frere Louis le porteur du present.

Je vous prie de signer Michel Rognat Je m'y rendray (Signé) Haldez Rognat 3.
Paul Vassier 3. (Signé) Froment 3. Mornay 3. (Signé) Carvenon 3.
Meyboom (?) R. 3 (Signé) Brossier payé 3.

(Paraphe comme à la première pièce).

A ces trois documents est jointe la 4^e planche suivante du f. Baur, d'après Grand Maître Gauthierant dit substitut du comte de Clermont)

qui se rapporte au projet de loge envisagé dans la pièce n° 3. Comme on le verra, l'indiscrétion d'un des moulpes a permis à la police d'aller la quêrir là où elle se trouvait, et elle mérite assez l'attention du Lieutenant de police pour que ce dernier l'envoie à son archiviste et premier secrétaire Duval avec cette note : « Joindre au dossier des derniers francs-maçons arrêtés et garder ce papier avec soin ».

Nous Député

Grand Maître des Loges de France. Vu la requête à nous présentée par nombre de nos frères membres de la Loge de la Cité tendante à obtenir notre permission de s'assembler et de former une nouvelle loge sous le titre de Luxembourg. Permettons à nos dits frères de s'assembler avec toute la régularité et décence convenables à l'Ordre, pour se choisir entre eux dans la forme prescrite par les règlements un Maître lequel Maître aura choisi nommera ses officiers, d'ut et de pro. Nos dits frères dressant procès-verbal, pour sur ledit procès-verbal à Nous rapporter avec la première permission être ordonné ce que nous jugerons convenable.

En foi de quoy nous avons signé ces présentes et fait contre-signer par le Grand Secrétaire et a ce les fait apposer le sceau de l'Archicollatère et de l'Ordre. A Paris ce vingt huit fevrier mil sept cent quarante quatre.

(Signé) BAUR

Député G. M.

(Ici un cachet rouge parfaitement conservé portant les trois fleurs de lys au dessus d'emblèmes maç.: (1).)

Par mandement du T. R. Député

Grand Maître

(Signé) : J. PERRET

Grand secrétaire.

Les papiers laissés étoient trop compromettants pour que l'on ne cherchât pas à en cacher plus encore les révélations. Et les moulpes ont été conduits en différentes prisons, ainsi qu'en l'a vu dans le rapport de l'exempt, Arrou Philippe Michel de Rochefort, personnage assez considérable qui jouissait à ses fonctions de Commissaire au Châtelet de Paris celles de Conseiller du Roy et d'avocat au Parlement, entreprit dès le jour même et le lendemain de les interroger. Nous donnons aux pièces annexes : 2) les procès-verbaux de ces interrogatoires, parce qu'ils constituent un document intéressant sur les scrupules que les agents de la police

(1) L'interrogatoire du Sr Potel nous apprend que ce sont les armes de M. le Comte de Clermont « avec les attributs de l'architecture ».

(2) Pièces annexes n° III.

ne s'occupent qu'à remplir leur mission et sur la façon adroite dont ils excellent à provoquer les confessions. Ne disons pas les « délateurs » parce qu'il n'en a guère eu à l'époque de se retrancher dans une courageuse raie d'ingéniosité des rôles. Evidemment on n'eût pas mis à la torture ces honnêtes citoyens et leurs collègues qui ne s'étaient rendus coupables que d'un dévouement, mais il est d'autres moyens pour délier les langues, entre autres l'enver devant les tribunaux qui, eux, n'ont point la faculté de parler à des complices. Tandis que le ministre ou le Lieutenant de police générale peuvent, si bon leur semble, arrêter l'affaire si l'on a la gentillesse d'approuver suffisamment leur curiosité pour qu'ils passent en haut lieu — en Très Haut Lieu — témoigner de leur subtile vigilance.

Et ma foi ! les mœuvres vont à confesser bien sagement. Ils battent leur coulpe avec sagesse — on peut le croire — puisque la police elle-même le croit, — surtout le jardinier Abt, servant de la loge et qui ne peut contresigner le procès-verbal du commissaire parce qu'il ne sait ni lire ni écrire. Ne voyons pas contradiction entre cette affirmation du servant et la phrase le trouvant dans sa poche par laquelle on lui trace son service, tout des amis complaisants. Peut-être s'est-il fait traduire par un profane les lettres syllabées ' Serait-ce l'origine des « fuites » — comme on dirait aujourd'hui — qui entraînent le quatuor policier vers la rue de l'Ourse ? Nous l'ignorons toujours. Tout à l'heure pour une perquisition qui nous prendra par les oreilles le loup qui s'est introduit subrepticement dans la loge maçonnique, mais cette fois... Donc, après le mis Abt, ce sont Petel, Manay et Froment qui se laissent aller aux pates confidées. Non seulement Abt donne le « signe d'apprentif » et le mot de passe — ce qui est péché veniel car il y a longtemps que la hiérarchie de police, depuis Berault, est au courant des moyens de reconnaissance — mais il livre les noms des complices, qui sont, comme aujourd'hui, de professions bien différentes : orfèvre, notaire, banquier, peintre, écrivain de Paris, de nombreux chers de notaire, et ce qui est curieux au notaire : trois maîtres d'œuvre et un architecte. Et avec ces noms, le père Lezoult qui est capucin du Marais et qui a été reçu franc-maçon, se rend à l'ordure d'arriver dans le cabaret du nommé Bryant.

Par ces dispositions nous savons aussi que les atchets — et pour cause — avaient toujours voyagé sans que leurs membres n'aient pas travaillé deux fois en même endroit. Petel, Quentin, Joseph est le Maître de la loge — nous disons aujourd'hui le vénérable — malgré son

jeune âge majoritaire : cinq ans — et le mal étant son emploi honorable
nous peu honte mettons pour l'époque d'employé à la volaille. Entre
parenthèses ceci nous prouve et la remarque est d'importance que de
la coutume existe en ma patrie de ne se préoccuper point de la qualité
sociale d'un frère s'il a les aptitudes qui requiert une fonction. D'ailleurs
Potel précise qu'il n'a tenu que trois fois legs — savoir : une dans
~~l'appartement~~ ~~de~~ ~~M^r~~ ~~Alexis Delamare~~ ~~de~~ ~~son~~ ~~dans~~ ~~le~~ ~~cabinet~~ ~~de~~
~~S^r~~ Brandin de via rue Gallande vis à vis la rue du Faucon à l'angle
des bons enfants, et la troisième fois chez Louis Abel jardinier rue de
l'Oursine au-dessus de la lanterne. Nous savons par lui que cette dé-
~~née~~ ~~estant~~ ~~qu'une~~ ~~remise~~ ~~proposée~~ ~~pour~~ ~~dans~~ ~~elle~~ ~~du~~ ~~bonheur~~
qui devant se tenir rue Gallande et qui devait être dirigée par le
qn — détail également intéressant surtout pour les frères républicains d'au-
jourd'hui — choisissent lui-même les deux surveillants. Et nous appren-
ons aussi qu'ils agissaient sur permission écrite et officielle du digne
du Grand-Maitre des Loges de France, tantor des autres de Mes-
sieurs le comte de Clermont — avec les attributs de l'autorité locale,
et comme l'inculpe dévoile également le détenteur de cette puissance.
Les exempts n'eurent qu'à aller le chercher chez le frère Bresser qui, nous
en avons l'preuve, ne put faire autrement que de s'en dessaisir.

Potel va jusqu'à dénigrer tous les maîtres de l'âge qu'il combat, avec, à l'occasion, le lou de leurs tentes : le noble et Pieux qui, si l'on en juge par les imprimés relatifs à l'Ordre qui circulent dans le public, ne s'en cache pas ; Piequet qui est censé sur rue des Lendards les cy-devant marchands de vin Maitran et Chauvin ; Lepeu dont l'historique a conservé le nom qui est poacher au Pont au Change, et d'autres dont un gouverneur d'enfant, un marchand de cure d'Espagne, deux charcutiers, un employé au magasin de Montpellier cour la Pâtes, un restaurateur, un banquier (le sieur Baur qui est le coadjuteur du Grand Maître) et un cy-devant gendarme tenant loge souvent chez lui l'attestent. Et les autres inculpés, aussi préfixes, complètent ces renseignements, fournissent d'autres indications parallèlement produites — si présumées que le commissaire de Rochefort, qui ne semble pas un novice en la matière, se sent pris d'indulgence pour ces mauvais genres. A la fin du rapport sur le vénérable Potel, il semble craindre à la promesse suscitée que le dernier lui fait de ne pas recommencer l'estimation de la note qu'il a produite, qu'il obtienne liberté. Bref il va jusqu'à demander qu'on se tienne à son égard d'un peu d'indulgence.

De la même manière, ils ont tellement servi le dessein de la police qu'il y eût inconvénient à prolonger la détention de ces inférieurs malades qui ont en leurs parents sollicite la remise de leurs prisonniers. C'est-à-dire dix jours après. — M. de Marville les fait relâcher sept jours après, et il envoie une note à Maupeou pour le supplier de faire expédier un ordre en forme du même jour. Le ministre consent bien volontiers à entretenir effectivement la maison du Lieutenant de police mais il exige qu'on réprimande les délinquants. Ce sera en somme leur punition. Quant aux personnages d'importance, signataires de la pétition de Constitution, le Laquerrière, Grand-Maître adj., et le grand secrétaire Péroty, Marville ordonne qu'il leur soit écrit de ne venir parler vendredi matin. Je leur montrerai leur mandement pour la convocation de la Loge et leur en ferai avant. — Ce qui fut fait, car sur le document de l'Arsenal cette note hiérarchique : Je leur ai parlé. Etait-il benoît de montrer ainsi aux chefs de l'Ordre les atouts que possédait la police et ne pouvaient-on craindre que ceux-là ne prévalussent leurs subordonnés en les excitant à un soulèvement momentané. Ne soyons pas plus royalistes que les servants du roi qui eux devaient avoir leur raison. Il n'appartient pas que l'on ait jugé bon d'aller — du moins de réguler le feu — expédier les poches et les anneaux des teneurs de Loges démissionnaires par l'écrit et ses frères repentis. On les savait sur leurs gardes.

Avant en la nouveauté de croire que le bien porterait ses fruits, et des fruits d'argent. En tous les cas il n'en fut attendu quelque temps pour attendre une nouvelle pétition. On n'eut rien longtemps, trois mois environ. Mais depuis le 15 avril le Lieutenant général a reçu l'avertissement d'arrêter. Il en fit part au ministre dans ces termes : On m'a donné un avis sur une nouvelle Loge de franc-maçons. Je n'ai point voulu donner d'avis sur ce point, pour ne pas me compromettre. — Il est prudent, Monsieur, l'avis de ne rien donner. Maupeou ne s'est pas empressé de prendre son fusil. Il n'a écrit à la charge de la Loge. — Il faudrait tâcher de savoir si on peut ou pas, c'est que cette nouvelle Loge de franc-maçons qui se tient en grand secret de gens se promenant. — 2. Marville a trouvé le point de vue pour mener à bien son enquête. La lettre suivante le prouve. — 3. La lettre ci-dessous en laisse supposer au moins une autre

(1) *Lettres de M. de Marville, loc. cit.*, p. 61.

(2) *Lettres de M. de Marville, loc. cit.*, p. 63.

« bourgeois de Paris » rentiers probablement car ce terme se doit prendre dans son sens le plus honorable, un membre de l'Université, un bourgeois, un rentier, un avocat, un officier, un maître des requêtes, un gentilhomme, et De La Croizet qui est « intéressé dans les affaires du roi », et Martinet qui est « valet de chambre du Roy » — font exception et qui ne sont pas considérés comme des frères. Les autres sont des frères de la Pentecôte collaborer aux travaux et à l'agape maçonniques (1).

(1)

LISTE DES NOMS, QUALITÉS ET DEMEURES
DES FRÈRES FREMAÇONS
TROUVÉS DANS UNE LOGE A L'HÔTEL
DE SOISSONS.

Les sieurs

DARNEAU bourgeois de Paris y demeurant rue de Cordeliers.
GAULTIER marchand à Paris y demeurant rue des fourneurs au soleil d'or.
DIBOU chirurgien ordinaire du roy demeurant à Paris rue des fosses Mont-martre.
FROMENTIN de l'université demeurant à Paris rue de l'Arbre Sec.
LALOUFFE marchand à Paris rue de Bussy.
DE LA MOTTE banquier à Paris y demeurant rue Quincampoix.
LIEGEOIS peintre demeurant à Paris quay de Gèvres.
DUJARDIN ancien M^e des Requetes dem^e à Paris rue Neuve St Eustache.
LES RÉVÉRENDIS PÈRES GUÉRIN bénédictin à l'abbaye de Saint Germain des préz.
François FROMENTIN religieux bénédictin à Saint Denis en France.
GRIMONT Religieux bénédictin à Longpont.
DE LA CROIZET intéressé dans les affaires du Roy dem^e rue du cimetière Saint Nicolas Deschamps à Paris.
ROGO, m^e à Paris.
MARTINET valet de chambre du Roy demeurant faubourg Saint Denis.
DUBREUIL marchand à Orléans loge à Paris à la croix de fer rue Saint Denis.
le jeune m^e d'étoffe et de soye à Paris y demeurant rue des fourneurs au soleil d'or.
DENAZURE m^e bonnetier à Paris y demeurant rue Bourlabbé.
BRIÈRE marchand à Paris y demeurant rue Dauphine.
SAINT MORIN gentilhomme vieille rue du Temple.
DEBVIHIGE bourgeois de Paris y demeurant rue Saint Martin.
HEBRARD m^e chirurgien à Paris y demeurant rue et porte Saint Martin.
nnaire du Roy de Pologne.

NOMS DE CEUX QUI ONT ÉTÉ CONDUITS DANS
L'HOTEL DE MONSIEUR DE MARVILLE.

Les sieurs

RIBOUX DE BESANCON demeurant rue du Bouloy hostel nostce dame.
DALENCEAU de Berlin demeurant à Paris rue bourlabbé au lion d'argent.
REGNARD avocat demeurant rue du Bouloy à Paris.
GUILLOTTE AUBRY architecte du Roy demeurant à Paris rue bourtibourg.

et dans les palais. Dans les règlements, dans les althéves et couvents dans les salons, chez les époux et même chez les grands, on peut toujours y avoir vu une personne chargée pour rendre compte de tout ce qui s'y passait. Mais point du tout dans les loges maçonniques. Nous ne sommes pas par les belles conversations d'autrefois, pour se promener par les salons d'été, en sachant la doctrine qu'on pouvait tirer de ces XV par les maîtres sages et laborieux, ne mettaient point de compte sa faveur par des manières assez faibles pour leur propre honneur. On allait jusqu'à citer des noms dont celui du premier d'entre eux, que d'Arques n. qui n'était pas que l'on marchait sur ses traces, d'un ton nettement comme un maître pour *arrêter*. D'ailleurs M. de Villars avait pu saisir les maîtres, un gentilhomme apparent pour cette époque, le comte de Moüy — qui semble avoir été par surcroît quelque peu d'avenir d'industrie — à qui son titre ainsi que son talent de maître d'œuvre ont permis d'être aussi de leurs auteurs pour la plupart d'apprendre les maîtres, et se voyant recueillir des propos et des réflexions susceptibles d'alimenter la police ou de divertir Sa Majesté.

En résumé, pendant sous la Restauration, l'important c'était : « Il n'y a pas un loge dans Paris qui ne compte parmi ses frères un ou deux agents de police intimes » — il exprimera une vérité déjà fort ancienne.

Je ne pourrais pour la première fois ne du qu'en de la Roper qui avait eu comme résultat d'arrêter pour six mois le tissage du nomme Chapelot, en ayant remarqué l'attitude de la loge d'un gentilhomme — mais cette fois-ci, on avait eu le sentiment d'une trahison. On parla de « mouchardisme ». Et cette fois-ci, on n'avait pas tort. Car ce Verrey dont on a fait l'histoire de la restauration, le lieutenant de police, ce Verrey est de la famille des Verrey, qui n'est pas une profession dans la police, mais qui est une profession dans la police. Les Verrey ont été conduits dans l'histoire de M. de Villars. Histoire de la police, mais qui ne « prend pas », car ses frères — par quel moyen ? — ont eu vent de sa trahison. Et c'est tout simple, d'un frère si peu analogue que le frère

(1) *Revue rétrospective*. Paris, in-16, 1^{re} série, T. V, p. 45.

(2) Froment : *La police dévoilée depuis la Restauration*. Paris, 1829, T. I, p. 231.

(3) On n'a jamais bien su l'origine de ce terme. Seb. Mercier avance (*Tableau de Paris*, T. I, p. 184) que Mouchard fut « le nom de famille du premier espion de la cour de France ». Littré ne cite pas cette étymologie, mais nous apprend que Voltaire au chap. XX de son *Histoire du Parlement* agréa l'explication de Mézeray dans son *Règne de François II* qui y voit une altération du nom de Democharès, célèbre *espion* de la cour de Louis XIV. On a allongé et masculinisé le mot pour signifier ceux qui jouaient le même rôle dans l'intimité des familles.

L'abbé de La Harpe prend pour et, racontant une mésaventure qui lui advint à la Comédie Italienne, supplie le Lieutenant général de le garantir contre les conséquences tangibles de sa folie. Et comme D'aval, le premier secrétaire de Marville, était un archiviste accompli tenu devoirs à son zèle impitoyable de connaître aujourd'hui ce papier par qu'il nous constata l'impertinence grandissante des franc-maçons.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous rendre compte par ce billet à la Comédie Italienne tant aux loges que dans le parterre d'un événement qui m'est parvenu par un de mes amis qui m'ont pu être frates nouveaux qui m'ont dit que si je ne me souviens pas de celui qui avoit fait prêcher la loge qu'a été tenue par le Comte de Clermont sous les apparences de se faire recevoir. Et que c'est ce que tout le monde s'en étoit pas le S. Hanard. J'ay répondu que je ne les avais pas vus. Et m'a répondu que s'il y avoit été qu'il ne s'en étoit pas aperçu. Ce qui a été fait. Neanmoins dans le parterre on l'ayait vu. J'ay dit que je ne s'en étoit pas aperçu de ce sujet qui en me fixant en dit que ceux qui avoient été à la Comédie s'en repentent tout en tant par une volée de coups de bâton. Mr le Président Dagues qui étoit vu de ceux qui tenoient ce propos a dit que ceux qui n'arriveront plus tôt que le Comte de Clermont quand on l'a vu de l'affaire en étant venu le chercher et qu'il étoit pour lors à Berny chez Mr le Comte de Clermont que s'il y avoit été que personne n'auroit été amené et qu'il étoit d'autant plus surpris de pareils propos que Marville suivant ses lettres étoit aussi franc-maçon. Quelqu'un l'ayant pour son compte dit qu'il étoit à la Comédie et n'étoient rien étant totalement indépendant de la police. Les propos ont été vus que j'ay été obligé de sortir du parterre attendant que le S. Hanard ne fût parti par par plusieurs autres gens qui avoient été à la Comédie chercher noise. Et est encore venu à la suite du spectateur qui étoit devant moy et me fute tenu par le S. Hanard pour m'imposer silence. Je le publie contre moy et aussy dit qu'il n'étoit pas sûr de ne pas être fait à ce qu'il prétend l'action d'un traître et d'un complot secret entre de mes camarades qui l'ay ont dit qu'ils ne regardent pas à la Comédie. Mr le Président a dit aussy qu'il ne m'a pas dit pas d'en parler à la Comédie. Mr le Comte de Clermont qui devoit arriver en suite et qui s'en étoit aperçu n'ont pas la. J'ose espérer Monsieur que vous aurez tous les moyens pour prévenir les accidens qui pourroient m'arriver sur les menaces qui me sont faites. Ce qui m'obligerait pour ma sureté de me mettre sur mes gardes.

(Signé) VIERREY.

Ce 9 juin 1745.

Le S. Hanard, qui s'est trouvé à la Comédie a aussy entendu ces propos et a été apostrophé de mouchard.

Eh oui, impertinence ! Car en ne se souvenant pas d'en être, c'est une qualité qui n'est pas mal portée et dont on s'en rend compte. Ces deux cents frères qu'on nous a signés assistant à la cérémonie de la Comédie, le Comte de la rue Saint-Germain l'Auxerrois, assis de la rue des

~~Donc l'État~~ : pour avoir accepté de servir à dîner à une assemblée de franc-maçons — motif de la condamnation — prouvent que le délit se pouvait éviter. Il importait seulement de n'être pas pris sur le fait, et en ce cas, comme on l'a vu — qu'on excuse ce bon mot qui n'est pas un bon mot — c'était le cabaretier qui trinquait. Le châtiement n'est pas exemplaire, puisque les franc-maçons eux-mêmes ne risquent pas de l'encourir.

Aussi leur activité, si elle se redouble, ne chôme pas. On parle de 70 loges à Paris et on soupçonne la province d'en receler une centaine. Comment les découvrir ? Les frères sont de plus en plus prudents. Ils ont pris la résolution — cette résolution d'un transitoire effet qui à chaque indiscretion sensationnelle se renouvellera dans la suite des âges — de « veiller au recrutement ». Déjà les auteurs orthodoxes de l'Institution se sont **plains des indésirables qui s'y sont glissés.**

Nous avons reproduit ailleurs (1) l'allusion que fait l'abbé Pérau, dans son *Ordre des franc-maçons trahi et le Secret des Mopses révélé*, aux personnes méprisables qui avaient trouvé le moyen de se faire recevoir dans la Vénéralle Confrairie. Le comte de Clermont s'irrite de la promiscuité que lui vaut ce détestable recrutement. Déjà, au dire de Feydeau de Marville (rapport du 15 mars 1744) son prédécesseur y voulait mettre bon ordre, mais sa fin prématurée l'avait empêché de procéder à cette mesure de salubrité maçonnique. Le comte de Clermont, lui, veut « éloigner tout ce qui n'est pas gentilhomme ou bon bourgeois ». Et pour ceux qui mettent à profit leur qualité pour « exiger de l'argent des récipiendaires », pourquoi ne pas avoir recours à la police ? Ainsi celle-ci se trouvera servir à la fois et la secte et le Roi. Oui, l'épuration s'impose. Elle s'imposera à toutes les époques, car comment fouiller à fond la conscience d'un neophyte ? Un passé sans défaut ne constitue pas forcément pour l'avenir une assurance de probité. Il est dans la vie des tentations qui incitent les faibles natures à prendre des chemins de traverse, et des embûches où elles peuvent se laisser choir. Ce sera, durant toute son existence, le constant souci de la Franc-Maçonnerie. Elle établira par la suite un Code et une jurisprudence inspirés des méthodes basochiennes qui permettront également aux maîtres d'entraîner et d'égarer leurs poursuivants dans le labyrinthe de la procédure. Mais au XVIII^e siècle où la Justice avait de plus sûrs moyens procédés, la volonté d'un Prince du Sang suffisait pour faire

(1) *La Franc-Maçonnerie chez Elle*, loc. cit., p. 65.

celier les frères artificieux qui procuraient à des loges amateurs d'insignes, des tabliers brodés d'emblèmes cabalistiques, des titres lappes et des diplômes à festons ou, près de cachets rouges, rends comme des cœurs, se penchaient des signatures seigneuriales, d'une noblesse apocryphe.

La prudence s'impose aux tables d'Hiram. Une société secrète se doit d'être discrète, et le 8 juillet 1745 Marville, qui renseignait ses agents, écrit à Maurepas : « Les francs-maçons prennent de grandes précautions pour tenir loge à Paris, et, s'ils en tiennent, ils sont fort peu nombreux ; mais ils travaillent à en former dans différentes maisons à trois ou quatre lieues aux environs de Paris. »

On a pu constater que les punitions qui frappent les francs-maçons vont s'affaiblissant avec les années. On continue de châtier et assez durement les restaurateurs, c'est-à-dire les maans coupables parce qu'enfin ils ne faisaient qu'exercer leur métier qui était de donner à manger à leur clientèle. On peut même trouver abusif que l'on puisse empêcher un marchand qui, lui, paie redevance, de vendre sa marchandise à qui la desire, mais ce sont là considérations qui sont, pour ainsi parler, hors de saison (1). Les droits du sujet sont fonction du Droit, et le Droit est alors le caprice du Prince. On le subit plus ou moins vaillamment, et il est même probable, qu'à l'exception de quelques esprits vilainement teints ou tachés de libertinage, on ne fait que s'en irriter sans le discuter.

Revenons à la mitigation des peines touchant les initiés des loges. Après l'amende pour le traître et l'emprisonnement — momentané — des francs-maçons arrêtés, on en est arrivé en 1744 à la réprimande pure et simple pour ces derniers. Comment pouvait-on espérer les amener à composition par un aussi débonnaire procédé ? Ils se sentent de plus en plus assurés de l'impunité.

Comme toutes ces loges n'ont d'autre lien que leur Grand-Maitre commun et qu'elles ne semblent obéir qu'à des coutumes et à un rituelisme importé d'Angleterre, sans dépendre véritablement d'une organi-

(1) On pourra nous objecter qu'aujourd'hui encore une débitante de boissons n'a pas la faculté de donner à boire à un client en état d'ivresse, et que l'interdiction ou la limitation de la vente de certains alcools dans quelques pays — et même dans le nôtre — témoigne de la même limitation de l'État dans les passions des particuliers. Il y aurait une thèse philosophique assez subtile à cette sur ce droit que s'arroge la majorité car ce droit est basé sur une loi de veiller à la santé des citoyens. Pour certains d'êtres ces passions peuvent être des besoins. Ce droit à contre raison — ou comme prétexte — car que de dessous caches parfois dans certaines prohibitions ! la moralisation du public. Mais à quelles mesures pourrait conduire une telle ambition !

son centre administratif et législative, elles sont elles-mêmes mal renseignées sur le développement de l'Institution. Il n'y a point de « catalogue » où se trouvent inscrits tous les membres de l'Ordre. D'où des rumeurs dont les frères se font aussi les innocents colporteurs. D'Argenson dit que le comte de Maurepas appartenait à la « confrairie ». Et nous venons de voir, par la version du traître Vierrey, qu'un maître de police disait tout haut en pleine Comédie Italienne que M. de Marville lui-même était maçon. Comment, avec de telles croyances, ne seraient-ils pas arrogants ? Et cette arrogance doit, malgré tout, impressionner le Lieutenant de police. Il n'est pas sans savoir que son chef direct, le ministre Maurepas, a dissimulé au roi la qualité des convives de l'hôtel de Sceaux. Il a beau s'entourer des « mouches » les plus indiscrettes, il ne sait pas tout, et déjà ce qu'il sait — cette complicité des seigneurs qui imitent l'exemple du comte de Clermont — n'est pas pour l'inciter à une pénible sévérité. Quand on songe que dans les salons où on papote — et en bientôt le papotage va devenir causerie — on se demande « si le roi en est » !

Les sociétés secrètes, qui généralement prêtent à propos médisants, suscitent aussi de prestigieuses insinuations. C'est l'avvers de la médaille. Nous en avons l'écho dans le petit roman de Meusnier de Querlon où le gentil romancier met en scène les Bâtisseurs (1). Pour bien étudier une époque dans son intimité, il est bon d'avoir recours aux auteurs d'imagination parce que nous trouvons souvent en eux la resonance des faits sur l'esprit public. En outre le roman autorise des confidences ou des aperçus sur les choses qu'un écrivain sévère ne se pourrait permettre sans risquer pour son œuvre la purification par le feu. Cela explique pourquoi les voyages imaginaires, ou nous découvrons aujourd'hui tant de malicieuses — et subversives ! — prédictions, depuis la Geste de Pantagruel jusqu'aux contes de Varisse d'Alus et de Tyssot de Patot en passant par le *Voyage dans la Lune* de Cyrano de Bergerac et les *Aventures de Télémaque*, ont pu ne pas inquiéter les ombrageuses susceptibilités des fidèles gardiens du Trône et de l'Autel. Or les Bâtisseurs, dans la délicate sotte de Meusnier de Querlon, ce sont les francs maçons. Le lecteur l'aurait deviné comme le devinèrent les contemporains. Mais le moindre déguisement donne de la légèreté aux mots comme aux personnes. Ils peuvent

(1) Meusnier de Querlon, *Les Secrets de l'Ordre*. Est suite au conte *Psaphion* dans le volume des œuvres de cet auteur publié par l'éditeur dans sa collection des « Conteurs du XVIII^e siècle ». Sur les Bâtisseurs, cf. p. 102 et suiv.

violait la consigne avec impunité. Nous ne citerons pas le tout le passage relatif aux exploits des francs-maçons et surtout au fameux « Secret » qui provoque pas que de la curiosité, de l'exaspération parmi les dames de la Cour. Elles vont jusqu'à se demander si, maintenant Lysistrata, elles ne prendront la résolution de se refuser à leurs époux ou à leurs amants jusqu'à ce que ceux-ci leur aient dévoilé les mystères du Temple. C'est une tentative de chantage des plus caractérisées. Toutefois, elles sont trop respectueuses de la loi morale qui, depuis l'aube de la civilisation, ordonne à la femme d'obéir à son mari pour passer à l'exécution d'un projet aussi impertinent. Le projet devie dans les caquetages. Et parmi ces caquetages on passe en revue les francs-maçons connus et ceux qui ne le sont pas — et qu'on soupçonne. Et parmi ces derniers on cite le nom du Prince d'Arménie. Et le Prince d'Arménie... c'est le roi, simplement.

Comment, lorsqu'une Association rencontre un tel crédit, non seulement dans le public mais chez les personnes de haut rang dont les suppositions un peu folles ajoutent à son éclat, s'étonner de la benignité de la repression dont on use à son endroit. Il faudrait trop sevir — et trop haut ! Le roi lui-même, malgré sa toute-puissance, ne peut pas se montrer aussi sévère qu'il le faudrait ou peut-être qu'il le voudrait. Il a bien menacé de faire mettre à la Bastille tous les seigneurs qui se trouveraient convaincus d'appartenir à l'Ordre, mais, avec les influences diverses qui s'agitent autour de lui, ne se trouverait-il pas encore acculé à un choix — comme d'ailleurs le Lieutenant de police — c'est-à-dire à une injustice ? Les francs-maçons non punis continueraient de frauder l'ordonnance. Et quel signe des temps — et des temps qui s'approchent — que cette rebelle larvée de la noblesse contre la volonté du roi ! Et l'exemple est donné par le comte de Clermont, qui est le Bourbon-Général, de ce personnage inviolable. Non pas que Louis XV ait une estime particulière pour ce seigneur ben vivant, orgueilleux avec bonne humeur, qui a abandonné l'état ecclésiastique pour le militaire et à qui il aura la malencontre de confier une de ses armées, mais on ne met pas un prince du sang à la Bastille ! La divinité du Maître doit regarder sur la famille et on serait attentif par contre-coup au prestige de la couronne que de se laisser aller à un tel exploit. Donc le comte de Clermont peut des fois impunément. Rien que ce petit fait suffit pour évaluer l'évolution qui, depuis le début du XVIII^e siècle, s'est produite dans l'attitude de l'aristocratie. Louis XIV aurait-il toléré un pareil affront à sa suzeraineté et un franc-

riant de ses sons olympiens n'aurait-il pas suffi pour réduire à la raison le prince le plus réalisateur ? C'est un état d'esprit que nous examinerons plus longuement lorsque nous aurons à passer en revue les causes et les prodromes de la Révolution.

La Franc-Maçonnerie, qui accueille les nobles en mal d'indépendance, n'est pas révolutionnaire en pensée. C'est un souci qu'elle ne peut nourrir que la diversité de son recrutement l'empêche d'avoir et qui serait tout à fait contraire au principe de fidélité à l'Etat imposé par ses statuts. Cette fidélité, quoi qu'on ait pu en juger différemment, elle l'observe avec une inconséquente loyauté. Seulement, elle est révolutionnaire en fait. Elle existe sans avoir le droit d'exister. Par la force acquise, elle réalisera ce paradoxe de vivre sous tous les gouvernements en demeurant au-dessus des lois, et en refusant même le patronage officiel de l'un d'eux lorsqu'on lui offrira le bénéfice de la « reconnaissance publique » (1). C'est un des cas les plus curieux de la prerogative qu'acquiert à la longue ce qu'on est convenu d'appeler « une situation de fait ». Napoléon I^{er} lui-même s'inclinera devant elle et si Lui a d'autres raisons — que nous examinerons — de ménager la Franc-Maçonnerie, c'est néanmoins l'argument officiel que fera valoir son ministre Portalis pour expliquer sa politique. Et, en 1848, le préfet de police, dans un des considérants d'un arrêté qui frappera une obédience dissidente, parlera, sans susciter la moindre protestation, « des rites maçonniques, dont le temps et les antécédents ont en quelque sorte consacré l'existence régulière ».

C'est là la conséquence de la faiblesse montrée par le gouvernement de Louis XV à l'égard des francs-maçons. Nous ne mettons aucun blâme dans ce mot de faiblesse ; il n'exprime ici qu'une constatation. Le philosophe va s'efforcer de plus en plus dans toute la deuxième moitié du siècle ; le libéralisme de la constitution anglaise fait l'objet des conversations et s'écrit des espoirs ; les salons passent au crible de leur critique et de leurs sables les actes du Parlement et des corps responsables ; les gazetiers et les poètes aux vers polissons redoublent de licence. Et comme de temps à autre la cherté de la vie ou le manque de blé provoque des mouvements populaires, le pouvoir obsédé par ces graves soucis, apporte forcément moins de zèle à la poursuite des francs-maçons. Ils sont en somme perdus de vue — on le sait par les papiers saisis et les interroga-

(1) Voir plus loin, le premier chapitre la politique pro-maçonnique de M. de Portalis sous Napoléon III.

toires, et, alors que tant de délits plus importants réclament l'attention de la police, ils ne commettent que le petit ~~vandalisme~~ ^{vandalisme} de voler des taliers ~~brodés de signes~~ ^{brodés de signes} ; ~~de moucher~~ ^{de moucher} ; de parler un langage puérilement mystérieux et d'affecter un secret pour pouvoir avec quêtude l'interroger entre eux, et chanter des couplets sentimentaux ou la grivoiserie même, lorsqu'elle s'y mêle, **témoigne de la pureté de leur conscience, nous dirions presque de leur candeur naïve.**

Ce doit être l'opinion que peu à peu le Pouvoir prend des frères maçons et de leurs assemblées. Et il ne se trompe pas tellement, le Pouvoir ! On joue à la fraternité, et cela concorde avec le goût de la Nature qui, par réaction toujours contre l'artificiel prise sous le grâti Roy, est en train d'enjoliver les âmes. Les Seigneurs qui font partie de l'Ordre ressentent l'emprise de son atmosphère fraternelle et le résultat en est certainement moins d'arrogance dans leurs gestes et dans leurs propos. Les préceptes de l'Ordre sont vertueux. Pourquoi avancer, par méchanceté de partisan, qu'ils étaient hypocrites et faits pour duper le profane ? Certes, il n'en faut pas déduire que tous les membres suivaient ces préceptes dans leur vie privée, — mais l'obligation où ils étaient de les respecter témoignait déjà d'une excelsion spirituelle dont les nobles du siècle précédent, infatués de leurs privilèges, n'eussent point tiré honneur. On peut dire que parmi cette époque où les mœurs sont si dissolues, la Franc-Maçonnerie offre, autant que la fréquentation de la messe (et peut-être plus car on se cache pour aller en loge alors qu'on se montre à l'église), une école de morale et un asile de purification aux frères qui en font partie. Nous ne parlons pas ici, bien entendu, des sociétés similaires qui se sont créées à l'instar de la Franc-Maçonnerie et où le secret sert peut-être à couvrir des divertissements que reprouve la pudeur chrétienne.

M. de Marville, s'il croit les francs-maçons peu dangereux pour l'État, ne doit pas ainsi ratiociner sur leur benoîte et vertueuse influence. D'abord il n'a pas le temps, ensuite il n'est pas du tout chargé de veiller sur les âmes des Parisiens ; c'est l'affaire des prêtres, non la sienne. Il lui suffit que ces Parisiens ne fassent pas parler d'eux et encore sans exagération, car ils rendraient alors inutile la charge qu'on rapporte gros et l'avant d'approcher le roi. Mais si lui, esclave de sa consigne, oserait d'importuner les frères, son successeur — c'est l'attendu de la gendarmerie de Poitiers, Berryer, qui sera nommé lieutenant général de police **le 21 mai 1741 — les laissera tranquilles.**

On pourrait croire, si le lecteur tombait au cours d'une lecture le sur

la Bibliographie des Le-Denis-Lav (1) que Berryer poussa, au contraire, d'une façon déterminée, à l'exécution des francs-maçons. Voici en effet la note dont les auteurs font suivre la référence d'un opuscule hostile à la secte : « C'est par les décisions de la Sorbonne que le Lieutenant de police fut informé. *Autant de mots, autant d'erreurs. Ici nous allons juger, par un exemple, de la fâcheuse et erronée — extrêmement typique —* de la façon dont une légende entre dans l'Histoire, par suite de l'étourderie beaucoup plus souvent que par la mauvaise foi des commentateurs. Qu'était cet opuscule ? En voici le titre que nous relevons exactement sur un exemplaire de l'original : *Lettre et Consultation de la Sorbonne sur la Secte des Freres-Maçons*, M DCCC XLVIII. Aucune autre indication. On sait depuis que l'auteur était le P. Bonhomme, cordelier. Or, comme en va le voir, ce titre est fallacieux. Ne pèche point celui qui, pour la gloire de Dieu ou de notre mère l'Eglise, offense subtilement la vérité. La Sorbonne ? Eh là ! la chose est d'importance. Ainsi ces nobles messieurs, qui, généralement, ne s'émouvent qu'à la requête du Parlement ou du Conseil ou de l'Officiel, auraient estimé le cas assez grave pour rendre public une telle consultation ? Nous eûmes la naïveté, par l'entremise du professeur Max Fuchs, auteur d'ouvrages sur le théâtre au XVIII^e siècle, d'une heureuse et précise documentation (2), de faire à la Sorbonne de minutieuses investigations pour retrouver la copie authentique de la pièce. On consulta les *Conclusions amplissimæ Facultatis*. Résultat nul. Nous relûmes alors, ce que nous aurons dû faire plus tôt, nous l'avons vu, nous se mettez de la parole d'un religieux ?), l'Introduction de la plaquette du P. Bonhomme intitulée : *Lettre d'un ecclésiastique de Paris à un Curé du diocèse de Langres* (3), et qu'y avons-nous relevé ? Ceci : « Comme je ne vois pas clairement par où je pourrais innocenter cette assemblée qui m'est suspecte par plusieurs articles, j'ai consulté six Docteurs en Sorbonne de ma connaissance, et les ai priés d'examiner la chose et de m'en donner leur avis. Ils l'ont fait, et je vous envoie leur Délibération. Que nous voilà, pour employer une expression courante, loin de compte ! D'abord on ne nous donne pas les noms de ces docteurs — ce qui déjà peut faire suspecter leur existence, — ensuite il ne faut pas confondre

(1) Le-Denis-Lav, Joseph-Denis et René-Lav, *La Bibliographie de la Franc-Maçonnerie et des Sociétés Secrètes*, Paris, 1912, p. 5. — Ouvrage excellent qui va jusqu'au mot « *Conclusions amplissimæ Facultatis* ».

(2) Max Fuchs, *Le théâtre en France au XVIII^e siècle*, t. I, Paris, 1933, p. 117. — L'ouvrage est publié sur l'initiative de Bouville et sur la liste des ouvrages qui font autorité.

les théologiens « de Sorbonne » avec la Faculté. Ils n'avaient en fait aucune existence officielle et ne pouvaient leur donner aucune consultation que de la considération qui s'attachait à leur titre. Il est même probable que si les six docteurs en question avaient réellement donné cette consultation, le Recteur et même l'Archevêque se seraient opposés à sa publication. Seulement le P. Benbeniste a bien su ne pas oublier ce détail si important, et audacieusement il intitule « Consultation de la Sorbonne » son écrit, ou, au sujet de la Franc-Maçonnerie, il évoque les secrets de Catilina et de Cartonche (mais, dit-il, avec une enchevêtrée reticence : « je ne pretends pas presser la comparaison »). Seulement le tour est joué et bien joué. Et maints auteurs ajoutent foi à la pièce et la recitent — tel l'Orateur franc-maçon ou l'auteur prend la peine de relater, par une « réponse apologétique » bien construite, l'argumentation faussement sorbonienne (1). Travénol l'insère dans la 3^e édition du *Nouveau Catechisme des Francs-Maçons* (2). Les historiens, même favorables à l'Ordre et doutent le pas, imprudemment, sans prendre le temps ou le scrupule de se documenter. Avec une impardonnable négligence, ils se trompent même sur la date de la publication. Ainsi Thory mentionne dans ses *Acta Latomorum* (3) : « Cette année 1763 on publie une consultation de MM. les docteurs en Sorbonne sur la Société des francs-maçons sur laquelle ces messieurs concluent qu'on ne doit ni s'aggraver ni demeurer ».

Suivons maintenant la marche de la fable. Thory dit « on publie une consultation ». Il affirme la publication, ce qui, sauf la date, est exact. Mais Ragon qui le copie, et mal, et qui, lui, place le fait en 1765, écrit :

« La Sorbonne donne une consultation par laquelle elle cherche à démontrer qu'on ne peut être franc-maçon sans en courir les peines éternelles » (4).

Et voilà ! Et comme, par surcroît, le petit livre du P. Benbeniste porte à la fin l'Approbation ordonnante et obligatoire du censeur de la librairie commençant par les mots rituels : « J'ai lu par ordre de M. le Lieutenant général de la police un livre intitulé : *Lettre et Consultation de la Sorbonne sur la Société des Francs-Maçons* » — et que, selon la coutume toujours, le

(1) Jarrhetti : *L'orateur franc-maçon*. Berlin, imprimé cette année [1766] ; d'après Thory, le nom de l'auteur sera le nom d'un « érudit ». Voir la Consultation aux p. 55 à 67.

(2) A. Jarrhetti (Paris), 1740, *Depuis le Déluge*, in-16, p. 65 et suiv. de la 2^e partie portant comme titre : *Lettres reçues par le P. de la Sorbonne de la maçonnerie*.

(3) A. Jarrhetti, loc. cit., T. I, p. 82.

(4) Ragon : *Cours philosophique d'histoire et des institutions anciennes et modernes*, édition sacrée ; Nancy, 1842, in-16, p. 72.

Lieutenant de police donne « Vu l'approbation, Permis d'imprimer », c'est Berryer, d'après la note de la *Bibliographie de la Franc-Maçonnerie* plus haut citée, qui a pris l'initiative de l'impression !

Même M. Daniel Mornet, esprit pourtant consciencieux (mais qui, à moins de s'attacher particulièrement à un sujet, a le temps ou la possibilité d'en vérifier chaque détail ?) écrit, doublement trompé par Thory : « La Sorbonne condamna la Franc-Maçonnerie en 1763 ; condamnation obscure à une époque où déjà plus personne ne se soucie des foudres sorbonniques » (1).

Ainsi, de par le manque de conscience, de savoir, ou d'esprit critique de ses commentateurs, une dizaine de pages d'un ecclésiastique astucieux ont suffi pour faire entrer dans l'Histoire une petite histoire sans fondement.

Si la Police, l'Eglise et la Sorbonne s'étaient pareillement liguées contre les francs-maçons, ceux-ci auraient-ils acquis ce droit de cité que, peu à peu, l'Etat ne leur dispute plus ? Ils finissent même par en appeler à cet Etat, dont ils ont transgressé la loi, s'ils estiment avoir à se plaindre de méchants procédés. C'est ainsi qu'en 1770, — et Louis XV régnant toujours — nous les voyons assigner devant les tribunaux un curé de Lunéville du nom de Jadot et l'évêque de Toul. L'histoire, si elle est authentique, et son extrême précision nous fait y ajouter foi, est une preuve amusante de la divergence d'opinions qui régnait alors dans le clergé au sujet des francs-maçons (2). De quoi se plaignaient donc les francs-maçons ? Du refus qu'avait opposé le susdit curé à la célébration d'une messe pour l'âme d'un maçon défunt, et l'évêque devant qui le cas avait été porté, avait approuvé son ministre. Et quel était ce maçon défunt ? Un curé ! Le curé de Couvas qui était membre de la loge de Plombières. Cette anecdote prouve aussi le désarroi qui existait alors dans les consciences religieuses touchant certains points de doctrine, les unes tenant que la parole du pape est parole d'évangile, les autres qu'elle est faillible et même inexistante si le Parlement ne lui accorde pas son agrément. Bref, on porte le différend devant les juges. Ceux-ci ordonnent à l'évêque et aux francs-maçons de cesser toute querelle... et au curé Jadot de célébrer le service funèbre pour le repos posthume du frère en Hiram qui fut aussi son frère en Jésus-Christ.

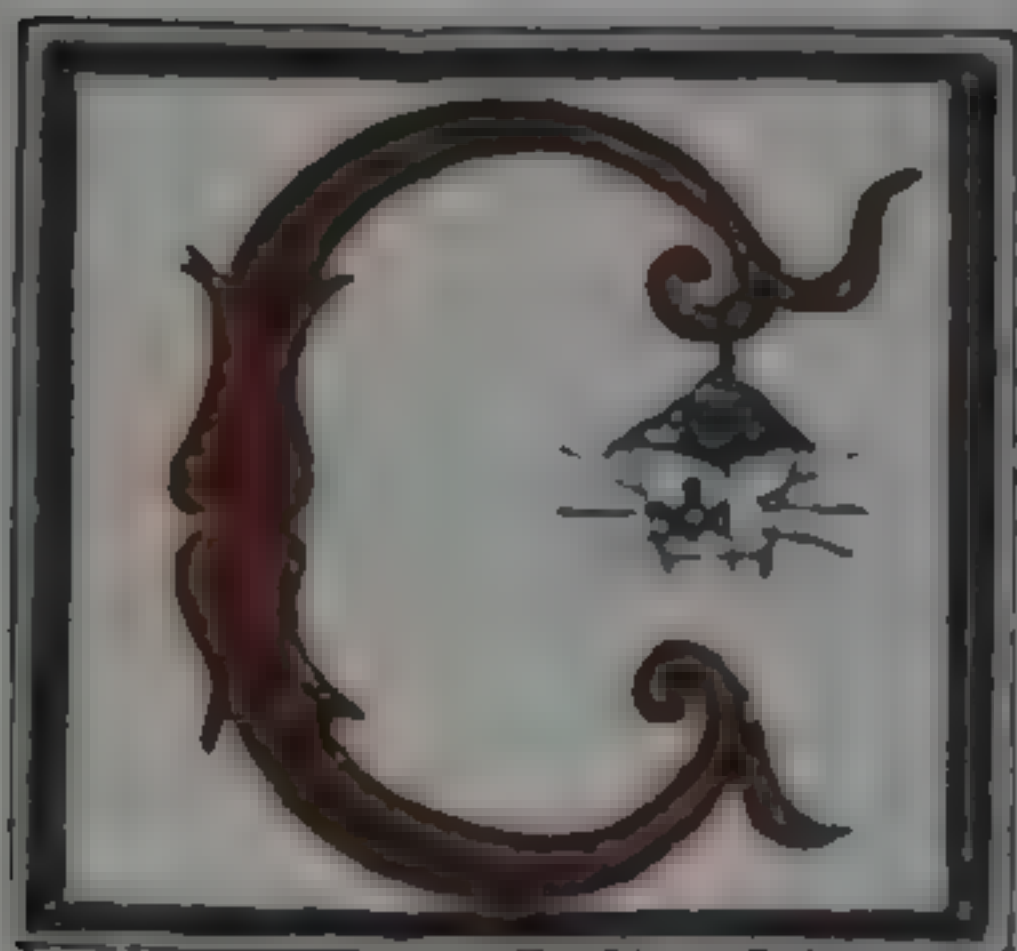
(1) Daniel Mornet : *Les origines intellectuelles de la Révolution Française* (1725-1787) ; Paris, 1933, in-8°, p. 361.

(2) Enoch : *Le vrai franc-maçon*, etc. Liège, aux dépens de la Compagnie, 1773, p. 73. — Voir également Thory : *Acta Latomorum*, T. I, p. 96.

II

LA FRANC-MAÇONNERIE SOUS LOUIS XVI

LA FRANC-MAÇONNERIE SOUS LOUIS XVI



ette aventure d'un évêque qui refuse le concours de l'Eglise à la piété de francs-maçons, nous la voyons se reproduire tout au début du règne de Louis XVI. A cette époque, la Franc-Maçonnerie a partie gagnée. Elle a bien encore des ennemis parmi les dévots qui ne jurent que par le pape, mais leur voix se perd dans le désert. On peut jouir en paix des joies

de la fraternité. Ces joies vont pourtant être troubles par des querelles intestines.

Il y eut dans la Grande Loge de France des partis opposés qui créèrent dans l'Ordre un si tumultueux gâchis que, en juin 1777, le gouvernement ordonna la cessation des travaux. Ceci, au dire du f.^r de La Chaussée sur les « viles et trompeuses déclarations d'un certain Boucher de l'Etat-court qui faisait son noviciat pour la charge d'inspecteur de police » (1). Quelques mois auparavant, le 1^{er} décembre 1776, on avait déjà arrêté, emprisonné, puis exile à Blois (le 26 du même mois) un sieur Labady « comme un escroc intrigant, tenant chez lui des assemblées illécites sous prétexte d'assemblées de francs-maçons (2) ». Ce Labady jouera bientôt un rôle important dans la création du Grand Orient. Nous ne signalons la peine encourue par lui que pour le rapport qu'elle a avec notre sujet, sans pour cela reconnaître pour vraie l'imputation - - celle-ci, rapportée par

(1) *Mémoire justificatif* du f.^r De La Chaussée, Paris, pièce in-4°.

(2) *Ibidem*.

son plus irréductible ennemi, pouvant être d'une exactitude douteuse.

L'Institution vit alors des jours très agités. Malgré le «*serment*» imposé, l'administration subsistait, la correspondance continuait avec la province où de nouvelles loges se créaient, -- loges auxquelles on accordait, signées par le substitut général Chaillou de Jenville, les Constitutions officielles. Cette suspension de travaux dura jusqu'en 1771. La création du Grand Orient, sous la protection du duc de Luxembourg, eut le soin de tranquilliser le gouvernement. Mais ce dernier eut cependant encore à intervenir dans le conflit qui s'éleva entre cette puissance maçonnique et les frères qui estimaient devoir rester fidèles à l'organisation existante de la Grande Loge de France. Seulement il ne le fit pas *proprio re*. Le Grand Orient avait à sa tête des personnages trop bien en Cour pour ne point user de leur autorité, et en l'espèce de leur influence sur le Lieutenant de police. Et celui-ci, en 1773, fait arrêter le Grand Garde des Sceaux et plusieurs membres de la Grande Loge -- dans l'espérance d'obtenir de l'un d'eux les archives de l'Ordre ».

Mais en vérité ce sont là, de la part de la police, des mesures qui, si elles prouvent tout de même l'ingérence de l'Etat dans les affaires de la Franc-Maçonnerie, ne sont plus du tout inspirées par le désir de s'opposer à ses réunions et de nuire à son expansion.

* * *

Ainsi nous avons pu suivre le long du xviii^e siècle ce développement de la Franc-Maçonnerie qui, malgré et vents et marées persévère et qui en arrive à vivre avec la complicité de l'Etat qui, légalement, la voulait détruire ! Et cet Etat, en l'a vu déjà, va jusqu'à donner tort au clergé lorsque celui-ci, obéissant à la bulle du pape, -- qui, quoi qu'en pense le Parlement, est indiscutablement son chef spirituel -- refuse de recevoir des excommuniés dans son église. Le conflit se renouvelle maintes fois, et comme nous venons de le dire, il va se reproduire avec une acuité assez vive en 1774, alors que Louis XVI ne compte encore que deux ans de règne.

La scène se passe en Vendée, pays déjà réputé pour son inexpugnable dévotion. Pourtant des francs-maçons y tiennent loge, dans la ville épiscopale des Salles d'Olonne ; et comme ils sont à la fois bons frères et bons chrétiens, ils veulent fêter pieusement leur installation. Une messe pour de tels mérites ! Le cure n'en croit pas ses oreilles. Que penseraient

d'une telle abomination l'évêque, et le Saint Père le Pape et même le bon Dieu qui lui enlèverait *ad aeternum* sa **part de Paradis**? Les francs-maçons en appellent à l'évêque du diocèse qui occupe à Luçon le siège épiscopal qu'en son jeune âge illustra le saint du cardinal de Richelieu. *Il est prudent, l'évêque; il demande si Paris des instructions* car il ignore pas que la Franc-Maçonnerie existe mal vue à la Cour — et cela ne durera guère — joint auprès des gouvernants d'une dangereuse considération (1). Les termes de sa lettre le prouvent, en même temps qu'ils nous renseignent : « Je suis que cette association nécessairement suspecte par le secret qu'elle affecte a été poursuivie par l'Eglise, mais je vois à Paris et dans les plus grandes villes du Royaume des loges qui se tiennent publiquement *sans réclamation de la part des magistrats* » (2). Mais, en attendant de connaître l'opinion du gouvernement à lui, l'évêque donne la sienne qui est de ne pouvoir regarder comme une chose indifférente une association dont le lien est un serment terrible, dont les cérémonies sont un mélange criminel des choses saintes avec les plus prophanes, c'est du moins l'opinion que le public s'en est formée et quand elle ne serait pas fondée, le refus que font les francs-maçons de se faire connoître les rend toujours coupables du scandale qu'ils consentent et à ce titre seul ils sont criminels ».

Devant un tel réquisitoire on doit sentir au ministère combien d'autorité tort à l'évêque risquerait d'aggraver la situation. En ce pays de l'égoutte, cette messe obligatoire tournerait en concert infernal. Et le procureur du roy de Fontenay-le-Comte fut prié de « prendre les mesures les plus sages et en même temps les plus propres à éviter tout éclat, pour que ce projet ne soit exécuté ». Les frères n'insistent pas. Ils s'installent tout de même « dans un lieu sûr et couvert où règnent la Paix, la Concorde et la Charité », et, consolés par le festin rituel, communieront dans l'amour de la Franc-Maçonnerie, sous les espèces du pain et du vin... auxquels s'ajouteront quelques plats. Au dire de l'évêque, ils avaient bien prétendu « qu'un pareil acte de religion est d'usage dans toutes les loges, que si les prêtres s'y refusent ils ont des moyens pour leur faire contrainte ». Mais aux Sables d'Olonne c'étaient la propos de jactance qui servaient l'honneur froisse sans engager aux actes. Mais voilà que l'année suivante recommence le duel de l'Evêché et de la Loge. On voudrait en Verbe

(1) Bib. Nat. Section des mss 1044 f° 314 à 320 pour cette lettre et les documents cités ci-après concernant cette affaire.

(2) C'est nous qui soulignons.

Le 10^{me} 1804, à Paris, de l'Assemblée du duc de Chartres. Le Grand-Maître d'at la sante avant été un moment assez gravement alterée. Or il n'est point plus décent, téméraire, et plus respectueux, de cette allégresse qu'une consécration religieuse. On espère cette fois que — vu le motif — l'évêque se laissera fléchir. Il ne daigne même pas répondre. Alors à leur tour les francs-maçons prennent la résolution d'en appeler à Paris, et l'un d'eux le baron de Loynes de Boisbaudron adresse à Joly de Fleury (?) (1) la protestation suivante. Les détails sur la superstition vendéenne concernant les francs-maçons en font un document d'ordre purement épique, instructif et divertissant.

Sables d'Ollone.

MONSIEUR,

Voilà deux démarches que je me suis cru obligé de faire. On vous a écrit sur l'une on peut encore vous écrire sur l'autre : je crois donc devoir moi-même me hâter de vous prévenir.

Je suis un citoyen honnête dont le nom n'est point étranger à l'illustre
Parlement de Paris. Mon 1^{er} ou 11^e Ayeul fut un des chefs de la Commission
qui jura le célèbre Contrat de Bourbon. J'habite les Sables d'Olonne, il
s'y est formé une société de frères-maçons. Je l'étais, je m'y suis réuni et
j'ai vu ~~plus de fois~~ ^{plus de fois} que j'ai vu pour la seconde fois un Prince du
Sang de nos Rois en devenir le Chef. Il y a un an, ou à peu près, que je fus
chargé de solliciter Mr l'Evêque de Luçon de permettre que nous célébras-
sions par un acte public de Religion la première de nos assemblées. Il me
~~demanda~~ ^{demanda} ~~de lui donner~~ ^{de lui donner} ~~pour~~ ^{pour} ~~une~~ ^{une} ~~réponse~~ ^{réponse}, il nous ~~convenit~~ ^{convenit}, ~~Monsieur~~ ^{Monsieur} ~~l'Evêque~~ ^{l'Evêque} et
votre lettre reçue, il me dit que vous aviez donné des ordres précis pour que
ceux qui se disent maçons s'abstinsent de faire dire aucune messe. Nous
obéîmes à vos ordres sans murmure et sans réplique. Jamais nous n'eussions
songé à les enfreindre sans un événement qui seul pouvait nous donner à
croire que le Prélat à qui vous avez écrit avait poussé trop loin le sens de
votre réponse.

Cet événement, Monseigneur, a été la fin de la vie de S. A. S. M^r le Duc de
 Chartres. C'est connu de la Société des Frères Maçons. Quelque joye que nous
 ayons eue le rétablissement de sa santé, nous nous serions tû, et nous aurions
 voulu nous en tenir à notre Alliance et nos respects. Mais quand nous
 avons eu que publiquement, à Paris, sous vos yeux, Monseigneur la Loge
 des Neuf Soeurs avait rendu à l'Etre Suprême des actions publiques de sa
 reconnaissance par une Messe et un Te Deum solennels ; quand nous avons
 vu les papiers publics autorisés par le Gouvernement donner encore de la
 publicité à cet événement ; nous avons cru que ce n'était point être coupables
 que de partager la joye pieuse des Maçons de Paris. J'ai renouvelé auprès
 de Monseigneur de Ligon de M^r de Lamoignon, celle qui a été refusée. Je ne
 m'en pèche point parce que Mr de Ligon est maître en son diocèse, mais,

(1) Le nom du destinataire n'est pas indiqué sur la pièce.

Monseigneur, j'ose vous demander si c'est par votre ordre qu'il ne us refuse ; si c'est par votre ordre qu'il inflige une tâche sur une société qui n'est créée que par la bienfaisance. C'est ce motif qui a causé mon obstination à décrire cette messe. Le Peuple de cette Vallée, quand nous lui distribuons des aumônes, a porté le fanatisme non seulement jusqu'à refuser de recevoir le pain que nous lui donnons, mais encore le pain aux chiens : d'autres l'ont porté dans nos Églises et n'ont cru pouvoir le manger que lavé et arrosé d'eau benite. Les malades à qui nous envoyons des cruches, des bouillottes, du vin, de la viande, etc. les refusent parce qu'ils le croient un don de gens réprouvés de Dieu et de l'Église. Il ne faudrait qu'à nous de retirer nos bienfaits. Nous préférons les donner sous des noms supposés, mais cela seul en gêne le cours. L'Acte public que nous demandons n'est pas une difficulté. Je ne crains pas de m'adresser à vous, Monseigneur, qui par votre place êtes de droit le Père des Pauvres. Si vous croyez que ce que je vous demande soit juste, daignez parler. Si vous le croyez injuste ne le gardez ma prière que comme un acte indifférent.

Je suis avec le plus profond respect

Monseigneur

Votre très humble et très
obéissant serviteur

DE LOYNES B^{on} DE BOISBAUDRON.

Sables d'Ollonne, le 27 8bre 1777.

Quelle fut la fin de l'histoire ? Les freres maçons ont-ils fini par avoir raison des résistances de l'évêque ? Le dossier ne nous l'apprend pas ; il ne contient *in fine* qu'une note anonyme écrite probablement par le ministre au Lieutenant de police et que voici :

« On prétend qu'il y a un an il vous a été écrit par M. l'Evêque de Luçon au sujet d'une messe que dematalellet a faite célébrer la société des freres maçons établie aux Sables. Et comme on prétend que M. l'Evêque de Luçon persevere dans son refus soy disant d'après votre lettre on dematalellet s'il est **vray que vous ayez refusé votre consentement à cet effet.** »

Si elle ne nous renseigne pas sur la solution définitive donnée à l'affaire, cette note prouve cependant que l'évêque aurait pu n'être pas approuvé. Dans un cas comme celui-ci le gouvernement s'efforce à partir sur cette intransigeance du clergé — d'autant plus qu'elle n'est pas générale — comme nous l'indique déjà l'allusion que fait le frere de Loyres de Boisbaudron au *Te Deum* chanté à Paris sur la demande de la Loge des *Veux Sœurs*. De tels incidents ont l'inconvénient de soulever toujours l'interminable question des rapports du temporel et du spirituel — et c'est une question sur laquelle les ministres, la Cour et le Parlement ne s'entendent pas parfaitement. Alors, sauf le parti devot, qui en France, a toujours existé et

qui, déjà sous Louis XIV, sous les espèces de la Compagnie du Saint-Sacrement de l'Autel (1), irritait Colbert par ses indiscrettes interventions, tout le monde — et le public comme l'Etat — déplorait cette **mesentente de la Franc-Maçonnerie et de l'Eglise**.

Il est à noter cependant — et la note est d'importance — que certains prélats ne s'effarouchaient point de l'existence des loges. En 1776, Mgr Caron de Saint-Luc, évêque de Quimper, se permet de mal parler de la Franc-Maçonnerie du haut de la chaire de la Cathédrale. Les membres du Presbytère de la région s'en montrent courroucés. Plusieurs, dont le Lieutenant-Criminel et le Procureur, sont francs-maçons. Et la Justice interrogea le prêtre qui eut mille crains de par son prêche malencontreux — onions que relate longuement avec des considérants indignes un adversaire de la secte, M. Louis Dasté, dans son livre *Martin-Antiquaille et le Complet maçonnique* (2). Le côté le plus drôle de l'histoire — ou le plus triste, cela dépend des points de vue — est que cet évêque, dans sa croisade antimaçonnique, est loin d'être approuvé par son archevêque ! Mgr Caron de Saint-Luc veut empêcher le P. Etienne de passer Proviseur des Franciscains sous le prétexte qu'il est franc-maçon. Or l'archevêque de Tours ne voit pas qu'il y ait incompatibilité entre ces deux qualités. Il semble s'amuser fort du sectarisme de son subordonné, et il écrit à son frère en Jesus-Christ l'archevêque de Toulouse : « Il m'a paru plaisant que le grand reproche du seigneur Saint-Luc contre ce Religieux est qu'il est franc-maçon. Suivant lui, Franc-Maçonnerie et impiété sont une même chose (3). »

* * *

Les Loges, sous l'impulsion des directeurs du Grand Orient, se multipliaient — sans compter celles de l'ancienne Grande Loge de France qui, assez nombreuses encore, ayant refusé de s'agréger à la puissance nouvelle, continuaient leurs étendues. Ajoutons au prestige qu'acquiert de plus en plus l'Institution par la qualité de son recrutement, le titre et le nom de son Grand-Maître, le duc de Chartres (plus tard Philippe-Egalité),

(1) Sur cette Compagnie qui fut, elle aussi, une société secrète, cf. Francis Baubion : *Molière et les Dévots*. Paris, 1918, in-12 et *Tartuffe et ses avatars*, 1925, petit in-8, ainsi que les ouvrages, si documentés sur la question, de M. Raoul Allier.

(2) Paris, in-16, pages 24 et suiv.

(3) Charles Gérin : *Les Francs-Maçons et la Magistrature française au XVIII^e siècle*. In *Revue des questions historiques*. Paris, in-8°, octobre 1875.

celui que lui procure la participation des femmes aux travaux de ses ateliers. Participation qui ne les met pourtant pas avec les frères sur un pied d'égalité ; leurs loges dites d'adoption ont un ritualisme différent et les Sœurs reçoivent une initiation **particulière, dans laquelle ne leur sont pas révélés les mots et les signes de reconnaissance masculins**.

Cet accès des femmes dans la Franc-Maçonnerie — dont le duc de Luxembourg a eu l'idée et que son obédience, le Grand Orient de France, a réalisée — a été pour ainsi parler un coup de maître. Dans cette société française, d'une politesse raffinée, aux mœurs plus despotiques depuis que Louis XV, par ses maîtresses nombreuses au passé parfois impur, ne donnait plus le mauvais exemple, avoir avec soi la plus influente partie de l'humanité était le moyen le plus sûr d'acquiescer fortune et considération. Qui'auraient pu le roi, les ministres de l'Etat et les ministres des Cultes contre une société ayant à sa tête non seulement le richissime parent de Louis XVI, le duc de Chartres, mais sa belle-sœur la duchesse de Bourbon qui est grande maîtresse des loges d'adoption — en resplendissent encore, parmi tout un concours de hautes et nobles dames, sa sœur la duchesse d'Orléans, sa maîtresse Mme de Toulous qui est aussi une maîtresse femme, et la surintendante de la maison de la reine, la princesse de Lamballe ? Le clergé ne manifeste sa circonspecte réprobation que dans de rares occasions, par exemple lors que la princesse de Lamballe, un peu étourdie, a projeté de tenir loge un jour de fête religieuse. On en touche un mot au roi qui, délicatement, fait avertir l'intéressée, laquelle bien entendu, cède et s'excuse. Résister serait froisser l'Eglise et on n'y songe pas. Ce serait d'ailleurs, dans cette aristocratique compagnie, de mauvais ton. On n'est guère libertin en pensée, beaucoup moins que dans le début du siècle et même que sous le règne de Louis XIV — dans le Monde s'entend. Toutes ces dames et ces beaux messieurs qui se divertissent aux travaux des ateliers remplissent scrupuleusement leurs devoirs **religieux**.

Les petites pièces maçonniques du temps — et elles sont si nombreuses ! — sont révélatrices de cet état d'esprit. Elles en sont presque attendrissantes. Certes les frères chantent le bon vin — la « poudre » forte ! pas la poudre faible ! (1) — et les dames, mais aussi les vertus les plus banales :

(1) La poudre faible ou poudre blanche était l'eau. Quand, au cours de la loge de table, un frère, ayant absorbé un peu trop de poudre rouge (vin), y jetait une note discordante, le Vénérable le condamnait à avaler un certain nombre de verres d'eau. Respectueux de la discipline, il « chargeait » lui-même, d'un verre, et disait : « Mes frères, je lire ce canon de poudre blanche pour faute commise. »

~~Il n'est point de rang, ni de naissance~~

~~Qui nous donne l'honneur ;~~

Chez nous le rang, ni la naissance

N'ont nulle faveur.

~~Il n'est point de rang, ni de naissance~~

~~Aussi la Venue par naissance~~

C'est là l'Ambition des Frères ;

C'est le plaisir d'un Franc-Maçon.

Et ce couplet donne le ton général. On ne peut tout de même pas croire que tous ces traicisseurs de petits vers se donnaient le mot pour trahir le public. Mettons, si l'on veut être méchant, qu'ils jouaient à la fraternité ; l'intérêt qu'ils prenaient à ce jeu témoigne néanmoins en leur faveur. Cette innocence de sentiments prouve leur innocence de fait. Elle fait comprendre aussi la sincérité et nous dirions même la naïveté de leur défense.

Certes l'esprit philosophique, sous l'impulsion des encyclopédistes, a fait en France de considérables progrès, et d'autre part les connaissances scientifiques ont agrandi le champ du savoir. La croyance pure s'est forcément altérée dans les âmes, sous l'emprise d'une culture qui, avec la montée de la bourgeoisie, se généralise parmi les classes qui comptent, et dont le peuple lui-même se trouve indirectement profiter. Cette loge des *Neuf Sœurs*, dont il a été plus haut incidemment parlé, groupe des artistes et des intellectuels — poètes, écrivains, et savants, dont la réputation illustre, même au delà des frontières, la gloire et la galanterie françaises. Cette loge, qui a suscité tant d'études qui nous dispensent au d'en rappeler les membres et d'en célébrer le mérite, a l'insigne honneur de recevoir Voltaire au déclin de sa tumultueuse et radiieuse existence. Mais, et c'est là que nous voulons en venir, il n'en faut pas déduire que le fameux esprit philosophique ait tellement influencé les travaux des artistes. Nous n'ignorons pas que nous allons — tant aux francs-maçons qu'à leurs adversaires — paraître un historien paradoxal en niant le caractère subversif de la Franc-Maçonnerie à cette époque. Mais notre conviction bien nette est que celle-ci fut, contrairement à ce que l'on croit, le refuge des hommes qui viennent chercher, dans l'atmosphère tranquille des loges et le gracieux échange de la fraternité, un relâchement à leurs occupations profanes. Même ces membres des *Neuf Sœurs*, ou on s'est plu à glaner quelques très rares noms qui firent éclat pendant la période

« *l'Œuvre d'Antoinette* : que s'est-elle passée la majeure partie ? Des conversations, des sculpteurs, des avocats et surtout des poètes qui excellent beaucoup plus — comme Florian, Delille, Goussier, Roucher et d'autres — dans le lyrisme de petits airs bucoliques que de grands sentiments. Pourquoi croire que nous sommes, sur l'état d'esprit de l'Ordre, rabeux renseignés que les contemporains comme le frère du roi, le comte d'Artois (plus tard Charles X) qui se fait maitre et même que le roi qui laisse les gentilshommes de son entourage, et ceux du comte d'Artois et ceux de Monsieur (futur Louis XVIII) créer une loge, sous son nom, pour avoir droit de voter à « l'Orient de la Cour ».

M. Paul Vogt d'Hunolstein reproduit une lettre de Marie Antoinette où se trouve ce passage dans lequel elle calme les appréhensions de sa sœur Marie-Christine (mariée au duc de Saxe-Teschén) au sujet des francs-maçons :

« Je crois que vous vous frappez beaucoup trop de la frate maçonnerie pour ce qui regarde la France ; elle est loin d'avoir l'importance qu'elle peut avoir en d'autres parties de l'Europe par la raison que tout le monde en est ; on sait ainsi tout ce qui s'y passe, on donc est le danger. On aurait raison de s'en alarmer si c'étoit une société secrète de politique ; l'art du gouvernement est au contraire de la laisser s'étendre et ce n'est plus que ce que c'est en réalité : une société de bienfaisance et de plaisir, on y mange beaucoup et l'on y parle et l'on y chante, ce qui fait dire au roi que les gens qui chantent et qui boivent ne conspirent pas... » (1).

Des savants ont prouvé que M. le Comte d'Hunolstein avait été trompé par des apocryphes, et qu'il s'agit ici d'un texte faux. Faux nous le croyons, parce que les preuves données sont convaincantes, mais fallacieux ? Il nous donne, selon nous, de l'optique du moment sur les francs-maçons une opinion assez exacte. Le faussaire qui a imaginé ces lignes n'a pas été si mal inspiré, et il n'est pas étouffant du tout que M. Vogt d'Hunolstein et les conservateurs des archives autrichiennes, en cette lettre a été découverte, aient cru à son authenticité. L'anecdote qui nous apprend que Louis XVI a plaisanté son jeune frère sur son adhésion à la Franc-Maçonnerie témoigne aussi, même si le fait a été imaginé, de l'innocence politique ou l'on tenait ses travaux. L'auteur qui, sous le pseudonyme de « Deputé de Jerusalem », a écrit ce livre d'une donnée originale intitulé : *Considérations philosophiques sur la Franc-Maçonnerie* et en

(1) *Correspondance inédite de Marie-Antoinette*, publiée sur les documents originaux par le comte Paul Vogt d'Hunolstein, 3^e édition. Paris, 1864, p. 82, p. 113 et 114.

par d'un côté et l'autre, un franc-maçon et un contradicteur passent en revue les qualités et les défauts de l'Institution, en se félicitant de la tranquillité dont elle jouit alors, évoque avec indignation les temps douloureux où elle était traquée par le pouvoir :

On y a vu des temps orageux, des temps de trouble pour les assemblées des F. Maçons, on les a vues poursuivies et persécutées, comme toutes les sociétés du monde, avec intérêt et chaleur : patrouille, guet à pied, guet à cheval, carrosse de quartier et tous les arts lointains de police ; tous ferres, armés, cuirasses, bayonnette au bout du fusil marchaient, trottaient, galo-paient et suivaient les Loges maçonniques à la piste, y descendaient avec toute leur artillerie, envahissaient martèlement, comme d'autres Assyriens, ces Temples dédiés à la Paix et à la Vertu, fusaient mainbasse sur les ateliers, se saisirent et renvoyaient des ouvriers, et les conduisaient en lieu de sûreté dans un château proche de Paris. M. Herault, Lieutenant de police d'alors, fit même bâtir, en 1755, une hôtellerie au faubourg St Antoine, où les maçons s'assemblaient. » (1)

Et plus loin, dans le dialogue, le franc-maçon, qui affirme que ses frères sont de bons et loyaux sujets respectueux de l'Eglise comme de l'Etat, mais qui avec une loyale modestie n'entend pas les doter de vertus exceptionnelles, répond à son interlocuteur qui lui pose cette question ironique : « Tous les membres (de la Franc-Maçonnerie) n'exhalent pas plus l'odeur de sainteté que le reste des hommes ? »

— D'accord ; mais pourvu qu'ils ne soient pas pires que ceux-ci, qu'avez-vous à blâmer ? Un catholique, malgré la pureté de la morale, est-il plus doux, plus humain, plus pieux, plus obligeant, moins vindicatif qu'un Chinois ? » (2)

Cette phrase nous semble parfaitement resumer l'opinion de la Cour et de la Ville. On ne croit pas du tout que, malgré la parole rituelle du neophyte qui vient en loge « creuser des cachots pour le vice et des ardes pour la vertu », les francs-maçons soient plus dignes d'estime que le commun des mortels. On les juge de bons citoyens n'ayant d'autre objectif en leurs « tenues » que de se livrer à d'honnêtes, mystérieuses et un peu ridicules recreations.

(1) *Considérations philosophiques sur la Franc-Maçonnerie*. Dedicé à tous les Orientés en France, par un Député de Jérusalem, A. Hambourg, de l'Imp. d'Arbas, au Temple de la Vertu, etc., 1776, in 8°. Cet ouvrage, dont l'auteur n'a jamais pu être identifié, est en orthographe simplifiée.

(2) *Considérations, loc. cit.*, p. 5.



III

LA FRANC-MAÇONNERIE
ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



out un livre serait à écrire sur cette période. **Maints auteurs s'y sont essayé qui ont prêté à la Franc-Maçonnerie, selon les impératifs de**

leurs passions, un rôle prépondérant tant dans la préparation des esprits que dans la marche même des événements qui marqueront les étapes principales de la Révolution française. Dans un cas comme celui-là on est forcément enclin à s'évader des formes strictes que le sujet impose. Qu'il est difficile de résister à la tentation ! Depuis des années les notes se sont accumulées, qui forment un dossier épulent, dont on voudrait se servir pour témoigner du scrupule de pensée à se créer une opinion loyale. Il faut cependant se résoudre à n'en tirer que l'essentiel, de quoi lasser cette opinion, longuement réfléchie, qui aura la disgrâce peut-être de ne **plaire ni aux maçons ni à leurs adversaires.**

L'erreur de la plupart des écrivains qui se placent à l'examen d'un fait est souvent non de s'appliquer exclusivement au fait même (tous les érudits conviendront que cela leur serait impossible), mais de n'en considérer que les abords immédiats. Ce fut surtout la l'erreur des adversaires de la Franc-Maçonnerie, qui, acharnés à soutenir une thèse, trouvaient forcément une argumentation pour l'appuyer. Tous ont tort et raison, parce que les causes multiples par quoi fut engendrée la Révolution permettent de faire valoir, de monter en épingle, une de ces raisons en lui accordant systématiquement ou sincèrement, la primordiale. C'est pourquoi il ne convient pas de rejeter en bloc leurs deductions, mais de se méfier de leurs exagérations inférées. Il est puéril d'avancer qu'un des facteurs qui déterminèrent le mouvement de 1789 a été assez fort pour entraîner les autres. L'esprit frondeur de l'aristocratie n'eut pas suffi, pas plus que le désarroi des finances, pas plus que les sociétés de pensée, l'émancipation de l'Amérique, la corruption des mœurs, les fautes du gouvernement, l'avidité des Fermiers Généraux, la propagande des philo-

après les excès des francs-maçons, la misère du peuple, l'influence du libéralisme anglais, la mésestime pour le pouvoir royal provoquée par le despotisme capricieux et la mauvaise conduite du monarque, les conflits d'ordre religieux, la propagation de l'impiété, les guerres continuelles et désastreuses et l'exos de population (1). Toutes les parties du corps social etient atteintes, et c'est d'une décomposition générale que le royaume est mort. En réalité, le XVIII^e siècle précisa une lutte, qui, jusqu'alors, n'avait été que latente, entre la pensée libre et la pensée servile, entre la Raison et la Foi, autrement dit entre la Philosophie et la Religion. L'une, sachant que la vérité n'est pas immuable, est forcément tolérante. L'autre, qui s'appuie sur un dogme cristallisant cette vérité, est nécessairement et ne peut être qu'intolérante. Vouloir que l'Eglise compose avec son infallibilité, c'est ne pas comprendre son caractère essentiel. Elle se doit de lutter de toutes ses forces et par tous les moyens contre l'esprit d'erreur.

Quand un mouvement comme celui de la Révolution, d'abord d'ordre économique puis idéologique, arrive à être accaparé par des mystiques, il acquiert la vitalité despotique d'une croyance. La Terreur est cruelle comme l'Inquisition parce que, pour ses serviteurs, la Liberté et l'Egalité ne sont plus des entités rationnelles mais des déesses dont le culte exige une aveugle soumission. « Je demande, s'écriera Robespierre, que le Tribunal révolutionnaire punisse ceux qui ont blasphémé contre la République. » (2)

Aussi quand, après avoir tenté de prouver que la Franc-Maçonnerie avait préparé la Révolution française, ses adversaires la considèrent également comme l'inspiratrice des excès de 1793, leur jugement — nous entendons s'il est sincère — témoigne d'un manque d'esprit critique. En effet, comment, même avec la plus mauvaise volonté du monde, appaier la doctrine maçonnique, d'un éclectisme plus sentimental encore que philosophique, avec la dévotion sectaire de la Montagne ? Celle-ci est si loin de la conception humanitaire des loges ! Et comme on comprend que les francs-maçons aient été par la suite non seulement indignés, mais stupéfaits d'avoir été accusés par les Pruyart et Barruel d'avoir « voulu ça ».

La Terreur, ce n'est pas seulement la Révolution qui terrorise mais la Révolution qui a peur. La cruauté, chez un despote comme chez un

(1) C'est l'argument fourni par Montjoye dans son *Éloge historique et funèbre de Louis XVI^e d'un m.*, roi de France et de Navarre, Neuchâtel, 1796, in 8°.

(2) Cité par Thiérs : *Histoire de la Révolution française*, Paris, 1865, t. IV, p. 397.

peuple prouve qu'il craint pour sa sécurité. Quand le Kaiser s'est imposé par la force, c'est l'instinct de ses propagandistes qui s'éveille pour la défendre. Et cet instinct, une fois lâché, ne connaît plus de servitude. Voyez une foule affamée qui assaille les boulangeries, elle est logique dans ce besoin de prendre et qui s'impose à son existence. Mais si elle réussit dans son exploit, ce seront les maisons voisines qui seront pillées, et non seulement les autres marchandises, dentelles ou objets utiles (ce qui pourrait encore se justifier), mais les magasins de luxe qu'elle dévastera pour le seul plaisir de détruire. Qui l'a poussée ? Personne. En temps d'émeute déjà, des citoyens, généralement paisibles, en arrivent à commettre des actes abominables. Ils tuent un malheureux garde national pour le fait seul qu'il est garde municipal, trouent le ventre de son cheval, incendieront le kiosque d'une pauvre femme parce que ce kiosque est un obstacle à leur ruée. Il y a dans le bouleversement d'un régime — nous ne disons pas d'un Etat — un enchaînement et un déclenchement fatals. Après la Douma et Kerensky, le bolchevisme et Lénine. Entre les deux : du sang. Après la Gironde, la Montagne. Dans toute Révolution, à cet égard, Renan, les créateurs sont absorbés et supprimés par ceux qui leur succèdent. » Les premiers disciples de saint François d'Assise furent brûlés comme hérétiques par les dévôts outranciers de sa doctrine. Il y a des heures où une espèce de fièvre collective s'empare des individus les met hors d'eux-mêmes, les rejette de l'humanité. Ce fut la fièvre des Florentins, peuple si artiste pourtant, brisant les œuvres d'art sous l'inspiration de Savonarole ; des Hollandais dont le calme habituel se mit en sauvagerie pour châtier les frères de Witt ; des fanatiques auteurs des Vêpres Siciliennes. Tarde a admirablement analysé cet état d'âme :

« Une foule est un phénomène étrange, c'est un ramassis d'éléments hétérogènes, inconnus les uns aux autres ; pourtant, dès qu'une étincelle de passion jaillit de l'un d'eux, électrise ce peu mêlé, il s'y produit une sorte d'organisation subite, de génération spontanée. Cette incandescence devant coalescence, ce bruit devient voix et ces milliers d'hommes pressés se forment bientôt plus qu'une seule et unique bête fauve, innommée et monstrueuse, qui marche à son but avec une finalité irrésistible. La majorité était venue là par pure curiosité, mais la fièvre de quel pres-mis a rapidement gagné le cœur de tous, et chez tous s'élève un délire. Tel qui était accouru précisément pour s'opposer au meurtre d'un innocent est, des premiers, saisi par le contagion homicide et, qui plus est, n'a pas l'idée de s'en étonner et »

(1) *Philosophie Pénale*. Paris, 1890, in-16.

Folie que les victimes partagent parfois avec leurs bourreaux : folie des premiers clactiens allant au martyre en extases comme les condamnés de 1793 attendant sans murmure le déche de l'échafaud. Folie de l'esprit religieux (et la Révolution fut pour ses serviteurs une religion) qui corrobore cet autre jugement de Renan : « On meurt pour des opinions, non pour des certitudes, *pour ce qu'on croit* et non pour ce qu'on *sait*. » (1)

Et encore faut-il donner à ce mot « opinion » dans la phrase de Renan le sens de sentiment, c'est-à-dire d'une faculté de sentir et non de comprendre. Elle est provoquée par des causes dynamogènes ; selon l'expression de Lombroso, comme les fétiches chez les primitifs et les drapeaux chez les civilisés. Les chants aident à son effervescence : l'*Internationale* pour les révolutionnaires, la *Marseillaise* et l'*Hymne de Garibaldi*, le *God save the Queen*, le *Deutschland uber alles* ont sur les masses, dont les airs et les paroles exaltent le patriotisme, la même action propulsive que le *Scolion* chanté par le peuple athémien en l'honneur d'Harmedeus et d'Aristegiton. Ils ne versent pas l'héroïsme au cœur des citoyens, selon une parole célèbre, mais une mystique qui, de leur cerveau déracine tout jugement. Dans un mouvement révolutionnaire, l'idée est vite dépassée par la foi, et le convaincu est mis à mort par le croyant. Aussi quand on veut examiner ces actes à la lueur de la froide raison, quand un conseil de guerre juge des soldats que fouetta la panique, quand on prétend charger la Franc-Maçonnerie ou les philosophes ou toute une autre organisation ou classe d'avoir préparé ou voulu les excès de 1793, il est d'une honnête philosophie de reconnaître que les responsabilités particulières (même si elles étaient prouvées) ne compteraient pas, en pareille occurrence, devant la culpabilité collective.

En 1790, il eût fallu un homme et une armée pour arrêter l'insurrection ; il n'y avait qu'un roi balourd et des troupes mal tenues par leurs chefs. Et la Convention manquant trop d'expérience politique pour dominer les événements. On ne pouvait pas plus retenir le peuple insurgé contre sa misère (plutôt que contre le régime) qu'on ne peut museler un tigre évadé de sa cage. La Révolution a été sanguinaire par impossibilité d'être raisonnée, et ses exactions commises au nom de l'orthodoxie républicaine s'apparentent aux excès cruels des religions. Comme ces religions, elle a voulu imposer sur le monde l'inexorable despotisme de la

(1) Ernest Renan : *L'Eglise chrétienne*. Paris, 1879 : in-8°, p. 122.

Vertu. Elle envoie au baiser de « Lousette » ceux ou celles qu'elle veut perdre sous l'inculpation d'avoir « dépravé les mœurs ». C'est pour replonger le vice dans le néant qu'elle bâtit un autel à l'Être Suprême. L'adultère est honni, les unions illégales prosrites. L'instituteur de Provins se voit conduire en prison sur la plainte de la Société populaire de l'endroit pour « avoir trop tardivement régularisé sa situation ». Maximilien Robespierre, qui a fait chasser du Palais-Royal les joueurs et les filles, dit à Robert Lindet : « Nous voulons fonder Salente. » Et l'aube de cette Salente, il ne la conceit qu'à la lueur de la guillotine comme l'Inquisition trempant le glaive de l'atze exterminateur à la flamme de ses bûchers. L'incivisme était une offense au nouveau Dieu. Et Legot, envoyé par le représentant Magnot à Bedoin, petit village de Vaucluse où l'arbre de la Liberté avait été abattu, en chassa les habitants après en avoir livré 63 à la fusillade et à l'échafaud. La fer est impérienne comme une dictature. Et comme elle est d'essence sentimentale, les foules sanctifient ceux qui meurent ou qui souffrent pour elle et n'accordent pas la même mémoire patoyable aux penseurs dont le bourreau étrangla le génie.

S'il y eut un moment dans l'Histoire où la philosophie et la Franc-Maçonnerie furent déconsidérées, ce fut bien à l'époque de la Révolution. Il suffit pour s'en convaincre de lire la diatribe de Robespierre contre les philosophes, et la vigilance que met le Pouvoir à empêcher les réunions de francs-maçons... jusqu'au jour où certains conventionnels en mission les interdiront comme suspects et où d'ailleurs le tumulte des passions et des actes leur rendra l'existence impossible.

Il n'est point dans notre programme de passer en revue les multiples prodromes de la Révolution et de déterminer pour chacun le degré de son action dissolvante. Ce travail a été fait par des écrivains nombreux qui se sont particulièrement attachés à l'examen de la question, et d'autre part il nécessiterait tant et tant de pages que notre sujet s'y trouverait noyé.

Or ce sujet n'est autre que celui-ci : la Franc-Maçonnerie a-t-elle eu sa part de responsabilité dans la chute de la royauté et dans l'avènement de la République Une et Indivisible ?

* * *

Il nous faut d'abord constater une situation paradoxale, par laquelle le sentiment se trouvera contraindre également les deux partis : les francs-

les uns et les autres ont réussi à se mettre d'accord sur cette responsabilité. Les premiers s'en enorgueillissent parce que, leur Ordre étant aujourd'hui nettement démocratique, ils entendent prêter à leurs agents un rôle préminent qui rehausse l'importance de cet Ordre ; les seconds admettent et flétrissent cette responsabilité parce que leur rang social discrédite l'ecclésiastique ecarte de l'État, l'abaissement de la morale, leur font considérer à la fois leurs propres déboires et les maux dont souffre la société comme le résultat de la Révolution. Ce sont donc, de part et d'autre, des opinions nettement partisanses qui, tout en étant convergentes, partent de points de vue diamétralement opposés.

Il n'en fut pas toujours ainsi. La conversion de la Franc-Maçonnerie à la thèse de la Franc-Maçonnerie provoquant l'explosion de 1789 — et même de 1793 — est relativement récente ou du moins fort postérieure aux événements.

En 1801 un ecclésiaste, l'ex-conventionnel J. J. Mounier s'élève contre les affirmations de Barruel. C'est vraiment un livre de bon sens que *De l'influence attribuée aux Philosophes, aux Francs-Maçons et aux Illuminés sur la Révolution de France* (1), non point parce que son opinion s'accorde avec celle que nous allons défendre, mais en raison de son ton pondéré, de son honnêteté à ne point faire « parler les textes ». Il a été le témoin des débuts de la Révolution et un acteur dans les événements qui l'ont suivie, mais un acteur dont le tempérament était hostile à toute démagogie. Nous n'allons pas resumer les arguments par lesquels il met hors de cause les Illuminés et les philosophes — pour ne recommander que le chapitre où il traite de la Franc-Maçonnerie. Combien concluant, ce chapitre pour un lecteur impartial ! Et il n'est pas orfèvre en la matière, Mounier, car, comme il le déclare nettement, la Franc-Maçonnerie ne l'a jamais compté parmi ses membres.

Les frères-maçons applaudissent à sa démonstration. Avec quelle ardeur ils se défendraient d'avoir aidé à la Révolution ! Le calme est à peine revenu qu'ils s'insurgent contre la légende. En 1802, Abraham dans son *Miroir de la Vérité* combat dans les termes emphatiques du temps les conclusions de l'abbé Barruel qui « a endossé la tunique rouge et dégoûtante de la calomnie, mais même qu'il croyait s'approprier les ailes bleues de la renommée ». Il explique en quoi consistait l'égalité et la liberté prêchées dans les loges en montrant que ces entités n'avaient, dans l'esprit

(1) *Tübingen*, 1801, in-8°. Nouvelle édition. *Paris*, 1822, in-8°.

des frères, aucun caractère subversif à l'égard des gouvernements.

« Ils sont plongés dans une bien **grande erreur ceux qui sont persuadés** que la Révolution française est l'œuvre des frères maçons » (1). Et il est sincère Abraham, indiscutablement sincère comme le fut le préface Meunier. Qu'on n'objecte pas que la Révolution ayant laissé d'affreux souvenirs, les frères tentent de se disculper de l'avoir faite ou préparée. Non. Ils se disent innocents parce qu'ils se savent innocents. Les « merveilles d'architecture » des Loges le prouvent avec insistance. Il faut lire sur ce point le discours que prononce le chevalier Rose-Croix Raoul au chapitre de la *Constance opérée* en 1803 (2), discours que le Grand Orient reproduit *in extenso* dans son *Etat officiel* (3). D'ailleurs, à cette date, le Grand Orient a bien soin de n'y pas rappeler sa circulaire dans laquelle il revendiquait la gloire d'avoir été un des inspirateurs de la Révolution. Cette Révolution, il la rappelle, de hautement, avec des phrases qui ne plairaient guère à ses membres actuels. « La religion, cette auguste consolatrice, a vu ses autels se rétablir... les partis arcantis se confondent, et la tendre fraternité si longtemps outragée, reprend ses droits » (4). Plus loin, on parle de « l'intervalles douloureux qui aura interrompu le cours des prospérités de la Maçonnerie française » (5). Et plus loin encore : « Espérons qu'il en sera de notre infortunée patrie comme des étres privilégiés échappés au déluge universel, auquel le G. A. [Grand-Architecte] annonça que les hommes n'avaient plus à redouter une si terrible calamité. » (6)

Thory s'indigne « avec pitié » contre les écrits qui salissent une société paisible, dont le but est de pratiquer les vertus sociales, et qui, *dans tous les temps, a donné les preuves du plus étalé dévouement aux souverains et aux gouvernements* (7).

Même en 1847, Simon Bouhee, qui est un maçon célèbre, fort admiré de ses frères, publie une *Épopée de la Révolution française* (8) en 10 chants

(1) Abraham : *Miroir de la Vérité*, dédié à tous les maçons. Paris, 1802, in-8°, T. III, p. 10.

(2) Raoul : *Discours du S. C. de la Constance opérée*, l'ouvrage de son Chapitre, 1803, pièce in-8°.

(3) *Etat du G. O. de France*, tome premier de la réimpression, première partie de l'an 1801. Paris, 1804, in-8°, p. 251 et suivantes.

(4) *Ibidem*, p. 4.

(5) *Ibidem*, p. 148.

(6) *Ibidem*, p. 175.

(7) [Thory] : *Ouv. ou Histoire de la Franc-Maçonnerie, Grand-Orient de France*. Paris, 1812, in-8°, p. 72, note.

(8) Paris, 1847, in-8°.

qui n'est qu'une flétrissure en vers assez mauvais (du reste) des actes de la Révolution et une apologie du roi martyr :

*Et cinq coupables voix
Condamnent le plus juste et le meilleur des rois.*

Jusqu'en 1848 les frères s'offensaient de cette mélancolie gênante, non point tant parce qu'ils craignent l'animadversion du Pouvoir qui, sous l'influence du Clergé si puissant sous la Restauration, pourrait arguer de ce retournement mettait pour supprimer l'Institution, mais surtout parce qu'ils la considéraient comme calomnieuse. Avant de devenir un excès d'honneur la collaboration à l'action jacobine est encore une indignité qu'il convient hautement de reprocher. Il n'y a point dans leurs propos un retournement du passé — ce qui serait un moyen de faire leur cour à l'Autorité en confessant la faute. Ce passé ne leur appartient pas. En 1830, alors que les frères peuvent justement se glorifier d'avoir collaboré à la victoire des Trois Glorieuses, nous ne les voyons pas établir un pont spirituel entre leur attitude et celle de leurs aïeux. La Révolution a laissé dans les esprits un souvenir trop sanglant, et depuis la Restauration les partis au pouvoir ont tellement contribué à la déconsidérer en renchérissant sur ses excès qu'aucun parti n'ose la célébrer et s'en recommander. Les Carbonari même, si plusieurs s'affirment républicains, évitent d'évoquer la grande Époque. Cette grande Époque n'apparaît encore que sous son aspect tragique : elle ne projette sur les ans trop rapprochés que le reflet de sa guillotine.

Aussi les francs-maçons ne sont-ils pas contents quand, pour les mieux salir vis-à-vis des Puissants, les journaux bien pensants reditent contre eux les accusations de l'abbé Barruel (1).

Ces accusations, ainsi que celles de Robison dont nous aurons l'occasion de reparler plus loin, qui établissent, sur des preuves nombreuses et qui paraissent irréfutables, la participation effective de l'Institution au débâcle versant de l'ancien ordre de choses, ont eu un considérable retentissement. Louis XVIII, malgré le peu de crédit que son scepticisme attachait aux manœuvres clandestines, s'en montra ému. Quant aux pays étrangers ils avaient aggravé leurs mesures contre les francs-maçons : l'archevêque-adjuteur de la pensée française, Frédéric II de Prusse, ne leur

(1) Barruel (1733-1806) : *Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme* (Paris, 1797-1798, 4 vol. in-8° ; Hambourg, 1798-1799, 5 vol. in-8°). Principales éditions suivantes : *Hambourg*, 1803, 5 vol. et *Lyon*, 1818, 4 vol.

accordant plus qu'une protection d'admirateur seulement destinée à les tenir sous une plus étroite surveillance ; et Catherine II de Russie, cette ex-amie de Diderot et de D'Alembert, que la lecture de Voltaire enthousiasmait, faisant fermer les loges et montrant à l'égard des zéros de sa Cour inféodés à la secte une méfiance hésitante ou une attitude disgracieuse (1).

Les Juifs eux-mêmes subissent le contre-coup de son imitation. Leur émancipation par l'Assemblée Constituante le 27 septembre 1791 leur ~~valait en Russie et dans les autres États de l'Europe une situation semblable~~. ~~À la campagne~~ le travail agricole leur est interdit et dans les villes des quartiers spéciaux leur sont assignés. Ce qui a fait dire si justement à M. Mourou Paléologue :

« Par un contre-coup ironique du destin, l'initiative première de la révolution française ouvrit, à l'autre bout de l'Europe, une ère de persécutions qui comptera parmi les plus tragiques et les plus prolongées qu'Israël ait eues à travers les âges » (2).

Le roi de Sardaigne Victor-Amédée supprimera les loges de ses États. François II d'Allemagne publiera un édit dans le même sens qui modèrera le 23 avril 1801 en menaçant de la perte de leur grade les fonctionnaires civils, militaires ou ecclésiastiques qui contreviendraient à cet édit. Même l'Angleterre ne restera pas insensible aux révolutions de Robison et de Barruel, et son Parlement le 12 juillet 1799, tout en faisant exception pour la Franc-Maçonnerie dans son décret interdisant les sociétés secrètes, s'opposera à la création de nouvelles loges et élèvera les ateliers existants à une déclaration, faite sous serment, devant être soumise à l'examen des sessions judiciaires.

Joseph II d'Autriche, le frère de Marie-Antoinette, malgré les réformes libérales et pas toujours cohérentes apportées par lui dans le gouvernement de ses États, n'avait pas attendu tout à fait l'explosion de la Révolution française pour s'inquiéter des réunions maçonniques dont il avait voulu limiter le devoir. En 1789, il fait fermer les ateliers, et exigeant de tous les anciens fonctionnaires civils et militaires de s'en séparer sous peine de suppression, et aux nouveaux de prêter serment de ne jamais faire partie d'aucune réunion secrète, à peine de destitution et de puni-

(1) Sur l'attitude de Catherine II envers la Franc-Maçonnerie, consulter particulièrement l'ouvrage russe de M. N. Lomonosov, *Novikovy i Martinisty v Moskve* (Novikov et les Martinistes de Moscou, Moscou, 1857, p. 18).

(2) *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1921.

~~En 1792, le 1^{er} mai 1792, c'est-à-dire le 1^{er} mai de Portugal Elisabeth qui~~
 ordonna au gouverneur de Madère d'arrêter les francs-maçons et de les
 livrer à l'Inquisition, ce qui détermina leur émigration en Amérique où
 les loges de New York leur firent une réception reconfortante. Tous ces
 maçons, sauf Elisabeth, qu'avait séduits le « philosophisme » et qui
 traitaient de pair à égal avec le patriarche de Ferny s'empressent de faire
 reculer en arrière. Ils craignent pour leur peuple la contagion de l'exem-
 ple. Le règne de la Bourgeoisie leur a été comme une révélation. Ils re-
 gressent contre la menace du Tiers Etat comme nous avons vu après la
 Révolution russe, l'Espagne, l'Italie et même la France (qui rétablit son
 ambassade au Vatican et on pourrait même dire l'Europe armant la
 presse et l'image de couteau entre les dents) contre les novateurs et pre-
 nant des mesures de préservation capitaliste contre les empiétements pos-
 sibles du Quatrième Etat.

Oui, elle fut fable, la fable de Barruel. Ceux qui n'avaient rien compris
 au bouleversement parce que trop détachés des contingences et ceux qui,
 ayant trop compris, ne voulaient pas convenir des fautes commises par
 la monarchie — et particulièrement par le monarque Louis XV — firent
 tout de suite à son requête un accueil enthousiaste. Jourde publia en
 1797 — au tympanant — *Les véritables auteurs de la Révolution de France*
 où il voit également la Franc-Maçonnerie à la tête de la conspiration (2).

Ce fut par les francs-maçons que se répandit, au mois de juillet 1789, le
 même jour, à la même heure, dans tout le royaume, l'alarme des prétendus
 brigands, ce fut par les francs-maçons que s'établirent une correspondance
 générale, et les levées des deniers nécessaires au patri. Ces levées servirent à
 alimenter la révolution de France. »

et plus loin :

« La Franc-Maçonnerie engendra la Propagande dont la devise gravée sur
 un des caillots de M. de Méné estant : *entretiens du culte et des Rois* ; et cette
 propagande entraîna et entraîna toutes les nations de l'Europe, qui,
 d'elles-mêmes, sans le savoir, fournirent des fonds à la Révolution fran-
 çaise. »

Fable, le livre de Barruel ? Oui et non. Une fable dont les détails sont
 souvent vrais ; c'est la coordination de ses détails qui constitue la fable.
Expliquons-nous.

Qu'est-ce Barruel ? Un ancien Jésuite qui, après avoir habité la Bohême

(1) Thiers : *Acta Latomorum, loc. cit., T. I, p. 182.*

(2) [Jourde] : *Les véritables auteurs de la Révolution de France de 1789*, Neuf-
 châtel, 1797, in-8°, p. 452.

et l'Autriche, par suite de l'expulsion de son Ordre du Royaume, et est rentré en 1774 à Paris où la princesse de Conti l'accueillit avec empressement. Il y mena une guerre à l'ennemi contre les philosophes dont sa défection à l'Autrice l'empêcha de faire et son *Journal de Trévoux* fut suspendu. Mais, par dans son gros ouvrage en cinq volumes, paru par lui en 1788, *Les Hébreux ou lettres provinciales philosophiques*, Louis de la Moignon, l'abbé Bunnel se réfugia en Angleterre. C'est à Londres qu'il publia son célèbre ouvrage *Mémoires pour servir à l'histoire de l'Église en France* en 1798. Il s'agit d'admettre, sous le travestissement d'un philosophe, qu'il avait amassé ses matériaux contre les philosophes. Dans les œuvres des encyclopédistes, il les avait effleurés, mais sans leur donner, n'osant avec la patience d'un peccateur de punir toutes les pages susceptibles de confirmer sa thèse. Sa thèse ? L'incrédulité, le déclin de l'esprit religieux en France — et c'est de là le propos de D'Alembert, de Diderot, de D'Alambert et de tous les barons d'un athéisme plus ou moins sournois, des scribes d'H. Morellet, de M^{lle} Helvétius. En quoi il n'avait pas tout à fait tort, même dans son dévouement à l'Église, car que le décret de l'Église condamnant fut-il lu, les moines du monastère chassés ? Ou il se trompe, volontairement ou non, c'est impossible à dire, mais que les philosophes poursuivaient ce double but.

Eux vouloir détruire la royauté ? Ils avaient bien trop d'astuce pour conserver leur situation d'hommes privilégiés, choyés du Pape, des Curés, et des monarques étrangers, malgré la peste de la Bastille, et de la guillotine en châtiant leurs incartades de plaisir, de débauche, de rapacité, et dont leur renom profitait. R. Espagne ne s'y est pas trompé, qu'il les vilipende dans son fameux discours du 18 floréal an II — discours fameux, dont le début contient cette phrase qui couronna l'opinion de M^{lle} de Staël et de tant d'autres : « La raison laïque marche depuis longtemps contre les trônes, à pas lents et par des routes détournées, mais sûres. » Le but des philosophes ? Debout sur les ruines de l'empire catholique. Ils estiment sincèrement cette flétrissure infligée par la Convention ; ils lui attribuent cet effet si fort de des mesures qui ont mécontenté le public et compromis le respect pour la royauté. Et Voltaire ne croit pas tromper autrui et se tromper lorsqu'il écrit dans *Le Siècle de Louis XIV* (1) : « Cet esprit philosophique, qui a agité presque toutes les conditions, excepté le bas peuple, a beaucoup contribué à faire valoir les

(1) Voltaire : *Le siècle de Louis XIV*, édition de 1854-1865, in-12, T. IV.

deuts des souverains. » D'autre part, la République apparaissait aux penseurs, même les plus hardis ou les plus utopistes, comme un régime inconcevable. Voltaire ne l'estime possible que dans un état de médiocre importance. Croire qu'un grand peuple comme le peuple français, où la classe des ruraux et des artisans était alors intellectuellement si peu évoluée et que, selon la conception de Voltaire et de ses complices, il était nécessaire de laisser dans l'ignorance), serait un jour capable de défendre et de gérer ses propres intérêts, leur paraissait tout simplement dementiel. Comme les faits venaient de prouver à Barruel et au monde étonné que cette folle prétention était néanmoins réalisable, l'écrivain cébait à la tentation compréhensible de donner aux textes colligés une interprétation plus subtile et tendancieuse. Ouvertement, les philosophes ne s'en prenaient qu'à la Religion, en affectant même de ne blâmer que son empire sur l'Etat, clandestinement ils s'apprétaient à détruire tous les fondements du régime : l'aristocratie, l'église et la royauté même.

Nous le répétons : c'est une grande erreur de croire que les philosophes sapaient volontairement le trône. L'Eglise n'est pas mal avisée en tentant de la repandre. En n'apparaissant point comme la seule victime de leur campagne, elle se trouve confondre sa cause avec celle de la monarchie. Ainsi ce n'est plus alors la pensée libre qui s'insurge contre sa dictature, mais une pensée anarchique dont le dessein vise au bouleversement de la société. Une propagande idéologique devient une ambition intéressée. Ce que les philosophes critiquent, ce qu'ils n'admettent pas, c'est le droit divin qui permet au roi d'asservir les peuples au nom d'un principe supérieur. C'est ainsi qu'il faut interpréter le mot acide de Jean-Jacques Rousseau dans *l'émile* : « Si l'autorité vient de Dieu, c'est comme les maladies et les fleaux du genre humain », et même celui d'Holvetius : « La *crête* ne tarabule n'est qu'une constitution imaginée pour corrompre les mœurs des peuples et pour les asservir (1). » Ce qu'ils voulaient, Condorcet l'exprime clairement dans une lettre au marquis d'Aranda : « Armer les rois d'une sage Constitution qui, en les rendant les premiers serviteurs du peuple, les remettra à la place qu'ils d'ont occuper pour leur bonheur et pour le nôtre. »

On a mal interprété — systématiquement ou non — la phrase de ce même Condorcet dans sa biographie de Voltaire (2) : « S'il n'eût pas brisé

(1) Holvetius : *De l'Homme, de ses facultés intellectuelles et de son éducation*, Paris, 1772-1786, in-8°, T. II, note sur la section IX.

(2) Condorcet : *Vie de Voltaire*, Paris, nouv. édit., 1822, in-12.

le joug des prêtres, écrit-il, jumeus en font l'un ou l'autre des tyrans. L'un et l'autre pesent terrible sur nos têtes et se tenant si étroitement que le premier une fois secoué, le second doit l'être bientôt après. Le raisonnement ne souffre point de réplique. La question est autre : Volez-vous, mes confrères — avaient-ils envisagé cette conséquence ? Oh ! ils ne devaient point se faire faute, en ce sens du moins d'Herbach, car tant d'obligances se rencontraient, de critiquer les actes du Pouvoir, mais de le vouloir détruire l'essence même de ce Pouvoir, il y a un point de vue, qu'ils ne franchissaient pas. Horace Walpole dit le contraire, et nous ne l'ignorons pas. Sa lettre au feld-maréchal Conroy, le 25 octobre 1791, est sur ce point caractéristique :

« Savez-vous ce que c'est que les philosophes, ou bien, si vous ne voulez pas dire, d'abord il désigne ici presque tout le monde, ceux qui, sous prétexte de guerre qu'ils font à l'arbitraire, à l'oppression, à la tyrannie, les uns à la subversion de toute religion, les autres, en parlant de la destruction du pouvoir monarchique. »

Elle est caractéristique, cette lettre — mais on l'a dit, point. Lord Walpole est un Anglais — et un Anglais fort content de son sort, que toute innovation ou toute idée neuve trouble dans sa quiétude de privilège et qui est disposé à considérer des réformateurs comme des révolutionnaires. Il sied, d'autre part, d'interpréter sa phrase d'après ce que l'eût fait un contemporain et comme l'a certainement fait son correspondant. Aujourd'hui ou tant de changements se sont passés, il nous apparaît que la destruction du pouvoir monarchique signifie la destruction de la monarchie. C'était, à cette époque, de l'arbitraire, de l'arbitraire ne faisant pas abstraction du temps ou l'on vit lorsqu'on se trouve devant une opinion ou un événement lointains, on doit presque toujours dans des commentaires errer. Le pouvoir monarchique était discuté, et était devenu odieux — et cette lettre de Walpole est une bonne preuve que vingt-quatre ans avant la Révolution les Français s'en grandement n'étaient plus disposés à le supporter. Avec le progrès des lumières et la misère du peuple grandissante, ses abus apparaissant aux yeux de tous. L'exemple de la Constitution anglaise montrant qu'on peut avoir un roi à sa tête sans agréer la funeste formule : « Le roi veut la Loi (1) » Il s'agissait de transposer les deux éléments de cette formule — ce que traduira brutalement Mardeciel en 1791.

(1) La théorie faisant du roi le représentant de Dieu sur la terre, l'écrit l'abbé de Montesquieu. C'est cette théorie, si longtemps admise, que défend le cardinal de Noailles.

Vous ne l'avez pas exercé : l'exercice de ses droits [au peuple], car nous le plus fort avant qu'il vous ait été le détenteur de sa force. Vous êtes, en un mot, *son premier salarié*, et vous n'êtes que cela. » (1)

En vérité, les plus audacieux rêvaient d'une monarchie constitutionnelle, à laquelle le Clergé lui-même n'était pas opposé. Nous nous sommes étendus sur ce point essentiel parce qu'il détruit toute l'argumentation de Barnet et de ceux qui lui ont emboîté le pas. Si les philosophes ne visaient pas la destruction de la monarchie mais du « pouvoir monarchique », ils ne sont coupables — si culpabilité il y a — comme les frères mœurs à qui en les a associés et même — comme tout le monde — que d'avoir souhaité une évolution et non une révolution.

Que les philosophes aient attaqué l'Eglise, le fait n'est pas douteux. Que par représailles, ces attaques aient atteint la royauté, telle qu'elle apparaissait sous les espèces d'un monarque négligent et sensuel, nous voulons bien en convenir. Mais quelle part la Franc-Maçonnerie prend-elle dans ce combat ? Au dire d'Albert Mathiez a écrit dans les *Annales historiques de la Révolution française* (2) : « Les loges d'avant 1789, loin d'être des sociétés de pensée, étaient au contraire des sociétés de ripaille et d'amusement. Ces loges appartenaient d'ailleurs, à des rites, c'est-à-dire à des systèmes différents. Elles n'avaient de commun que leur recrutement qui tirait dans les classes riches. Elles fournirent à l'émigration son contingent le plus important. Leur rôle politique fut à peu près inexistant. Supposer qu'elles avaient un programme et qu'elles dirigeaient l'opinion est une chose absolument arbitraire. »

A. Mathiez se trompe dans certains détails, toujours comme un écrivain qui, dans un sujet trop vaste, ne peut pas connaître à fond toutes les parties, mais combien juste sa conclusion, et aussi son allusion à tous ces rites qui composaient alors la Franc-Maçonnerie. Il semble, à lire les commentaires qu'elle ait été *arce*, du moins dans son esprit. Rien n'est plus exact. Il y a une incroyable diversité dans les opinions et même dans les opinions de ces obédiences multiples dont nous avons tenté dans *La Franc-Maçonnerie chez L'E* de reconstituer l'existence. Si l'esprit de synthèse est une vertu lorsque l'on examine de haut une institution, il

quier, l'élève de Cujas et de Socin, dans ses *Recherches de la France* (Paris, 1560, in-f°) : « Les Rois ne sont pas nés pour les peuples, mais leurs peuples sont nés pour eux qui est la cause pour laquelle les sujets simples et innocents se trouvent avoir été punis de mort pour un péché de leur prince. » (p. 953).

(1) *Œuvres complètes de Voltaire*, 1774, t. 8, p. 178.

(2) Paris, in-8°, mars-avril 1925, p. 178-180.

tombe à faux si cette Institution n'est qu'un agglomérat, sous un même nom, de volontés et de mentalités dissimilaires. Cela a prouvé à certains comme Bode et Bonneville, constatant dans une obédience le spiritualisme chrétien de certain grade, de créer à l'indifférence posthume d'une toute la Franc-Maconnérie, constatant d'autres l'antivieillesse révolutionnaire parce qu'ils avaient découvert dans la maçonnerie de la Loge *Les Amis Réunis* ou celle des *Neuf Sœurs* les noms de quelques révolutionnaires. Il en sera de même à toutes les époques de sa vie. Ceux qui font du bruit ou qui se singularisent par une originalité ou par quelque inaptitude sont à dessein considérés par les interprètes tendancieux comme les hommes représentatifs de leur société.

L'ennui pour les anti-maçons est que si l'on retranche la Franc-Maconnérie de l'exécution de la doctrine royale, la thèse ne tient plus. L'intervention de la secte est nécessaire au premier chef. Car où les philosophes préparant-ils leur labour de maçonnerie ? Dans les Loges. Le fameux secret ~~maçonnerique permettait de tout expliquer~~ ^{de Robison (1) qu'on} en même temps que les méditations de Burke, avaient fait travailler et conquis les imaginations. Les Anglais y ajoutaient leur crédulité ; ils n'avaient pas pu suivre cette bête de création qui, depuis plus d'un siècle, hârdait l'armature française. Luminère, Barruel, als-ils par son labour de cabinet, d'une humeur trop conciliative pour mettre du recul dans son observation, avait été saisi par la brutalité des événements sans en avoir compris la bête gestation. Certes, comme tous ses confrères portants, il s'attendait à une modification dans cette armature. Peut-être employer une expression vulgaire : « ça ne pouvait plus durer ». C'était l'impression générale. Mais qui aurait prévu que l'évolution attendue, espérée même par tous même par Barruel peut-être, donnerait à une telle Révolution : « une Révolution qui ne se contentait pas de faire l'épave du passé, mais effarait le vieux monde en lui montrant à quel excès peut se porter et à quelle lumière peut accéder une condition d'homme ? »

Après la victoire il importe d'en considérer les effets et d'empêcher les vaucons de relever la tête. La Révolution elle-même a trahi les généraux plus vite. Car en pareil cas il s'agit toujours d'aller vite. Le salut public l'exige. C'est au nom de ce salut public qu'on en et agite les drapeaux.

(1) Robison (John) : *Preuves de conspirations contre toutes les religions et tous les gouvernements de l'univers*, tradues d'un ouvrage anglais de Robison (John) par J. Robison, Londres, 1799, 2 vol. in-16.

teurs. C'est le prétexte invincible par Torquemada faisant brûler les hérétiques, la royauté exterminant l'Ordre du Temple, le catholicisme poursuivant la persécution ou la conversion des huguenots, les sans-culottes voulant mettre à la lanterne les aristocrates, les Turcs massacrant les Arméniens, Hitler pourchassant les Juifs, et le bolchevisme consolidant son empire naissant avec la poutre des gibets. C'est ainsi, c'est toujours ainsi. Entre tous les partis les anathèmes se croisent. Une victime dévorée devient facilement bourreau. C'est dans l'ordre. Tout être est plus cruel dans sa défense que dans l'attaque. Les rigueurs de la Justice à travers les âges dépassent en atrocité les exploits des criminels.

Si des hommes ont aidé les événements à s'accomplir, une fois ces événements en marche, ils ne sont plus les maîtres de leur destinée. Aussi est-ce chez eux une grande présomption et une sottise d'en revendiquer ou d'en rejeter sur autrui la responsabilité. Ces événements dépassent leur volonté. Un choc matériel les détermine comme il fait crever un abcès depuis des jours même. Quelles en seront les suites ? La plaie se cicatrisera-t-elle avec des soins heureux ou s'envenimera-t-elle ? Qui le sait ? Personnellement, on dit : ce sont les mauvais médecins qui n'ont pas su guérir le mal ou des révélateurs maladroits qui l'ont aggravé. Nous nous efforçons à rechercher la naissance de ce mal, autour de nous souvent, en nous quelquefois ; et comme nous ne faisons pas la part de nos instincts, nous cherchons à des causes trop humaines des raisons surhumaines. Au lieu de considérer le phénomène comme un fait acquis, dont il nous est certes permis d'analyser les prodromes et les conséquences, nous n'y voyons qu'un prétexte à l'expectoration de nos rançunes et à l'assouvissement de nos haines.

* * *

Voilà la Révolution française. Après avoir, patiemment et depuis tant et tant d'années, étudié ce passionnant problème, nous sommes arrivés à cette conviction que, de tous les facteurs qui déterminèrent son explosion, un des plus importants fut le duel des confessions. Comme nous l'expliquerons plus longuement au sujet de la chute de Charles X, les hommes sont obscurément opposés à toute violation de leur conscience. Ils veulent bien croire, ils sont tout disposés à croire, ils ont besoin de croire. Mais si vous les faites juges de leur croyance, si, par la force des choses, vous les mêlez à des conflits religieux, si vous les forcez à prendre parti, vous suscitez parmi eux des révoltes que leur misère physique seule

n'aurait peut-être pas provoquées. Les querelles entre catholiques et protestants, la rivalité sous Louis XIV et Louis XV des jansénistes et des jésuites furent à l'origine des divergences d'opinions sur la politique de l'État. Si Rome fut grande parmi les nations et si son triomphe sur les peuples s'accusa durant des siècles, c'est parce qu'elle sut respecter leurs superstitions. L'intolérance du clergé non seulement fit naître la dialectique des philosophes mais irrita le peuple. Il faut lire dans ce témoin impartial que fut l'avocat Barthel l'émotion considérable que soulevaient parmi les Parisiens les mesures prises contre les dissidents du Catholicisme qui n'avaient d'autre tort que de ne pas accepter les conclusions de la bulle *Unigenitus*, et auxquels les prêtres, choissant au sectarisme de l'archevêque de Paris, refusaient la confession ou les derniers Sacraments. Le clergé était devenu tellement odieux « qu'on n'ose plus, écrit D'Argenson, parler pour lui dans les bonnes compagnies ; on est lella comme des familiers de l'Inquisition ». Et comme la Royauté soutenait l'Eglise non seulement pour consolider son propre pouvoir mais pour en obtenir des subsides (qu'on n'osait lui réclamer ; les biens de l'Eglise, servant au service de Dieu, étaient intangibles), elle supportait les conséquences de cette impopularité.

Certes nous ne sommes pas le seul à relever le manque de civisme dont témoigne le clergé durant le siècle dix-huitième (et même tout le long des âges) — attitude qu'un roi sans volonté ne sut fléchir et qui, en faisant que le poids des impôts tombait plus fortement sur les classes inférieures, provoquait l'irritation de celles-ci. Même des écrivains comme M. Louis Madelin, qui a pourtant pour l'Eglise une sympathie marquée, est obligé d'en convenir : « Les deux premiers Ordres, écrit-il, au lieu de vouloir abdiquer leurs immunités, se montrèrent prêts à les défendre à tout prix, fussent-elles l'obstacle absolu au rétablissement des finances et au salut de l'Etat », et il ajoute plus loin ces lignes singulièrement accusatrices, par lesquelles il commente le refus opposé par l'Assemblée du Clergé à l'édit du contrôleur général Machault imposant l'impôt à toutes les classes de la nation :

« Toute une partie de la grande Révolution ne se propagea que par suite aux décisions prises en 1751 dans cette assemblée des Augustins. Que le clergé cédât, et la Révolution se fût terminée sans les crises de la Révolution sans *hostilité à l'Eglise*. » (1)

(1) Louis Madelin : *Le premier siècle de la chute de la Royauté*, rev. l'Europe des Inter-Mondes, Paris, n° du 15 janvier 1924. Les passages soulignés l'ont été par nous. On

Dans le premier des deux cas, et il y revient plusieurs fois, c'est le refus de l'impôt devant l'impôt qui précipita les événements. Et Taine, évaluant à grands traits la fortune du Clergé à l'époque, synthétisera l'attitude de ce clergé dans ce texte : « L'Eglise ne doit au roi que des prières ».

« On se retrancha, dit Gallard, sur l'honneur qui commandait de se soustraire à la contribution de l'impôt. Un noble n'avait à offrir à l'État que son épée et son pécuniaire, un prêtre ne pouvait servir la patrie que par la prière et la morale, un magistrat ne devait au bon public que des arrêts et des remontrances. » (1)

Comme il nous serait facile d'étayer notre opinion sur des bases aussi vraies et solides et nous l'avons, aussi discutables que celles qui servent d'appui à l'argumentation antimaçonnique ! Rappelons-nous la théorie du P. Marana, justifiant l'assassinat de Henri IV sur le droit qu'avait le peuple de se soulever contre un tyran qui pèche contre les lois de la Justice et de la Religion (2) — théorie qui excita la verve de Pascal s'écriant dans sa *Mémoire Provinciale* : « Sont-ce là les mystères revelés par l'Agneau à ceux de sa secte ? » Ne voyons-nous pas les Jésuites en 1753 — ne nous en cache la date — publier des libelles contre la monarchie et proposer la convocation d'une assemblée nationale pour juger le roi et examiner sa conduite (3). En Bretagne les curés excitent le peuple, « Le clergé alors, venant d'Angers, de toutes parts poussait au trouble et au révol ». Et auparavant, le 1^{er} mai 1751 : « Le passage à ces nouveaux engagements par une révolution en est le difficile et le fâcheux, car cela ne peut arriver que par des révoltes *ou entièrement le clergé et peut-être deux de nos princes du sang...* »

En bien ! faut-il douter de cette constatation que le clergé est responsable de la Révolution et d'avons-nous selon nos tendances respectives lui tresser des couronnes ou lui dédier de furieuses diatribes ? Non.

A quel rôle servait-il ? Ce clergé pouvait-il agir autrement ? Si les forts n'ont pas de leur force ils seraient des surhommes et les faibles ne seraient point à leur bellin. Les observateurs à courte vue

pour le clergé, comme dans ses sermons, et les Mémoires du temps, de l'effroi que suscita l'impôt du vingtième, frappant toutes les fortunes, que le 7 mai 1749, l'Assemblée nationale vota l'abolition de l'impôt du vingtième. Louis XV. Attentat à la religion ? Pis ! attentat à un privilège ! L'Edit dut être rapporté.

(1) [Gallard] : *Histoire de l'esprit révolutionnaire des nobles en France sous les soixante-huit rois de la monarchie*. Paris, 1818, in-8°, T. II, p. 307-308.

(2) P. Marana : *De la justice et de la religion*. Paris, 1753, p. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

(3) A. Giraud-Teulon : *Double péril social. L'Eglise et le Socialisme*. Paris, Bibliothèque des sciences morales et politiques, 1895, in-16, p. 34.

ne comprennent pas que les excès de cette rébellion sont fonction des excès de la Puissance.

Si nous nous sommes quelque peu arrêtés à celles-ci, plutôt qu'aux exactions des Fermiers Généraux, à la misère du peuple ou à la propagande philosophique, c'est parce que ce sont les catholiques qui se montrent les plus acharnés à dénoncer la Franc-Maçonnerie comme l'inspiration du mouvement de 1789. Combien redoublée et même inexistante apparaît la responsabilité de l'Ordre maçonnique au regard de celle de l'Ordre ecclésiastique. Cette constatation l'est même par des auteurs bien pensants mais accusés à la volte par leur profit d'historiens médiocres : telle le jugement que porte l'Eglise sur la Révolution et sur la Franc-Maçonnerie ? Il ne faut pas l'espérer. Les gens savent les directives intérieures de leur milieu. Ils sont incontinentement injustes parce qu'ils ne savent pas. Pour savoir il faut avoir tellement appris ! Si nous demandons à un prêtre que l'attitude de l'Eglise, ses procédés subtils et la défense étroite de ses privilèges, méritent les démentis de la Révolution, il nous rira au nez. Il croira à un parabeu, sacrilège ! Si d'autre part, nous affirmons à un franc-maçon que ses frères de l'ancien temps se plaisaient moins aux propos subversifs qu'aux divertissements de la table et aux jeux de l'esprit, il s'en formalisera de leur avoir écrit au paradis. Encore une fois comment l'un et l'autre savent-ils ? Ils pourraient se taire ! Impossible. Depuis que la polémique est devenue la grande passion des civilisés, cette passion dévorante leur impose — comme aux théologiens la direction de leurs opinions. Robespierre lui-même a élevé un monument à Robespierre dans sa ville natale, et les clercs de l'endroit ont essayé de saboter la manifestation, dans l'ignorance ou ils étaient du secours considérable que le mystique inextinguible avait apporté à la Religion alors en péril. Qu'une Commission d'Enquête soit nommée par la Chambre, que la Haute Cour siège au Sénat pour juger d'un fait méritant l'Etat, les partis pourraient être relâchés pour l'examen du fait : ils ne se laisseraient jamais pour le verdict.

Moralité : malgré ce livre — de bonne foi et d'un niveau respectueux de la vertu — de déplaît et qui, autant par esthétique que par vertu se refuse à l'insinuation d'un message — les franc-maçons et les catholiques continueront à priver de la France son avenir d'appeler une institution — qui ne mente — au nom des excès de la guerre à cette malédiction.

La ferveur révolutionnaire de la Gironde aboutissant au fanatisme iconoclaste de la Montagne — vedette que les contemporains qui ne vivent

pas ces événements, ne peuvent comprendre. Ils y voient la réalisation d'un plan d'abolition conçu depuis longtemps et poursuivi avec une remarquable méthode. Pour eux déjà la Révolution est un bloc, non pas par ses actes et ses conséquences aussi que l'entendait l'auteur de ce manifeste, Georges Clemenceau, mais dans ses prémices mêmes. C'est ainsi que M. Gustave Gauthier a pu écrire, de la meilleure foi du monde, mais le croyant, cette phrase : « Affirmer que le mouvement de 1789 s'est créé et soutenu tout seul, sans plan préconçu, serait aussi naïf que d'affirmer que Napoléon aurait pu conquérir l'Europe sans son génie et sans l'admirable discipline de ses armées » (1). Comment comparer le caractère enchaînement des actes révolutionnaires à la tactique raisonnée des batailles napoléoniennes ? Mais ne nous étions pas de ce jugement. Du moment que, rejetant la conception de Telstet, on ne veut pas voir que dans les circonstances pathétiques ce ne sont pas les hommes qui dirigent les événements mais qu'ils en sont les jouets inconscients, on se trouve obligé de rechercher un facteur non seulement déterminant (ce qui serait peut-être excusable) mais suivant logiquement la courbe de son destin. Et comme le but cherché n'apparaît pas nettement dans les cris populaires ou même dans les écrits philosophiques, on l'attribue aux sectes secrètes, ou selon la thèse d'Augustin Cochin, aux sociétés de pensée — qui, elles, pouvaient, à l'insu de l'Autorité, dresser un plan de campagne. Peut-être ces auteurs ne savaient-ils pas ce que la victoire par étapes du Quatrième État en Russie nous a aidé à comprendre, que toute révolte dépasse toujours la volonté des premiers excitateurs, et qu'une fois mise en branle, il est impossible de canaliser le flot libre et de savoir où s'arrêtera sa fougue dévastatrice et fertilisante. Durant un temps plus ou moins long les hommes n'apercevront que les ravages de cette dévastation, elle aura fait oublier la seconde emulation des promoteurs et la sincérité de leur apostolat. Quant aux résultats heureux, il faudra de la part des maîtres des réactions maladroites et de la part des sujets un besoin sans cesse accru de bien-être et de justice sociale pour qu'ils apparaissent à l'immense majorité des citoyens. Ainsi s'explique la répugnance des francs-maçons à accepter une responsabilité jugée d'abord abominable et l'ardeur qu'ils mettront plus tard à assumer cette responsabilité.

(1) Gustave Gauthier, professeur d'histoire de la Révolution française à l'Institut catholique de Paris, *L'Assemblée constituante*, Paris, 1914, in-8°, p. 30.

Lui faisant entrer les loges dans sa partie, l'abbé Barruel semble éclairer tout le mystère. Pour lui elles furent le point de convergence en aboutirent les efforts des philosophes, des Illuminés d'Allemagne et des théoriciens révolutionnaires. C'est dans le secret de leurs «*terres* » que prit corps la «*conjuraison des septastes* ». Et il faut voir, et presque admirer, avec quelle adresse il noue les fils de cette conjuration. Pour lui la qualité maçonnique des encyclopédistes ne fait pas de doute ; si un texte ne permet pas de l'affirmer pour certains, il souligne dans leur correspondance ou dans leurs œuvres des mots consonants à double entente, pouvant offrir quelque ressemblance avec le vocabulaire des Loges, qui font au moins d'eux des francs-maçons *in potibus* (1). Diderot et d'Alembert ne furent jamais initiés, et quand Voltaire le fut, au sein d'ailleurs, sur les instances de *Belle et Bonne*, sa fille adoptive, et du marquis de Villette tenant à associer la Franc-Maçonnerie à l'immense tribut d'hommages dont toutes les sociétés contemporaines leur lèvent le revenu de Ferney, il était à l'extrême limite de son existence. Ce sont là, pour l'écrivain polémique, des détails sans importance. Helvétius fut maçon, de la même façon que d'Helvétius fut maçon.

Il agira de même avec les théoriciens révolutionnaires. Il cite d'abord ceux qui, indiscutablement, «*conjurèrent l'acacia* », et il fait débiter à leur suite, par un procédé que selon son sentiment le lecteur appréciera les plus marquants parmi les acteurs du Drame dont l'Histoire insérera les noms sur ses fastes et que les clercs ecclésiastiques, fidèles à leur mission religieuse — mais infidèles à leur mission professorale — dresseront dans le passé comme des épouvantails sanglants.

Et alors il se produira ceci — qui est bien la chose la plus amusante du monde — ce Barruel que l'on a bafoué, dont les francs-maçons de toute la première partie du XIX^e siècle ont rejeté avec horreur la démonstration et les conclusions, devient l'interprète parfait de l'ardente conception des francs-maçons modernes. Oh ! on ne se réclamait pas de lui ouvertement. Autrement dit on ne s'enorgueillit pas de l'avoir pour porte-paroles. D'abord parce qu'il est un able qui ne cèle point son

(1) Combien d'autres affaibliront la qualité maçonnique des encyclopédistes avec une ignorance complète du peu d'enthousiasme qu'ils ne manifestent pour l'Institution. Un manuel *à l'usage des frères* (ou nous le verrons plus loin) se destinera aux chefs des écoles chrétiennes. En 1822, l'abbé Wendel Wartz écrit : «*L'apôlisme juge qu'il est prudent de donner des leçons dans l'ombre de la nuit, dans le secret des ténèbres. De la forme des sociétés secrètes connues sous le nom de la Franc-Maçonnerie* » (*Les Précurseurs de l'Art chrétien* ou la Revue de la franc-maçonnerie prédite par saint Jean l'Évangéliste, 12^e n, 1822, n. 8, p. 172).

Est-ce pour la science, insiste-t-on, qu'il flût ce qu'il convient d'admirer. Mais toute son argumentation tendancieuse, en l'adoptant volontiers, presque-telle tend à prouver que la Franc-Maçonnerie fut la principale ouvrière de la Révolution française. Ces croy-le-podistes qu'il a fait entrer de force dans les ateliers, en les reçoit avec enthousiasme. Les discours et les confidences de ces ateliers parlant avec une verve audacieuse du « socle des lumières », de tout de « notre très cher frère » à Diderot, au Baron d'Holbach, voire à ce sévère d'Alembert que l'on voit mal se prêter aux épreuves initiatiques. Barnuel est presque dépassé dans ses insinuations aventureuses.

Mieux, il devient une référence autorisée. Ces philosophes, c'est déjà un recrutement de choix, mais combien plus précieux encore, pour la consolidation de la thèse, l'appoint des leaders de la Révolution ! Par eux le sujet s'anime, prend corps. Le verbe devient chair. Bonneville, l'abbé Landet, voire Guilotin, compense en somme s'il n'avait pas immortalisé son nom par son d'obole humanitaire, renouveau de la *monnaie* (1) que connaît l'Allemagne du XVI^e siècle (2), et Brissot qui avouera, on le verra plus loin, n'avoir rien compris au travail maçonnique, Lafayette qui fut en somme un trèfle — en les accepte, c'est entendu, et avec une émotion reconnaissante. Mais pouvoir compter parmi les élus : Robespierre, Robert-Saint-Etienne, Pétion, Danton, Saint-Just, Camille Desmoulins, les grands premiers rôles de la tragédie, quelle aubaine ! Et cette aubaine, à qui la dest-on ? A Barnuel. A lui seul. Aucun autre texte ne les désigne comme frères maçons, et si d'autres polémistes les ont cités, c'est chez Barnuel que leur documentation s'est alimentée. Eh bien ! cette source unique, il suffira que les francs-maçons s'y abreuvent pour qu'elle devienne d'écouille (3). Ce Barnuel, ceux-ci l'accaparent avec joie : on l'adopte, sans lui pardonner l'histoire de sa réception à laquelle on ne croit pas, du moins son livre et toute cette affabulation ou les clubs se ne languent aux luges. On renomme au Grand Orient le *Club de la Propagande*, celui des *Amis des Arts* fondé par Sieyès, Condorcet et La Rochefoucauld, et auxquels adhèrent plusieurs conventionnels, et le *Comité Régulateur* qui au dire de Barnuel, pour avoir « le nombre prodigieux de

(1) Cf. Achille Bocchi : *Symbolica questiones de universa genere*, 1555, in-4°.

(2) Même des francs-maçons de haute valeur comme M. Oswald Wirth se prendront au piège. Ce dernier ira, dans son *Livre de l'Apprenti* jusqu'à faire assister l'initié à la réception d'Alembert (à tort) à l'initiation de Voltaire, et il lui associera le nom de l'initiateur, quand elle s'exerce sur le domaine littéraire ! Camille Desmoulins, Pétion et Rabaut-Saint-Etienne !

bras dont ils avaient besoin », établit une correspondance avec les loges maçonniques répandues dès lors en grand nombre dans toute la France.

On l'accueille avec des sarcasmes, mais on l'accueille. Un chevalier Rose-Croix du nom de Charles Blanc qui fait une conférence le 4 mai 1889, à la Fête d'Ordre du Souv. : Chap. *Travail et Perfection* à la Vallée d'Angers sous ce titre audacieux *La Franc-Maçonnerie et la Révolution française* (hélas ! adopté par bien d'autres) avoue qu'il a puisé toute son argumentation dans un seul ouvrage, celui de Barruel. Tout de suite il en prévient les auditeurs par cet avertissement : « Ne trouvez-vous pas un charme piquant, une satisfaction particulière à voir la plume enfiler d'un Basile, la lame inscrite d'un symbole du Christ édifier, sans le savoir, le plus indiscutable monument à la gloire de l'Ordre maçonnique ? » (1) Certainement les auditeurs ont goûté le « charme piquant », ont trouvé très drôle d'accepter comme vice-la-pen de d'un adversaire puisque cet adversaire répondait à leurs desirs. Leur enthousiasme est tel qu'en vote l'impression de la conférence et son envoi à toutes les loges. Le discours fut sieste, sans la discuter — au contraire ! — la prétendue « fusion » des adeptes de l'Encyclopédie et des loges maçonniques — qui ont « confondu leur programme social et politique ». C'est dans la « sécurité » des ateliers que tous ont préparé « ardemment le grand œuvre de régénération sociale du peuple et la reconstitution sociale du vieux monde ». Et il cite cette parole définitive du f. Jamin de Rouen par quoi s'exalte la croyance des fidèles : « La Révolution a surgi de toutes pièces du sein de la Maçonnerie, comme Minerve du cerveau de Jupiter. — Et lui aussi adopte toute la kyrielle des francs-maçons supposés : Desmoulins et Garat, et Danton, et le f. Necker et le f. Sieyès. De même qu'Arsène Houssaye a composé le 41^e fauteuil de l'Académie française, quelle loge magnanime en pourrait établir avec tous ceux que les francs-maçons ont accaparés ou dont on les a généralement gratifiés, à commencer par Louis XVI et Napoléon !

Nous nous sommes étendu un peu sur ce discours parce qu'il résume toute l'argumentation qui inspirera d'autres conférences aussi dithyrambiques et aussi dépourvues d'esprit critique. « Qu'est-ce que cette devise, *Liberté, Égalité, Fraternité* ? » s'écrie encore M. Charles Blanc — adopté

(1) Vall. d'Angers. *Discours prononcé à la Fête d'Ordre du Souv. : Chap. Travail et Perfection* le 4 mai 1889, 1^{re} V. — Par le f. Charles Blanc, 18^e, *La Flèche*, 1889, pièce in-8°, p. 4.

par l'Assemblée Nationale et placée par elle au frontispice de la Convention, sachant le mot d'ordre séculaire, le véritable mot sacré de la maçonnerie universelle : « Mot d'ordre séculaire ! Mot sacré de la maçonnerie universelle ? »

La légende est tellement devenue vivace qu'elle est acceptée par d'excellents gens qui ne font profession ni de maçonisme ni d'antimaçonisme. C'est certainement sans parti pris que M. Charpentier, écrit dans la revue *La Révolution française* des lignes comme celles-ci :

« La Franc-Maçonnerie qui devait donner à la Révolution la devise : *Liberté, Égalité, Fraternité* pratiquait dans ses temples les vertus républicaines et recevait sans distinction d'ordre ni de castes ceux qui venaient chez elle chercher le progrès, les pensées libres et la mutualité. » (1)

Sauf pour la « mutualité », il y a dans cette phrase presque autant d'erreurs que de mots, alors que ces mots apparaissent au lecteur non prévenu comme l'expression toute simple de la vérité. Les vertus républicaines ?... mon Dieu ! les franc-maçons ignoraient totalement ce que cela pouvait représenter. Pour le savoir il eut fallu deviner cette ère religieuse où l'austérité révolutionnaire a rejoint le renoncement catholique. Ils sont de bons hommes... tout simplement, avec ce qu'à l'époque l'épithète admettait d'accommodement avec l'amabilité des mœurs. Et quant à la Franc-Maçonnerie dotant la Révolution du fameux ternaire « Liberté, Égalité, Fraternité » légende encore ! Légende toujours ! Où est-on jamais vu que la Franc-Maçonnerie du XVIII^e siècle avait fait si une cette formule, dont l'adoption par les loges est tout à fait récente et doit dater des premières années de la 3^e République ? La Révolution n'avait pas besoin d'être inspirée par la Franc-Maçonnerie pour inscrire sur son drapeau les mots de Liberté et d'Égalité qui constituaient l'essence même de son programme, plus brièvement dit : sa raison d'être. Et quant à la Fraternité, les maçons ne la concevaient nullement dans le sens humanitaire que nous lui donnons aujourd'hui. Ils s'appelaient frères comme les membres des ordres religieux s'appelaient frères, parce qu'ils appartenaient à la même confrérie : *frères prêcheurs*, *frères de la Miséricorde*, *frères L'ours* et tant d'autres parmi lesquels les *frères pontifes* qui, au moyen âge, se consacraient à la construction des ponts. Le terme impliquait une communauté de métier ou même de pensée et non une soli-

(1) M. Charpentier : *La Loge maçonnique de Montreuil-sur-Mer* (1761-1800). In *La Révolution française*, revue, Paris, 1987, n° du 14 décembre 1984.

pure acceptation sentimentale dans la seule pièce de vers datant de la Révolution (1790) où il soit fait allusion aux francs-maçons (1).

Même en français — et cela va bien étonner nos contemporains — il faut arriver à 1848 pour trouver le mot Fraternité usité avec la signification qu'il a acquise de nos jours, et il met même plusieurs années pour s'y accoutumer définitivement. Un savant russe, très versé dans ce que nous pourrions appeler l'exégèse de la Franc-Maçonnerie, M. Paul Bouryckine, a pertinemment éclairé ce point particulier dans un travail de sûre documentation encore inédit dont il nous a été donné de prendre connaissance (2).

On a voulu voir aussi une influence de la Franc-Maçonnerie dans les emblèmes révolutionnaires, et M. Otto Karmin a publié en avril-juin 1910 dans la *Revue historique de la Révolution française* une étude savante mais tendancieuse dans laquelle il prétend que les signes du niveau, du triangle équilatéral, de l'équerre et du compas, ont été empruntés au symbolisme maçonnique (3). Nous n'en sommes pas convaincu. En tous les cas le peuple et même les meneurs du mouvement l'ignoraient, ce qui enlève toute importance à la suggestion, même si elle se trouvait exacte. Il se peut que le peintre David, par exemple, qui était maçon, se soit rappelé la décoration des loges et des grades lorsqu'il eut à dessiner le costume des élèves de Mars, les sabres des représentants du peuple et les épées des membres du Directoire. Quand nous voyons sur la poignée de ces épées un pélican qui se déclare le foie pour nourrir ses petits, nous pensons inévitablement au symbole rosierucien. Mais ce symbole, soit ce bien les maçons qui l'ont inventé, et n'était-il pas déjà considéré comme l'image classique de l'idée de sacrifice ? La question se pose — comme elle se posera pour la voûte d'acier. Cette propension à croire que les signes maçonniques appartiennent exclusivement à l'Ordre a déjà occasionné bien des suppositions aussi aventurées qu'ingénieuses. Qu'une statue — même celle d'un Saint dans une église — fasse ou semble faire le geste de reconnaissance, et des imaginations se trouvent toujours pour en dire que le sculpteur ou le modèle était franc-maçon. La symbolique est une langue artificieuse qui permet trop facilement d'établir des concordances. Ce sont même ces concordances qui ont fait attribuer

(1) Voir ces couplets aux *Pièces Annexes*, V.

(2) Paul Bouryckine : *L'idée de fraternité dans la Franc-Maçonnerie*. Ms.

(3) Otto Karmin : *L'Influence du symbolisme maçonnique sur le symbolisme révolutionnaire*. A été également publié à part : *Le Puy*, 1910, pièce in-8°.

à l'Institution une origine extrêmement lointaine et de la rattacher aux mystères de l'antiquité.

C'est par un système aussi specieux qu'on applique la Révolution à la Franc-Maçonnerie. Pour Ragon c'est même celle-ci qui a fourni à la première les couleurs de son drapeau : « La Maçonnerie d'alors peut aussi revendiquer l'idée de ces trois couleurs : les grades symboliques ont fourni le bleu (couleur du cordon de maître) ; les grades chevaliers le rouge (couleur du cordon de Rose-Croix), et les grades philosophiques le blanc (couleur de l'écharpe du grand inspecteur, 3^e degré) (1) ».

Comment, après de telles assertions, pouvoir nier la préparation de la Révolution par l'Ordre, lorsque nous voyons cet Ordre s'appliquer méticuleusement à appairer les couleurs de ses degrés pour en composer l'étendard de la République future ? Comme Ragon oublie à dessiner la couleur noire du chevalier Kadosch, qui viendrait troubler sa démonstration, rien n'empêche un autre commentateur d'avancer avec la même impudence ingénue que c'est à la Franc-Maçonnerie que les révolutionnaires ont demandé leur drapeau.

* * *

A mesure que les années passent, la présomption acquiert la solidité d'une preuve. L'absurde allegation des adversaires est agréée comme une certitude. Sous l'Empire on s'appuie sur la rédaction de Louis Blanc, on l'accepte comme une page de vérité devenue indiscutable même aux yeux des Puissants qui ne peuvent plus s'en offenser. En décembre 1879, Jouaust en confirme la teneur dans un article du *Monde Moderne* (2) avant de la rediter quelques années plus tard dans son *Histoire du Grand Orient de France* (3). On n'ose pas trop alors s'enorgueillir ouvertement du prestigieux passé, mais la 3^e République une fois proclamée, on revendique hautement pour les adeptes l'orgueil d'avoir illustré ce passé de leur savoir et de leur vaillance. Le franc-maçon Charles Bernardin écrit : « Ce sont les francs-maçons qui ont fait la Révolution » (4), et l'antimaçon Gustave Berd : « L'esprit maçonnique enfanta l'esprit

(1) J. M. Ragon : *Cours philosophique et interprétation des rites maçonniques et modernes*, Paris, 1841, in-8°, p. 254.

(2) *La Maçonnerie à Paris jusqu'en 1789*. In *Le Monde Moderne*, Paris, 1879, déc. 1879.

(3) *Histoire du Grand Orient de France*, Paris, 1875, in-16, p. 116, notamment.

(4) Charles Bernardin : *Notes pour servir à l'histoire de la Franc-Maçonnerie à Nancy jusqu'en 1805*, Nancy, 1910, T. I, p. 47.

révolutions. Et rien désormais n'arrêtera plus la légende. Les passions et les intérêts coalisés la font entrer dans l'histoire. Et — ne nous effrayons pas sur notre pouvoir — il est encore trop tôt pour la déloger.

Et les racontars vont leur train. En 1889 le Grand Orient célèbre le centenaire de la Révolution, et Gollayru (2), alors député de Seine-et-Oise, fait à ce Congrès international (car on y avait convié les délégations étrangères) un discours d'une composition audacieuse ou, devant les frères exaltés, il évoque la mission libératrice annoncée et accomplie dans le monde par une par les apôtres de la Franc-Maçonnerie. Plus tard, rendu rassuré sur ces premières données pourtant déjà assez significatives pour un auditoire de croyants, il donnera, comme tout auteur qui perfectionne son œuvre, des précisions nouvelles, allant jusqu'à assurer que Moreau, un des chefs de la conspiration maçonnique, disposait de 700 loges (3).

Et, justifiant le proverbe « Quand on prend du galon, on n'en saurait trop prendre », le Grand Orient finit par affirmer que *La Déclaration des droits de l'Homme* est uniquement l'œuvre de la Franc-Maçonnerie, entendons par là du seul Grand Orient de France (4).

Si dans les temps futurs le 1^{er} État parvient à s'imposer à l'Europe, on oubliera peu à peu les exactions du Bolchevisme naissant, et un jour viendra où ceux qui ont vitupéré ce régime revendiqueront l'honneur d'avoir aidé à son éclosion.



Excellent alibi ! Dire qu'il aura contribué à rendre la « secte » plus orgueilleuse ! Lui non plus n'avait pas voulu cela. Il croyait que le fait de lui avoir attribué une action destructrice qui serait en exécration pour l'humanité future la rendrait odieuse à tous les honnêtes gens et conduirait sa ruine. Et voilà que les francs-maçons se servent de ses héroïques travaux pour exalter l'hérésie et la vertu civique de leurs ancêtres ! Car ce Saint-Just, ce Camille Desmoulins, ce Danton et les Mon-

(1) GOLLAYRU, 1891. *La Franc-Maçonnerie en France des origines à 1815*. Paris, 1891, p. IX.

(2) J. G. GOLLAYRU, *Le Grand Orient de France au XIX^e siècle*, in *La Franc-Maçonnerie en France des origines 1725*, discours prononcés le 19 juillet 1889 en séance du Congrès international tenu par les FF. Louis Arnould et J. G. Gollayru. Paris, 1890, gd in-8°.

(3) *Bulletin du G.^o. O.^o. de France*, nov.-déc. 1885, p. 739.

(4) *Compte rendu G.^o. O.^o.*, 1^{er} juillet-31 août 1897, p. 19.

tagnards dont la foi s'exalta jusqu'au fanatisme. Louis Amiable les classe à son tour dans son palmarès. C'est dans les *Mémoires pour servir à l'histoire du Jac-bimisme* qu'il avouera naïvement avoir pu se laisser emporter par son enthousiasme. Il relève d'abord les noms des convertisseurs dont la qualification maçonnique est certaine, mais il ne l'écrit pas les autres : « Le bar Dubois, « le géant de la Révolution », et Pétion et Sayes, le person de la Révolution », et Chemer. Amiable les classe entre Marie-Joseph et Arago, parce que Barruel n'a pas prononcé le prénom, et Camille Desmoulins, etc., etc. Ils font trop bien dans le tableau pour qu'on ne tente pas de les compléter par un tour de phrase qui est un tour de passe-passe : On peut admettre qu'il y a pour les vingt-deux autres, sinon certitude absolue, du moins grande probabilité qu'ils ont été adeptes des *Neuf Sœurs* (1). À remarquer que l'on possède non seulement la liste officielle des membres de ce célèbre atelier en 1778 (Lalande Ven.), de 1783 (Garnier de May Ven.) de 1784 (Dupaty Ven.), mais encore celle que publia le *Jugement* en 1794, la suite du Procès-Verbal de la réouverture des *Neuf Sœurs* en 1794, puis les noms des frères depuis sa fondation. Au vu de ceux que nous venons de citer n'y figure Louis Amiable, le terré graphé de cette Fédération qui ne conçoit son sujet que sous son aspect le plus flatteur pour de cette idée, acquise à la fréquentation des loges, que la Révolution est l'œuvre de la Franc-Maçonnerie. Il le crut, et comme l'esprit critique lui fait absolument défaut, il supplée par son imagination à la censure des archives qu'il a opiniâtement et vainement consultées. Ce doit être un très brave homme, cet Amiable — et c'est même la sincérité qu'il mettra à défendre son point de vue qui trompera de véritables historiens comme Anlauf, écrivant beaucoup plus sentimental qu'en se croit. Et M. Gaston Martin s'efforcera de nos jours de continuer d'une façon plus raisonnée et aussi déraisonnable, la légende rouge devenue une légende d'or. Nous avons rarement lu une thèse d'une telle fragilité sur son ouvrage sur *La Franc-Maçonnerie française et la révolution de 1789* (2). On sent que M. Gaston Martin a le défaut de l'érudit rhétoricien traite un sujet impose. Par exemple : « L'implémentation de la guerre civile est plus odieuse que la guerre étrangère. » Le rhétoricien accepte nécessairement la donnée du concours. Il sait bien que s'il dit le contraire que la guerre étrangère est encore moins odieuse que la

(1) Louis Amiable : Une loge maçonnique d'avant 1789. *La R. L. des Neuf Sœurs*, Paris, 1897, in-8°, p. 248.

(2) Préface de M. Philippe Sagnac, Paris, 1925, in-16.

guerre civile, il ira à un écueil certain, quel que soit le talent qu'il aura dépensé à défendre son point de vue. Il n'y pensera même pas. Que M. Gaston Martin ait cédé à une question d'intérêt, cela nous semble inadmissible, un historien de sa valeur ne prostitue pas son savoir pour un mesquin profit. Non. Membre du Grand Orient, il a subi l'emprise de son atmosphère. Nous n'avancions pas non plus qu'il eût peur, en concluant différemment, de l'impopularité qu'il aurait rencontrée parmi ses frères. On serait le mérite d'un historien et en quoi serait-il utile s'il n'osait exprimer ce qu'il croit vrai ? Le milieu a agi sur son intelligence. À entendre tous ces discours où on glorifie les auteurs — et où on se glorifie par surcroît — d'avoir « préparé la Révolution », le franc-maçon chez M. Gaston Martin a fini par croire que « c'était arrivé », et de là à le prouver la chose n'était pas très difficile quand on connaît, avec l'art de l'homme, celui d'interpréter les documents ou, selon le mot de Paul Meyer, « de solliciter les textes ». Ainsi a fait, mais dans un tout autre esprit, M. Augustin Cochin lorsqu'il montre, ou croit démontrer, dans son ouvrage *Les Secrets de persée* la collusion de toutes ces sociétés pour l'effrondement du régime et la substitution de l'idée républicaine à l'idée monarchiste.

Maints auteurs depuis longtemps n'avaient pas hésité à soutenir la contrevérité des franc-maçons et des philosophes, et avec un succès d'autant plus assuré qu'ils écrivait « pour leur public ». Eux aussi avaient cherché presque immédiatement à leur encre de partisan. Comme eux M. Georges Martin a écrit « pour son public ». Le seul ennui est qu'il s'est rencontré précisément avec des adversaires dont il importerait de discréditer l'enseignement. Chercher une autre voie que la leur, comme c'est difficile quand on a l'intention d'arriver au même but ! Il semble *a priori* qu'il suffise de leurrer comme un bien ce que les autres considèrent comme un mal. Les philosophes sont injustement vilipendés, ils ont libéré la pensée française, d'ici les franc-maçons, en les imitant, etc. ; on voit d'ici le développement. Qu'as-tu mais c'est là le raisonnement de Barruel, et des autres, de tous ceux qui veulent salir la « secte ». Que voient donc une révérende compagnie dont on se passerait bien, et compromettante, si elle n'était prémonitrice ? Lorsque M. Philippe Segnac écrit dans la préface du livre de M. Gaston Martin : « Aucun historien n'a mieux précisé le rôle de la Maçonnerie française. Personne n'en a montré aussi bien l'influence qui fut grande », il ne croit pas flatter son confrère. Malgré sa compétence en histoire, il n'a pas forcément étudié à fond toutes les parties

de cette histoire et lorsqu'on lui présente des faits dont l'établissement est heureusement construit, il accepte les conséquences que l'auteur en tire — surtout si cet auteur a déjà donné des preuves de son savoir. Il n'a aucune raison de se méfier. Est-ce que notre opinion à tous, autant que nous sommes, sur maints personnages, sur des peuples ou sur des actes perdus dans les brumes du passé n'a pas été déterminée par la lecture d'un ouvrage *savamment écrit* ? Il nous est impossible — ~~de nous en rendre compte~~ — parfaitement le sujet, ce qui ne peut être qu'un prétexte — de l'appeler ~~un point de vue critique~~. L'erreur est que nous nous sommes ~~attachés~~ sur une idée ainsi acquise. Admettons que le hasard ait mis dans les mains d'un lecteur le livre de M. Augustin Cochlin sur les secrets de pensée. Comme c'est un livre bien fait, il apparaîtra d'abord dans ses bibliothèques, et — l'effet du misérabilisme que tout être porte en lui — ce lecteur n'accueillera désormais qu'avec méfiance toute doctrine contraire. C'est là ~~une erreur est bien plus difficile que de le croire~~. ~~Or, l'erreur est souvent plus séduisante que la vérité, et quand elle se joint à des passions, ce n'est plus à un esprit trompé, tout de même amené à elle, que se heurte celui qui la veut détruire, mais à un parti pris.~~

Le mal de cette erreur se trouve limité lorsqu'on a affaire à des convaincus partisans comme Augustin Cochlin et comme, en l'espèce, M. Gaston Martin. L'un et l'autre obéissent, avec un point de vue différent, à une idée préconçue. L'adhésion d'Aulard à leur système, malgré les réserves dont il a cru devoir l'accompagner, est infiniment plus grave, parce que ses ouvrages font autorité, même et surtout dans la gent esotériste. Il a cru naïvement que le Grand Orient recelait des archives secrètes, inaccessibles à la curiosité profane, dont les révélations étaient irréversibles, et sur la foi des racontars d'Amable qu'il savait un des dignitaires de l'Ordre, lui, historien qui n'aurait dû se fier qu'à son propre contrôle, a accepté et accrédité la légende de Louis XVI, de Marsouin et du comte d'Artois francs-maçons.

Voyons en passant sur quelles bases — si fragiles ! — s'appuie Aulard pour justifier son opinion.

Louis XVI, reçu à l'Hôtel de Ville par Bailly maire de Paris et Lefèvre grand chef de la Garde Nationale, en monte les marches sous les yeux entrecroisées des gentilshommes. Ce geste est usité en France Méridionale et se denomme — la voûte d'acier — l'ensemble d'actes que les francs-maçons accomplissent lorsqu'ils accueillent dans leur loge un dignitaire ou même un visiteur notable qu'ils veulent particulièrement honorer. La pla-

part des nombreux artistes de l'époque qui ont relaté le fait du 15 juillet 1789 ne l'ont pas autrement commenté. Les uns signalent que le roi en parut étonné, voire un peu inquiet lorsque les lames sortirent de leur fourreau, mais il aurait fallu que l'observateur fût placé aux premières loges — pour saisir cette fugace émotion dont il nous est permis de douter. Tout de même, comme l'épée n'est pas de brillant, les historiens s'en sont emparés, et les illustrateurs, et les peintres (voir le tableau de Jean-Paul Laurens dans un salon de l'Hôtel de Ville de Paris, qui représente la scène) — et ainsi elle a pris une importance qu'elle n'a pas.

On en a deduit que Louis XVI était maçon — Aulard à la suite d'Amable — et cette fois encore l'histoire s'est trouvée pervertie par la légende. Nous n'allons pas ici prouver la fausseté de cette assertion, ce sera l'objet d'une autre dissertation si le temps nous est donné de mener jusqu'à son achèvement une étude projetée sur les Bourbons franc-maçons. Ce qui doit nous intéresser pour le moment, c'est de connaître si la voûte d'acier sous laquelle passa Louis XVI, venant recueillir le serment de fidélité de ses concitoyens (et non plus de ses sujets), fut en l'espèce un acte inspiré par les Loges, acte qui impliquant, par une conséquence logique, la qualité maçonnique de ceux qui l'accomplirent.

Pour nous ce fut tout simplement un geste de chevalerie, bien antérieur à l'usage qu'en fit l'Institution, et qui explique le symbolisme de l'épée. Épée maçonnique, de vaillance et de supériorité, elle était, par cela même, un témoignage d'honneur. On la tirait en core, en les duels, pour défendre cet honneur, mais la dresser par-dessus la tête d'un seigneur glorieux ou d'un personnage important était un hommage rendu à sa valeur ou à son prestige. J'en passe sans le voir. L'acier de plus de dix mille sabres en dit plus que le 21 octobre 1792 en dit plus. La cérémonie qui accompagne encore aujourd'hui l'octroi des décorations est une survivance de cette coutume. Le privilège de porter l'épée était une faveur qu'accordaient les monarques à une distinction personnelle qui récompensait les bons serviteurs de l'État, et dont Louis XIV avait même gratifié les riches armateurs qui allaient entre mer et terre la renommée et la fortune françaises. Que présents de ces gentilshommes, qui, sur les degrés de l'Autel du Peuple devenu d'aujourd'hui, protégeaient et glorifiaient de leurs lames dressées le premier de ses serviteurs, tant inspiré cet insigne actuel, il se peut — mais l'acier de cet insigne est une preuve de l'immixtion de la Franc-Maçonnerie.

(1) Mot cité par M. Ferdinand Brunot : *Le Mysticisme dans le langage*, loc. cit., p. 41.

même dans l'ordonnance des premières manifestations révolutionnaires est un paralogisme qu'aucun contemporain (et pourtant, n'écrit le « secret », les pratiques de l'Ordre n'étaient pas tellement *secret*!) n'a osé émettre.

Cette erreur d'Aulard est venelle, et ne touche guère au fond du problème, et nous n'aurions même pas songé à la lui reprocher — ~~dans cet ouvrage~~ — si par un certain côté elle ne semblait confirmer une opinion plus riche. Oh! Aulard s'est trop spécialisé dans l'étude de la Révolution pour ajouter foi à une conspiration maçonnique. Sans autre clé, avec la vigueur qu'y a mise Albert Mathiez, contre la doctrine de M. Gaston Martin, il l'a trouvée excessive dans ses conclusions. Cependant il prête à la Franc-Maçonnerie des intentions criminelles qu'elle n'eût jamais. Il écrit : « Il est évident qu'elle fut une des écoles où les hommes de la Révolution se formaient *pratiquement* — *une école de citoyens*, et non un antre de conspirateurs (1) — Il n'est pas du tout évident qu'elle fut *maçonnique* », ~~et qu'elle fut une école d'initiation~~ et échangeant des leçons de civisme. Que la discipline des loges, en élevant ces hommes à écouter, leur ait appris à coordonner leurs idées, c'est une chose possible sur laquelle nous reviendrons. Mais aucune visée prétentieuse n'animait ces idées.

Cette opinion, que la Franc-Maçonnerie était non dans son *volonté* mais par essence subversive, Frédéric Schlegel l'exprime aussi, avec une malveillance que peut à la rigueur excuser sa conversion récente au catholicisme. Pour lui une association, aussi spirituelle soit-elle, si elle est fondée sur un esprit esotérique, ne saurait avoir professé le christianisme dans toute sa pureté, et conséquemment est un dissolvant de ce christianisme. Et après avoir, ainsi que Barruel dont il s'est beaucoup inspiré, mêlé les Francs-maçons, les Illuminés, les Philosophes et les Jacobins auxquels il ajoute les Carbonari, il déduit que ces laborieuses *loges* manquent pas de devenir bientôt un directoire occulte de tous les événements, de tous les changements intérieurs de l'État — En résumé, c'est là qu'un trisme. Il est évident que les modifications qui se produisent dans le système gouvernemental sont toujours le fait des penseurs libres qui ne s'accrochent pas du *statu quo*. Il a seulement tort d'employer le mot de « directoire » qui implique l'idée d'une coalition voulue — coalition à

(1) Aulard : *La Révolution Française fut-elle le résultat d'un complot maçonnique ?* in *Le Quotidien*, n° du 25 août 1925.

lequel, vaincu des préjugés du milieu dans lequel il venait d'entrer, il apporte une foi aveugle (1).

Ainsi dans tous les milieux, même dans le milieu universitaire, la fable s'est enracinée comme un lierre sur l'Arbre révolutionnaire de la Liberté. Albert Mathiez a réagi là contre. Son republicanisme aussi ardent que celui de M. Aulard n'a pas sur ce point obscurci sa vision. Il a fini, auprès des esprits indépendants, par conquérir une estime qui dépasse et dépassera de plus en plus celle qu'avait acquise son glorieux confrère, mais retahir une vérité faussée est bien plus difficile que de l'établir. Et puis, elle est si précieuse, cette fable ! Par la mise en valeur de son mystère elle a aidé les contemporains de l'époque et leurs successeurs immédiats à s'expliquer ce qui leur paraissait inexplicable. Et pour ceux qui sont venus après, les Louis Blanc et les Henri Martin, ils n'ont pas hésité à l'accepter, d'abord parce qu'en raison des idées libérales reconnues de leur temps à l'Institution, elle répondait à leur sympathie pour cette Institution, ensuite parce qu'elle aidait — peu d'écrivains sont insensibles à ce facteur de succès — à la séduction de leurs écrits.

(1) F. SCHLEGEL, *Leçons d'histoire de l'histoire*, traduction de l'abbé Lechat. Paris, 1841, t. II, p. 324 et 325. Cet ouvrage se compose des cours qu'il professa à Vienne au début du XIX^e siècle (cette date est portée pour l'intelligence de sa pensée) et dont le recueil, en allemand, était paru en 1828.

LES BASES DE LA LÉGENDE

Nous allons examiner maintenant sur quelles données les uns et les autres se sont appuyés pour légitimer leur conviction. Il n'est pas de se reporter à l'abbé Barruel, il se perd dans d'innombrables détails et on risquerait de s'égarer. Lui-même l'a compris d'ailleurs, qui a publié ensuite un *Abregé* qui, comme le gros ouvrage en quatre ou cinq tomes, a rencontré auprès des catholiques le plus vif succès (1). Le substratum de son ouvrage, nous allons le retrouver dans ses continuateurs qui n'ont fait que reprendre ses arguments, sans rien y ajouter d'autre que leurs réflexions personnelles traduisant leur animosité pour la « Secte ». L'originalité de Barruel et de Robison, et avant eux de l'abbé Lefrère et même du marquis de Luchet oclur-ci avec trop d'incohérence, fut d'avoir établi, à travers les âges, une filiation entre toutes les sectes qui leur semblerent attenter aux lois de l'Eglise et de l'Etat. Ainsi les hérésies des religieux separatistes se trouvaient rejoindre le dessein destructeur des sociétés secrètes. Robison, précurseur d'Augustin Cochin, y ajoute déjà les « sociétés de lecture ». Condorcet, dans son *Esquisse d'un tableau de l'esprit humain* (2), avait assimilé les Templiers aux Maccabéens ; et il avait écrit cette phrase qui, quoique provenant d'un ingénieur, sera parole d'évangile pour les adversaires « bien pensants » :

Nous examinerons si, dans un temps où le prosélytisme philosophique eût été dangereux, il ne se forma point des sociétés secrètes destinées à perpétuer, à répandre sourdement et sans danger, parmi quelques adeptes, un petit nombre de vérités saines, comme de sâtes préservatifs contre les préjugés dominateurs.

(1) Abbé Augustin Barruel. *Abregé des révolutions pour servir d'histoire de la secte des philosophes*. Londres, 1798, in-8°. L'ouvrage se trouve en partie dans la collection de la bibliothèque de la ville de Paris, en 1799, 1800, 1817, 1828, 1829.

(2) Ouvrage posthume. Paris, en III, in-8°. Nouvelle édition, suivie d'un appendice sur l'esclavage des nègres. Paris, 1822, in-8°.

D'autre part pour ceux qui tenaient cet Ordre templier comme coupable des forfaits, dont quelques-uns d'une folle invraisemblance, qui lui furent imputés, il était tout naturel qu'ils acceptassent avec la même satisfaction sa parenté avec l'Ordre maçonnique. Ainsi les deux parties ~~n'obtenant qu'à leurs passions~~ réalisent de prime abord d'être d'accord.

Nous n'allons pas passer en revue les analogies qui paraissent aux commentateurs de l'un ou l'autre bord, de confirmer cette parenté. Il nous a fallu les analyser et en déterminer la pauvre valeur critique. L'étude de « La Franc-Maçonnerie chez Elle » nous oblige à cet examen. A quels rapprochements un auteur intelligent ne pourrait-il se livrer !

Nous percevons l'intérêt de la thèse si nous voulons ajouter foi à la prétendue indiscipline de ces chevaliers maîtres et maîtres de la prétendue aventure des Croisades leur fortune, et à la Raison d'Etat leur infortune. Ils poursuivaient l'abolition du Trône et de l'Autel, et comme leur doctrine secrète, de par l'imagination des pêcheurs de lune que furent les Neo-Templiers, était parvenue aux francs-maçons, ceux-ci se devaient de continuer leur œuvre de désagrégation monarchiste et religieuse. Ainsi, en se mêlant à la Revolution, ils ne faisaient pas qu'obéir à leurs propres sentiments, ils accomplissaient le devoir à eux tracé par les Allégés, les Schwedingues, les Gnostiques, les Manichéens, les Templiers qui n'étaient tous que les chaînons d'une conspiration, par quoi serait accompli un jour le grand rêve libérateur. Nous verrons tout à l'heure dans le chapitre consacré à la « Responsabilité des Hauts Grades » combien cette ascendance templière, acceptée et *inventée* par les francs-maçons eux-mêmes, a aidé à la naissance et à la consolidation de la thèse tendant à attribuer à leur Ordre la chute de la Royauté et l'établissement du régime républicain.

Mais tout ceci, ces similitudes dans les actes et dans les paroles, cette filiation entre toutes ces organisations hérétiques ne composent qu'une argumentation de principe. Encore fallait-il prouver par les faits sa justesse, principalement en ce qui concernant l'attitude, cette fois vraie, des francs-maçons. Si, comme Barruel, on les fait disciples des philosophes du XVIII^e siècle, il est évident que l'on peut trouver dans les écrits de ces derniers, surtout si, les lisant entre les lignes on perçoit les intentions de leur impiété, de quoi alimenter la thèse. Mais cette fois encore c'est une opinion tendancieuse et qui du moins doit apparaître telle à tout esprit sur ses gardes qui n'accepte pas la morale du loup : « Si ce n'est toi, c'est donc ton frère. »

L'autre preuve ou prétendue preuve : la présence à la Constituante et à la Convention de francs-maçons notables est véritablement trop faible. Les loges abritaient maintes intelligences, et nombre de professions libérales y échangeaient leur culture. Dans ces conditions il eût été bien extraordinaire que leur instruction et leur influence dans leurs milieux n'aient pas désigné certains frères au suffrage de leurs contemporains. Si on se plaît à dénigrer ceux qui participèrent au Mouvement, dont la prise de la Bastille marqua la première explosion, on oublie de faire allusion aux membres des obédiences, et non des moindres, qui, comme le chef effectif du Grand Orient, le duc de Luxembourg, jugèrent prudent de gagner l'étranger, ou à ceux que la prison hébergea, comme Florian malgré sa palinodie, ou qui, ainsi que Roucher et d'autres témoignèrent, par leur mort sur l'échafaud, de la faillite de la fraternité maçonnique.

Que les conventionnels francs-maçons, habitués à la dialectique des termes, aient aidé à ordonner (et encore... on en peut douter par le basco de Lafayette) l'indiscipline des mécontents, la rédaction des Droits de l'Homme et la législation révolutionnaire, cela se peut, bien que cette influence soit encore à démontrer. Mais, en admettant la chose, c'est la conception personnelle de leur devoir et leur adaptation aux événements, bien plus que l'exécution obligatoire d'une consigne, qui déterminèrent leur conduite. S'ils ne renient pas ouvertement leur qualité maçonnique, comme le Grand-Maître le duc de Chartres devenu Philippe-Egalité, ils sont loin d'en tirer orgueil. La Franc-Maçonnerie est devenue suspecte. Les sans-culottes la considèrent beaucoup plus comme un nid d'aristocrates que comme une société qui leur a préparé les voies. Et ils n'ont pas tout à fait tort. Ces frères qui se réunissaient en cachette, et qui n'admettaient pas les hommes du peuple dans leurs concubines, étaient des privilégiés, avant les préjugés de leur classe ou de leur fortune, et peu disposés à faire table rase de leurs privilèges. Ils étaient indiscutablement pour la communion des peuples, mais leur souci de liberté, d'égalité s'étendait surtout aux membres de l'Ordre et n'avait guère pour objet l'émancipation totale du genre humain. Certes ils n'étaient point rivaux à cette ambition démesurée, mais ce n'était là que matière à la phraséologie jacobiniste dont ils abusaient sans en vouloir user.

Même dans leurs débordements oratoires, si leur langage est ampoulé à la mode du temps, les conventionnels ne cèdent pas à la lyrique inspiration des loges. Il n'est que l'albe l'auchet et Bonneville qui, dans leur

Bouche de Fer (1), emploient cette phraséologie à laquelle nous venons de faire allusion. L'un sont bien possédés de la mystique maçonnique ; ils croient à l'influence magiquement de la Bonté, à un âge d'or futur réalisée par la concorde de tous les humains, et s'ils emploient souvent le mot de « frères » au lieu de citoyens, c'est parce qu'ils ne voient pas seulement dans la Révolution l'aboutissement de revendications intéressées mais le prélude d'une confédération universelle. Il y a dans toute l'œuvre des fidèles qui veulent bien ne pas douter de son enseignement (et c'est en ne le suivant pas) et les dévôts qui n'en doutent pas. Ceux-ci sont naturellement moins nombreux que ceux-là. Lanchet et Bonneville, seuls, se ~~montrant, durant la Révolution, les dévôts de l'Ordre~~ ~~qui s'attachent à une~~ conception humanitaire était trop haute, dépassait trop les contingences auxquelles s'attachaient les appétits des foules, pour qu'elle ne fût point taxée de « modérantisme ». Et Lanchet, cet abbé ancien précepteur de Louis XVI, qui avait pourtant, au début de sa carrière révolutionnaire, prononcé contre la monarchie le réquisitoire le plus fulgurant, expia ses illusions sous le couperet de la guillotine pendant que son ami et frère et confrère Nicolas Bonneville trouvait un lieu d'asile — ou l'attendait la misère (2).

Mais de ces utopistes « ivres d'un rêve héroïque » la chronique scandaleuse des antimaçons n'en parle pas — ou si peu ! Ce sont dans la pièce des acteurs de second ordre, presque des figurants, et, nonobstant les efforts de plume ou de parole ou les entraîna leur ferveur, des révolutionnaires sympathiques. Ils aideraient peu à corser la thèse. D'où le besoin qui

(1) *La Bouche de Fer*, par l'abbé Lanchet et Bonneville. Paris, de l'imprimerie du « Cercle Social », 121 numéros du 1^{er} janvier à juin 1790, et d'octobre 1790 à juillet 1791. Le Cercle Social qui surveille et dirige *La Bouche de Fer*, journal patriotique et fraternel, a pour objet, dans cet ouvrage, *la constitution universelle des amis de la vérité*.

(2) M. Philippe Le Hurvel a consacré à Bonneville une thèse de scrupuleuse érudition : *Nicolas de Bonneville, Pré-Romantisme et Révolutionnaire*, 170, 1824, Strasbourg, 1921, in 8°, mais peu documentée sur l'activité maçonnique du personnage. Il eût pu citer le passage du chap. XV des *Mémoires* de Brissot et en ce dernier a longuement parlé de Bonneville et dont nous détachons ces lignes : « Original, bizarre, si l'on veut, dans son style et ses idées, son esprit effréné nous a porté dans la mystique maçonnique, et il en a dissorti comme un charbon, il a tiré de là un long ouvrage sur ce sujet, que je lui demande pardon de n'avoir jamais pu lire, mais ardent apôtre de la révolution, et digne de la servir comme il doit être servi, il employa tous ses talents à secourir son essor ». L'ouvrage de Bonneville auquel il fait allusion Brissot est en deux parties portant chacune un titre particulier : *La Maçonnerie universelle comparée avec les trois principaux et le Secret des Temples du XIV^e siècle*, et *Manuel des quatre ordres de l'Ordre de Saint-Jean et de quatre grades de la Maçonnerie de Saint-Jean*, Nîmes et Paris, Leclercq, 1788, in 8°. Dans ce livre, au texte aussi syllabé que les titres, Bonneville détord cette thèse originale que ce furent les Jésuites, entrés secrètement dans la Franc-Maçonnerie, qui poussèrent celle-ci à se ramifier à l'Ordre du Temple.

s'ingéraient d'occuper les vedettes. Si Barruel s'y essaye alors avec quelque confiance ses succès ne changeraient en certitude ses insinuations.

* * *

Mais tout lors que nous voyons les partis de réaction accuser la Franc-Maçonnerie, ne croyons pas qu'ils ne soient inspirés que par leur horreur pour la fable sanglante qui déterminait la mort de victimes intéressantes, ni même par le dessein de décharger les nobles imprudents de toute responsabilité, ni encore par la perte immédiate de leur prestige. Certes ce sont déjà de suffisantes raisons, mais il en est une autre : celle de réhabiliter le régime monarchique. Si celui-ci ne s'est pas perdu par ses propres fautes, s'il fut la victime de la coalition des mécontents acharnés à sa ruine, il demeure un état recommandable dont il n'est pas indecent de souhaiter le retour. La mort de Louis XVI fait passer les erreurs de sa vie. Il est facile d'exhausser un martyr à la sublimité d'un saint. Les cheveux blancs de Marie-Antoinette, durant les tragiques veilles, ont aidé à enlaver sa mémoire des plus limpides vertus. Le despotisme mort de Louis XIV, la vie déglée de Louis XV, la médiocrité de Louis XVI — tout cela s'efface devant le pathétisme de l'expiation.

On joue de cette expiation non seulement pour grandir la victime mais pour réhabiliter sa fonction. Et comme l'attentat prémédité contre Louis XVI réduirait l'unique espoir du peuple à la perpétration d'un simple assassinat, des auteurs ont poussé leur haine fanatique de la Franc-Maçonnerie jusqu'à faire cette dernière l'inspiratrice de la condamnation. Elle aurait dans un convent secret — et avant même le premier assaut de l'insurrection — ordonné la mort du « tyran ». Il serait peu charitable pour un historien de relever de telles inculpations, il aurait la partie trop belle et paraîtrait se recroquer à de trop faciles objections.

Seulement, si on ne discute pas l'accusation, il faut du moins en chercher les motifs. On ne voit pas pourquoi les francs maçons auraient condamné Louis XVI qui ne leur fut jamais hostile, étant donné d'autre part que la monarchie apparaissait encore à tous comme le seul régime possible dans un grand pays comme le nôtre. Pour mettre à sa place celui qui sera plus tard Philippe-Egalité ? C'est croire à une trahison invraisemblable du duc de Luxembourg qui dirige tout le Grand Orient, et prêter à ce dernier — qui est l'un encore de représenter la maçonnerie française — une bien grande importance. Une Institution comme celle-là pourrait

a la rigueur — et encore pas à cette époque — s'élève et pour le triumphe d'une idée, mais non pour le triumphe d'un homme. Cet homme lui aurait-il, mieux que Louis XVI, assuré une existence possible ? On dira encore : ce sont les arrière-loges qui poursuivaient ce dessein, mais encore faudrait-il nous prouver qu'elles l'aient insufflé à leurs sujets, à ces pauvres dupes qui obéissent sans comprendre. Or les partisans du prince ne sont pas tellement nombreux, et il n'apparaît pas que la Convention, issue de la Frate-Magennerie prétendue, ait secreté une pareille action. Non. Le mobile de l'accusation permettant de salir davantage encore la « Secte » et de redoubler les rois en les faisant les victimes de vengeances depuis longtemps promises. Toujours le net d'ordre vert des Templiers. De Louis XVI en remontant à la décapitation de Charles I d'Angleterre et au meurtre de Gustave III de Suède, à l'établissement des trônes d'Italie, d'Espagne, de Hollande. ~~Comment~~ ~~il~~ ~~est~~ ~~si~~ ~~dit~~ ~~de~~ ~~mon~~ ~~maçon~~, et Axeltronn, en tuant le roi de Suède, n'avait été que l'exécuteur de la volonté des loges de son pays. Pour ce dernier, Artaud de Montor l'avait affirmé (1). La société, ~~pour~~ ~~admettre~~ ~~un~~ ~~tribunal~~ ~~secret~~ ~~se~~ ~~dit~~ ~~de~~ ~~mon~~ ~~maçon~~, était d'un tribunal occulte décidant la mort de tous ceux qui pouvaient s'opposer à la réussite pratique de cette idéologie ou des maladroits dont les indiscretions et la curiosité la pouvaient compromettre. On évoquait les menées ténébreuses de la Sainte-Vehme, les Francs-Juges, les pratiques du Conseil des Dix, les opérations magiciennes du rayon ége et toutes les histoires abracadabrantes de verdicts impitoyables rendus par des associations secrètes imaginées par des feuilletonistes inventifs. Tous ces bons bourgeois amis de la bonne chère, ces magistrats amoureux des Muses aussi charmées que légères, ces seigneurs se divertissant au jeu dangereux de l'Égalité devenaient soit des conspirateurs maisques, soit les acteurs inconscients d'une horrible tragédie.

Il n'est pas pour une société de plus redoutable motif de suspense que le mystère de ses assemblées. Ce fut celui qui, dans la Rome antique, provoqua l'hostilité des citoyens à l'égard des maîtres des Cérémonies. Il y a même quelque ironie à constater que le pape, attestant le secret des francs maçons, ne fut que redoubler l'accusation de Cœlius contre les premiers Chrétiens : « Pourquoi cachent-ils avec tant de soin ce qu'ils font et ce qu'ils adorent ? L'honnêteté ne veut que le grand jour, le crime seul cherche les ténèbres. »

(1) [Artaud de Montor] : *Histoire de l'assassinat de Gustave III*, t. I, 1788, par un officier polonais, témoin oculaire. Paris, an X-1802, in-8°.

C'est encore le secret des délibérations de la farouche Compagnie du Saint-Sacrement au XVIII^e siècle qui fut la principale cause de son abolition par le ministre Colbert.

Puisque la Franc-Maçonnerie fait trembler les rois, pourquoi ne s'attaquerait-elle pas aussi à de nombreux personnages ? Et c'est ainsi qu'au cours des siècles on lui a attribué tous les crimes dont les exécuteurs demeurent introuvables. M. Paul Lurdon, lui-même, malgré son admiration excessive pour Barruel, veut bien admettre que sur la condamnation inéconique de Louis XVI son auteur favori se soit trompé, et il ajoute : « Ce cas mis à part, je ne sais si quelqu'un a réussi à prendre Barruel en faute. » (1) Mais il ne s'agit pas de passer si délibérément sur ce cas. Ce cas est très grave. Il prouve du moins que le célèbre abbé fait de l'imaginaire, et quand, au sujet de sa réception dans une loge, il nous fait un récit pathétique de ce qu'il a découvert (et qui, à nos yeux, n'a qu'une importance bien secondaire) nous avons le droit de nous demander s'il n'a pas interprété à sa façon des jeux assez innocents. D'autre part, admettons même que les textes sur lesquels Barruel appuie sa thèse soient exacts, cela ne prouverait pas encore la justesse de cette thèse. Ici encore il faudrait rediter notre observation sur la confiance limitée qu'il convient d'apporter à tout travail de ce genre où des faits choisis avec art peuvent confirmer toute superstition. Quand au XVIII^e siècle des milliers de gens venaient sur la tombe du diacre Paris chercher la guérison de leurs maux, quand des empiriques inventeurs de ceintures magiques guérissent toutes les maladies, quand Lourdes nous offre le palmarès de ses miraculeuses guérisons, quelles objections pouvons-nous apporter aux effets de ce charlatanisme ? Ici encore les faits sont là. Allez donc dire à tous ceux qui s'en sont bien trouvés qu'ils se sont trompés ou ont été trompés. Tous les gens sages, dont la passion partisane n'a pas effleuré le jugement, non seulement rougiront de faire état de cette prétendue condamnation de Louis XVI, mais ils déplorent vraisemblablement cette dishonorable méthode de combat. (2) Toutefois nous nous

(1) Paul Lurdon, *De la culture politique au XVIII^e siècle*, in revue *Études*, Paris, in-8°, numéro du 20 octobre 1926.

(2) À cet égard M. Gustave Lort qui, malgré son aversion pour la Franc-Maçonnerie d'aujourd'hui, est le grand des initiés révolutionnaires, a écrit ceci : « La Franc-Maçonnerie, telle qu'elle est organisée à la fin du XVIII^e siècle, n'avait pas besoin de donner ses crimes posthums qu'elle n'aurait pas pu être étouffée. À se contenter que ses principes fussent connus, il y en avait en France au moins quatre qui se toléraient à peine et qui n'étaient pas au même mot d'ordre. Comment supposer qu'elle ait pu, avant que les vérités aient été connues des masses, « être dans *Le Symbolisme*, T. I, p. 127.

~~des auteurs de la Révolution, ne savaient-ils~~ que pour montrer jusqu'où va le rôle attribué à la Franc-Maçonnerie dans toutes les phases de la Révolution française.

Que l'Illuminisme ait tenté d'influencer les loges, c'est une assertion qui se peut soutenir. Le secret et la discipline du travail maçonnique créent une atmosphère qui devait lui paraître — ainsi que plus tard au Carbonarisme — favorable à l'exécution ou même à la préparation de ses projets. D'autre part des aigris ou des têtes chaudes comme Maréchal pouvaient se dire qu'avec une société aussi bien ordonnée et où la discrétion était de rigueur, on pourrait organiser tout un plan de campagne tendant à l'amélioration du régime existant. Mais les uns et les autres durent se heurter, et se heurteront, nous le verrons, à l'opposition des dirigeants du Rite et surtout à l'indifférence et à l'incompréhension de l'immense majorité des frères. ~~Eviter de donner un démenti sévère~~ Mais qu'ils ne venaient en loge que pour se distraire, goûter ce plaisir un peu frondeur qu'éprouvent des hommes à se trouver ensemble dans la présence des femmes — c'était leur faire un honneur qu'ils ne méritaient pas et qu'ils ne se souciaient guère de mériter.

C'est chez les auteurs catholiques une obsession de voir le lien de la Franc-Maçonnerie non seulement dans l'avènement de la Révolution mais dans son organisation et, si ce mot peut ici s'employer, dans son ritualisme. L'abbé Lefranc dans son *Veile levée pour les Catholiques* est nettement affirmatif. Pour lui toutes les créations d'ordre administratif ou judiciaire de l'Assemblée Nationale sont d'inspiration maçonnique. Il consacre de nombreuses pages à sa démonstration : « Pour s'en convaincre, qu'on examine, dit-il, la division qu'elle a faite du royaume, elle est absolument la même que celle de la maçonnerie, non seulement quant au ~~nombre, mais~~ ~~quant au nom même~~ : ~~Servant des Temples~~ ~~qui il est évident~~ montrer que l'organisation des municipalités et des justices de paix a été calquée sur celle des loges — que les procureurs-syndics, les procureurs des districts et les procureurs des communes — font les fonctions de l'économe de chaque loge — Pourquoi ? Parce que ce sont eux qui veillent à l'observation des lois et des statuts, qui en pressent l'exécution, qui portent plainte contre les refractaires », etc... On se dira que c'est là un rapprochement bien fantaisiste, comme tous pourrions en faire beaucoup sur tous les domaines. Il pousse plus loin la comparaison :

(10) ~~voir l'histoire de la Franc-Maçonnerie (Lefranc) sous le régime de la Terreur~~
Liège, 1826, in-8°, p. 34 et 35.

Le lien que la Maçonnerie a établi entre ses grades, dans ses loges et dans ses travaux, est le même que l'Assemblée a adopté entre les officiers aux-
quels elle a confié une portion de son autorité. Les gardes nationaux sont
subordonnés à l'autorité municipale comme les apprentis, compagnons et
maîtres-maçons le sont à l'autorité des dignitaires et des officiers d'une loge.

Mon Dieu ! M. Gaston Martin n'est pas loin d'abonder dans le sens de
l'abbé Lefranc. M. Gaston Martin affirme bien que les loges ne voulaient
pas la destruction du Trône et de l'Autel — cela c'est l'évidence même, —
mais on il nous est impossible de le suivre, c'est quand il voit la Franc-
Maçonnerie inspirant les Cahiers, se mêlant des élections, dictant leur
contenance aux élus, et, par certains élus parisiens et provinciaux qui
sont sous sa dépendance, par la voix de ses orateurs en mission, fécon-
dant et colportant par tout le pays son programme d'émancipation
sociale !

Qu'un Mirabeau ait songé à faire de la Franc-Maçonnerie une société
idéologique poursuivant le but politique et humanitaire d'abolir le ser-
vage et les corvées, de favoriser l'instruction, d'introduire en France la
liberté de tous les cultes, le fait n'est pas nialle puisque le Mémoire que
publia Lucas de Montigny le prouve (1), mais que prouve ce projet ?
Rien. C'est par ailleurs un de ces rêves comme en font tous les maçons
— même aujourd'hui — désireux de donner à l'Ordre une orientation
conforme à leurs aspirations, mais à la réalisation duquel s'opposent
l'usage et la tradition maçonniques. Les loges du XVIII^e siècle s'amu-
sent et ne pensent pas... ou si peu !

Ces buveurs de champagne, ces caillottes au grand nom et à la cervelle
pour nourrie, ces abbés de Cour, ces faiseurs de petits vers, voire ces écri-
vains à la Florian ou à la Delille tout fiers de leur succès mondains, et
ces artistes souvent choies par l'État (voir le recrutement des *Neuf
Sœurs*) et ces bourgeois attachés à leur rente se seraient, de garde de
rien, associés à un bouleversement de leur fortune et de leurs habitudes ?
Ce Sylvette de Langes qui est officier de la maison du roi et qui dirige la
loge si renommée des *Ames Rénais*, et le prince de Broghe et tous ces
nobles de la loge *La Candeur* qui ont nom les princes Sapicha, Kawanski,

(1) M. de Montigny a écrit une dissertation intitulée *de l'Ordre des F. M.*,
pour le proposer à ses tristes contemporains, et le faire passer véritablement au lieu de l'uma-
nité, relayée par le F. M. comme présentement Arcésilas, en 1776. D'ailleurs
ce projet d'ordre n'est ni une œuvre ni fut pas divulgué par Mirabeau, ce fut son
frère adoptif qui le trouva dans ses papiers et qui le plaça dans la compilation en
trois volumes publiée en 1824 sous le titre : *Mémoires biographiques, littéraires et
politiques de Mirabeau*. Le texte en a été entièrement reproduit dans la revue *La
Révolution Française* (octobre 1882).

d'Artemberg, le duc de Luyne, le marquis de Saint-Simon, de Carlas, de la Tour du Pin, ~~le comte de Tournai, de Tournai, de Tournai, de Tournai, de Tournai~~, de Sarsseval (qui en est le Vénéralbe), de Saint-Hermine d'Havincourt, les comtes de Balbi, Alexandre de Stroganof, Choiseul-Gouffier, les vicomtes Le Veneur et d'Espinchal, le baron de Ros, les comtesses de Polignac, de Choiseul, la vicomtesse de Londeas, les marquises de Saint-Simon, de Genlis, de Courtebonne, de Persan, de Beusels, etc., etc., toute cette aristocratie aurait poussé l'idée de sacrifice jusqu'à vouloir ~~démolir de fond en comble le régime existant~~ ! ~~On ne pouvait pas~~ pas que les antimaçons ont répondu à ces arguments. Tous ceux-ci étaient des dupes que menaient les amorce-loges, les fausses amorce-loges dont parle Barruel, ou siégeaient des personnages aveuglés poursuivant, à l'insu de la gent maçonnique complice sans le savoir, la dodelique destruction de l'ancien monde. C'est toujours le même procédé. Devant de l'inexplicable on invoque le mystère. Cela fait tout comprendre, sans la nécessité d'une preuve. Du moment que nous nous trouvons devant un secret, et que ce secret a été bien gardé, comment exiger que ce secret nous soit dévoilé puisqu'il est par sa nature même impénétrable ? Il suffit de l'inventer pour qu'il existe. Et toujours, comme il serait difficile d'incriminer des hommes de valeur ou d'un rang social élevé, incapables par intérêt ou par principe de s'associer à une œuvre jugée nefaste, on classe les franc-maçons en bons et en mauvais. C'est la tactique employée par tous ceux qui ont envisagé la question sous un angle d'hostilité. Et bien entendu ce sont les mauvais qui ont entraîné et compromis les bons. Ces mauvais étaient les acteurs cachés qui rejetèrent leurs abominables desseins dans des concubabules ignorés des pauvres innocents des trois premiers degrés. Cette assertion ne résiste pas à l'examen. C'est toujours la situation d'un inculpe qui doit prouver son innocence, alors que le juge n'a qu'une faible présomption de sa culpabilité. Mais comment prouver une innocence quand, par la force des circonstances, on a été — sinon l'acteur — le teneur de l'action reprochée ? Et d'autre part — ici nous faisons appel au bon sens du lecteur à quelque parti qu'il appartienne — à qui fera-t-on croire que des projets d'une telle importance soient demeurés inconnus des contemporains ? C'est se faire de la discrétion des hommes une opinion vraiment trop flatteuse. Qu'un seul individu perpètre un crime, il a quelque chance d'échapper à la justice; s'il a un complice cette chance est déjà moins grande; s'il en a deux, il est perdu. Et même, sans aller chercher un

exemple certain celui-ci. Bien qu'il soit assez probant, les conseillers d'un maître ou d'une société peuvent-ils se renfermer à couvert — sans que ne transpire au dehors l'essentiel de leurs délibérations ? Ils ont beau avoir fait le serment de ne rien dire. Les hommes ne sont pas des surhommes. Tous ont un ami noble ou une amie infidèle d'une discrétion à toute épreuve et à laquelle on peut absolument se fier. Ou bien ils prennent des notes ou ils communiquent aux complices des lettres que ceux-ci doivent prudemment brûler — notes et lettres que le hasard fait découvrir et qui font que le secret juré devient le secret de polichinelle.

Or, pour appuyer ces accusations contre ces Hauts Grades mystérieux qui ont dit de eux-mêmes la volonté de la Franc-Maçonnerie (car, n'oubliez pas qu'eux seuls sont les détenteurs de la puissance et les meneurs de ses ambitions) quelles preuves nous a-t-on apportées ? Aucune. Des présomptions déduites de paroles et de faits ingénieusement rapprochés, des concordants de dates, d'événements et d'actes comme il s'en trouve pour établir la parenté des templiers et des francs-maçons — et qui ont même permis à des écrivains paradoxaux ou humoristes de prouver, avec une impressionnante correction, que Shakespeare, Jeanne d'Arc ou Napoléon n'avaient jamais existé. Nous reviendrons d'ailleurs sur la valeur de ces présomptions, en raison de l'appoint considérable qu'elles ont apporté à la démonstration de Barruel et de ses confrères en antimacanisme.

Les Hauts Grades coupables de machinations machiavéliques ? Mais soit en qu'ils apparaissent à certains maçons comme les plus retrogrades : Weishaupt, le fondateur de la secte des Illuminés, irrité de leur répugnance à adopter ses vues, les accusera d'être inféodés aux Jésuites. Bode, qui inquiet de la multiplicité de ces rites à pennons chevaleresques et sous ces grades aux appellations orgueilleuses, reprendra cette accusation que le capitaine Smith en Angleterre avait déjà appuyée sur des textes artistiquement et astucieusement agencés (1). Adolf Frlh. von Knigge en 1781 avait déjà poussé ce cri de détresse, qu'il répètera cinq ans après dans un nouvel ouvrage (2). En France, Nicolas de Bonneville (3) et Mirabeau (4) s'en firent l'écho. Même dans les temps beaucoup plus

(1) Smith : *The use and Abuse of the Masonry*. Londres, 1783.

(2) Ces deux ouvrages avaient été publiés anonymement : *Bedroq zur neuesten Geschichte der Freymaurerbrüder in dem Grossherzogthum Baden (Frankf. et sur le Mein), 1781, 8°* et *Lehr und Lehr-Jesuiten, Freymaurer und deutsche Rosenkreutzer, Leipzig (Frankfort), 1781, in-8°*.

(3) *La Maçonnerie écossaise comparée avec les trois professions...*, loc. cit.

(4) *Le franc-maçon, considéré sous l'aspect de l'État*, t. V, liv. VII, chap. « Religion, Instruction, Gouvernement », p. 70 et suiv.

rapproches nous voyons des motivations sèches comme Robespierre n'a seulement y ajouter foi, mais aller jusqu'à voir la main des Jésuites dans l'institution des 25 degrés des *Empereurs d'Orient et d'Occident* — d'où découlent en somme les 33 degrés de l'Écossisme actuel. Et si nous notons que cette inculpation se répète plusieurs fois entre 1789 et 1788, ~~c'est-à-dire jusqu'à l'acte de la Révolution, nous devons penser à croire~~ que ceux qui en étaient l'objet visaient à la destruction de l'aristocratie, **de ses titres et de ses privilèges.**

Qu'il y ait eu des loges « plus avancées » que d'autres, c'est bien possible. Cela tenait à leur recrutement, de même que nous verrons sous la Restauration des ateliers dont les travaux échappent au contrôle de leur obédience. Mais encore quelle restriction ne mettons nous pas dans cette hypothèse ? Ces obédiences sont si pusillanimes, ont une telle peur des « histoires » ! Ne voyons-nous pas le Grand Orient servir contre *Les Veuil Sœurs* pour un péché bien venuel. Il n'a point une estime particulière pour cette loge, dont il tirera plus tard tant d'honneur. Elle est surtout composée d'intellectuels, c'est-à-dire de membres dont l'esprit d'indépendance doit plaire médiocrement aux chefs de l'Institution qui, en général, tiennent leur poste beaucoup moins de leur savoir que de leur active ambition. Que certains de ces intellectuels aient apporté dans les Clubs même leur méthode de travail, cela est admissible, mais c'est leur intelligence et les circonstances qui les ont inspirés, et nullement un mot d'ordre venu d'un autre mystérieux ou un enseignement préalable reçu dans les ateliers. Qui est-ce qui a permis d'éditer ce pont entre les organisations révolutionnaires et l'organisation maçonnique ? Le fait que maints Jacobins sont maçons. C'est là une preuve d'autant plus fragile que la plupart d'entre eux sont des maçons *supposés*. Pourquoi ne pas croire qu'ils furent guidés par leur propre sentiment ? Est-ce que Condorcet a besoin de la Franc-Maçonnerie pour acquérir dans la mathématique un savoir réputé, et comment concevoir qu'un homme de cette valeur ait obéi à une idéologie imposée ? Et Sieyès — que l'on s'obstine à appeler le f. Sieyès pour pouvoir rejeter sur la « secte » dont il ne fit pas partie la responsabilité de ses actes ? Et Mirabeau, et Lafayette et Brissot et tous les autres, maçons réels ou maçons apocryphes, comme ils riraient si comme Plutarque nous les voyions maganer dans le royaume des morts, en entendant cette supposition ! Il est probable que la plupart d'entre eux, en raison de leur culture, ont beaucoup plus donné à la Franc-Maçonnerie qu'ils n'en ont reçu, et qu'ils ne s'y sont

agréer que pour l'occasion qu'elle leur offrait de discuter paisiblement, en leur clos, entre gens de bonne compagnie, pour cet intime plaisir qu'éprouvent les hommes à se trouver entre eux.

* * *

Si maintenant nous voulons, acceptant comme une hypothèse l'affirmation d'Augustin Cochin et de ses prédécesseurs comme Jourde, Level, etc., la considérer au seul point de vue philosophique, nous n'y trouverons pas matière pour incriminer les initiateurs. Admettons que ces initiateurs aient vraiment entraîné cette masse amorphe des gens qui ne pensent pas et qui suivent, en quoi seraient-ils reprehensibles ? On voudra bien convenir qu'ils ne prévoyaient pas et ne pouvaient concevoir à quels actes de cruelle intolérance se porteraient les Montagnards et à quel point s'exaspéreraient les passions. Ils voulaient rendre constitutionnelle la royauté, abolir les privilèges des Grands, mettre au pas ce Clergé qui ne voulait pas subvenir aux charges de l'Etat (ne parlons pas d'abolir les croyances comme on l'a sottement insinué, car, s'ils étaient intelligents, comme on l'affirme, ils ne pouvaient ignorer la vanité de cette ambition). Eh bien après ? N'étaient-ce pas là des opinions permises ? Ce qu'il faudrait d'abord prouver, c'est le tort qu'ils eurent d'avoir ces opinions. Mais que toutes les classes s'accordassent pour souhaiter le changement du régime et non du royaume, pour l'immense majorité des sujets, pourquoi n'auraient-ils pas tenté d'éclairer le public sur leurs conceptions ? Aujourd'hui, sous les gouvernements à forme capitaliste, les administrateurs du bellevisme sont-ils *moralement* blâmables ? Ils nous déplaisent parce qu'ils contraignent notre individualisme, et que l'individualisme français répugne à l'enregistrement, mais sommes-nous fondés à voir en eux des criminels et, si leurs espérances se réalisaient un jour, aurait-on le droit alors de suspecter leur sincérité et de ne les montrer que comme des hommes uniquement inspirés du souci diabolique de faire le mal ?

* * *

Quand Emile Faguet prétend, dans ses *Questions politiques*, que les philosophes du XVIII^e siècle n'ont pas « fait » la Révolution et s'élève contre cette opinion généralement répandue, il a à la fois tort et raison. Il est en tort parce que leur pensée fut bien d'être l'instigatrice du mouvement,

tort parce que cette pensée n'y fut tout de même pas étrangère. C'est le besoin que nous avons toujours de chercher à toute action un principal responsable qui fait, selon notre tournure d'esprit, accuser ou louer telle individualité ou telle association. La vérité est infiniment plus complexe. Et quand des événements de cette envergure se produisent, disons-nous qu'ils ont été déterminés par un ensemble de causes qu'il est presque impossible de classer par ordre d'importance. C'est pourquoi il est puéril de blâmer ou de louer la Révolution française, il faut l'accepter comme un fait qui est devenu inéluctable, et toutes les polémiques qui s'élèvent à ce sujet entre les partis sont au regard de l'historien d'une parfaite inutilité.

Nous ne voudrions tout de même pas considérer comme un pélibriste M. Roustan qui a soutenu avec un talent remarquable la thèse de la philosophie préparant l'explosion de 1789 (1), il l'a fait dans un esprit objectif auquel il sied de rendre hommage, mais combien arbitraire est parfois son argumentation ! Pour lui, si la Révolution ne s'est pas faite en 1753, alors que le peuple « exténué par la misère » provoquait des émeutes sur maints points du territoire, c'est parce que la philosophie ne lui avait pas encore appris à bien comprendre ses droits et à organiser sa rébellion. Et, pour justifier sa pensée, il écrit : « En 1789, le roi ne sera pas plus avili, les grands plus méprisés, le peuple plus affaibli. Il revient plus loin sur cette dernière idée : « mourir de faim ? Mais le peuple n'avait jamais fait autre chose, mais cela faisait partie de la tradition nationale, mais le contraire eût été une bizarrerie ». Le peuple mourait de faim normalement, régulièrement ; il ne mourait pas plus de faim en 1789, qu'en 1709, qu'en 1753... Il n'y avait pas de raison pour que cela ne continuât pas, après 1789 ». C'est ne pas se rendre compte de l'incubation que toute idée de révolte subit dans les cerveaux, et qu'un moment arrive fatalement où cette révolte éclate. Un peuple ou un individu peut être longtemps tenu en tutelle par ceux qui l'oppriment ou se sont arrogé le droit de le diriger, mais du jour où ces derniers ne sont plus de force pour maintenir leur domination (que ce soit même pour des causes indépendantes de leur volonté, pour des causes économiques, par exemple) inévitablement les sujets jugent leurs maîtres. En pareil cas les juger, c'est les condamner. Il n'est pas besoin pour opérer ce revirement d'une in-

(1) M. Roustan : *Les philosophes et la société française au XVIII^e siècle*. Paris, 1913, in-16, p. 7 et 9.

l'homme étranger, ou même d'une influence rhétorique. Les faits parlent plus haut que le verbe des philosophes.

Agiterais-tu cela que les mentalités varient avec les générations. Est-ce que les hommes de notre temps par exemple n'ont pas sur la vie une optique différente de celle de leurs aïeux ? Les hommes de 1789 ne sont plus ceux de 1733. Ils sont moins soumis devant la souffrance. Pourquoi ? Parce que les philosophes les ont endoctrinés ? Mais non. Est-ce qu'ils ont écrit les œuvres avec leurs noms ? Ils participent à l'émancipation. Les sages, les encyclopédistes n'ont rien inventé ; ils ont répondu à l'esprit de leur temps. Ils ne l'ont pas créé. Enivrés, ils ont exprimé dans leurs livres les idées embriutées ; les mœurs du temps faisaient déjà vivre ces idées. Le peuple n'avait pas besoin des philosophes pour savoir que le clergé et l'aristocratie ne payaient pas d'impôts, alors qu'il était lui, misérable, tellement spolié par le fisc. Le peuple succombait sous le flux de la taille, dit M. Louis Madelin. Et comme ces classes s'étaient habituées de droits en moins dignes de son respect, il avait pris conscience de l'ingratitude de son ingérence. La discipline du Roy-Soleil ne soumettait plus les classes privilégiées ; le Parlement, l'Aristocratie, le Clergé faisaient le jeu d'un monde de leurs dissensions, et la Cour lui offrait le spectacle trop odieux de ses débauches. C'est pourquoi ses revendications furent surtout — et avant tout — d'ordre économique.

Or, si M. Gaston Martin fait gloire à la Franc-Maçonnerie d'avoir aidé à l'élaboration des Cahiers, il tend à faire croire que ces Cahiers déclarent une idéologie novatrice. Avant lui M. E. Charpentier avait écrit : « Il serait facile d'y retrouver dans les Cahiers les inspirations communes que les électeurs ou les rédacteurs des cahiers puisaient dans leurs remuements contemporains (1). » Allons donc ! Ils n'exigent, ces Cahiers, ou même ils ne demandent qu'une plus équitable répartition des charges fiscales et ne se soucient guère d'une égale sentimentalité. Certes, on pourrait en citer quelques-uns qui ont inspirés les idées philosophiques, mais comme il s'en est plus 11 de leur en opposer d'autres, plus nombreux, témoignaient d'un respect et d'une dévotion de la hiérarchie sociale et allant jusqu'à proposer la reconnaissance par l'État de la seule Eglise catholique ! Comme le dit excellemment l'auteur dans ses *Questions politiques* : « Ceux qui ont rédigé les cahiers ne mouraient tout simplement de faim et désiraient cesser de mourir. »

(1) *La Franc-Maçonnerie et le Mouvement sur Mer (1761-1830)*, in revue *La Revue de la Franc-Maçonnerie*, Paris, in-8°, n° du 14 décembre 1904.

Seulement, voilà ! en cherchant bien, en pointant avec une attention tout à fait méticuleuse, on arrive à trouver par-ci par-là quelques rédacteurs de Cahiers qui sont frères. On use du procédé qui a servi à charger ~~par là à l'évidence les quelques conventionnels francs-maçons des auteurs~~ des actes de la Convention tout entière. Si des rédacteurs sont francs-maçons les Cahiers sont forcément d'inspiration maçonnique. Et pour cela on interprète les textes avec une partielle partialité. M. E. Charpentier ajoute à la phrase de son étude que nous avons citée plus haut :

« Sur les quatre commissaires rédacteurs du cahier du clergé de Montreuil, l'un est Playonlt, curé d'Épernay, le secrétaire de la loge, les deux autres, J. B. Havel, curé de Saint-Waast et G. A. N. P..., curé de Saint-Jacques de Montreuil ont tous trois en commun... et prêteront serment à la constitution civile du clergé.

« Sur les dix commissaires du Tiers-Etat, il y en a quatre habitant la ville de Montreuil. Nous trouvons encore parmi eux deux francs-maçons... »

Remarquons qu'il ne s'agit là que d'une note à laquelle il n'est pas donné une rédaction exceptionnelle pour ordonner ses aspects. Nous nous pourrions rendre compte de la façon dont on peut arranger les faits en trompe-l'œil, relisons soigneusement les lignes ci-dessus, et alors qu'à première vue nous avons cru discerner parmi les cahiers une majorité de francs-maçons, il se trouve à la seconde lecture que sur les quatorze qui opèrent, ils sont exactement trois.

Montrer les francs-maçons s'occupant d'économie politique est totalement contraire à la conception qu'ils nous ont laissée de leurs travaux. Travaux ou un ritualisme d'apparat s'efforçant à la beauté d'art et d'une phraséologie sentimentale que les questions d'ordre économique ne sauraient guère. Les voyons nous, par exemple, se préoccuper de cette effroyable misère du peuple et faire des propositions tendant à la diminuer ? Ils défont des filles mentantes et font l'audace aux « pauvres heureux ». C'est tout. Lisons tous les procès-verbaux qui nous sont restés de l'époque pré-révolutionnaire, jamais nous n'y trouvons exprimé le vœu d'un bien-être meilleur pour la classe des travailleurs. Penser eux à la revendication de leurs droits ? Pour le Société d'ailleurs le problème n'est pas de droits, d'acquiescence, c'est leur faire un bon et malheureux. Ils accomplissent des actes de bienfaisance, c'est entendu, mais ils nous que la charité n'est encore chez eux qu'un témoignage de l'absence de solidarité.

Les Cahiers ? Il semble à entendre ceux qui en attribuent la rédaction

Les franc-maçons par les Cadets ont tenu de suggestions formidables sur les « Cadets » et sur l'État. Ils ont tenu au point de vue religieux un rôle important, c'est la principale grief fait à la Franc-Maçonnerie par les visuels destructeurs de l'Autel. Les Cadets sont, dans le respect des idées religieuses, favorables au maintien et à l'entretien du culte. Ils ont une vision particulière en savoir qu'il soit un texte qui est pas si malade. Cette question des Cadets : M. Edme Champagnon, Orateur du cadet. L'acte tenait très simple, très profond de l'histoire, la religion des Français pour le religion catholique. 1) A Paris même, l'acte... que demande le Tiers-État ? Que tout citoyen doit avoir de la liberté particulière de sa conscience. « Voici un vœu qui est certes bon et dont on pourrait tirer l'inspiration philosophique s'il n'était suivi des lignes suivantes qui en méditent singulièrement le caractère : *« mais que l'ordre public ne soit autre que le respect de la loi »* et qu'on ne s'occupe pas de penser et observe le respect de la loi. La loi de Paris elle, va beaucoup plus loin. *« Quant au cadet »*. Elle se donne la main en vigueur des lois contre le blasphème. » M. Victor Grand a pu démentir comme cet état d'esprit, si contraire à la croyance généralement répandue, en écrivant :

« Rien de moins révolutionnaire que les déclarations des deux ordres laïcs, rien de plus respectueux à l'égard de la religion traditionnelle. »

Et il ajoute :

« C'est presque tout le Tiers qui veut conserver au catholicisme son caractère de religion, *« tout en lui accordant les droits, pourtant assez restreints, que l'on vient de concéder aux protestants. Les réformes qu'il réclame portent uniquement sur les abus et sur les privilèges injustifiés de l'Église »*. Les Cadets ne veulent pas se constituer en elle-même. » 2

Pourquoi vouloir que les masses aient tenu de quelque liberté dans leurs revendications ? Mais c'est et pour elles de l'incertitude. Ces masses sont peuses et n'ont nullement envie de se passer du culte. C'est même parce que le Directoire n'a trop l'air dans son attitude, dans qu'il se donne la même popularité. Comme l'a écrit si justement Alfred Malet, la loi est une chose toute récente et dont on ne peut d'abord se passer pas avec l'idée à la fin du XVIII^e siècle.

1) Edme Champagnon : *La Franc-Maçonnerie des Cadets de 1789*. Paris, 1897, 10-16, p. 177-178.

2) Victor Grand : *Les Français au XVIII^e siècle* : « La Révolution française et les idées religieuses » ; in *Revue des Deux-Mondes*, décembre 1924, p. 81.

Emile Faguet synthétise bien l'inspiration loyaliste des *Cahiers*, en écrivant dans ses *Questions politiques* :

Il n'y a pas un mot de Montesquieu, de Locke, de Voltaire et de Rousseau dans les *Cahiers* de 1789. C'est tout pour cela que l'acte leur a acquis si peu d'importance.

En somme que de temps perdu par les publicistes pour établir des responsabilités — que ces responsabilités soient flatteuses ou désolantes. Et la vérité n'est-elle pas dans ce mot de M. de Viel-Castel : « La Révolution française est la conséquence directe et à peu près nécessaire de la situation où les régimes précédents avaient placé la France » (1).

Il y a même chez les écrivains antidemocratiques une telle candeur dans leur attitude qu'ils consultent uniquement l'idée courante, c'est-à-dire qui répond à leur idée préconçue. Voyez les références maladroitement énumérées à la fin de leurs livres. Tous les ouvrages cités sont tendancieux, et d'une même tendance. Comment sur maints autres sujets le public pourrait-il se faire une opinion raisonnée, puisque pour les « partisans » la méthode historique ne sert qu'à masquer un but de réclame ou de propagande ? Les *Cahiers*, ou les provinces furent conviés à exposer leurs desiderata et leurs points de vue, sont analysés pour aider à la défense d'une cause. Ces auteurs avancent qu'ils ont été inspirés par la Fraternité-Magnétique parce qu'ils se sont plu à relever parmi eux les textes les plus « avancés » ; et M. Gaston Martin abonde dans ce sens exactement pour la même raison.

Il sied de remarquer — et nous insistons sur ce point — que nous ne procédons d'aucun parti pris. Nous ne tenons pas à imiter nos prédécesseurs dont le jugement sur les frates magnés est fonction de leur sentiment sur les bienfaits ou les maux de la Révolution française. En soi, la Révolution française ne nous intéresse pas du moins en tant qu'historien de la Fraternité-Magnétique. Elle a eu du bon et du mauvais comme la plupart des actions humaines. D'attribuer l'ivraie du bon grain n'est pas du tout notre fait, et l'attribuer tout à des adversaires irréductibles à justifier leur haine ou leur amour nous semble un exercice dans lequel on ne satisfera jamais que les sectaires. Que nous fait les répercussions morales de cette étude ? Un chimiste qui analyse un produit n'a pas à se soucier de l'usage qui sera fait de ce produit. Quels sont les de-

(1) Louis de Viel-Castel : *Histoire de la Restauration*. Paris, 1860, in-8°, T. I, chap. « La France en 1789 ».

faits de son importance, cela seul lui importe. Et en l'espèce la Franc-Maçonnerie fut-elle un élément de la Révolution française ? Voilà ce que nous nous efforçons sans nous soucier si nos conclusions l'abaissent ou l'élèvent aux yeux de ses thombarans ou de ses detracteurs.

* * *

Un écrivain est qui a étudié la Révolution avec une severité de savant parce qu'il ne s'occupe pas des conséquences de ses recherches : Taine. On a pu entreprendre certains de ses dires, et cela est d'autant moins étonnant que maintes archives ont dévoilé des documents inédits aux chercheurs qui lui ont survécu. Mais vraiment, si la Franc-Maçonnerie avait eu l'action qu'on lui prête, ne l'aurait-il pas rencontrée au cours de ses travaux, et, étant donné le scrupule qu'a mis cet auteur à étudier son sujet, n'aurait-il pas au moins mentionné son influence ? Or, Taine n'y fait pas la moindre allusion ! Nous savons bien : il y a un mot qui expliquerait ce silence, mais que lui a prêté Edouard Drumont dans un article (ou un livre ?) que nous avons lu jadis et dont il nous a été jusqu'ici impossible de retrouver la référence. Drumont demandant un jour au célèbre historien pourquoi il n'avait pas parlé du rôle de la Franc-Maçonnerie, celui-ci lui aurait répondu : « Je n'ai pas osé ». Il faut avoir de son lecteur un mépris souverain ou être atteint du délire de la persécution pour imaginer un tel propos. Taine n'aurait pas osé ! Un érudit de cette valeur aurait craint la réprobation de la « Sette » — elle que tous les jours ses si nombreux ennemis l'efforcent impuinement. Nous comprenons que l'on ait tenté d'expliquer ce manque de l'historien de la Révolution, mais en être réduit à une pareille interprétation !

Oral l'absence de mystère fait mêler la Franc-Maçonnerie à ces diverses manifestations de l'activité révolutionnaire ? Si la Révolution n'avait pas été prévue de longue date, si elle avait été l'effet d'une révolte spontanée, nous pourrions à la rigueur ajouter foi à une conspiration, et considérer ses meneurs comme des conjurés. Si, d'autre part, ces conjurés avaient été en très grande majorité franc-maçons, le soupçon ne manquerait point de consistance. Mais tout le monde, nous le répétons, prévoyait et souhaitait un changement dans l'Etat ; et alors pourquoi s'efforcer que les hommes intelligents aient examiné les modalités de ce changement ? Relier les organisations jacobines à la Franc-Maçonnerie, ce n'est pas bien difficile si on fait intervenir le fameux « Secret »,

mais constatons que c'est là une conception parfaitement mesurée qui ne s'appuie sur aucune base solide. Alors de cette fameuse correspondance établie entre le *Comité Régulateur* et les trois cents loges fraternelles, chiffre approximatif donné par Barruel, aucune trace ne paraîtrait ? Et c'est, toujours d'après le même auteur, ce Comité régulateur qui aurait poussé le Grand Orient à recevoir les pétitionnaires, ce qui aurait porté à plus de 500 000 le nombre de ses membres : tous prêts à se lever au premier signal d'insurrection et par la violence d'une puissante impulsion, capables d'entraîner avec eux la plus grande partie du peuple — Cinq cent mille maitres ! Et dire que P. Duden dans la revue *Les idées d'hier* et que, sauf sur la mort préméditée de Louis XVI, Barruel n'a avancé que des faits exacts ! Admettons même — bien que pour nous cette supposition soit tout à fait erronée — que la loge *Les Amis loyaux* et même *Les Veuves Sœurs* aient envisagé la ruine de la royauté de droit divin et le système gouvernemental qu'il conviendrait de lui substituer, en quoi cette initiative permettrait-elle d'inculper la Franc-Maçonnerie ? Généraliser est presque toujours une injustice. C'est ainsi que l'on accusa l'Institution d'avoir prêté son concours à la Commune de Paris parce que cinq ou six cents illuminés ont été avec leurs insignes manifester en faveur de la cessation de la guerre civile. Aujourd'hui encore une ou deux loges de Paris ne manquent pas chaque année d'aller se promener au Père-Lachaise pour commémorer le geste de leurs aînés. Leurs obédiences sont loin de les approuver, mais quoi ? Qui connaît ce desaveu ? Les intéressés. Le public, lui, voit défilér dans un cortège une cinquantaine de frères à la poitrine barée de cordons de maitre, et il dit, et les journaux rapportent : la Franc-Maçonnerie s'était fait représenter à la cérémonie ratifiante de la Commune. Nier ? Envoyer aux quotidiens une rectification de l'erreur ? A quoi bon ? Pour les faits actuels comme pour les faits passés ce n'est pas la raison qui juge, mais les passions qui applaudissent ou qui condamnent.

LES ANNONCIATEURS DE LA RÉVOLUTION

Avant d'expliquer en quoi la Franc-Maçonnerie a pu, pour une petite part, servir la Révolution, il est bon, précisément pour évaluer cette part, de montrer combien les prodromes de la Révolution apparaissent depuis longtemps aux esprits avertis. Et ce, sans remonter au chapitre « Sur les Esprits forts », dans les *Caractères* de La Bruyère qui prévoit qu'avant de mourir Louis XIV sentira « le libertinage installer tout autour de lui ».

Encore une fois il ne s'agit pas ici d'en énumérer les causes multiples, ce serait sortir du cadre de cette étude. Notre ambition plus modeste est ~~de prouver qu'elle était attendue~~ — ~~de montrer qu'elle~~ — ~~par ceux qui~~ voyaient de près la déchéance de la monarchie aussi que par les observateurs faisant profession de penser. Certes, cette opinion ne se fait pas jour dans leurs écrits — du moins dans les écrits publiés de leur vivant. Mais quelle source nous offrent, sur ce sujet, les correspondances et les Mémoires du temps ! Ils s'échelonnent, pour ainsi dire, tout le long du XVIII^e siècle, et, sans prendre la peine de suivre leur ordre chronologique pas plus que celui de leurs auteurs, nous y glanerons les passages essentiels, dont l'ensemble suffira, sans le secours de commentaires, à détruire **le roman d'une conspiration.**

Le hasard d'une lecture récente — dans laquelle nous ne voulons trouver qu'une distraction à de sévères travaux — nous fait d'ailleurs noter cette réflexion du chevalier d'Aydie, ce parfait honnête homme au sens à la fois où le comprenait l'époque et où l'entend la nôtre : « Sans le respect inconscient et inné des croyances qui ont appuyé la suprématie de la noblesse sur le peuple et du roi sur la noblesse, l'ordre ancien ne peut subsister. » Il fait cette remarque en 1760 à son ami le bailli de Franchay dont Voltaire appréciait tant le commerce. On objectera que cette remar-

qui peut viser la propagation des idées saines et ne fait que continuer la tâche de Bernier, mais en 1764 le chevalier, s'adressant au même correspondant, après avoir constaté l'insuccès ou sont tombées, par leur faute, les réformes royales et la gestion de ses serviteurs comme : « Avec une pareille administration, d'autant les esprits affranchis, il faut que le pays se reforme ou périsse. » (1)

Ce chevalier d'Aude n'a pas l'air dans l'histoire une place marquée, et notant ses relations amicales avec M^{lle} Aissé, la Circassienne dont la belle âme resplendit parmi ses entours comme un lys dans un marécage, peut-être n'eût pas servi de nous faire connaître sa pensée. Cette pensée n'en est pas moins révélatrice de l'inquiétude ressentie même par ceux qui, comme lui, s'étaient retirés du monde.

On sent la misère du peuple, les dilapidations des intendants, les excessives dépenses de la Cour, et on peut presque dire la faillite du roi. C'est dans les *Mémoires* du temps que M. Gaston Maugras a puise pour nous donner cette page presque douloureuse :

« Tout le monde vole en effet dans le service de la maison royale, et du haut en bas de l'échelle, quelques chiffres peuvent donner une idée de cet incroyable pillage. Le Roi lui-même en peut deux cent mille livres de café, cinq cent cinquante, Mesdames l'abbé pour deux cent quinze mille livres de linges, Madame Elisabeth mille soixante consonances pour soixante dix mille livres de viande, trente mille livres de poisson, etc., le reste à l'avenant.

Toutes ces dépenses accumulées arrivent à des chiffres si formidables que le Roi ne peut payer, qu'il fait attendre ses fournisseurs plusieurs années et que les gages de ses valets, quoiqu'il leur ait jamais baillés gages, en sont réduits à un état d'indigence et de misère qui ne peut se décrire. Le curé de Saint-Louis de Versailles, par exemple, du château venant un jour solliciter le Roi pour ses pauvres : « Comment en avez-vous fait ? dit le monarque. — Sire, je n'ai pu le faire, c'est qu'il y a jusqu'à des valets de pied de votre maison qui ne demandent rien, et que, de le croire bien, on ne les paye pas, répliqua Louis XV froidement. » (2)

Les gazettes qui, à partir de 1760, s'étaient surtout répandues, en racontant les événements, provoquaient les commentaires.

Mais plus on approche de la date fatale, plus aux yeux des esprits avisés les conséquences de l'événement apparaissent redoutables. L'*Amateur* nous reproduit une lettre écrite à un président de Paris datée du 24 février 1777, où l'épistolaire annonce une révolution prête à éclater

(1) Claude Ferval : *Mademoiselle Aissé et son tendre chevalier*. Paris, 1920, in-16, p. 255.

(2) Gaston Maugras : *La fin d'une société. Le Duc de Lauzun et la cour intime de Louis XV*. Paris, 1893, in-8°.

par une éruption dont les effets pourraient être irréparables (1).

Les historiens qui ont étudié l'évolution de la société française vers et les prodromes de la Révolution même avant le siècle dix-huitième (2) ne s'étonnent qu'elle n'ait pas éclaté plus tôt. Sept ans après la mort de Fleury, dit M. Louis Madelin, une révolution politique paraissait imminente, elle n'éclatera qu'en 1789, et cela paraître naturel à certains observateurs (3). Et ailleurs : « Une réaction était faite contre ce régime sans nom : l'absolutisme sans la grandeur, le despotisme sans l'extension (4) ».

Quand l'abbé Fiard s'étonne que Calchastre ait profité en 1788 de la chute de la Bastille (5) il n'y a guère le droit de lui reprocher la révélation d'un projet machinatoire, car fut-il si prophète, Calchastre ?

Cette Bastille, sans être cruelle pour les prisonniers comme des tyrannants l'ont prétendu, symbolisait surtout aux yeux du peuple et des étrangers le pouvoir absolu du monarque. C'est pour quoi l'abbé Fiard dans ses *Mémoires sur la Bastille* (6) l'appelle « le monument du despotisme ». Et la preuve qu'elle était particulièrement l'objet de l'exaspération populaire, nous la trouvons dans les *Mémoires Secrets de la République de Lettres* nous apprenant que le 12 mai 1775 le général de la garnison du palais des mesures pour empêcher une émeute de s'emparer de la Bastille et de l'Arsenal. En 1788, à l'Académie française l'abbé Moreau donne le titre de *Village de Lettres VII* qu'a composé un autre abbé l'abbé Noël qui est professeur à l'Université de Paris dit qu'il est « l'ouvrage le plus sage de cet écrit qui fut le plus applaudi ? Celui-ci :

« Ils tomberont peut-être un jour à terre... et la plus grande et la plus utile des pompes, ces pompes mécaniques, ces hauts mâts des vaisseaux, ces machines à vapeur, ces machines se consumeront lentement dans les ardeurs du despotisme, ou n'arriveront au monde que pour s'y trouver sans usage, dans un désordre et dans

(1) *L'Espion anglais*. Londres, 1780-1781, in-12, T. V, p. 321-322.

(2) Louis Madelin : *Le premier siècle de France de la Révolution*, p. 10.

(3) Abbé Fiard : *La France trompée par les magiciens et démonolâtres du XVIII^e siècle...* Paris, « l'an dernier du XVIII^e siècle, imprimé l'an 3 du XIX^e », in-8°. Ne confondons pas en bleu les traces antiques, nous considérons le plus sûr. L'ouvrage de cette œuvre comme venant au début, p. 188 et 189. Et nous voyons cette œuvre de Calchastre est bien vague : « je retournerai en France, dit-il, pour y voir la Bastille, soit de voir de une première fois, soit de la voir de la seconde fois ». M. L. Moreau, *Calchastre à M...*, le 20 juin 1789, plus connu sous le titre : *Calchastre à M...* et publiée aussi sous le titre : *Traduction d'une lettre du comte de Calchastre à M. M..., trouvée dans les débris de la Bastille*. Paris, S. D. Un manuscrit de la lettre se trouve à la Bibliothèque de l'Arsenal, 12377, fol. 114 recto. Sous le titre de l'abbé Lecanu (*Revue de la France*, t. I, N^o 1, p. 240) et de Calchastre acquiert la valeur d'une certitude : « L'abbé Noël, l'abbé Fiard et l'abbé Moreau par les livres, et que Calchastre avait écrit sous le nom de Calchastre ».

(4) Londres, 1783, in-8°.

ous l'empêcher à titre de grâce l'honneur même de leur prison. Ils tomberont... »

Cette même année toujours, Sylvain Maréchal ose publier son *Almanach des honnêtes gens* où il substitue aux noms des Saints ceux des personnages célèbres de tous les temps. On enferme l'auteur à Saint-Lazare et on exile le censeur qui avait autorisé la publication ; mais quelle anticipation symptomatique ! Et, nous l'étant cette ire de l'Antorité, le procureur général du Châtelet en novembre 1788 parle de « la liberté destructible de la Presse » ! Ce qui suggère à Guimard cette réflexion :

« C'est avec plaisir qu'il faut l'on parle au Châtelet, dans ce tribunal qui l'on voit, il y a quelques années, tout prêt de condamner aux galères le pauvre M. De la Harpe pour avoir fait un livre presque aussi moral qu'ennuyeux, intitulé *La Philosophie de la Nature*. »

Même si nous voulons donner à la phrase de Cagliostro la valeur d'un pressentiment, ce pressentiment ne ferait qu'en corroborer d'autres, bien antérieurs et aussi sensationnels.

En 1743, le 10 juillet, d'Argenson écrit : « La Revolution est certaine en cet état-là ». Le marquis de Mirabeau affirme quelques années plus tard : « L'État est très voisin de sa ruine », et M^{me} de Tencin déclare : « A moins que Dieu n'y mette la main, il est impossible que l'État ne culbute ». Et pourtant à cette époque la production philosophique est bien faible encore. Ce n'est même qu'à partir de ces dates qu'elle commence à se propager. Il y avait bien eu auparavant les *Lettres Philosophiques* de Voltaire, qui avaient orienté les esprits vers le libéralisme de la Constitution anglaise — ce qui est, nous le concédons, un fait d'une énorme importance, mais les imprécises politiques et religieuses étaient noyées parmi tant de considérations d'ordre littéraire que leur influence malgré le jugement qui condamna le livre au feu, s'en trouvant fort amoindrie. Ce n'est qu'en 1748 que paraît *l'Esprit des Loix* de Montesquieu et en 1749 *La Lettre sur les Aveugles* de Diderot. Quant à *l'Encyclopédie* son premier tome ne sera lancé qu'en 1751. Seulement pour un historien bien pensant (dans le sens que l'on est convenu d'ajouter à cette épithète) ce n'est pas un argument susceptible de diminuer la responsabilité des philosophes. Au contraire, M. Louis Madelin avoue que « la Revolution n'eût été pas pour diverses raisons qui ne pouvaient d'ailleurs qu'en ajourner l'explosion », et, après l'avoir ainsi considérée comme inévitable, il en

(1) Citations de M. Louis Madelin.

Charge, comme M. Taine, de révéler les idées-philosophes. Ils ont pour lui apporté l'idée : sans l'intervention de la philosophie, elle ne se pouvant consommer. C'est une erreur de croire que les hommes se soulèvent pour une idée. Ils se soulèvent quand ils ont le ventre creux, et l'idée n'apparaît ensuite que pour justifier leur révolte. Puis cette idée devient un drapeau pour les mystiques, qui vont parfois dans leur ferveur jusqu'à lui sacrifier leur vie. Mais elle serait par elle-même capable d'émouvoir la multitude. Si par une opération magique comme il s'en rencontre dans les contes de fées, Louis XVI, Marie-Antoinette et le Dauphin appelés par la foule crédule à le le dévorer, le le dévorer et le petit enfant avaient pu lui donner du pain, la République serait restée dans les limbes de longues années encore.

C'est encore le marquis d'Argenson qui va nous en fournir la preuve. Tout son *Journal* n'est qu'un cri d'alarme devant le danger qui assaille la royauté et le mécontentement, de plus en plus flagrant, de la nation tout entière : « Les provinces périssent, écrit-il le 4 novembre 1747, nulle agriculture, nul commerce... *Qu'est-ce que cela deviendra dans quelques années !* Qu'est-ce que cela est déjà ! Il se plaint des « débauches » de la Cour en évoquant les descriptions de Pétrone ; tandis que les affaires politiques demandent le plus grand sérieux : « On vilipende le roi dans des libelles, on s'en moque dans les chansons, on le caricature dans des estampes. On lui prédit dans une prophétie en vers : *que ses sujets se révolteront* » (1^{er} mars 1749). La famine s'accroît, la misère fait fermenter la colère du peuple, et cependant à Versailles on continue à dépenser et à s'amuser. « L'illumination est augmentée chez la reine » (6 fév. 1748). La Pompadour est si contente de la chaise percée que lui a faite Magon, chimiste du faubourg Saint-Antoine, qu'elle obtient pour lui une pension de 3 000 livres ; et le sellier Fontaine en reçoit une de 4 000 pour lui avoir livré une « belle berline » (12 mai 1749). On ne paie plus les gages des domestiques, ni même les fournisseurs : « Les palefreniers du roi demandent l'arriéré », mais pour les ballets de la Cour on donne des habits neufs aux acteurs. « *Le Devin du Village* a coûté au roi plus de 50 000 cens » (10 rev. 1752) : « Chaque voyage aux machines de Fontainebleau, de Versailles, de Trianon, coûte cent mille livres... cette ruse de royauté est un avertissement pour la nation » (11 fév. 1752).

Écoutons ce qu'il écrit à la date du 7 septembre 1752 :

« La mauvaise issue de notre gouvernement monarchique absolu achève de persuader en France, et par toute l'Europe, que c'est le plus mauvais de

toutes les espèces de gouvernement... Nous voyons ici dans un grand jour sous le régime actuel : un prince doux, mais de nulle activité, laissant aller les choses dont les abus, commencés par l'orgueil de Louis XIV, vont nécessairement à l'excès, et qui, quand il le verra, quand il le sentira, quand il le verra, quand il le sentira, des choses sous l'empire des préjugés du temps sous examen ; par là tout va de plus en plus à la perte nationale, tout tombe par morceaux, et les passions particulières cheminent sous terre pour nous miner et nous détruire.

« L'opinion chemine, monte, grandit, ce qui pourrait commencer une RÉVOLUTION NATIONALE. »

Saviez-vous d'Argenson ? Il y a dans son *Journal* des accents tellement prophétiques que la nécessité d'un complot pour expliquer la Révolution apparaît comme une évidence. — On ne parle, écrit-il, le 1^{er} mai 1741, que de la nécessité d'une prochaine révolution par le mauvais état en est le gouvernement du dedans... *Peut-être demanderait-on au conseil ce qu'il en pense les États Généraux de la nation*. — Tout le monde espère la Révolution. — Le 1741. — On ne parle que de cela, et jusqu'aux bourgeois tout en est imbu. — Les villages sont en ruines. Le pain augmente. On chässe les pauvres des hôpitaux. — faute de pouvoir les nourrir. — Et en même temps, on bâtit à Versailles, proche de l'hôtel de la marquise de Pompadour, un vaste théâtre d'Opéra où il pourra, dit-on, tenir jusqu'à 4 000 personnes. — On va tirer à Versailles un feu d'artifice dont une seule bouffe coûtera 2 000 écus et une seule fusée 800 livres. — La fête coûtera plus de deux millions. — La Cour est le tombeau de la nation. — Et d'Argenson prévoit une «*tot* de révolution où l'on élirait de véritables tribuns du peuple, des communes, des communes, et où le roi et les ministres seraient privés de l'autorité et du pouvoir de nommer. — La Bretagne se révolte, la Normandie se révolte, l'Auvergne se révolte, le Dauphiné se révolte. Et dans ces deux dernières provinces la noblesse s'en est mêlée et s'est malheureusement mise à la tête des séditieux. — On étouffe ces révoltes. On étouffe les séditieux, on tire. Mais quel levain qui fera un jour de border la France et le cadavre des victimes ou des parents de ces victimes ! »

Le 2 juin 1752 d'Argenson pousse ce cri d'indignation : — Enfants opprimés sous des prompts injustes et stupides, voilà les peuples d'une monarchie absolue. »

Le 29 août 1753 cette définition de la Cour : «*une terrible école de cruauté et de ruses pour dans les familles*. » A cette époque il y a les fêtes provinciales plus la messe aux soldats, mils matelots, mais «*comme* » part deux millions pour donner des fêtes pendant le voyage de Fontainebleau. »

Que pense le roi de tout cela ? « Il ne pense rien, dit d'Argenson, *aujourd'hui le jour...* L'abbé Chauvelin, dans une de ses harangues, a dit en propres termes que « c'étaient les derniers soupirs de la royauté mourante ».

Le peuple chansonnait Louis XV — et dans quels termes ! Des placards injurieux, souhaitant sa mort, sont accrochés aux grilles du château : « Tu vas à Chelisy, que ne vas-tu à Saint Denis — Et M. de Sartine, le lieutenant général de police, répond à ceux qui s'en indignent : « Si je voulais faire arrêter pour des propos, il faudrait que je fisse arrêter tout Paris. »

Qu'arriverait-il à l'écume le marquis d'Argenson ? Les Parisiens sont en grande combustion intérieure. — *Une lie de l'air et plus à craindre que jamais* » (20 juin 1754). Et cinq jours après il écrit :

« Les opinions nationales prévalent et peuvent l'emporter. L'on observe que jamais l'on n'avait repété les noms de *Nation* et de *Liberté* comme aujourd'hui ; ces deux noms ne se prononçaient jamais sous Louis XIV, et l'on n'en avait seulement pas l'idée. L'on n'a jamais eu si haut qu'aujourd'hui des droits de la nation et de la liberté. Moi-même, qui ai toujours médité et ~~pensé aux malheurs de la France de ces malheurs~~ *pensé aux malheurs de la France de ces malheurs* que ma conscience autrement tournée qu'aujourd'hui. »

On n'eût pas prononcé sous le grand roy les deux mots prophétiques, certes ! « on n'en avait pas seulement l'idée ».

De même que le Christianisme a divisé en deux espèces les êtres qui occupent la terre : l'homme et les animaux, accordant l'intelligence au premier et ne concédant que l'instinct aux seconds, il semble à toute la France d'alors — aux pauvres comme aux riches — que l'humanité se divise justement en deux classes, celle qui doit commander et pour de la vie et celle qui doit peiner et obéir. L'idée qu'un jour viendrait où ces deux classes se pourraient confondre ne paraît alors réalisable que dans le domaine de la Fable. C'est avec l'ingénuité de l'enfant de province d'ailleurs que Mme de Sevigné écrit : « On raconte Dieu qu'il y a des hommes qui, pour douze sols, vendent l'un faire ce que d'autres ne feraient pas pour cent mille écus. » Ces ouvriers et ces *lâches de sénateurs* — que sont les paysans — sont aussi nécessaires dans leur humilité à l'équilibre social que la domination des puissants. Un tel ordre est considéré comme d'origine divine. Et lorsque Massillon fait reproche au Roy du haut de la chaire de sa conduite un peu libre à l'égard de la religion religieuse, il ne peut que se voir qui attend de l'enseignement la sagesse de ses propos, de lui faire remarquer que Dieu a placé les Grands à la tête des autres hommes pour

quels peuvent être serviteurs d'un peuple. C'est la thèse du servage noir en politique, par laquelle on peut essayer de s'expliquer dans la France unitaire l'absence d'émancipation de la Pologne. Sur ce point l'avis est presque unanime. Les accès de révolte qui, à certaines époques, ensanglantent l'histoire sont des révoltes d'esclaves contre les exes de la servitude, non contre la servitude même.

On a tenté de prouver que le plus grand moyen pour assurer la libération de l'humanité, c'est de donner des leçons d'humanité qui nous font attendre au Congrès de la Démocratie de la France dans le monde antique; il n'y a guère de pays où l'on pouvait penser tout autre servage par exemple, l'existence même de toute société. Le Christianisme a subi une déformation, l'Église assurant des traitements envers les faibles, et en sortant les mêmes paroles de pitié et non de justice, que nous retrouvons chez ceux qui au XVIII^e siècle proposent eux aussi et sans s'en douter la transformation du statut national. On ne songe pas plus à la démission des grands qu'à l'exil d'un des petits. L'Église semble aussi méconnaître que la parole. Pour d'Almeida la liberté est un bien qui n'est pas fait pour le peuple, car le peuple est un enfant terrible qui tombe et se relève sans qu'on le laisse tomber seul et qui ne se relève que pour battre sa gouvernante. La philosophie de Diderot se tient au-dessus de la morale. Pour Voltaire, la multitude est ignorante et bêtée, elle est faite pour servir et doit être laissée en servitude. Et que d'autres phrases d'un même genre en permettant d'être que synthétisent bien ces mots d'une lettre à Diderotville (17^e avril 1769) : « Il me paraît essentiel qu'il y ait des gouverneurs. » Mme Mably, dont se réclame Marat et dont Barras et Bonaparte prétendent de réaliser les idées, Mably qui avait été un des premiers à proclamer que « les rois sont faits pour les peuples et non les peuples pour les rois », comment dans *Les Droits et les Devoirs du citoyen* conçoit-il ces droits et ces devoirs ?

« L'homme est un être d'instinct, d'instinct de la nature, qui semble avoir destiné son être à se consacrer à servir cette loi de l'humanité à ne servir, si ce n'est par le travail, que de servir à vivre en de la société, par la pesanteur d'une qui l'empêche de penser. »

Le livre que Fleurbaey attribue à l'avilissement et la ruine de la République est donc une œuvre à l'empire démocratique. L'ouvrier ne doit avoir aucune part à la souveraineté : « On ne doit admettre au gouvernement d'État que les hommes qui ont un héritage parce que le travail manuel avilit l'âme des autres. *Eux seuls ont une patrie.* »

Ils sont prêts à voir l'ordre la pensée de l'ordre exprimant l'obligation et se trouvent les maîtres de tromper le peuple par ce qu'il ne peut reconnaître le verbe du peuple d'admettre eux supérieurs et par ce qu'ils sont justes mais parce qu'ils sont supérieurs ».

Et la bourgeoisie, une fois victorieuse des deux autres Ordres, admettra le concept du long temps et de la République mais l'opposition de Thiers à l'Instruction obligatoire pour tous et la destruction pouvant déterminer un caractère d'ordre et l'ordre n'est pas réservé à tous ».

En 1794, l'ordre est le principe de la révolution du peuple français à celle du peuple romain, comme le dit son *Revue de la République* : « nous n'en avons bien si on disoit : *la majesté du peuple français*. » (1)

Quand en 1796 Montjoye s'écrie : « Peut-on bien, sans rire, dire le citoyen Sanson le citoyen Sanson... il trahit. En, contempteur du nouvel état de choses et qui n'en devient pas l'ennemi par le partage par tous les Français même aux premières heures de la Révolution.

Cependant qui oserait affirmer que dans une vague promesse de l'avenir, l'âme de certains esclaves n'abritait pas ce rêve ?

* * *

Nous ne faisons pas ici allusion au courant d'idées qui, de long des âges, se sont répandues en Europe. Que Thiers fasse remonter la Révolution à la Réforme de Luther, Louis Blanc à la propagande de Jean Huss et de Jérôme de Prague et Buchez à la prédication de l'Évangile — ce sont là des anticipations que l'on pourrait multiplier et qui n'ont avec le sujet qu'un rapport lointain. La question est de savoir si les actes de la Révolution au XVIII^e siècle n'ont pas aidé à changer en révolte des esprits cette rébellion larvée des corps.

« On ne sait quel esprit de vertige s'est emparé de ces malheureux (les gens de la campagne) — écrit l'abbé de Maréchal en 1777 — mais on en croit qu'ils semblent des révoltes qui parlent de guerre civile et n'attendent que par là un changement de sort. » (3)

Et Jean-Jacques écrit en 1780 :

« Nous approchons de l'état de crise et de l'ère des révolutions. » (4)

(1) *Paris*, 1794, in-16, T. I, p. 294.

(2) *Journal de la République*, 1794, T. I, p. 116.

(3) *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres*, T. XXX, p. 360.

(4) *Emile*, Genève, 1780, in-12, T. II, p. 99.

Combien de fois a-t-on cité aussi le passage de cette lettre que le 17 mars 1771 Voltaire écrivait en ce temps de Chauvelin, alors ambassadeur de France à La Haye :

« Tout ce que je vois jette les semences d'une révolution qui arrivera inmanquablement, et dont je n'aurai pas le plaisir d'être témoin. Les Français arrivent tard à tout, mais enfin ils arrivent. La lumière s'est tellement répandue de proche en proche qu'elle éclatera à la première occasion ; et alors ce sera un beau tapage. Les jeunes gens sont bien heureux, ils verront de belles choses. » (1)

En 1771 parut également sur le mot *royalement* l'édicule de M. de Tilly dans ses *Mémoires Secrets* (2), le 3 juin, et le lendemain ce site parisien prend une note extraite — dix huit ans avant la Révolution française :

Le mot *Royalement* jadis était louange ;
 Tout ce qu'on faisait bien était fait comme un roi.
 On disait comme un Dieu, comme un Roi, comme un Ange ;
 Mais aujourd'hui ce mot est d'un tout autre aloi.
 Juger *royalement*, c'est dire n'y voir goutte,
 Et n'écouter jamais qu'un gueux de chancelier ;
 Payer *royalement*, c'est faire banqueroute,
 Vivre *royalement*, c'est être putassier.

Le comte de Tilly l'auteur du fameux distique sur Louis XVI, d'ailleurs d'une inspiration discutable :

*Il ne sut que mourir, aimer et pardonner ;
 S'il avait su punir, il aurait su régner,*

à propos des *Mémoires* sur la fin du XVIII^e on nous glanons cette curieuse petite note que l'auteur 1781 M. de Noce un jour ou il chassait dans ses terres en Normandie :

« Monsieur, me disait-il, ouvrez nos fastes, nous sommes une nation à tragédies, depuis longtemps nous n'en avons que sur nos théâtres. La Fronde, les guerres de religion, la Saint-Barthelémy même, *tout cela est pâle à côté de ce qui nous attend*. Vous m'en direz des nouvelles de l'autre côté de la tombe, si l'on s'y revoit. La reine est détestée, le roi est faible ; le ministre inhabile *est le seul qui nous a sauvés de la ruine*. La France perira, monsieur, et de votre temps ; *c'est un fer vieilli qu'il faut retremper dans le feu, dont il faut rajeunir la dégradation dans le sang.* » (3)

(1) Cette lettre fut révélée pour la première fois au public dans l'*Almanach littéraire ou Étrennes d'Apollon*, par M. d'Aquin de Château. Lyon, Grimm en parle dans sa *Correspondance* en janvier 1790.

(2) ... *pour servir à l'histoire de la République des Lettres*... dits *Mémoires de Bachaumont*. Voir plus loin la référence complète.

(3) Tilly (Comte de) : *Mémoires pour servir à l'histoire des mœurs de la fin du XVIII^e siècle*. Londres, 1828, in-8°, T. II, p. 24.

Mais même au xvii^e siècle il n'est pas que les libertins pour trouver que la royauté est malade.

Dans son Histoire de la Vie de Fénelon (1), le chevalier de Palmyra attribue au célèbre prélat les paroles suivantes :

« Quand les souverains s'accoutument à ne reconnaître d'autres que leurs volontés absolues, ils suppriment les fondemens de tout gouvernement, et font une Révolution soudaine et violente qui, loin de modérer leur autorité, l'augmente, l'étend et la rend insupportable. »

Si on veut douter que ces paroles aient été prononcées par Fénelon, le fait qu'elles se trouvent rapportées dans un ouvrage paru en 1721 n'est-il pas déjà assez significatif ?

Autant lui-même ne prévoyait-il pas le cataclysme français 1789 — toujours sous Louis XIV — dans son *Mémoire sur la décadence de l'édit de Nantes* où il flétrit sous le nom de *harpes* tous les écrivains d'impôts et gens de finance, il écrivait ces lignes pathétiques :

« Les villes, les grands chemins sont pleins de mendiants chassés de chez eux par la faim ; la dixième partie du peuple est réduite à la mendicité et mendie effectivement ; sur les autres neuf dixièmes, cinq ne peuvent faire l'aumône, et, sur les quatre qui restent, trois sont fort mal aisés. »

Quelques années après, Locke fait un voyage en France. Voici le passage de sa relation :

« 15 septembre. Bordeaux. Grave. — C'est du coteau qui porte ce nom que vient l'excellent vin de Grave. J'ai causé long-temps avec un paysan qui m'a dit qu'il avait trois enfans en bas âge, et que pour nourrir sa femme, sa femme et ses enfans, il gagnait sept sous par jour. Les dîners à l'ordinaire payent la taille, le loyer de la cabane et vivent non seulement pendant les jours ouvrables, mais les dimanches et jours fériés, puis on va à la messe le soir. La maison de ce malheureux, ou plutôt la baraque où il se réfugie, ne se composait que d'un toit et d'un mur, sans porte, sans fenêtres ni cheminée, découverte par le vent et le soleil le plus ardent. Il tenait ce pauvre monde sous son bras, par les bras jointifs. Quelques jours auparavant, le corseaux avec une volée de poules du marais, se promenaient et broutaient. Pourvu qu'ils eussent ces pauvres gens, on ne leur donnait que du pain de seigle et d'avoine, et de leur ragoût, c'est-à-dire du saindoux, et dans le pays d'Aunis, leur ragoût est encore plus horrible. » (2)

(1) *Histoire de la Vie de Mgr François de Salignac de la Motte-Fénelon, Archevêque d'Auxerre, duc de Cambray. La Haye, 1723, in-12.*
(2) Recueil par Louis de Camille, *La noblesse de France*, 1888, t. 1, p. 188.

Auguste Nodding, *Journal des États qui se sont tenus à Vézelay, en France, en 1744* — cités toujours la date — écrit : « On y vit déjà la germination de la révolution, ce souffle égalitaire qui passa sur la France de 89. » (1)

Et pour ces protestations, on pouvait en recueillir en tous lieux jusqu'en Vendée, par Restif de la Bretonne au moment de la prise de la Bastille : « De tous les gens de lettres, je suis le seul qui craigne le peuple. *Prenez garde, nous le sçavez, une révolution se prépare.* » (2)



Et pour tout, ces dangers que nous empruntons aux aïeux, par leurs peurs, par leur situation sociale, par leur profession ecclésiastique ou par leurs autres professions, n'ont pas dû être favorables au jacobinisme. Il serait trop facile de leur chercher des références chez leurs adversaires, les ennemis de la Révolution. Mais que le fait d'attribuer celle-ci aux fautes des Grands plus qu'au courage et à l'habileté de leurs ennemis ne leur causerait probablement aucun plaisir.

D'abord M^{me} de Staël :

« Il faut attribuer la Révolution à tout et à rien ; chaque année du siècle y conduisait par toutes les routes. » (3)

Sénac de Meilhan :

« Les Grands, avant d'être dévorés, et ceux des Grands s'étant étendus en se dévorant, ont été dévorés avec des dents d'égalité, indifférentes d'abord aux rangs, et se précipitant sur leurs rangs, qui croyaient n'avoir qu'à gagner dans l'établissement d'un régime républicain. » (4)

M. Albert Sorel :

« Ce n'est pas le révolutionnaire qui détruit le gouvernement, c'est le gouvernement qui est détruit que la Révolution triomphe. » (5)

(1) Auguste Nodding, *Journal des États tenus à Vézelay, en France, en 1744*, réédité par la Société de l'histoire de France, Paris, 1864, in-12.

(2) Restif de la Bretonne, *Le Peuple, ou l'histoire de la Bastille*, p. 104, Paris, 1793, in-8.

(3) M^{me} de Staël, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, Paris, 1818, T. I, p. 88.

(4) Sénac de Meilhan, *Le Peuple, ou l'histoire de la Bastille*, p. 104, Paris, 1793, in-8.

(5) Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution*, loc. cit., T. II, p. 3.

Il faut lire les pages d'une argumentation si délicate en Caro, qui renvoient aux opinions politiques pourtant bien mal dressées, mais la belle poussée de l'esprit d'opposition à une époque où l'on s'attache à la propagande philosophique — poussée provoquée par tant de causes dont la responsabilité incombe uniquement aux fautes du régime et à Louis XV « coupable d'avoir trompé si cruellement l'attente et le bon espoir de son peuple ».

« Ce qu'il faut bien comprendre, écrit-il, c'est que contrairement à la croyance commune, la révolution n'est pas venue pour briser plus tard avec elle préparée par d'autres maux, par d'autres principes, par d'autres idées déjà dans les âmes, la philosophie n'en fut que l'explosion. » (1)

Ailleurs, en parlant de la convocation des Etats Généraux :

« C'était déjà le châtiment, en attendant le coup de foudre qui venait de dispenser toutes ces grâces faites et promises aux nobles fortunes. »

Et plus loin, rendant compte de l'ouvrage *Le Secret du Louvre* du duc de Broglie reproduit la correspondance, ignorée du manifeste, qu'il entretenait avec Louis XV, Caro aboutit à cette loyale conclusion :

« Que la Révolution se soit bien faite, c'est une autre question à discuter. Qu'elle fut nécessaire, c'est ce qui ressort avec évidence de chaque page de ce livre. C'en est la leçon suprême et l'inexorable moralité. » (2)

Des royalistes comme Horace de Viel-Castel sont arrivés à cette triste constatation :

« En réalité, royauté et société étaient mortes, leurs cadavres restaient debout, mais l'esprit ne les animait plus, chacun avait contribué à cette mort : royauté, clergé, magistrature, noblesse et peuple. » (3)

Et il sied de remarquer l'ordre que suit l'auteur pour établir les responsabilités.

M. l'abbé Lecanu, parlant du début du XVIII^e siècle, écrit :

« Le désordre était dans toutes les têtes, l'arriver de la nouveauté, l'esprit d'opposition, le besoin vague et indéfini d'un changement de situation, d'une transformation qui cherchait à s'opposer à son point d'arrêt et dans des intérêts de rang, de bien-être et d'honneur, en opposition avec tous les autres intérêts, mettaient en fermentation les deux nations, tout état compris, nobles-

(1) E. Caro : *La fin du XVIII^e siècle*. Paris, 1880, in-16, T. I, p. 4.

(2) *Ibidem*, p. 104.

(3) Horace de Viel-Castel : *Monarchie absolue et la Révolution française*. Paris, 1839, in-16, p. 19-21.

«... la France était alors... les Français qui tenaient le gouvernement étaient... la France n'avait pas le droit de rester au fond du sac, derrière la vague. » (1)

Mais M. H. Carré dans le 21^s livre qu'il a consacré à la Révolution a fait passer à la fois la Renaissance, le Protestantisme et la Libre-Pensée, avec ce que le despotisme de Louis XIV et les orgues de la Régence rendirent nécessaire une rénovation sociale (2) ».

Enfin — car nous pourrions multiplier les exemples — cette page de M. Ernest Daudet, qui ne passe pourtant pas pour un écrivain favorable aux Jésuites — page où se resument les craintes ou les espoirs de tous les auteurs ou mémorialistes que nous avons cités :

« En fait le règne de Louis XV avait rendu la Révolution inévitable. Le Français n'était pas tout à fait à la mort de ce prince, il apparaissait déjà l'homme nouveau par l'esprit et le cœur. La question qui se posait était celle de savoir si le siècle postérieur, celui de l'Autre, à son jour et à son heure, pour le Français royal et offert aux sujets, ou violemment attiré par les réformes populaires. La monarchie de droit divin avait fait son temps, le peuple se préparait à entrer en scène. Le moment approchait ou il faudrait, par des réformes spirituelles, devancer ses exigences, à moins de s'exposer à le voir les fulminer sous une forme ardente et contre tout droit d'y céder ou de les noyer dans le sang. » (3)

* * *

La raison pour laquelle la Révolution n'est pas venue plus tôt, ce n'est ni parce que la Franc-Maçonnerie n'était pas assez influente, ni parce que la philosophie n'avait pas encore suffisamment éclairé les esprits, mais simplement parce que le Français est par nature hostile à un changement qu'avant le mal il appréhende toujours le pire. Et M. H. Carré a excellemment résumé cet état d'âme en écrivant :

« Le Français a toujours prêté de la terreur instinctive qui suit les masses en présence de l'inconnu. » (4)

(1) Abbé Lecenu : *Sociétés secrètes : Franc-Maçonnerie, Charbonnerie, Jacobinisme Rose-Croix...* In *Revue du monde catholique*, Paris, in-8°, T. XI, n° 66.

(2) *La France sous Louis XV*, Paris, 1885, T. VIII, p. 2^{de} 2^{de} 1.

(3) Ernest Daudet : *À travers trois siècles*, in-16, Paris, Hachette, 1915, p. 77.

(4) H. Carré : *La France sous Louis XV*, Paris, in-8°, p. 239.

LA RESPONSABILITÉ DES HAUTS GRADES

L'innocence ou même le non-culpabilité de la Frère-Maçonnerie, on verra plus loin pour quoi nous étalons ce *destage*, est tellement évidente pour qui suit la filière d'elle et de ses pères, qu'il nous faut **rechercher comment a pu s'accréditer la fable de sa participation effective à la Révolution française**. Il n'est pas sur, d'ouvrages de Richer, des abbés Le franc, Barnuel et Preyart, du chevalier de Mallet de Lognonne, de Pouget de Saint-André et de tous ceux qui, comme M. Léon de Poncins de nos jours, suivirent la même inspiration pour la faire triompher, ~~si les auteurs n'avaient pu la justifier par un *libellé* ou de *présomptions*~~ *presomptions* équivalant, pour le public non averti, à des preuves. Pour les prêtres hostiles à l'Ordre le fait que la Papauté avait excommunié les ~~frères-maçons~~ *frères-maçons* leur donnait ~~un *libellé* ou de *présomptions*~~ *un sujet de méfiance* — et comme cette Papauté, cherchant toujours par une adroite tactique à mettre le Temporel dans son jeu, avait insisté que les *libellés* *maçonniques* poursuivaient le ténébreux projet de détruire non seulement la religion mais la monarchie, toute une littérature des fausses nouvelles de la Frère-Maçonnerie, ayant propagé l'inculpcation la Révolution qui en somme, s'avançant à quoi s'en tenir sur cet illusoire danger, n'avait guère pu être ~~qu'une *œuvre de propagande*~~ *qu'une œuvre de propagande* au V^e siècle, de ~~combattre~~ *combattre* en la V^e sa rigueur contre la Venerable Confrérie — ne s'étant manifestée que par des amendes pour les traîtres et des remontrances molles pour les d'inculpqués eux-mêmes. Il n'en est pas moins vrai que la campagne des adversaires s'étant continuée durant tout le XVIII^e siècle et les ténébreuses même, en en déniant la fausseté, en ayant improprement propagé la teneur. Les libelles contre la S^ete peus avant 1789 sont assez nombreux, mais leur effet fut d'être une impaire si les circonstances n'étaient venues leur donner un semblant de vérité. Les soup-

les sombres et fins d'arguments miettendus en mœuvres et les pontifications d'ignorance sont toujours le point d'aton en proclamant une fausse solution. Les Cérémonies des Cathédrales et les Joutes au cours des siècles avaient été ainsi les victimes expiatoires des forfaits qu'ils n'avaient pas commis.

L'insuccès parti sur la Frase Mœvemente par Bernadine faisait que certains d'entre eux se croyaient par l'Église de Rome contre l'Ordre mais sans cela à payer au cours de ce livre la suspension que ses adversaires jetaient sur ses travaux et les mesures de rigueur qu'ils provoquaient de la part de certains gouvernements. Rapports du mystère de ces travaux. Nous ne pouvons pas déguiser les faits nous ne voulons pas le trahir et le trahir. Or le jour en est venu et s'est trouvé et trahit et le trahir en toutes manières. Il ne faut pas croire que les catholiques militants nourris de la casuistique de leurs maîtres - et héritiers de leurs ressentiments - et même que des grands sapeurs mystiques tels que Robison et Nicolai pour qui les événements les plus tragiques se compliquent de subtilité, ne vissent dans ce problème un renversement de valeurs que sanctionna la Révolution le résultat attendu de la dernière prophétion ? Nous voyons la se produire le phénomène incompréhensible pour qui ne l'étudie pas à ses sources, d'un mouvement que peut suivre, à travers les âges et les esprits, une certaine interprétation tardive. Que de malheurs en de nombreuses ont pu justifier les vibrations de pessimistes, alors que ces malheurs ont été une autre chose que celle qu'ils avaient prévue. Quel peut-être le motif d'élégance pour le philosophe de tout parti pris que le duel de la logique imaginative et de la logique raisonnée !

Les choses se précipitent la que des prophètes romanesques dont la portée est de tout de même réelle si une dévotion n'avait paru les empêcher. Or cette dévotion est le ritualisme de certaines obédiences de degrés supérieurs la fournissant - et parmi ces degrés singulièrement celui de Kadosh. Le Kadosh, en effet, jurait l'âme aux prêtres et aux rois. Comment ce grade avait-il pu être adopté par les adeptes de la *Stricte Obédience* par le *Grand Procès*, par le *Système suédois* et proclamé par plusieurs de ces Pénitences maçonniques qui, sous prétexte de secret, se taisaient parmi les maîtres, suivaient des rites nombreux aux multiples appellations. Ici un rappel d'ordre historique est nécessaire. Lors de la publication de l'ouvrage sur la condamnation des Templiers avait paru l'acte pénitentiel un assez vif écho. On se rappelait le mot

tendant Charles-Edouard, les Ecossais, qui ont défendu en France la cause stuardiste, se dispersent parmi les loges orthodoxes (entendons par là obéissant aux *Constitutions d'Anderson*) ; seulement ils se trouvent là dans un milieu aux tendances égalitaires qui convient mal à leur aristocratie.

C'est alors que l'on voit fleurir en France — et plus tard à l'étranger — les Puissances nombreuses, auxquelles nous avons fait allusion plus haut, *les Puissances* des trois premiers degrés ou loges bleues.

Ce Ritualisme, il faut l'imaginer de façon que les adeptes demeurent les serviteurs du monde. Le monde, c'est le monde qui a été créé par Dieu, et qui est le monde des hommes, des animaux, des plantes, des minéraux et des métaux. Nous voyons peu à peu se former en maçonnerie ce qu'on a appelé le *Ritualisme*. Les frères haut titrés s'affublent de vêtements signés de la croix rouge et brandissent des rapières. Ils sont non seulement les vengeurs du monde, mais ils sont les vengeurs du monde qui a été créé par Dieu. L'exode des Chevaliers. Ceux-ci, dispersés par l'ordre du pape, ont échoué en Ecosse. Là ils ont mystérieusement continué leur mission de libération des peuples hors de l'emprise de tout despotisme — et les francs-maçons écossais se doivent de poursuivre cet apostolat. C'est un apostolat héroïquement dementiel parce qu'aucun document ne permet d'attribuer un concept aussi pathétique à ces chevaliers mi-moines et mi-soldats, qui, incultes et brutaux comme on l'était à leur époque (à l'exception de quelques penseurs isolés), étaient plus soucieux d'accroître leurs biens matériels que de libérer le monde. Le monde, c'est le monde qui a été créé par Dieu, et qui est le monde des hommes, des animaux, des plantes, des minéraux et des métaux. C'est un mystère qui permettrait et permit toutes les suppositions. Il en fut d'eux comme de cette *terra incognita* dénommée l'*Atlantide* dont Platon nous a laissé une description de conte de fées et sur laquelle des rêveurs peuvent exercer abondamment, et sans crainte d'être démentis, la fertilité de leur imagination. Du moment qu'on ne savait rien ou à peu près rien sur les Templiers, on pouvait les décorer de toutes les vertus — et conséquence obligatoire — charger de tous les vices leurs persécuteurs.

Le danger est qu'un rituel généralise. Forcément. Il ne peut être rap-

qu'on les avait faits, sous des dehors et sous des noms qui, par leur nouveauté, qui soulevait des paroles traditionnelles de l'Ordre, pouvaient faire douter de la bonté de son idéal. Et le Grand Orient, dans sa circulaire du 3 octobre 1777 où il annonce qu'il ne reconnaît que les trois premiers grades parle avec méfiance de « cette multiplicité de grades », dont le but « s'échappe continuellement à la pénétration du maître le plus éclairé ». Même des chevaliers de Hauts Grades repèrent la tradition templière que Joseph de Moustre, alors maître, trouve ridicule : *Les Chevaliers d'Orient* de Paris, les *Elus de la Vérité* de Rennes, le *Rite Ecossais Philosophique* du Dr B. de J. en 1777, voire le *Convent des Grades* en 1778. Le *Convent de Willemstad* en 1782 le repousse aussi, mais n'en deduisons pas comme d'autres commentateurs que c'est pour en mieux l'esprit. Au contraire ! Ce n'est plus sur une fable que l'on entend étayer les travaux mais sur une doctrine vivante, celle de l'Éternel Libéralisme dont le but, nettement avoué, était l'abolition de tout despotisme tant spirituel que temporel. Aussi une certaine réaction ne se trouve répondre dans ses postulats à l'espoir démesuré des Illuminés de Bavière.

En résumé, un court exposé d'idéal poursuivi par cette dernière société secrète : **En 1771 s'était créée en Bavière la Secte des Illuminés, sous l'inspiration d'un professeur de droit canon à l'université nommé Weismantel.** Ses études l'avaient conduit à cette dangereuse conclusion que, la nature ayant donné à tous les hommes la liberté et l'égalité, il était du devoir de ceux de les reconnaître. Pourquoi avait-elle perdu la primitive liberté ? Par l'institution des sociétés politiques et des gouvernements. Qu'avait-elle perdu l'égalité ? Le privilège. Il convenait donc pour récupérer ces biens si les perles les hommes, d'abolir toutes les lois civiles et religieuses sur lesquelles s'appuyait leur domination. Alors l'Europe entière retournerait à l'état d'Éden. C'était de l'Amérique avant la lettre. En Allemagne, certains cercles sympathisaient pour cette utopie. La secte était de multiples ramifications, par la faveur de ses « frères restaurants », parmi lesquels se distinguaient de très hauts personnages. L'organisation secrète comportait plusieurs degrés d'initiation aux quels on accédait par des épreuves sévères. Chaque des frères avait un nom d'emprunt. Weismantel et Spottmann prirent charge d'évangéliser le nord de l'Allemagne pendant que le baron de Knigge, son principal lieutenant, allait, sous le nom de Pöden, porter dans le Nord la bonne parole. Ce serait sortir du thème de ce travail que de rappeler les aventures et les avatars de cette mystérieuse institution. M. Le Forester, dans un ouvrage admi-

rallement documenté s'est acquitté de cette besogne (1). Ce qu'il nous importe de savoir, c'est si elle est parvenue à faire partager son rêve, sa tactique et ses espoirs à la Frate-Maçonnerie. Nous concluons par la négative, partageant sur ce point l'opinion de M. Le Forestier.

Les Français, par temperament, ne sont pas prêts à adopter d'aussi étranges prises. Un illuminé au sens un peu moderne du mot peut se rencontrer qui accepte cet Illuminisme, mais certain on sent que le caractère national y résiste. Il est, de par tout un atavisme, si l'on veut, opposé aux disciplines, ne lui opposons pas les actes révolutionnaires auxquels le poussaient les événements postérieurs) et de nature conservatrice. Nous l'admettons, d'autre part, que la plupart des maçons sont en grande majorité des honnêtes gens, les uns ayant peut-être quelques idées républicaines. Quant aux revues de Lyon, aux disciples de Saint-Martin ou de Wilhelm, l'Ordre bavarois se plait sur un plan trop terrestre pour répondre à leurs surhumains rêves. D'ailleurs tous avouent le désastre de la faillite de la tentative de Weiskaupt pour faire triompher en France son projet à la fois concret et rébarbatif, c'est cela de Knigge le grand certain voyageur de l'Illuminisme. Alors que Buisson, au Palais national, sous le cosinus d'un mélange français, a attendu de la participation aux parades rituelles qu'il a entrepris. Knigge sent bien qu'il ne cachent aucun but, aucun désir de réalisation précise. Oh ! ce Knigge-Pruden a tout fait, après avoir activé la désagrégation de la *Strömungs-Gesellschaft*, pour essayer de reconstituer une association maçonnique susceptible de seconder ses vues — mais, après maintes péripéties que conte M. Le Forestier, il dut convenir de son échec. La Franc-Maçonnerie, du moins en France, était bien peu disposée à greffer un système politique sur un ritualisme construit sur des données imaginaires.

C'était en 1789, Jean-Pierre Louis de la Roche du Maine, marquis de Luchet qui avait attaché le grelot. Son livre *Essai sur la Secte des Illuminés* (2) parut anonymement à Paris en 1789 et ne fut pris en aucune considération. Il enchaîne toutes les sociétés secrètes dans un même défilé destinatif avec une agencement parfait de leurs parts d'ombre et de lumière négative qui inspirent plus tard l'œuvre d'un grand romancier Alexandre Dumas dans sa préface des *Mémoires de Gari-*

(1) R. Le Forestier : *Les Illuminés de Bavière et la Franc-Maçonnerie allemande*, Paris, 1929, 1 vol., 5.

(2) Paris. En 1789 on trouve également cet ouvrage (Paris, 1789, 111 p., 8°) chez de l'Imprimerie de la Cour de France, de la Cour de l'Université, par ses soins adressé à la Cour de l'Université.

(1) Paris une année après, en 1790, alors que la Révolution n'est pas encore assez forte pour interdire à ses détracteurs d'élever la voix, paraît une brochure devenue rarissime, sans nom d'auteur (lequel auteur pourrait bien être encore le marquis de Luchet) intitulée *Le Loge Luchet*. (2) Stanislas de Guanta la juge « prophétique » dans la note manuscrite dont il avait orné son exemplaire. N'attachons pas à cette épithète le sens mystérieux et voulu que lui prêtait S. de Guanta, visionnaire toujours disposé à interpréter l'Histoire à travers le mirage de ses songes. Cet écrit s'est trouvé être prophétique parce que l'exécution de Louis XVI, trois ans après, paraît en corroborer la teneur. Mais de ce que la théorie des Illuminés visant à la destruction de toute autorité il ne s'ensuit pas forcément que la mort du roi de France faisait partie d'un plan de réalisation. D'ailleurs à cette époque l'Illuminisme bavarois a cessé de vivre.

Après Luchet ce sont les Allemands qui, n'ayant pu, de même que les Anglais, suivre dans la vie de la nation française la route désagrégation du régime absolutiste, reprennent le thème. En 1792, c'est Brandes avec son livre *Ueber einige historische Folgen der französischen Revolution, in Rücksicht auf Deutsches Land* (3), puis en 1794 l'auteur inconnu de *Denunciation einer neuen Monarchischen Stürmenden Freimaurerei in Frankreich; zur Warnung der Fürsten und Völker* (4). En 1797 paraît une autre brochure allemande, anonyme, qui eut du succès car deux éditions en furent publiées la même année, dont M. Otto Karman a publié la traduction dans la *Revue historique de la Révolution française* (5), et dont voici le titre en français : *Démonstration convaincante que les Francs-Maçons sont des Jacobins et qu'ils sont jaloux de tous les maux du monde avec des projets philanthropiques*.

Mais la destruction par l'Autorité de l'Illuminisme bavarois ne constitue pas un argument décisif. Les francs-maçons des arrières loges ont continué son œuvre. Comment le racontait-ils ? Barruel le prouve ! Et il faut reconnaître par quels subtils recoupements il arrive à établir cette

(1) Alexandre Dumas : *Manuscrits de Guanta*. Traduits sur le manuscrit original. Paris, 1897, 2 vol. in-16. Dans sa préface, le romancier n'oublie pas de signaler « la part qu'avait eue l'écrit qui termine à la catastrophe de 1793 ».

(2) *Le Loge Luchet*, de Stanislas de Guanta, les textes recueillis, S. L. [Paris], juillet 1790, 1 page in-8, 18 p. M. Arnould Grenet en a reproduit le texte — incomplètement —

dans un opuscule paru sous le même titre à Toulouse en 1900, 16 pages in-8.

(3) *Brandes*, 1792, in-8°.

(4) *Denunciation*, [Burgsbourg], 1794, pièce in-8°.

(5) *Revue*, t. X, n° de janvier-février 1919.

La brochure originale en allemand portait comme références de lieu et de date : « A. C. G. G., imprimé sous les Pyrénées, 1797, ».

conviction, grâce à la documentation nouvelle que lui fournit le rôle du f. : Starck, déserteur de la *Stricte Observance* (1).

À la même époque cette thèse est également défendue en France par Cadet-Gassicourt, et dans son *Toucheau de Jacques Melay* (2) et dans *Les Francs-Maçons ou les Jacobins démasqués* (3).

Ce dernier y témoigne d'une imagination un peu folle qui prend avec l'Histoire des libertés abusantes : « C'est par la prise de la Bastille — dit-il, — que commença la Révolution, et les Initiés la désignèrent aux coups du peuple parce qu'elle avait été la prison de Jacques Melay — Jacques Melay, le Grand-Maitre des Templiers avant d'être brûlé en 1314, et la première pierre de la Bastille (qui ne se composa d'abord que de deux tours) n'ayant été posée que plus d'un demi-siècle plus tard — exactement le 22 avril 1669 — par le Provôt des marchands Hugues Aubriot. Adhuc Cadet-Gassicourt avance encore que les Templiers avaient projeté d'exterminer la race des Bourbons. Et comme la maison des Bourbons ne succéda à celle des Valois sur le trône de France qu'à la fin du xvi^e siècle, il nous est tout de même impossible d'admettre que l'Ordre du Temple voulant détruire une dynastie qui n'existait pas encore. À quelles aberrations peut porter l'esprit de polémique ! Cet esprit ne s'étalait sur ce point de tels détails. D'ailleurs il les ignore, et qui, dans le public, s'apercevra de ces anachronismes ?

Tout le long du xix^e siècle la fable est encore reprise et aggravée par l'abbé Proyart, Ch. L. de Haller, le chevalier de Mallet, Eckert, Lombard de Langres, l'abbé Gyr, Fergane, Le Gouteux de Cantelau, le père Deschamps et bien d'autres. Que vaut elle ? Déjà quand elle prit naissance, Mounier — qui n'était pas franc-maçon — l'avait réfutée avec une impressionnante modération. Et M. Le Forastier partage complètement l'opinion de Mounier. Nous la croyons juste, mais peut-être conviendrait-il d'y ajouter quelques réserves. Selon nous il n'est pas malin que Weishaupt ait songé à accaparer l'Ordre des francs-maçons. C'était la une société toute faite, ayant une organisation secrète, avec un recrutement déjà sélectionné, et pouvant offrir à sa propagande un terrain propre. La *Stricte Observance* qu'avait fondée en Allemagne Charles Gottlieb de

(1) [Starck] : *Der Triumph der Philes über ein drittel der Jhrv. seit. Conventione* ([*Franc-maçon*]), 1893, in-8°.

(2) [Cadet-Gassicourt] : *Le Toucheau de Jacques Melay ou le secret des conspirateurs...* Paris, l'an 4 de l'ère française [1794], pièce in-8°.

(3) [Cadet-Gassicourt] : *Les Francs-Maçons ou les Jacobins démasqués*, Paris, s. d. [1797], pièce in-8°.

phérent les degrés de l'échelle mystique à graver, ils créèrent des armoiries réservées aux âmes ardentes, ils instituèrent les hauts grades d'*élu*, de *chevalier d'as ded*, de la *stricte observance* de *Kad*... leur honneur regretté, sanctuaire ténébreux dont les portes ne s'ouvraient à la loge qu'après une longue série d'épreuves calculées de manière à constater les progrès de son **éducation révolutionnaire, à éprouver la constance de sa foi, à essayer la trempe de son cœur**⁽¹⁾.

Ceci se trouve dans son *Histoire de la Révolution française*. Et il récidivera dans son *Histoire de Dix ans* (1), écrivant à propos de la Franc-Maçonnerie : « Il importe d'introduire le lecteur dans le monde que créaient alors, **sous les trônes, sous les autels, des révolutionnaires bien autrement profonds et agissants** que les encyclopédistes ». Comment s'étonner qu'enchaînant le pas, Henri Martin, poussé par la même inspiration et d'autre part n'ayant pas le temps de se documenter à fond sur toutes les parties de cette formidable entreprise que constitue une *Histoire de France* (2), ait écrit : « La Maçonnerie est le *libérateur de la Révolution* ». Et Félix Pyat appellera la Franc-Maçonnerie « l'Église de la Révolution » (3).

Cette opinion de Louis Blanc aura eu une influence détestable parce qu'elle aura servi à renforcer la thèse des auteurs qui chargent la « Sorte » des « infants » de la Révolution française. Comment reprocher cette participation quand un historien, favorable à l'Ordre, le reconnaît d'une façon aussi précise : « Si l'on crut un avis contraire, il est certain que l'enthousiasme qui a occupé les pages d'une œuvre si multiple aurait fait place à un jugement mesuré ». C'est sur lui que s'appuieront désormais les adversaires de la Franc-Maçonnerie pour justifier leur opinion, tel M. de Lesseur qui montrera l'herésie de son livre. La pierre cesse de l'ambalade, trompée « par les apparences de fraternité universelle et de philanthropie sous lesquelles les chefs de l'Ordre dissimulèrent leurs desseins secrets et leurs ambitions coupables » (4). Pour lui toute l'œuvre du Collier à main cte « machinée » par Cagliostro agissant sous les inspirations de la Franc-Maçonnerie. Pour Mgr Dupanloup les souverains furent des dupes auxquels on cacha « le fin mot ». Avec quelle joie M. Max Deauque reproduit aussi les phrases de Louis Blanc. Et l'on

(1) Louis Blanc : *Histoire de Dix ans* (1830-1840). Paris, 1841-1844, in-8°.

(2) Henri Martin : *Histoire de France*, Orléans, 1860, 10 vol., T. XVI, p. 595.

(3) *Le Rappel*, cité par *Le Monde Maçonnique*, mai 1870.

(4) M. de Lesseur : *La France de l'Ordre*, Musée Théâtre Louise de Savoie, Caen, 1900. S. V. M. S. M. O. D. F. M., de tous les Vénérables, 1894, in-8°.

entendu, il y ajoute des commentaires de son cru : « Le bonnet rouge d'or, le 19 juin, en 1793, Louis XVI, c'est l'épée des Illuminés » (1) » M. Jacques de la Faye écrit : « Toutes les dignités s'effondraient sous le marteau révolutionnaire, livrant passage au torrent dévastateur... » (2) La légende a gagné l'étranger. Récemment encore une Américaine, Mrs Neta H. Welsby, a écrit et édité la diffusion de l'Illuminisme et de la Franc-Maçonnerie dans son ouvrage, *The Revolution and the Masons*. (3) Et d'autres, tout d'autres se réfèrent à cette *Histoire de la Révolution prussienne* ! Tous, d'ailleurs, tous ceux qui ont intérêt à y ajouter foi. Même ceux qui n'ont pas cet intérêt, pourvu qu'ils soient intéressés. C'est pourquoi il est si difficile de redresser cette formidable erreur. Et c'est d'autant plus que les franc-maçons eux-mêmes, ayant la même émotion personnelle, considèrent Louis Blanc comme un historien qui a rendu à leurs ancêtres le juste hommage dû à leurs mérites et à leur clairvoyance. Qui, quelle qu'elle soit, doit être cette tâche d'autres auteurs l'ont tentée — entre autres, après Albert Mathiez, MM. François Vermeil, A. Berthelot, Henri d'Almeida, G. Houdard, Ferdinand Breuillet, M. Henri See, en 1914, conspirent, s'est élevée maintes fois et dans ses ouvrages et dans ses articles contre « la légende du complot maçonnique ». — Bien qu'il ait écrit, selon nous, beaucoup trop courtoisement à l'argumentation de M. Gaston Martin en disant que « les auteurs ont pris pour tâche de donner une adaptation propre aux idées philosophiques, de formuler le programme que l'on retrouvera tracé dans les Cahiers de 1789 et dans la Déclaration des Droits de l'Homme... » (4) C'est encore la prêter à la Franc-Maçonnerie un rôle anachronique que vu la diversité de ses membres et de ses statuts, elle était dans l'impossibilité d'assumer.

M. René Lemaire, dans son magistral ouvrage sur la Franc-Maçonnerie au XVIII^e siècle, fait cette remarque judicieuse que si les nobles avaient supposé la Franc-Maçonnerie d'avoir préparé les voies à la Révolution, ils ne se seraient pas empressés, aussitôt cette Révolution éteinte, de rentrer dans les loges et d'y occuper les premières dignités. « La Maçonnerie, en effet, a compté bien peu dans la préparation de l'œuvre révolution-

(1) Max L. : *Le Secret de la Franc-Maçonnerie* ; nouvelle édition. Paris, 1917, in-16.

(2) Jacques de la Faye : *Arènes de l'ère*. Paris, 1917, in-8, 1-103.

(3) Neta H. Welsby, 1924, in-8.

(4) Henri See : *La Légende du complot maçonnique et la Révolution française*. In *Le Français moderne*, n° 635, du 5 mai 1926. C'est surtout dans son ouvrage : *Science et Philosophie de l'Histoire*. Paris, 1928, in-16, que l'auteur a traité avec maîtrise cette question de la participation de la Franc-Maçonnerie à la Révolution française.

tiennent. Si elle a appris à ses adeptes ces principes de liberté et d'égalité, qui vont soulever l'enthousiasme général ; si elle a préparé certains de ses membres à jouer un rôle de premier plan dans les événements qui suivront, *son influence sur l'opinion publique a été réelle* » (1). Il est même des ecclésiastiques qui pensent comme les nobles revenus s'asseoir sur les « colonnes » du Temple, et qui sont loin de partager les idées de Barruel sur les responsabilités de la Secte. En 1803, les frères de la Loge *La Fidélité* d'Hesdin veulent reconstituer leur Loge que la tourmente a dispersée. Où vont-ils se loger ? Il y a bien une aile de l'église — *Gravertement* — qui est libre, mais elle appartient au curé de Capelle qui est un village voisin. Et celui-ci, Antoine-Marie Salgot, ne fait aucune difficulté pour la leur louer — moyennant 160 livres par an.

« Voilà donc, dit M. Emile Lesueur, les frères-maçons installés dans l'immeuble d'un digne ecclésiastique, cela surprendra ceux qui ignorent à quel point est injustifiée la légende de leur esprit sectaire et de leur anticléricisme farouche. »

Et il ajoute :

« Les relations du prêtre et de ses locataires sont empreintes de la plus franche cordialité. » (2)

M. Alfred Rambaud également ne prête qu'une importance limitée à l'action maçonnique. « À part les idées libérales et humanitaires, écrit-il, la Franc-Maçonnerie ne présentait pas alors un corps de doctrines, et il est probable que son rôle dans la préparation de la Révolution a été singulièrement exagéré par certains écrivains » (3).

Et enfin, c'est peut-être M. Daniel Mornet — malgré des erreurs de détails, inévitables pour qui ne s'est pas spécialisé dans la question — qui, dans son chapitre consacré à la Franc-Maçonnerie, a le plus soigneusement analysé et résolu le problème. Sa conclusion, que voici, exprimée selon nous une vérité définitive : « L'histoire du *complot secret* poussant dans l'ombre une masse ignorante et d'élite n'est que l'histoire d'une légende » (4). Ainsi M. Daniel Mornet, plus averti, corrige ce qu'avait eu de trop décisif l'observation faite dans un livre précédent :

(1) Emile Lesueur : *La Franc-Maçonnerie ardésienne au XVIII^e siècle*, Paris, 1911, in-8°, p. 205.

(2) Emile Lesueur : *Les Loges d'artésienne*, t. I, Paris, 1911, in-8°, p. 11.

(3) Alfred Rambaud : *Histoire de la Civilisation française*, Paris, 1889, t. 10, T. II, p. 57.

(4) *Les origines intellectuelles de la Révolution...*, loc. cit., p. 387.

La Pensée française au XVIII^e siècle : « Les loges sont des fissures par lesquelles un certain esprit révolutionnaire se répandra rapidement à travers toute la France. » (1)

Et dire que tous ces écrivains auraient pu appuyer leur opinion sur celle d'un ecclésiastique ! Et quel ecclésiastique ! Mgr Gaume. Oh ! que les consciences catholiques se tranquillisent. Mgr Gaume n'est pas tendre pour la Révolution qu'il a longuement étudiée. Pour lui elle synthétise *Le Mal*. Mais sa genèse lui apparaît comme bien antérieure à la Révolution, étant due surtout à l'influence des études gréco-latines :

« Avant la Révolution, écrit-il, la plupart des jeunes gens, nobles et bourgeois, sortaient des collèges avec des aspirations républicaines et démocratiques très marquées. Or, à ce moment, ils n'étaient pas allés aux sociétés maçonniques. Est-il bien établi que postérieurement la plupart en aient fait partie ? En a-t-on la preuve incontestable ? Ce qui est certain, c'est qu'un grand nombre, parmi les plus célèbres, ont fait qu'un pas du collège à la tribune révolutionnaire.

« Il n'est pas moins constant qu'aujourd'hui encore, un trop grand nombre de jeunes gens emportent des collèges les mêmes dispositions. Pas plus que leurs devanciers, ils ne les doivent aux sociétés secrètes, mais uniquement à leurs études classiques. C'est donc comme il faut leur en donner le change, que de faire sortir la Révolution des antres du Jacobinisme. » (2)

Surtout ces écrivains, soit qu'ils n'aient pas attaché d'importance au rituel des Hauts Grades, soit qu'ils en aient ignoré l'origine et les repoussements, n'ont pas assez tenu compte de cette indomptance de langage des Hauts Grades qui a tellement alimenté et fortifié, avouons-le, la dialectique de Bismarck. Et puis, qui lit leurs ouvrages ? Des savants, des critiques qui en disent tout mais dont la voix n'atteint que l'écho et en dit l'écho que la question intéresse. Les auteurs d'imagination ont bien plus de chances de toucher le public, et on ne peut concevoir un romanier qui se priverait de cet élément de mystère et de succès s'il place son action à l'époque de la Révolution. Même M. Jules Romains, un des rares écrivains de notre temps qui tente d'analyser les problèmes d'ordre social avec un esprit libre de toute tendance, s'est laissé captiver par le charme de la légende.

« Quant à la Révolution elle-même, écrit-il, elle ne s'expliquait que par le long travail préparatoire des sociétés secrètes, héritières de l'idéal de la Rome antique, mais dont l'achèvement n'avait cessé de grandir, et qui

(1) Louis de Mermet, *La Pensée française au XVIII^e siècle*, Paris, 1924, in 10, p. 126.

(2) Mgr Gaume, *La Révolution*, Paris, 1899, in 8°, t. II, p. 191.

depuis un siècle s'étaient assigné d'autorité la tâche de faire surgir un monde nouveau en provoquant au moment choisi l'éclatement brusque de l'ancien (1).

« Au moment choisi ! » Comme on comprend que devant un tel certificat d'intelligence et de labour refléchi les francs-maçons soient fiers de leurs aieux (quelle que soit la valeur d'ordre moral qu'on attribue à ce labour) !

On nous dira : Pourquoi après de telles constatations continuez-vous à nier encore l'influence de la Frate-Maçonnique sur les événements qui précipitèrent la chute de l'ancien régime ? Parce que si nous ne croyons pas que ces cotillembules secrets aient eu une efficacité bien grande. Le rêve de ces chevaliers de parotide s'appuyait aux espérances de toute la nation pensante qui sentait confusément que « ça ne pouvait plus durer ». Rappelons nous ce mot de M^{re} de Tencin, cette grande amie de Montesquieu, prononcé en 1743 (notons la date) : « A nous que Dieu n'y mette visiblement la main, il est physiquement impossible que l'État ne culbute » (2). Ces maçons disent tout haut dans leurs loges ce que l'élite pense et ce que le public sent. En sent-ils plus dangereux ? Peut-être, mais dans une mesure si restreinte ! Car que pouvaient-ils, en somme ? On les croit capables d'avoir établi un plan de rénovation sociale. C'est un bien grand bonheur qu'on leur fait. Leur projet se perd dans cette phrase logée hyperbolique dont l'institution est si fière. Car quels hommes composent ces Assemblées ? Des révolutionnaires ? Allons donc ! Des rêveurs. M. Albert Sorel dans son bel ouvrage : *L'Europe et la Révolution française* (3), oppose la conception des Rose-Croix à celle de ces faux maçons aux idées subversives. A tort, selon nous, parce que ni les uns ni les autres ne prévoyait leur rôle au sérieux, et, gens de « condition » pour la très grande majorité, ils eussent été bien fâchés et bien embarrassés de jouer au sérieux ce jeu dangereux. Les uns cherchaient la pierre philosophale, les autres la faisaient la plus originale de légiti-mer leur travestissement. En vérité, le même mystère puante les animait, mystère qui d'ailleurs à cette époque où l'incrédulité était plutôt faite de superstition que de libre-pensée, n'empêchait pas

(1) Jules Romains : *Les hommes de bonne volonté*, VII. *Recherches d'une Eglise*, roman. Paris, in-16.

(2) Rapporté par M. de Lescure : *Les Francs-Maçons*. Paris, t. II, 1881, p. 75.

(3) Albert Sorel : *L'Europe et la Révolution française*. Paris, 1885, in-8°, T. I : « Les mœurs politiques et les traditions », p. 180 et 181.

corvées, et par laquelle s'explique le prestige d'un Cagliostro et le succès que rencontre Mesmer auprès de la Société Mystique qui contamine même la Science. Aussi que Descartes, dont le rationalisme si pertinent dans sa *Logique*, *Les méthodes* et surtout sa *Géométrie* se trouve contredit par le spiritualisme qui imprègne sa philosophie, les savants se laissent séduire par la médecine empirique des charlatans. Des fictions enchantent l'Histoire, et la fantaisie fait bon ménage avec l'érudition. Entre 1785 et 1787, Bailly publie son *Histoire de l'Astronomie* et ses *Lettres sur l'Alchimie*. Entre parenthèses, c'est même au XVIII^e siècle qu'on donne une forme concrète aussi flatteuse au rêve platonicien. Tout le monde y croit, le naturaliste Buffon, comme ce pacifiste internationaliste avant la lettre qui a nom l'abbé de Saint-Pierre, comme le franc-maçon Savatette de Lange. *Le Monde primitif* de Court de Gebelin accrédite le *Tableau des langues*. On songe à reconstruire la langue primitive qui, étant analogue à la Nature, deviendrait le langage universel ; le président Des Brosses projette de dépenser ses loisirs à cette besogne humanitaire. Même Joseph de Maistre ajoute foi à la science évanouie des hommes de la Préhistoire. C'est sur cette forme du Passé qu'on ambitionne de modeler l'avenir. Le délire est contagieux. Comment s'étonner après cela de la vertueuse folie de la Révolution ? Condorcet relèvera cet état d'esprit avec la plus charmante indulgence dans l'Éloge funèbre du comte de Milly — chimiste qui s'adonnait à l'alchimie — prononcé à l'Académie Royale des Sciences le 12 novembre 1785. C'est même au cours de cet éloge qu'il se livra, selon les expressions de Mouffe d'Angerville, « à une digression intéressante sur cet Ordre innocent, qu'il a vengé des calomnies du fanatisme et des persécutions de l'Autente alarmée mal à propos » (1). Et cette digression ne n'en sera pas une. Elle rentre trop dans nos vues touchant le caractère inoffensif de la Franc-Maçonnerie à l'époque pour que nous ne la reproduisions pas :

« M. le Comte de Milly, avide de connaissances, et prompt à embrasser tous les moyens d'en acquérir, avait voulu être admis dans toutes les sociétés où il pouvait espérer de trouver quelques lumières, et surtout dans celles qui, faisant profession d'avoir une doctrine secrète, excitent une curiosité plus vive. Il croyait d'ailleurs ces associations utiles en général pour réunir entre eux les hommes qui ont secoué le joug des préjugés populaires, et qui, s'ils

(1) *Mémoires Secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres en France...*, les premiers sous le nom de *Mémoires de l'Académie* qui en fut le fondateur et qui fut comme collaborateurs l'abbé de Marobert et Mouffe d'Angerville. Londres, 1777-1789, in-12. Voir à la date du 12 novembre 1785.

manquent d'un point de repère, sont exposés à se trouver sans force contre les troupes plus ou moins nombreuses que l'ennemi rassemble sous cent drapeaux différents.

Il s'était attaché particulièrement à cette société, dont l'origine est inconnue, ou du moins obscurcie par des fables qui, répandues dans l'Europe depuis plusieurs siècles, tantôt ignorent et tantôt l'objet d'une curiosité inquiète, a essuyé souvent des persécutions sans avoir jamais mérité de reproches, qui, en cherchant à en faire le véritable esprit de son institution sous un langage bizarre, et sous une forme de cérémonies bizarres, ne perdent tout-à-fait ni le compte des sages parmi ses membres, qui, enfin, ne se faisant connaître au dehors que par des actions de bienfaisance, ont mérité peut-être que la coutume respectât ses mystères. S'il arrive un jour qu'ils soient dévoilés, on n'y trouvera sans doute que les précautions nécessaires dans les siècles d'ignorance, à des hommes tenus par le besoin d'exercer librement leur raison. Eh ! qui pourrait encore soupçonner l'innocence de ces mystères, lorsqu'on voit parmi les noms qui unissent cette confraternité, celui de ce jeune prince, le seul qui, depuis les temps historiques, ait sacrifié sa vie pour l'humanité, tandis que tant d'autres ne l'ont immolée qu'à l'ambition ou à la gloire. » (1)

Ce n'est pas l'Illuminisme d'Allemagne qui charment ces ateliers des degrés supérieurs, mais plutôt cet illuminisme des Rose-Croix lyonnais, de ces visionnaires, pêcheurs de lune, qui s'appelaient Claude de Saint-Martin, Wilhemoz, Martinez de Pasqually et autres. Le baron de Hund, chef de la *Stricte Observance*, avait de plus précises ambitions c'est possible, mais pour de si lointaines réalisations qu'elles se trouvaient perdues dans le verbalisme des ateliers. Quand Albert Mathiez voit l'influence des Illuminés de Bavière dans les propos nuageux de Nicolas Bonneville ou dans les discours ampoules de l'abbé Fauchet (2) — qui, tous deux, fondateurs du *Cercle Social*, emplissaient d'une prose confuse, aujourd'hui illisible leur fameux journal *La Bouche de Fer* (3), il va chercher bien loin les sources de leur inspiration. Ils parlent tout simplement la langue des mystagogues qui, dans certains ateliers français aux grades mortuaires, se nourrissent de rêveries et de la viande creuse des mots.

C'est contre cette littérature mystico-révolutionnaire que s'élève André Chénier. Si, à notre avis, il a tort de prêter à cette littérature une

(1) Condorcet : *Eloge des Académiciens*, 1773-1779. Paris, in-12.

(2) Les *Annales littéraires de la Bibliothèque française*, in-8°, n° de mai-juin 1798. Voir également dans la même revue les articles que Mathiez a consacrés aux *Œuvres* de M. Le Harivel sur Nicolas de Bonneville, et de M. Le Forestier sur les *Œuvres* de Fauchet.

(3) *La Bouche de Fer*, t. I et II. Voir sur ce journal le *Correspondant littéraire* de La Harpe, lettre 230 ou le mordant critique juge plaisamment ces deux « fous qui se sont avisés de jouter les mystères de la Maçonnerie aux principes de la Constitution ».

importante particulière (car elle était non la cause, mais la résultante de l'esprit de l'époque), il voit très bien que sa nocivité, si nocivité il y a, n'est pas dans la précision d'un programme emprunté rationnellement aux Illuminés d'Allemagne, mais au contraire dans son caractère utopique. Le mot même vaient d'être rapportés, étant extrait des *Réflexions sur l'esprit de parti* qui vaudront à l'auteur l'hostilité des « montagnards » et seront une des causes de sa condamnation à mort :

« J'aurais voulu trouver l'occasion de dire aussi un mot de ces politiques illuminés, de ces Rose-Croix patriotes, qui, suivant l'éternel usage de leurs pères, adaptant toujours aux idées de leur siècle tous ces amas d'antiques superstitions qui ont toujours infesté la terre, prêtent la liberté et l'égalité, comme les mystères d'Ithacas ou d'Épèse, traduisent la déclaration des droits de l'homme en dogme occulte et en jargon mythologique, et changent les législations en edicts hermétiques. Ceux-là pourraient n'être que ridicules, si pourtant il n'était pas toujours prudent de se méfier de ces gens à qui la franchise et simple vérité ne suffit pas, à qui la raison ne saurait plaire si elle n'emprunte les habits du mensonge, et qui ont plus de plaisir à voir une agglomération d'âmes fanatiques qu'une vaste société d'hommes libres, tranquilles et sages. » (1)

D'ailleurs — nous faisons appel au bon sens de tous les erudits qui ont étudié la mentalité du siècle dix-huitième — à quoi pouvait rimer parmi la maçonnerie dite noire cette explosion de haine — si factice ! — contre la monarchie et la papauté ? Par quoi aurait-elle eu l'ambition de les remplacer ? Passe encore pour la papauté qui n'avait pas une très bonne presse près des gouvernements, et dont l'existence pouvait ne point paraître indispensable. Mais la royauté ! Même les esprits les plus évolués de l'époque ne croient pas à la possibilité d'une République, non pas qu'ils la méprisent en soi, mais ils la considèrent comme inapplicable. Nous savons déjà sur ce point l'opinion de Montesquieu et de Voltaire — qui est l'opinion générale — et la plupart de ceux qui seront aux heures les plus vivantes de la Révolution les promoteurs et les défenseurs du nouveau régime sont encore, en 1789, de l'avis de tous les historiens, de fervents royalistes. Ce sont les événements qui modifieront leur sentiment. Les franc-maçons, écrit Aulard, d'après ce que nous savons d'authentique sur leurs idées politiques, étaient monarchistes, franchement monarchistes. Ils voulaient réformer la monarchie, non la détruire. (2) Et pour tout lecteur impartial, Aulard a indiscutablement raison.

(1) André Chénier : *Réflexions sur l'esprit de parti* : S. L. N. D., pièce in-8°, p. 22 et 23.

(2) Aulard : *Histoire politique de la Révolution française...* Paris, 1901, in-8°, p. 3.

Il nous faudrait dépenser des pages et des pages si nous voulions passer en revue tous les commentateurs antimaçons qui ont interprété les exercices des Hauts Grades pour montrer le peu fondé de leur interprétation. Ils sont si nombreux ! Il faut l'avouer : les frères des Hauts Grades, sans se douter du retentissement qu'aurait dans l'avenir leur puéril souci de jouer au paléologue, ont contribué à déter la véritable Franc-Maçonnerie d'un caractère d'insubordination qu'elle n'avait nullement. Ils ont fourni aux adversaires de celle-ci le fer de lance dont elle que des historiens partisans (d'un côté comme de l'autre de la barrière) ont accueillie avec d'autant plus de facilité qu'elle avait le dangereux attrait d'être vraisemblable. Toutefois, comme il était difficile d'entretenir de nous des idées à nombre de ces frères-maçons du Grand Orient ou de la Grande Loge de France cotisés pour leurs qualités morales et sociales, on a dressé un pont imaginaire entre les loges des trois premiers degrés et les ateliers supérieurs en faisant de ces derniers les aspirants, les compagnons et les maîtres. Ceux-ci auraient marché, pour employer une expression vulgaire, sans voir le **but vers lequel on orientait leurs travaux.**

En tous les cas, même malgré l'innocence dont nous les décorons, on a eu le tort de confondre les membres des ateliers supérieurs avec les francs-maçons issus de la propagande de la Grande Loge d'Angleterre et qui constituaient ce que les auteurs du temps appellaient « la Vénérable Confrérie ». Toute l'erreur des commentateurs vient de cette confusion. Voilà ce que même des historiens comme Albert Mathiez et Aulard n'ont pas suffisamment compris. Le premier a vu justement l'influence des loges sur le mouvement de 1789. Bien ! Mais encore fallait-il, avant de la rejeter en bloc, considérer ce que la théorie contraire pouvait avoir de raisonne, sinon de raisonnable. Il ne nous est pas apparu qu'il convenait d'en faire litte, en la repoussant systématiquement. Ce n'est qu'après l'avoir examinée, durant des lustres d'un labeur réfléchi et détaché de toute influence partisane, que nous en affirmons l'innocence. Ceux qui considèrent les révélations de Mertjeye et des autres comme des preuves auront beau jeu de dire que nous voulons innocenter les francs-maçons. Et pour quel profit ? Les frères maçons eux-mêmes nous en voudront de détruire la légende qui les salue les plus notables artisans de la Révolution française !

LA FRANC-MACONNERIE VICTIME DE LA RÉVOLUTION

Si la Révolution est l'œuvre des frères maçons, elle se montra bien ingrate à leur égard — car durant son règne elle ne cessa guère de les pourchasser. Non pas en raison des tendances aristocratiques qu'on peut prêter à l'Ordre, mais parce qu'elle a la manie d'attaquer toutes les sociétés particulières. Elle partage à cet égard l'optique de tout pouvoir dictatorial, des hommes qui s'assemblent, même pour un but de bien, peuvent, par la communauté de leurs vues, mettre obstacle à la politique du gouvernement. C'est aussi une offense au principe d'égalité. Toutes les Académies, toutes les Assemblées au recrutement limité sont suspectes. Rappelons-nous la loi fameuse du 14 juin 1794, rapportée par Chapelier à la Constituante, supprimant les Associations, y compris les Assemblées d'Arts-et-Métiers dans lesquelles « il pourrait être nommés des présidents, des secrétaires et des syndics ».

N'oublions pas que c'est le peuple qui a fait la Révolution. Ce sont peut-être les classes privilégiées qui l'ont aidée à naître, mais elles se trouvent vite dépassées par le déchaînement des passions prolétaires. Les Jacobins n'auront pas ces secrets qui ont à la coutume de se tenir isolés et cachés. En 1794, la Convention estime que « c'est dans les grandes réunions populaires et non dans de petits rassemblements qu'est le peuple, qu'est la doctrine républicaine, qu'est l'énergie révolutionnaire ». Barrère est officiellement chargé d'une enquête sur le danger que peut présenter la Franc-Maçonnerie. Nous ne savons s'il rédigea ce rapport qui, en tous les cas, ne fut jamais discuté.

À Bayonne, le club de l'endroit dénonça les rancœurs de la loge *L'Amateur*, gens paillards ne se livrant qu'aux jeux de la fraternité autour d'une table alors assez magnifiquement servie. Les mets, les services, les attache-ments — dit M. Audiger — semblaient aux Jacobins autant de moyens

avec lesquels les maçons conspiraient contre la République » (1). Le Comité révolutionnaire n'hésita pas à partager la méfiance des patriotes. On mit les scellés sur le local et sur les archives, et on emprisonna les frères que leurs grades maçonniques semblaient désigner comme les plus dangereux. Sans le coup de force de Thermidor qui annula l'effet du procès-verbal, une vingtaine d'adhérents auraient peut-être payé de leur vie leur fidélité à l'Ordre maçonnique.

Voyez un extrait de la correspondance reçue par le bureau de police du Comité de Salut public à la date du 18 thermidor an II :

« Bordeaux, le 24 messidor. Le représentant de Nantes, pour Nantes. Il s'agit du conventionnel Gauthier qui est et en mission à Bordeaux. A pris un arrêté tendant à détruire toute association secrète, et notamment celles des *maçons*, qu'il regardait comme les foyers du modérantisme et de gens chassés des sociétés populaires. » (2)

Dans le Dauphiné, la loge *La Paix* de Montélimar doit cesser ses travaux en raison du danger imminent qu'il y avait de s'occuper par rapport au peuple, dont toute assemblée lui ont été suspecte » (3). Les « brigands » *paraissent dans le Temple de la Mère-Lodge du Haut-Paradis Philosophique Le Contrat Social* et en pillent les « collections précieuses » (4). En Bretagne et en Normandie le représentant du peuple Le Carpentier fait fermer les loges et prend le 7 floréal an II un arrêté spécial ordonnant la dissolution de *La Tendre Fraternité* à l'Orient de Dinan (5). A Toulouse, en 1792, malgré la large contribution des quatre loges, encore existantes, aux œuvres « patriotiques », les sociétés populaires les voient d'un mauvais œil et obtiennent leur suppression. A Strasbourg, les frères n'osent plus se réunir. *La Mère-Lodge*, après l'événement de la prise de la Bastille, fut d'envahir le temple de *La Parfaite Union* et celui de *La Vérité et l'Équité Harmonie* « et les frères, surpris dans leur éblouissement, virent leurs archives et leurs nombreux livres au pillage » (6). Même après thermidor, l'Institution est mal vue. Les représentants du peuple, dont aucun n'est sur ce point que *la franc-maçonnerie* présente des dangers contre la France Maçonnique selon leur honneur ou

(1) A. Lacroix, *Les maçons et la Révolution*, Paris, 1831, p. 158.

(2) Arch. Nat. F. 7. 3822.

(3) *Revue historique de la Révolution française*, T. III, p. 242.

(4) [Thory] : *Acta Latomorum*, T. I, p. 180.

(5) *Revue historique de la Révolution*, T. I, p. 346.

(6) A. Gauthier, *Histoire de l'Ordre maçonnique en Belgique*, Mons, 1854, in 8°, p. 549.

Pourquoi et comment la Franc-Maçonnerie aurait-elle pu vivre à l'époque ? Les n. l. l. s. ont quitté les loges, forcément ! Les bourgeois se taisaient en se terrant, et quant aux frères qui jouent un rôle dans la Révolution, ils sont emportés par le courant, bien loin de l'atmosphère pacifique des ateliers. Ce qui nous permet d'affirmer avec M. Emile Lesueur que la Franc-Maçonnerie non seulement ne fut pas appelée à appliquer les doctrines révolutionnaires, mais qu'elle « en fut en quelque sorte la victime ».

DANS QUELLE MESURE LA FRANC-MACONNERIE CONTRIBUA A LA REVOLUTION FRANCAISE

De toutes ces dépositions que nous faut-il déduire ? C'est : La Franc-Maçonnerie, groupement où se réunissaient des hommes venus de milieux différents, et dont l'observation conséquemment se pouvait exercer dans un monde divers, ne pouvant ignorer un état de faiblesse, que tout le pays aspirait à voir cesser. Tous ses membres, qu'ils appartenissent à l'aristocratie, au clergé ou à la bourgeoisie, partageaient cette impatience. Mais... et la question est là et uniquement là... et ils conséquemment en tant que corps constitué, contribuèrent à avancer l'événement ? L'étude consciencieuse de la question oblige à répondre par la négative.

Toutefois, si elle n'accomplit aucun acte et ne prononça aucune parole susceptible de lui prêter un rôle effectif, il faut convenir que sans le vouloir et par l'influence même de son statut, la Franc-Maçonnerie aida, pour ainsi parler, au rassemblement des esprits. Substituer à la hiérarchie des classes et des fonctions l'égalité des capacités, c'était saper les fondements d'un régime qui ne devait et n'avait dû se rétablir qu'à la rigoureuse observation de cette hiérarchie. Quand le duc d'Antin, en 1788 appelait « mon frère » un simple chevalier ou même un apothicaire, il donnait déjà au Tiers-Etat futur le droit de s'égaliser à la noblesse. Il est indiscutable que la Franc-Maçonnerie a aidé, en rapprochant des classes, à la destruction ou, plus justement, à l'atténuation des préjugés qui compartimentaient ces classes. Des hommes de culture, de naissance et de professions fort différentes, aussi bien manuelles que libérales, apprenant, en se rapprochant dans l'intimité des loges, à se connaître et à s'apprécier. Cette fraternité consentie comportait tout de même une réaction salvatrice en ce sens que l'Etat et la Monarchie avaient intérêt à ne pas laisser fraterniser les trois Ordres. Cette alliance, sur les « colons » d'un atelier, de membres de l'aristocratie, du clergé et de la bourgeoisie, c'était

une demande de travail la lettre du «*républicanisme*» en puissance. Pour cette bourgeoisie, assez instruite dans certains de ses éléments, prenait souvent le pas sur les représentants des autres castes qui mettaient une orgueilleuse hardiesse à s'acharner devant sa supériorité. Quand en 1791 — comme nous l'avons constaté dans le procès verbal policier de la rue de l'Université — nous voyons un employé des Halles regenter des notables, des architectes, des religieux et des rentiers, nous avons déjà la notion exacte de cette vertu que les nôtres appellent «*l'esprit maçonnappe*» et qui constitue leur singularité et leur force. Cette désagrégation du régime qui leur est imputée par ceux qui s'étonnaient de la rapidité de cette désagrégation ne fut pas due à un effort concerté par des humeurs révolutionnaires mais à la collusion d'intelligences curieuses faisant l'apprentissage d'une science nouvelle. Ils réalisaient dans la secreté de leurs ~~salles~~ ~~l'espoir qui est éternelle dans l'obscurité des ténements~~ le ~~l'accomplissement~~ ~~d'une grande partie du charge~~ l'espoir non plus seulement de croire mais de savoir de certains ordres religieux et les révoltes populaires. ~~C'est ainsi qu'un certain esprit un état d'âme~~

Comme le dit si justement M. Daniel Mornet : «*Dans leur immense majorité ils n'étaient pas révolutionnaires de cœur mais ils l'étaient et ouïrent de bouche en s'adonnant à des formules sous lesquelles la* ~~révolution était même des réalités~~ *»* (1).

~~Cette transformation des classes nées au secret de concorde universelle que réalisait la Franc-Maçonnerie, donnant à ses membres, selon l'exemple remarqué de M. Gaston Martin, l'habitude de l'union~~ (2). Ce ne sont pas seulement les divergences d'ordre social qui se fondent dans l'atmosphère des ateliers, mais les particularismes régionaux : «*Il n'y a en France ni Bretons, ni Bourguignons, mais il n'y a rien plus ni Bretons, ni Bourguignons*». Nous ne croyons pas qu'à l'époque il y ait eu dans chaque de ces lieux un nombre appréciable de maçons étrangers à l'échelle locale, mais le fait qu'ils recevaient — en France — un visiteur venu de leur partie quelle qu'elle soit, contribuant certainement à dissiper les préventions locales et à favoriser l'interpénétration des provinces. Ici, encore, nous rejoignons M. Gaston Martin et sode par son desir de rapporter à la sode l'ère maçonnique l'engouement par quoi se distingua l'esprit des révolteurs. Une de cette constatation a une conséquence trop

(1) *Les origines intellectuelles de la Révolution française, loc. cit., p. 375.*

(2) Gaston Martin : *La Franc-Maçonnerie, son rôle et la révolution de la France* (Paris, 1902) M. Laffont, éditeur, t. I, p. 18, D. L., D. L., 21.

flatteuse pour l'Ordre. L'Unité si frappante au début dans l'Assemblée de 1789 est, elle aussi, une conquête des loges. Non, n'allez pas jusqu'à la. Ces députés, venus de toutes les parties de la France, étaient tout disposés à manier leurs rancœurs et leurs espoirs, et c'est cette alliance de leurs sentiments qui crea l'unité de leur action. Il sied cependant de concéder que les ateliers, dans leur modeste influence, avaient pu aider à leur intelligence.

Si les loges jouent sa l'égalité, c'est parce que le monde profane tend à cette égalité, du moins à l'égalité des classes privilégiées. La démarcation qui existait dans les siècles antérieurs entre la noblesse, le clergé, la magistrature, la bourgeoisie (elle se compose des financiers et des gens de lettres) s'étant effritée par la force des choses. On n'était plus aux temps où la guerre payait, et conséquemment où l'homme se servant son inutilité, adolquait peu à peu sa morgue de jadis pour se rapprocher de ceux dont la puissance sociale s'affaiblissait de jour en jour. Le royaume de capital commençait ; l'or des financiers altère la situation, le clergé est obligé de composer avec la liberté d'allures que favorisent la détresse royale et la mauvaise tenue de la Cour, ainsi qu'avec la liberté de penser qui en est la conséquence. Car si la voix des philosophes peut s'élever, c'est parce que toute l'armature bezardée d'un régime la fait crier. Quand Sieyès écrivait plus tard : « Qu'est le Tiers Etat ? Rien. Que dit-il d'être ? Tout... » il exagère pour donner plus de force à sa dialectique. En réalité le Tiers Etat était déjà presque tout à l'force de la Révolution. Quand Louis XIV avait mis à la tête des affaires de grands bourgeois comme Louvois et Colbert, il lui eût prouvé l'ascension de ce Tiers Etat. Donc, quand la Franc-Maçonnerie rassemble les membres de ces classes sur les « colonnes » de ses temples, elle symbolise pour ainsi dire un état de fait. Une qui c'est Elle qui a fait valoir et propagé le concept d'égalité témoignage d'une choquante reconnaissance de l'époque. Ce n'est pas parce quelques centaines de frères maçons ont tenté de faire triompher un dessein de cette envergure, que ce dessein aurait réussi si l'atmosphère déjà n'avait aidé à son éclosion.

On prétendra que cette égalité était souvent circonscrite aux limites du Temple, et que, malgré ou malgré, elle n'abolissait pas toujours les distances sociales. Quand nous voyons dans l'histoire de la France l'épo-

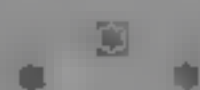
(1) Flechardy (Histoire d'un des premiers loges de France, sous le nom de) : *L'Etoile flamboyante ou la Société des francs-maçons considérée sous tous les aspects. Francfort, et se trouve à Paris, 1766, 2 vol. in-16.*

l'ordonneur de l'atelier avait un modèle d'éloquence différent pour la réception d'un gentleman et pour celle d'un homme du commun, cela nous mène pas à mettre quelque atténuation dans la moralité de notre constitution. Outre que Ts-houdy faisait partie d'une de ces obédiences si nombreuses qui s'efforcent de réagir contre la médiocrité du recrutement, il était admissible que l'on ne s'adressât pas de même façon à un seigneur et à un petit bourgeois dont les mentalités étaient tout de même différentes. Il n'en est pas moins patent que le fait même procédait d'un principe exactement révolutionnaire. L'idée, jusqu'alors dispersée dans des cerveaux fumeux que le libéralisme anglais avait nourris et mal nourris, requérant une discipline. Réalisée, elle aura, dans les heures à venir, de singuliers avatars — mais durant sa gestation, elle est ce qu'on peut appeler une *Idee-Force*. L'Aristocratie ne fera que la consolider, en se prêtant au jeu maçonnique, à la fois par un besoin de distraction avoué, et par le désir malavoué — et méconnu chez nombre de ses membres — de trouver dans la population un point d'appui pour le jour où la monarchie, déjà malade, ne lui serait plus un suffisant soutien.

Ce fut donc en soi, par son essence même, que la Franc-Maçonnerie fut subversive, et nullement par ses agissements. Pourquoi aurait-elle voulu abolir la Royauté ? Elle vivait heureusement sous cette royauté qui, nous l'avons vu, avant même lui non seulement par l'accepter mais par la protéger. Elle n'y pensait pas plus qu'elle ne pense aujourd'hui à renverser la constitution républicaine. Au contraire elle devait estimer, comme elle l'estime encore, que tout changement de régime (ce qui ne veut pas dire toute amélioration dans le régime existant) ne pourrait lui être que préjudiciable. Même pour l'amélioration désirée, elle se trouve tout de suite des 1789 dépassée par les réformateurs qui, eux, ne sont pas empiétés dans des traditions, par ces clubs et ces sociétés de jacobins dont la pensée ne demeure pas, comme dans les loges, sur le plan sentimental. Elle était exactement dans la position où nous la voyons aujourd'hui, en marge et plutôt en arrière de ces groupements politiques et humanitaires qui surveillent et activent les progrès de la démocratie. Elle devait avoir devant les ardents révolutionnaires la réticence qu'elle ressent de nos jours devant le communisme. Éprise de sécurité, elle a obscurément la peur de l'avenir et cela expliquant aussi — outre la Lettre de sa **Constitution** — sa soumission à tous les gouvernements.

Pourtant, si dans l'avenir le Communisme s'imposait dans ce pays, un bonnet rouge ne manquerait pas, s'appuyant sur son anticléricalisme et des

motions parfois maladroites tendancieusement interprétées, de l'accuser de lui avoir préparé les voies.



Ici il nous faut parler de la thèse de M. Augustin Cochon (1) à laquelle nous avons fait allusion dans le chapitre « les propagateurs de la légende », d'abord parce qu'elle corrobore — un peu — notre opinion sur le caractère libertin de la Franc-Maçonnerie, ensuite parce que cet ouvrage d'un réel talent, fait autorité dans certains milieux. Tant, ayant écrit pour expliquer la naissance et le développement de la Révolution, c'est que, sous le régime ancien, l'Europe couvait portes closes ; soudain, la grande porte s'ouvre, l'air pénètre, et aussitôt la flamme jaillit. M. Augustin Cochon refuse — et il le dit — de se contenter d'une explication. Et, dans son ouvrage sur la Révolution (2) il s'efforce d'en montrer la faiblesse, en exposant quels ont été selon lui les facteurs — mieux les artisans volontaires du grand drame. Bien que la préface de son livre contienne un jugement assez sévère et peut-être juste sur les procédés « patriotiques » de M. Aulard et des restrictions dans l'éloge de la révolution « sincère » de Taine, M. Cochon est loin d'être exempt de tout parti pris. En vérité il recrée Barruel, avec plus de savoir certainement mais avec la même ingérence. Nous avons tort peut-être d'employer le mot « parti pris ». Lui aussi a subi inconsciemment l'influence de son milieu. Il voit avec des yeux de catholique et l'athéisme compréhensible qu'il éprouve de la décadence — méritée ou non — de son parti trouble sa vision. Il semble ne priser — l'explication psychologique — des faits — plus que nous la croyons supérieure à toute autre et nous dirons même la seule intéressante et valable. Il nous dit qu'il « a fouillé les archives des nombreuses villes » pour accumuler les faits en faveur de sa thèse — et bien entendu il en a réuni un tel faisceau que la preuve d'une « conspiration » savamment ourdie par des meneurs lui est apparue sous un jour éclatant. Oh ! il ne prétend pas que ce fut une directive voulue en haut lieu — sur ce point sa dialectique a une toute autre portée que celle de Barruel — mais pour lui les « sociétés de pensée » firent des agents extrêmement efficaces de dissémination. Il ne s'illusionne pas sur le peu de

(1) Augustin Cochon et Charles Charpentier, *La Révolution française en 1789 en France*, Paris, in-8°.

(2) *La Révolution et la Libre-Pensée. La Socialisation de la Pensée (1789-1793). La Socialisation des Biens (1793-1794). La Socialisation de la personne (1793-1794). La Socialisation des Biens (1793-1794)*, Paris, 1924, in-16.

solidité des idées libérales en honneur dans les loges de la fin du XVIII^e — pens qu'il appelle le Grand Orient — la capitale du monde des races s. mes le labeur que l'on accomplit dans les ateliers est précisément destructif parce que, ne tenant pas compte des contingences, il se contente **de saper l'édifice et de nier les qualités de sa structure.**

Il y a sur le travail de désagrégation des sociétés de pensée — et non de la pensée — l'auteur insiste sur cette différence) — des pages extrêmement sèches, nous dirons même profondes. Par lui se trouve magistralement expliquée l'affluence de tous les groupements, dont la faule subit, sans le savoir, l'orientation. Il est évident que dès que des hommes se rassemblent, ils ont une tendance inévitable à *raisonner*, et raisonner c'est toujours saper l'ordre établi.

Il sied de constater d'ailleurs la multitude de sociétés de toutes espèces que vit naître la Révolution. Elles naissent et se reproduisent — comme les feuilles publiques — aussitôt que l'atmosphère devient plus respirable. Sur ce point tous les groupements que vit naître le XVIII^e siècle faient vœux pour le régime. Mais pourquoi la Franc-Maçonnerie plus que tout autre ? Parce qu'elle était une société secrète ? **Secrète !**

Quand ce flail formidable cessera-t-il d'être pris pour une vérité ? Secret, l'Ordre des francs-maçons au point de tramer des complots contre la sûreté de l'État et contre la religion ? Avons-nous que si c'en avait été, le très catholique roi Louis XV et ses astucieux ministres auraient été bien imprudents en tolérant son existence. Quelle faute impardonnable à l'actif de la monarchie ! Ce serait le cas de rediter le mot de Proudhon : « Après les Bourbons je ne connais rien de plus haïssable que les victimes. » Car enfin, malgré ces descentes de police dans les cabarets où gisent les loges qui sont dans l'histoire du régime et de la Franc-Maçonnerie des époques plutôt antérieures, malgré ces arrestations de frères que nous voyant si hautement les commissaires de police — on use à leur égard de procédés bien peu sévères. La Cour ignore-t-elle que le duc d'Angoulême fut leur Grand Maître, puis le comte de Clermont, puis le duc de Chartres, prince du sang ? Et si ceux-ci avaient eu vent de quelques mauvais desseins, se seraient-ils prêtés à leur perpétration ?

Ne revenons pas sur une démonstration déjà faite. Mais loyalement nous devons reconnaître que, tendancieuse dans son esprit et dans son développement, la thèse de M. Augustin Cochin n'est pas fautive dans son principe.

La Franc-Maçonnerie fut subversive par son existence même. Des hommes qui s'assemblent, même pour un innocent motif, échangent leurs opinions. Rien ne les dispose à penser comme la confrontation de ces opinions. Le mot de Respect assurant un locuteur qui pense à un herétique traduit aussi bien l'admiration du pouvoir spirituel que du pouvoir temporel. Les fameux « libertins » que surveillait le pape de Louis XIV, ne mettaient aucun dissimulément dans leurs propos ; c'était en contraire pour la plupart de jeunes vivants plus prédisposés à une de leurs chaussures rapicorées et de leur pourpoint « tiré par le cordon » qu'à froier les sergents dont les entrées les relations, et surtout les seigneurs se soumettaient au calvaire et leurs devoirs, si plus ils qu'ils fussent, et peut-être même parce qu'ils étaient plus forts, égratignaient les parents et surtout **faisaient réfléchir**. Nous le verrons, sous la Restauration et la monarchie de juillet seront interdites les associations de plus de vingt personnes, et encore celles-ci devront elles solliciter une autorisation qui ne leur sera pas toujours accordée. Des courives laissent dans leur champ de leurs propos. Les mots les plus bêtards peuvent être employés, sans qu'on s'en rende compte. Les idées les plus rapicorées. Le plan d'ordre de la maçonnerie sociale se pare pour les carreaux exotiques à se répondre, et comme les intérêts de chacun sont toujours d'un intérêt brillant, il se trouve qu'en les discutant on arrive à juger des actes de l'État. Ne cherchons pas une autre cause aux interdictions dont furent frappées toutes les réunions. Il n'y a pas bien longtemps que dans notre pays une conférence ou un banquet ne pouvait s'organiser sans l'autorisation du préfet de police. En Russie, sous l'ancien Régime, Le Petit Père était tellement soucieux de la bonne entente de ses « enfants » qu'il s'occupait — ou qu'on s'occupait pour lui — si l'un d'entre eux soulevait quelque sujet d'un entretien particulier. C'est le pour tout despotisme de la police, le plus élémentaire. C'est à ce sentiment de prudence qu'échoua le cardinal Henry lorsqu'il tenta de détruire la Franc-Maçonnerie dans son établissement en France. Elle ne s'occupe et ne s'occupe pas de politique, on le lui affirme et il le croit peut-être. Mais la politique — c'est un mot bien élastique. On peut en faire, sans paraître en faire sans se douter, en parlant d'autre chose. Pendant l'affaire Dreyfus, il nous fut souvent donné d'assister chez des amis à des dîners où l'on ne put éviter d'amener de contestation parmi ses courives, et ce fut sans jamais d'écarterment promettre de *n'en* pas parler. Avec le mot « nous devons nous en aller » à la consigne. On s'entretenant de politique, d'art, de littérature et

particuliers à ces — mais à la fin du repas nous savions exactement l'opinion de chacun sur le passionnant sujet.

Ces contrastes qui, sous le règne de Louis XV, avaient à se plaindre des jalousies de Cour ou des préférences de la favorite du moment ; ces ecclésiastiques qui voyaient accorder des allayes ou des priores à des cadets — qui ne s'étaient donné que la peine de naître ; ces bourgeois petits et grands dont les exigences du fisc molestaient le commerce devant nécessairement dans la chaleur communicative des repas rituels — exhaler leurs rancœurs. Ces rancœurs n'aboutissaient pas à une coalition, mais à une sympathie selon la signification étymologique du terme. Les espars d'un temps plus ancien ne se concertaient pas, mais ils prenaient, à s'extérioriser et à s'échanger, une consistance plus nette — une stabilité.

C'est pourquoi il ne faut pas affirmer que la Franc-Maçonnerie fut complètement innocente dans le mouvement des esprits qui provoqua l'émeute populaire de 1789. Mais sa responsabilité inconsciente ne dépasse pas celle de « la Société », des salons et chambres de lecture (1). Elle est bien moins grande que celle des corps constitués — comme le Parlement — qui, depuis la mort de Louis XIV, n'avaient guère cessé de fronder le Pouvoir.

* * *

Cette influence toute morale et non prémeditée qu'eut la Franc-Maçonnerie nous la trouvons assez heureusement exprimée par un révolutionnaire et ce en pleine Révolution. C'est une des rares allusions que l'on puisse trouver sur la Franc-Maçonnerie dans des harangues ou les feuilles officielles — et elle ne n'y figure telle pas le hasardement. Mais les propos sont assez clairs pour ne point prêter à confusion. Ces propos sont tenus par un ancien membre de la loge *Les Neuf Sœurs* : Claude-Antoine Guyot (ci-devant Desbarbiers) et un de ses frères du même atelier, le président Pastoret. Cet avocat, alors âgé de 25 ans, nommé juge suppléant de l'un des tribunaux des six arrondissements de Paris, fit un discours au président lorsque le vendredi 24 décembre 1790 il fut reçu à la séance de l'Assemblée départementale du Département. Et voici un fragment de la réponse de Pastoret :

(1) On appelait *chambres* ou *chambres de lecture* les endroits où, moyennant une faible rétribution, on pouvait lire les grands journaux de Paris, le *Journal des Savants*, le *Moniteur de France*, le *Journal de la Philosophie* et les gazettes de l'étranger. Il en existait tout spécialement à Paris mais dans de nombreuses villes de France.

« Monsieur. Il y a longtemps que vos vertus me sont chères : vous avez le sentiment et le besoin de la liberté, quand l'espérance d'un jour paraît n'être encore qu'une chimère. On répondait alors aux philosophes par l'œil ou la pique, et vous n'en défendez pas avec moins de courage l'éclat de la philosophie, alors aussi obligée de se cacher sous des formes mystérieuses. La fraternité, qui devrait lier tous les hommes se cache encore dans quelques demeures isolées, justement sans doute nommées des temples, puisque c'étaient les seuls lieux où il restât des traces de l'égale primitive, ou on peut au sein de l'antiquité se consoler de l'abandon des rangs et du dégoût de la pauvreté. » (1)

* * *

Les francs-maçons ont aidé en effet à répandre l'idée de fraternité. Pour avoir dans un cercle restreint réalisé cette idée chrétienne ils la rendent plus familière aux esprits. Ce n'est plus comme un devoir spirituel qu'elle apparaît, mais comme le postulat d'une humanité, lasse des guerres, qui aspire à une concorde universelle. Sur ce point leur propagande n'a jamais varié. Ils n'ont pas envisagé, comme on le croit, l'abolition des classes — idée incompatible avec le spécul — ils ont seulement prêché la paix entre les nations. Comme nous l'avons déjà montré dans ce livre, ce concept humanitaire ne déplait pas aux dirigeants. Si le cardinal de Fleury ne s'offense nullement de la « République universelle » préconisée par le premier grand orateur de l'Ordre, le chevalier de Ramsay, les ministres qui lui succéderont ne mettront pas d'obstacle à cette illusoire ambition. En 1780 on représente deux fois devant Leurs Majestés *l'Irruption de l'Océan dans la partie du globe appelée aujourd'hui la Méditerranée* (2). C'est un poème lyrique dû à la plume d'un franc-maçon des *Neuf Sœurs* et vénérable de la loge *Le Patriotisme* à l'orient de Versailles : Félix Nogaret Girault, le surintendant de la chapelle dauphine, en a composé la musique. Le thème est l'éloge de la navigation, elle est née du besoin qu'éprouvaient les hommes de se voir et de se rapprocher, et l'Europe, l'Asie et l'Afrique — se débarrassent de la chaîne de la barrière qui ouvre une porte à toutes les nations du monde — Et le chœur des peuples entonne :

Aimons-nous, aimons-nous : tous les peuples sont frères.

(1) *Assemblée électorale de Paris, 18 novembre 1790-15 juin 1791. Procès-verbaux*, publiés par Étienne Clavier, Paris, 1899, 24 in 8°, p. 277 et 278.

(2) *Le Retour à la Suisse et l'Europe*, par le chevalier de Ramsay, dans *l'Art de la Musique*, par le F. Félix Nogaret, des *Neuf Sœurs* et l'orient de Versailles de Marseille, de l'antienne Le des *Neuf Sœurs*, exécuté par la R. L. de la *Patronne* issue à l'O. de Versailles, nouvelle édition Paris 1899, p. 19-18.

* * *

Le Rite Ecossais le 20 novembre 1790 se réjouit de la Révolution, mais avec quelle pondération il fait confiance au pouvoir, en lui indiquant sur quelles données humanitaires il convient d'établir le bonheur des sujets :

« Nous sommes les amis du genre humain, mais notre amour pour lui ne dégénère jamais en fanatisme. Nous voulons régénérer la terre, mais ce n'est pas dans un déluge de sang. Nous voulons que tous les hommes soient libres, mais nous ne croyons pas que ce soit avec le fer qu'il faille briser leurs chaînes. »

Tout le morceau serait à citer pour l'élevation des sentiments qui s'y trouvent exprimés. Un des passages les plus curieux est celui où le rédacteur du manifeste adresse aux franc-maçons écossais, croyant lui aussi à la sincérité des mots, voit la Maçonnerie, grâce à la Révolution, jouir désormais « de cette liberté extérieure dont nous semblions privées, et nos assemblées protégées par la loi publique » (1).

Hélas !

Le Grand Orient exulte aussi. Le 25 juillet 1789, à Rennes, après un discours d'actions de grâces au Grand Architecte de l'univers, pour le règne de la justice et de la charité, enfin arrive, le frère orateur couronné de fleurs de rhétorique la Franc-Maçonnerie qui a aidé à cet événement !

« Le triomphe de la liberté et du patriotisme, s'écrie-t-il, est le triomphe le plus complet du véritable maçon. C'est de nos temples et de ceux élevés à la saine philosophie que sont parties les premières étincelles du feu sacré qui, s'étendant rapidement de l'orient à l'occident, et du septentrion au midi de la France, a embrasé le cœur de tous les citoyens. »

Et A. G. Jourdain qui rapporte ces paroles dans son étude sur *La Maçonnerie à Rennes jusqu'en 1789* (2) les commente en ces termes :

« En effet, nous ne saurions trop revendiquer pour la Maçonnerie en général et pour le rite en particulier l'honneur d'avoir conduit le mouvement de 89 à son début. »

Quant au Grand Orient même — nous entendons le Pouvoir central — il adresse en 1791 une circulaire à ses ateliers où il célèbre sa mission :

(1) *La Loge de Saint-Jean d'Ecosses du Central Supérieur Le p. du Rite Ecossais en France, et toutes les Loges régulières et d'Ecosses les maçons dignes de ce nom*. Publié, d'après le manuscrit, par le *Publicisme* sous les *Ateliers supérieurs* (Rite Ecossais), 1834, in-8°, p. 6 et suiv.

(2) *Le Musée maçonnique*, Paris, t. II, mai 1879-avril 1880, p. 476 et 477.

« Jamais les fastes de la Maçonnerie ne furent marqués par une époque plus mémorable ; jamais notre société ne put se promettre d'obtenir plus de lustre et de consistance, qu'au moment où elle a concouru à faire rendre à l'homme ses droits usurpés, ceux qu'il tient de la nature : l'Égalité. » (1) Il se vante, le Grand Orient. Il n'apparaît pas en effet qu'avant 1789 il se soit montré particulièrement libéral. D'ailleurs, comment cela lui aurait-il été possible, en ayant le duc de Luxembourg comme maître de son destin ? Certainement ce dernier n'est pas hostile au mouvement philosophique ; il doit comme tous, comme le Grand-Maître *in partibus* le duc de Chartres, souhaiter certaines améliorations dans l'État, mais il se garderait bien d'en conseiller l'étude aux ateliers. Pour rendre plus respectable aux yeux du monde, — de la Société, — l'Ordre qu'il a pris sous sa direction, il donne asile aux préjugés de cette société. Ainsi agit-il à l'égard des comédiens. Une idée généralement répandue est que ceux-ci étaient réputés indignes de faire partie de la Franc-Maçonnerie ; en vérité c'est le Grand Orient qui en a pris la décision officielle. Jusqu'à sa naissance on rencontre dans maints ateliers des artistes dramatiques — ce qui était d'ailleurs conforme à l'esprit de l'Institution — qui n'avaient pas à tenir compte de l'hypocrisie des grandes dames recevant les acteurs dans leurs alcôves et ne leur accordant pas l'accès de leurs salons. Dans sa circulaire du 24 avril 1776 envoyée à toutes ses loges, il leur annonce, entre autres choses, qu'il refusera *tous certificats qui seraient demandés pour les comédiens* ; et le 3 juillet 1777 le Grand Orateur de l'obédience, Breton de la Chevalerie, dans son rapport au Grand-Maître des travaux du Grand Orient fait connaître la décision suivante :

« Les gens destinés aux théâtres publics ne sont point reçus par le G.^o. O.^o. non à cause de la dégradation de mœurs que l'on attribue à leur profession, il en est qui peuvent avoir assez de courage pour conserver des mœurs irréprochables ; mais parce que cet état les met dans une telle dépendance des caprices du public, que souvent nous serions exposés à de dures épreuves et ne pourrions exécuter cette partie précieuse de nos obligations de secourir nos F.F.^o. lorsqu'ils sont injustement humiliés.

« On n'a point émis la proscription sur l'Harmonie. Pourquoi en ne pas respecter ce flatteur et sublime accord de l'art avec la nature, qui par son charme enchanteux et puissant anime et soutient le courage, suspend et consolide la douleur, entretient ou fait naître le desir, le plaisir et le besoin d'union, premiers moteurs de la formation des sociétés. » (2)

(1) Circulaire du 30 juin 1791. Voir [Jouaust] : *Histoire du Grand Orient*, loc. cit., p. 244.

(2) *Etat du G.^o. O.^o. de France*. Paris, 1777, in-8°, T. I. IV^e partie, p. 18 et 19.

Si le libéralisme dont il se targue avait existé, le Grand Orient aurait pu le pas prêcher une telle résolution, étant donné la belle campagne en faveur de la réhabilitation des comédiens que Voltaire avait menée en tirant de ses ouvrages à commencer par ses *Lettres philosophiques* en 1749, avec le concours de plusieurs de ses confrères et de grands artistes comme la terreur et impétueuse M^{lle} Clairon — campagne que d'ailleurs la Révolution fera aboutir. A mesure que les années se rapprochent de cette Révolution, nous ne voyons pas sur ce point le Grand Orient s'amender. Au contraire ! en janvier 1786 la loge *Saint-Jean de Jerusalem* de Nancy, qui était en sommeil, reprend ses travaux, avec 20 membres dont plusieurs sont comédiens. On les a sur la liste désignés comme artistes musiciens (la proscription, comme on l'a vu, ne s'étendant pas à l'harmonie « ce sublime accord de l'art avec la nature »). Seulement le Grand Orient se met à l'œuvre. Il charge les deux autres ateliers, existant déjà au même Orient — *Saint-Louis Saint-Philippe de la Gloire* et *l'Auguste Fidélité* — d'exécuter sur la condition civile des postulants. Saint-Louis « mange le morceau », et l'obédience refuse d'entériner la demande (1). Nous ignorons si ce fut cet incident qui provoqua un nouvel arrêté rendu le 9 juillet 1787 par la Grande Loge de son Conseil. Ce qu'il faut remarquer c'est que les termes en sont encore plus offensants pour les comédiens que la circulaire antérieure :

« Comment des maçons pu par leur état civil n'auraient jamais dû recevoir la faveur ou pour lesquels elle aurait dû s'étendre sitôt qu'ils exerceraient une profession qui les rendait vils aux yeux même des profanes ; comment de pareils maçons ont-ils pu se flatter que le G. O. les préférerait à d'anciens chevaliers aussi distingués par le rang qu'ils occupent dans la société civile que par leurs talents et leur vertu maç. ».

On ne nous ignore pas que certaines loges, avant la création du Grand Orient, refusaient d'admettre les gens de théâtre. La résolution dépendait de la volonté des maîtres, mais non d'un arrêté de l'obédience. Si le 2 août 1746 la *Loge anglaise* de Bordeaux refuse d'initier trois « joueurs d'instruments à la Comédie », par contre nous trouvons non seulement maints musiciens d'orchestre dans les ateliers, mais des acteurs et qui y occupent même des postes importants. A La Haye, en 1761, existe une loge *L'Égalité des Frères* que composent les comédiens de la

(1) Charles Bernardin : *Notes pour servir à l'histoire de la Franc-Maçonnerie à Nancy jusqu'en 1895*. Nancy, 1910, in-8°, T. II, p. 9 et suiv.

troupe française (1). Et on a pu remarquer, au cours de cet ouvrage, la présence d'un acteur du nom de Thomassin signalée en 1744 à la loge de l'Hotel de Soissons, et parmi les frères arrêtés au nomme Vincent qui appartient à la Comédie Italienne.

Et que dire aussi de l'attitude du Grand Orient envers la classe ouvrière ? Il écarte délibérément les hommes « mercenaires » et « des gens de condition servile dans l'état civil », auxquels on n'accorde que le droit d'être « servants » dans les loges (2). Le peuple est encore socialement trop disgracié pour qu'on lui fasse une place parmi les favoris de la naissance et de la fortune — bien que, nous l'avons vu dans le chapitre relatif aux perquisitions péloponnésiennes, il ait été fait parfois exception à cet ostracisme. Une loge s'étant créée à Paris sous la dénomination *Les Arts Reunis*. Elle comptait quelques religieux benédictins, mais surtout des vitriers, des charpentiers, plâtriers, serruriers, couvreurs. On ne l'agréa pas. « A Nancy, dit M. Daniel Morret, la loge de *La Vertu* se voit refuser des Constitutions, parce que ses membres sont de trop petite bourgeoisie, chapelier, perruquier, tailleur, tapissier, bonlanger, etc., etc. » (3). Ce sont là, pour l'obédience, des « vilains » indignes de porter le talier qui, pourtant, symbolise le travail. Et une autre circulaire parut en 1779 déclarant qu'ils « n'ont pas l'indépendance que requiert la Maçonnerie... Ils peuvent tomber dans le besoin et conséquemment se trouver dans l'impossibilité de prendre part aux œuvres de philanthropie qui sont l'objet de l'Ordre ». Comme on sent la faiblesse du prétexte qui ne sert qu'à masquer le désir que l'on éprouve de mériter la considération du beau monde !

En tirerons nous quelque thème pour le Grand Orient ? Nullement. Il est probable que l'ancienne Grande Loge de France, composée des ateliers qui n'ont pas accepté la tutelle de la nouvelle puissance créée en 1773, agit pareillement. Le Grand Orient est de son temps — mais, et c'est ce qu'il importe de démontrer, il n'est pas du tout en avant de son temps. Et s'il témoigne d'une naïve présomption en affirmant qu'il a été un agent de l'affranchissement des classes, ses adversaires se montrent bien peu avertis en lui attribuant des visées républicaines qu'il était bien incapable de nourrir.

Cette profession de libéralisme du Grand Orient, jointe à la réception

(1) Fraussen : *Les Comédiens français en Italie aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1925 (Renseignement fourni par M. Max Fuchs).

(2) *Etat du G. O. F.*, loc. cit., 1777, 4^e partie, p. 17.

(3) *Les Origines intellectuelles de la Révolution*, loc. cit., p. 379.

Mais — cette remarque a son importance, et la présence à la tête du C. O. du duc de Luxembourg suffisant à la prouver — il n'apparaît pas que l'abolition des corporations fut de favoriser particulièrement le Tiers Etat au détriment des deux autres.

Plus tard, l'élan était donné. Nous nous sommes mis à l'œuvre, et j'ai été plus précise dans la démonstration de ses sentiments.

Le 24 mars 1794, le 2^e d'Avignon *Le Peuple* écrit : « Les députés du Grand Orient exigent de tous les loges de leur ressort qu'ils envoient des frères qui auront, comme eux, pris le serment de ne jamais se déjuger, soit, sous peine de refus d'admission, à moins qu'ils ne soient les seuls pour être admis dans le 2^e d'Avignon, et pour en faire partie la preuve attestant qu'ils ont pris le serment de ne jamais se déjuger. »

[illegible]

Le serment de Verdun et le serment civique en mars 1791, pièce ms publiée par
G. K. H. ...
Paris, in-8°, n° 19, juillet-sept. 1914.

la Franc-Maçonnerie « pour préserver son caractère régulier » la rendait fonctionnaire de la toute puissante transformation totale de l'État. À noter que si la Franc-Maçonnerie avait manqué de soutien de son Grand Maître Philippe Lezardre, elle ne repouvait guère la multitude des forces qui étaient nées, et même de ceux qui se sont rendus si utiles aux régimes successifs. Le régime peut éliminer les ennemis de la République, mais dans plus ou moins de délais, les ennemis devenus ennemis doivent également ou grande majorité, déphaser ces actes. En 1904, M. Lezardre ayant répondu en réponse à l'interpellation de M. Prêtre sur l'existence légale de la Franc-Maçonnerie, que Lazare Carnot « n'était sorti de la loge que pour organiser les armées de la République », M. Carnot fils lui ayant répondu et assassiné, lui écrivait :

« A ma connaissance deux personnes seulement dans ma famille ont été adhérents à la Franc-Maçonnerie. L'une est un tuteur de mon grand-père, à l'époque où le prince de Condé, gouverneur de Bourgogne, prenait le titre de **grand-maître des loges de la province** : temps éloigné où la maçonnerie, société de fraternité platonique, ne se trouvait dans la partie la plus obscure et la plus générale de l'armée. L'autre personne fut mon grand-père Hippolyte Carnot, qui, avec quelques fervents idéalistes de son époque, prit part à la rénovation de l'Ordre du Temple et appartenait successivement à la loge de Saint-Jean, puis au groupe Saint-Simonien. »

Suivant une petite remarque d'ordre historique qui n'est pas sans ironie :

« Je ne puis qu'être le paraphrase de votre discours, je vous en prie de consacrer ma famille sans vous enlever l'honneur à la suite de ce que j'ai trouvé les anciennes archives du Grand Orient. *Vous aurez la surprise d'y retrouver, sur les listes des loges régimentaires de l'armée royale avant 1789, les noms d'un très grand nombre de ces émigrés de l'armée de Condé que mon bisaieul eut à combattre.* » (1)

Cette remarque Remond de Belmont, baron de Loges et commandeur de Malakoff d'Orléans dans sa Réfutation de *l'Histoire de la Franc-Maçonnerie de Philippe d'Orléans* 2. L'avant de l'époque au début du XIX^e siècle, on ne sait tout que presque toute la loge du père d'Orléans et, qu'à l'exception de Biron, aucun de ses membres ne figura dans la Révolution.

M. Emile Lesueur dans son livre *La Franc-Maçonnerie artésienne au XVIII^e siècle* 3, nous en apprend un peu plus sur l'histoire de ces

(1) *l'Acacia*, revue d'études maç., Paris, in-8°, 1^{er} semestre 1904, p. 478.
 (2) *Philippe-Joseph d'Orléans, loc. cit.*
 (3) *La Franc-Maçonnerie artésienne au XVIII^e siècle*, Paris, 1904, p. 10.

vient obligatoire (1). Après... on se tait. Forcément. Il faudrait donner de tels gages de civisme pour être au-dessus des exalts, qu'on y renonce — d'autant plus que ceux-ci les pourraient encore trouver d'une coupable tiédeur.

Mais pour convaincre la Franc-Maçonnerie de tendances révolutionnaires, que prouvent de telles manifestations ? Rien. Des francs-maçons ont accepté et applaudi la République. Répéter qu'ils l'ont acceptée. S'ils voulaient continuer leurs travaux pouvaient-ils agir autrement ? Opportunistes ! L'élite. C'est l'élite de la droite pour laquelle, comme tant d'autres avant la Terreur, n'auraient-ils pas applaudi au labeur chaotique mais fécond de la Convention Nationale ? Subir les événements ne signifie pas du tout qu'on les a préparés — et c'est cela qu'il importe de démontrer.

L'ambitieuse Déclaration du Grand Orient ne prouve rien là contre. En la faisant le Grand Orient ne fait pas qu'obéir à la tactique des francs-maçons pour lesquels un gouvernement républicain est toujours le bienvenu, il traduit le pathos républicain. L'Académie avait pu en dire autant si, au lieu de former une caste, elle avait constitué un groupement, et la Bourgeoisie, et l'immense majorité du bas Clergé, — voire même l'Académie Française.

Eh oui ! l'Académie Française ! Que les temps sont changés ! Elle aussi et tant de puis plusieurs années se courbait par l'esprit républicain. Le Pouvoir s'en montrait indigné — et avec raison !

Cette Académie couronnait les pièces de vers dont les allusions aux maux dont souffrait le royaume étaient les plus apparentes. En janvier 1787 une espèce d'enthousiasme soudain — le résultat d'un tel passage de l'Ode qui avait obtenu le prix de poésie :

*Cessez donc de penser, dieux mortels de la terre,
Que vous ne devez rien à l'humble tributaire,
A la foule sans nom des villes, des hameaux.
Fleuves majestueux, dans votre auguste course
N'oubliez pas la source
Dont l'urne intarissable alimente vos eaux.*

Quel était l'auteur de ces vers ? L'abbé Lhuillier, de la chambre de la Reine. On accorde des accessits à deux autres poètes, et on

(1) Renou : *Historique de la Loge anglaise n° 204 de Bordeaux*, Ms.
(2) Grimm : *Correspondance...*, juillet 1787.

Il écrit :

« Il y regne un esprit d'indépendance, presque de révolte, auquel les têtes les plus opposées se rallient. Marmontel, un timide, qui manqua mourir de peur à la Révolution, se laisse aller à écrire le quinzième chapitre de *Bélisaire*, qui le met aux prises avec la Sorbonne ; Thomas, le plus doux des hommes, élève pieux d'un Séminaire trouve dans son Eloge de Sully, des accents révolutionnaires pour attaquer les gabelles, les corvées, la taille, tout le système financier du passé, et se fait applaudir d'un public enthousiaste. Les choses allèrent si loin qu'à la fin l'autorité se fâcha, et que le chancelier Maupeou, qui ne répugnait pas aux coups de force, fut, dit-on, sur le point de supprimer l'Académie, qu'il trouvait trop républicaine. Elle ne tint pas compte de ces menaces, que le sort des parlements rendait redoutables, et ne devint pas plus réservée... Cette popularité est à son apogée en 1782, à la réception de Condorcet. La philosophie à ce moment est maîtresse de l'opinion, et le discours de Condorcet n'est qu'un hymne à sa gloire. « Nous pouvons nous écrier, dit-il d'un ton d'inspiré : La vérité a vaincu ; le genre humain est sauvé ! » Et le public qui l'applaudit avec transport, n'oublie pas que l'Académie a pris une part importante à cette victoire, et semble disposé à lui en témoigner sa reconnaissance. » (2)

dante de la Messe, de la Bible. S'en entretenant d'un ton enjoué avec son valet, le bon S. Fort et s'ingérant, avec ce mot magique, à calmer les appréhensions de sa maîtresse.

On s'embrasse. On crie « Vive le Roi » et « Vive la Nation » avec une ardeur égale. On les assomme dans des transports d'amour et de fidélité. Les manifestants et, en Dieu, sont en nombreuse majorité de bons catholiques. On obtient des masses pour fêter l'aurore de la Liberté et même les en ferait dire l'autorité pour le repos de l'âme de Mirabeau. Les plus cupides jurant par J.-J. Rousseau beaucoup plus que par Diderot qu'ils n'ont jamais lu. Personne n'est républicain.

Plus tard...

Mais que viendrait faire la Fraterne Maçonnerie dans ce « Plus tard » puisque, suspecte, elle est reduite au silence et goudine « presque morte » ?

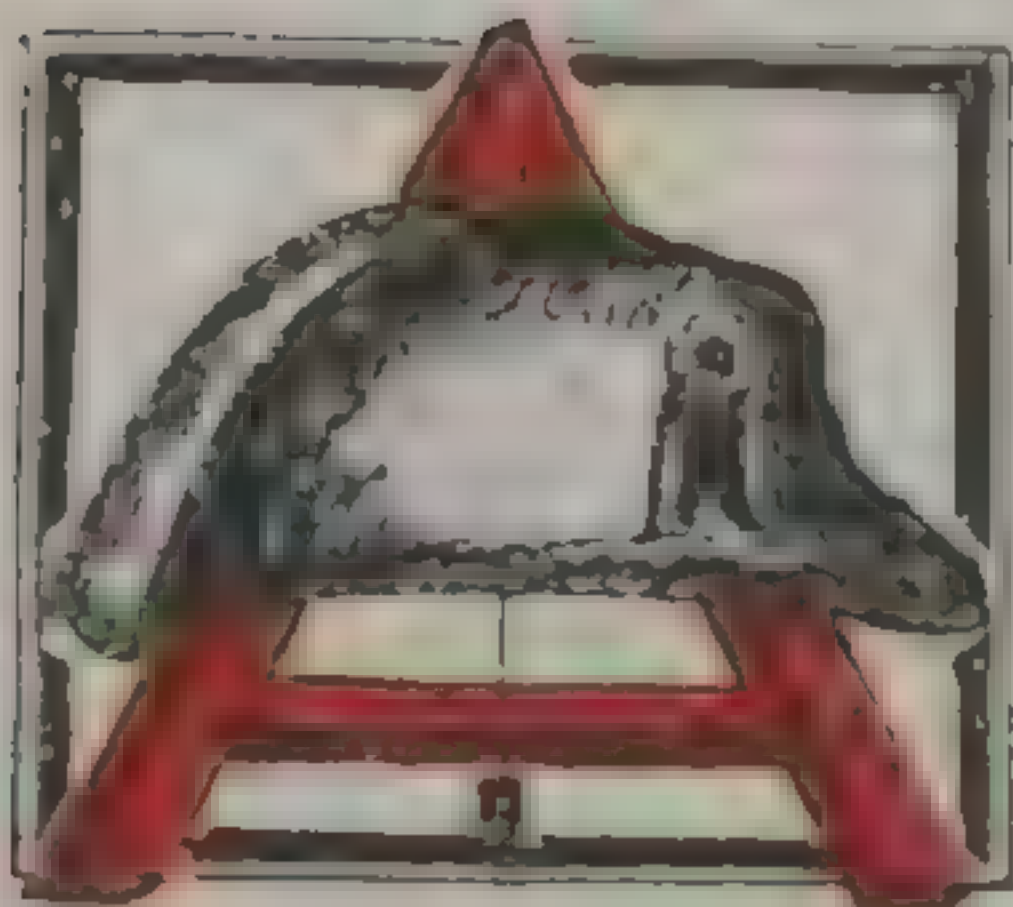
deux en langage euphémique du temps, furent la cause principale de la colère du peuple, surtout dans les départements. Leur puissance datait de Colbert qui leur avait affermé les droits de traite (c'est-à-dire de douane et de circulation), les droits de gabelle d'aides et de domaines — auxquels s'était ajoutée en 1739 la perception de l'impôt sur le sucre. Cette conjonction, qui constituait un véritable état dans l'Etat, avait des tribunaux spéciaux en ses territoires des gabelles ou gabelous avaient forme de vérité, le droit d'envoyer les délinquants ou les prétendus délinquants aux galères ou même à la roue. Il y avait lieu de citer aussi ce fragment d'un roman de Ch. Dickens, plus savant peut-être que toute documentation officielle : « Il tourna les yeux vers le groupe de paysans et vit, sans la reconnaître, l'œuvre sûre et lente de la faim qui a rendu la vie d'un des Français proverbiale en Angleterre, où elle est restée à l'état de préjugé plus d'un demi-siècle après avoir cessé d'être réelle (*Paris et Londres en 1793. Paris, in-16, p. 103 et 107*).



IV

LA FRANC-MACONNERIE
SOUS NAPOLEON I'

LA FRANC-MACONNERIE SOUS NAPOLEON I^{er}



nticipant sur les événements, nous allons donner tout de suite quelques renseignements d'ordre exclusivement maçonnique avant d'entrer dans le détail des rapports de l'Etat avec l'Institution.

Quand Bonaparte, en novembre 1799, devient Consul, il n'y a pas bien longtemps que, sous l'impulsion

d'un animateur de premier ordre qui avait tenu l'équilibre de Montaleau le Grand Orient, que la suite des événements avait entraîné un sommeil, s'est réveillé. Son ex-Grand-Maitre, l'ancien duc de Chartres, devenu duc d'Orléans par la mort de son père et l'empereur, par son esprit démagogique, n'est plus à sa place, mais pour quel motif ? Ce pourrait être une ruse, pour attirer l'attention sur lui, de l'empereur, qu'il avait détesté, intérieurement il se réjouissait de la chute du Grand Orient à la ferveur et l'éclat d'une renaissance. Tant en province qu'à Paris les loges se multiplient. Et, comble de bonheur pour cette obédience, l'ancienne Grande Loge de France, composée des ateliers qui avaient refusé de répondre à l'appel du duc de Luxembourg, consent à s'y agréger. Elle n'avait pas, elle, trouvé dans son sein le chef assez ardent pour lui insuffler « force et vigueur », et, préférant la reddition à la mort, avait accepté l'offre de fusion que le « Grand Vénérable » R. de Montaleau lui avait faite. La fête sigillant cet accord fut célébrée en décembre 1799. Ainsi le Premier Consul trouva donc à son arrivée au

pouvoir une Franc-Maçonnerie unifiée. Il y a bien encore, à Paris, et par une partie de la France, un grand nombre de petites loges du rite écossais qui sont très-actives et très-riche, mais elles semblent si peu importantes qu'on peut dire tout bonnement que le Grand Orient a presque le monopole de la franc-maçonnerie et qu'il est le représentant de l'Ordre maçonnique en France.

Cette franc-maçonnerie n'a pas attendu que premier consul pour se donner une organisation. Elle est déjà en cours de travail des loges, et il lui d'avance les trois degrés de retrouver le repos, après la tempête que les événements politiques ont pu lui causer. On des progrès accomplis, et les choses ne sont pas faciles du Premier. D'autant plus que le général Bonaparte ne se laisse pas avec ceux qui lui font opposition, et il n'a pas qu'il n'ait pas le droit d'être un simple d'État la situation encore moins à l'égard de la franc-maçonnerie, si cette société n'a pu quelque chose de son organisation, seigneur d'indépendance. D'ailleurs, l'un de ses collègues d'indépendance, et de assurer le maître de sa loyauté, en attendant que plus tard elle soit libre de son indépendance Bonaparte, avons nous dit, devant savoir à quel point son tour sur l'indépendance de l'Ordre; jeune sous-lieutenant de cavalerie il avait dû approcher nombre de francs-maçons; son compagnon d'armes de la campagne d'Égypte Kleber passe pour avoir créé au Caire un atelier, et même si ces frères ont observé la discrétion d'ignorer, son esprit curieux et sagacément perspicace a facilement deviné ce qu'on ne lui disait pas. S'il tient à être mis au courant des faits et gestes des francs-maçons, nous ne le voyons pas s'en préoccuper.

En 1804 il est empereur. Malgré son humeur belliqueuse qui va lui faire mépriser tant de Français, il paraît au moins sévère sur toutes les institutions du pays, réglant le statut des corporations comme celui du Conseil d'État. Il voit tout et n'est tout pour lui, si peu qu'il ait bien fait. Il a dû s'occuper de la franc-maçonnerie, et de l'appeler tous les maîtres et de le leur remettre par l'Ordre. Mais encore n'est pas pour lui une société secrète qui peut être considérée comme un danger de ce qu'il se passe. Deux solutions se présentent à lui, la première est de le détruire. Il l'essaye. Un homme de son tempérament ne peut pas se laisser dominer, et cette tentative, si elle est organisée, doit le déplacer d'un plan, peut lui offrir une position nouvelle, et de son côté il le gênera. Il met à sa tête son frère Joseph Bonaparte, gouverneur de Naples dès 1806, a de plus graves soucis, et il ne peut lui porter de son côté l'activité, cette fois réelle de

L'Asie-Grand-Chacoilar Comandancia. Pour lui, son préfet de police et des gendarmes, dont plusieurs, tel Messana avaient subi l'initiation alors qu'ils n'étaient encore enfants lorsque des militaires sans crainte occupent des postes d'extrême Orient. Ils participent, quand ils sont là, à la direction et à l'administration de la Comandancia. Pour rien, à première vue, de ce côté.

Nous le n'irons pas plus loin que ce que nous avons dit sur les loges écossaises qui étaient demeurées dissidentes, se crée à Paris le Suprême Conseil de France. Il avait été formé par un grand nombre de loges de France et de l'étranger qui s'étaient réunies pour se fusionner avec le Grand Orient. On essaie de lui obéir. Nous avons expliqué longuement ailleurs dans notre ouvrage sur le Rite Ecossais les raisons multiples qui s'opposaient à la réalisation de cet idéal. L'usage de la langue française par les loges n'est pas la seule raison. Souverain Grand Commandeur de ce Suprême Conseil de France, sous son entière surveillance, l'usage de sa langue de communication et même de l'exécution de ses mandats. Ceux-ci, choisis appartenant pour la plupart à l'antiquité, à l'histoire et à la science, en fait, elle ne se tient pas trop à la charnière pour une œuvre qui est en somme de tradition impériale. En outre, il est souvent digne et inutile de contraindre les Grands. Ce sont toujours ceux qui sont les bruts factieux et suscitent les mauvais pressentiments. Ce fut la raison principale de la tolérance relative dont la France Maçonnerie avait joui au XVIII^e siècle et ne doit pas être oubliée pour les loges qui ont été fondées du premier au dernier jour de la République. Les loges qui ont été

100

Pour bien comprendre cette affaire, il convient tout d'abord d'examiner attentivement les statistiques du commerce extérieur de la France, et d'étudier dans les journaux les faits de la politique internationale.

Après la chute de Bolespoin et avec l'approbation du Directoire, la France Macaronne s'est vu donner par le Conseil des Bénédictins, le 15 août 1793, un grand projet de réorganisation de la République, qui se divisait en trois parties : la République, la République et la République. La première preuve que nous en ayons nous est donnée par une

replique adressée au *Messenger du Soir* qui, le 16 frimaire 1796 (6 décembre), avait publié la note suivante datée du 11 :

« Les Sociétés de Francs-Maçons se multiplient de manière à inquiéter les bons citoyens, etc... D'abord, sur plus de quatre vingts loges régulières qui existaient à Paris avant la Révolution, il n'y en a que deux en activité, et nous en comptons fort peu dans les provinces. Secondement ces sortes de réunions ne peuvent, par l'essence même de leur institution, être utiles à la Nation. Sans en excepter la France, elle est composée de la noblesse et de ce qu'on appelle la bonne bourgeoisie composait les sociétés maçonniques ; ces deux classes de citoyens les composent également aujourd'hui chez les puissances étrangères telles que la Russie, l'Allemagne, la Suisse et l'Angleterre, où le même esprit les anime sans se connaître et souvent sans se correspondre, je veux dire le respect le plus profond pour les lois, pour les cultes religieux et la bienfaisante fraternité. Si en France à l'époque de la Révolution, quelques intrigants se sont ligüés avec le duc d'Orléans pour le rétablir, c'est à cet esprit qu'il faut attribuer la part prise au corps des maçons, surtout tel qu'il existait alors, les écarts de quelques-uns de ses membres, qui ont servi à le faire mépriser à tous les Français les plus sages et les plus éclairés, par suite de cette médisance on a vu des pays de grands maçons se dévouer à la destruction de ce principe en dépense de quelques milliers de livres, et d'autres s'occuper à faire des francs-maçons quelques folliculaires. » (1)

C'est un nommé Fustier qui répond, et sa lettre, reproduite par le *Messenger du Soir* le 22 frimaire 1796, est fort intéressante sur l'état de la franc-maçonnerie à cette époque. On les trouvera dans son ouvrage. On en jugera par le texte intégral que voici :

« Au rédacteur,

On vous a trompé, citoyen, en vous engageant à insérer, dans votre feuille du 16 courant, que les sociétés de francs-maçons se multipliaient de manière à inquiéter les bons citoyens, etc... D'abord, sur plus de quatre vingts loges régulières qui existaient à Paris avant la Révolution, il n'y en a que deux en activité, et nous en comptons fort peu dans les provinces. Secondement ces sortes de réunions ne peuvent, par l'essence même de leur institution, être utiles à la Nation. Sans en excepter la France, elle est composée de la noblesse et de ce qu'on appelle la bonne bourgeoisie composait les sociétés maçonniques ; ces deux classes de citoyens les composent également aujourd'hui chez les puissances étrangères telles que la Russie, l'Allemagne, la Suisse et l'Angleterre, où le même esprit les anime sans se connaître et souvent sans se correspondre, je veux dire le respect le plus profond pour les lois, pour les cultes religieux et la bienfaisante fraternité. Si en France à l'époque de la Révolution, quelques intrigants se sont ligüés avec le duc d'Orléans pour le rétablir, c'est à cet esprit qu'il faut attribuer la part prise au corps des maçons, surtout tel qu'il existait alors, les écarts de quelques-uns de ses membres, qui ont servi à le faire mépriser à tous les Français les plus sages et les plus éclairés, par suite de cette médisance on a vu des pays de grands maçons se dévouer à la destruction de ce principe en dépense de quelques milliers de livres, et d'autres s'occuper à faire des francs-maçons quelques folliculaires.

En attendant rassurez les bons citoyens sur l'esprit de la maçonnerie, dont les autorités constituées sont pour la plupart membres. Soyez même convaincu que la reproduction des loges est un des pronostics des plus certains du retour, peut-être plus prochain qu'on ne pense, de la paix, de l'aisance et la gaieté dans notre patrie, et, si la force de mes raisonnements échoue contre vos préjugés, le seul moyen que je connaisse pour les détruire totalement, c'est de demander à être admis. Depuis le sage Plutarque, qui fut initié au mystère d'Isis, le prototype de toutes les institutions maçonniques, bien des curieux ont pris le même parti, et aucun n'a eu lieu de s'en repentir.

(1) *Le Messenger du Soir* ou Gazette générale de l'Europe. Paris, in-4°. Ce journal, fondé par Fustier, parut le 26 avril 1792. Il ne faut pas s'étonner de l'opinion exprimée plus haut sur la Franc-Maçonnerie, ce journal s'étant fait l'interprète (assez courageusement d'ailleurs) du parti modéré de la Convention.

Votre dévoué concitoyen *Fustier*, secrétaire de l'une des deux loges en activité. »

Elle présage une résurrection — cette lettre — une résurrection qui sera lente mais continue. Le pouvoir est sûr d'avoir pour lui-même des ateliers qui, comme des convalescents qui reprennent goût à la vie, n'ont pas trop besoin d'être l'objet d'une surveillance de l'administration centrale du département de la Seine, L. Dupin, les signale au ministre de l'Intérieur dans une lettre qui est tout à fait favorable constatant que les francs-maçons qui les dirigent ne « peuvent pas les laisser suspecter » (1). Il ajoute deux mois après : « dans les centers muraux il y a quelques années, il y avait des loges qui se réunissaient en non à l'ordre public et d'autres qui étaient dans une situation pliant » (2).

Un des premiers actes du Comité avait été de remettre le pouvoir sous la dépendance directe du Préfet. Un décret du 28 pluviôse de VIII^e pendant la Révolution créant les Administrations des départements de la Seine et de la Gironde et les trois maires de Bordeaux et de Paris appartenant de l'administration de la Seine et étaient nommés par décret. Ils prenaient les autres en compte l'organisation telle qu'elle avait existé sous la monarchie en changeant simplement le titre de celui qui était en charge de la responsabilité de l'administration de la police de l'ancien régime à celui de l'ancien Préfet de police.

Le préfet, nommé par arrêté du 17 ventôse, fut Dubois, un des trois maires du Bureau Central. Il est un qui se trouvait de passage par suite de la nouvelle institution. Il était, sans être un homme si remarquable général : l'ex-chevalier de Piis, autrefois petit auteur de petites comédies dont les succès posthumes avaient dépassé les succès de sa vie et les tendres recueils — lequel, ayant abdicqué sa médiocre noblesse vu l'écroulement des temps, ne s'appelait plus que l'ancien Piis. Ses sentiments d'ailleurs avaient évolué avec sa chevalerie ; et lui, qui avait été secrétaire interprète de Mgr le duc de Angoulême, avait plus tard exercé la défense des vrais principes républicains dans une société littéraire et littéraire baptisée *Le Portique*. On y était courtois, on y était digne, mais l'accès en était interdit à tout membre de l'Institut.

(1) *Tableau analytique de la situation politique du département de la Seine pendant le mois de Nivôse an VII*. Arch. Nat. F¹ III, Seine 20.

(2) *Ibid.*, pendant le mois de floreal.

Le premier exemple est donné après le 18 brumaire an VIII (le 12 juin 1800), le rapport que vous cite l'histoire de la franc-maçonnerie sur les agissements subversifs des prêtres et du clergé des masses et des masses qui sont « des plus fâcheux et du plus grand danger du gouvernement », écrit :

« Il existe au boulevard Poissonnière une réunion de royalistes prononcés qui se couvre du manteau de la Franc-Maçonnerie. On y est admis avec infiniment de précaution et de mesure. La surveillance la plus active est dirigée sur cette assemblée et l'on rendra compte du résultat. » (1)

Et le 15 août 1800 (27 messidor an VII) nous arrive un renseignement, qui nous fait connaître les agissements de la loge *La Réunion des Français* ressuscité sur la défection de son ex-Grand-Maitre, si la loge incriminée ne nous apparaissait comme une dissidence aux visées royalistes, sinon légitimistes :

« Une loge s'est reformée ; ses assemblées se tiennent hors la barrière du Combat et à peu de distance. On n'y reçoit que les sociétaires dont le moral est éprouvé. La mémoire du Grand Maître (duc d'Orléans) y est vénérée. Ses armes sont sur les patentes avec cette inscription : *Il fut maçon, il fut digne de l'être*. Ses héritiers, l'ainé surtout, ont des partisans dans cette société. Mais quel que soit leur espoir, il est d'autant plus chimérique, que cette branche est actuellement unie et associée à la première. » (2)

Cette phrase « ses héritiers, l'ainé surtout, ont des partisans dans cette société » prend une valeur singulière et acquerra pour nous un sens prophétique lorsqu'en 1830 nous verrons la Franc-Maçonnerie aider ce fils aîné (Louis-Philippe) à ravir le trône à son cousin Charles X. A cette époque la branche des d'Orléans ne sera plus considérée comme « unie et associée » à la branche des Bourbons.

Les émigrés maçons auxquels on a permis de rentrer reprennent le chemin des ateliers. Nombre d'entre eux, et probablement des profanes séduits par le secret des travaux, se font recevoir à la loge *La Réunion des Français*. Ils ont été élevés par les maîtres de la loge *La Réunion* car le mouchard rend compte que « les propos de ces royalistes sont toujours à peu près les mêmes ». Les maîtres de la loge *La Réunion* peuvent affirmer que la Franc-Maçonnerie a toujours été une association de frères et de frères, et que les maîtres de la loge *La Réunion* ont toujours été des frères et des frères.

(1) Arch. Nat. A. F. IV 1329.

(2) Arch. Nat. A. F. IV 1329.

(3) Arch. Nat. A. F. IV 1329.

(4) Arch. Nat. A. F. IV 1329.

« Un certain abbé Bernal de ceinture de Saint-Jacques... surtout par le ton d'assurance avec lequel il parle des succès que les Anglais selon lui ne peuvent manquer d'obtenir dans la guerre qui commence. » (1)

Nous avons dit que ces royalistes entrés dans les loges étaient des faux-frères parce qu'ils faisaient servir l'Ordre à un but intéressé, à des ambitions partiales, à une dévotion personnelle, et que ces faux-frères, ces royaux d'adoption, ces faux frères du Grand Orient sont une source de troubles. La loge *Marcel Desobry* (10) est une loge de ce genre d'opinions exagérées, et l'on y voit assez souvent des exclusifs marqués. La loge *Philharmonie* est l'objet d'une surveillance particulière. « Celles des *Amis de la Paix*, des *Amis des Sciences* et des *Libres* sont peuplées d'individus connus pour leur partialité et le gouvernement, et ce sont ceux-là qui portent le trouble partout. » (3) Quant à la loge de l'Hôtel d'Aligre rue d'Orléans Saint-Hippolyte, c'est une de celles qui tiennent le plus souvent des séances. Elle est composée de tous individus attachés à l'ancien ordre de choses et de royalistes les plus enroulés. Avant et après les travaux maçonniques on s'y permet le échange de propos » (4).

Les révoltés italiens — qu'on appelle les Illuminés — tentent aussi d'occuper la Franc-Maçonnerie afin d'y trouver un asile sûr pour leur rébellion future. Mais les vrais maçons s'inquiètent, protestant contre cette invasion qui les compromet, et la police le sait : « Les maçons tranquilles et qui ne s'occupent véritablement que de maçonnerie cherchent dans ce moment-ci à réorganiser le Grand Orient et à faire tomber les loges suspectes et surtout celles qui observent le Rite Ecossais parce que leur correspondance s'étend chez l'Étranger et que d'ailleurs elles ne sont pas toujours très tranquilles. » Le résultat est que l'on constate bientôt que le préjugé de la Franc-Maçonnerie a l'instar de l'esprit public s'est bien amélioré ; le résultat des observations les plus exactes à cet égard est bien satisfaisant. La plupart des loges ont célébré leur fête de la Saint-Jean et l'on a remarqué en général beaucoup d'attachement au gouvernement » (6).

(1) Arch. Nat. F. 7. 3831. Rapport du 4 thermidor (1803 ?)

(2) Arch. Nat. F. 7. 3832. Rapport du 17 pluviôse an XII (20 janv. 1804).

(3) Arch. Nat. F. 7. 3832.

(4) Arch. Nat. F. 7. 3832. Rapport du 20 pluviôse an XII (20 janv. 1804).

(5) Arch. Nat. F. 7. 3832. Rapport du 17 pluviôse an XII (20 janv. 1804).

(6) Arch. Nat. F. 7. 3832. Rapport du 17 pluviôse an XII (20 janv. 1804).

indiqués qui n'ont pas encore pu être d'arrêter la vente. Il y a eu des notes qui indiquent des faits importants, et notamment que c'est pour un motif de... que les... ont été... Cela a été... que... le... ont... de... devant le... Ces... et... de la Loge Ecossaise, que l'on fait déjà les préparatifs pour cette réception.

On se dispose à se faire recevoir, et qu'enfin cet Ordre va recevoir

F. 7. 3833. Paris, ce 6 frimaire an 13 (27 novembre 1804). Rapport

S. A. I. le prince Joseph sera Grand-Maitre du Rit mod

F. 7. 3833. Paris, le 15 frimaire an 13 (6 décembre 1804). Rapport Franc-M

Grand-Maitre. S. A. I. le Prince Louis adjoint. MM. les Maréchaux Murat, Soult, tressorier, S. Ex. le Ministre de la Police générale, Choiseul-Praslin sont Grands

Dignitaires. On a prononcé plusieurs discours qui ont été applaudis. Il doit y avoir dans chaque ressort de Tribunal d'Appel une Loge Métropolitaine qui aura l'inspection de toutes celles du Département et correspondra avec le Grand Orient. On doit également en établir dans la République Italienne, comme un nouveau moyen d'union entre cette République et la France.

F. 7. 3833. Paris, ce 6 pluriôse an 13 (24 janvier 1805). Rapport Franc-Maçonnerie : « Le calme qui s'était retabli dans la Franc-Maçonnerie n'a pas été de durée. Les Ecossais veulent se reconstituer à part et briser avec le Grand Orient. On croit que celui-ci succombera dans la lutte ; plusieurs maçons assurent qu'il y a au Grand Orient quelques frères qui trouvent fort commode de se partager environ 60,000 livres qu'on prélève tous les ans sur les autres loges. Les Ecossais créent une loge dans ce moment et doivent lui donner le titre distinctif de l'Impératrice Josephine. On dit que M. le Maréchal gouverneur doit être un des grands dignitaires et il doit y avoir demain une conférence à ce sujet. »

F. 7. 3833. Paris, ce 19 pluriôse an 13 (8 février 1805). Rapport Franc-Maçonnerie : « Les troubles agitent plus que jamais la Franc-Maçonnerie. Les partisans du rit Ecossais ne tarderont pas, dit-on, à succomber. Ils sont dénoncés au Grand Orient comme des Intrus. On prétend qu'un sieur Mathew demeurant à Rouen est le seul qui puisse constituer des Loges Ecossaises. On lui a dépêché un frère. Il a déclaré n'en avoir constitué aucune à Paris et autorisé le courrier à faire part de sa déclaration au Grand Orient. »

A. F. IV 1493. Bulletin Paris, le 4 germinal an 13 (25 mars 1805). Francs-maçons : « La séance du Grand Orient a été si nombreuse que la salle n'a pu contenir toutes les personnes qui se sont présentées. Le Représentant du Grand Maître de la Loge... voir entrer le chapeau sur la tête. On a crié : « A bas le Chapeau ». Il s'est justifié et a prouvé que... la réunion des deux rites. Il a été approuvé en toutes ses parties à l'exception d'un

aggression faisait naître. Mais les observateurs en ont conclu que la n'était pas sincère et ne serait pas de longue durée. »

l'avènement au trône. » Et l'agent de la police ajoute : « Le traître n'a pas paru avoir des mauvaises intentions. »

La Maçonnerie reprend chaque mois une activité plus vive ; l'Archiconfrérie du Grand Orient est composée des deux et demi millions de francs du Saint-Empire, du Grand Cercle et du Suprême Conseil et du Grand Maître du Grand Orient, dont le Grand Maître titulaire Louis-François de Montmorency. Les Maîtres assistants sont les « colonnes ». Napoléon a laissé ses généraux occuper les principaux postes du Grand Orient et l'archiconfrérie n'a pu se soustraire à l'autorité des dignitaires du Roi. L'Ordre a l'ordre une considération qui attire les préfets, les ducs, les daines, les titres qu'acquièrent les fils d'adoption. La Loge *Sainte-Catherine* se fait remarquer par l'élégance de ses fêtes. Le Bulletin de la police générale du 12 mars 1806 (1) qu'il y a eu la nuit dernière un grand bal de loge d'adoption et la société des frères maçons de *Sainte-Catherine*. Les habits d'invitation portent que la princesse de Wagram présidera. Le bal est presque entièrement composé de dames. On a vu la princesse de Camille, on a remarqué Mme de Lamoignon. La Loge *Sainte-Catherine* est la loge royaliste par excellence, on l'a visitée le 21 janvier 1807 (2) et le sergent-banier de mourir dans la St-Martin (3) et les autres sergents ou capes y assistent. Les frères s'y sont en y signant la présence des princes de Wurtemberg et de Hesse. On a vu les maîtres sergents. On a remarqué qu'il y avait peut-être de Montmorency y était cette famille et est absente pour le mariage de M. Thibault de Montmorency. »

On voit que les maîtres ont des adversaires qui attaquent la Franc-Maçonnerie. Mais pas seulement il faut le dire, parce qu'ils sont ses ennemis, mais parce qu'ils se trouvent être aussi les adversaires du Roi. On le voit par le jugement porté sur l'acte Barruel. Tous les frères de la loge ont fait un acte contre l'Ordre parce qu'ils l'accusent d'être le principal auteur de la révolution. Ils regrettaient amèrement la révolution et la révolution d'être le frère dans la prise des Carraes. On a vu les maîtres de la loge de septembre, l'état préoccupé, les frères s'y sont en y signant la présence des frères maçons.

(1) Le calendrier républicain avait été supprimé le 1^{er} janvier 1806.

(2) Bulletin du 28 janvier 1807.

Dans ses mémoires aux J. et A. et ses lettres relatives à la mort de
 N. H. Piquart d'ut le *Journal* XVII de *l'année* 1803, on trouve pas
 seulement la polémique, mais on la trouve aussi dans un ouvrage
 coup plus important que l'Europe, cette fois-ci, l'Europe, l'Europe.
 La note du 12 février 1803 qui le concerne vaut d'être rapportée :

« L'Abbé PROYART,

Le ministre a fait arrêter, hier à Saint-Germain, l'abbé Proyart, auteur d'un ouvrage en cinq volumes, qui vient d'être publié sous le titre de *« Histoire de la France, depuis la mort de Louis le Grand jusqu'à la mort de Louis le Bien-Aimé »*. L'ouvrage est composé de quatre tomes de petites in-8, et d'un cinquième tome de plus de 100 pages, qui contient les conclusions de l'auteur. L'abbé Proyart a publié d'autres ouvrages, et a été plusieurs fois condamné par le parlement de Paris. L'ouvrage de l'abbé Proyart est une œuvre de parti, et est rempli de fautes et de calomnies. Le ministre a fait arrêter l'abbé Proyart, parce qu'il a été condamné par le parlement de Paris, et parce qu'il a publié un ouvrage de parti. L'abbé Proyart a été déposé à l'infirmerie de Bicêtre.

Il ne faut pas que les ecclésiastiques, croyant bien faire, s'aventurent à jeter le discrédit sur l'Institution. Comme aux temps de Louis XV et de Louis XVI, voilà qu'un évêque connaît le maladresse de mettre le gouvernement dans l'embarras en excitant l'opinion contre les réformes nécessaires ! Presque autant que les intérêts, le gouvernement ne tient pas à veiller l'attente du public sur le secret des ateliers. Ce secret, ne le connaît-il pas ? Mieux que les frères-maçons peut-être. C'est l'évêque de Liège qui, secondé par ses prêtres, lève ce linceul qui convenait de laisser au gîte. Les malheureux frères-maçons qui fréquentent les loges dont il s'agit, regimbent. Ils protestent auprès de Monseigneur sur un ton si dédaigneux que l'archevêque prudent d'en référer à Paris au ministre de la police. Et Portalis de répondre à Mgr de Liège « que les ministres du culte doivent présumer le bon plutôt que le mal, n'est pas prouvé ». Il lui donne une leçon de charité chrétienne d'un charme pi-

(1) L'abbé Lefranc, supérieur des Eudistes à Caen jusqu'en 1789, était imprudemment venu à Paris où il avait publié en pleine révolution (1792) deux ouvrages in-8°

les Philosophes et les sectaires de tous les temps.

d'être roi ou Tableau des causes nécessitantes de la Révolution française et de l'ébranlement de tous les trônes, in-8°.

quant — que le destinataire a même dû trouver trop piquant — en lui faisant remarquer qu'il n'est pas d'un premier ordre de considérations, qu'il n'est pas de la sphère d'action des lois, de la police et la paix entre les citoyens « en déclamant contre des réunions que la police connaît et qu'elle ne condamne pas ». Le ministre envoie à Napoléon un rapport de son département. Je ne saurais observer que des hommes distingués par leur place et par leur caractère, et la chose n'est pas le fait de quelques hommes, mais que, en général, les maîtres de la loge ne sont pas trop en respects dans leur langage, et qu'ils ne font pas de gestes qui ne sont pas ceux d'un homme d'état, et qu'ils ne font pas de démarches d'initiative sans quelque imprudence. »

On voit plus en temps, et l'histoire est la même. Le voyage, touche de respect, et le fait est que l'histoire est la même. Les vers du sage, et l'histoire est la même. Nous n'avons pas la réponse du grand maître, mais nous savons qu'il n'est pas de la sphère d'action qui suit :

« Mais, par exemple, est-ce un homme sage et bon administrateur qui ne s'occupe pas de la police, et qui ne s'occupe pas de la police dans le cas de suivre. » (1)

Mais, les francs-maçons ne sont pas de sages et de bons administrateurs. Un auteur contemporain le confirme :

« Ils n'occupent nullement le gouvernement ; on n'y parle jamais de religion, ni d'affaires d'Etat. Les Francs-Maçons lisent des vers et de la prose, font de la musique, tiennent un ou deux banquets par mois ; on fait une œuvre de bienfaisance, et le produit est employé en œuvre de bienfaisance, ou distribué à des familles indigentes. »

Le langage est le même, et le fait est la même. Les vers du sage, et l'histoire est la même. Nous n'avons pas la réponse du grand maître, mais nous savons qu'il n'est pas de la sphère d'action qui suit :

« Les Francs-Maçons des départements trouvent une grande différence entre les assemblées maçonniques qui se tiennent à Paris et les leurs ; ils trouvent que les francs-maçons de Paris sont plus occupés de futilités. » (2)

Les frères ont voulu le plus de pouvoir possible donner à la République. Mais ils lui en avaient tout de même donné. Pourquoi les a-t-il supportés, ce Pouvoir dont le vainqueur était si mécontent ? C'est qu'ils étaient si complaisants pour les intérêts des nombreux ouvriers. Ils ne savaient pas le danger qu'ils couraient. Nous avons fait beaucoup de mal à la République, mais nous ne pouvons pas nous empêcher de faire du bien. Il ne faut pas les condamner, car ils ont fait beaucoup de bien. Tant d'efforts pour le bien. C'est le vainqueur qui a été si mécontent. Il faut être juste. Le 27 novembre 1897 :

[illegible]

Votre Magistrat dont la grande compétence tout à donné par les divers établissements une expérience dans le fait est tout seul capable de prévenir tous les dangers et tous les abus. » (1)

[illegible]

Arnauld dans ses *Souvenirs d'un Sexagénaire* (2) nous rappelle son

(1) Arch. Nat. A. F. IV, 1046.

(2) *Paris*, in-16, T. I, p. 150.

bon, mais ce sont des romans qui ont pris leur essor pour la France. Leurs discours retrouvés par des chercheurs trop passionnés ont même fait croire à l'initiation de Napoléon. Et Charles de Montholon, *Historien de la Franc-Maçonnerie*, en les prenant pour des faits presque que le texte (et ce n'est pas peu dire), a ajouté à la légende en racontant que Napoléon avait passé l'année de son séjour à Malte au loge du boulevard Saint-Marcel.

Quand Besuchet écrit : « Il passe pour constant que Napoléon, allant prendre le commandement de l'armée d'Égypte, fut admis à l'initiation maçonnique lors de son séjour momentané à Malte » (1), il emploie un mode d'information que l'on excuserait chez un journaliste qui, pressé de servir le public, ne prend pas la peine de se documenter, mais qui est peu admissible de la part d'un historien. « Il passe pour constant ». Le danger d'un tel procédé est que l'étranger le prend comme l'expression d'une certitude et que nous voyons un écrivain de la valeur de Gould croire, sur la foi de Besuchet, à l'initiation de Bonaparte.

On va même jusqu'à avancer que ce sont les francs-maçons « qui l'ont fait consul et empereur ». Et Cartier Lathour et de qui nous avons relevé cette phrase, ajoute : « On ne comprendra jamais Napoléon, son élévation, sa politique, son règne et sa chute, si on ne tient pas compte de ses doctrines et de ses relations maçonniques » (2). On ne peut lui répondre que répondre. Le lecteur sans défense, sans les yeux de qui tombent de pareilles lignes, ne porte la faute sans y voir malice, et c'est ainsi qu'il se propagent tant de légendes qui se répandent de mal en plus mal. En écartant de l'ouvrage cette légende dont nous nous sommes posés la question — avec des documents irréfutables à l'appui — l'inexactitude. Si nous y ajoutions foi, elle serait un motif de plus de la faveur de l'empereur, et à ce titre elle rentrerait dans le cadre de ce travail uniquement consacré aux relations de la Franc-Maçonnerie et du Pouvoir. Mais comme nous n'en faisons pas état et que nous doutons d'autre part de l'argument fourni par Portalis, il convient de chercher ailleurs une plausible explication.

(1) *Précis historique de l'ordre de la Franc-Maçonnerie depuis son introduction en France*, Paris, 1887, p. 174.

(2) E. Cartier : *Lumière et Ténèbres. Lettres à un franc-maçon*, Paris, 1888, in-16, p. 183 et 184.



Il est donc facile de voir que cette opinion a été trop généralement acceptée et que certains auteurs de l'école qui ont tenté d'analyser l'édification maçonnique ont été influencés par elle. Ainsi Dmitry Merejzewsky (1) — qui n'a pas à accorder de la même manière l'expression toute la terre. C'est possible, mais *sous un angle français*.

Quant à la troisième classe de l'Institut, chargée de proposer les inscriptions à graver sur l'Arc de Triomphe, le voulait appeler *dauphinoises et dauphinaises*. Napoléon protesta avec une vivacité dans les termes qui donnaient lieu au point d'adoption des académiciens. Il ne veut d'autre titre que celui d'*Empereur des Français*. La notice qu'on se trouve sur tout cela est par conséquent qui terminent la notice : « Quant à la langue dans laquelle les inscriptions doivent être rédigées, c'est la langue romaine. Les Romains se servaient quelquefois de la langue grecque dans leurs inscriptions ; mais c'était un reste de l'influence des Grecs sur les arts et les sciences à Rome. La langue française est la plus cultivée des langues modernes, elle est plus délicate, plus répandue que les langues mortes. On ne voit donc point d'autre langue pour les inscriptions que la langue française. » (2) À remarquer que Napoléon est à Schoenbrunn et écrit sous la plume d'Alfred Goetz les paroles de ces volontés à son grand maréchal du palais Duroc.

On peut se faire une idée de la tristesse qu'il se trouvait que pour lui-même pour qu'il ne soit le gouverneur des régions conquises aux seuls intérêts de sa famille. Pour les exultations de sa pensée par les liens du sang, il est plus pauvre que de les tenir par les liens plus riches de la nation. En France il y a une seule république, la seule faute qui est faite, c'est de ne pas être plus politiquement unifié avec Marseille. On a vu en la place et par conséquent qu'il faut d'écouter d'un œil. C'est la différence de la situation des mêmes titres nobiliaires de la France et de la France. C'est la même à laquelle, selon le témoignage de l'Académie, il ne manque pour compléter la pensée de la France et de la France, qui est tout pour notre fin à tout.

(1) Dmitry Merejzewsky : *Napoléon, l'homme*. Traduction Dumesnil de Gramont. Paris, 1929, in-16.

(2) La pièce, entièrement de la main de Duroc (Arch. Nat. carton 02-6) se trouve intégralement reproduite dans A. Champollion-Figeac : *Chroniques dauphinoises et dauphinaises*. Paris, 1881, in-8°, p. 330-331.

cela. C'est le plus compréhensible de l'Homme, cet instinct d'expédient noble qu'a celui et qui l'aient créé le prestige de la grandeur. Il essaie par là même que la grandeur a besoin de paraître pour être élue et adoptée par la foule.

C'est d'est de la foule dont il a besoin. Beaucoup plus que de l'élite qui, au fond, le dévisage avec une ardeur destructive. C'est sûr cela qu'il compte pour exercer son rôle, qu'il joue de son aristocratisme et de son qu'il la mettra jusqu'à fondation. Par de tels gestes il prouve qu'il est le peuple et qu'il est l'ennemi du peuple. Il envahit l'Europe non point pour la dominer mais pour la faire Une. Napoléon châte les rois, mais protège les nations. Nous ne le voyons pas traîner le palanquin chez ses ennemis, mais au contraire traiter les prisonniers en les régimes *soumis* (1) non seulement comme des vaincus qui ont droit à sa pitié, mais comme des sujets qui réclament sa justice. A ses yeux ils ne sont point asservis, ils se trouvent libres. Il ne se contente pas d'être l'organisateur de la victoire, il est aussi l'organisateur de la conquête. A peine a-t-il cessé de frapper qu'il songe à réparer, par de minutieuses mesures administratives, le mal inévitable qu'ont causé ses exploits. Dans Moscou, dont l'incendie va éclairer sa funèbre retraite, il songe à établir le statut des Comédiens français; dans Paris, avant de partir, il a dû songer aux réformes qu'il apporterait hélas à la servitude cosaque. Ses soldats traînent le soldat en cet ancien capitaine de la Révolution française jette la semence des Droits de l'Homme. Il a causé cette Révolution mais, hélas, qu'il demeure de sa charitable fièvre, il n'est pas insensible que ses troupes apportent un air libre dans les plus de leur drapeau. Et les peuples ne s'y trompent pas tellement. Constatons avec quelle fièvre l'Angleterre et l'Autriche acceptent son dictature. Elles ne le laissent pas et lui font des réformes qui ne l'abandonnent qu'avec sa future. Les nations qui se opposent à ses invasions sentent plus à sauver leur propre puissance que l'intégrité de leur territoire. C'est l'histoire que nous voyons que pour le Royaume il est dans d'ignominie par la force de ses armées par la propagande de ses armées. Waterloo ne marque pas seulement la défaite de l'Empereur mais le début de la période française. C'est l'Autriche qui vient se présenter devant Louis XVIII, c'est la victoire de la République de notre Histoire. C'est la fin de la période de la République.

(1) Nous disons *soumis* et non *conquis*, car il s'est souvent montré implacable pour les révoltes des autochtones.

Toute l'Europe, derrière le chef n'a pas su voir l'Allemand. Cette illumination est une utopie qui conte charmes qui porte ses fruits. Les guerres napoléoniennes ont libéré l'Europe comme la charrue de l'ère le sol.

A cet horizon que hante l'esprit d'une pensée d'illumination cosmopolite, ne pouvant déplaire la France. Mais l'histoire avec son esprit international autrement dit son postulat de fraternité universelle. Ce postulat nous le trouvons exprimé il y a presque deux siècles (1777) par son premier Grand Orateur, le chevalier de Ransay : « Les sujets de tous les Royaumes, dit-il, peuvent apprendre à se gouverner eux-mêmes, sans recourir à leur patrie... Le monde entier n'est qu'une grande République dont chaque Nation est une famille et chaque particulier un enfant. Et il définit la Fraternité Magistère « un étallement dont l'unique but est la réunion des esprits et des cœurs pour les rendre meilleurs, et former, par la suite des temps, une Nation toute spirituelle, en surs d'un grand divers devoirs que la différence des états exige, en créant un Peuple nouveau qui, étant composé de plusieurs nations, les embrassera toutes en quelque sorte par le lien de la vertu et de la science ».

Ainsi, dès l'origine de l'Ordre se trouve établie sa tradition spirituelle - tradition à laquelle il n'a jamais cessé de demeurer fidèle - une tradition dont l'obédience à laquelle ont appartenu ou appartiennent ses maîtres. Le chevalier de Ransay exprime dans les aspects généraux non seulement d'une élite intellectuelle mais aussi « ce qui peut servir de paradigme » des plus grands du Royaume. Quand le premier ministre le cardinal de Fleury, terrifié de quelque hostilité envers la « secte » naissante, c'est parce qu'il craint son influence dans les affaires politiques mais non pour cette idée d'un Suprême, pour lui et ses collègues, ils approuvent pleinement. Pour lui, pour eux, et pour tous, la doctrine l'avait déjà exposée à son royal élève. N'a-t-il pas écrit : « J'aime mieux ma famille que la France, j'aime mieux mon pays que la France, mais j'aime encore mieux le genre humain que ma patrie », et dans son *Télémaque* (1709) : « Tout le genre humain n'est qu'une famille dispersée sur la face de toute la terre. Tous les peuples sont frères et doivent être traités comme tels ». Le duc de Richemont et d'Anguville, par ses vœux en tant que ministre Fleury, et par son œuvre de l'Ordre, le Grand Maître

(1) Voir sa lettre reproduite en fac-simile dans notre ouvrage *Le Rite Ecossais*, loc. cit., p. 16.

l'ensemble d'opérations effectuées par les entreprises et les personnes qui se feront connaître » (1).

Mais on ne voit pas ce qu'il faut faire pour que les intérêts de la République mondiale de l'Empire de l'Humanité soient sauvegardés. Il faut donc se demander comment on peut sauvegarder ces intérêts. On ne peut le faire qu'en montrant aux hommes que les intérêts de la République mondiale sont les mêmes que les intérêts de la République nationale. On ne peut le faire qu'en montrant aux hommes que les intérêts de la République mondiale sont les mêmes que les intérêts de la République nationale. On ne peut le faire qu'en montrant aux hommes que les intérêts de la République mondiale sont les mêmes que les intérêts de la République nationale.

« L'entrée des loges allemandes, dit Eckert, était toujours ouverte aux maçons militaires, ce qui était un puissant moyen de surveillance et de propagande. Parfois les frères visiteurs importunaient par leur présence, récitaient des éloges pompeux ; ou corrompaient des frères, au grand détriment de la patrie. En Espagne et en Portugal, où on l'avait introduite, la Maçonnerie déploya la plus grande activité pour créer un parti impérial. Elle se flattait partout de l'espoir qu'avec et par la dictature napoléonienne elle remporterait la victoire sur tous ses ennemis. Elle se servait de tous les moyens pour atteindre TOUS LES BUTS DE L'ORDRE. Qui ne se rappelle avec étonnement l'enthousiasme subit que montra pour l'empereur français certaine classe de la société ? Les délégués l'attestent, cette époque se fonde sur la coopération des commandants de police, les sous-officiers, les soldats, les officiers, les officiers d'infanterie, la garde. Mais c'est certain que plus tard les soldats se joignirent, quel qu'il leur en coûtât, à la défection, à la révolte, et c'est ainsi que se fit la révolution si facile des révolutionnaires en Belgique, en Savoie, à Mayence, à Trèves, à Spire, à Worms et à Francfort.

L'Allemagne donna alors un spectacle étrange, inexplicable. Ses troupes aguerries, qui naguère encore avaient donné la preuve de leur bravoure, semblent tout à coup frappées d'impuissance, et ses généraux aveugles. Les garnisons dans les forteresses mettent bas les armes, sans coup ferir ; les renforts de garnisons sont envoyés à la dérobée, sans que l'ennemi s'en aperçoive ; les munitions font défaut ; la fidélité des officiers est suspecte ; le découragement se répand dans les rangs ; les chefs militaires se livrent à des intrigues sur l'ordre des chefs suprêmes de la Maçonnerie. » (2)

(4) [Thory] : *Acta, loc. cit.*, T. I, p. 257.

Lui aussi Eckert exagère pour diminuer la valeur des troupes napoléoniennes.

Mais de tous ces faits se dégage une certitude : La Franc-Maçonnerie obéissait à sa tradition en servant l'Empire.

Et l'Empereur obéissait à sa mission en protégeant la Franc-Maçonnerie. (1)

sation, son but et son histoire. Traduit de l'allemand, disposé dans un nouvel ordre... par l'abbé Gyr. Liège, 1854, in-8°.

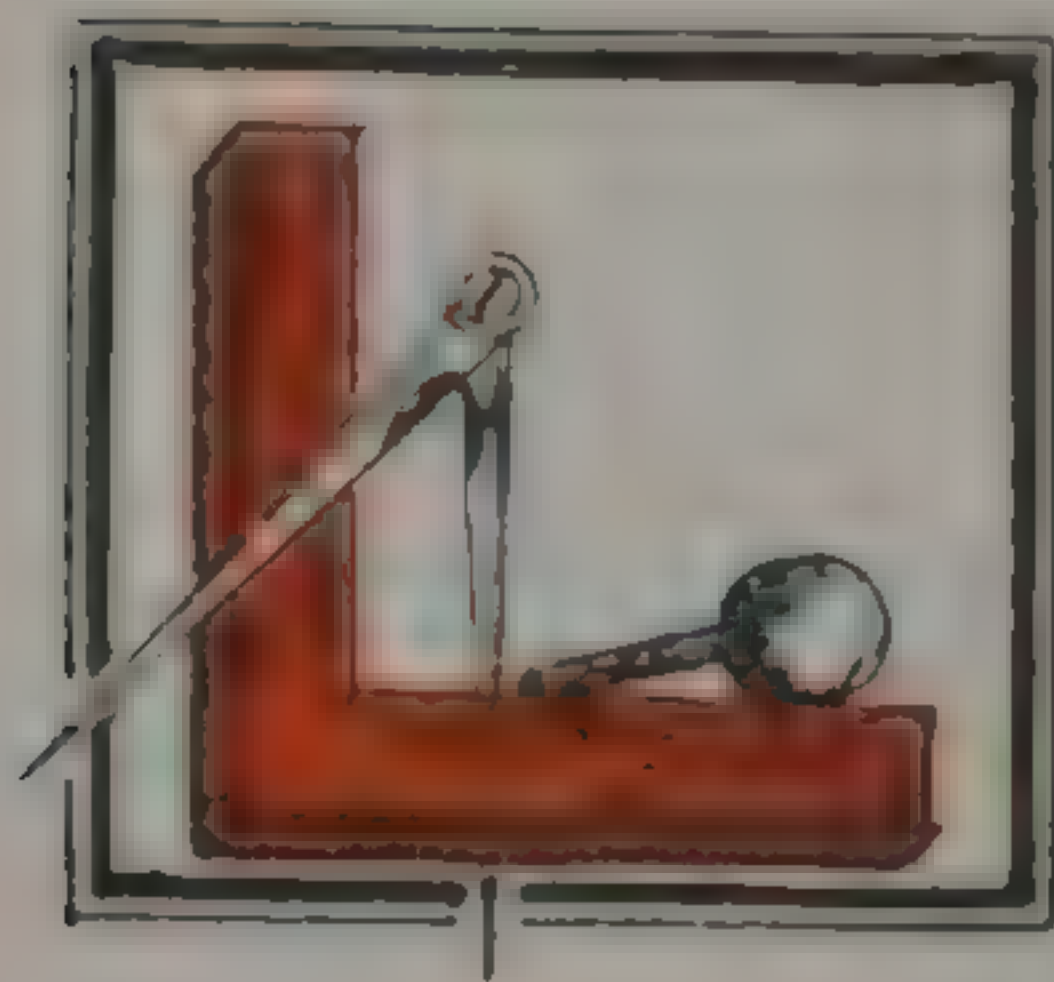
(1) Le livre de Thory O.^r. ou *Histoire de la fondation du Grand Orient de France* (Paris, 1812, in-8°) contient en hors texte un tableau « des loges attachées aux corps militaires français à l'époque de 1812 ». Il en existe dans tous les corps (Infanterie de ligne ou de bataille — Infanterie légère — Gardes nationales d'élite — Artillerie — Sapeurs — Cuirassiers — Dragons — Chasseurs — voire dans la Garde Impériale.) Thory a indiqué à la suite les loges créées par l'infanterie légère italienne, les hussards italiens, l'infanterie suisse, et le Régiment d'Isenbourg.



v

LA FRANC-MAÇONNERIE
SOUS LOUIS XVIII

LA FRANC-MAÇONNERIE SOUS LOUIS XVIII



a Franc-Maçonnerie acclame le nouveau régime. A-t-elle souffert du précédent ? Non. Jamais elle n'a eu, comme sous Napoléon, la liberté de croître et la grâce d'une exceptionnelle prospérité. Seulement elle est prudente, très prudente. Ses adversaires l'diront trop prudente et incrimineront cette servilité qui se témoigne à l'égard de tous les maîtres de l'heure. Les francs-maçons de notre temps la reprochent aussi à leurs aïeux, sans s'en rendre compte suffisamment de la nécessité où ceux-ci se trouvaient de garantir l'Institution contre les hostilités possibles. Nous ne pouvons pas nous empêcher la défense de l'Ordre dans ses manifestations et dans son action même au contraire, non pas en entreprenant en lui-même par exemple les faits, regretter plus tard ce qu'il y avait de bon dans la Troisième République. Mais en se adaptant à toutes les formes de gouvernement il ne faisait qu'obéir à la règle et vivre les siècles.

Cette soumission concordait avec l'interdiction qui lui était faite de s'occuper de politique. Il lui était interdit de prendre part aux affaires des peuples, il ne pouvait sur aucun point intervenir dans les relations culturelles. Qu'on ne voit pas là une simple mesure de précaution, et que l'on dise tout simplement que l'Ordre était un correctif de décadence. Que Dieu protège la République, mais surtout demandons Que Dieu sauve la République. Le Grand Maître de la Grande Loge d'Alger et le grand maître de la Grande Loge d'Alger ont dit : « Si nous sommes si près de la mort, nous semble avoir dépassé la note lorsqu'après avoir adulé Napoléon,

pas croire en effet que le peuple était enchanté de l'avènement. Les Bourbons revenaient en France sous la protection humiliante de l'Étranger. Or, malgré les sacrifices que l'Empire lui avait imposés, ce peuple demeurait fier d'avoir longtemps dit à cet Étranger la vérité française. Mais si l'ouvrier et le paysan se rappelaient l'arrogance des seigneurs de l'ancienne Cour, gardaient une attitude hostile ou réservée ; si l'Arrière-Écossais, en grande partie, se ralliait au nouveau régime — par contre la classe moyenne exultait. Dans le monde de la politique, de la finance, des lettres, du barreau, dans la bourgeoisie, dans l'état-major général de l'armée, parmi les dignitaires des loges maçonniques, tout le monde, à quelques exceptions près, était pour le roi. (1) Seuls, tous il n'y avait pas alors que les dignitaires des loges maçonniques qui se repoussaient de l'avènement de Louis XVIII. La grande majorité de leurs membres partageait ce sentiment.

Non seulement par une tradition spirituelle, mais par un besoin compréhensible de retrouver la quiétude propre à ses travaux arduels ou mystiques, la Franc-Maçonnerie était royaliste. Or c'était la paix retrouvée, nous le répétons, que l'on souhaitait dans la rentrée des Bourbons.

Donc les francs-maçons paraissent contents — comme les autres, comme toute la bourgeoisie, et comme tous ces aristocrates de l'ancien régime réfugiés sous l'orgueilleux et bellâtre de l'angle à deux têtes qui arbore le Rite Ecossais, dont les succès au régime impérial n'avaient pas été sans causer quelque regret. Quant à la noblesse d'empire, ces généraux et ces diplomates que leur valeur militaire ou leurs qualités administratives avaient faits princes, ducs ou barons, ils sont à la retraite, d'abord, ou offrent leurs services au roi. Les intraitables, eux, disparaissent de la scène politique, si ce n'est de l'arène maçonnique. (2) Le Grand Orient, peu désireux de se compromettre, les jugera lui-même indésirables. Il continuera par son Vénérable Grand Maître, le duc de Bordeaux. Ce dernier reste toutefois à la tête du Rite Ecossais qui risque moins de s'attirer l'animosité du Pouvoir et pour une raison péremptoire : le duc

(1) Henry Houssaye : 1815. Paris, 1906, in-16, p. 5.

(2) *Théâtre de la Franc-Maçonnerie*, T. I, p. 289, rapporte le fait suivant : « 21 nov. 1814. On communique à l'Assemblée (du Supr., Cons., du 33° degré), une lettre de Bordeaux, dans laquelle on fait part au Conseil que des l.^{rs} m.^{rs} de cette ville s'étant réunis en banquet le 1^{er} nov., M. B..., cap. au 19^e des chasseurs à cheval, s'étant levé pour proposer de porter le toast à V. M. l'Empereur, que le fait avait été constaté par le Grand Maître, lequel, pour éviter tout malin, s'étant présenté à la porte de la salle d'assemblée, s'était saisi des papiers et les avait envoyés à Paris à M. le directeur de la police générale. »

sont — rien n'est tout-à-fait parfait. Il a eu ses adversaires non seulement les républicains qui ne sont si manifestes, mais ceux qu'on appelle les « libéraux de la droite » ou les « libéraux de la légitimité » dont l'organe *Le Constitutionnel* s'oppose à ses excès et à ses impatiences.

La France Maçonnerie doit donc se tenir bien sage pour ne pas susciter **trop d'attaques de la part de ces ennemis.** Elle en suscite néanmoins parce qu'à cette époque la volonté du pape a forcé la Nonce à donner l'excommunication à la maçonnerie. Les maçons de cette époque ont été de la part de l'abbé Bérzel et des évêques qui ont repris sa trace sur la participation effective de l'Ordre à la Révolution française, ont déterminé une méfiance et une haine dont cet Ordre sort le dégrader. Les journaux catholiques l'attaquent avec acharnement et les préfets bien pensants font du zèle. Ils savent bien la mission de ces ateliers d'approvisionnement et en rendant compte dans des rapports d'ordre hiérarchique et administratif. Et ce, surtout après la chute du duc de Berry, le duc d'Angoulême le 11 octobre 1820 une circulaire dans laquelle il déclare que la France Maçonnerie ne devait pas être considérée comme une secte, mais comme un ordre, mais l'assassinat du duc de Berry dont on rendait le ministre responsable l'avait précipité du pouvoir et avait permis au comte Villèle de prendre sa place. Et ce comte Villèle ne partageait pas pour l'histoire ni les sentiments favorables de son prédécesseur. D'un côté, il était un républicain, partisan des méthodes sévères qui lui firent reprocher les modérations les plus benignes de la presse, il ne regardait pas d'un bon œil la France Maçonnerie contre laquelle il n'était pas très sûr de ne pas vouloir compromettre. Aussi il était il se s'efforçait de tout faire pour empêcher des réunions des loges et, si possible, de ce qui s'y tramait.

Des opinions adverses troublaient parfois les travaux de ces loges. Le 24 juin 1820, au banquet de la loge *St-Jean des Arts* de Paris, la santé du roi est unanimement à l'ordre du jour. On fait tant de bruit que les voisins partent pour aller à l'Académie. Le Préfet des Finances Oppert des en référer au Grand des Sciences qui avisent son tour le Directeur général de l'Administration départementale de la Haute-Loire, lequel le faisait suivre d'ordres. Le lendemain de l'incident, il est par contre, des rapports qui sont plus rassurants. En octobre 1820, il

(1) Arch. Nat. B. B. 17a 5.

parquet d'Aix tranquillise tout à fait le gouvernement au sujet de la Franc-Maçonnerie dans le ressort. Cette activité est nulle. Le procureur d'Aix a constaté dans ses diverses assemblées qu'il ne peut être que des plus flatteuses pour les Provençaux :

« ... Il n'existe plus de Sociétés maçonniques dans le Ressort, du moins celles qui avaient été établies partout en 1800, 1801, 1802 ont cessé depuis longtemps de s'assembler.

« Les journaux ont annoncé que dans les classes de peuple il y avait eu et il y a encore des sociétés de lecture, les loges maçonniques dans lesquelles il y a eu d'abord avec enthousiasme. Les cercles pour la première société, les conférences des habitants pour la seconde, mais tout cela est passé. La Franc-Maçonnerie et depuis les sociétés pour la lecture en Provence les Cercles de lecture dont un des statuts est l'exclusion des sociétés secrètes ont encore fourni un objet de plaisir et de distraction et d'occupation aux personnes qui éprouvent le besoin de se réunir. » (1)

Seize jours après, il retranscrit le premier point de son rapport. Le Parquet a tout de même découvert deux loges dans les trois départements de son ressort, une à Marseille et une à Manosque dans les Basses Alpes. Celle de Marseille « est composée de gens honnêtes et tranquilles » et, quant à celle de Manosque « qui se réunit très rarement... les individus qui la composent n'ont pour but dans leurs assemblées que des amusements honnêtes et licites ». Contrairement à sa réputation le Midi ne bouge pas.

Hélas ! il n'en est pas de même partout, à Paris surtout.

Nous avons dit plus haut que les républicains ne se pouvaient manifester sans avoirs dû agiter ostensiblement, car ils réfugièrent leurs rêves et leurs espérances dans les « vertes » des Carbonari, cette société importée de la Péninsule qui s'inspirant de l'ambition de Machiavel, poursuivait le magnifique espoir de constituer l'unité italienne. Son objet le plus immédiat étant l'abolition de tout pouvoir aristocratique et central, les Français des Carbonari conspiraient contre la royauté. Oui, si l'on veut. Contre les Bourbons surtout, depuis que leur retour au trône avait provoqué cette Terreur Blanche dont les exaltés avaient provoqué les horreurs de la Terreur Rouge. N'importe donc pour les Français des Carbonari et tant républicains, ils étaient et se disaient « libéraux ». La preuve est que l'un de leur président — le Grand Chef de la Voie Supérieure Lafayette — avait en 1830 la possibilité de créer

(1) A. F. B. B.³⁰ 237, doc. II.

une République, d'autant de son autorité et de son prestige à l'avantage au trône du duc d'Orléans Louis-Philippe. Le Carbonarisme lui, constitue véritablement une société secrète et une société qui a des ramifications sur tous les points du territoire. On le trouve partout, et tant qu'on peut, nous les recherches ne sont pas fautes parce qu'il se cache bien. Il s'essaye surtout à trouver des adhés dans l'armée, parce qu'il ne peut surtout de neutraliser ou d'avoir avec son cette force de pression. Le gouvernement sent tout au de lui cette menace et ferait tout pour l'écraser. S'étend à la Franc-Maçonnerie. Il a à la fin tout et même d'inspérer cette dernière. Tout parce que les organisations existantes le Suprême Conseil du Rite, Leçons et le Grand Orient, ne sont pas assez d'inspiration et ont trop le sens de leur tranquillité pour laisser d'écarter de leur loyalisme et prêter le flanc à de légères persécution. Mais à part que les Carbonari s'inscrivent insensiblement dans les Loges, les travaux de ritualisme des travaux ne déplaît pas à l'esprit romantique de ces conspirateurs épris de mystère. On y prête aussi un serment de ne rien révéler de ce qui s'y passe. Il y a entre les deux sociétés un lien assez ténue, mais qui existe tout de même et que des imprudences révèlent.

Eugène de Mircourt dans sa biographie de Mazzini (1) cite les instructions suivantes données à la Vente piémontaise :

Les Loges sont un lieu de dépôt, une espèce de haras, un centre par lequel il faut passer avant d'arriver à nous. C'est sur ces loges que nous comptons pour doubler nos rangs; elles forment à leur insu notre école préparatoire. Elles discutent sans fin sur les dangers du fanatisme, sur le bonheur de l'égalité sociale et sur les grands principes de liberté religieuse. Elles ont, entre deux festins, des antennes pour les yeux contre l'intolérance et la persécution. C'est plus qu'il n'en faut pour nous faire des adeptes. Un bon nombre de ces belles choses n'est pas d'usage de nous, il ne reste plus qu'à l'enrégimenter. »

Lafayette est carbonari et il est franc-maçon. Son exemple est suivi, et lorsqu'on instruit le procès des Carbonari, les juges de la Haute Cour leur affiliation au carbonarisme, c'est à dire la vente, les approches de ceux d'entre eux appartenant également à des loges, les juges de la Haute Cour, le procureur général dans son rapport de non culpabilité, ne peut pas établir la connivence de ces deux sociétés, de cette façon, il est assez de déguisement de considérer la Franc-Maçonnerie comme une

(1) Paris, 1867, in-24, p. 46 et 47.

les autres aux yeux publics. Mais pour notre démonstration le fait même nous suffit. Il n'est pas besoin, quel qu'il prouve que si la Franc-Maçonnerie n'est pas une secte, elle a préparé le communisme, et nous sommes donc en droit de la considérer comme une secte. — Pour constater sa propagande nous nous sommes appuyés sur les rapports des fonctionnaires et des agents de l'espionnage conservés à la préfecture de police.

Le 15 juin 1821 le ministre d'Etat préfet de police Arles dans une lettre au ministre d'Etat comte d'Alton-Lessville, d'un obéissant dénommé *Les Amis de la Vérité*, de 90 à 100 membres, « exclusivement composés d'écrits en général et en particulier d'individus exerçant des professions libérales et il ajoute : « Savant quelques avis particuliers sur la composition de la loge en question, qu'un texte peut baser sur des motifs en l'enlèvement des « lames » politiques dans un sens contraire au gouvernement. » A noter cette phrase importante dans la lettre : « La loge n'a pas été créée de point fixe pour ses membres, et on peut dire que le Grand Orient a retenu de l'ancien régime. » Nous avons eu une réponse du marquis de Puységur à l'archevêque d'Espéroy qui nous apprend que les miliciens de Paris Napoléon n'ont pas eu le chemin des écoliers et qu'ils ont en ce temps-ci, et en l'absence toute de la science, cette fréquentation ne dit rien qui vaille à leurs supérieurs.

Le 20 août 1821 le ministre d'Etat comte d'Alton-Lessville dans une lettre au ministre d'Etat comte d'Alton-Lessville, d'un obéissant dénommé *Les Amis de la Vérité*, de 90 à 100 membres, « exclusivement composés d'écrits en général et en particulier d'individus exerçant des professions libérales et il ajoute : « Savant quelques avis particuliers sur la composition de la loge en question, qu'un texte peut baser sur des motifs en l'enlèvement des « lames » politiques dans un sens contraire au gouvernement. » A noter cette phrase importante dans la lettre : « La loge n'a pas été créée de point fixe pour ses membres, et on peut dire que le Grand Orient a retenu de l'ancien régime. » Nous avons eu une réponse du marquis de Puységur à l'archevêque d'Espéroy qui nous apprend que les miliciens de Paris Napoléon n'ont pas eu le chemin des écoliers et qu'ils ont en ce temps-ci, et en l'absence toute de la science, cette fréquentation ne dit rien qui vaille à leurs supérieurs.

Le 20 août 1821 le ministre d'Etat préfet de police Arles dans une lettre au ministre d'Etat comte d'Alton-Lessville, d'un obéissant dénommé *Les Amis de la Vérité*, de 90 à 100 membres, « exclusivement composés d'écrits en général et en particulier d'individus exerçant des professions libérales et il ajoute : « Savant quelques avis particuliers sur la composition de la loge en question, qu'un texte peut baser sur des motifs en l'enlèvement des « lames » politiques dans un sens contraire au gouvernement. » A noter cette phrase importante dans la lettre : « La loge n'a pas été créée de point fixe pour ses membres, et on peut dire que le Grand Orient a retenu de l'ancien régime. » Nous avons eu une réponse du marquis de Puységur à l'archevêque d'Espéroy qui nous apprend que les miliciens de Paris Napoléon n'ont pas eu le chemin des écoliers et qu'ils ont en ce temps-ci, et en l'absence toute de la science, cette fréquentation ne dit rien qui vaille à leurs supérieurs.

du général le est Bégat il demeure rue de Troy n° 14. C'est un brave homme, un homme de bien, il a la réputation d'être un révolutionnaire exalté et il est attaché au journal *Le Courrier*. Cette dernière circonstance ne peut qu'ajouter au soupçon d'espionnage que cette fois l'acquittement n'a d'autre but que de compromettre les délateurs qui s'y sont adonnés. Et en l'es du rapport le ministre a écrit au général : « **possible quels sont les militaires qui s'y rendent.** »

Une autre note fournie par un militaire honnête et digne de confiance qui désireux d'obtenir un emploi à la direction générale d'artillerie a collecté des renseignements utiles pouvant servir à la poursuite des recherches nous mène à la fois par une certaine quantité de renseignements de l'armée dans ses différents départements et particulièrement dans le département de la Seine. Monsieur le général a demandé la police sur une liste portant le nom *Les L. P. de la Vierge* que dans ses agapes se sert d'assiettes portant cette inscription : « Si vous êtes royalistes fuyez ces lieux ou craignez la mort. » Voilà donc quelque chose pris sans en avoir le préfet. Il s'est donc vuiter l'exécution. Un faux frère se chargera de visiter l'atelier qui se trouve secrètement chez le frère Truchaut, que l'on dit être le neveu du général Gassard et chef d'un des gardes du corps du roi. Et il en aura le résultat de son enquête au préfet de police qui à son tour le transmettra au ministre. On a cherché à s'assurer si comme votre Excellence l'a demandé dans sa lettre du 18 octobre dernier la vaisselle qui servait aux repas des frères maçons portant ces mots : « Si vous êtes royalistes fuyez ces lieux ou craignez la mort. » Plusieurs assiettes ont effectivement cette inscription. Mais il est aisé de reconnaître que ces caractères sont des traces avec un instrument agut et non en creux, lorsque ces assiettes ont été collectées par les frères de la Vierge de restaurant et a été remis aux personnes qui s'en étaient aperçues, que c'était un des secrets de la police royale de l'époque et en garnison à Courbevoie qui les avaient collectés depuis avoir été chez la Louis-Charles de Courbevoie. Les frères maçons ne sont donc pas coupables du fait même, mais s'ils n'ont pas fait fabriquer ces assiettes, il est assez inquiétant qu'ils aient eu connaissance de ces choses. Il est donc possible que penser de ces soldats qui faisant partie de la garde royale, qui pour le roi ont dû être aussi virent. Plus tard, le 12 novembre, j'ai nous apprendra que ces *Les L. P. de la Vierge* ont été remis à la police royale et que la police a plus l'usage et plus le pouvoir ont commencé à un coutelier 200 piquards. Et le ministre des per-

rituelles, devoir servir à l'exercice de la fraternité (1).

Sans prêter une importance excessive à ces témoignages tendancieux, nous ne pouvons cependant nous empêcher de nous réjouir de la possibilité d'un rapprochement entre la Franc-Maçonnerie et la République, et de voir insensiblement la pénétrer.

Nous ne pouvons cependant nous empêcher de nous réjouir de la possibilité d'un rapprochement entre la Franc-Maçonnerie et la République, et de voir insensiblement la pénétrer. L'acte infernal, à frapper leurs imaginations par un appareil dramatique curieux, et c'est pourquoi nous le rapportons ici. M^e Chaix d'Est-Ange, défenseur de l'un des accusés, a affirmé que les francs-maçons avaient des poignards, et par dépit en sortit un de sous sa robe en disant de cette « lame tragique » : « Je vous assure qu'elle n'a jamais troublé mon sommeil, ni mon cœur ». Or, après sa plaidoirie, le tribunal le punit d'une amende de 16 fr. à 200 fr. le port d'armes prohibées. Or, vous venez de vous avouer possesseur d'un poignard ; je vous invite à le déposer sur mon bureau ». M^e Chaix : « Je vais, Monsieur le Président, vous donner une explication ». « Nous pensons bien que vous ne faites pas un usage habituel de cette arme ». M^e Chaix : « oh ! non. Je ne l'ai apportée que pour les besoins de la cause. Les francs-maçons ont des poignards, et c'est ce qui a été contesté par M. le Président ». Le Président : « Je vous invite cependant à n'en faire usage que dans l'intérieur de la loge. »

(1) Dans le procès des Quatre Sergents de la Rochelle nous verrons un des accusés affirmer que ces poignards sont en usage dans la Franc-Maçonnerie. On a trouvé de telles armes dans le lit du sergent Goubin et le président l'interroge : « Goubin,

l'invention ; je n'avais d'autre but que de donner quelque chose de mystique à notre association. Les maçons... ». Le Président, interrompant l'accusé : « Les maçons n'ont pas de poignard ». Lefèvre, autre accusé : « Je suis maçon, monsieur le Président, et j'affirme que les maçons ont des poignards ». L'avocat général de Marchan-

acte infernal, à frapper leurs imaginations par un appareil dramatique curieux, et c'est pourquoi nous le rapportons ici. M^e Chaix d'Est-Ange, défenseur de l'un des accusés, a affirmé que les francs-maçons avaient des poignards, et par dépit

en sortit un de sous sa robe en disant de cette « lame tragique » : « Je vous assure qu'elle n'a jamais troublé mon sommeil, ni mon cœur ». Or, après sa plaidoirie, le tribunal le punit d'une amende de 16 fr. à 200 fr. le port d'armes prohibées. Or, vous venez de vous avouer possesseur d'un poignard ; je vous invite à le déposer sur mon bureau ». M^e Chaix : « Je vais, Monsieur le Président, vous donner une explication ».

punit d'une amende de 16 fr. à 200 fr. le port d'armes prohibées. Or, vous venez de vous avouer possesseur d'un poignard ; je vous invite à le déposer sur mon bureau ». M^e Chaix : « Je vais, Monsieur le Président, vous donner une explication ».

« Nous pensons bien que vous ne faites pas un usage habituel de cette arme ». M^e Chaix : « oh ! non. Je ne l'ai apportée que pour les besoins de la cause. Les francs-maçons ont des poignards, et c'est ce qui a été contesté par M. le Président ». Le Président : « Je vous invite cependant à n'en faire usage que dans l'intérieur de la loge. »

révélations. Ce monde vivait en paix sous le ritualisme du Rite de Mis-
 sion. Mais, en 1820, le Grand Orient de France, qui avait jusqu'alors
 été un organisme d'ordre et de discipline, se divise en deux camps : d'un
 côté, les « Bédarride », qui veulent maintenir la mesure draconienne ; de
 l'autre, les « Bédarride », qui veulent l'abolir. Le Grand Orient de
 France, qui avait jusqu'alors été un organisme d'ordre et de discipline, se
 divise en deux camps : d'un côté, les « Bédarride », qui veulent main-
 tenir la mesure draconienne ; de l'autre, les « Bédarride », qui veulent
 l'abolir. Le Grand Orient de France, qui avait jusqu'alors été un orga-
 nisme d'ordre et de discipline, se divise en deux camps : d'un côté, les
 « Bédarride », qui veulent maintenir la mesure draconienne ; de l'autre,
 les « Bédarride », qui veulent l'abolir. Le Grand Orient de France, qui
 avait jusqu'alors été un organisme d'ordre et de discipline, se divise en
 deux camps : d'un côté, les « Bédarride », qui veulent maintenir la
 mesure draconienne ; de l'autre, les « Bédarride », qui veulent l'abolir.
 Le Grand Orient de France, qui avait jusqu'alors été un organisme d'ordre
 et de discipline, se divise en deux camps : d'un côté, les « Bédarride »,
 qui veulent maintenir la mesure draconienne ; de l'autre, les « Bédarride »,
 qui veulent l'abolir. Le Grand Orient de France, qui avait jusqu'alors
 été un organisme d'ordre et de discipline, se divise en deux camps : d'un
 côté, les « Bédarride », qui veulent maintenir la mesure draconienne ; de
 l'autre, les « Bédarride », qui veulent l'abolir. Le Grand Orient de France,
 qui avait jusqu'alors été un organisme d'ordre et de discipline, se divise
 en deux camps : d'un côté, les « Bédarride », qui veulent maintenir la
 mesure draconienne ; de l'autre, les « Bédarride », qui veulent l'abolir.

Mais, en 1820, le Grand Orient de France, qui avait jusqu'alors été un
 organisme d'ordre et de discipline, se divise en deux camps : d'un côté,
 les « Bédarride », qui veulent maintenir la mesure draconienne ; de l'autre,
 les « Bédarride », qui veulent l'abolir. Le Grand Orient de France, qui
 avait jusqu'alors été un organisme d'ordre et de discipline, se divise en
 deux camps : d'un côté, les « Bédarride », qui veulent maintenir la
 mesure draconienne ; de l'autre, les « Bédarride », qui veulent l'abolir.
 Le Grand Orient de France, qui avait jusqu'alors été un organisme d'ordre
 et de discipline, se divise en deux camps : d'un côté, les « Bédarride »,
 qui veulent maintenir la mesure draconienne ; de l'autre, les « Bédarride »,
 qui veulent l'abolir. Le Grand Orient de France, qui avait jusqu'alors
 été un organisme d'ordre et de discipline, se divise en deux camps : d'un
 côté, les « Bédarride », qui veulent maintenir la mesure draconienne ; de
 l'autre, les « Bédarride », qui veulent l'abolir. Le Grand Orient de France,
 qui avait jusqu'alors été un organisme d'ordre et de discipline, se divise
 en deux camps : d'un côté, les « Bédarride », qui veulent maintenir la
 mesure draconienne ; de l'autre, les « Bédarride », qui veulent l'abolir.
 Le Grand Orient de France, qui avait jusqu'alors été un organisme d'ordre
 et de discipline, se divise en deux camps : d'un côté, les « Bédarride »,
 qui veulent maintenir la mesure draconienne ; de l'autre, les « Bédarride »,
 qui veulent l'abolir. Le Grand Orient de France, qui avait jusqu'alors
 été un organisme d'ordre et de discipline, se divise en deux camps : d'un
 côté, les « Bédarride », qui veulent maintenir la mesure draconienne ; de
 l'autre, les « Bédarride », qui veulent l'abolir. Le Grand Orient de France,
 qui avait jusqu'alors été un organisme d'ordre et de discipline, se divise
 en deux camps : d'un côté, les « Bédarride », qui veulent maintenir la
 mesure draconienne ; de l'autre, les « Bédarride », qui veulent l'abolir.

(1) Arch. Nat. dossier 133 39 241.

le point de vue de la loi, par le Procureur du Roi, qui, en vertu de son pouvoir, a fait saisir les archives de la Loge. C'est un acte d'autorité, et non de violence, qui a été porté à Besançon. » (1) C'était vrai. On avait dû cueillir le document parmi les archives saisies. Une année s'était même écoulée depuis que le Procureur du Roi avait fait saisir les archives de la Loge, par ses mauvaises volontés — bonnes pour sa cause mais mauvaises pour celle de la Loge. Mais le cri d'alarme poussé par Paris lui dicte son devoir. « Cette puissance est absolument étrangère au Grand Orient — lui est-il écrit — (donc) sa tendance est évidemment révolutionnaire. »

Ce « donc » n'est pas de nous. C'est M. Fernand Chapuis qui tire cette conclusion des lettres de la Loge de Besançon, et des avatars de Misraïm dans cette région (2). Nous ne pouvons, ces avatars, les raconter ici ; il serait fastidieux de détailler toutes les persécutions locales subies par le Rite et les réactions des persécutés. Le résultat final de l'histoire est que la Loge de Besançon est persécutée et qu'elle s'effondre. Mais, ce qu'il faut noter, c'est que le préfet ne croit pas à sa mal-faisance, et il le dit. Les citoyens qui la composent ont, en majorité, une excellente réputation. Quant au procureur du roi qui a examiné les pièces, il estime qu'elles ne contiennent « rien, absolument rien de ré-préhensible... rien de contraire aux mœurs et au gouvernement... rien de séditionnel ». Et il termine, en ne voyant dans la dénonciation, que l'effet d'une rivalité entre deux obédiences — ce qui est aussi l'avis du préfet :

« L'histoire de la Loge de Besançon, M. le Procureur du Roi, est une affaire technique que le gouvernement fasse poursuivre. Le Rit dit le Grand Orient n'est pas en cause. Il semble pourtant que le Rit de Misraïm n'est guère qu'une branche de l'arbre dont le Grand Orient forme le tronc, et le tronc n'a desavoué sa branche, et elle ne s'est séparée de lui que parce que celle-ci a voulu devenir trop indépendante et prendre l'allure comme le nom de Puissance. »

Ces Autorités ont-elles vu clair ? Pour leur région, oui — il n'en faut pas douter. Seulement méfions-nous de généraliser comme l'auteur de

(1) Arch. du Doubs, 16, M. 31.

(2) *Le Rit de Misraïm*, pièce in-8°.

Bédarride n'a pas glané partout que des esprits ouvertement indépendants, d'abord parce que la chose n'est pas toujours possible, ensuite parce qu'il est de bonne tactique d'adapter une méthode aux circonstances — de lieux et de personnes. Mais, ne peut-on compter sur l'atmosphère du milieu pour, peu à peu, muer un libéral en révolutionnaire ?

Il nous semblait aussi, jadis, en lisant les écrits de Simon Boubée (1) que cette société nouvelle n'avait d'autre souci que de satisfaire aux curiosités mystiques de ses adeptes. Il nous faut aujourd'hui nous en tenir à ce que nous avons vu et entendu. Il nous convient de n'accepter qu'avec réserve les rapports de policiers dont le zèle imaginaire corse facilement les faits ou supplée à leur imprécision. Les rapports de la police sont si souvent si vagues et si peu précis pour que nous puissions douter de leur exactitude. Or, rendant compte de la tenue du 5 octobre 1822, le faux frère Viennen, qui faisait partie de la réunion, rapporte les propos du frère Morisson, qui, avec les frères Astier, Morisson de Greenfield et Bédarride sous la présidence du vénérable Gilbert — rapporte les propos du frère Morisson. Et ceux-ci, on va s'en convaincre, n'étaient point pour dissiper les soupçons du gouvernement. Qu'a-t-il dit ? Ceci : « que les despotes faisaient bien de prendre des mesures, qu'il y allait non seulement de leur état mais de leur vie. Il a parlé des jésuites en les signalant comme une espèce de Franc-Maçonnerie instituée au profit de l'Etat et surtout à leur propre profit et comme étant très nuisible en général aux nouvelles institutions ». Cette réunion avait lieu deux jours avant la perquisition qui avait enlevé les papiers de l'obédience — opération dont les frères Bédarride, toujours aux dires du mouchard, ne paraissaient point trop affectés, comme s'ils avaient su mettre préalablement en lieu sûr les « objets plus importants ». Ensuite le rite misraïmite demeure « dans la plus complète inaction ». Il attend les événements. Il a foi dans la protection du Rite Ecossais qui, contrairement au Grand Orient, lui fut toujours favorable, et dont les dignitaires ont dans le monde profane une haute autorité morale. Le

(1) *Misraïm ou les francs-maçons*, poème en quatre époques et en quatre chants. Paris, 1847, in 8°.

MM. le baron François Antoine Teste, lieutenant général, Charles Teste, ancien administrateur, le comte Louis de Fauchecour, colonel d'artillerie, et Ratheny. L'objet principal ou du moins le prétexte de la délibération était la réponse qui doit être faite au discours du G. O. qui s'est élevé contre le rite misraïmite. Votre Excellence peut se souvenir que c'est le Grand Orient qui, le premier, en effet, a fait sentir le danger des Sociétés de Misraïm et qui les a signalées comme contraires à l'esprit du gouvernement. Charles Teste a été chargé de rédiger la réponse de ce discours. » Le renseignement est exact. Le mémoire annoncé parut. Ce ne fut pas Charles Teste qui le rédigea mais Vernhes, un frère qui avait du style, des connaissances et de la verve (1). Ce Vernhes, misraïmite ardent, n'était pas un inconnu pour la police. Des notes de commissaires de province nous apprennent qu'il était très connu à Montpellier et à Lyon où — lourd grief ! — il fréquentait des officiers à demi-solde. « Les relations de Vernhes avec l'armée ont été l'un des principaux motifs de l'Amérique du gouvernement et le pain quotidien des dénonciateurs et espions de police. M. Delavau en voyait partout. » (2)

C'est un véritable réquisitoire que Vernhes dresse contre le Grand Orient. Il expose les fautes commises par les sociétés, leur état en sept ans, les dangers qu'elles présentent, les motifs des décrets en garde sous le régime de la loi de 1808, et les raisons pour lesquelles les sociétés doivent être supprimées. Il termine par une longue et violente attaque contre Richard et ses amis, les accusant de trahison et de lâcheté. Il affecte de ne pas vouloir nuire à la liberté de la presse, mais pour la sûreté de l'Etat. Lui, Vernhes, prête une autre raison à cette hostilité. Misraïm s'était refusé à toute fusion avec le Grand Orient malgré l'invite indirecte qui lui en avait été faite. « Les propositions verbales qui furent faites à l'Assemblée nationale par le Grand Orient furent repoussées avec mépris. » (3) Mais qu'il ne se réjouisse pas d'avoir « par ses calomnies et diffamations éveillé l'attention de l'autorité civile », car sa joie ne sera qu'éphémère. On rendra justice à Misraïm, mais pour l'instant on doit l'écarter dans l'intérêt de la France. Le mémoire se termine par une liste de ses tra-

Source : Mémoires tirés des archives de la police de nos jours. Paris, 1838, T. V, p. 368 note.

vaux, son « dévouement aux lois et au gouvernement paternel qui nous régit ». Par sa fin, ce réquisitoire vigoureux est en même temps une adroite plaidoirie. On l'a certainement envoyé au ministre et à ceux qui, par devoir professionnel, étaient intéressés à la question. Et, soit que l'argumentation de Vernhes ait porté ou que les documents saisis parussent vraiment peu compromettants, la justice se montra relativement clément. Pourtant les propos de Morisson, ce Morisson qui a blasphémé contre le roi et ses fidèles soutiens les Jésuites ? Peut-être n'a-t-on vu là que rodomontades d'exalté comme en comptent toutes les organisations ? Ou, comme l'espéraient les Misraïmites, le Suprême Conseil a-t-il plaidé en leur faveur ? On ne sait pas. Pour nous les papiers des frères Bédarride durent paraître aux inquisiteurs plus démentiels que subversifs. Ces réminiscences égyptiennes exposées dans un style fumeux, ce père Adam considéré comme le fondateur de la Franc-Maçonnerie et nommant Grand Conservateur de l'Ordre son fils Cain malgré sa façon peu recommandable de se comporter (il fut, paraît-il, un grand voleur, mais, bien renseigné, Cain s'était, paraît-il, repenti (1)), et ces cartes aux signes bizarres, ces « symboles mystérieux », ces « secrets sacrés », ces « vérités vraies éternelles », et dont les dignitaires du Rite Ecossais, si épris de symbolisme, ne parlaient qu'avec respect depuis que le Grand Hiérophante, chef suprême, les avait découverts à leurs yeux éblouis, tous ces palimpsestes parsemés de cœurs en branche avaient dû avoir raison de la raison. Les Suprêmes de l'Ordre, ces hommes d'âge, ces hommes ces gens d'âge qui se récréaient avec de tels mirages, et indignes d'être considérés comme des hommes d'État. Mais pour le moment, il n'y avait pas de quoi s'inquiéter. Les choses en étaient restées là. On ne peut pas dire que les choses aient été plus d'avant qu'après. Le grand procès de la Franc-Maçonnerie, qui débuta le 18 janvier 1826, fut clos le 18 février 1826. Les frères de la Franc-Maçonnerie furent donc plus ou moins libérés. Les Bédarride, eux, furent condamnés à la prison. Les Bédarride furent donc condamnés à la prison. Les Bédarride furent donc condamnés à la prison.

1) Marc Bédarride : *De l'ordre maçonnique de Misraïm*, depuis sa
son antiquité, de son origine et de ses progrès. An. 5848. Paris.
1841. 24 p. in-8. I, p. 22. Cain « élu grand conservateur, l'an du
d'après M. Bédarride, l'ordre de Misraïm n'est autre que celui
l'ordre de Misraïm. Marc Bédarride fait suivre son nom de
pour l'ordre de Misraïm. L'ordre de Misraïm est l'ordre maçonnique de Misraïm pour la
France. L'ordre de Misraïm est l'ordre de Misraïm pour la France.
et l'ordre de Misraïm est l'ordre de Misraïm pour la France.

« elle livra les secrets de son amant ». Le pis — l'infâme ! — c'est qu'elle ne se borna pas à dévoiler les secrets du franc-maçon — qu'elle dut, n'en doutons pas, pimenter de détails joliment fantaisistes — elle vendit les secrets du parfumeur ! Ainsi le séducteur apprit, avec le jeu des épreuves, le jeu des éprouvettes. Et la police connut la recette infailible pour fabriquer le rouge végétal, l'eau de beauté, la pâte à la reine — et le lait virginal.

Pourtant cet espionnage ne cesse pas, et le préfet Delavau continue de renseigner le ministre et sur les Bédarride et sur leur Ordre. Les Bédarride ont fait des effets de commerce avec Bernard-Lafosse et ils doivent 300 francs à un marchand de volailles. Leur Ordre est dissous ? Ouais ! Le jugement du tribunal de police a été prononcé. Mais comment empêcher des bandes de se former et de se réunir ? On leur a dit de se tenir ensemble. Ils n'ont pas le droit de se réunir de vingt ? Eh bien ils font ce qu'ils veulent, et ils se réunissent à volonté. Mais Bédarride est l'ami de Bernard-Lafosse et il les ramène à la maison. On sait tout de même l'objet de leur conversation : « Le Rite de M. Laffont, après la plus grande activité pour établir la correspondance avec Marsule, Laxon et Bernard-Lafosse. Maintenant, cette correspondance prenant la voie postale, c'est pour être en mesure de que la police doit le surveiller. Le but pour cela est que les frères s'occupent seulement de plus en plus les renseignements le concernant avec Bernard-Lafosse. Les loges se réunissent principalement en tenue de famille, ce qui est de façon d'écarter les visiteurs.

✿ ✿ ✿

[illegible]

charl ses espions révolutionnaires. Un prêtre de ce Mission. Nous serons tentés de le croire à tort, car un fait prouve le contraire. La surveillance dont il ne cessera d'être l'objet. Quand quelques jours plus tard il partira pour Lyon voir un de ses parents riches. Il n'aura de voir dans ce voyage qu'un prétexte pour rassembler les amis de sa secte, et les autorités de Lyon seront alertées. Or ce fils de Misraïm exhale ses tendres vœux secrets. Le républicain ne peut l'ignorer qui, dans cet état, sent tout le poids de la subordination et de la contrainte; c'est une heureuse circonstance pour les chatouiller avec les vœux d'indépendance et de liberté. Plus le gouvernement recule et plus il s'approche du précipice. Et il ajoute que le gouvernement anglais soutient fermement les libéraux d'Espagne, qu'il veut que les peuples fussent libres et qu'il était l'ennemi de tous les despotes et tyrans des peuples. Il n'est pas plus réservé lorsqu'il parle de la famille des Bourbons, et lorsqu'on lui conseille de modérer ses expressions, il répond qu'il ne doit plus se gêner lorsqu'il peut honorer quelque subtilité de l'autorité. Il ajoutent que Misraïm a fait aussi l'intention de faire une brochure en anglais contre le Grand Orient. On lui offre le vote des journaux pour lui donner plus de publicité. Il fait bien, s'en garder, dit-il, si par malheur le public se rabat avec des despotes et qu'il en fût témoin, la nation en France serait bientôt perdue. Sur cette réflexion par laquelle la police exprime sa satisfaction de la doctrine qui règne parmi les dévotions. Quel qu'il en soit il doit paraître assez curieux que les diverses sociétés secrètes se fassent la guerre entre elles. Il doit résulter, on semble de cette division une force nouvelle pour le gouvernement qui voudrait les détruire toutes. »

On voudrait les détruire toutes ! Voici un membre de police qui, adressé par un préfet de police à son chef le ministre, prouve bien que si l'Etat n'avait pas à ménager certaines richesses ou ne passait pas, il n'hésiterait pas à supprimer ces foyers d'infériorité que sont les loges — toutes les loges. Et le préfet de police revient à la charge sur la question, qu'il prouve la police de ces dissensions et de ce sujet de la franc-maçonnerie.

[illegible]

raient leur sang pour elle, et l'un d'eux avait nettement exprimé cette conception de la patrie et de la liberté en « affirmant que pour la patrie et la liberté il fallait tout sacrifier et tout faire, et qu'il était l'ennemi de tous les tyrans du monde ». Puis une histoire de brigands pour corser le tout. Parmi ces récipiendaires qui ont l'audace de vouloir identifier la patrie et la liberté (car ils seront reçus) il y en a un qui a « fait l'horrible aveu d'avoir blessé son chien d'un coup de fusil à la place de sa femme, qu'il avait eu l'intention de tuer, et qu'il avait manqué ». Eh bien, il fut agréé tout de même ! La « mouche » n'a pas précisé si ce fut par acclamations.

Ensuite, ce sont les loges *Les Amis de la Sagesse* qui vont de faire avec le *Disciple de la Vérité*, les *Amis de la Vérité* qui, eux, sont joints à celle des *Amis de la Vérité* qui accueillent, sans le savoir, deux espions dont la comédie se finit par une période pour laquelle il n'y a rien d'un utile secours. Revers heureux des malfaisances. « Les discussions qui ont lieu dans ces deux loges ne sont pas assez élevées sur la politique et souvent pour être plus libres, ils forment de la rumeur et famille, ce qui éloigne de ce comité toute espèce de visiteurs. »

Par ces rapports péle-mêle nous savons les noms des candidats, les discussions parfois violentes qui provoquent leur réception, la révolution qui fait le 10 novembre 1822 un visiteur appartenant au Grand Orient de Naples. Il a déclaré qu'à Naples les francs-maçons étaient en très grand nombre et qu'ils travaillaient avec un zèle infatigable en agitant pendant que depuis la dernière rentrée du roi, les maçons ne pouvaient se réunir et étaient condamnés aux galères et les carbonniers étaient fusillés. Il a avoué qu'à Rome il y avait des frères maçons mais que les carbonniers. Ce visiteur qui vient de partir pour Londres et qui n'a pas le temps de faire le voyage nous semble peu des idées les plus saines de la terre les qu'il a vues avoir vu par lui-même par l'un de ses frères. Le comité nous le voyons assister à la tenue de la loge *Emeth* que préside le frère Bègue-Clavel, et cette fois, après hésitation, il confesse qu'il est *carbonnier* (carbonaro) en « assurant que cette société était issue de celle de Misraïm, et qu'elle n'en avait adopté que les deux grades d'apprenti et de maître, avec les mêmes signes et batteries ». Cette loge *Emeth* est une loge *carbonnière* dans le Grand Orient de France. Le *Disciple de la Vérité* est un des plus hauts dignitaires. Ce rite est, bien entendu, également surveillé, mais vu le petit nombre de ses ateliers dont le recrutement peut être plus sélectionné, il fournit peu de copie aux agents de la

police. D'un rapport fait sur la tenue du 6 septembre 1822 de la loge *La Rose du Parfait Silence*, il n'est à glaner que ces lignes dont la teneur, pour le sujet qui nous occupe, n'est point négligeable. « M. le comte Muraire n'a pas dissimulé les dangers auxquels était exposé l'Ordre. Soyons toujours unis, a-t-il dit, et nous serons forts, soyons constants et nous triompherons. » Le duc Decazes n'est plus en haut lieu *persona grata* depuis que ses ennemis sont parvenus à le chasser du pouvoir. Cet ancien ministre de la police qui fut aussi ministre de l'intérieur peut d'autant moins protéger son rite que lui-même est passé à l'opposition. « Quand il se vit condamné, lui que Louis XVIII appelait son fils, à rester aux yeux de la France le fils d'un obscur plébéien, l'allié d'une famille bonapartiste, un favori du roi désavoué par la Cour, il accepta l'humiliation qui lui était faite et se jeta dans les rangs jusqu'alors ennemis, pour se rallier aux principes des républicains qui avaient leurs yeux ouverts. » (1)

Pour en revenir au Grand Orient, des profanes, camouflés en maçons, continuent d'inspecter ses ateliers. Le 22 décembre 1822 c'est la loge *Le Prince Royal* qui donne un grand festin dans lequel on se joint avec la franc-maçonnerie à la célébration du Carême libre. Un orateur s'y fait remarquer par un discours digne des secrets par son discours d'une supériorité remarquable. Il dit que si on se trouvait flétris les sots, les débauchés et les hommes malintentionnés qui nous ont déshonorés et les dupeurs, il n'y a rien de plus utile que de leur faire honte. Il se n'avait été prononcée dans de semblables réunions ».

Les franc-maçons peuvent se demander pourquoi le gouvernement français le préfère à la franc-maçonnerie et pourquoi pour que son zèle apparaisse plus méritoire ? De leur côté « toutes ces sociétés secrètes, écrit l'auteur de la brochure, peuvent se demander pourquoi de la part du gouvernement, il leur est permis qu'elles fassent aux jeunes gens tous les discours qu'ils leur font, l'usage qu'en font de se donner partiellement à la débauche, au jeu, au coquetisme, au mariage. Et à ces jeunes gens, il leur faut des principes, des idées, et l'exaltation ne réfléchit point ».

Le ministre de son côté doit avoir ses agents secrets, car c'est lui qui le 22 décembre 1822, le jour même de la tenue de la loge *L'Union* une grande réunion et que « les discours des orateurs étaient

(1) Alfred Nettement : *Souvenirs de la Restauration*. Paris, 1818, in-8°, p. 277.

« tous plus ou moins révolutionnaires et que le repas s'est terminé par des chansons tout à fait séditieuses ». Donc une loge à surveiller. Ça ne change pas le préfet : cette loge est une des plus mal composées de Paris. L'interdiction par laquelle on lui refuse le droit de voter l'empêche peut-être d'envoyer à ses tentatives les plus graves, mais elle ne préviendra les discours les plus démagogiques. » Le Vénérable qui la préside est un sans-façon de l'espèce de l'adieu le plus commun par l'oubli de ses principes et dont le nom figure dans le journal *l'Ami du Peuple*. Mais l'Alexandre de son adresse n'est pas à vendre. Et comme le préfet se fâche en jetant l'interdiction d'admission par-dessus les épaules d'un de ses collègues de son zèle renouvelé : « Je prendrai des mesures pour y introduire un agent intelligent. »

* * *

Comme nous l'avons dit plus haut, les Catholiques et tous ceux qui craignent la chute du régime se sont réfugiés dans les loges. Les secrets de leurs travaux offrent trop de facilité pour les ennemis du régime. L'un de toute manière préfère telles à point qu'ils ne pourraient pas. Et ce d'autant plus que, pour des raisons complexes, la France Mecontente souffrait et était. Le fait le prouve : en dessous des étendards du Pouvoir. Ce danger la suit dans ses exercices, mais la suit d'habitude. Et pour quelques dangers on peut penser que d'autres préfèrent. Et les maîtres plus circospects ou plus honnêtes ne font aucune prise à la déduction. Les chaudières du régime leurs conseils directs voudraient bien que les ateliers se maintiennent plus loyales, car ils ne veulent la catastrophe. Mais veut le savoir que la mort. On se réveille plus tard quand les temps orageux seraient passés. Mais ces conseils sont d'après par les événements et par la violence des loges elles-mêmes. Elles maintiennent qu'elles veulent, et d'ailleurs qu'elles ne font rien. Les maîtres sont fidèles et de bonnes intentions. Le Grand Orient est bien obligé de les rassurer sur ses centres. Les refuser sous le prétexte que leurs sentiments politiques ne sont pas catholiques ou socialistes provoque pour ainsi dire une révolution de palais. Le dilemme est de maintenir les ateliers qui assurent son existence ou d'entraîner le gouvernement qui menace cette existence. Problème de la détermination.

En attendant, les frères continuent à se distinguer par leurs agissements et leurs devoirs. Il y a parmi eux des fanatiques et c'est surtout ce qui indigné le ministre qui n'ose les révoquer en quelque raison.

donner puisque la société elle-même jouit de l'immunité ? Plusieurs sont vénérables, et celui des *Amis de la Sagesse*, un nommé Cubli, est un employé au ministère des finances qui a comme principaux adjouvants dans ses fonctions maçonniques le père et le fils Riquier et Carry de Lyon. Et Riquier père a un fâcheux passé et Carry aussi. Le premier a été poursuivi par le tribunal révolutionnaire de Marseille et Carry par le tribunal révolutionnaire de Lyon. Comme le procès a été une affaire d'État, les débats ont été très publics et on en perçoit l'écho. « La discussion a été très vive, tous les pouvoirs ont été méconnus. » Il y a dans cette loge un colonel Boyer de Maupertuis, ancien chef de bataillon à Perpignan, qui a reçu en 1804 de l'empereur le grade de général. Il ne sert d'ailleurs pas seulement les sans-officiers qui sont les amis de la franc-maçonnerie, mais les frères maçons pour ses chefs. Que d'histoires on a pu entendre ! Le caractère de l'attachement contre l'histoire d'émigration de la grande Colonne, avec qui l'empereur a été à Paris. On ne lui a pas permis d'y aller. Le frère Maupertuis est malade. Il n'a pas pu aller à Paris, mais il a écrit des lettres aux républicains à Perpignan. Il confiera sottement à l'agent qui semble compatir à son sort : « On m'a bien sondé là-dessus, mais j'ai toujours répondu non. » Il est forcé d'avouer cependant qu'il a crossé et appelé en duel un autre colonel, « un ancien émigré qui s'était avisé de dire à la table du général que j'étais, non pas un libéral, mais un forcené jacobin ». Il ne semble pas qu'il ait été cassé, mais son dossier, s'il existe encore dans les archives de la guerre, doit contenir de bien singulières notes. Gageons qu'il ne passa jamais général. Ce colonel révolutionnaire, après sa visite obligatoire au ministre et en avoir reçu certainement une semonce des plus sévères, ne s'amende pas pour cela. Il se dépêche d'aller trouver « le brave Manuel ». Manuel est le député le plus « à gauche » de la Chambre, celui en qui les adversaires du régime mettent tout leur espoir. « Nous avons parlé de mon affaire en vrais républicains. » Si dans un régiment un bataillon seulement avait le courage d'arborer le drapeau tricolore, ça marcherait tout seul. On commencerait à Paris par massacrer les gendarmes. Manuel a versé l'héroïsme dans son cœur de citoyen, sinon de colonel ; « n'importe, lui a-t-il dit, quoi qu'il en soit, nous arriverons ». Pour comble de grâce — ou de disgrâce — ce Boyer de Maupertuis a un oncle, Boyer de Saint-Maximin, qui est le beau-frère de Lucien Bonaparte, et lui-même a des relations d'amitié avec ce Lucien Bonaparte. Si l'armée est une grande muette, on ne s'en douterait guère à entendre le colonel qui confesse ainsi

ses relations avec les républicains et avec les bonapartistes. Il est surtout antibourbonien.

[illegible]

réserve à un haut — très haut — personnage.

derrière les complices Philippe le Bel et Clément V, ce sont les puissants qu'ils méprisent qui sont bons. Le serment rituel ne s'adresse pas notamment à Dieu et le pape, mais la Révolution et l'Église. Point de fauteur, même point de colère redoublée dans l'âme de ces braves bourgeois qui joignent aux vengeurs de l'Ordre. Ils s'insurgent, mais c'est un acte d'indignité, d'orgueil. Nous sommes encore en un temps où le culte est plus que l'intérêt, suscite les mouvements populaires. Il y a du romantisme dans leurs gestes comme il y en aura dans l'architecture des Trois Centuries et quelques années plus tard parmi les barreaux de ces prisons à la barbe bellérophontine que l'on appelle aujourd'hui avec quelque dédain les Quinze-Centards. L'autorité en se relevant de ces séditions qui trépident d'un profond inflexible le manteau de plomb qui étouffent le manteau fleuri lysé et la couronne en outre, n'est pas seule à savoir aussi interpréter les symboles.

En résumé tout un esprit nouveau imprègne le libéral des loges, même des loges rattachées qui en paraissent restées peuplées en raison de leur stricte fidélité aux antiques traditions, mais que l'air du siècle contaminer comme les autres. Cet air du siècle d'ailleurs n'est pas effluve de la Révolution. Sans cesse on porte les grânes toujours vertes. Ces grânes cherchent le soleil à vivre et prospérer. Ce soleil, les secrets secrets. Le Carbonnais apporte le terrain pour activer leur croissance. La Franc-Maconnérie elle-même ne fait rien pour les accompagner, rien, sincèrement rien.

Mais le terrain est bon. Elles s'y acclimateront.



VI

LA FRANC-MAÇONNERIE
SOUS CHARLES X

LA FRANC-MACONNERIE SOUS CHARLES X



our le règne de Charles X les rapports policiers nous seront encore d'un précieux enseignement. Par eux nous verrons l'orientation de plus en plus libérale que va suivre la Franc-Maçonnerie. C'est une constatation capitale dans son histoire que cette immixtion cachée dans les affaires de l'Etat. Elle ne cherche pas encore à imposer ses direc-

tives, cela viendra avec le temps, mais on s'en ne, surtout par sa propa-
gande dans l'armée, d'en saboter les rangs. Les obédiences militaires en-
tant que pouvoirs directs, sont certainement innocentes de ce chef.
Mais cette obéissance est, en l'espèce, une vertu négative. Si malgré les
ordres contraires d'un général, une troupe en campagne pille un pays,
les habitants de ce pays se trouvent néanmoins victimes de cette désobéissance.
Le général a bien n'être pas responsable du mal fait, le mal fait
existe. Après ces enquêtes policières et ministérielles révélant la qualité
et les noms des membres des loges. Leur connivence avec les partis repu-
blicains ou impérialistes. Il ne nous est de reconnaître que le mouvement
séditieux dépasse la volonté des dirigeants. Ceux-ci ne manquent jamais
dans les fêtes solennelles officielles dont la tenue se trouve rapportée
dans de belles publications envoyées par l'État à chaque degré de
celebrer les douceurs du régime et la grandeur du roi. Ils se aussi
comme à grand protecteur de tout ce qui s'élève de pures vertus
de complets bourgeois et de desirs de vicieuses. Cela s'est en
l'embellissement de tout ce qui s'élève de pures vertus.

titres même trahissaient l'inspiration : *L'Épingle noire*, *Les Patriotes européens réformés*, *La Régénération universelle*, *Les Patriotes de 1816*, *Les Vautours de Bonaparte*, et d'autres peut-être que l'adresse ou la maladresse de la police ne sut découvrir. Elles légitimaient la pensée de l'avocat général Marchangy au procès des Quatre Sergents de la Rochelle : « On ne peut se le dissimuler, la France est infectée de principes délétères et incessamment travaillée par des machinations perfides ». Précisément cette aventure des Quatre Sergents, complétant la série des complots avortés de Saumur, de Nantes, de Belfort, de Thouars, de Brest, de Saint-Malo, de Toulon, de Strasbourg, avait prouvé à quel point l'ennemi des lois s'efforçait de troubler l'ordre public, et avait été l'occasion pour les députés de proposer des Comités de Surveillance, l'assassinat du duc de Berry, qui avait provoqué de nouvelles séries de mesures coercitives contre tous ceux dont les actes ou les paroles pouvaient légitimement être regardés comme susceptibles d'être le prétexte d'un attentat, avait permis de renforcer la Loi d'articles destinés à frapper les récidivistes, à empêcher l'émigration des Français, à leur interdire encore, plus intraitable. Le peuple jouit encore de trop de libertés, s'il n'a pas la Liberté. Des courtisans à qui les horreurs du passé font redouter les horreurs futures en présentant l'empereur comme la Cause de 1814 qui, le roi Louis XVIII ayant pris le parti de son avènement au pouvoir, bien qu'enlevant toute initiative — même en matière législative — aux « sujets », n'avait pas osé toucher à certaines conquêtes de la Révolution telles que l'égalité des droits, la liberté de conscience, de tous les Français, etc.

Trop empreinte d'indulgence et de libéralisme, cette Charte ! Ce sont cette indulgence et ce libéralisme qui ont favorisé les rebellions larvées et provoqué l'assassinat du duc de Berry et les complots contre l'Etat. Elles sont la cause des soucis du gouvernement et compromettent la solidité du trône. Il sied de faire machine arrière, de revenir aux procédés dictatoriaux du Roy Soleil, de museler la Presse, de châtier les propos subversifs et de punir avec une sévérité plus grande le délit d'association.

L'abolition de la Franc-Maçonnerie ? Cette mesure n'est point si facile à

exécuter parce qu'il sied de ménager aussi les royalistes qui n'ont pour l'Eglise qu'une estime limitée. Et ils sont plus nombreux qu'on ne le croit. *Le Constitutionnel*, ce journal frondeur vit toujours. Il est frondeur, mais non révolutionnaire. Ses rédacteurs sont mal vus à la Cour, certes. Du moins on les fait mal voir. Leur insubordination toutefois n'est pas de la révolte. Ils sont anticléricaux, mais, avec ce correctif qui paraît à notre époque paradoxal, légitimistes. Donc des mauvaises têtes qu'on n'aime pas, qu'on redoute — et dont le dévouement, pour n'être pas conformiste, est sincère.

* * *

Puisque la Franc-Maçonnerie, ou du moins maintes de ses loges donnent au Pouvoir toute raison de se méfier de leurs agissements, ne pourrait-on profiter de ce changement de règne pour en finir enfin avec cette *maçonnerie* qui, au lieu de régner, ne s'agit que d'être appliquée par l'Etat à la Grande Loge qui, pour les besoins du pays de vingt personnes, n'a rien de plus qu'un grand nombre de membres comme le Rite de Misraïm, mais dès qu'un atelier nouvellement né se peut réclamer de l'immortalité du grand maître du Suprême Conseil, il lui suffit d'en avoir le nom pour que l'Etat n'en doive rien savoir, et qu'il soit immédiatement supprimé. Ne faut-il pas, au lieu de la faire tout tenir d'un tel régime de faveur ?

Malgré ces dispositions à sévir contre toute indépendance d'esprit, à tout ce qui n'est pas d'accord avec le pouvoir, n'y a-t-il pas, en se

(1) Voici un modèle de demande d'autorisation adressée par la loge l'*Amitié fraternelle* à l'orient de Bourg :

Ain

Bourg
Amitié fraternelle
1829

A M. le Maire de la ville de Bourg.

Les soussignés, *Chossat*, confiseur ; *Chossat*, fabricant ; *Sailland*, pensionné, et *Hugon* coiffeurs, fondateurs de la loge l'*Amitié fraternelle*, ont l'honneur de vous adresser, par votre bienveillance, la présente demande d'autorisation pour que la loge puisse se réunir dans la ville de Bourg, au lieu de la loge l'*Amitié fraternelle*, qui a été supprimée par votre autorisation. D'après les dispositions de la loi du 21 octobre 1791, section VII, nous vous prions de nous accorder votre autorisation pour donner suite à nos réunions et afin de ne pas être inquiétés par le pouvoir.

Le 7 Mars 1829.

[illegible]

M. Lafitte et celui de ses agents qu'il emploie avec le plus de confiance dans les intrigues politiques auxquelles il ne cesse de prendre part ». Les ports et les villes frontière sont cependant surveillés, mais les vilains trouvent le moyen de passer à travers les mailles. Quand ils ne sont pas mis dans le cas d'être arrêtés, on les signale aux autorités. L'Intérieur prévient la police et la Marine que l'étudiant Ernest de Venture, étudiant de Reims, part pour la Guadeloupe et l'étudiant en médecine Révérend (Prosper) pour la Jamaïque. Ainsi ils sont « brûlés » avant d'arriver à destination.

Mais ce qui exaspère le plus le préfet de police, c'est que cette loge *Les Amis de la Vérité* fait aussi de la propagande par les écrits subversifs que la censure a condamnés. On ne peut se figurer le nombre d'ouvrages

même lénitifs. Il n'est pas de preuve plus convaincante de « l'atmosphère » du régime royaliste à cette époque. C'était, comme sous Louis XIV (car il faut au moins remonter à ce règne pour établir une similitude), l'ecclésiastique qui veillait sur la conscience des fidèles et déterminait le choix de leurs lectures.

On ne peut plus vendre *L'Origine de tous les Cultes* de Dupuis, ce formidable ouvrage de pure documentation, qui avait valu à l'auteur, en fructidor an III, les éloges de la Convention et sa réception à l'Institut.

Le livre fut saisi et l'auteur fut l'objet d'une poursuite devant le tribunal correctionnel de la Seine dont l'arrêt — confirmé par la Cour Royale de Paris — avait ordonné la saisie de tous les exemplaires. En 1826 le libraire Furey Devaux, convaincu d'y avoir désobéi, en mettant le livre en circulation en même temps que *Jacques le Fataliste*, la *Guerre des Dieux* d'Evariste Parny, et les *Chansons de Béranger* (également considérés comme séditieux !), fut envoyé en prison purger son repentir durant un mois. Et cette fois ce ne fut pas seulement la saisie qui fut ordonnée, mais la destruction de ces ouvrages « corrupteurs de la morale publique et religieuse ». Interdiction de mettre en circulation les œuvres philosophiques du siècle précédent ! *Le Système de la Nature et des Lois du monde physique et moral*, par le baron d'Holbach, vaut à l'éditeur, Paul Domère, six mois de prison et mille francs d'amende ; et le libraire Niogret, pour avoir vendu *Le Système social* du même auteur est poursuivi et sévèrement condamné sous l'inculpation suivante : « Délits d'outrage à la religion de l'Etat et d'attaque contre la dignité royale, les droits que le Roi tient de sa naissance, ceux en

vertu desquels il a donné la Charte, son autorité constitutionnelle et l'inviolabilité de sa personne ». (1) Bien entendu les exemplaires sont confisqués et détruits, comme le seront ceux de l'ouvrage de Lamennais : *De la Religion considérée dans ses rapports, etc.*, jugé par le tribunal correctionnel de Paris, en date du 22 avril 1826, comme constituant « une provocation à la désobéissance aux lois » (2). Et que d'autres exemples on pourrait citer ! Ceux-ci suffisent pour révéler l'état d'esprit qui régnait alors dans les sphères gouvernementales. Il faut lire dans Froment les procédés canailles (mais peut-on accoler cette épithète à des actes qui ont pour objet de défendre l'État ? En ce cas, comme en temps de guerre la ruse n'est-elle point une arme permise et presque... honorable ?) qu'employa la police pour découvrir l'auteur d'une gravure représentant l'apothéose de Napoléon. On ne parvint à saisir que le vendeur, un sieur Perrotin qui tenait aussi à la disposition de sa vilaine clientèle des encriers en bronze ayant comme ornement le chapeau — le petit chapeau ! Bien entendu la marchandise du dit Perrotin se trouva de ce fait trop promptement écoulée — ainsi que les exemplaires d'un buste en plâtre de l'empereur confisqués à un pauvre diable de concierge de la petite rue Taranne qui passa en correctionnelle pour avoir employé ce moyen scandaleux de remédier à son impécuniosité.

Cette Napoléonite se manifeste de cent façons, non seulement à Paris, mais en de nombreuses villes de province. Dans les cabarets on demande « l'Elixir de Sainte-Hélène » qu'a lancé un liquoriste astucieux ; à la messe, pendant l'offrande, des « Chevaliers de la Liberté » piquent la cocarde séditionnelle dans les brioches bénites ; au bal les fleurs des bouquets sont nouées de rubans tricolores ; sur les murs des mairies des affiches — que les agents ne lacèrent pas assez vite — annoncent la délivrance et le retour imminent de l'Empereur.

La foi en cette évasion habite l'âme fidèle des demi-solde. Une grande partie du public la partage ; et le Cabinet de Paris doit intriguer auprès de celui de Londres pour que les mailles du filet, que tient le geôlier Hudson Love, se resserrent plus étroitement autour de l'Aigle capturé. Que ne doit-on pas redouter de Celui qui, une première fois, avec sa phalange héroïque, a osé, par la seule sorcellerie de son prestige, reconquérir la France et dans le cœur des rois rallumer l'épouvante ?

(1) *Moniteur* du 26 mars 1825.

(2) *Moniteur* du 31 mai 1826.

[illegible]

Le préfet de police en profite pour viser l'Ordre tout entier. « Il est à remarquer que les journaux de ce parti ont été pendant longtemps les organes de toutes les attaques dirigées contre la religion et le gouvernement ». On sent même une animosité trop prononcée dans les rapports de Duvoy et dans son article de presse où il fait les titres de la presse de gauche pour en faire un exposé horrible des calomnies et des déceptions de ces journaux et de leur parti. L'abbé de la Motte, en trouvant d'ailleurs que ce n'est pas un bon exemple. Nous ne pouvons choisir pour un journal de la droite un exemple de la gauche et de la presse radicale. On dirait en effet de tout le parti radical qu'il ne se soucie pas de subir par un candidat :

« Quoique le Vénérable, en procédant à la réception de plusieurs récipiendaires, n'ait eu ni l'intention que les témoins lui imposés et par devoir ne demanderaient compte aux adeptes ni de leur croyance religieuse ni de leur opinion politique, ils n'ont pas moins fourni l'occasion de discourir sur les religions comparées ; il s'est agi d'examiner si elles ont des principes communs ou différents, si ces principes sont bons ou mauvais, si une religion est préférable à telle autre, etc., etc. Le vénérable a donc parlé pendant quelque temps sur l'instinct des animaux comparé avec la raison et l'intelligence de l'homme et a reproduit tous les systèmes de Condillac et de Locke. On lui a demandé ensuite quelle était son opinion sur les religions. Le récipiendaire, n'ayant pas suivi la question, a répondu qu'il professait la religion naturelle. Le vénérable, oubliant sa promesse, lui a fait encore ces questions : « Combien y a-t-il de dieux ? » — « Un seul » — « Comment considerez-vous certains hommes (les prêtres) qui se disent les mandarins du ciel ? » — « On peut en rencontrer de bonne foi dans la doctrine qu'ils enseignent. » — « Quel est le livre qui vous a le plus frappé dans votre enfance et dans lequel vous avez trouvé le plus de morale et de vérité ? » — « Dans les ouvrages de Bernardin de Saint-Pierre *Paul et Virginie*. »

Or quelle déduction tire immédiatement le préfet de ces réponses ? Que « les loges maçonniques (et comme on le voit, fidèle à son système

il généralise toujours) sont des chaires clandestines de religion, de morale, de métaphysique et de politique où la philosophie oppose ses enseignements à ceux de nos écoles ». C'est à se demander à quoi des hommes qui précisément se réunissent pour penser en commun pourraient bien s'occuper, si l'enseignement scolaire doit limiter leurs spéculations. Même en morale et en métaphysique (ne parlons même pas de politique et de religion) toute discussion est hérétique. Delavau a raison : il faut fermer les loges, elles n'ont aucune raison d'exister. Il y a même de la mauvaise foi à prétendre que le vénérable, en interrogeant le profane sur ses idées touchant la religion, contrevient à sa promesse de ne pas « demander compte aux adeptes de leur croyance religieuse ». Il est évident qu'il faut entendre par cette affirmation qu'il ne leur sera pas fait grief de la modalité de cette croyance, mais de là à ne pas s'inquiéter de cette croyance ? La Franc-Maçonnerie est, selon ses propres termes, une famille, et elle ne peut tout de même pas admettre dans cette famille des membres dont elle ne connaîtrait pas les tendances et le caractère. Et ce non pas pour critiquer, mais pour apprécier la mentalité du néophyte et l'apport de connaissances qu'on en peut attendre. Nous en jugeons ainsi aujourd'hui, impartialement. Mais notre appréciation ne tient peut-être suffisamment compte de la pensée officielle de l'époque. La religion du candidat ? Pourquoi lui poser une semblable question ? Il n'est qu'une seule religion d'Etat qui s'impose comme cet Etat et qui est la Religion catholique, apostolique et romaine. Le fait qu'on en puisse douter est déjà un témoignage d'insubordination, et suffit à « dévoiler de nouveau les intentions secrètes des francs-maçons et le danger de leurs réunions ». Comme quoi l'historien ne doit point se laisser aller à des commentaires qui sont, au vrai sens du mot, intempestifs.

N'oublions pas que ce Delavau qui a succédé à Anglès à la préfecture de police est, ainsi que son collaborateur et complice Franchet d'Espérey qui, lui, est le directeur général des services, une créature des Ultras. Ancien membre de la Cour Royale de Paris, qu'il avait même présidée un certain temps, il s'y était fait remarquer par ses sentiments d'une religiosité agressive. Anglès, son prédécesseur, avait été le serviteur du régime, honnêtement. Delavau est surtout et avant tout le serviteur de l'Eglise militante. Froment, l'ex-chef de brigade de son cabinet particulier, écrit : « Les hommes de la congrégation devinrent les premiers agens de cette police, chaque jour plus audacieuse et plus sem-

blable au Saint-Office, dont elle fait revivre toutes les traditions. » (1)

N. C. Des Etangs qui préside *Les Trinosophes* est pourtant un frère qui, par ses paroles et ses actes, prouve son respect de la pure tradition maçonnique. Il n'y est fait aucune allusion ni à la politique ni à la religion, et les principes exposés sont d'une morale irréprochable. Mais voici. Il reçoit — peut-il faire autrement ? — une délégation de son Obédience le Grand Orient, et l'un des délégués, le frère Berville, qui est avocat, se livre dans son improvisation « faite avec talent » à un éloge excessif de la liberté « le droit de penser, de dire, de faire, mais non pas à l'éteindre. » Propos délictueux au premier chef que suivront ceux de son frère et collègue Dupin jeune, non moins répréhensibles. Alors le leit-motif revient, insinuant, il faudrait que l'État prit contre toutes les loges une mesure radicale. Le préfet de police, pour étayer son sentiment non point seulement sur les faits, mais sur une argumentation — aussi philosophique que politique, — finit par envoyer au ministre des *Réflexions sur les loges maçonniques à Paris* qui sont pour nous éclairer le mieux sur le caractère de la Franc-Maçonnerie à cette époque et sur les raisons que l'Autorité pouvait avoir de la détruire... ou de la ménager. Parmi ces dernières il convient de citer celle-ci : « Son existence n'est-elle pas nécessaire pour empêcher le carbonarisme de se fortifier en France et de s'y naturaliser ? Si cette institution d'origine moderne n'avait pas de rivale dans le Grand Orient, ne serait-il pas à craindre que tous ceux qui cherchent les réunions secrètes ne se précipitassent dans les Ventes quand les loges leur seraient une fois fermées ? » Et il ajoute : « Ces considérations méritent d'être pesées. » On

Il faut se rappeler que, dans le Grand Orient, la Franc-Maçonnerie n'était pas considérée comme une institution secrète, mais comme une institution publique. Elle était ouverte à tous les Français, sans distinction de religion ou de race. C'est pourquoi elle était considérée comme une institution nationale, et non comme une institution étrangère. C'est pourquoi elle était considérée comme une institution d'origine moderne, et non comme une institution d'origine ancienne. C'est pourquoi elle était considérée comme une institution qui pouvait être utile à la France, et non comme une institution qui pouvait être nuisible à la France. C'est pourquoi elle était considérée comme une institution qui méritait d'être protégée, et non comme une institution qui méritait d'être détruite. C'est pourquoi elle était considérée comme une institution qui méritait d'être ménagée, et non comme une institution qui méritait d'être éteinte.

pourra d'ailleurs lire ce « morceau d'architecture » policière aux pièces annexes, le morceau étant trop long pour prendre place ici (1). On y trouvera également les rapports sur les Néo-Templiers, dont la loge, *Les Chevaliers de la Croix*, continue d'exaspérer le pouvoir (2). Le Grand-Orient la protège, mais comme les Chevaliers n'ont pas en réalité de véritables relations avec cette Puissance, on pourrait, sans provoquer de protestation, les supprimer. Car ils sont dangereux, ces chevaliers, d'autant plus dangereux qu'il est impossible d'assister à leurs travaux. C'est vexant pour la police. On sent une rancune personnelle dans ces rapports administratifs où Delavau témoigne de quelque érudition. Et si nous reproduisons cette pièce *in extenso* à la fin de ce livre, c'est précisément parce que, pour les détails d'ordre historique concernant les Néo-Templiers, sa collaboration involontaire ne nous paraît pas méprisable. Pour le moment contentons-nous d'y glaner ce renseignement. par quoi s'éclaireront les événements futurs : la réception dans la Franc-Maçonnerie d'un garde du roi. N'y a-t-il pas là de quoi pousser — en profane — le cri de détresse ? Delavau le pousse : « Le gouvernement peut-il être dans une sécurité parfaite quand il voit des hommes simples auxquels est confiée la garde du roi entre les mains des principaux agents des sociétés secrètes et susceptibles par conséquent, de recevoir, sous la direction de ces dangereux maîtres, les impressions d'un fanatisme aveugle et sanguinaire ? » Et ce Morisson de Greenfield, dont les propos ont tant de fois corsé les propos des mouchards, ce Morisson de Greenfield n'a pas été gagné par la léthargie de son ancien rite. De Misraïm il est venu porter sa parole incendiaire chez les Ecossais, à la loge *Emeth* où il est inscrit comme associé libre et dans les conventicules des *Chevaliers de la Croix*. Il est même un de leurs dignitaires, et à la grande fête de l'Ordre des Templiers dont le récit nous est également donné et que nous donnons à notre tour (3), il ouvre la marche du cortège « bannière déployée ». Il est à remarquer que, malgré ces observations du préfet, le ministre n'osera ou ne voudra pas ordonner la démolition de l'Ordre des Néo-Templiers. Nous les verrons une année après provoquer un nouveau rapport qui n'est pas, aux yeux du pouvoir, à leur louange. L'Opposition, à la Chambre des Pairs, a obtenu que les Jésuites soient expulsés de France ; et le 19 juin 1828 la loge *Les Chevaliers de la Croix* où le

1) Voir Pièces annexes n° VI.

2) *Ibid.*, n° VII.

3) Voir Pièces Annexes n° VIII.

frère Morisson de Greenfield assure les fonctions de premier surveillant applaudit à cette mesure. Les ordonnances rendues il y a trois jours (contre les petits séminaires) combient de joie la plupart des francs-maçons. « Tant que le catholicisme sera la religion de l'Etat, disait un vénérable de loge, tant que cette religion sera dépendante de Rome, en un mot, jusqu'à ce que nous soyons protestants, nous n'aurons pas un gouvernement suivant nos désirs, c'est-à-dire une république. » Un autre frère assurait « que le roi s'était fait recevoir jésuite à Turin ».

Que tous ces francs-maçons sont donc impertinents ! Jusqu'aux invalides qui s'en mêlent. L'un d'eux, qui est hospitalisé à l'Hôtel et qui a cette réputation d'être un franc-maçon, se permet de fréquenter une loge, 41, rue Saint-Médéric ? Péchés de la chair et péchés de l'esprit ! On le consigne, mais son temps de consigne terminé, on est bien obligé de le laisser sortir. Seulement la police, vigilante, l'a « à l'œil ». Et grâce à elle le préfet connaît les soirs où l'invalidé Joseph va remplir, soit ses devoirs maçonnique, soit ses devoirs conjugaux.

En province les préfets, dont beaucoup partagent les sentiments hostiles de la police de Paris, envoient aussi au ministre de nombreuses circulaires concernant les affaires qui se passent dans leurs départements. Longtemps, au début du règne précédent, alors que les nouvelles méthodes gouvernementales cherchaient leur équilibre, ils avaient demandé des instructions sur la conduite à tenir à l'égard de la Franc-Maçonnerie. Les maires eux-mêmes refusaient parfois — d'autorité — de laisser les frères se réunir. En 1819 le maire de Belley s'oppose à la création de la loge *Les Trois Souhais*, le sous-préfet aussi et le préfet. Le député du Grand-Ouest, M. de La Harpe, l'abbé de La Harpe, plus connu sous le nom de l'abbé de La Harpe, député de l'Ain, s'élève contre ce refus et écrit au préfet de l'Ain pour qu'il prévienne le maire de Belley de « laisser en paix la loge maçonnique », et il ajoute « il sera

1) On appelle « député » dans une loge le frère chargé de la représenter à l'Assemblée générale. Les députés sont élus par les frères de la loge. Ils ont le droit de voter et de proposer des résolutions. Ils sont élus pour un an et peuvent être réélus.

bon surtout de lui faire observer que les sociétés de francs-maçons ne sont point assimilées aux associations secrètes qui doivent leur existence à des intrigues politiques ». Nous citons ici ce document pour rendre plus sensible la modification qui s'opérera dans les sentiments du Pouvoir. A l'époque c'était le duc Decazes qui occupait l'Intérieur. Le préfet de l'Ain, en l'espèce, aura beau revenir à la charge pour montrer le mauvais esprit de ces francs-maçons de Belley que préside « le sieur d'Avril, ancien prêtre marié et officier de gendarmerie en retraite » — le ministre restera sur sa favorable décision. Mais après 1820, alors que la fonction a changé de titulaire, le ton des réponses aux préfets de province change. On n'ordonne pas la fermeture des loges puisque la coutume, plus forte que la loi, ne le permet pas, mais toujours on recommande la plus étroite surveillance.

En 1824, paraît un opuscule intitulé *Prédiction de Platon* (1), signé des initiales A. P., que l'auteur avait adressé à tous les membres de la Chambre des Députés, leur demandant d'appuyer sa proposition par laquelle « Sa Majesté était humblement suppliée d'ordonner la fermeture immédiate de toutes les loges de francs-maçons dans l'étendue du Royaume... dans l'intérêt de la Religion et de la Morale et de la Légimité ».

Quand le 25 mai 1824 le préfet de l'Aude prévient le ministre de la Guerre qu'une loge de Narbonne cherche « à associer les militaires de la garnison et principalement les sous-officiers » et que « la police les avait surpris le 15 de ce mois, dans une auberge de la ville où ils étaient réunis à un banquet au nombre de quinze, tous revêtus d'emblèmes maçonniques », le baron de Damas en informe immédiatement son collègue de l'Intérieur qui fait faire une enquête sur les sentiments politiques et religieux des membres. En 1825, le 14 janvier, c'est le préfet de l'Aisne qui annonce le réveil de la loge de Saint-Quentin qui ne compte que « des libéraux ». Le ministre veut « connaître exactement tous les membres qui composent cette loge et tout ce qui se passera dans les réunions ». Dans toutes les affaires suscitées par le Carbonarisme, au tribunal de Colmar, jugeant les inculpés de Belfort, à Saumur dont le vénérable de la loge, le lieutenant Dillon a mené le complot, à Paris dans l'histoire des Quatre Sergents de la Rochelle on trouve des francs-

(1) *Prediction de Platon* en date de l'an de la création du monde 3621, revue, commentée et devant être accomplie l'an de grâce 1824, par M. A. P... : chez les marchands de livres.

se recrutent les Carbonari » et signale particulièrement *Les Elus de* 827, dont les républicains ont fait un usage plus sérieux que la Franc-Maçonnerie ordinaire ».

Comme on le voit, il n'est pas qu'à Paris que les loges donnent du travail. L'Autriche, le Prusse, le Danemark, le Portugal, sont pour elle plus rassurants.

* * *

Le Suprême Conseil Ecossais a des relations internationales étendues. C'est une de ses raisons d'être. On intercepte ses lettres. Il y a une note du cabinet noir datée du 1^{er} avril 1825 qui nous donne ce détail intéressant que le Grand-Maitre de la loge de l'*Amitié* à Genève est d'opinion très libérale et que celui de la loge de l'*Espérance* à Berne est un ardent révolutionnaire. Or quelle fonction profane occupe cet ardent révolutionnaire ? « Il est secrétaire de la police ! » Comment, avec de tels atouts dans son jeu, la Franc-Maçonnerie n'arriverait-elle pas à imposer son emprise aux nations ? Probablement par le même moyen on sait aussi que le médecin en chef des armées britanniques, — le fameux Morisson de Greenfield — a été comploter à Rouen, qu'il est « carbonaro, misramite, templier, écossais dissident ». Et quoi encore ? « De toutes les communions. » Des communions hérétiques, forcément. Il est assez perdu, sinon de corps, de biens spirituels, pour posséder une « collection assez rare de livres maçonniques et philosophiques, c'est-à-dire (et ce « c'est-à-dire » nous prépare une définition pour le moins originale de ce genre de bibliophilie) qu'on peut trouver chez lui tout ce que l'impiété, l'anarchie et l'obscénité ont produit de plus marquant ». Il paraît que cette collection est pour le duc de Sussex dont il est le médecin. Et le duc de Sussex « est grand-maitre de l'Ordre maçonnique en Angleterre ».

On rend compte de la séance du *Suprême Conseil et Grande Loge centrale du rite écossais* où le duc de Choiseul a été intronisé comme Souverain Grand Commandeur, en remplacement du comte de Segur « démissionnaire à cause de son grand âge ». Et, ma foi, malgré les préventions que l'on a contre le Rite Ecossais dont les loges, peu nombreuses encore, et assez circonspectes, ne facilitent pas l'indiscrétion des agents,

le préfet est obligé de reconnaître que la « tenue » a été d'une correction parfaite. Le comte Muraire, ex-président de la Cour de Cassation, a fait l'éloge funèbre de Lacépède, et le duc de Choiseul s'est plu à « rendre justice au monarque dont la tolérance est un bienfait pour toutes les croyances religieuses, tolérance qui mérite toute reconnaissance et tout l'attachement des francs-maçons ». Enfin on a applaudi le « poète-citoyen » Viennet, Grand Secrétaire du Suprême Conseil (avant d'en être plus tard le Grand Commandeur), dans des vers exaltant la mort du général Foy et la cause des Grecs. Cette lecture « a électrisé l'assemblée ». Cette cause des Grecs ! Elle empoisonne le gouvernement. L'opinion publique oppose sa sentimentalité à la tradition politique de la France. Les Grecs sont opprimés par les Turcs. Le bruit des exactions dont ils sont victimes de la part de la nation suzeraine a retenti par toute l'Europe. Les poètes s'en sont mêlés. Ils voient dans les révoltés les descendants des guerriers de Xénophon et de Thucydide ; et par-dessus les âges les harangues de Démosthène rallument les enthousiasmes. Pour une fois les deux écoles poétiques sont d'accord ; les Classiques fraternisent avec les Romantiques pour flétrir l'inaction ou la neutralité où le roi entend demeurer. Il n'a pas tort, le roi. Depuis François I^{er} un accord avec la Porte favorise notre influence dans tout l'Orient. De cet acte de haute diplomatie qui l'a dotée là-bas d'un prestige jaloué par les autres pays, la France a retiré un bénéfice matériel et moral considérable. Fallait-il rompre avec ce passé, aller combattre ces alliés de trois siècles, s'immiscer en somme dans leurs affaires particulières, car enfin la Grèce leur appartient ? Quand la raison et le sentiment se trouvent aux prises, le sentiment l'emporte toujours. Byron, le poète, est parti là-bas avec les nouveaux preux de l'Hellade (car on les voit à travers le passé classique !), lutter et mourir. Des corps de volontaires français se forment pour aider au dénouement de l'épopée : la délivrance de la Grèce ! Des images pathétiques entretiennent la pitié et l'horreur. Cette « Affaire » qui remue l'Europe, en France accapare tous les esprits. Partout, dans la rue, dans les ateliers, dans les salons on ne parle que de voler au secours des révoltés en qui ressuscite l'héroïsme de Léonidas ! Comment, au milieu de la fièvre générale, les loges demeureraient-elles indifférentes ?

Indifférentes ! Mais elles vont jusqu'à prétendre que ce sont elles qui ont déclenché le mouvement. La loge *Les Trinosophes* le 30 août 1824 a reçu une délégation de la loge *L'Espérance* de Bruxelles. La cause des Grecs a occupé toute la tenue, et le Vén. Des Etangs a affirmé avec

orgueil : « Qui a poussé les premiers cris de honte, de pitié et de miséricorde sont les frères maçons... Il y a la liste de ces exhortations dont se targuaient avant le 27 juillet 1826 les frères maçons parisiens, que, selon la constatation faite en 1842 par le rédacteur de *La Revue Moderne* de l'époque, presque tous les maçons d'Europe ont dû de l'argent et ont fait des démarches en faveur des Grecs ».

On ira plus tard jusqu'à émettre l'opinion que les loges françaises avaient été « suggestionnées » par les *hétairies*, qui étaient les sociétés secrètes de la Grèce d'où partit le signal de l'insurrection (1).

Delavau n'est pas content. Il trouve que les loges dépassent la note, qu'elles ont le droit de parler, de critiquer, de se plaindre, de dénoncer les tyrans et de flétrir « la lâche diplomatie » du gouvernement. Aux *Amis Bienfaisants*, dans la tenue du 14 avril 1824, le secrétaire de la loge qui, par antiphrase, s'appelle Lesage, va jusqu'à s'écrier : « Il n'y a plus rien de commun entre nous et ces hommes indignes du nom de Français, il n'y a plus rien de commun entre nous et les *infâmes qui nous gouvernent*. » Ce refus de communion, exprimé avec un tel mépris, indigna le préfet de police. Le trait de plume dont il souligne les derniers mots trahit le degré de cette indignation. En tire-t-il argument pour faire arrêter ce Lesage si mal nommé ? Non, ce Lesage a, selon lui, exprimé l'opinion de tout le frère Maçonnerie en que M. Delavau n'est point un strict serviteur de la Justice. Il sait bien que sa déduction est aventureuse puisque les assistants se sont bornés en criant tout les paroles sacrées mais il n'en conclut pas moins que cette séance a été de prouver que la maçonnerie n'est point une société de haine, de vengeance et de philanthropie mais une association dont le but est tout à fait politique : « Les cérémonies mystérieuses dont ils se revêtent dissimulent les formes de la conspiration... Le président en a vu plusieurs prises ou il est acheminé priver et d'écouter que le frère Maçonnerie se plaint de l'interdiction des mandes ses assemblées toutes les postures qu'il fait en ce moment les autres attendent l'interprétation pour se lever contre le gouvernement et le régime... Il y a déjà longtemps que toutes les loges maçonnes de France sont en rapports avec le complot grec... les rapports qui existent entre les loges maçonnes de France et la surveillance dirigée sur celles de la capitale ».

Hausmann qu'on a questionné d'abord sur la violence pour l'attitude

(1) Louis Guimbaud : *Les Orientales de Victor Hugo*. Amiens, 1929, in-16.

tion du Grand Orient et susciter parmi ses loges des discussions si ardentes qu'on en oubliera presque les héros de Missolonghi. Le Grand Orient a l'ambition de posséder un Temple à lui, comme à Londres la Grande Loge d'Angleterre, où ses ateliers se pourraient réunir et travailler sans avoir à chercher asile dans des locaux de fortune, trop souvent provisoires et se prêtant plus ou moins bien au décor et à l'ameublement rituels. Vaste projet et difficile à réaliser, projet qui d'ailleurs n'est pas nouveau. Une Commission — comme toujours — est nommée. On jette les yeux sur l'hôtel de M. Delessert, rue Coq-Héron. Il conviendrait assez, mais il est trop loin du centre. Il coûterait environ cinq cent mille francs. Peut-être ferait-on mieux de faire bâtir ? L'estimation approximative fixe à un million et demi l'erection et la mise en état du temple. Pour couvrir la somme on mettrait en circulation parmi les frères des actions de 200 francs. « MM. Dupin, Bertier et Berryer seront les avocats choisis pour la rédaction de l'acte commanditaire. » Mais tout cela ce n'est encore que propos en l'air. Il faut que les loges, par leurs députés au pouvoir central, en discutent. Le 16 mai 1828 il y a une séance orageuse qui tourne tellement au scandale que le pouvoir s'en réjouit : « Cette affaire, dirigée avec bonheur, peut amener la destruction de la maçonnerie et de toute association illégale *si l'on parvient à maîtriser les événements qui nous entraînent avec tant de rapidité vers un abîme dont la vue n'échappe plus à personne.* » C'est nous qui soulignons cette phrase singulière. Le nouveau préfet de police, Debelleyne, ose se montrer déjà un oiseau de mauvais augure. Voici qui nous semble inquiétant pour le maître, un fonctionnaire qui ne croit pas à la solidité de sa maison. « Diriger l'affaire avec bonheur. » Qu'entend-il par là ? Vraisemblablement discréditer l'Institution par des indiscretions de presse. Avant la destruction de l'Ordre il sied d'empêcher d'abord la construction du Temple. Ce serait là de la part de cet Ordre attacher trop ostensiblement son existence, son autorité, l'étendue de ses ressources. Avoir pignon sur rue est une réclame qui porte. Donc « les gouvernements de toutes les époques ont paru ne jamais se prêter à rendre la maçonnerie indépendante ». La *Gazette de Lyon* rend compte de la bruyante séance du 16, et La *Quotidienne* le 6 juin fait part à ses lecteurs du projet des francs-maçons. Qui les a renseignés ? Ces divulgations ont au contraire le résultat de ramener la paix au sein du Grand Orient. « L'ennemi écoute aux portes et pour peu que cet état dure, nous sommes perdus. » Il fait mieux que d'écouter aux portes, l'agent qui rapporte ces propos, il a dû proba-

blement vociférer avec les autres, ajouter à la confusion et à la discorde par une de ces motions d'ordre qui dans les assemblées ne sont généralement qu'aggraver le désordre. « Pour le bien et la conservation de l'Ordre, il faut taire toute espèce de ressentiment, ne pas parler de plainte, oublier les torts respectifs et nous embrasser. » On s'embrasse, mais un baiser ? c'est une preuve d'entente bien faible, quand il n'est échangé que pour la galerie. La séance du 10 juin 1828, où n'assistent que les présidents d'ateliers et les dignitaires de l'Ordre, quoique moins tumultueuse, est aussi révélatrice des profondes divergences d'opinions suscitées par le projet d'acquisition ou d'édification d'un local. Le préfet en est enchanté : « Cet état de division est très profitable à l'autorité légitime. » Ces dissensions font dans les ateliers le plus mauvais effet. Des projets de rébellion se dessinent contre les dirigeants de l'obédience. A la loge *La Jérusalem de la Constance* le frère Astier qui rend compte de la séance à laquelle il a assisté comme vénérable se montre pessimiste. « Il pense que la maçonnerie est dans un état de fermentation tel qu'il regarde comme très éloignée l'époque où le Grand Orient pourrait être uni avec le Suprême Conseil de l'écosisme à moins toutefois que le duc de Choiseul ne soit élu un des grands-maitres adjoints du rite français. » (1) Un autre vénérable, le frère Jarry « a manifesté l'intention d'engager les loges de la capitale à former un pacte d'union contre le Grand Orient » — ce qui ne veut pas dire qu'elles ont l'intention de quitter l'obédience, mais de s'insurger contre son Conseil ou mieux (le mot est dans le rapport du 18 juin) « contre les meneurs du Grand Orient ». Ce projet de confédération ne rencontre pas assez d'adhésions pour pouvoir être réalisé.

Devant tous ces rapports qui nous ont permis de suivre d'une façon si pénétrante le processus de l'élaboration du rituel de la Franc-Maçonnerie, on s'effare vraiment à constater leur inutilité. A distance, d'après les récits qui nous en ont été faits, nous voyons les rituels de Louis XVIII et surtout de Charles X n'être qu'une répétition

pas.

France un insupportable despotisme. Il nous faut quelque peu en rabattre. Certes la liberté n'était qu'un mot, les citoyens étaient redevenus des « sujets », épithète rétablie par la Charte qui avait produit le plus détestable effet, l'ecclésiastique opprimait les consciences. Il fallait être ou paraître bien-pensant si l'on voulait avoir ou garder un emploi, conserver ses clients si l'on était boutiquier, faire des affaires si l'on était négociant. La presse était surveillée ; et par les exploits de la censure on a pu juger de la susceptibilité de cette dernière. Cet état n'était pourtant pas pour les Français chose nouvelle. Et d'autre part on ne peut nier, que derrière cet appareil d'injustice, ne se fit jour un libéralisme assez vif, dont certains hommes de gouvernement, eux-mêmes, n'étaient pas exempts. Les excès de la Terreur Blanche dans le midi n'avaient pas été approuvés en haut lieu, et, si leurs auteurs ne furent point punis, les préfets reçurent néanmoins de précises instructions pour arrêter ces compromettants témoignages de loyalisme.

* * *

Pourquoi cependant cette période de l'histoire paraît-elle une des plus odieuses ? Pourquoi nous semble-t-il que nous aurions préféré vivre sous Louis XV que sous Charles X, sous le premier plutôt que sous le second ? Pourquoi les actes de la Terreur rouge nous horrifient, ceux de la Terreur Blanche nous répugnent. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas l'amour de la patrie qui les inspire, mais un fanatisme religieux. Ce n'est pas tant l'esprit républicain qui les guide, que l'esprit chrétien. Les massacres de la Terreur rouge nous paraissent plus odieux que ceux de la Terreur Blanche, non parce qu'ils sont plus nombreux, mais parce qu'ils sont plus cruels. Depuis que la philosophie a revendiqué les droits de la pensée, depuis que la Tolérance — cette vertu inconnue du moyen âge et dont le mot n'est entré dans le langage qu'à la fin du XVIII^e siècle, — est devenue, grâce à la Déclaration des Droits de l'Homme, une vertu reconnue par tout le monde, les attentats contre la liberté de la pensée nous semblent moins odieux que ceux contre la liberté de la conscience. Les massacres de la Terreur rouge nous paraissent plus odieux que ceux de la Terreur Blanche, non parce qu'ils sont plus nombreux, mais parce qu'ils sont plus cruels.

qu'en s'appuyant sur le tribunal de l'Inquisition les rois catholiques n'avaient d'autre ambition que de lier leurs sujets d'une même chaîne spirituelle afin de les gouverner plus facilement — préjugé auquel obéirent également les terroristes, ces dévôts laïques. Ce n'était pas la piété qui les inspirait, mais le souci de leur sécurité. Néanmoins ils nous demeurent odieux, comme nous sont odieuses les persécutions subies par les protestants dans les pays comme l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne. Henri VIII et Marie Tudor les envoyaient au gibet ou au bûcher. Sans la révocation de l'Edit de Nantes, sans les dragonnades et les protestants assassinés ou contraints à la conversion, Louis XIV nous apparaîtrait avec la pure somptuosité de ce château de Versailles d'où rayonnaient sur l'Europe entière les feux éclatants de sa couronne. De même que dans ce Versailles nous ne voulons plus voir ces appartements aux vitres cassées et aux murs dégouttant des « morveaux » des seigneurs, ces parcs excrémentiels et les poux abrités sous la perruque des Grands et les pourpoints salis de la graisse des repas et de la bavure des chandelles, nous ne regarderons plus d'un œil ce Louis XIV si fier de sa cour et de sa couronne. Son règne a fini par lui valoir les huées du peuple parce qu'il se masquait d'apostasie. Sur le Roi-Soleil l'Église de Meville et Meville a jeté une ombre qui, loin de se dissiper, s'est épaissie avec les ans.

font obstacle. Nous avons beau nous insurger contre le droit de la Force, nous savons au fond de nous-même qu'elle règle toutes les actions humaines, les plus dignes d'amour comme les plus haissables. Si aucun ne peut se rattacher à l'ordre de Napoléon, c'est parce qu'il n'est pas persécuteur d'aucune église. Ses démêlés avec le pape n'altèrent point cette constatation. Si les autocraties actuelles, celles du bolchevisme russe comme du fascisme italien, tout en témoignant d'une sympathie particulière en pour le pape, ne peuvent se rattacher à lui, c'est malgré la colère de leurs ennemis, c'est parce qu'en vérité elles ne vont pas jusqu'à fouiller les âmes.

Les querelles entre catholiques et protestants d'ailleurs montées au XVIII^e et au XIX^e siècles par suite des disputes et des persécutions sont tombées dans des oubli profondes qui ne permet pas de parler encore de la plus grande cathédrale du monde bâtie à l'époque moderne de nos jours.

Mais tout penseur, soucieux de droiture, sera forcé de convenir qu'elle lui a préparé les voies.

Or, ce qui ressort le plus vivement du gouvernement des Bourbons au début du XIX^e siècle, c'est sa tendance ecclésiastique à peser sur les consciences. Tout manquement à l'Autel est assimilé à un attentat contre le trône. Lisons toutes ces notes de police dont nous n'avons cité qu'un petit nombre. Elles nous font voir que, par rapport à notre sujet, ils nient et tentent jamais de préciser les paroles ou les actes attentatoires à la fois à l'autorité royale et à l'autorité papale. C'est cette alliance qui provoque la répression des opinions et des écrits des libéraux que l'on appelle *Constitutionnel* comme l'indignation des libéraux. La Révolution a laissé en France des germes qu'aucune puissance ne peut et ne pourra enlever. L'Europe civilisée a été frappée de stupeur. Tout de suite on a évoqué les temps médiévaux. L'anachronisme du geste a indigné, plus que sa cruauté. Sans l'Eglise inspirant sa politique, Charles X nous paraîtrait plus majestueux.

Ce qui sous son règne encourage l'adversaire, c'est que cette collaboration du catholicisme et de l'Etat gêne ce dernier dans ses mouvements. L'Eglise le protège et le compromet en même temps. L'Etat surveille les écarts de croyance, les contrarie, mais il n'ose point, comme au XVII^e et même au XVIII^e siècle les poursuivre. Il sera même obligé, sous la puissance de l'opinion publique, de secouer le joug clérical et de consentir à l'expulsion des Jésuites. Mesure que cette opinion juge avec raison inspirée par l'intelligence des ministres beaucoup plus que par la volonté du roi. Les sociétés secrètes qui se créent sont — quand cela se peut — réduites au silence absolu ou à l'inaction, parce que leur dessein évident est de changer la forme du gouvernement. Les francs-maçons, eux, demeurent à peu près intangibles. Il y a là un phénomène tout à fait intéressant du besoin que possède l'Etat de composer avec l'esprit public. L'Etat ne peut pas se montrer moins despotique que l'« ogre de Corse ». Nous ne pouvons nous déprendre de quelque étonnement en constatant que les frères, dont on nous rapporte les propos d'une insolence parfois presque invrai-

seul fait de s'être pas avoués et en prisonnés. Il est difficile de leur faire avouer l'espionnage, mais était-il difficile de les incriminer d'un délit imaginaire, et les magistrats étaient-ils assez peu sûrs pour ne point se plier aux suggestions du pouvoir ? On affecte — pourquoi ? — de ne pas considérer la Franc-Maçonnerie comme une institution dangereuse, mais elle l'était pour les pouvoirs publics de ce temps-là, et pour la police. Et pourtant, si les conseils directeurs protestent de leur loyalisme, nombre d'ateliers contredisent à ce loyalisme. On répondra qu'on ne pouvait faire retomber sur l'Ordre tout entier les imprudences de quelques-uns. Mais, si l'on ne fait pas attention à ce qu'on dit, on voit qu'un Morisson de Greenfield, dont le langage outrancier décèle une certaine exaltation d'illuminé, pour flétrir le régime, il en est d'autres, et nombreux qui, pour employer des termes moins violents, ne s'en montrent pas moins les contempteurs les plus résolus. Nous avons rapporté de leurs propos, mais ce chapitre eut pris un développement trop considérable s'il nous avait fallu les reproduire tous. C'est encore M. de Viel-Castel s'élevant dans la loge *Les Imitateurs d'Osiris* « contre le despotisme monarchiste et sacerdotal », l'avocat Beauregard du chapitre des *Amis de la Sagesse* y faisant le 17 juin 1828 « une apologie de la Révolution » et le 17 juillet 1828 le frère Alexandre Joseph Laterrade disant avec ironie aux *Amis Incorruptibles* que son atelier avait au moins cet avantage de ne compter dans ses rangs « ni ministre de l'Intérieur pour solder des jésuites et des prêtres, ni de ministre de la justice pour violer la Justice ». Napoléon, si la Franc-Maçonnerie de son temps s'était livrée à de telles incartades, eût-il hésité à la ramener sans douceur au culte de sa puissance ? Evidemment non. Même la République de 1848 montrera une patience moins grande que Charles X envers les loges qui auront la velléité de s'occuper de la Chose Publique. Cette patience a-t-elle servi le roi ? et à ne la point garder peut-être eût-il encore précipité les événements ? Croire au respect de l'Institution, c'était délicatement la tenir en respect. Ses ramifications s'étendaient trop loin et s'élevaient trop haut pour qu'on pût prétendre à les contrôler et d'en faire. Nous ne pouvons nous expliquer autrement le rétablissement de l'Autocratie à Paris en 1815, et nous ne pouvons nous expliquer autrement la chute de l'Autocratie à Paris en 1830, que par l'ombrageuse.

La politique de la Restauration durant les quinze années de son existence nous semble à distance en vérité. Avant qu'elle soit terminée, elle

dans une situation difficile. Se montrer conciliante dès ses débuts ? C'était vraisemblablement la première intention de Louis XVIII, mais l'équipée des Cent Jours, ce retour inopiné du prisonnier de l'Île d'Elbe l'obligeant derechef à un nouvel exil l'avait aigri. D'autre part ses serviteurs, tous ces émigrés qui avaient suivi sa fortune, étaient incapables de le bien conseiller. Non seulement ils demeuraient animés d'un esprit de vengeance contre ceux qui avaient profité de leur déchéance et même de leurs biens, mais leur absence avait été trop longue. Ils s'étaient tenus trop loin des événements, pour se rendre compte que ces événements avaient laissé leur trace dans l'âme et dans les habitudes de la nation. Des mœurs nouvelles s'étaient implantées dont ils ignoraient la profondeur. Renouer la chaîne avec les errements du XVIII^e siècle paraissait logique à ces légitimistes demeurés imbus des vétustes étiquettes et prérogatives du droit divin. Ces anciens usages de la monarchie étaient périmés, les ressusciter était une opération impossible. Le résultat de cette opération fut que cette monarchie, après l'emballlement du début, parut ce qu'elle était — et ce qui causa sa perte — impertinente et tracassière. Elle commit des actes que Louis XVI lui-même eut désavoués. Louis de Viel-Castel raconte ce fait : « Dans une petite commune de la Provence la municipalité ayant ordonné à tous ses habitants de tendre leurs maisons le jour de la Fête-Dieu sur le passage de la procession, un protestant s'y était refusé et avait été condamné à l'amende par le juge de paix, puis par le tribunal correctionnel d'Apt (1). Et pourtant l'article de la *Charte*, signée à contre-cœur par Louis XVIII, portait : « la religion catholique est la religion de l'Etat ; néanmoins chacun professe la sienne avec une égale liberté et obtient pour son culte la même protection ».

Les décisions du suffrage universel ne pesaient pas devant l'ostracisme des passions. L'Isère nomme député l'abbé Grégoire. Les élections ont été correctes ; malgré le désir du pouvoir on n'y peut relever la moindre irrégularité. N'importe ! La Chambre n'en veut pas. Elle l'invalidé. Le motif donné ? La nomination de cet évêque schismatique, qui à la Convention avait voté la mort du roi, constituait un « outrage à la royauté ».

Il y eut pourtant au cours des deux règnes, deux tentatives d'adapta-

(1) Louis de Viel-Castel : *Histoire de la Restauration*. Paris, 1865, in-8°, T. VIII, p. 62 et 63.

tion à un système de gouvernement relativement libéral, qui ne furent pour ainsi parler que deux accalmies très courtes précédant des temps plus orageux. En 1819, on supprime pour les journaux la censure et l'autorisation préalable. Ils doivent fournir un cautionnement, leur direction est respectée, les délits de presse sont punis, mais enfin la presse de toutes les opinions, à condition que ces opinions soient... paisibles, a le droit d'exister. Une année après, l'assassinat du fils du roi non seulement avait fait revenir le pouvoir sur ces nouvelles dispositions, mais des lois « de tendance » avaient aggravé les anciennes.

Dans cet ouvrier sellier qui, dans un accès de démence mégalomane, avait assassiné le duc de Berry (père de celui qui mourut prétendant au trône de France sous le nom de comte de Chambord ou de duc de Bordeaux) on avait voulu voir l'agent des complots révolutionnaires. L'époque était trop trouble, le conflit des passions politiques trop profond pour que les royalistes ne crussent pas sincèrement à un mauvais coup perpétré par leurs ennemis. Charles Nodier écrivant dans le *Journal des Débats* : « J'ai vu le manche du couteau, c'est une idée libérale », ne faisait que synthétiser en une phrase imagée l'opinion de la majeure partie de ses contemporains. Et cet autre mot de Chateaubriand sur le duc Decazes : « le pied lui a glissé dans le sang », témoignait aussi de la responsabilité que l'on attribuait au ministre dont l'indulgence envers les libéraux était interprétée comme une trahison (1). La presse se vit de nouveau muselée par le rétablissement du monopole et de la censure, mais depuis une année elle avait repris goût à cette indépendance qu'on lui avait laissé prendre, malgré les limites bien restreintes encore de cette indépendance. Une avarice indigne moins qu'une générosité qui se reprend. Le gouvernement avait eu tort de se montrer un donateur imprévoyant. Pour demeurer plus cachées, les feuilles publiques hostiles aux Bourbons ne trouvèrent dans les rigueurs dont on les frappait ou dont on les voulait frapper qu'une raison de plus de continuer leur campagne. Charles X, comme son prédécesseur, avait voulu tenter un compromis. Le ministère Villèle renvoyé par la coalition des opposants avait

(1) *Le Drapeau blanc*, le fameux journal de Martainville, qui avait pour devise « *Liberté, Égalité, Fraternité* », avait nettement accusé le duc Decazes d'avoir armé le bras de Louvel. Les Ultras allèrent jusqu'à déposer à la Chambre une pétition tendant à la mise en jugement du ministre.

fait place à un ministère Martignac par lequel la royauté de droit divin abandonnait au parlementarisme une partie de ses privilèges. La Censure, le Monopole et la Tendance sont de nouveau abolis. Cette fois encore comme en 1819 l'essai de conciliation ne dure qu'une année jusqu'à l'instauration du gouvernement Polignac le 9 août 1829. On savait celui-ci décidé à faire délibérément machine arrière, et le mouvement réflexe se produisit aussitôt chez les mécontents. L'antagonisme, relativement discret jusqu'alors, allait éclater au grand jour.

Les ateliers maçonniques sentent le péril et le signalent avec une violence qui témoigne nettement, et cette fois presque ouvertement, de leur hostilité au pouvoir. A Lyon l'orateur de la loge *Union et Confiance*, le f.° Kauffmann, pousse un véritable cri de révolte :

« Ils (les hommes de la Restauration) traitent un peuple éclairé comme on traiterait des brutes ; ils refusent des lois devenues indispensables ; ils de-
 dans le choc, semblables à ces rouages de machines à feu qui, détachés par la chute de quelques tenons, se trouvent seuls opposés au mouvement général et sont brisés par les engrenages qu'emporte un irresistible moteur. C'est en vain que ces hommes rêvant un pouvoir brisé et un empire théocratique tombé de vétusté, c'est en vain, dis-je, que ces hommes, intéressés à l'ignorance des peuples, voudraient empêcher les lumières de se répandre ; ils ont entrepris une tâche au-dessus de leurs forces. La raison les repousse, le bonheur du monde appelle leur défaite. L'instruction, et avec elle l'esprit de liberté ne peuvent plus rétrograder ; ils ne peuvent même plus s'arrêter ;
 montagne rapide et qui descendra jusqu'au pied ; c'est un fleuve qui a monté sur ses rivages et qui roulera ses
 les digues qu'on lui oppose. » (1)

La suspension de la liberté de la presse surtout surexcite les esprits. Elle apparaissait d'autant plus comme une trahison que pour mieux se faire accepter et opposer leur méthode à celle de l'Empire, les Bourbons, dès la reprise de leur pouvoir, avaient proclamé cette liberté. Ils l'avaient par la suite plus ou moins comprimée, mais il est dans la vie des sociétés comme des individus un moment où on se refuse à la résignation. Déjà, en 1820, après l'attentat de Louvel, la loi suspendant les garanties de la presse avait été l'objet à la Chambre d'intrépides protestations où s'était distinguée l'éloquence de Manuel, du général Foy, de Benjamin Constant et de Lafayette. Celui-ci avait déjà prédit qu'en violant la Charte, ce

1) Em. Rebo

pacte d'alliance entre la nation et le gouvernement, ce dernier s'exposait à une « grande catastrophe ». Déjà la majorité n'avait pas été si triomphale, car la loi n'avait été votée qu'à 27 voix de majorité — 136 contre 109. Renouveler ce geste était donc d'une périlleuse témérité d'autant plus que la presse s'était peu à peu émancipée, sournoisement d'abord puis d'une façon plus apparente. Sévir c'était chaque fois risquer d'amener des protestations et provoquer un procès où les condamnés jouaient le rôle intéressant de victimes. Il n'était pas que *Le Constitutionnel* qui critiquât le pouvoir, il y avait le *Figaro* qui comptait parmi ses collaborateurs Nestor Roqueplan et Jules Janin et où Auguste Blanqui faisait le compte rendu des Chambres (dès l'installation du ministère Polignac, dans la prévision des mesures qui allaient s'ensuivre, il était paru encadré de noir), *Le National* créé par Thiers, Mignet et Armand Carrel précisément pour lutter contre ce même ministère dont la composition laissait présager la volonté de réaction et que l'on prévenait nettement du résultat révolutionnaire de ses intentions considérées comme « un coup d'État », et bien d'autres feuilles moins importantes, aussi peu décidées à se laisser mettre en quarantaine. Et le « coup d'État » fut, mais il tourna cette fois à la confusion de ses auteurs. Le 26 juillet 1830 le *Moniteur* livra à la curiosité et à l'indignation publiques les célèbres « Ordonnances du roi relatives à la suspension de la liberté de la presse, à la dissolution de la Chambre des Députés et au nouveau mode d'élection » (1). Non seulement la presse était muselée, mais la Chambre des Députés était chassée pour laisser la place à un parlement-croupion !

Toutes les classes, même une partie de la noblesse, furent soulevées par une émotion inconcevable. Inconcevable pour notre époque, où la lutte de classes s'étant substituée aux rivalités religieuses ou idéologiques, une révolution produite par la communion de la bourgeoisie et du prolétariat peut difficilement s'envisager. Les intellectuels, les écoles, les marchands, les ouvriers marièrent leurs rancœurs et leurs espoirs. Des sociétés secrètes sortirent les « vengeurs de la liberté » — et les armes. L'armée, minée depuis longtemps dans ses cadres inférieurs, et dont les officiers supérieurs n'étaient pas tous d'un loyalisme bien résistant (peu de temps avant le préfet de police avait encore signalé à l'attention du gouvernement la loge *Les Amis de la Gloire* composée surtout de « mili-

(1) Il est si souvent parlé des *Ordonnances* de la chute de Charles X que nous avons tenu à en reproduire le texte intégral. Voir Pièces Annexes n° IX.

taires de tout grade ») ne résista guère à la fureur des émeutiers. La Franc-Maçonnerie apporta aux Trois Journées son concours absolu et résolu. Et Charles X partit pour l'exil, emportant le remords d'avoir été trop sévère... (1) ou le regret d'avoir été trop faible.

(1) Rostopchine, le gouverneur de Moscou qui incendia cette ville pour arrêter l'invasion française, venu vers la fin de sa vie visiter Paris, alors que Louis XVIII occupait, selon son expression, « le trône en papier mâché de la Charte » avait déjà deviné alors le désastre auquel « aboutirait le règne de son successeur » : « Le caractère faible de Monsieur cédra aux importunités des aliénés, et il voudra reprendre l'autorité despotique, ce qui amènera la fin de son règne. » Cité par le marquis de Segur : *Vieux dossiers, petits papiers*. Paris, S. D., in-16, p. 121.



VII

LA FRANC-MAÇONNERIE
SOUS LOUIS-PHILIPPE

LA FRANC-MAÇONNERIE SOUS LOUIS-PHILIPPE



uelle va être l'attitude du duc d'Orléans envers les francs-maçons ? Elle ne devrait être que favorable, charmante même. Révolté sournois contre la royauté de son cousin Charles X, il a pris soin, sans se compromettre, de ne jamais prendre part au combat des partis. Donc rien à lui dire de la part de la Cour (qui s'en méfiait cependant), et tout à espérer de la part des opposants. La Franc-Maçonnerie

avait déjà pensé — du moins le Grand Orient — à lui offrir la Grande-Maîtrise. C'est la police encore qui nous en rapporte le témoignage par une note tout à fait curieuse du 5 mai 1828. La voici :

« 5 mai 1828.

Grand Orient.

Nomination d'un Grand-Maitre.

Candidats : MM. Macdonald et Lauriston. Point de chances pour ce dernier. Vient ensuite M. le duc de Choiseul, qui n'aura pas la majorité.

On pourra nommer une commission pour aller sonder M. le duc d'Orléans qui, sans doute, n'aura pas oublié combien cette grande-maîtrise fut fatale à la France et à son père.

On présentera un cinquième candidat, M. de Lafayette, pour diviser les partis. »

Le préfet est bien — trop bien ! — dans le secret des dieux, car enfin si la teneur de cette note est exacte — et elle l'est selon toute vraisemblance — il est certain qu'elle trahit les préoccupations des membres du Conseil ou de ceux que Caille a appelés « les meneurs du Grand Orient ».

suggestif : enchaîner ? Impossible pourtant de suspecter la valeur du renseignement. L'auteur, malgré son anonymat, ne se serait pas risqué à l'avancer, surtout dans une brochure destinée au duc, et moralement et judiciairement inattaquable en raison du loyalisme qui l'avait inspirée. Oh ! ne croyons pas qu'il englobe tous les francs-maçons dans sa réprobation. Il a l'adresse de faire des réserves — et importantes ! « Un très grand nombre d'initiés sont des sujets dévoués à l'auguste dynastie des Bourbons. Un très grand nombre de personnes d'une rare vertu et d'un mérite éminent sont affiliées à tous ou presque tous les grades, mais celles-ci sont dupes, ne servent qu'à cacher sous le manteau brodé de leur noblesse les adeptes cachés dans des loges ténébreuses. » Donc il sied de mettre en garde Son Altesse Royale « contre les tentatives à venir de la coalition maçonnique ». Que pouvaient être ces tentatives à venir, sinon l'offre de la Grande-Maitrise ? Encore une fois comment se fait-il que le préfet de police, en rappelant que l'ordre est de 1727, n'ait pas « tenu confidentiellement » — selon sa coutume — confié à son ministre l'inquiétante anecdote ? Ignorance... ou prudence.

Ces explications étaient nécessaires pour faire comprendre l'enthousiasme montré par les francs-maçons dans l'insurrection du 27 juillet. Le fonctionnaire des Trésoreries nées de la Constitution, qui espérait que la République dépasserait le stade de la Terreur, avait été trompé. Ce Roi Citoyen, redouté par les bourgeois, n'était qu'un homme de paille. Le procès des Quatre-Septuets, en faisant connaître les intentions du duc, avait permis de changer l'ordre de la bataille. On ne se révoltait plus contre les citoyens à la révolte. » Combien curieux ce membre de phrase : « Il s'agissait de changer l'ordre de l'accessibilité au trône » et à quelles réflexions ne prête-t-il pas ? Y eut-il aussi dans ce procès des pièces secrètes qu'il valait mieux pour tous ne pas révéler ? Lafayette, son grand chef, a symboliquement l'adhésion du Gouvernement provisoire en ayant mis son bras sous celui du Prince au balcon de l'Hôtel de Ville pour le présenter au peuple ; ce signe n'implique-t-il pas le renoncement à cette opposition qui dure depuis des lustres, en même temps que la confiance mise par ce peuple en le libéralisme futur des institutions ? La Franc-Maçonnerie exulte. C'est son triomphe, cette fuite honteuse de celui par qui s'éteindra la dynastie régnante des Bourbons et qui emporte pour jamais avec lui les errements despotiques et le fanatique orgueil de la monarchie de droit divin.

Cette fois, beaucoup plus qu'en 1789, le Grand Orient a le droit de

du Conseil Suprême d'Amérique — permet de rappeler son passé de frère de compagnon de Washington et de l'appeler pour personnellement le défenseur des Deux Mondes. Les loges d'élite frondeuses et d'élite érudites prennent l'initiative de lui offrir une fête maçonnique et patriotique. Cette fête a lieu le 9 octobre 1830 dans un temple richement décoré, entouré de toutes parts les couleurs nationales. Elle est présidée par le Suprême Grand Commandeur du Rite Ecossais, le Duc d'Angoulême, duc de Guise pour de France, grand aïeul des Elders. Le comte Alexandre de La Roche-Montalre, de la Chambre des Députés et premier aide de camp du Roi Louis-Philippe, lui dit : « Français ! Nous ne rapportons pas ici les détails de cette manifestation ; seuls nous devons résumer ceux qui témoignent de la part prise par la Franc-Maçonnerie au service de la révolution. On a fait appel pour donner à cette fête son caractère patriotique à tous les frères qui ont été blessés en luttant pour la liberté. Ils sont tous solennellement avec les loges réunies et avec la voûte d'acier ; et le président « célèbre la gloire de nos Elders, de nos vengeurs de la patrie et de l'humanité ». Et le duc de Choiseul ajoute : « Dejà, dans la Chambre des Pairs j'ai pu, un jour, être témoin d'un acte de vertu, en présentant un rapport sur les récompenses nationales qui vous sont dues, et que vous lui rendrez la patrie reconnaissante. Je vous prie donc, braves maçons, de vous adresser les mêmes paroles à l'expression de notre admiration. Et reprenant au nom des braves Elders, de la Terpin aîné, orateur du Suprême Conseil de l'Ecossisme, se fait le défenseur la parole pour ceux à qui nous devons d'être devenus citoyens d'un Etat libre, de vivre sous les lois d'une Charte en harmonie avec nos desirs et nos besoins ; d'être le premier gardien de la République, que nous devons à la gloire de la révolution qui veut de nous remplir la tâche de la civilisation ! » Acclamations : « Vivent nos immortels blessés ! Vivent les sauveurs de la patrie ! Vivent les restes entiers de notre liberté ! » Le « Marseillaise » chant national » qu'une musique exécute, ajoute à l'enthousiasme général. La cérémonie se termine l'adoption par une ovation l'ordre du Grand Conseil d'arrêter les termes plus d'union la joie de la Franc-Maçonnerie tout entière :

« Les Maçons régis par leurs lois, peuple invisible au milieu d'un monde profane, soumis aux lois générales tout en conservant la scrupuleuse observance de leurs rites au milieu du mouvement universel, se reconnaissant par leurs signes, identifiés par des principes aussi antiques que le monde ; ce peuple de frères a vu avec la joie la plus pure le triomphe de la liberté, de l'égalité ; triomphe sacré qui rend à la France sa dignité, ses droits et sa

dernier combat, livré pour la liberté, l'ordre avec un gouvernement fort et constitutionnel ! Quel spectacle sublime que celui d'un peuple vainqueur offrant le trône héréditaire au Prince le plus digne, au Prince décoré de toutes les vertus civiques, au Prince qui combattit pour la liberté de la France ! Quel titre si cher à tous les cœurs de Monarque-Citoyen ! »

On verra tout à l'heure pourquoi nous nous appesantissons sur cet hommage au Roi-citoyen répété — et avec quelle effusion — par les autres orateurs et que synthétisera le « feu » du banquet : « A nos institutions libérales, dont le Monarque des Français est le premier soutien. » Et le discours qui partira de la tribune aux applaudissements de tout le monde : « Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille. »

De sa famille ? Eh oui, Louis-Philippe en est par l'esprit en attendant qu'il soit par la lettre. Depuis qu'il est devenu Roi-citoyen qui se glorifie d'être *l'un de nous*. Et ce « l'un de nous » est souligné dans le texte, comme si l'on devait appuyer. Si se refuse, peut-être son fils aîné, le duc de Normandie, le Grand-Maître ? C'est l'esprit des négociations, assurera le duc de Choiseul au cours de cette même fête, un « juste espoir ». L'espoir est peut-être de mettre en faveur du prince de sa haute dignité au sein du Grand-Orient du Suprême Conseil. Ainsi les deux rites, français et anglais, travaillant peut-être pas sans s'efforcer de marcher sous une direction unique :

« Peut-être un jour, ce jeune Prince élevé par la France, ce Prince qui comme Pierre le Grand, participe à tous nos travaux en devenant l'émule et l'exemple de toutes les classes de la société, ce Prince, *simple canonnier* et placé sur la première marche du trône, sera-t-il le chef de la voûte maçonnique, supportée également par deux Rites égaux, quoique distincts par leurs institutions, mais appartenant essentiellement au même Ordre qui est un et indivisible. Avec quelle joie et quel empressement ne déposerions-nous pas tous nos droits personnels sous cette nouvelle et royale égide ! Et pourrait-on hésiter à tous ces sacrifices ! Quelle vanité stupide, quels calculs honteux et puérils, pourraient s'opposer à ce grand acte d'union et de tolérance ! J'en exprime le vœu le plus sincère, et je le proclame dans cette enceinte. »

Lafayette partage cet espoir. Il va, un mois après, le confier aux membres du Grand Orient. Celui-ci, en effet, organise à son tour une fête particulière — entendons par là que les Ecossais n'y sont pas conviés — en l'honneur du Roi et des Trois Glorieuses. Elle a lieu à l'Hôtel de Ville qui, bien que réservé aux seules cérémonies publiques, a été concédé excep-

tionnellement en la circonstance par le préfet de la Seine, le f. : Odilon Barrot. Un poste de la Garde Nationale et un piquet de tambours prêtent à la solennité un caractère presque officiel. Lafayette y célèbre « la victoire du peuple, à laquelle on doit la fuite de ses oppresseurs, et dont la conséquence serait l'établissement prochain d'institutions réellement populaires, soutenant un trône où le vœu du peuple avait placé un roi vraiment patriote lui-même, un roi-citoyen ». Et au banquet, il invite « les patriotes de tous les pays, les maçons de tous les rites à se réunir, et ne doute pas que le mérite de rapprocher les maçons français, quels que soient leurs rites, ne soit réservé au simple canonnier ».

Et le procès-verbal précise : « Cette nouvelle allusion au fils aîné de Louis-Philippe I^{er} est saisie avec transport par tous les ff. : qui appellent de tous leurs vœux le duc d'Orléans pour Grand-Maitre de l'Ordre, et dont les acclamations échappées à l'espérance fraternelle interrompent un moment l'illustre Orat. : ». Ce désir de placer l'Ordre sous l'égide du roi est partagé par les loges de province. Celles-ci aussi célèbrent la Révolution qui affranchit la Franc-Maçonnerie et va lui permettre d'accomplir ses travaux, sans qu'un espionnage discret et indiscret en travestisse ou en envenime le sens aux oreilles de l'Autorité (1).

Le Grand Orient ne désespère pas d'amener le roi à accepter la Grande-Maitrise. Le 20 décembre 1831 le T. : Ill. : F. : maréchal Macdonald duc de Tarente qui en est le premier Grand-Maitre adjoint, en s'excusant de ne pouvoir en raison de son état de santé assister à la Fête solsticielle d'hiver, l'assure qu'il se met entièrement à sa disposition « pour réclamer la protection si justement acquise à l'Ordre » (2). Et cette protection, comment l'espérer plus efficace que par l'acceptation de Louis-Philippe ? Le frère Morand, secrétaire, se fait l'interprète de ce magnifique espoir :

« Je commencerai par vous entretenir d'un point qui promet à l'Ordre son dernier degré d'illustration, en rappelant à vos souvenirs les démarches qui ont été faites, séparément et conjointement, par les ff. : MM. : P. : Montaleau et Besuchet, auprès de l'Ill. : G. : M. : adjt, à l'effet d'obtenir par son intercession, de la bonté du Roi, l'acceptation de la G. : Maitrise de l'Ordre.

Le R. : Président de la Ch. : de Correspondance, dans votre séance du 24 octobre dernier en G. : O. : , vous a rendu compte de leur dernière entre-

(1) Cf. *Le Franc-Maçon*, 1^{er} juillet 1831, p. 10.
 (2) *Le Franc-Maçon*, 1^{er} juillet 1831, p. 10.
 (3) *Le Franc-Maçon*, 1^{er} juillet 1831, p. 10.

vue avec le Marechal Macdonald, et vous a dit : que le T.: Ill.: G.: M.: adj' leur avait confirmé tout ce que déjà le R.: Représentant particulier vous avait dit lui-même sur les bonnes dispositions du Marechal, pour tout ce qui peut intéresser l'Ordre maç.:, et qu'à cet egard le G.: M.: adj' s'est expliqué de la manière la plus formelle, sur le vif désir qu'il avait de voir la G.: Maîtrise acceptée par le Roi, et l'espoir aussi qu'il concevait de faire réussir cette importante négociation, qui déjà était entamée sous des auspices favorables. » (1)

Et attendant que le beau projet se réalise et pour aider à sa réalisation, le f.: Clairain-des-Lauriers qui fait, dans cette fête, office d'orateur, a bien soin d'affirmer que tout en saluant « cette belle révolution de 1830... résultat de la propagation des lumières dans toutes les classes de la société », de tracer le devoir de la Maçonnerie qui est d'éduquer les hommes au-dessus et en dehors de toute passion politique. « Il faut la regarder, dit-il, comme destinée à remplacer ces célèbres écoles du Portique où l'homme éclairait sa raison au flambeau de la vérité, où les connaissances s'agrandissaient en devenant plus positives, où sa morale se perfectionnait sous l'influence d'une doctrine également consolante et sainte, où, en un mot, il venait apprendre, pour être heureux, à devenir meilleur. » (2)

* * *

Le roi, hélas ! ne le crut pas. Cette maçonnerie l'agréa avec sa prétention de le vouloir accaparer. Veut-elle le compromettre devant les bien-penseurs et les étrangers de tout l'épave il s'en fâcha ? Elle l'a aidé avec les Carbonari et les sociétés d'avant-garde à ceindre la couronne, mais elle ne réussit pas. Le roi, hélas ! ne le crut pas. Elle est de mauvais goût d'insister, elle est de mauvais goût d'insister. C'est déjà là un suffisant témoignage de reconnaissance. Rebold ne s'y est pas trompé, qui a écrit dans son *Histoire des Trois Grandes Loges* :

« Les tentatives infructueuses dans le but d'engager le duc d'Orléans à accepter la Grande Maîtrise, prouvèrent suffisamment que le nouveau gouvernement n'était pas favorable à la Franc-Maçonnerie, bien qu'elle l'eût acclamé partout avec satisfaction. » (3)

Oui ! Combien était vaine cette ambition des maçons, et combien naïve ! Ils avaient cru à la sincérité des effusions premières du roi-citoyen, alors

(1) *Ibid.*, p. 13.

(2) *Grand Orient de France. Solstice d'hiver 5831.*, p. 38, 39.

(3) *Loc. cit.*, p. 149.

que le citoyen en lui ne songeait qu'à démissionner pour laisser toute prépondérance au roi. Comme tous les usurpateurs, il n'avait d'autre souci que de se faire pardonner cette usurpation au regard des monarques de l'Europe et de l'aristocratie demeurée légitimiste. Il se réclame du titre de Bourbon. N'est-il pas aussi de cette illustre famille qui a donné à la France de grands rois et un incomparable prestige ? Il l'affirme à Alexandre I, czar de toutes les Russies, dans une lettre qui trahit à la fois son orgueil, sa soumission et son inquiétude. On continue d'avoir peur de l'étranger. Lui et le peuple d'ailleurs. Et si ce dernier s'est si facilement laissé faire, ce n'est pas tout à fait parce que l'idée républicaine n'était pas assez mûre ; obscurément il craignait l'hostilité des Puissances. Depuis qu'elles étaient intervenues dans les affaires du royaume, que Paris avait vu les Prussiens et les Cosaques camper dans ses parcs, imposer leur volonté même au roi qu'ils humiliaient de leur insolente protection, n'était-il pas à redouter qu'ils ne s'irritassent de la chute d'une dynastie qu'ils avaient contribué à restaurer et à affermir ? Dans les pays catholiques l'événement de 1830 avait été considéré comme une catastrophe. Comme les francs-maçons étaient leur bête noire et qu'on leur attribuait les plus sombres desseins, on ne doutait pas qu'ils en fussent responsables — coupables ! — de l'événement. Français était devenu synonyme de franc-maçon. A Madrid la désignation des prêtres et des nobles par leurs compatriotes était insulte. Le personnel du ministère et l'aristocratie lui-même n'échappaient pas aux outrages, et leur vie même était menacée (1).

Quant à la haute aristocratie dont le mépris s'affichait pour ce duc d'Orléans qui, renouvelant le geste de son père, trahissait son roi — comment l'amadouer et vaincre ses scrupules ? Louis-Philippe, d'ailleurs, s'il souffre de ce sentiment, doit également le partager. Si sa conduite nouvelle venait à être jugée par ses contemporains, par ses ennemis, son intérêt, il est également poussé à l'adopter par les préjugés de sa naissance. Dès la fin de 1830 déjà le ministère Périer dessine une orientation qui n'ira qu'en s'amplifiant ; en 1832 Armand Carrel dans le *National*, après s'être montré partisan du régime, exprime son mécontentement et préconise la République. Il estime qu'entre la nation et le roi le divorce est consommé.

(1) L. L. de la Haye : *De la Franche Maçonnerie en Europe depuis 1814 jusqu'à nos jours*, Paris, avril 1831, pièce in-8°, p. 7.

Quel désenchantement ! Ce Louis-Philippe, nommé d'abord Lieutenant général du royaume pour accommoder tous les partis trop dispersés dans leurs affections — bonapartistes, républicains, illuminés rêvant d'une monarchie élective, doctrinaires voulant une royauté constitutionnelle — avait vite fait de s'adapter à son rôle de roi, tel qu'il l'avait vu jouer par ses prédécesseurs. Opérer sous son règne « la fusion des principes monarchiques et républicains », comme l'ambitionnait Lafayette, c'était là une idée de vieux fol toujours possédé de l'utopie que nourrissaient les révolutionnaires bédats de 89. Servir le peuple au lieu de l'asservir ? Lui obéir au lieu de le commander ? C'est une conception qui nous paraît naturelle aujourd'hui et que maints États ont par la suite réalisée, mais inacceptable pour un Prince nourri dans le sérail et en connaissant les détours — et les tours. Il avait accepté et juré tout ce qu'on avait voulu dans l'ivresse de la victoire. Mais une année s'était à peine écoulée que ses dispositions avaient changé. Lafitte, Dupont de l'Eure, Odilon Barrot et d'autres organisateurs de sa victoire étaient tenus à l'écart. Lafayette, à la gloire trop encombrante, avait été délicatement mis hors de service, la garde nationale dont il était le chef ayant été dissoute.

Le 10 octobre 1832 comparurent devant les assises de la Seine deux jeunes hommes qui, au mois de juin précédent, avaient protesté contre les conseils de guerre en mélangeant avec un éclectisme ahurissant les vivats les plus contradictoires. Mais cette contradiction impliquait précisément que seul le régime existant leur était odieux. Ils avaient crié « Vive l'Empereur ! » et « Vive la République ! », et à ces souhaits séditeux ils avaient ajouté « Vive Lafayette ! » — ce qui avait permis à leur défenseur, évoquant « la pureté désintéressée de Lafayette, un reproche vivant » de s'écrier : « Ce nom, protecteur du 29 juillet, serait-il un nom hostile aujourd'hui ? » (1)

Pauvre Lafayette qui a cru à une « République royale » ! Un romancier du temps, Eusebe de Salles, traduira assez bien et en peu de mots (les œuvres d'imagination pour l'étude d'une époque méritent souvent d'être consultées) l'escamotage adroit des libertés promises :

« Ce sera la continuation de la Restauration ; il n'y aura ni question d'âge ou de fortune pour l'éligibilité. En peu d'années, la ressemblance sera complète : en économie politique, ce gouvernement protégera l'oisiveté ; en

(1) *Plaidoyer de M^e Vernoy-Girardet. Paris, 1832, pièce in-8°.*

morale, l'égoïsme ; en politique, il se servira de la corruption...
 peuple, la classe universelle et morale qui travaille et produit, le peuple,
 dont peut-être on proclamera dérisoirement la souveraineté, sera en réalité
 exclu de toute participation au pouvoir. » (1)

Qu'était devenue la promesse faite en 1831 par le f. : Alexandre de Laborde à la fête du Grand Orient — promesse que le compte rendu de l'obédience précise ainsi :

« Dans un temps de la Maçonnerie peu éloigné, celui qui répondait à la santé que vous venez de porter, s'exprimait ainsi : *Au nom du roi mon maître ; moi je viens vous parler mes fl. : au nom d'un roi votre ami, au nom d'un roi patriote, qui, non content d'avoir assuré à la France tous ses droits, veut rendre à l'homme toute sa dignité, en conséquence à la Maçonnerie tout son éclat.* »

La politique de Louis-Philippe ne procédait pas par à-coups. Elle éliminait les indésirables sans esclandre, avec une délicatesse qui n'était point susceptible, comme les ordonnances de l'Empire, de provoquer un mouvement général. Le mouvement finira par se produire, mais après un règne de dix-huit années — durée que la Restauration n'avait pas attendue. Il fut d'ailleurs déjoué par des sagesses et habiles manœuvres. Il ne l'aimait pas, mais empêcher ses écarts était envers elle la seule tactique à employer. Sa neutralité, entretenue par les personnages à sa dévotion placés à la tête du Grand Orient, et au Rite Ecossais par la haute qualité sociale de ses dirigeants, ne permettait pas une action hostile qui eut produit le plus détestable effet. Seulement on la surveillait. Les mouchards continuaient d'y exercer leur métier et signalaient les propos délictueux. Le gouvernement ne se permettait pas de les réprimer directement. Il signalait le fait aux obédiences qui avaient sous leur juridiction les ateliers incriminés. En 1847 le Grand Orient est averti par le préfet de police que trois de ses loges, *L'Amitié*, *Le Temple des Amis de l'honneur français* et *L'Athénée des Etrangers* s'occupent de politique et que leur interdiction s'impose. Après enquête, on convainc la police de la fausseté des renseignements à elle parvenus, mais, comme des procès-verbaux n'avaient pas été transcrits sur les « livres d'architecture », le Grand Orient, tant pour témoigner de son autorité sur les loges fautives que de

(1) Eusèbe de Salles : *Les Carbonari ou l'anévrisme*, étude de mœurs de 1830 : Paris, 1849, in-16.

Le Grand Orient était trop recommandable par son Grand-Maitre bien en Cour, et par ses grands officiers pour que l'on doutât de son loyalisme. Il en avait d'ailleurs profité pour jeter la suspicion sur son rival le Suprême Conseil, comme il l'avait fait au siècle précédent contre l'ancienne Grande Loge qui n'avait pas voulu passer avec ses bagages sous le drapeau du Rite Ecossais et protesta au Grand du Rite de Mésrain, supprimé à la suite de sa dénonciation. Les archives du Rite Ecossais nous apportent l'écho des interventions policières qu'il suscita :

« Le Grand Secrétaire rend compte que par suite de son système d'envahissement et d'animosité contre le Rite Ecossais, le Gr. Or. de France était parvenu à inspirer à la Police des préventions fâcheuses contre les Loges de notre Obédience dans la Capitale, que deux de ces Loges au moment de se réunir en tenue ordinaire en avaient été empêchées par des agents de police placés *ad hoc*, qu'aussitôt instruit de ce fait, il s'était lui-même rendu à la Préfecture de Police pour en connaître les motifs, et qu'aucune espèce de charges ne pesant sur ces deux loges il était parvenu à faire lever cet espèce d'interdit.

Pour remédier à cet inconvénient qui pourrait se représenter et avoir des suites fâcheuses, il propose et la Commission arrête :

Qu'il sera dressé un tableau de toutes les loges du Rit en activité tant à Paris que dans les départements, que ces tableaux signés du T. Puis. Souv. Grand Commandeur, et du T. ill. Lieut. Grand Commandeur ainsi que du chef du Secrétariat, l'un sera remis à la Préfecture de Police, et l'autre à son Excellence le Ministre de l'Intérieur.

Que cet envoi sera renouvelé chaque année dans le courant du mois de janvier (Seance du 1^{er} jour de la lune de Schebath 5836 — 4 janvier 1837. » (2)

Cette rivalité constante semble contradictoire avec l'appel à l'union (non à la fusion) fait par le duc de Choiseul à la Fête maçonnique et patriotique en l'honneur de Lafayette. Il faut remarquer que cette fête avait été organisée non par l'entente des conseils directeurs des deux Rites mais par leurs loges. Le maréchal Macdonald, duc de Tarente, le Grand-Maitre adjoint du G. Or. (*adjoint* parce qu'on laissait la place de Grand-Maitre vacante pour le titulaire sollement espéré) y avait brillé par son absence. L'excuse donnée, si vague, était qu'il s'était « trouvé dans l'impossibilité de répondre au vœu des ateliers ». Et la tenue solennelle faite à l'Hôtel de Ville de Paris quelques mois après — par le Grand Orient exclusivement — avait constitué une sorte de réplique à la pre-

(1) F. T. B. Clavel : *Almanach pittoresque de la Franc-Maçonnerie*. Paris 1834.

(2) Sup. Conseil de France, Commission administrative, n° 2 du 13 septembre 1836.

mais l'été républicain qui précède la fin des séjours de l'écossisme du Pouvoir par l'obédience qu'elle avait rendue à l'Hotel de Ville et les sessions partiales de l'Ordre du G. O. L. avaient eu pour but non pas seulement la glorification de Lafayette mais d'un esprit officiel, « en l'honneur de l'heureux avènement au trône de Louis-Philippe et en mémoire des glorieuses journées ».

Le R. E. Ecossais était pourtant l'écossisme pur et simple. A l'Ordre — et il le fit bien voir lorsqu'une de ses loges *Les Amis de la Liberté* affecta ce programme — l'Ordre avait déclaré son programme et pour se mettre en harmonie avec son titre, déclare que, tout en conservant les dogmes et le système du R. E. Ecossais, elle s'occupe de politique générale. » L'ivresse de la victoire avait tourné les têtes. Car on se croyait victorieux, et libres ! Ses membres, comme citoyens, avaient le droit d'avoir cette conception des temps nouveaux, mais comme frères ils contrevenaient gravement aux principes de l'Ordre. Qu'ils tinssent dans la vie profane la conduite que leur dictaient leurs sentiments, cela regardait le citoyen et non le frère. Le R. E. Ecossais ne pouvait transiger avec la discipline imposée par la Constitution de l'Ordre. Conséquence :

« Considerant que cette déclaration de s'occuper de matières politiques générales est contraire aux principes fondamentaux de la maçonnerie Ecossaise de France, et que son objet est expressément défendu, par l'article 9 des reglements généraux de l'Ordre de 1762, et plus particulièrement encore par l'article 23, titre 5 de l'arrêté du Sup. : Cons. : de France du 12 juillet 1822, renouvelé par l'article 66 du Décret d'organisation générale du 16 juin 1827.

Lesquels décrets et arrêtés ont été publiés et insérés au Recueil des Actes du Sup. : Cons. : adressés à toutes les loges et chapitres du Rit ecossais, pour que personne n'en ignore. »

Les « colonnes » de la loge *Les Amis de la Liberté* sont démolies le 15 août 1833. Protester ? Porter ailleurs son activité ? Deux ans se sont écoulés depuis la Revanche de 1830 et les loges s'occupent de leur propre d'espérances.

Ce Suprême Conseil avait déjà témoigné de son loyalisme en une occasion mémorable qui vaut d'être contée. A la vérité il avait peut-être moins cédé à un sentiment d'obéissance envers le roi qu'envers les traditions de l'Ordre, mais comme les fins en étaient identiques, le roi se devait de reconnaître la parfaite correction de son attitude. Mais racontons :

En décembre 1831, une loge parisienne dénommée *Les Trois Jours* demande l'investiture au Suprême Conseil : « Connaissant l'esprit libéral et patriotique qui a toujours dirigé le Suprême Sénat Écossais, nous n'avons pas balancé un seul instant à travailler sous les auspices de la puissance écossaise et à nous mettre en instance auprès d'Elle. » Voilà de quoi flatter l'obédience choisie. Elle est flattée. L'atelier est composé de vieux maçons auxquels se sont joints des jeunes « qui ont reçu le baptême maçonnique après celui du sang ». Il entend grouper les frères qui ont « bien mérité de la patrie et de la liberté ». Louable ambition qu'approuve le Suprême Conseil. Les frères fondateurs sont : Louis Oudinot, Alexandre Laborde, pas de députe, mais un grand Corsic. Celui-ci est lieutenant colonel de la 4^e légion, le publiciste instituteur Fabrice Labrousse, Cadet de Gassicourt maire du 4^e arrondissement, les docteurs en médecine Costin et De Laruelle, et d'autres aux professions et aux noms moins reluisants. Lafayette en a accepté le Vénéralat d'honneur. Vénéralat d'honneur presque à tous les plus vertueux et plus le Vénéral le f. : Sétier, qui est libraire-imprimeur, explique que « c'est en 1793, des fêtes de la Liberté et de la Nation, des fêtes de juillet que la loge a été créée », mais on fait aussi appel aux « combattants de la patrie et de la liberté » et aux héros de la Révolution française et de la patrie et de la liberté ; et c'est à ce dernier titre que les noms des deux généraux à jamais illustres, Ramorino et Langermann, ont été burinés sur le tableau des membres de la loge des *Trois Jours*. Le journal *Le Constitutionnel* du 12 décembre 1831, publie un appel aux décorés de juillet pour les inciter à faire partie de l'atelier. Jusqu'ici tout va bien. A la Fête solennelle d'hiver du 14 janvier 1832, les membres de la loge *Les Trois Jours* que conduit le T. : Ill. : f. : Alexandre de Laborde sont présentés par une députation de la R. : L. : *Le Temple de la Science et de la Liberté* pour les présenter au Suprême Conseil. Elle s'est mise en instance pour les Constitutions pour lesquelles elle s'est mise en instance ». Alexandre de Laborde célèbre la nouvelle création et le f. : Herpin, Vénéral du *Temple de la Science et de la Liberté* dit : « Elle sera le germe d'institutions utiles et généreuses qui accéléreront la marche et le développement de la science et de la liberté, objet constant de nos vœux et de nos travaux... ce sera une nouvelle acquisition précieuse et importante pour le Rite Écossais ». Le Vénéral, après ce vénérable, montre l'atelier qu'il protège sous un jour plus combatif

[illegible]

• Le Suprême Conseil..., etc., etc...

ARRÊTE :

* Des Constitutions pour l'érection d'une Loge Ecossaise à l'Orient de Paris Département de la Seine sous le Titre distinctif des *Trois Jours*, sont accordées.

Le Sup. : Cons. : ne peut cependant dissimuler qu'il ne voit pas sans quelque inquiétude, cette Loge se présenter sous un titre qui pourrait faire craindre qu'elle n'affectât une direction politique exclusive et conséquemment qu'elle ne s'efforçât de réunir tous les hommes sans distinction d'opinions dans les principes de la même morale et la pratique des mêmes vertus.

même morale et la pratique des mêmes vertus.

de l'atelier : « Il a été vu et reconnu portant au convoi du général Lamarque la bannière de cette loge, sur laquelle étaient écrits en très gros caractères ces mots : *Loge des Trois Jours*. Le F. : Delaruelle était, assure-t-on, décoré d'un brassard. On va même jusqu'à dire que cette bannière servait de « raliment (sic) aux individus de la Société des Amis du Peuple, qui assistaient, dit-on, en grand nombre à cette cérémonie funèbre ». Après de tels renseignements le siège du Suprême Conseil était fait. Il rendit son verdict que nous reproduisons *in extenso*. Il expose les raisons du rejet du pétitionnement et les motifs qui ont déterminé sa décision. On entend se tenir par rapport à l'action gouvernementale.

EXTRAIT DU LIVRE D'OR DU SUPRÊME CONSEIL.
Séance du 4^e jour de la Lune d'Eloul du mois 5832.
(1^{er} août 1832.)

.....
L'Ordre du jour appelle le rappel de la Loge des *Trois Jours* contre la décision de la Commission administrative du Suprême Conseil du 20 août dernier.

Le T. : C. : F. : Delaruelle 1^{er} Surveillant de cette Loge, entendu et n'ayant plus rien à ajouter pour la défense, après s'être retiré sur l'invitation du T. : Puis. : Souv. : Grand Commandeur,

Le Président ouvre la discussion :

Plusieurs membres prennent successivement la parole et le Président après avoir recueilli les voix, prononce la décision dans les termes suivants :

Le Suprême Conseil Considérant ;

1^o que le pétitionnement adressé au Suprême Conseil par la Loge des *Trois Jours* a été rejeté par la Commission administrative du Suprême Conseil le 20 août 1832 ;

2^o que le pétitionnement adressé au Suprême Conseil par la Loge des *Trois Jours* a été rejeté par la Commission administrative du Suprême Conseil le 20 août 1832 ;

3^o que le pétitionnement adressé au Suprême Conseil par la Loge des *Trois Jours* a été rejeté par la Commission administrative du Suprême Conseil le 20 août 1832 ;

4^o que le pétitionnement adressé au Suprême Conseil par la Loge des *Trois Jours* a été rejeté par la Commission administrative du Suprême Conseil le 20 août 1832 ;

5^o mois 5822 (12 juillet 1822)

profane, ainsi que par leur esprit d'ordre, de justice et de modération.

Arrête à l'unanimité,

L'arrêté du 29 avril dernier de la Commission administrative qui annule (sic) celui du 19 février précédent et retire les Constitutions qui avaient été accordées à la Loge des *Trois Jours*, est approuvé et maintenu dans toutes ses parties et teneur.

Le Secrétaire du Saint-Empire reste chargé de notifier le présent arrêté

T.: C.: F.: Delaruelle appelant, pour qu'il n'en ignore.

Signé : C^{te} Monthion, B^{te} Fréteau de Peni, C^{te} de Fernig, M^{lre} de Giambonne, Jubé, Murair, Lieut. Grand Commandeur, Duc de Choiseul, T.: P.: Souv.: Grand Commandeur. »

Nous avons dit plus haut que ce document exprimait l'opinion de la Franc-Maçonnerie. En effet, le Grand Orient observe la même tactique que le Grand Maître de la Loge des *Trois Jours*. Le Grand Maître de la Loge du duc de Tarente ne lui permettrait guère d'ailleurs de s'évader hors des sentiers permis. En 1833, l'Ordre avait ressenti quelque inquiétude. A cette époque, les sociétés maçonniques avaient obtenu des Assemblées provinciales d'avoir gagné leur droit à l'existence parce qu'elles avaient aidé au renversement de Charles X ? Le système de gouvernement, camouflé d'hypocrisie, n'ayant subi que des modifications de forme, il était prudent de se prémunir contre l'offensive des mécontents. Toute société désirant se former devait demander l'autorisation ; toute infraction entraînerait des peines extrêmement sévères. Qu'allait faire la Franc-Maçonnerie ? Elle considéra que la loi ne la visait pas, en quoi elle agit avec adresse. Elle demeurait fidèle à la tradition — à elle imposée d'ailleurs par les difficultés que sa naissance avait rencontrées — d'exister sans être légalement reconnue. Ainsi son administration intérieure échappait au contrôle de l'Etat. Le Comité central et d'élection du Grand Orient se livra à un examen attentif de la question, et sur sa proposition, l'obédience, réunie le 28 avril en séance extraordinaire, décréta que « la Franc-Maçonnerie, étant totalement en dehors des prévisions de cette loi, la demande en autorisation n'était pas nécessaire ».

En haut lieu on jugea prudent de ne pas insister. Prudent et habile. Cette fois encore, comme sous la Restauration, on pensa que l'Ordre, en attirant à lui les « citoyens » férus de mystère et possédés de l'envie de se grouper, canalisait leur indiscipline possible et contribuait à l'assoupissement. Les dirigeants choisis ou agréés par le roi répondaient de sa sagesse.

Néanmoins, le Gouvernement ne se montre pas bien favorable à la Franc-Maçonnerie. S'il ne témoigne pas ouvertement de son antipathie,

il continue de surveiller les ateliers comme l'avaient fait les régimes précédents. Mais c'est une surveillance qui ne provoque guère de rapports malveillants. On est trop occupé des progrès et des projets révolutionnaires. On n'a donc pas l'occasion de sévir. Seulement le souvenir de la révolte des soldats et des ouvriers, de la révolte des frondeurs, inféodés aux loges, avaient apporté à l'insurrection de 1830. On en a profité, oui. Mais c'est justement parce qu'on a pu en éprouver la portée que le fait demeure inquiétant. Un gouvernement doit pouvoir compter sur l'armée, c'est l'enfance de l'art de gouverner. Et en mars 1845 les colonels de tous les régiments reçoivent la circulaire suivante :

« Colonel, il a été rendu compte à M. le ministre de la guerre que des militaires en activité de service, cedant à des sollicitations venues quelquefois de leurs anciens camarades, se sont fait recevoir francs-maçons.

Sans jeter aucun blâme sur une institution tolérée par le gouvernement, le ministre croit devoir rappeler que les règles de la discipline s'opposent à ce que les militaires entrent dans une association, quel qu'en soit le but, et que ce sont ces principes qui ont motivé la circulaire du 5 juillet dernier, relative à la *Société de Saint Maurice*, à laquelle il invite à se reporter.

Conformément aux instructions du ministre, vous donnerez avec la réserve convenable, des instructions aux officiers places sous vos ordres ; vous leur recommanderez de prévenir leurs subordonnés contre les tentatives qui pourraient être faites pour les entraîner dans une association quelconque et de prescrire à ceux qui se trouvent déjà liés de ne se rendre, sous aucun prétexte que ce soit, aux loges et aux réunions maçonniques.

Vous m'informerez immédiatement de tout ce qui vous parviendrait de contraire à ces prescriptions, et vous m'accuserez réception de la présente circulaire, qui devra conserver un caractère confidentiel. »

Cette circulaire est signée du maréchal Soult, ministre de la guerre. Grosse émotion au Suprême Conseil et au Grand Orient. Au nom du premier, le duc Decazes tente des démarches pour faire rapporter la décision. Le Grand Orient argumente, proteste des bons sentiments de la Franc-Maçonnerie dont le loyalisme semble être mis en doute par cette offensive mesure. Il rédige des lettres prolixes où il entend montrer que la discipline ne peut souffrir en aucune façon de l'enseignement des loges. Il rappelle que le duc Decazes a été maçon et un maçon zélé qui a figuré sur l'annuaire du G.^o O.^o comme un des plus zélés et les plus dévoués. Il termine par une protestation de la Légion d'Honneur.

La presse maçonnique met dans l'expression de sa surprise attilgée une modération digne de toucher le pouvoir. F. T. B. Clavel dans sa

revue *L'Orient* montre que non seulement des soldats ont pu jadis appartenir à la Franc-Maçonnerie, mais qu'on les autorisait à former des loges pour eux seuls, des loges exclusivement militaires. Et cela sous l'ancien régime. C'est même à cette occasion que l'écrivain maçonnique s'étend sur le parti heureux que Napoléon, au cours de ses conquêtes, avait su tirer des ateliers formés au sein de ses armées.

Soit que le rappel de son passé maçonnique n'ait pas été d'une persuasive séduction, soit (raison plus probable) que l'interdiction n'ait pas été due à sa seule initiative, le frère Soult demeura sourd à la voix du sentiment comme à la voix de la raison. Et les obédiences ont la consternation de recevoir de leurs loges de province l'état des défections qu'entraîne l'obéissance à la circulaire ministérielle.

Ce qu'avait permis Louis XVI, roi absolu, le roi *citoyen* (ô Lafayette !) le défendait.

L'alerte imposait d'être circonspect. On le fut, avec certainement au moins une certaine prudence. Mais on ne put s'empêcher d'admettre une renonciation au principe de liberté qui, par la force des choses, par une insensible évolution des idées depuis l'ère révolutionnaire, s'était imposée à l'opinion. On se dit : si l'on ne peut pas mentir à la conscience, on ne peut pas mentir à la vérité. Ce Louis-Philippe, en somme, a fait Charlemagne. Après avoir gagné au jeu, il s'est retiré de la partie. Les partenaires, frustrés par cette désinvolture, ont mal digéré leur déception. Ils sont certainement de cœur et d'esprit satisfaits de l'état, avec ses aspects de plus en plus nombreux que créent les premiers artisans de la République, mais ils se lamentent d'après leur cœur et d'après leur tête quand ils voient que le roi s'en va vers l'Angleterre, qu'il se retire par l'indignation populaire. La Franc-Maçonnerie jette des regards joyeux vers la République naissante.



VIII

LA FRANC-MAÇONNERIE
SOUS LA II^e RÉPUBLIQUE

LA FRANC-MACONNERIE SOUS LA II^E REPUBLIQUE.



a situation équivoque de la Franc-Maçonnerie devant le Pouvoir demeure. Nous sommes toutefois devant un fait acquis : le Grand Orient de France et le Suprême Conseil (Rite Ecossais) existent officieusement ; leurs conseils directeurs ou leurs plus hauts dignitaires servent d'intermédiaire, dans le cas d'un écart de conduite, entre l'atelier incriminé et la Police. Cet état de choses va se

continuer jusqu'à l'avènement de la III^e République. Il y aura sans doute une grave altération que nous examinerons en son temps.

La République de 1848, elle, n'émancipera pas la Franc-Maçonnerie au point où nous la voyons aujourd'hui. On ne se débarrasse pas si facilement des errements des régimes antérieurs. Il ne suffit pas de changer le chef et le titre de l'Etat pour que du jour au lendemain son armature se trouve profondément modifiée. Le personnel administratif demeure, avec ses coutumes. Nous allions écrire « avec ses errements », mais ce mot a un sens péjoratif qui exprimerait d'inexacte façon notre sentiment. La routine des « bureaux », si elle exaspère les gens pressés, a du bon. Elle maintient d'abord dans l'organisme une continuité d'action dont le pays profite, et si elle met parfois quelque entrave à des réformes heureuses, elle modère aussi le zèle dangereux de ministres aux décisions trop impromptues.

Ceci dit pour expliquer le peu d'empressement que mit le gouvernement de 1848 à réagir contre les habitudes existantes. Venu au monde

sous la poussée du peuple, il songea surtout à satisfaire aux revendications de ce peuple. Cette ère est nouvelle en ce sens qu'elle marque l'avènement à la vie sociale du prolétaire. Celui-ci devient électeur, et la conséquence en est que la législation va désormais s'occuper de son sort. Celui-ci ne dépendra plus de la bonne volonté ou du manque de charité des maîtres, mais des impératifs de la Loi. Les réformes sont d'ordre économique, certes — d'ordre sentimental surtout. On a parfois ironisé sur la viande creuse dont se sont contentés les « Quarantehuitards ». A tort. Ils continuent d'être « au banquet de la vie d'infortunés convives », mais ils avaient gagné le droit de s'y asseoir. C'était beaucoup. Si en France le Quatrième Etat, aujourd'hui installé en Russie, arrive à son tour à imposer sa dictature, il devra l'hommage de sa reconnaissance à ces « vieilles barbes » qui préludèrent à sa victoire.

Nous paraissions nous être écarté de notre sujet, alors qu'il était nécessaire de montrer cette excelsion de la classe ouvrière, par rapport à la Franc-Maçonnerie. Elle n'y entre pas encore — ou si peu. Ses chefs, ou plutôt ses meneurs, si l'on ne veut pas prendre en mauvaise part ce dernier mot, en feront partie, moins peut-être pour le libéralisme de leurs opinions qu'en raison de leur culture. Pourtant la Franc-Maçonnerie exulte, mais en ne mettant point dans ses transports l'exagération des vainqueurs des Trois Glorieuses.

Le G. : O. : décida qu'une adresse affirmant le loyalisme de l'obéissance envers la République nouvelle lui serait portée par ses dignitaires, et les frères qui désireraient se joindre à eux. La délégation, revêtue de ses insignes, fut reçue le lundi 6 mars à l'Hôtel-de-ville par les membres du gouvernement provisoire Crémieux, Garnier-Pagès et A. Marrast assistés du secrétaire général Pagnerre. Ces derniers qui étaient tous maçons et qui apparemment avaient été pour cette raison désignés par leurs collègues pour recevoir leurs frères, avaient eux aussi la poitrine barrée de leurs cordons maçonniques. Et les allocutions s'échangèrent. Le f. : Bertrand, porte-parole du Grand Orient, donna lecture de l'adresse suivante :

AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Citoyens,

« Le G. : O. : de France, au nom de tous les Atel. : maçonn. : de sa correspondance, apporte son adhésion au Gouvernement provisoire.

Quoique placée par ses statuts en dehors des discussions et des luttes politiques, la Franc-Maçonnerie française a toujours été, et elle est encore, sympathique pour le grand mouvement national et social qui vient de s'opérer.

Les Francs-Maçons ont porté de tout temps sur leur bannière ces mots : *Liberté, Égalité, Fraternité*. En les retrouvant sur le drapeau de la France, ils saluent le triomphe de leurs principes, et s'applaudissent de pouvoir dire que la patrie tout entière a reçu par vous la consécration maçonnique.

Ils admirent le courage avec lequel vous avez accepté la grande et difficile mission de fonder sur des bases solides la liberté et le bonheur du peuple ; ils apprécient le dévouement avec lequel vous savez l'accomplir en maintenant l'ordre qui en est la condition et la garantie.

Quarante mille Francs-Maçons, repartis dans près de cinq cents Atel., ne formant entre eux qu'un même cœur et un même esprit, vous promettent si leur concours pour achever heureusement l'œuvre de régénération si glorieusement commencée.

Que le G. Arch. de l'Univ. vous soit en aide. »

Le R. F. Crémieux a répondu en ces termes :

Citoyens et FF. du G. O.,

Le gouvernement provisoire accueille avec empressement et plaisir votre utile et complète adhésion. Le G. Arch. de l'Univ. a donné le soleil au monde pour l'éclairer, la liberté pour le soutenir ; le G. Arch. veut que tous les hommes soient libres : il nous a donné la terre en partage pour la fertiliser, et c'est la liberté seule qui fertilise.

La Maçonnerie n'a pas, il est vrai, pour objet la politique, mais la haute politique, la politique d'humanité, a toujours trouvé accès au sein des LL. maçonn.. Là, dans tous les temps, dans toutes les circonstances, sous l'oppression de la pensée comme sous la tyrannie du pouvoir, la Maçon. a répété sans cesse ces mots sublimes : *Liberté, Égalité, Fraternité*.

La République est dans la Maçon., et c'est pour cela que, dans tous les temps, heureux ou malheureux, la Maçon. a trouvé des adhérents sur toute la surface du globe. Il n'est pas un Atel. qui ne puisse rendre cet utile témoignage qu'il a constamment aimé la liberté, qu'il a constamment pratiqué la fraternité. Oui, sur toute la surface qu'éclaire le soleil, la Fr.-Maçon. tend une main fraternelle à la Fr.-Maçon. : c'est un signal connu de tous les peuples.

Eh bien ! la République fera ce que fait la Maçon. : elle deviendra le gage éclatant de l'union des peuples sur tous les points du globe, sur tous les côtés de notre triangle, et le G. Arch. de l'Univ., du haut du ciel, sourira à cette noble pensée de la République, qui, se répandant de toutes parts, reunira dans un même sentiment tous les citoyens de la terre.

Citoyens et FF. de la Fr.-Maçon., Vive la République.

Mais cela, ce sont les congratulations officielles, bien moins importantes que la réception qui sera faite quatre jours plus tard à une autre délégation de francs-maçons agissant de leur propre initiative (1). En

(1) Le porte-parole de cette délégation avait été l'avocat général Jules Barbier qui s'était exprimé ainsi :

« Une réunion de francs-maçons, qui appartiennent indistinctement à tous les grades, se réunissent pour célébrer le centenaire de la Révolution, et pour élever le symbole de l'égalité et du travail.

Nous sommes tous en effet des ouvriers travaillant avec une ardeur égale à la

effet cette délégation aura l'insigne fortune d'être reçue par le membre de ce gouvernement le plus capable de flatter et de comprendre son idéalisme : Lamartine. La réponse que lui fit l'illustre poète vaut d'être rapportée :

Je n'ai pas l'honneur de savoir la langue particulière que vous parlez je ne suis pas franc-maçon, je n'ai jamais eu dans ma vie l'occasion d'être affilié à aucune loge. Je vous parlerai donc pour ainsi dire une langue étrangère en vous remerciant. Cependant j'en sais assez de l'histoire de la franc-maçonnerie, pour être convaincu que c'est du fond de vos loges que sont émanés d'abord dans l'ombre, puis dans le demi-jour et enfin en pleine lumière, les sentiments qui ont fini par faire la sublime explosion dont nous avons été témoins en 1790, et dont le peuple de Paris vient de donner au monde la seconde et j'espère la dernière représentation il y a peu de jours.

Ces sentiments de fraternité, de liberté, d'égalité qui sont l'évangile de la raison humaine, ont été laborieusement, quelquefois courageusement scrutés, propagés, professés par vous dans les enceintes particulières où vous renfermiez jusqu'ici votre philosophie sublime. Ces sentiments, qui avaient dû se cacher, peuvent maintenant se proclamer au grand jour ; leur propagation sera d'autant plus puissante qu'ils se répandront de toutes les bouches et qu'ils se répandront sur la nation tout entière sans qu'on ait besoin de les imiter sous des symboles quelconques. La raison n'a plus besoin de symboles, elle est aujourd'hui le soleil sans nuages ; nos yeux sont assez forts pour le fixer, et si vous gardez encore quelques années ces drapeaux, ces signes de liberté, d'égalité, de travail, avec lesquels vous vous présentez devant nous, vous ne les garderez plus comme une nécessité, vous les garderez comme un fidèle et glorieux souvenir des travaux que la franc-maçonnerie a supportés dans des temps difficiles, et dont elle présente maintenant le témoignage au genre humain.

Encore un seul mot, messieurs.

Je disais tout à l'heure que je ne savais pas parler le langage de la franc-maçonnerie, mais je sais parler comme vous cette grande langue du peuple que le peuple a si noblement parlée pour nous tous pendant trois jours.

Je vous remercie, non pas au nom du Gouvernement provisoire de la République, qui n'est rien qu'une émanation passagère, fugitive, et désintéressée, qui n'est qu'une acclamation du peuple, qui n'a d'autre droit que celui de son dévouement et de la circonstance pour vous parler comme Gouvernement ; mais je vous remercie, au nom de ce grand peuple qui a rendu la France et le monde témoins des vertus, du courage, de la modération et de

construction d'un édifice social où chacun ait sa place et la part du bonheur qui lui est due.

Habituez à voir des frères dans tous les hommes, pénétrés de la sublimité de cette parole divine : Aimez vous les uns les autres, nous saluons des acclamations les plus ardentes la devise que vous avez adoptée sur la bannière de la France cette triple devise qui fut toujours celle de la maçonnerie : Liberté, Égalité, Fraternité.

citoyens, notre modeste bannière est celle de l'union, de la sympathie entre les Français comme entre les hommes.

l'humanité qu'il a puisés dans vos principes. *Discours prononcé à la Convention le 10 août 1793.*

Elle a une importance considérable, cette réponse ; et si nous en avons tiré les déductions qu'elle comporte, dans le chapitre consacré à la Révolution, elle marque le moment exact où la version de la Franc-Maçonnerie *admette* de cette Révolution *entière* franchement et *propre* officiellement dans l'Histoire.

C'est le sentiment qui l'y fait entrer. L'enthousiasme des vainqueurs, qui s'apparie à celui de 1789, efface des mémoires le terrorisme de 1793 pour n'y laisser que le souvenir de l'affranchissement du peuple et des conquêtes civiques.

Un état d'esprit — un état d'âme serait plus juste — que l'on ignore trop est que la Révolution de 1848 est toute pénétrée de religiosité. Toute une mystique est née dans les clubs et les sociétés nouvelles — mystique dont profite l'Eglise. Le libéralisme de l'époque a ceci de particulier qu'il s'écarte de la libre pensée — par une sorte de réaction, voulue chez les uns comme Lamennais, Montalembert et l'ex-carbonari Buchez, inconsciente chez la grande majorité des citoyens, contre la crise d'impiété qui avait sévi aux heures les plus passionnées de la Grande Révolution. Aucune hostilité ou moquerie ne se témoigne au passage des prêtres ; au contraire on les acclame presque, et quand on plante les arbres de la Liberté on ne manque pas de les appeler pour que leur bénédiction ajoute à la sainteté de la cérémonie. La morale chrétienne devient une sorte de morale en action. On attribue à l'Evangile l'honneur d'avoir le premier prêché la très sainte formule : Liberté, Egalité, Fraternité ; Barbès le tient à la main lorsqu'il parle dans les clubs (2). Jésus-Christ est presque considéré comme un précurseur de Blanqui. Les Chambres sous la Révolution s'étaient montrées favorables à la Religion, mais avec un dessein de combativité qu'expliquait l'opposition latente. Cette opposition ne se manifeste plus, et c'est avec une sérénité unanime que l'Assemblée de 1848 protège les cultes. On laisse les Ordres religieux exercer leur ministère, les conciles provinciaux discuter en paix et l'enseignement libre peut, sans être inquiété, concurrencer l'enseignement universitaire. La Révolution de 1848 a été un mouvement où le sentimentalisme a dominé les intérêts d'ordre pratique. Et c'est par obéissance à ce sentimentalisme, plus peut-être qu'à une pres-

1. M. de Lamennais : *Œuvres complètes*, t. I, p. 158.

(2) A. Girard-Teulon : *Double péril social*, loc. cit., p. 48.

sion politique, que le droit de vote fut accordé à tous les citoyens. N'est-ce pas déjà un fait caractéristique que la désignation de Lamartine, ce poète parmi les poètes, comme membre du gouvernement provisoire ? Ce sentimentalisme, imprégné de piété, avait gagné toutes les couches sociales ainsi que les organisations qui auraient pu paraître les plus rebelles à son emprise.

Cela nous explique la Déclaration de principes du Grand Orient de France — reniée depuis et qui a fait couler tant d'encre. Elle avait été d'abord proposée dans le *Projet de la nouvelle Constitution* sous la forme suivante :

« La Maçonnerie reconnaît et proclame comme point de départ de ses recherches philosophiques et comme faits au-dessus de toutes contestations, l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme. » (1)

La teneur de cet article ne faisait que répondre à un état d'esprit qui se manifesta dans les débats du Grand Orient du 14 janvier 1848 en disant :

« La croyance en la Divinité existe en Maçonnerie ; c'est un article de foi qui n'est pas douteux pour personne, et le premier mot maçonnique qui est expliqué au neophyte le certifierait au besoin, puisqu'il lui annonce que sa force doit être en Dieu. De plus, le maçon croit évidemment en une autre vie, et les cérémonies funebres qu'il pratique en sont la preuve. La Maçonnerie a donc des caractères essentiellement religieux ; puis après la croyance en la Divinité, il y a le culte que le maçon lui rend, qui se retrouve dans tous les grades, et jusque dans la célébration des fêtes solsticiales. » (2)

Pour en revenir au *Projet*, le texte proposé formait l'article III de la nouvelle Constitution.

Ne croyons pas qu'à la discussion qui s'ensuivit, à la séance plénière des députés, des voix se soient élevées contre le principe de cette affirmation. Au contraire un f.^r du nom de Desrivières estima que « le principe proclamé par cet article 3 est assez grand pour être inscrit au frontispice de l'édifice, et il proposa une rédaction qui commençait par ces mots : « La Maçonnerie, s'appuyant sur le dogme de l'existence de Dieu et de l'immortalité de l'âme... » (3). Bref on s'arrêta à un amendement présenté par un autre membre du Grand Orient du nom de Deslinières

Bulletin du G.^r O.^r de France, n° 20, mars 1849, p. 295.

Misraïm ou les francs maçons, poème. Paris, 1848.

qui desirait rendre les sociétés de frères de l'Ordre à part de la version primitive, la rédaction officielle de l'Article 1^{er}, et que voici :

La Franc-Maçonnerie est une association humaine et civile, qui se propose pour but progressif, d'être la base d'association de tous les hommes, afin d'appliquer l'exercice de la fraternité humaine, la science, la vérité, la justice, la moralité et la pratique de toutes les vertus. Ses principes sont : tout temps : Liberté, égalité, fraternité. »

La suppression qui sera faite des premiers termes de cet article au début de la III^e République n'entraîne plus de question que l'existence d'un mouvement révolutionnaire qui conserve la portée de la Franc-Maçonnerie française.

* * *

Elle n'a pas eu du tout l'intention — la République de 1848 — de faciliter l'éclosion ou l'existence des loges. Elle consent comme les gouvernements antérieurs à les tolérer — c'est tout. Nous en avons la preuve dans deux pièces que, vu leur intérêt, nous tenons à reproduire *in extenso*, parce qu'elles témoignent de l'embarras où se trouvèrent toujours les Autorités locales — à chaque changement de régime — sur l'attitude à prendre à l'endroit des ateliers maçonniques. Le ministre de l'Intérieur lui-même ne sait guère quelles instructions leur donner ; il en réfère à son collègue de la Justice et c'est la lettre qu'il lui écrit (où se trouve un curieux passage sur la difficulté que rencontre le Pouvoir à faire entrer l'Ordre dans la légalité) que l'on trouvera ci-après :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 Novembre 1849.

MONSIEUR LE MINISTRE ET CHER COLLÈGE,

Plusieurs Préfets me demandent de leur tracer des instructions au sujet des loges de francs-maçons existant ou à créer dans leurs départements.

Le décret du 28 juillet qui régit en France le droit de réunion et d'association ne mentionne pas expressément la Franc-Maçonnerie.

Il en résulte que ces sociétés se trouvent sous le régime de la loi du 14 de ce mois et pour d'être déclarées illicites.

Il est parti de ce fait avec que la Franc-Maçonnerie, qui a existé depuis 1200 ans, n'est pas de ces associations qui ont été créées par des hommes pour protéger par des intérêts particuliers, mais qu'elle est maintenue et développée sans tenir compte des articles de la loi de 1834 concernant le droit d'association et de réunion.

Le Ministre de l'Intérieur n'a jamais inquiété les loges de francs-maçons dans leur existence, chaque fois qu'on ne les a point signalées comme s'occupant de questions politiques ou de propagande. Lorsque ce cas s'est présenté, il a, par l'entremise du Grand Orient, fait retirer aux loges dont il s'agit l'institution maçonnique et il les a fait fermer.

Mais comment s'assurer qu'une loge de francs-maçons n'est point un conciliabule de conspirateurs ou d'agitateurs si les agents de l'autorité, revêtus de l'autorité de la loi, ne peuvent pas pénétrer dans les loges ? Peut-on d'un autre côté par application des art. 13 et 14 du décret du 28 juillet 1848 mettre obstacle, dès le principe, à la formation d'une loge ?

Afin de résoudre ces questions, je désirerais que vous voulussiez bien me faire connaître votre avis sur la situation légale de la Franc-Maçonnerie en France et sur la matière dont la surveillance de l'autorité peut s'exercer à l'égard des réunions de francs-maçons. (1)

A quoi le Ministre de la Justice répond ceci :

« Avant le 28 juillet aucune association de plus de 20 personnes ne pouvait se former, d'après les termes de l'art. 241 du Code pénal, sans l'agrément du Gouvernement.

L'autorité ayant déjà connaissance de l'existence de ces réunions, il n'y a pas lieu de faire renouveler de déclaration ou de demander de nouvelles déclarations.

Toutefois s'il existait quelque cercle ou loge maçonnique qui n'ait pas satisfait aux conditions exigées par l'art. 241, ils devraient se conformer immédiatement aux prescriptions des art. 14 et 15 du 28 juillet. »

Il ressort de ces communications que si les loges maçonniques, déjà existantes, n'ont pas fait de nouvelle déclaration il n'en étant pas exigée, les loges nouveaux doivent s'en conformer à l'ordonnance du 28 juillet 1848. Mais il est également évident que l'ordonnance n'a pas l'intention expresse de s'interdire toute ingérence dans la politique (2).

Mais cette solution ne fait pas du tout l'affaire des loges. Elle les étonne. N'est-on pas en République ? La République qui a inscrit le droit de réunion dans sa Constitution ne peut-elle pas s'intéresser aux réunions des francs-maçons ! Ils renouvellent l'erreur de 1830, lorsqu'ils croyaient avoir conquis le droit de s'intéresser, eux acteurs, au gouvernement du pays. Les francs-maçons ne sont pas des acteurs. Les Trois Jours en leur apprendra sans ambages qu'ils n'ont aucune voix au chapitre. Oh ! ce n'est pas au chapitre que les francs-maçons ont leur place. C'est dans le grand conseil de la Nation. Les obédiences, auxquelles les traditions et leurs règlements assignent un rôle discret, ne peuvent pas manifester une telle ambition. Cela viendra...

(1) Lettre du Procureur Général d'Angers du 25 août 1848 sollicitant égale-

plus tard. Mais ce serait de l'ordre malade. Mais cette extrême dévotion, des ateliers l'aurait fait. Ateliers qui, pour la plupart, se sont séparés du Suprême. Ce sont d'âge probablement trop rétrograde et se rassemblent pour fonder une nouvelle obéissance : *La Grande Loge Nationale de France*. Il est sept qui les réabrogeants rédigent un manifeste. Républicains ils ont d'abord de républicains sur la France. Mais après de se révolter individuellement contre les grands maîtres du G. O. (plus de hauts grades et plus de fonctions rétrogrades). Pour le Suprême. Ce sont donc les membres du premier d'entre eux sont morts à vie). L'Autorité se serait certainement désintéressée de ces histoires d'ordre intérieur auxquelles elle ne devant pas comprendre grand chose. Mais voilà que le 1^{er} du manifeste s'abaisse à professer de l'indépendance extérieure :

« La Franc-Maçonnerie se souviendra que ceux-ci dominent et entraînent le grand qu'on dirige et le petit qu'on dirige, et de son devoir qu'il ne soit rien fait sans qu'on ait à composer avec elle. »

Suit un *Appel à la Franc-Maçonnerie* (1), affiché sur les murs de Paris, qui conviait les maçons actifs ou en sommeil à s'occuper des élections. Par le même procédé — si contraire au principe de discrétion, — on les convoquait à des « Assemblées générales ». Et enfin, à l'occasion de la candidature de M. D'Assolant, paraît un manifeste des franc-maçons, professeurs de français, membres du Comité central de la République, les élections nationales, parlant au franc-maçon et proposant à la *Franc-Maçonnerie* qui commençait par cette phrase :

« Un des plus beaux titres de la Maçonnerie au respect, à la reconnaissance des peuples, c'est sa coopération à la Révolution de 89. »

De cette flatteuse constatation découlait donc pour elle le devoir sacré de concourir de toute sa puissance à la consolidation de la République. Le marteau n'a plus beaucoup à faire, c'est le tour de la truelle, de l'équerre et du compas. »

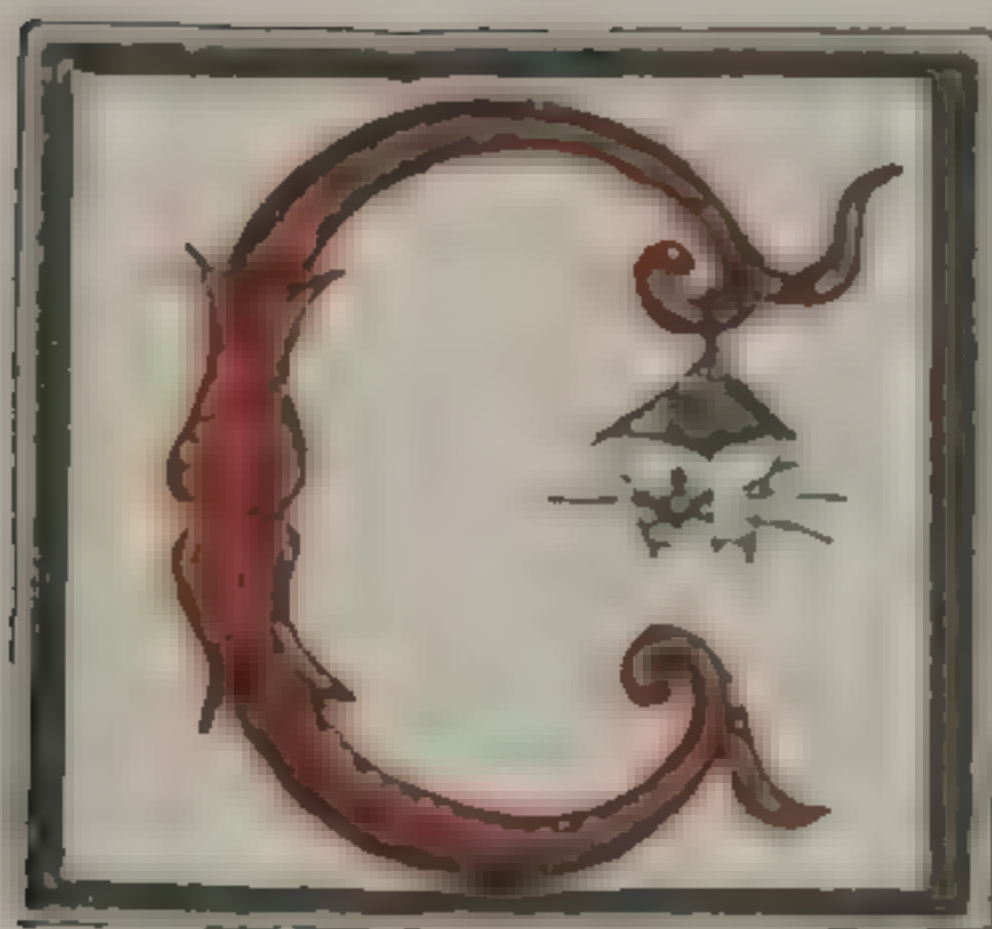
et du compas. »

(1) *Les Murailles révolutionnaires de 1818*. Paris, S. D., T. I, p. 311.

IX

LA FRANC-MAÇONNERIE
SOUS NAPOLEON III

LA FRANC-MAÇONNERIE SOUS NAPOLEON III



ette politique conciliante à l'égard de la Franc-Maçonnerie, le II^e Empire l'adoptera aussi. Il y eut bien, sous ce dernier, une tentative pour unir les deux Rites sous la direction du Maître nommé directement par l'Empereur — le maréchal Magnan, — mais si cette tentative, avant d'avorter définitivement, fut pleine de péripéties (1), elle est d'un inté-

rêt restreint pour l'histoire des relations du Pouvoir avec la Franc-Maçonnerie. Bien que des points importants de l'histoire de l'Empire jouent un rôle, cette affaire regarde encore « la franc-maçonnerie chez elle ».

C'est sous Louis-Philippe les droits des ateliers sont réglés par les obédiences respectives qui, le plus souvent, accèdent au désir et satisfont aux susceptibilités du gouvernement. Car la police, on s'en doute, cherche à surveiller les loges quand il s'agit de l'ordre et de la tranquillité de la France. La Franc-Maçonnerie, sauf dans les milieux catholiques, jouit d'une parfaite considération.

Tout de même il est des cas où on est bien forcé de tenir compte des inquiétudes du clergé touchant la liberté de réunion et de pensée généralement accordée aux loges. A Nantes les ff.^{rs} Charles et Auguste Beaumont veulent faire représenter leur pièce *Les Francs-Maçons* (2).

(1) Albert Lantoin : *Le Rite Ecossais ancien et accepté*, loc. cit., p. 175 et suiv.

(2) Beaumont (FF.^{rs} Charles et Auguste) : *Les francs-maçons*, comédie en trois actes, en prose, précédée de l'histoire de la franc-maçonnerie, Paris, 1867, in-8°. Bien que peu rare, cette comédie ne figure pas au catalogue de la B. N.

républicains nouvelle manière — entendons par là désireux d'un état d'équilibre entre les divers éléments de la société — les deux camps accusent l'Empire de favoriser les partis de droite et même d'extrême-droite, et les cléricaux trouveront au contraire qu'il est d'une mansuétude excessive pour les partis dits d'opposition. En se plaçant à leur point de vue respectif, les deux adversaires avaient raison. D'un côté l'Empereur, comme tous ses devanciers sur le trône de France (à l'exception de Charles X) éprouve une répugnance à paraître subir une influence spirituelle. D'un autre côté il se plie aux cérémonies de l'Eglise parce que le catholicisme est religion d'Etat et qu'il serait imprudent de rompre avec des traditions que la majorité des Français considère comme inviolables. Son entourage est fort panaché. Il se compose de pratiquants et de librepenseurs qui, tel son demi-frère le ministre de l'Intérieur Morny, ne cachent pas leur incroyance. Des écrivains, connus pour leurs idées hétérodoxes, ne sont pas mal vus à la Cour, et l'athée Mérimée est même un des familiers de l'Impératrice, bien qu'elle soit trop espagnole pour épouser ses conceptions philosophiques.

Le Clergé maladroitement se montre intolérant et s'irrite de ne pas trouver dans l'Empire le soutien qu'il espérait. Napoléon III n'a pas l'esprit religieux. Cet ancien carbonaro, malgré l'attentat d'Orsini, a gardé quelque faiblesse pour ses anciennes convictions. On se déhe malaisément de ses premières amours — ces sentiments devinés et l'attitude anticléricale de son ministre de l'Intérieur valaient à l'empereur la suspicion et même les injures d'une certaine presse qui allait jusqu'à le traiter de persécuteur de l'Eglise et de Néron. Dans son ire, cette presse n'hésita pas à lui attribuer, avec la complicité de M. de Laguerronnière, l'écriture de la fameuse brochure *Le Pape et le Congrès* que P. L. N. avait écrit en 1844. Cette brochure est un tissu ignoble de contradictions ». Ce qui, au dire de M^{me} Adam (1), modifia la politique de Napoléon III en sujet des affaires religieuses. La phrase suivante d'un article de Morny écrit par l'empereur, favorisant cette ligne, paraît être de sa plume : « Un gouvernement peut commettre tous les crimes sans être renversé, mais s'il s'unit à ceux qui attaquent les croyances de sa nation,

(1) M^{me} Adam (Juliette Lamber) : *Mes premières Armes littéraires et politiques*. Paris, 1904, in-16.

il sape lui-même sa propre base. Un gouvernement, quel qu'il soit, ne trône sur terre qu'accroché aux nuages sur lesquels Dieu trône au ciel. »

* * *

Le positivisme, dont Littré se fait l'apôtre, en apportant à l'œuvre d'Auguste Comte des corrections nettement rationalistes, conquiert les classes cultivées. On est positiviste, par esprit de fronde, un peu comme on était janséniste au début du XVIII^e siècle. L'Académie Française elle-même rend hommage au savant, et malgré l'obstruction véhémement des prélats qui en font partie, l'accueille dans son sein. Le Grand Orient fait siennes, presque officiellement, les doctrines du sociologue. Avant de devenir plus tard un frère de *La Clémentine Amitié* qui l'initiera le 8 juillet 1875, Littré se trouve être, pour ainsi dire, le Grand Maître in *ex officio* de la Franc-Maçonnerie. — C'est par l'entremise de la presse par ses organes officiels, fulmine contre l'inspiration antireligieuse qui anime les ateliers de Paris. Tout ceci n'inquiète pas trop l'Empire qui se dit libéral, qui essaie de justifier l'épithète, mais qui sent tout de même qu'aux yeux d'une certaine classe, il la justifie mal. Les frères maçons et l'Empire dans leur animosité, parce que l'un et l'autre ont forcément partie liée — malgré leurs dissentiments. Car ces dissentiments existent et provoquent parfois de singuliers incidents. Lors des élections de 1860 la Société de Saint-Vincent de Paul irrite tellement le gouvernement par ses exigences que, par un réflexe extrêmement vexant pour le directeur de cette société Mgr Dupanloup, le ministre Persigny va jusqu'à faire l'éloge de la Franc-Maçonnerie dont il se plaît à reconnaître la parfaite correction. Et en 1861, le 16 octobre, il soumet au Conseil d'Etat un projet de décret tendant à lui accorder la reconnaissance officielle. — Mais le décret n'est pas voté. — Pourtant, depuis 1725, la Franc-Maçonnerie n'a pas cessé de maintenir sa réputation de bienfaisance, et, tout en remplissant sa mission de charité, se montre digne de la reconnaissance de l'Etat. Tels sont l'ordre et l'esprit qui règnent dans cette association, qu'il ne peut être qu'avantageux d'autoriser et de reconnaître son existence. » (1)

(1) Texte rappelé par le général Mellinet. Arch. Nat. Dossier B B¹⁰, 760 (f^o 1837).

Cette marque de faveur, qui indignes les cléricaux, n'enchanté pas du tout les francs-maçons. *Timeo danaos...* Réguliers officieux, oui ! Réguliers officiels avec les investigations que la situation comporte, ce n'est pas du tout désirable. Et pour une fois amis et ennemis se trouvent d'accord pour empêcher la réalisation du projet.

Certainement le Saint-Siège est alerté par ces avances faites à la Franc-Maçonnerie. C'est la première fois qu'un gouvernement, par la voix autorisée de son ministre de l'Intérieur, reconnaît non seulement le droit à l'existence de l'Institution, mais sa haute moralité et son utilité sociale. Il y avait bien eu sous la République de 1848 la harangue de Lamartine, mais ce n'était là que la réponse polie que doit tout Pouvoir nouveau à une délégation qui le vient féliciter. Cette fois la manifestation avait un caractère plus officiel, et d'autant plus inquiétant pour le Clergé qu'elle marquait un recul de son influence sur la politique de l'Empire. C'était en outre une condamnation implicite de l'excommuniement du régime. Les évêques avaient le droit de protester, mais ils ne se permettent de les juger. Si le Parlement sous Louis XV en avait refusé l'enregistrement, on ne s'en souciait pas, mais sous l'Empire, on ne peut que les tenir pour ennemis d'une manifestation des affaires de l'État, conséquemment d'une atteinte à ses prérogatives. Opposer les vertus de l'Ordre maçonnique à celles de l'Église, c'est le langage d'une insupportable insolence.

Il convenait que de la hauteur de la chaire pontificale cette insolence fut relevée.

En 1865, le maréchal Magnan meurt. Et les Grands de l'Empire et tous les assistants ne s'émeuvent point de voir sur le cercueil, que bénit l'Eglise, les insignes de sa dignité de Grand-Maitre du Grand Orient. Mais le pape, lui, s'émeut, et il adresse des remontrances à l'archevêque de Paris pour avoir laissé consommer cette profanation. Décidément la France se tient mal, il faut la rappeler aux convenances, aux pieux devoirs que lui impose son titre de fille aînée de l'Eglise. Et le 25 novembre de la même année Pie IX lance ses foudres contre la secte dans son Allocution *Multiplies inter machinationes*. Il la prononce, cette allocution, « en consistoire secret », ainsi qu'il appert du texte même de l'original, mais il faut croire qu'une communication faite « en consistoire

secret » n'implique pas qu'elle doive rester secrète, car elle retentit par toute la catholicité. Les termes en sont vifs, et les francs-maçons seuls en font les frais. Reprenant l'argumentation de ses prédécesseurs Clément XII et Benoît XIV contre la Secte, il met en garde le pouvoir civil contre « ces loups que le Christ Notre-Seigneur a prédit devoir venir, couverts de peaux de brebis, pour dévorer le troupeau ».

Cette Allocution gêne plutôt l'épiscopat français. Il y a tout lieu de supposer que, vu leur ministère, les prélats partagent tous l'opinion du Vatican sur le danger qu'offre pour l'Eglise l'existence de la Franc-Maçonnerie, mais il est des régions soit paisibles, soit en majorité hostiles au catholicisme où il peut être imprudent de semer un esprit de combativité. L'évêque est parfois en excellents termes avec les autorités civiles, et les préfets n'aiment pas que leur département soit troublé par des querelles de religion ou de tapageuses discussions pouvant dégénérer en rixes. Il est en province d'assez hauts fonctionnaires qui sont maçons et qui le sont, comme le veut leur état, avec discrétion. Se les aliéner n'est point d'une tactique heureuse. Bref, sur les 87 diocèses que compte alors la France, il n'en est que 18 qui, par-dessus les nuages, ont vu la parole papale ou palatine retentir. Du moins le ministère de la Justice et des Cultes ne reçoit communication que des communications pastorales des évêques d'Aix, Amey, Autun, Avignon, Bayeux, Bourges, Caen, Clermont, Digne, Gap, Laval, Langres, Metz, Montpellier, Montpelier, Saint-Jean de Maurienne, Strasbourg, Versailles et Viviers (1).

S. E. Alexis Bonté, cardinal-évêque de Chambéry, commente l'Allocution dans une lettre pastorale du 22 novembre 1896 : « Au Clergé et aux fidèles de notre diocèse » — mais comme on a fait le nécessaire pour que son effet ne soit pas limité aux seuls destinataires avoués, sa publication fait grand bruit (2).

Les loges réagissent, selon l'humeur plus ou moins combative de leurs membres. Les francs-maçons de Lyon adressent « Au Souverain Pontife » une protestation. Les francs-maçons de Montpellier et de Bayeux envoient une réponse d'un caractère plus modéré. Les francs-maçons de Montpellier envoient une lettre imprimée (3). A quoi bon en reproduire les termes, et à quoi bon cette polé-

(1) Arch. Nat. F. 10 5697 « Ministère de la Justice... Attitude de l'Episcopat ».

(2) S. l. n. d. pièce in-8°.

(3) Lettre de l'évêque de Montpellier en réponse à une adresse qui a pour titre

« Les francs-maçons de Montpellier et de Bayeux envoient une réponse d'un caractère plus modéré. Les francs-maçons de Montpellier envoient une lettre imprimée (3). A quoi bon en reproduire les termes, et à quoi bon cette polé-

dévoué serviteur. Ici nous allons nous convaincre de l'ingratitude mœnéenne dont témoignent certains frères lorsqu'ils vilipendent le régime autocratique du Second Empire. Comme ce Second Empire en fond, leur fut cordial ! Et comme il serait à désirer pour eux que les ministres francs-maçons de nos jours les défendissent comme le faisaient les ministres profanes de Napoléon III ! Il est sur leur attitude, de des anecdotes typiques. Celle-ci entre autres : Le *Journal de Senlis* du 18 novembre 1865 ne s'avise-t-il pas, dans un article intitulé « Une levée de Truelles », d'attaquer la Franc-Maçonnerie ? Le Grand-Maitre Mellinet s'indigne, et d'une plume à la fois irritée et respectueuse en écrit à l'Intérieur. Et le ministre s'indigne à son tour, prescrit une enquête au préfet et, avant même que l'enquête lui soit parvenue, il appelle l'attention de son collègue de la Justice sur la réclamation : « qui paraît devoir être prise en sérieuse considération », ajoutant ce membre de phrase qui, s'il était écrit aujourd'hui, soulèverait les clameurs de la presse antimaçonnique : « Je pense qu'il serait utile que l'autorité judiciaire intervint afin d'examiner s'il ne conviendrait pas de poursuivre les auteurs de l'odieuse accusation portée contre la Franc-Maçonnerie ». Et voilà le préfet qui se met en campagne — et le Parquet ! Il avait été bien imprudent, le *Journal de Senlis*, en publiant son article et il battit précipitamment sa coulpe — comme il le devait. Voici l'histoire dont il s'était fait l'écho. Un jeune Suisse de 25 à 30 ans s'était présenté à Bordeaux au couvent des Franciscains en se disant pasteur protestant. Touché par la grâce, il venait, repentant de son erreur passée, s'asseoir au foyer — et à la table — catholiques. On le baptisa et on le prénomma Elisée. Sa piété nouvelle ne le dispensa pas de sorties qui lui furent — on le saura plus tard — « l'occasion d'une série de débauches ». Un jour — jour assez proche de sa conversion — il rentra au couvent dans un état lamentable. Question sévère du Supérieur qui se mua vite en apitoiement. Le malheureux avait été roué de coups par deux francs-maçons qui l'avaient attiré dans un guet-apens et dévalisé. On ne mit pas en doute son récit. La crédulité est sœur de la croyance. On plaignit la victime, et on récolta auprès des âmes pieuses cinquante-sept francs qui lui furent versés. Ces francs-maçons tout de même, quels monstres ! Un des religieux de l'ordre des Franciscains, qui habitait Senlis, et celui-ci, par l'organe

(1) Arch. Nat. B. B. 18 1726.

du lieu, en régala la population. La morale de l'histoire est que la protestation du Général Mellinet eut du bon. L'enquête dévoila la fourberie de l'individu, pour le bien des Franciscains comme pour celui de la Franc-Maçonnerie. On ne poursuivit pas le *Journal de Senlis* qui non seulement s'était publiquement repenti mais avait même publié la protestation de la loge de Bordeaux. Mais en haut lieu on ne prit cette résolution qu'après avoir vu que M. le Procureur Général d'Amiens, digne d'être l'esprit de conciliation et d'apaisement il serait de bonne politique de retirer votre plainte. J'ai l'assurance que cette détermination serait favorablement accueillie par l'opinion publique à Senlis. Les rectifications que vous m'avez adressées sont bonnes sans doute et il est bon d'être exact, mais elles ne suffisent pas. Il faut en finir avec ces contestations qui vous ont valu une lettre de la Commission de la Franc-Maçonnerie. Le Grand Orient n'a pas le droit de partager les appréciations ministérielles ; et le Procureur Général d'Amiens, la procédure étant commencée, rend une ordonnance de non-lieu.

Il faut même convenir que le Grand-Maitre général Mellinet poussa parfois très loin — trop loin ! — son zèle à défendre ses administrés. La petite ville de Perthuis, dans l'arrondissement d'Apt (Vaucluse) possédait une loge, *Le Triomphe de l'Amitié*, à laquelle le Grand Orient, en octobre 1861, avait accordé des Constitutions. Ses membres se tenaient mal, autrement dit ils se répandaient en propos démagogiques et faisaient du bruit. Un tel reproche aux Vénérables de l'atelier que le préfet de Vaucluse prit au sérieux et fit fermer le bâtiment du dit atelier. Mais les franc-maçons ne se laissèrent pas intimider. Le commissaire malgré son écharpe, ne leur en imposa pas. Le gardien du local non seulement refusa de le laisser entrer, mais il lui ferma la porte au nez après s'être livré à son endroit « à des gestes outrageants ». De quelle nature furent ces « gestes outrageants » ? Le procureur général de Nîmes, qui rend compte de l'affaire au Garde des Sceaux, ne le précise pas. Mais ce qu'il nous apprend, c'est que le 15 mars l'inspecteur de l'atelier le lendemain matin à six heures, accompagné de deux gendarmes, accompagné d'une escouade de gendarmes, pénétra dans l'atelier du temple. Ces bourgeois au cerveau tendu par les républicains ne leur dirent « qu'ils ne sortiraient que par la force des baïonnettes ». Bref, ce fut proprement un beau scandale qui amena sur les lieux de la scène (il était pourtant plus de dix

(1) Arch. Nat. B. B. 18 1726.

le cas du sein du grand nombre d'adhérents. Les fonds en sont remis à Paris au Grand Orient, et le Procureur au ministre de la Justice. Le substitut du Procureur, dans son ardeur, avait voulu que l'on poursuivît tous les membres de la loge pour infraction à l'article de loi qui défendait les associations de plus de vingt personnes ; mais le Procureur, qui est prudent, préfère ne pas mêler la Franc-Maçonnerie à cette histoire. Il décide de ne citer en justice aucun d'eux, mais que les quatre principaux perturbateurs, les uns « sous l'inculpation d'outrages envers le commissaire de police », les autres pour « provocation publique de la désobéissance aux lois ». Il semble que ce soit là une façon assez habile d'arranger les choses. C'était compter sans le général Mellinet. Celui-ci va voir le ministre de l'Intérieur. Et voici un fragment de la lettre qu'écrivit le ministre à son collègue de la Justice. Les termes en méritent d'être soulignés, car ils montrent l'ennui — pour ne pas dire la peur — qu'éprouvait le Pouvoir de déplaire à la Franc-Maçonnerie :

« En ce qui me concerne, Monsieur et cher Collègue, des raisons d'ordre politique d'une certaine gravité me font désirer qu'il ne soit pas donné suite à l'action judiciaire intentée aux membres de l'ancienne loge de Perthuis par M. le Procureur Impérial d'Apt. Je verrais des inconvénients réels à ce que cette affaire fût portée devant les tribunaux. Elle soulèverait des questions d'une nature délicate, elle donnerait lieu à des récriminations dont il faut éviter le fâcheux retentissement et je désire vivement que les poursuites ne soient pas continuées. »

Le Garde des Sceaux ne peut tout de même pas arrêter l'affaire qui lui semble avoir été réduite à des proportions raisonnables, mais il donne des instructions pour que les inculpés sortent à peu près indemnes de l'aventure. Les magistrats, catéchisés, paraissent « avant l'audience du procès » entrer dans cette voie. M. le Procureur général, après avoir reçu les instructions du Procureur, les pousse un peu plus loin et enjoint aux juges de ne pas aller en prison, mais de se contenter de prononcer une amende. Le tribunal d'Appel, en attendant la condamnation en une simple amende d'un an, « C'est compter sans la vive des énergumènes qui, au lieu d'exprimer des regrets pour leurs propos délictueux, les répètent en pleine tribune, traitant le magistrat de « débile » et soutenant cette thèse inouïe que les juges ne sont que des esclaves du Grand Maître, et n'existent qu'en dehors d'eux ». Le tribunal ne peut rien. Mais ils ne font rien d'autre. Le tribunal, pour ne pas être en retard, se décide à prononcer une amende de 100 francs. Mais ils ne font rien d'autre. Le tribunal, pour ne pas être en retard, se décide à prononcer une amende de 100 francs.

coi et de ne pas paraître couvrir l'insolence des francs-maçons de l'érthuis. Or, sur la demande de Mellinet, le ministre de l'Intérieur, désavouant en somme son préfet, autorisa la réouverture de la loge — et ce fut l'arrêt de la Cour de Cassation, des complices devant les juges de la Cour d'Appel ! (1).

Mellinet ne pouvait pas se contenter d'avoir fait savoir aux civils que les francs-maçons n'étaient pas des criminels. Surtout, dans son discours avait reconnu à ces derniers le droit de l'injurier, de la repousser, de la combattre. Mellinet n'est pas du tout de cet avis. Il ne veut pas que les francs-maçons aient quelque maîtrise dans leur localité. Il le fit savoir au préfet de la loge La Sûreté de l'Orient de Dax. L'abbé de Dax, les interprètes de l'usage d'un Archevêque de l'Ordre. En 1850, les francs-maçons de la loge de la charité et durant deux sermons consécutifs avait fait une sorte des plus vigoureuses contre la Franc-Maçonnerie, déclarant l'existence d'une loge dans la localité, menaçant de l'excommunication le propriétaire qui lui donnerait asile et ajoutant que si l'on osait l'écouter, s'il apprenait qu'un franc-maçon le souillait de sa présence.

La réclamation du Général Mellinet au Garde des Sceaux avait été conçue en des termes mesurés mais pressants :

« ... Le discours tenu en chaire par le curé de Dax contient à la fois la censure ou la condamnation des actes du gouvernement et l'excitation au mépris et à la haine d'une classe de citoyens qui, professant et pratiquant la fraternité universelle, basée sur l'unité divine et l'immortalité de l'âme, croient servir utilement leur pays et l'humanité.

Il appartiendra à Votre Excellence, Monsieur le Ministre, et à votre Collègue du Département de l'Intérieur, d'apprécier les moyens à employer pour mettre un terme à des abus de la nature de ceux que je viens d'énoncer et qui malheureusement se produisent trop fréquemment dans plusieurs départements de la France.

Certes ce ne sont point les maçons qui avec leur tolérance habituelle appelleront sur la tête de qui que ce soit les rigueurs de la justice ; mais tout en attendant que la justice ait rendu sa décision, il me soit permis d'espérer, Monsieur le Ministre, que la loi sera appliquée de manière à être utile à la religion qu'à l'honneur et à la dignité de l'Ordre maçonnique. »

Le cas était-il grave ? Il nous ne apparaît pas tel aujourd'hui où de plus virulentes attaques ont émoussé la sensibilité des francs-maçons. Il semble d'ailleurs, d'après le rapport qui fut demandé au procureur

(1) Arch. Nat. BB¹⁴, 1738. Doc. 5168. Ce dossier contient, avec détails, toute la correspondance échangée sur cette affaire.

... que les plaignants avaient exagéré les faits. L'Archevêque était un homme plein de vertus, d'un caractère respectable mais facilement emporté. On prierait l'évêque d'Aire de tempérer son humeur belliqueuse, en l'invitant à mettre désormais dans ses propos la bénignité évangélique.

Ce fut la solution adoptée. La seule acceptable d'ailleurs, et à laquelle se rallie volontiers le Grand-Maitre du Grand Orient. Le curé était en vérité chez lui, dans son église, comme un franc-maçon l'est dans son Temple. Seulement le Grand-Maitre du Grand Orient était tout d'abord important. On ne pouvait pas honorer un prêtre pour avoir fait porter l'anathème du Vatican. Et ce n'était pas une si petite victoire — que les frères n'obtiendraient plus sous la République (que l'on affirme être leur République !)

* * *

Au fond, il disait vrai, M. de Persigny. La Franc-Maçonnerie était anticléricale, mais se gardait de toute ingérence dans le domaine politique. Elle prenait soin de ses propres affaires, elle ne se mêlait pas de celles d'autrui. Elle se gardait bien d'aller dans les rues que parcourent ses amis de l'empereur et même — ostensiblement — son oncle Jérôme Napoléon, qu'elle ne considérait pas comme un Grand-Maitre du Grand Orient. Elle se gardait bien d'aller dans les rues que parcourent ses amis de l'empereur et même — ostensiblement — son oncle Jérôme Napoléon, qu'elle ne considérait pas comme un Grand-Maitre du Grand Orient. Elle se gardait bien d'aller dans les rues que parcourent ses amis de l'empereur et même — ostensiblement — son oncle Jérôme Napoléon, qu'elle ne considérait pas comme un Grand-Maitre du Grand Orient.

Que la Franc-Maçonnerie sous l'Empire était une institution politique, c'est ce que l'on a vu par la suite.

(1) Arch. Na. Dossier Bb. 18 1726.

ble — en 1861 un de ses membres, le Dr Berchtold-Beaupré, « philalèthe », lui fera grief de ne pas s'occuper de politique (1). Mais cet anticléricisme n'en était pas moins du républicanisme larvé. On peut flirter avec la politique comme avec une jolie femme qui ne peut s'en fâcher tant que la « déclaration » ne s'ensuit pas. M^{me} Adam (Juliette Lamber) dans ses *Premières Armes littéraires*, a excellemment rendu l'état d'esprit qui régnait alors dans les milieux d'avant-garde : (2)

« Le positivisme de Littré, plus encore que celui d'Auguste Comte, avait détaché les francs-maçons du Grand Architecte de l'Univers. L'Empire soufflait l'agitation anti-cléricale dans les loges et trouvait au fond de l'âme des foules les suspicions contre les prêtres qu'y avait, peu à peu, fait pénétrer le *Juif Errant*, *Le Siècle*, qui tirait à trente mille exemplaires, chiffre considérable alors, secrètement dévoué par son directeur, M. Havin, à M. de Morny, cultivait chez ses abonnés, épaves du parti républicain de 1848 en province, les vieilles idées voltairiennes. Flaubert, à cette époque, appelait Voltaire « un saint, une âme tendre ». Peyrat disait, bien avant Gambetta : « Le cléricisme, c'est l'ennemi. »

Gueroult (et l'on affirmait que l'*Opinion Nationale* n'avait été fondée que pour cela), inspiré par le prince Napoléon, menait, à grand fracas, sa campagne de mangeur de prêtres.

M. de Morny, le prince Napoléon, les francs-maçons, les positivistes, les bourgeois voltairiens, les républicains de tous les groupes, faisaient en France la même besogne que l'habileté de Cavour, la propagande ardente de Mazzini et de Garibaldi, faisaient en Italie. » (2)

Ainsi nous percevons très bien l'orientation nouvelle que va prendre la Franc-Maçonnerie.

C'était la lutte des encyclopédistes contre le clergé qui recommençait. Mais cette fois les maçons s'en mêlaient. Ce caractère combatif qu'ils n'avaient pas eu sous Louis XV, on le leur avait néanmoins tellement attribué qu'ils avaient fini par y croire — par l'accepter — et par le justifier. « Écrasons l'infâme » ! Massol (3) témoigne déjà dans ses interventions en loge de l'irritation que lui cause la formule du Grand Architecte dans le ritualisme du Grand Orient. Il n'arrive pas encore à persuader

(1) *Isis ou l'Initiation maçonnique*. Fribourg, 1859, in-8°.

(2) M^{me} Adam (Juliette Lamber) : *Mes premières Armes littéraires et politiques*.

(3) Ce philosophe fut l'ami le plus intime de Proudhon et son collaborateur.

ses frères de la nécessité qui s'impose pour lui de la supprimer, mais c'est une campagne qui, avec les ans, gagnera de plus en plus de terrain et qui aura son aboutissement inévitable en 1877 — lorsque le Grand Orient effacera de sa Constitution la fameuse Déclaration de Principes votée avec enthousiasme en 1849, par laquelle il reconnaissait l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme



X

LA FRANC-MAÇONNERIE
SOUS LA III^e RÉPUBLIQUE



La Fraternité ne peut jouer un rôle sous la Commune. Ici encore il nous faut établir une discrimination entre les châtiments et les fusts. Nous ne nous étendrons pas sur la manifestation sentimentale que firent des frères décorés de leurs insignes en déployant entre les deux camps rivaux, comme un signe de paix et un appel à la concorde, l'arc-en-ciel de leurs banderoles. Elle n'a point à entrer dans l'histoire des relations de la Fraternité Masonique et du Pouvoir, qui s'y limitent purement et simplement qu'à titre individuel. Nous n'ignorons pas que, par leurs attitudes et manifestes ils s'arrogeaient le droit de parler au nom de l'Ordre ; et les chefs de mouvement insurrectionnels avaient tout intérêt à ne pas douter. Mais le Suprême Conseil et le Grand Orient se gardèrent bien de sanctionner le geste à la fois symbolique et politique des frères-maçons aux bonnes intentions compréhensives. Ils les désavouèrent même — en quoi ils agirent sagement, d'abord par égard pour le principe de neutralité ensuite par prudence. S'ils s'étaient engagés officiellement dans cette affaire, le parti libéral aux heures tragiques des représailles n'eût peut-être pas hésité à leur faire payer de leur existence une communion avouée avec la Commune. Il n'y a donc pas lieu, on le voit, de faire trop d'efforts d'attacher une importance historique à un incident prévoyant par des drapeaux déployés et des châtiments ne prirent aucune part.

Je m'en rendrais l'avènement de la République en constatant l'extension des luges. Parce que ses premiers dangers se rapportent à la

minent. La hiérarchie des classes s'en trouverait compromise. Il existe des opinions de luxe comme il est des objets de luxe ; les maîtres sont choqués de les trouver chez leurs esclaves. Ce n'est pas seulement l'instinct de sécurité qui provoque ce sentiment, mais l'orgueil égoïste de tout être de goûter des joies particulières, ou simplement d'avoir une chose que la multitude ne possède pas. Le malade le plus disgracié qui souffre d'un mal exceptionnel regarde avec supériorité ses compagnons d'hôpital. Il serait peiné si, à son contact, ceux-ci acquéraient la même infortune.

Les dirigeants ne tenaient pas non plus à rendre contagieuse leur impiété. Au contraire ils s'étaient toujours pliés, du moins dans les circonstances officielles, au cérémonial de l'Eglise. Celle-ci participait encore, lorsque la 3^e République vint au monde, à l'éducation de la jeunesse. Nous ne rappellerons pas ici les polémiques que suscitèrent la loi Faloux et son abrogation. Les congréganistes ont encore une influence dont il faut dorénavant préserver le régime. La République ne sera démocratique qu'à ce prix. C'est pourquoi tout l'effort des jeunes hommes appelés à jouer un rôle dans le gouvernement, les Floquet, les Brisson, les Gambetta, les Jules Ferry, se portera d'abord à l'abolition dans l'organisme du pays de toute ingérence ecclésiastique. Or tous ces ardents défenseurs de la laïcité sont francs-maçons. Ils se trouvent apporter dans la lutte l'esprit des loges. Par un compréhensible entraînement, ces loges les suivront et les soutiendront dans les affaires qui débordent la question religieuse. Et alors — pente fatale — du moment que la Franc-Maçonnerie en arrivait à se préoccuper des affaires de l'Etat, elle devenait étatiste. Et patriote ! ce qui allait à l'encontre de son principe d'universalité. Qu'on nous comprenne bien : que les francs-maçons, en tant que membres de la Cité, se montrent les loyaux défenseurs de cette Cité, cela ne se discute pas. Mais la Franc-Maçonnerie n'avait point à mêler ses bannières de fraternité aux étendards des guerriers. Si l'Empire premier l'utilisa, ce fut pour faciliter la pacification des régions conquises, mais non pour aider — comme elle le fera tant en France qu'en Allemagne — aux exercices belliqueux. Quand on prend sa part du pouvoir, au lieu de s'en tenir à l'écart, la solidarité qu'elle implique oblige à de regrettables compromissions.

En s'assimilant au régime, l'Ordre abandonne son particularisme, renonce bénévolement à ses privilèges. Nous verrons un jour le Grand Orient et le Suprême Conseil solliciter cette reconnaissance officielle que

Napoléon III avait prudemment refusé. La Grande-Loge de France ne suivra pas l'exemple, du moins jusqu'à nos jours. Qu'on n'objecte pas que les lois actuelles sur les sociétés ont subi depuis l'Empire des modifications qui les rendent moins investigatrices. Il y a là surtout une question de principe. L'Institution était, si l'on veut et sans prêter à cette locution le sens agressif que lui donnent ses adversaires, un « état dans l'Etat ». En se confondant avec cet Etat, disparaît cette originalité dont elle tirait orgueil. Quant au fait même, il a l'inconvénient de la rendre vulnérable. Que ces lois sur les associations, par la suite d'événements comme il peut s'en produire même en République, deviennent plus inquisitrices, la Franc-Maçonnerie pourrait avoir à souffrir de leur application.

Certains ateliers revendiquent non seulement comme un droit, mais aussi ce qui est plus grave, comme un devoir, « d'agir ». Ce qui constitue au premier chef une hérésie maçonnique, contraire au principe essentiel de l'Ordre. On abandonne le terrain de la pensée, dont la fécondité peut ensemençer l'avenir, pour se cantonner dans le domaine de l'action dont la récolte n'a qu'une valeur transitoire. Au lieu de rester au-dessus de la mêlée, la Franc-Maçonnerie collabore aux luttes politiques, et, donnant des coups, en reçoit. C'est dans la norme. Son prestige s'en est trouvé considérablement amoindri. Le parti prêtre en a profité pour légitimer ses accusations. Ces accusations, souvent calomnieuses jusqu'alors, se trouvaient justifiées par des professions de foi malencontreuses ou des paroles d'hurluberlus prononcées dans les Convents, lesquelles paroles, au lieu d'être supprimées d'autorité par la sagesse autoritaire des Grands-Maitres étaient reproduites dans le compte-rendu *in extenso*. En les premiers temps de la République (et on peut même dire que son attitude demeure aujourd'hui la même), le Suprême Conseil n'adoptera nullement cette incorrection maçonnique de ses ateliers. Son Grand Commandeur Adolphe Crémieux est pourtant un libéral dans l'acception exacte et mesurée du terme, il l'a prouvé en maintes circonstances. Seulement il est maçon et il estime, comme d'autres, comme bien d'autres (même aujourd'hui) que le devoir maçonnique ne se doit pas confondre avec le devoir profane. Malheureusement pour lui, les jeunes frères reçus dans l'Ordre depuis l'avènement de la République, n'y ont été attirés que par

sa réputation d'anticléricalisme. Il n'y a pas encore à cette époque ces sociétés secrètes, ces sociétés de la Ligue des Droits de l'Homme, les groupements politiques et révolutionnaires où leur activité pourrait plus efficacement s'exercer.

Ils ignorent tout de la Franc-Maçonnerie, de son passé et de ses traditions. L'appât symbolique et son ritualisme ne les intéressent pas, ils trouvent que ce sont là des pratiques surannées, et s'ils l'osaient, ils en provoqueraient la suppression pour les remplacer par un texte précis d'un engagement plus concret. Sa formule : « À la gloire du Grand Architecte de l'Univers » les exaspère. Ils considèrent cette invocation comme un restant de religiosité attachée à leur concept d'humanisme libéré de toute superstition. Les révolutions qu'ils font sur le domaine maçonnique tendent à se creuser en fait au fond leur désir de s'affranchir de la lettre du Règlement pour en emporter l'esprit. Ils prennent avec orgueil les notions que le pouvoir central ne leur a pas passées, ne peut laisser passer sans débat, avec son droit de contrôle sans cesse pesant de sa main le gouvernement et son respect des intangibles Constitutions. Et ce qui devait arriver se produisit.

En 1889 se crée la *Grande Loge Symbolique Ecossaise*, surtout sous l'impulsion de l'initiateur de la Loge *La Justice*, le frère Gustave Mesureur qui fonde dans la capitale politique une œuvre de réaffirmation. Ce sont des réaffirmations justifiées de la fraternité maçonnique qui la créent. Ils apportent en maçonnerie une mentalité, peut-être pas nouvelle, mais délimitée tout au moins vers les questions politiques. Tout de même ils sont fiers de s'engager avec les obligations qui s'attachent à leur qualité de citoyens. Malgré eux ou plus volontiers ils le font. Il y a dans les Loges une atmosphère particulière, émanant de leur discipline, qui est une sorte d'entrainement à la vie. Ces révolutions ne peuvent, de gaieté de cœur, se retrancher de la communauté. S'ils sont un peu timides à l'extérieur du temple, ils comprennent qu'ils doivent garder dans leur attitude maçonnique une réserve susceptible de leur valoir la considération et la « reconnaissance » des obédiences existantes. Celles-ci ne sont pas des hiérarchies de pouvoir ou l'inverse pour étaler les distinctions. Ils apportent à la vie la liberté de réaction avec cependant l'absence des pressions extérieures, l'absence des pressions de la police, la République les suggère, le respect du Grand Orient et du Suprême Conseil. D'autres pouvoirs sont en fait passés à l'arrière sans aucun avis et les formes des révolutions maçonniques pour fonder l'unité, sous

l'impulsion d'un ancien sénateur de la Seine, le f.^r Georges Martin, une grande force qui produisit le *Grand Harmon*. Cette technique adroite de la *Grande Loge Suprême* pour la conduite de ses relations officielles avec le Grand Orient vint même avec le Suprême Conseil contre lequel elle s'éleva. Ce contrôle entre les cathédrales et les diocèses maçonniques ne s'enrichit d'ailleurs d'ailleurs d'un Suprême Conseil français. Après les propositions et débats qui n'ont pas à être rappelés, le Grand Orient et les Loges libres l'ont reconnu de ses propres mains, se refusant même le droit de tout contrôle sur leurs travaux. La Grande Loge Symbolique fusionnera alors avec les ateliers demeurés fidèles, pour fonder l'obédience qui existe depuis 1904 sous le nom de *Grande Loge de France*. L'Écossisme français se subdivise donc actuellement en deux corps autonomes : *Le Suprême Conseil* qui gère les Hauts Grades (c'est-à-dire les ateliers du 4^e au 33^e degré) et *La Grande Loge de France* qui a sous sa juridiction les ateliers du 1^{er} au 3^e degré.

Il ne faut cependant pas oublier que l'Ordre intérieur, pour mieux faire comprendre les modifications qui s'ensuivront dans l'Ordre de la Frange Maçonnique. Le Suprême Conseil en raison de son caractère d'internationalité et de l'âge de ses dirigeants inamovibles, avait forcément une influence modératrice sur les travaux de ses Loges Filiales. C'était un Sénat qui mettait le pied aux tentatives trop hâtives d'innovation non seulement maçonnique mais encore maçonnière.

Les nouveaux forces de la Grande Loge de France, en succédant aux forces nées des anciennes méthodes en en les débarrassant de l'empêchement du totalisme, pouvaient suivre désormais le chemin du *Séculisme* et le Grand Orient et les Loges libres prenant de leurs propres mains l'antireligieuse et antireligieuses.

De l'anticléricalisme à l'antireligion la courbe avait été insensible. On ne pouvait point la doctrine athée, il faut le préciser pour d'abord que cela n'est pas par les adversaires catholiques. Nous employons le mot calomnie non pas que nous considérons comme un mal le fait d'être athée, mais parce que l'accusation est injuste. Le Grand Orient, en supprimant la formule du Grand Architecte dans l'ordonnance de ses travaux, a peut-être eu tort au point de vue symbolique (parce qu'il était permis à chacun de l'interpréter selon sa convenance), mais il ne l'a fait que pour obéir aux susceptibilités de ceux qui y voyaient un

attentat à leur liberté de pensée. Il se peut que, même envisagé sous cet angle, le geste de l'athéisme ne soit pas la négation de cette démonstration, il n'impliquait pas une profession d'athéisme. Les puissances maçonniques anglo-saxonnes qui l'ont excommunié pour cet acte ne s'y sont point trompées, et elles ont raison. Elles ont raison avec lui ou l'ont blâmé parce que pour elles le Grand Architecte n'a pas, comme l'entendent les francs-maçons écossais, une signification purement symbolique. Elles ont raison parce que les traditions auxquelles il se réfère impliquent la reconnaissance obligatoire de Dieu, tel que l'entendent les Religions. L'Athéisme était admis dans la Franc-Maçonnerie française comme le prouve la présence au XVIII^e siècle de frères comme Helvétius, La Dixerie, Lalande et d'autres, mais il ne fut et n'est nullement une obligation.

Il en va tout autrement de l'irreligion. Et cette entorse aux premiers principes sera pour beaucoup dans l'éloignement que ressentira pour elle une certaine élite, pas précisément croyante, mais qui, pour des raisons de famille ou de respectabilité, se montre rétive à toute originalité d'ordre spirituel.

La mentalité de la Franc-Maçonnerie s'était modifiée en même temps que les institutions profanes se laissaient pénétrer par un esprit démocratique. Elle-même, sous l'influence du libéralisme anglais, avait dans les débuts affiché comme principe l'égalité des hommes, égalité toute spirituelle qui ne comportait nullement pour l'époque une égalité de droits. On était aussi en loge pour l'union des peuples — gentiment. On n'y faisait point assaut de vives diatribes contre les misères des batailles parce que ces maux étaient lointains et n'atteignaient, à part quelques chefs aux pennons blasonnés, que des mercenaires payés pour les affronter. Depuis, le service obligatoire, ainsi que le champ plus étendu des hostilités et la plus grande portée des engins homicides ont développé, par un altruisme proportionné à l'intérêt de chacun, le sens de la religion humanitaire. Jusqu'au milieu du règne de Louis XIV les gens de qualité ne condamnent pas la guerre en soi. La guerre est affaire et plaisir de roi. S'ils sont pour la paix, c'est parce qu'elle ajoute à la douceur de vivre, et que les fâcheuses nouvelles des camps ainsi que les bulletins de victoire se mêlent assez désagréablement aux entretiens des ruelles et aux billets galants.

Mais à mesure que certains pays européens, de par leur situation géographique et l'affaiblissement de leur statut politique, perdaient une certaine mesure de leur relative sécurité, le concept de concorde entre les peuples naît chez leurs élites. La Franc-Maçonnerie en adoptant dans son sein des hommes de toutes les religions par un noble esprit de réaction contre la rivalité des ames états, l'époque en envisageant également la fin des hostilités entre les nations. Sans que la sentimentalité — qui lui a sa propre expression, ce postulat se trouvant d'ailleurs d'un caractère — de son existence.

Alors la Franc-Maçonnerie n'était qu'un club — non un club au sens que lui ont laissé les Jacobins mais selon l'acception londonienne, c'est-à-dire ouvert à des hommes que groupe une conformité de goûts beaucoup plus qu'une conformité d'opinions. Ce ne fut d'abord qu'un jeu — le jeu même permettant pas qu'il en fût autrement. Avec les années, le prestige des lumières et l'appartenance à la Révolution, le jeu cessa d'être uniquement de gastronomie, d'élégance verbale et de bon-faisance pour devenir philosophique.

Mais du jour où la philosophie reprend le droit de s'extérioriser, elle considère comme un devoir de devenir politique.

Malheureusement la politique d'aujourd'hui est la plus désastreuse de toutes, parce qu'elle se doit d'être aux dépens de la foi. C'est pour un Ordre comme la Franc-Maçonnerie le reniement de ses principes, de tout ce qui constitue sa raison d'être.



Les Sociétés Secrètes expriment toujours une réaction contre un état existant. Dans les temps modernes, c'est à l'époque où la République, sous les superstitions les plus secrètes, sortait de l'obscurité. En France, l'incrédulité commence à troubler l'ordre social — qu'apparaît la Franc-Maçonnerie spéculative. Elle prêchait l'égalité. Mais qu'on ne se méprenne pas !, l'égalité de ses membres. Vouloir étendre cette égalité à tous les humains sera plus tard une déviation — une perversion — de ses commandements.

Réfléchissons que précisément parce qu'elles étaient secrètes, ces sociétés étaient en opposition avec l'esprit égalitaire des multitudes. Constituant *ab ovo* un privilège, elles étaient en rébellion contre leur dictature. Elles formaient un bloc cohérent contre l'incohérence des masses. La

Religion prédominante de Russie en excommuniant les franc-maçons, ne s'est pas plus trompé sur ce point que la Révolution française l'ayant fait **les colonnes de leurs temples.**

La Franc-Maçonnerie ne faisait pas d'autre sélection que celle des lettres, vertus et des intelligences. Elle s'efforçait à composer une élite la rendant si elle se composait des compartiments sociaux n'abandonnés par le Christianisme persécuté et reconstitués par le Catholisme persécuteur. **Le discours du chevalier de Ramsay, écrit aux premières années de la Franc-Maçonnerie, tradait nettement la grâce et la beauté de cette ambition.**

Les sociétés secrètes comme la Franc-Maçonnerie que connaît et surveille le Gouvernement, bien d'être dangereuses pour ce dernier, étaient un de ses meilleurs points d'appui. Même la Restauration le comprit, en quoi elle se montre plus avisée que ne le croient ses propres défenseurs. Les royalistes pas plus royalistes que le roi lui. Le fait que l'Ordre perdait par sa chute ne dément pas cette assertion ; il ne le fit pas par des raisons sentimentales, mais sous la pression de l'indignation qui souleva contre les Ordres maçons de Belgique toutes les classes de la société. Qu'une dictature soit de droite, soit de gauche, supprime l'institution, elle se peut élever, mais tout autre régime a intérêt à la laisser vivre.

En la protégeant, Napoléon l'eût certes l'intention de la faire servir, par le canal des loges maçonniques, à la diffusion à l'étranger de la pensée révolutionnaire française. Mais il eût aussi la nette perception du rôle **pacificateur qu'elle pouvait jouer dans l'Etat.**

Que venez-vous faire en loge ? demanda le Vénérable au neophyte. Et celui-ci, répondant à la question, répondit : Je Vénérables passés et s'en va révéler. Cette formule tradit l'esprit de l'Association. Au fond elle n'est rien plus qu'elle n'enverra aucune idée de révolte ; elle ne l'est que pour le monde extérieur, et met le frein de sa discipline à la manifestation de certains caractères. Il y a bien parmi ces derniers des caractéristiques qui consistent de sauvegarder cette discipline, mais leur vertu est bien trop élevée pour servir pour la société du temple, et ils sont bien trop élevés pour se laisser assompler par sa médiocre atmosphère. Rappelons nous le rapport du préfet de police de Louis XVIII, Delavan, protestant contre la franc-maçonnerie. Les loges ont consacré la suppression en même temps de l'Ordre maçonnique qu'elle offrait à l'agitation des Germains.

Cette contradiction apparaît étrangement paradoxale à ceux qui

voient la Franc-Maçonnerie abritant une multitude de mauvais sujets toujours prêts à défrayer ou à asservir les pouvoirs tant religieux que laïques. Les convaincront-ils ? Nous ne l'espérons pas. Qui sait si nous-même, lorsque nous jugeons avec une sévérité étourdie un Ordre comme celui des Jésuites, par exemple, nous ne péchons pas plus par ignorance que par préjugé ? Nous ne le répéterons jamais : il faut tellement connaître une société — ou un individu — avant de pouvoir en apprécier les qualités ou les défauts !

Combien a raison Charles Nodier — pourtant bien peu suspect de partialité à l'égard de la Franc-Maçonnerie — écrivant dans ses *Souvenirs de la Révolution et de l'Empire* :

« Les hommes ne se réunissent jamais que sous l'empire d'une idée d'harmonie, et toutes les fois que vous découvrirez dans le conciliabule le plus suspect un cérémonial convenu, vous pourrez être certain d'y trouver un profond sentiment d'ordre. » (1)

Quand M^e Henri-Robert écrit : « Silencieusement, les Sociétés Secrètes font leur besogne. Elles achèvent de transformer l'opinion... Elles trompent. C'est une grande erreur de croire à « l'action » des Sociétés Secrètes. Nous ne parlons pas bien entendu de celles qui se réunissent pour un but politique et que nous appelons plutôt des sociétés secrètes. Nous faisons allusion à ces associations qui, tant dans le monde antique que dans le monde moderne, ont servi de « divertissement » à leurs adhérents. En effet elles les divertissent, mais elles n'ont rien de l'association profane. Elles leur offrent un asile pour leur pensée et pour qu'cet asile ne fût pas trahi, en soumettant à des épreuves tous ceux qui désirent s'en voir ouvrir les portes. Elles ne constituaient nullement, pas plus en Égypte ou dans le monde grec-latin que dans l'Europe moderne, des groupements de conspirateurs. Ce sont des âmes prises de secret, qui fraternisent, des esprits beaucoup plus desirant d'augmenter leurs connaissances ou de s'acquiescer en profondeur que de se concerter pour un but défini.

Les sociétés secrètes n'ont et n'ont jamais eu de doctrine.

(1) Charles Nodier : *Souvenirs de la Révolution et de l'Empire*, nouvelle édition, avec notes et appendices des notes inédites, Paris, S. P., 2 vol. in-8°, 1907. Il y a une erreur dans la citation aux pages 109 et 110. Il faut lire : « sous l'Empire premier ».

(2) Henri Robert : *Les secrets profanes et secrets*, 1^{re} édition, Paris, in-8°, p. 191.

C'est ce qui leur permit de vivre, sinon elles auraient disparu fatalement avec la défaite ou la victoire de cette doctrine. La Franc-Maçonnerie a subsisté, alors qu'aucune organisation profane à dessein politique ou même économique n'a pu résister aussi longtemps à la poussée des événements, précisément en raison de son idéalisme religieux, de son langage sentimental, de sa philosophie abstraite où ne s'accuse aucune décision d'ordre pratique. C'est pourquoi, au cours de son existence, elle a rallié dans son sein tous les rêves, aussi bien les aristocrates aventureux comme Lafayette que des idéologues naïfs comme ce chevalier de Ramsay nourri de la mystique fœnelonienne. Cela explique d'ailleurs le mal pris en la tenant à la fois les partis d'extrême droite qui la voient sous un jour révolutionnaire, et les partis d'extrême gauche qui ne se soucient pas d'encombrer d'un tolerantisme breuvant ou d'une métaphysique nuageuse la netteté de leurs ambitions.

Voyons la Franc-Maçonnerie du XVIII^e siècle et même dans la première partie du XIX^e, c'est encore une société secrète. Des hommes de valeur l'illustrent, venus de tous les partis pour s'associer à une œuvre commune de régénération française. Si au Grand Orient se rencontrent les plus hauts serviteurs de l'Empire, c'est toute l'ancienne noblesse qui illustre le temple du Rite Ecossais. Des républicains enthousiastes comme Arago condamnent sur les tribunes des royalistes irréductibles comme Thiers et Berryer de l'Assemblée Nationale.

En raison du principe qui présida à son existence, la Franc-Maçonnerie pouvait, en l'établissant non plus sur la volonté d'un Dieu inaccessible, mais sur les impératifs de la Raison, donner une vie nouvelle à la morale chrétienne. Mais le Catholicisme, dès la naissance de l'Ordre, l'a poursuivi de sa haine et a tout fait pour le détourner de sa mission. Pour ne pas avoir à le désavouer il l'a sali. Il continue aujourd'hui à le considérer comme l'un des principaux causes des maux physiques et moraux dont l'Univers souffre. De même il a voulu rejeter la responsabilité du gâchis social dans lequel sa propre doctrine exultait ayant jeté l'Occident, sur le débris du Paganisme, qui fut au contraire un refuge vers la Reforme du Paganisme — sur la Reforme qui n'était pas tant une révolte contre l'enseignement de Rome que contre la corruption de ses moeurs — et qui, au contraire, dans les nations où elle domine encore, contribue à entretenir chez elle les différences sociales qui cimentent leur structure. Si le catholique Voltaire détruit, le protestant Jean-Jacques a la prétention de construire — sur la Révolution française

qui fut l'aboutissement logique de la présence des Catéchistes.

Hélas ! pour résister à ses coups, la Franc-Maçonnerie a fait du réflexe. Pervorte au sens exact du mot) par un élément sans culture qu'elle a laissé imprudemment pénétrer dans ses temples, elle a cessé de faire appel à la seule élite — et l'élite s'est retirée d'elle. Ce fut la catastrophe. Au lieu de constituer une Sur-République qui aurait dérivé de l'excellence de ses chefs les honneurs profanes, forçant class par la foule à l'échelle de sa médiocrité, elle s'est vantée et se vante d'inspirer et de représenter une République — ou plutôt, aussi que dans les régimes évanouis, le nepotisme, la corruption, la gabegie et l'ignorance.

Après avoir été une Société Secrète, puis une société fermée, la Franc-Maçonnerie en arrive à être une société ouverte — comme toutes les sociétés dont le nombre des membres n'est pas limité. On objectera qu'elle prend la précaution de s'assurer des qualités morales des postulants et de leurs opinions philosophiques, mais, en ce faisant, elle ne fait que suivre l'exemple de toutes les organisations qui ne sont pas strictement politiques et professionnelles.

Le Temple s'ouvre à des êtres non plus desirant de se perfectionner mais de collaborer à une œuvre de parti. On se préoccupe moins de leur intellectualité ou de leur moralité que de leurs opinions politiques — et tout homme qui avouerait pratiquer une religion serait inexorablement écarté. Il y a dans cette façon d'agir une perversion non seulement de l'idée de fraternité mais même d'égalité. La démocratisation qui fut suivie par la lettre au moins par l'esprit des l'engue de l'Ordre, entendait que toutes les classes sociales pourraient fournir des ouvriers à l'Art Royal, mais à la condition implicite que ces ouvriers appartenissent — pour employer une expression maçonnique — à leur pierre à l'édifice, et que cette pierre, symboliquement l'élite au grade d'apprenti, se put polir au cours des grades subséquents. Il y eut inévitablement, à partir de la fondation de la République, une altération de ce concept. Démocratisation en arriva à signifier accès de la démocratie aux travaux des loges. Et comme les politiciens, qui prenaient de plus en plus d'importance dans ces loges, avaient intérêt à choyer leurs électeurs possibles, de la démocratie on tomba dans la démagogie.

* * *

Jadis les dangers des chaudières, par tactique ou par conviction, s'opposaient aux empiétements de leurs loges sur le domaine politique. Ils n'y parvenaient pas toujours, mais leur bonne volonté sur ce point ne peut être mise en doute. Nous l'avons bien vu, lorsqu'après la Révolution de Juillet à laquelle les franc-maçons parisiens avaient en grande partie collabore, ils se refusèrent à accorder l'investiture aux ateliers disposés à violer les traditions. Ces Grands-Maitres du Grand Orient, choisis ou approuvés par le gouvernement, et les Grands Commandeurs du Suprême Conseil, que leur situation sociale préservait de toute velléité révolutionnaire, avaient intérêt à ne pas se départir de la neutralité voulue à la fois par l'Etat et par les Constitutions d'Anderson. Il n'en était plus de même sous la troisième République. Les parlementaires prennent une place plus importante dans la direction de l'Ordre, au Grand Orient surtout, et qui, comptant un nombre de membres sensiblement plus élevé que le Rite Ecossais, se trouve entraîné dans le courant de leurs penchants de partis ou de leurs ambitions individuelles. Conséquence fatale : les chefs sacrifient la volonté des frères au lieu de la diriger. Il y est de ce fait un relâchement insensible de la discipline qui finit toujours en s'effondrant. Les ateliers en arrivent non seulement à discuter des questions politiques, ce qui s'était peut être fait depuis le début du siècle avec une sage discrétion, mais à extérioriser leurs sentiments dans des opinions publiques. Sur un événement sensationnel, — chaque fois qu'un libre-penseur tombe ou commémoration d'une victoire républicaine, — comme les groupements dits « de gauche », des ateliers y participent avec leurs membres portant les insignes rituels. Pour le jubilé annuel au Mur des Fédérés des loges n'hésitent pas, dans le *Radical Helldouleur* qui publie leurs ordres du jour, à faire appel à ~~leurs~~ *les* ~~frères~~ *frères* ~~de se joindre aux délégations révolutionnaires~~. Ce n'est pas en vertu de la Franc-Maçonnerie, en temps que corps responsable, qui adhère à ces manifestations — ce sont des moyens ou des ateliers agissant selon leur volonté propre. Mais l'opinion publique ne s'embarrasse pas de ce détail, et les adversaires se gardent bien de le faire. C'est ainsi que les chaudières se trouvent compromises par certaines imprudences que leurs conseils déplorent souvent.

Les empêcher, on le voudrait bien. Deux raisons s'y opposent : la première, sentimentale, qui est dans la peur qu'ont les dangers de

paraître « réactionnaires » aux yeux de ceux qui précisément se sont agrégés à l'Ordre pour « faire de l'action » : la seconde, d'ordre concret, qui est dans les beguins des obédiences. Les temples coûtent cher à entretenir, les conseillers ne détestent pas les voyages d'inspection, l'administration avec son personnel et les paperasses de toutes sortes qu'elle nécessite exige des fonds assez considérables. Le phénomène qui s'est produit dans maintes sociétés, voire même chez l'église catholique, se renouvelle pour la Franc-Maçonnerie. Pour grandir en puissance morale point n'est besoin de beaux symboles, mais si on veut établir une puissance matérielle, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. Et si l'on mécontente les ateliers, si on les met en sommeil, si même on se permet de sévères observations qui risquent d'être mal reçues, on se met dans le cas de diminuer ses ressources.

La Franc-Maçonnerie se trouve ainsi coincée entre son désir réel de rétablir l'ancienne discipline — en laissant toutefois ses ateliers pour de la liberté de pensée et même d'action *interne* que leur veut leur autonomie — et les exigences de son état.

Ce désir de rétablir l'ancienne discipline est récent, mais, comme nous venons de l'affirmer, il est réel. Les chefs et les maîtres avertis ont senti le dommage moral subi par l'Ordre en raison de ses manifestations politiques, souvent intempestives et grossières par une presse hostile, parfois intéressée et souvent de mauvaise foi. Ils voudraient réagir. D'autre part certaines loges, uniquement attachées à des travaux symboliques ou philosophiques, sont mécontentes d'être assimilées aux ateliers où les passions partisans se donnent libre cours. L'article 1^{er} des Règlements Généraux le dit : « La Franc-Maçonnerie n'admet aucune limite à la recherche de la vérité. » Donc cette vérité se doit rechercher, par un échange courtois de toutes les opinions. Il en est toujours ainsi, en ce sens que sur un sujet quelconque les avis les plus divers se peuvent émettre. Sur ce point la discipline intérieure n'a pas subi d'écrou. Ce que l'on ne sait même pas assez et ce qu'il faut le plus exactement constater, c'est le silence parlant dans lequel n'importe quelle pensée est accueillie. Un frère faisant l'apologie de la royauté et même — aussi vrai sera-t-il — que cela soit — de la papauté, qu'aucune voix n'interrompt son discours. C'est d'ailleurs à cette discipline que les franc-maçons doivent leur intelligence de certaines questions et peut-être leur influence sur les milieux profanes — influence attribuée par les imaginations à un mot d'ordre mystérieux venu de sphères supérieures.

Seulement, par cela même que les questions à l'ordre du jour sont souvent d'une actualité brûlante, on ne les examine plus avec sérénité, on s'en remet de Sparte à Sparte sans un atome d'attente — mais avec le souci de leur efficacité immédiate, de « leur rendement ».

C'est pourtant cette discrétion dans le travail — à l'exception de quelques ateliers trop influencés par les étages profanes et n'ignorant pas alors leur obédience — qui avait valu à la Franc-Maçonnerie d'être reconnue par tous les gouvernements s'étant succédé en France depuis sa création. Ceux-ci ne pouvaient raisonnablement lui en vouloir d'avoir été si sage et si prudente, presque cette soumission, ordonnée par ses statuts, témoignage de la neutralité qu'elle devait garder en matière politique.

En faisant corps, au contraire, avec le régime républicain, en s'inféodant à lui, elle en portage les responsabilités et partant, subit le contre-coup des déboires et des malheurs qui peuvent advenir à ce régime.

En Italie aussi la Franc-Maçonnerie avait pris l'habitude de porter son labeur sur la place publique. Cela lui a coûté l'existence.

Ces observations ne cachent aucun reproche. C'est ainsi. Les sociétés ne sont point les maîtresses de leur propre destinée. Comme les peuples elles obéissent à des lois impondérables.

* * *

Maintenant examinons une des raisons — dont elle n'est pas responsable — qui rendent l'Institution actuelle suspecte au regard des gouvernements comme des peuples. Nous entendons parler ici non seulement de la Franc-Maçonnerie française mais de la Franc-Maçonnerie universelle. Son internationalisme spirituel est devenu une trahison. Cet idéalisme humanitaire, qui chez nous — nous l'avons vu au XVIII^e siècle et même sous Napoléon I^{er} — n'était nullement considéré comme blâmable, l'est devenu par suite des récentes circonstances tragiques, par quoi son idéalisme perdait abîm ce sens de l'Humain que dans l'Europe entière l'antidémocratie française avait tellement contribué à répandre.

La guerre de 1914-1918, loin d'avoir eu comme résultat le rapprochement des peuples, fut pour eux un durcissement affirmé par les belligérants de l'Étatisme et qui se traduisait par ce terme pathétique : la dernière guerre. La guerre civile avait porté le sentiment du National. La résurrection de petits États a forcément étendu et amplifié ce sentiment. On

est peut-être pour la Paix, mais dans le cadre renforcé de la Nation. On veut la paix pour soi, non par esprit humanitaire, mais par égoïsme sans la générosité fraternelle que devrait comporter ce concept. Il est à remarquer que tous les régimes à forme autoritaire établis depuis le XVIII^e siècle qui ont été les anciens régimes soviétiques, par exemple en Italie, en Allemagne, en Yougoslavie, en Pologne, en Turquie ont eu des vœux de rechercher les modalités susceptibles de créer une paix perpétuelle, et au contraire exaspèrent le patriarcat des masses, dans le sens le plus originel, donc le plus dangereux du mot. Si le bolchevisme russe, lui, n'est pas hostile à l'idée internationale, c'est malheureusement créée sous un angle combatif qu'il la concevait, pour le triomphe d'une classe et non pour sa seule valeur humaine.

Or cette mentalité, par une loi de capillarité inspirée par l'instinct de défense, a gagné tous les pays. La conséquence en est qu'une société dont le rêve est de détruire les frontières entre les esprits évolués, se trouve en opposition avec l'humour inquiet des faibles et les préoccupations (nous ne disons pas la politique, ce qui pourrait être injuste pour certains) des gouvernements. Ainsi s'expliquent les mesures draconitiennes prises envers la France-Magouerie par tous les pouvoirs d'Etat, eux, et la suspicion dont elle est l'objet, même dans des pays comme la Suisse et la France, qui sembleraient devoir être, par leur statut même, l'asile inviolable de la liberté et des conceptions les plus altruistes.

En outre l'idéalisme marxiste semble presque un anachronisme en un temps où les seules questions d'intérêt animent les collectivités nationales — intérêt qui, même aux heures faussement calmes de la paix, entretient entre elles un antagonisme larvé. On aurait pu croire — et on a cru — que l'interpénétration des peuples, facilitée de plus en plus par les découvertes des savants, aiderait à leur rapprochement. Il leur aujourd'hui de hanter. Alors que le progrès des sciences avait pu servir, sinon à détruire, du moins à atténuer leurs rivalités sentimentales, le progrès des sciences a au contraire accusé et envenimé leurs rivalités économiques — celles-ci plus intransigeantes que les premières.

Ce résultat a, à son tour, déterminé une transposition des valeurs qui est la caractéristique de notre époque. La décadence de la culture gréco-latine, qui contribuait à donner à ce grand peuple agent de l'histoire que constituaient les élites une vue générale des choses, autrement dit une conception philosophique de la vie, n'a fait qu'accroître l'absorption et conséquemment le désaccord des peuples. Les nationalités

prototypes de nos patrouilles, se sont substituées à l'Intelligence. Nous ne pouvons déplorer les loisirs dont jouit aujourd'hui le prolétariat. Ces loisirs, que lui donne la limitation des heures de travail, nous a permis de constater que, l'un de satisfaire à des instincts grossiers comme le prolétariat des observateurs à courte vue, l'ouvrier, abandonnant la hève et l'habitue détente du calaret, s'est de plus en plus adonné à des plaisirs plus relevés, tels que le sport. Mais ces distractions saines, d'un bon aloi, l'ont plus séduit, par leur facilité même, que tout souci d'intelligence. A un certain âge, et alors que l'instruction première n'a pas été très poussée, on préfère le jeu des ruses au jeu de l'esprit. Le mal qui en est résulté — et dont on ne peut pourtant pas incriminer ceux qui le propagent intentionnellement — est que le premier de ces jeux est parvenu à dominer l'autre dans l'estime populaire. Le plus grave encore est que les maîtres de l'heure, qui ont besoin de la foule pour affermir leur puissance, ont applaudi à cette domination. Un Mussolini est un grand foule, certes ! mais comme on sent que l'assidue aux défilés fascistes avec le salut à la romaine l'intéresse plus chez les jeunes gens que l'affermissement de leur intelligence ! Lui aussi fait de l'action. Et pour faire de l'action, un premier prix de gymnastique peut rendre plus de services qu'un fort en thème.

La valeur que s'accroît le sport ajoute à l'élancement de la mentalité et de la moralité générales. Les hommes de notre génération s'étonnent de voir désigner un joueur de pelote basque ; ils ont tort. Demain ce sera le tour d'un coureur qui aura battu le record des kilomètres, du boxeur qui aura consacré le drapeau public, d'une équipe de cyclistes par qui les couleurs d'un pays auront triomphé. L'Etat, en les faisant entrer dans la Légion d'Honneur, ne fera que corroborer justement les suffrages de la multitude. Ils honorent leur nation. Nous disons ceci sans ironie et sans amertume. Nous le constatons simplement pour ajouter à la qualité de notre raisonnement touchant la dépréciation que subissent les sociétés idéologiques — qui se tiennent à l'écart de ces manifestations.

On prétend que le sport rapproche les peuples parce que ses observateurs s'affrontent sur le stade ou le long des routes en observant loyalement une courtoise discipline et sans que leur nationalité semble entrer en jeu. Mais il n'y a qu'elle qui soit en jeu ! On ne se contente pas de proclamer le vainqueur, on érige le drapeau de sa patrie, et c'est celle-ci qui gagne. Les foules conviennent : « L'Allemagne a battu la France par

7 points contre 5 » ou toute autre formule par quoi l'orgueil national se trouve exalté.

Au contraire — et c'est à cette comparaison que nous voulons arriver — le ~~de l'homme intellectuel ne connaît pas de frontières. Il constitue~~ le patrimoine de l'humanité. Il n'y a point entre les esprits qui l'occupent ~~favorable pour collaboration. Il n'est que les élites qui constituent~~ qui puissent élargir la compréhension et l'accord des individus ; les élites collectives ne peuvent au contraire qu'abaisser les âmes et exalter les instincts.

Les rêves étoilés s'éteignent avec la disgrâce de l'humanisme.

Qu'en ne nous dise pas que cet internationalisme, poursuivi par cet humanisme discrédité, va se réaliser par la victoire du constantisme. Admettons cette victoire. C'est par une fausse optique qu'elle nous semble impliquer la fraternisation des peuples ; le Tiers-Etat, pour avoir conquis depuis des âges la suprématie dans l'Europe presque entière, n'a pas pour cela supprimé l'antagonisme de leurs intérêts et de leurs sentiments. Le Quatrième-Etat se heurte en croyant que, lui, le fera disparaître ; il ne réussira qu'à l'aviver. Cette proclamation d'un bonisme qui juge les événements en philosophie n'est nullement inspirée par un **parti-pris de malveillance.**

Il ne s'agit pas ici d'établir une discrimination entre les classes et de diminuer la qualité sociale des « matériels » par la glorification de la seule intellectualité. Un combattant est l'égal d'un écrivain et il lui est supérieur s'il met une conscience plus grande dans l'exercice de son métier. Mais le fait que des nations — et de grandes nations — abandonnent leur sort aux mains de chefs qui non seulement méconnaissent la valeur de cette intellectualité mais qui affectent de la mépriser — précisément parce que son caractère international peut contraindre leur chauvinisme et, en révélant l'étroitesse de leur ambition, montrer la faiblesse de leur culture et attenter à la sécurité de leur puissance — témoigne du recul que subit la civilisation. Combien révélateur ce geste réactionnaire de l'athéisme livrant au feu non pas les livres d'intégrité mais seulement ceux dont la destruction semblait inopportune) **mais les ouvrages de méditation !**

La civilisation en effet, comme le constatent déjà Chateaubriand il y a plus d'un siècle, ne consiste pas dans le matérialisme plus ou moins perfectionné des moyens d'existence, mais dans la qualité des esprits. C'est ~~cette élite d'élite qui fut approuvée par Bonaparte. Elle le fut à son~~ ~~systematiquement mal interprété.~~ lorsqu'il osa élever « la faiblesse de

la France à l'insouciance, à la France Maçonnerie qui prétend l'entretenir par ses rites et ses dogmes de la raison — nous disons « qui prétend » pour qu'on ne s'alarme pas par des exemples mal choisis, et de trop faibles d'ailleurs, car rien par cette prétention suffit à la rendre respectable — ne peut donc retarder notre époque de régression en la Force reprend peu à peu son emprise sur la Pensée.

* * *

Pour en revenir à la Franc-Maçonnerie française, examinons son cas au point de vue plus pratique. Après avoir critiqué, il faut comprendre. Le passage de M^{re} Juliette Lambert, dans *Mes premières années littéraires et politiques*, explique que l'antichristisme des loges et d'une certaine élite se confondait avec la politique d'opposition à l'Empire, nous fait comprendre l'évolution qu'a suivie l'esprit de l'Institution. L'avènement de la 3^e République l'intéresse d'abord — et nous devons dire un peu verticalement en la vue, elle n'avait pas eu à se plaindre des procédés toujours courts du gouvernement à son égard — parce que cet avènement permettait d'annihiler la puissance des cléricaux qui l'avaient, eux, toujours osé de la combattre. Seulement la pente était facile. A briser la combatte l'ignorance du Clergé, c'était se rendre des affaires publiques. Il est difficile de limiter les effets d'une collaboration. Toute une partie du peuple aussi en vint aux cures. Il serait hors de propos de s'occuper d'analyser les modalités de cette hostilité ; nous n'avons eu qu'à examiner l'acte initial de l'union qu'avait la Franc-Maçonnerie de répondre aux attaques continues de la catholique. Or c'est sur ce point que l'on s'efforce pour mener le combat jusqu'à la victoire. Pour le garantir de l'assomoir la cause. Et pour l'assurer il n'est pas de meilleur moyen — mais quel moyen de guerre ? — que d'ouvrir la porte du Temple à ceux que l'on appelle « les travailleurs ». Peu à peu on envoie les prolétaires, non plus en raison de leur culture ou de leur profession, ce qui veut dire l'élite, mais en raison de leur être personnel, ce qui est différent. Cette démocratisation, envahissant peu à peu les loges, a forcément contribué à changer leurs préoccupations, à donner à leurs travaux un but pratique. La classe ouvrière a des revendications à faire valoir ; la Franc-Maçonnerie, sous prétexte de régner sur le monde, agit pour la classe à les faire triompher. On n'est plus seulement dans la parole, mais dans l'action. Et — fin de l'action —

cette formule impie — est chaque jour répétée par des frères qui, dans leur ignorance du passé de l'Ordre, sont persuadés continuer la tradition **des aïeux — des grands aïeux qui préparèrent la Révolution !**

On comprend nettement en comment une légende, jointe à l'influence du heidement évitable des événements politiques, a pu justifier cette mentalité.

* * *

La Frane-Macconnerie a deux de ses premières et incessantes aspirations : l'indisutellement. Lui etant il possible de suivre un autre processus ? La est la question. Quand la hiérarchie des classes, cessant d'être basée sur la Coutume ou sur le mérite, ne dépend plus que de la fluctuation des fortunes — une société comme la Frane-Macconnerie, qui n'a d'autre degré que la valeur morale pour limiter son recrutement, se voit obligatoirement le choc des rivalités politiques. Et par une pente aussi inévitable que fâcheuse, il est arrivé que ses membres, en trop grand nombre, n'y ont apporté leur activité qu'en fonction de leurs soucis profanes.

Est-ce que l'Académie française n'ouvre ses portes qu'à une élite intellectuelle et n'est-elle pas souvent influencée dans ses choix par des raisons qui ressortent beaucoup moins de la culture des candidats que de leur situation sociale ?

Qui aurait prédit aux pauvres maîtres des Catacombes les cathédrales où leur âme s'est peignée, et la Rome impériale où, prise par la papauté, Suivons le Christanisme depuis le temps où il poursuivait les infidèles jusqu'à nos jours où l'archevêque de Paris coudoie avec aisance en des circonstances officielles le grand roturier de France et le protestant protestant en qui s'incarne pourtant l'impardonnable révolte de Luther.

Les premiers Chrétiens, par la voix des apôtres, firent grand aux interprètes du paganisme d'avoir des statues dans leurs temples parce que toute représentation humaine du Divin ne pouvait être qu'effrayante et d'essence démoniaque. Depuis ?... Ils leur reprochaient de spéculer sur la croyance de leurs frères pour priver par leur grossièreté à leur quête dans les boutiques. Tertullien raille « la religion mendicante ». Depuis ?... L'Eglise primitive eut-elle toléré cette exploitation de la crédulité, véritablement scandaleuse au regard de tout esprit impartial dont nous constatons les expédients non seulement dans les villes de pèlerinage, mais dans ces prospectus — qu'accompagne un mandat-

carte à remplir — où on nous fait grâce d'un siècle de purgatoire si nous faisons dire une messe pour un quelconque pécheur ou si nous consentons à racheter une portion de chinois ou un nègre tout entier ? Que de dignitaires de l'Eglise s'offensent eux-mêmes de cette triste mendicité ! Réagir ? Ils ne le peuvent pas. Quand la quantité s'est substituée à la qualité, il est impossible de reconstituer celle-ci. Même si la chose se faisait, il faudrait que cette qualité se suffise à elle-même, qu'elle vive — et pour vivre elle transigera fatalement avec sa sévérité. L'Eglise peut-elle renoncer à ses richesses ? La Franc-Maçonnerie à sa puissance ? Troquer ces biens tangibles contre des richesses et une puissance *purement* morales ? Les temps de pure beauté sont révolus. On ne lit plus les poètes...

Que dire aussi de cette aristocratie actuelle qui affiche son mépris pour la Franc-Maçonnerie. Les petits-fils des seigneurs, qui ne dédaignent pas d'exposer leur blason à la clarté de l'étoile flamboyante, s'écrient pour excuser ce péché de l'aïeul : « mais il était du Rite Ecossais ». Ce correctif ne constitue à leurs yeux qu'une circonstance atténuante. D'ailleurs la Franc-Maçonnerie n'est pas ce qu'elle est aujourd'hui. » Cette aristocratie pourtant, à quel examen de conscience devrait-elle se livrer avant de condamner la prétendue *maçonnerie* d'aujourd'hui qu'avait été la Franc-Maçonnerie en la jugeant digne de sa réputation ? Elle ne peut le faire que par le froid de la répandre sur elle les tristesses du passé. Elle ne peut le faire que par certains de ses membres, dont les grands noms parfois ont ébloui le passé.

L'Eglise aurait dû... la Franc-Maçonnerie aurait dû... l'Aristocratie aurait dû... Sottises. Nous obéissons à l'injonction du bateleur impérieux : « Suivez la foule. Suivez la foule. » Tous, nous suivons la foule — en nous reprochant réciproquement notre panurgisme.

* * *

Tous — religieux et laïques — se gargarisent avec le grand mot d'Humanité. C'est au nom de l'Humanité qu'ils se déchirent. Contradiction ? Non, ils sont logiques. En somme l'humanité c'est eux et *leurs pareils*. Il n'y a pas une ombre d'ironie dans cette constatation. Nous jouons avec les mots en n'en voulant percevoir que le mirage sans consentir à en rechercher la profonde et parfois tragique signification. Le mot Fraternité a-t-il vraiment jamais pris cette acception sentimentale qu'il nous plaît — aveugles volontaires — de lui accorder ? N'exprime-t-il pas

toujours en vérité cette solidarité complice de gens qui vivent ou qui pensent de même — en dehors et à l'exclusion de tous les êtres d'une autre mentalité ? Quand les religieux — quelle qu'ait été leur église — se débattaient en protestant l'amour du prochain ils entraient sans cesse en la voie d'un prochain. C'est de la grâce pour un chrétien de secourir un hérétique, pour un juif d'épouser une catholique.

Quand les francs-maçons passés maîtres sont appelés à connaître le fameux geste de détresse qui peut, en certaines occurrences, les tirer de graves pas, il leur est bien recommandé de ne le point divulguer aux « profanes ». C'est pour leur usage à eux — pas pour les autres. On s'apitoie dans tous les pays sur les morts de la guerre, mais si ce n'était pas un admirable motif de commandement est-ce que chacun d'eux ne ferait pas l'impossible pour empêcher le retour des assassinats collectifs ? Au fond tous sentent — sauf à l'endroit de leurs proches toujours — que la formule « la vie humaine est sacrée » est un dicton mirlitonesque qu'on répète sans y croire. Voyez à quel taux s'évalue un crime en cour d'assises si le meurtrier a quelque tenue ou excelle aux émouvants repentirs. On a sapé l'idée de patrie avec l'idée d'humanité comme si ce dernier concept devait aboutir à la réalisation d'un accord universel. En réalité on a camouflé d'hypocrisie l'idée de lutte en la rendant, avouons-le, plus *intelligente*. La Patrie provoquait la bataille entre des peuples d'usages et de langues différents — mais aujourd'hui l'humanité laïque spirituelle ou même des métiers ont rapproché nous ne dirons pas des nations mais des hommes de ces mêmes nations, il se trouve que les *fraternités* s'établissent par delà les frontières. Ainsi ce sont ces fraternités qui, après les clans, les tribus, les patries, subdiviseront l'humanité. Mais pas plus que les patries n'ont aboli la rivalité des tribus, le stade mondial — appelé ainsi pour le caractère de la démonstration — ne détruira la haine. [Dieu existe pour toutes les confessions, et c'est pourtant au nom de Dieu qu'elles se sont éperdument combattues.

C'est une évolution nouvelle, à peine ébauchée, de la civilisation. Si les patries existent à l'heure actuelle en l'empire de nous, cette l'humanité est le résultat d'une lutte et les nations sont les premiers pas des « fraternités » qui peu à peu se substituent aux entités anciennes (de l'humanité de l'humanité et de l'humanité, car patrie est le mot). Il y a, par dessus les règnes, les nations, les soldats, les hommes de la force, des artistes, des intellectuels, des travailleurs. « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous » ! La Franc-Maçonnerie a été la première

les hommes. Elle devait se heurter à l'internationalisme catholique ayant comme objet la communion de tous ses *fidèles*. La divergence de leurs ambitions impliquait leur rivalité sur le plan politique. Dans ces conditions, il était impossible que la Franc-Maçonnerie ne profitât pas des circonstances plus libérales qui lui en donnaient la possibilité, pour contrebalancer activement la puissance de ce Clergé qui avait tout fait pour la déshonorer et empêcher son expansion. Cette combativité était et est contraire à ses traditions. Certes ! Mais les sociétés sont comme les individus. Qui de nous a réalisé le but idéal qu'avait entrevu sa jeunesse ?

Nous le répétons, il n'y a point de polémique dans ces constatations. Elles n'ont d'autre objet que d'amener les intelligences à une saine appréciation des choses. Elles n'excusent nullement l'évolution de la Franc-Maçonnerie, elles l'expliquent. Nous avons suivi les étapes de cette évolution en analyste curieux qui ne laisse pas la sympathie ou l'antipathie obscurcir sa vision. L'Ordre pouvait-il réagir contre les grands courants qui l'ont fait dévier de sa route ? Dire aujourd'hui « il aurait pu agir de telle et telle façon »... C'est l'esprit de l'escalier. Si l'Ordre a subi l'influence des forces du trop-plein, c'est un indice d'infériorité intellectuelle, celle de leurs adversaires systématiques est au point de vue philosophique moins estimable encore.

L'Autorité est un dissolvant de l'intellectualité — et de la morale. La Franc-Maçonnerie a subi cette loi inéluctable. La domestication que nous lui avons imposée a fait perdre à l'Ordre son caractère d'indépendance et de domination. Epictète esclave demeure un homme libre. Un homme libre au pouvoir devient un esclave.

En lui permettant de penser et en lui interdisant de parler, les régimes dits réactionnaires ont contribué à donner à l'Ordre un indiscutable prestige. L'émancipation que lui a permise la République a adultéré ce prestige. Il fait de grands efforts pour remonter la pente. Des frères de bonne volonté s'y emploient qui, selon la parole rituelle, gémissent en espérant. Déjà des intellectuels nombreux, tentés par ce mode d'excelsion qu'offre la Franc-Maçonnerie — la seule Société qui permette et impose la liberté de discussion sur tous les sujets — reprennent le chemin de ses temples. On voudrait apporter au recrutement un soin plus attentif, mais comment concilier ce désir avec l'autonomie des loges ? Il faudrait, puisqu'aussi bien la qualité d'un franc-maçon engage aux yeux profanes la

Franc-Maçonnerie, que les obédiences se substituent à leurs adeptes pour le choix même de leurs néophytes.

Dépensé le présent, des événements récents ont prouvé l'absence de l'âme, l'absence d'avenir et de toute prise d'initiative et que ce porteur de dards sacrés est la religion dénuée de l'esprit de combat et ne que, en fait, tous les groupements quels qu'ils soient, la peur de l'impopularité, la sentimentalité qui fait remonter graduellement les principes à l'édification des athlètes d'aujourd'hui. Les dévotionnels à la grande religion seraient peut-être plus intéressés à la grande démonstration intérieure.

Mais changer de méthode, se refuser à toute extériorisation, se cantonner dans le seul domaine de la pensée ?

Aujourd'hui où sa tâche combative contre toute oppression de la conscience — légitimement assise aux premiers temps de la République — est reprise (d'ailleurs avec une efficacité plus grande) par tant de groupements profanes, la Franc-Maçonnerie peut-elle retrouver la « Parole perdue », la féconde Sérénité ?

Un immense point d'interrogation se pose.

La Franc-Maçonnerie est dans l'Etat.



PIECES ANNEXES

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

SENTENCE DE POLICE

du 14 Septembre 1737, qui défend toutes sortes d'Associations, et notamment celle des Freys Maçons, et à tous Traiteurs, Cabaretiers et autres de les recevoir, et qui condamne le nommé Chapelot en mille livres d'amende et à avoir son Cabaret muré pendant six mois, pour y avoir contrevenu.

Sur le rapport à Nous fait à l'Audience de la Police par M. Jean Polespuy, Conseiller du Roi, Commissaire en cette Cour, plaignant de ~~infraction~~ **qu'au préjudice et contre les dispositions précises des Ordonnances du Royaume et des Arrêts du Parlement, qui défendent les Associations et toutes sortes d'Associations non autorisées, il se devoit tenir une Assemblée** très nombreuse chez le nommé Chapelot, Maître et de Van à la Rappe, à l'écurie de Saint-Bonnet, sous le drapeau d'une Société de Freys Maçons, les Commissaires s'y étant transportés le dix-neuf du présent mois sur les neuf heures et demie du soir, avec le Scur Vautel, l'except de la Cour, cette nuit-là de la Rappe chez ledit Chapelot, ont été arrivés avec la perte de sa maison, il auroit vu un très grand nombre de Personnes la plupart desquelles avoient tous des tabiers de pourpoint devant eux et un cordon de soie blanc qui passoit dans le col, au bout duquel il y avoit attaché divers autres objets, aux autres une tige de fer, d'autres une épée et d'autres d'autres servent à la Maçonnerie, une table dressée dans un grand salon et d'autre part de la table il y avoit une très grande quantité de couverts, très grand nombre de tables et de carrosses tout remplies de monde, pendant lequel temps étant allé en premier lieu à quelques uns des dites Personnes ayant l'estri-

Par lequel ledit Commissaire leur ayant fait entendre le sujet de son transport, et représentant que ces sortes d'Assemblées n'étoient pas permises, une d'elles à lui inconnue lui auroit répondu que lui et ceux qui composoient ladite Assemblée ne croyoient pas faire mal, ayant ensuite fait avertir ledit Chapelot qui étoit dans sa cuisine de venir lui parler, et y étant venu, il lui auroit communiqué le sujet pour lequel il recevoit chez lui une pareille Assemblée contre les Loix du Royaume, les intentions de Sa Majesté et les Arrêts du Parlement, et après l'interrogé de lui déclarer les noms et quantités de ceux qui étoient de ladite Assemblée, lequel auroit répondu qu'un Particulier à lui inconnu étoit venu se faire servir à table sans lui dire pour qui; qu'il y avoit dans son salon une table pour eux une table de cinquante couverts; qu'il ne savoit les noms ni les qualités des Personnes qui étoient chez lui, qui composoient ladite Assemblée, et qu'ils fussent défendus, que si cela avoit été à sa connaissance, il se seroit tenu d'être de garde de les recevoir; dont du tout lui Commissaire a fait dresser le dit jour procès-verbal, du contenu auquel Nous avons référé le lendemain onze dudit mois de Septembre, Nous aurons ordonné que ledit Chapelot seroit assigné ce jourd'hui samedi à l'Audience de l'après-midi à la requête du Procureur du Roi, pour répondre sur le rapport qui sera fait contre lui, en exécution de laquelle Ordonnance lui Commissaire a fait assigner ledit Chapelot à comparoir à cette présente Audience par l'exploit de Joseph Agnus, Huissier à Verge audit Châtelet en date du jour d'hier;

Sur quoi Nous, après avoir ouï ledit Commissaire Desbarnay en son rapport et N. H. Homme-Monsieur Maître d'Aligre, Avocat du Roi en ses conclusions, avons d'iceux défaut contre ledit Chapelot non comparant, quoique dûment appelé, et pour le profit disons que les Arrêts du Parlement, Sentences et Jugemens de Police soient exécutés selon leur forme et teneur, et enjoignons à toutes Personnes de tel état, qualité et condition qu'elles soient de s'abstenir de former aucune Association, sous quelque prétexte et sous quelque dénomination que ce soit, et notamment sous celle de Freys-Maçons, et ce sous les peines portées par lesdits Arrêts et Jugemens. Faisons pareillement très expresses inhibitions et défenses à tous Franch-Maçons, Cabareters, Aubergistes et autres de recevoir lesdites Assemblées de Freys-Maçons, à peine de mille livres d'amende et de fermeture de leur boutique pour la première contravention, et d'être poursuivis extraordinairement en cas de récidive. Et pour par ledit Chapelot avoir tenu ladite Assemblée de Compagnie de Freys-Maçons, le condamnons en mille livres d'amende envers le Roi; disons que son Cabaret sera fermé et muré par lesdits Franch-Maçons, qui en excuseront à la requête du Procureur du Roi, pour suite et diligence du Receveur des Amendes, dont exécutoire lui sera délivré; et pour lesdites peines de la présente assignation nous avons adjugé audit Agnus, Huissier, cent sols pour l'Assignation par lui donnée. Et sera notre présente Sentence exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans prejudice d'icelles, imprimée, lue, publiée et affichée par tous les carrefours et lieux ordinaires et accoutumés de cette Ville et Fauxbourgs de Paris, et notamment à la porte dudit Chapelot. Ce fut fait et donné par Messire

REST HERAULT, Chevalier, Seigneur de Fontaine-Labbie et de Vaurresson,
Conseiller d'Etat, Lieutenant General de Police de la Ville, Prevôte et Vi-
comte de Paris, tenant le Siège de l'Audience de la Grande Police au Lt Clé-
tchet, les jour et an que dessus

Signé :

HERAULT,

MORFAL,

MENARD, Greffier (1).

(1). *Journal de la Police, ou l'Administration, police et force de la police générale de
des villes, bourgs, paroisses, et seigneuries de la campagne* Paris, 1778, 2^e édit.,
p. 11, 12 et 13.

PROCÈS-VERBAUX

des Commissaires chargés d'instruire la dénonciation du curé de Charonne touchant une prétendue loge maçonnique de l'endroit (1743)

LETTRE DE M. DE ROCHEBRUNE AU LIEUTENANT GÉNÉRAL DE POLICE.

Monsieur,

Suivant vos ordres je me transportai hier sur les neuf heures du soir au Châtelet de Charonne avec le Sieur Réville sans y avoir remarqué rien de ce que vous aviez fait le curé de ce village. Après notre opération nous allâmes à la messe et je remarquai visiblement dans ses discours son animosité contre le Sieur Bardin et que la vengeance seule l'avoit porté à lui jouer cette pièce. Ce curé ne s'en étoit point entendu parler passé pour prêcher la charité du prochain et pour ne la pratiquer guères. J'ai cru nécessaire de vous envoyer une expédition de mon procès verbal où je rapporte mot pour mot la conversation que nous eûmes avec le charitable Pasteur et dans laquelle il est convenu qu'il avoit été instruit que le Sieur Bardin étoit de retour à Paris.

J'ai l'honneur d'être avec un dévouement sans réserve et le plus profond,
Monsieur, votre très humble et très obeissant serviteur.

Ce 23 décembre 1743.

Signé : DE ROCHEBRUNE

L'an mil sept cent quarante trois le Dimanche vingt deux Décembre 1743 Les sieurs de son Excellence Messrs Agnan Philippe Michel de Rochebrune avocat au Parlement, Conseiller du Roy, Commissaire au Châtelet de Paris, en exécution de l'ordre de sa Majesté à nous adressés aujourd'hui par Messrs le Lieutenant Général de Police pour nous transporter au Château de Charonne à l'effet de nous y saisir de marchandises de contrebande et d'autres effets appartenant au dit curé, lequel qu'y occupe le Sr Bardin dont nous dressâmes procès-verbal, nous nous sommes transporté avec les sieurs Louis René de Gastaignaldes et Pierre Leval exemptés de la prévosté générale des monnoyes, et ayant fait arrêter vis à vis le presbitère du d. Charonne les deux carrosses dans lesquels nous étions venus avec les d. Srs de Gastaignaldes, Leval et le portier qui devoient les accompagner et leur prêter main forte nous sommes allés dans le dit carrosse avec les d. Srs de Gastaignaldes et Réville, et après avoir vu le Procureur général la face du d. Château qui regne dans

la d. rue, nous nous sommes arrêté de terre en terre et nous avons pris le parti de pour contourner si nous n'entendons point de bruit dans le d. Château et étant parvenu à la porte principale d'entrée du d. Château nous y **avons fait sonner plusieurs fois, et au bout d'un quart d'heure ou environ** est survenu un particulier qui nous a demandé au travers de la porte ce que nous demandions et instruit par nous que nous voulions parler au S^r Bardin Prevot c^h du d. Charente, et occupant un appartement dans le d. Château il nous a répondu que le d. S^r Bardin n'y étoit point, et qu'il étoit retourné **aujourd'hui sur les trois heures de relevée à Paris où il demeure rue Guillaume, isle et paroisse St Louis**, et sur les instances répétées par nous faites que nous savions que le d. S^r Bardin n'étoit point retourné à Paris d'où **nous venions pour lui parler, le particulier nous a ouvert la porte, et nous** avons remarqué que le d. particulier qui a dû se nommer Jean Vincent garde-meur de Mons^r le marquis de Seneceourt à qui appartenoit le d. Château et qui nous a conduits par la précipitation qu'il avoit eu d'accourir à la d. porte lorsqu'il avoit été éveillé par la sonnette, attendu qu'il nous a assuré qu'il étoit certain et led. Gilbert étoit de voir entrer quatre personnes nous a demandé ce que **nous venions faire dans led. Château, dans lequel on ne peut entrer à des heures indues, et malgré ceux à qui la garde en est confiée qu'avec des ordres supérieurs ; et nous comm^{te} nous étant fait connaître au d. Gilbert et que nous venions en ex^{te} des ordres de Sa Majesté y faire une perquisition de toiles et de marchandises prohibées qui devoient s'y trouver nous l'avons sommé de nous conduire à l'instant au corps de logis ou appartement qu'occupe le S^r Bardin, et étant parvenu sous le dessous de la porte cochère par où entre le d. S^r Bardin pour aller à son appartement nous avons observé que toutes les portes en étoient fermées et que qu'attention que nous ayons prise à diverses reprises nous n'avons entendu aucun bruit, ce qui n'auroit pu arriver si le d. S^r Bardin eût été dans son appartement avec quelques personnes, par deux raisons la première à cause du calme de la nuit ou l'on distingue le bruit le plus léger, et la seconde parce qu'étant entré par la porte principale du d. Château et assés éloigné de celle du d. S^r Bardin nous ne pouvions donner aucuns soupçons de notre arrivée et avant d'aller voir la femme du d. Gilbert nous l'avons questionné en particulier au sujet du d. S^r Bardin qu'elle nous a dit être parti au matin sur les trois heures de relevée pour retourner à Paris, ce qui s'est trouvé conforme à ce que nous avoit dit son mari ; et craignant que le d. S^r Bardin ne put être dans le ~~Château, nous avons continué de le chercher dans les autres appartements~~ lequel étant survenu a ouvert la porte d'entrée du bâtiment où il ne nous est point apparu la moindre apparence que l'on y étoit une Assemblée et étant sorti du Château nous nous sommes rendu sur les onze heures du soir ou environ au presbitero et avons parlé au S^r Curé Gregoire curé du d. Charente que nous avons trouvé dans son cabinet au premier étage nous l'avons déclaré que nous venions d'examiner si le d. S^r Bardin étoit dans son appartement, et que nous avions reconnu tant par les aveus et déclarations semblables du d. Gilbert et de sa femme que par l'attention que nous aurions eu de le découvrir qu'il n'y étoit point ; Et à l'instant le d. S^r Curé, sur le**

avec lequel se promenant avec j'y en ai l'assurance sans doute par notre arrivée, nous a dit en ces termes qu'il y a environ trois ans, se promenant une après-midi dans le jardin du d. Château de Charonne il y vit arriver plusieurs personnes avec de belles voitures il y avait beaucoup de vaisselle d'argent et beaucoup de gens de bien grand repas ; que curieux de savoir le motif de ce festin il alla s'en informer et y a été si bien informé le lendemain à celui qui étoit dans le jardin du d. Château lequel lui a dit de pouvoir lui donner aucune information sur ce qu'il avoit pu entrer dans l'appartement du d. S^r Bardin ; que le lendemain s'étant adressé à lui et s'informa à qui il avoit donné la veille un grand repas ; que le d. Sieur Bardin sans en faire alors de mystère lui répondit que c'étoit une réception de frey-maçons, qu'il n'y avoit rien contre le long de l'Etat ou contre les bonnes moeurs ; que pendant qu'il étoit pendant que l'on célébroit la grande Messe il a été étonné de voir à la Stalle où il se met à vespres, un particulier qu'il n'a pu reconnaître et qui étoit d'une vie courte, que son vicaire à qui il s'est informé qui étoit ce particulier lui a dit que c'étoit le Sieur Bardin, que dans la conversation le d. S^r vicaire a encore dit à lui curé que le nommé Louis marchand de vin dem^r à Paris rue des Gravilliers lui avoit dit en ces termes le jour d'hier, le S^r Levé architecte sera reçu demain l'frey-Maçon dans vos quartiers, duquel discours lui curé avoit inféré que la réception pourroit s'en faire chés le Sieur Bardin qui sans cela ne seroit point arrivé à Charonne à cause du brouillard et du mauvais tems qu'il faisoit, que lui curé ayant donné ce jour-là à l'heure d'après-midi, et le soir Hardy procureur au Ch^{et}, il s'étoit entretenu avec eux au sujet des Frey-Maçons ; qu'après vespres il avoit envoyé un domestique au d. Sieur Gilbert jacobin du d. Château auquel il avoit demandé comment se portoit le Sieur Bardin, que le d. Gilbert lui avoit dit être retenu à l'aspe^r pendant qu'il étoit à l'aspe^r des vespres, que soupçonnant malgré cela qu'il étoit que le d. S^r Bardin étoit dans son appartement pour la réception du d. S^r Levé, il s'étoit déterminé d'avoir l'honneur d'écrire à monsieur le Lieutenant Général de Police sur les cinq heures du soir ou environ, qu'il y avoit une réception de Frey-Maçons chés le d. S^r Bardin et qu'il falloit garder avec beaucoup de soin les deux portes du d. Château donnant sur la rue ; que le porteur de la d. lettre étoit revenu à Charonne sur les sept heures et demie du soir lui rendre réponse de son message ; que sur les dix heures du soir il étoit allé au d. Château de Charonne dont il avoit pris les maîtres pour les envoyer à Mons^r le Lieutenant Général de Police, soupçonnant disoit-il qu'il y avoit des Frey-Maçons, après le récit du d. S^r Gilbert nous lui avons déclaré que les deux carosses qui lui avoient causé de l'inquiétude étoient ceux qui nous avoient amené au d. Charonne ; et nous avons remarqué dans les voitures et dans les voitures qu'il y transportoit l'atmosphère la plus marquée contre le d. Sieur Bardin et que c'étoit plutôt pour la satisfaire que par le motif de l'aspe^r et qu'il étoit qu'il vouloit faire régner dans la paroisse qu'il avoit écrit contre le d. S^r Bardin à Mons^r le Lieutenant Général de Police, lequel a été parvenu à Charonne en ayant mis en partant de trois récepteurs pendant qu'il ne nous avoit entretenu que de celle arrivée il y a trois ans et de celle par lui soupçonnée ce jourd'hui.

Dont et de tout ce que dessus nous avons dressé le p^{er} procès-verbal pour servir et valoir ce que de raison, et ont signé en notre minute.

Signé : MICHÉ DE ROCHEBRUNE

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'en conséquence de l'ordre du Roy dont vous avez bien voulu me charger le 22 du courant à huit heures du soir, sur la dénonciation que vous avez faite le S^r Grégoire, curé de Charonne, nous nous sommes transportés, le S^r de Gastaingnalde et moi y accompagnés de M. le Commissaire de Rochebrune et de six archers au d. lieu de Charonne, où nous avons fait avancer nos deux carrosses vis à vis l'Eglise et avons été nous placer autour et aux deux portes du Chateau pour découvrir si nous trouverions ou entendrions quelque chose de ce qui vous avait été dénoncé ; mais après y avoir resté demi heure sans rien voir ny entendre nous avons sonné à la maîtresse porte du Chateau l'autre et est gardée par l'un de nous et nos archers, laquelle nous ayant été ouverte par le concierge parlier du d. Chateau nous luy avons demandé où étoit le S. Bardin il nous a répondu qu'il n'y étoit point, qu'il étoit party à trois heures pour Paris, après quoy M. le Commissaire s'étant fait connaître et ayant dit au d. concierge le sujet de sa mission, nous nous sommes fait conduire à l'appartement qu'occupe le d. Sieur Bardin dans led. Chateau que nous avons trouvé fermé à la grosse clef de même que la porte de la basse-cour donnait sur la rue sans trouver aucun vestige n'y trace de ce que nous allions chercher, après quoy le concierge nous a conduit et ouvert les portes des appartemens du d. Chateau où nous **n'avons rien trouvé, et au sortir du d. Chateau nous nous sommes** transportés chez le d. S. curé du d. Charonne qui nous a dit qu'il avait envoyé prendre les numéros de nos deux carrosses croyant qu'ils ne nous appartenaient pas et qu'ayant sceu que le d. Sieur Bardin étoit à la messe de paroisse il avait demandé quelle raison l'amenoit au village par le mauvais tems qu'il faisoit et qu'ayant appris du nommé Louis la' de vin rue des Gravilliers qu'il devoit y avoir une assemblée de freymassons qui se devoit faire dans son quartier, luy Curé avait soupçonné que c'étoit chez le d. Bardin et Vous en avez écrit attendu qu'il sçavoit qu'il s'y en étoit fait une il y a trois ans. **Pendant toute la conversation du d. Sieur Curé nous nous sommes** aperçus de même que M. le Commissaire que tout ce qui l'avait fait agir étoit l'animosité qui regne entre luy et le S. Bardin avec lequel il est convenu qu'il étoit brouillé depuis quelque tems.

Signé : REVILLE, DE GASTAINGNALDE.

III

PROCÈS-VERBAUX

des interrogatoires subis par les Francs-Maçons arrêtés en mars
1744 (Affaire Potel)

INTERROGATOIRE DE QUENTIN JOSEPH POTEL.

INTERROGATOIRE fait par Me Agathon Philippe Mole de Rochefortme avocat au Parlement Cons^r du Roy, Comm^{re} au Châtelet de Paris.

En exécution des ordres de Sa Majesté

Presidé par Quentin Joseph Potel détenu es prisons du For Lévêque
Lesdits prisonniers étant transportés es prisons, et entre dans la Chambre
du Châtelet nous avons procédé au d. Interrogatoire en la manière et sous
qu'il suit :

Le premier jour de Mars mil sept cent quarante quatre, mardy en environ.
Premièrement copies de ses nom, surnom, âge, qualités, pays, religion et
demeure.

Avisé qu'il s'est fait de luy voir le se notaire Quentin Joseph Potel, age de
trente sept ans, natif de Melun en Picardie, professant la religion
catholique apostolique et romaine, employé à la volée, dem^r à Paris rue des
mauvais garçons faubourg St Germain

Interrogé si luy mesme est frey-maçon depuis quel temps il l'est et dans
quel endroit s'est fait sa réception.

A répondu qu'il y a environ cinq ans il fut reçu frey-maçon à l'hôtel Sorbonne
des maçons de la d. loge et que le nomme Chauvin cy devant
notaire au faubourg St Michel dans l'hôtel des Ursins cy Me de la Loge de la
Cité présida à sa réception.

INTERROGÉ quels estoient les autres officiers de la d. loge

Avisé que Philippe Mamey notaire dem^r à Paris cour de Lamignon
et le notaire Mole actuels luy ont prêté la fonction de premier
vicaire, et qu'il s'est fait que le sieur Chevalier entrepreneur de bastiment estoit
le premier, et le sieur de la Roche Pales des le sieur Macaire estoit le
secrétaire, et que le Sieur d'Arnaud poète estoit l'orateur.

INTERROGÉ quels estoient les autres assistants

Avisé qu'il y avoit les maçons Bossot metteur en œuvre Cour de Lamignon
Philippe Mamey notaire, le notaire employé à la volée, Jacob, clerc de
Me de la Roche Pales, les srs Plantier bourgeois de Paris y dem^r rue des
mauvais garçons faubourg St Germain quoy Potel et environ cinq ou six autres
personnes dont il ne se souvient point du nom et qu'il n'a point vu depuis.

INTERROGÉ à la sollicitation de qui il s'est fait recevoir frey-maçon,

A dit que le d. Chauvin M^e de loge lui en a fait pendant six mois tant d'instances que lui répond^t sy est rendu.

Enquis ce qu'il lui en a couté pour se faire recevoir

A dit qu'il lui en a couté un louis d'or de vingt-quatre livres.

INTERROGÉ s'il n'y a pas eu d'autres particuliers qui aient été reçus avec lui répond

A dit que le nommé Mornay, le S^r Meybeon dem^r quai des rois, fils de son S^r Rihancourt neveu du S^r Meybeon étant actuellement à Albi, et deux particuliers de Versailles dont lui ne peut ignorer les noms furent aussi reçus le même jour.

INTERROGÉ si depuis sa réception il n'a pas fait les fonctions de M^e de loge, et n'a pas reçu plusieurs particuliers, et quels sont leurs noms, qualités et demeures.

A dit qu'oui et que ceux qu'il a reçus sont les S^{rs} Hallay, Brossier, prêtre, Lafont M^e tapissier rue De la Verrière, Angibert dem^r rue de la Fontaine, Melon Delamont M^e de vin porte S^t Michel, Dufourneau clerc de notaire Christianod, notaire rue S^t Avoye, Lafont clerc de Mons^r Lachapelle, Lussier, le fils du d. S^r Bochar le père Foucault capucin du marais de la Courcère de Mons^r Perard prêtre rue de la Vierge, Juon clerc de Mons^r Leclerc Commissaire, Gaudet metteur en œuvre rue de Jone, Lavoite fils d'un m^e pâtissier rue de l'Arbre-Sec, et Courtot metteur en œuvre place Dauphine.

Enquis dans quels endroits il a fait les réceptions, et de quels efforts il avoit fait choix

A dit qu'il n'a jamais tenu que trois fois loge savoir une fois chez l'appartement du d. S^r Melon Delamont, la seconde dans le cabinet du S^r Pécant rue de vin rue Gallande vis à vis la rue du Fouare à l'enseigne des bons enfants, et la troisième fois chez Louis Abel jardinier rue de l'Oratoire en dessus de la hennière, et que les deux surveillants étoient les S^{rs} Frochant et de Mély le trésorier le nommé Devime le secrétaire le S^r de la Clémence dem^r rue S^t Denis à la renommée, et l'orateur le d. S^r Jacob clerc de M^e Quentin notaire, lequel lui répond^t que s'étant retenu avec beaucoup d'autres de la loge de la Côte à cause de quelques volumes qui y avoient été faits de la part du nommé Devime, il fut engagé de tenir loge et qu'il accepta après en avoir été beaucoup sollicité par les susnommés qui étoient membres de sa loge

INTERROGÉ si le père Foucault capucin n'a pas été reçu frère-mineur le neuf décembre dernier dans le cabaret du d. Bryant.

A dit qu'oui

INTERROGÉ quel est le dépositaire du registre (sic) des réceptions.

A dit qu'il a été entre les mains du S^r La Courte ensuite en celles du S^r Brossier, et qu'il ignore à présent où il est.

S'il n'est pas vrai qu'il fut tenu loge le dix-huit d' Juin de la Paroisse de la Courcère chez le d. Louis Abel jardinier et qu'il y eut ce jour là une dispute parmi eux.

(1) probablement propriétaire.

A dit qu'il n'étoit pas encore arrivé dans le tems que s'éleva cette dispute qui fut occasionné par le nommé Devime qui avoit retenu quelque chose sur l'argent qui lui avoit été donné pour quelques réceptions.

INTERROGÉ s'il n'est pas vrai que le dimanche premier de ce mois lui répondit et les S^{rs} Hallay, Gromont, Mornay, Cervenon, Brossier et Meyboon se sont assemblés rue de l'Oursine dans une sale dependante de la maison de la V^e Le Breton, et qu'après y avoir diné il y ont signé un acte de convocation pour s'assembler le jour d'hier chés le d. Bryant rue Gallande à l'effet d'y faire l'élection d'un maître qui se choisiroit deux surveillants avec mention que le procès-verbal d'élection qui seroit fait seroit remis au Secrétaire Général de l'Ordre.

A dit qu'oui et que cet acte de convocation ne s'est fait qu'après en avoir obtenu une permission du S^r Baure député grand M^e des Loges de France, Signée de lui, et contresignée par Mr Perret, not^{re} Secrétaire G^l de l'ordre de France, et sur laquelle permission il a été apposé les armes de mons^r le Comte de Clermont avec les attributs de l'architecture, laquelle permission est demeurée entre les mains du d. Sieur Brossier.

INTERROGÉ qui est-ce qui a écrit le d. acte de convocation.

A dit que le d. S^r Brossier l'a présenté, mais qu'il ne peut dire si c'est son écriture.

S'il n'est pas vrai qu'au d. acte de convocation étoit joint un carré de papier contenant les noms de ceux qui devoient encore signer, et que Louis Alet connu sous le nom de frère Louis avait été chargé de le faire signer à ceux inscrits sur la d. liste.

A dit qu'oui.

INTERROGÉ qui a été chargé des trois livres consignées pour l'assemblée qui devoit se tenir chez le S^r Bryant le trois du présent mois.

A dit que c'est le Sieur Mornay en sa qualité de trésorier.

Nous l'avons interpellé de parapher avec nous la d. liste et le d. acte de convocation ce qu'il a à l'instant fait.

INTERROGÉ s'il n'a pas connoissance que plusieurs particuliers qui se disent maîtres de loges font très souvent des réceptions dans Paris.

A dit qu'il connoit pour M^{es} de Loges les S^{rs} Procope medecin, Vecquet confiseur rue des Lombards, Le Breton jouaillier pont au Change, Metran et Chauvin cy devant m^d de vin, Cesar cy dev^t gouverneur d'enfant, Cellier m^d de cire d'Espagne, Cernazan et Tripier chirurgiens, Carbonel cy devant gendarme tenant loge souvent chez Fuel traiteur, Gambesq au magasin de Montpellier cour du palais, le sieur Baure banquier et le Sieur Perret notaire qui a dit à lui répondit qu'il s'étoit réservé sept personnes de sa loge pour recevoir ses amis ; ajoute lui répondit qu'il est si touché d'avoir désobéi cy devant aux ord^{res} du roi en se trouvant en loge qu'il proteste de ne s'y point trouver pas la suite ; heureux si la promesse sincère qu'il en fait peut mériter qu'il obtienne sa liberté ; qu'il est vrai que l'acte de convocation prouve qu'ils devoient s'assembler, mais que l'exécution ne s'étoit point encore ensuivie, ce qui merite qu'on use à son égard d'un peu d'indulgence.

Lecture à lui faite du présent interrogatoire et de ses réponses a dit que

ses réponses contiennent vérité, y a persisté, et a signé notre minute rayé un mot comme nul.

Signé : Miché de Rochebrune

INTERROGATOIRE DE LOUIS ALET.

— En exécution des ordres de Sa Majesté

Et subi par Louis Alet détenu es prisons du petit Châtelet..., etc.

Du jeudy cinq Mars mil sept cent quarante quatre midy ou environ.

PREMIÈREMENT enquis de ses nom, surnom, âge, qualités, pays, religion et demeure.

A dit, après serment de dire vérité se nommer Louis Alet, âgé de trente ans, natif de Rambouillet, professant la religion catolique, apostolique et romaine, jardinier dem' à Paris rue de l'Oursine paroisse St Hippolite.

INTERROGÉ depuis quel tems il a été reçu frey-maçon.

A dit qu'au commencement du mois de Septembre d^{er}, il fut reçu une feste ou un dimanche frey-maçon dans la maison du sieur Gaudin, dem' à l'hôtel de Soissons.

INTERROGÉ à la sollicitation de qui il s'est fait recevoir.

A dit que ce sont les Sieurs Rousseau M^d orfèvre à Paris quay Pelletier et Chauvin cydevant M^d de vin dem' à Paris rue de la Harpe ; que lui répond' se transporta en conséquence chès le sieur Rousseau vers une heure de relevée et il fut par lui conduit à l'hôtel de Soissons où il fut reçu ; qu'avant lui il en fut reçu trois ou quatre dont il ignore le nom, et qu'il n'a pas vu depuis ; qu'on lui banda les yeux et qu'on le fit entrer dans une sale, ou après avoir marché étant tenu par la main par un particulier dont il ignore le nom, il lui fut demandé si c'était sa volonté de se faire recevoir maçon, qu'il répondit toujours les yeux bandés d'approuver M^d de vin qui dit à son tour : Van qu'on lui feroit serment et par lequel il ne peut devenir un maître ni Maçonnerie, qu'ensuite on lui ota le bandeau, et il remarqua dans la d^e chambre une vingtaine de particuliers les plus âgés d'entre eux un bâton de peau blanche ; que pour signe du degré d'apprentif qu'il venoit de recevoir, le maître de la Loge lui mit le pouce de la main droite sur la troisième jointure du doigt index de la main droite, ce qui se fait en prononçant le mot Jakhin.

INTERROGÉ s'il sait les noms de ceux qui composoient la d. Assemblée

A dit qu'à l'exception du Sieur Rousseau il n'a jamais vu depuis les autres particuliers.

INTERROGÉ s'il s'est trouvé depuis dans quelques Assemblées

A dit que non, et qu'après le 15 de Septembre il fut conduit dans la prison de Saint-Martin pour s'y trouver avec d'autres prisonniers pendant son exil en compagnie.

INTERROGÉ s'il n'est pas vrai qu'il a été tenu loge chès lui répond' le deux février d^{er} jour de la purification

A dit que non.

A lui représenté qu'il ne dit point la vérité et que le d. jour deux février d' avant qu'on tint loge chés lui repond' il s'eleva une dispute qui fut occasionnée par le nommé Devime

A dit qu'il a dit vérité.

INTERROGÉ s'il n'est pas vrai que le dimanche premier du présent mois les S^{rs} Halley, Froment, Meyboon, Brossier, Cervenon, Potel et Mornay se sont assemblés rue de l'Oursine dans la sale dependant du jardin que quelqu'uns d'eux y ont loué, et qu'après leur diner ils ont signé un papier qu'ils ont remis à lui repondant avec la liste de ceux à qui lui repondant le porteroit signer en recevant de chacun d'eux trois livres.

A dit qu'il ne leur a pas vu signer le papier dont nous lui parlons mais qu'il devait le faire signer à un particulier dem' rue St Denis dont il ne se souvient point du nom, et au Sieur Deru dem' dans l'enceinte de la Foire St Germain en recevant d'eux trois livres, et après ces deux signatures il auroit remis le papier au sieur Brossier dem' pres le grand Châtelet.

INTERROGÉ s'il ne sait rien autre chose concernant le d. ordre de frey-maçon.

A dit que non.

S'il n'est pas vrai qu'il étoit chargé d'avertir les Frey-maçons de la Loge de Potel, lorsqu'il y avoit quelqu'assemblée, ou s'il ne leur portoit pas des lettres à cet effet

A dit que non.

S'il n'est pas vrai que le S^r de la Chaume dem' rue St Denis est chargé du registre des réceptions.

A dit qu'il l'ignore, et qu'il ne peut en avoir connoissance attendu qu'il ne sait ni lire ni écrire.

Lecture à lui faite du present interrogatoire de ses réponses, a dit que ses reponses contiennent vérité, y a persisté et a déclaré ne savoir écrire ni signer de ce interpellé suivant l'ord^{re}.

Signé : MICHÉ DE ROCHEBRUNE.

INTERROGATOIRE DE BENIGNE-FROMENT.

...En exécution des ordres de Sa Majesté.

Et subi par Benigne Froment détenu és prisons du grand Châtelet..., etc

Du jeudi cinq Mars mil sept cent quarante quatre trois heures et demie de relevee ou environ

PREMIÈREMENT enquis de ses nom, surnom, âge, qualités, pays, religion et demeure.

A dit, après serment de dire vérité se nommer Benigne Froment âgé de vingt deux ans, natif de Paris, professant la Religion catolique apostolique et romaine, employé sur le carreau de la volaille dem' à Paris rue de Bièvre paroisse St Etienne Dumont ;

INTERROGÉ dans quelle loge et depuis quel temps il s'est fait recevoir freymaçon.

A dit qu'il y a environ un an et qu'il a été reçu rue des Lavandières chez le S^r Plantier qui y demouroit alors par le S^r Pecquet confiseur rue de la Harpe bords et M^e de loge.

INTERROGÉ quels étoient les autres off^{rs} de cette loge et les autres particuliers qui la composoient

A dit qu'il se souvient seulement que le S^r d'Arnaud poète faisait les fonctions d'orateur et que ceux qui composoient cette loge étoient les S^{rs} Plantier, Fournier, Chauvin dont il ignore à présent les demeures, et d'autres dont il ne se souvient point du nom.

INTERROGÉ quels étoient les autres récipiendaires.

A dit qu'il y eut sept particuliers reçus avec lui dont un se nomme Simon, et qu'il n'a point vu depuis ainsi que les six autres, dont il ignore même les noms ainsi que les demeures.

INTERROGÉ qui est-ce qui l'a engagé à se faire recevoir frey-maçon

A dit que c'est le nommé Chauvin cy devant m^d de vin à l'enseigne de St Michel dans l'hôtel des Ursins.

INTERROGÉ si depuis sa reception il ne s'est pas trouvé souvent en loge et sous d'autres m^{rs} que le d^e S^r Pecquet.

A dit qu'il s'y est trouvé six à sept fois et dans les loges des S^{rs} Pequet, Chauvin et Potel.

INTERROGÉ si dans les d. loges il a assisté en qualité d'off^r

A dit qu'il a fait la fonction d'orateur dans celle de Chauvin dite De la Cité et surveillant dans la loge de Potel laquelle étoit demembrée de celle de Chauvin.

INTERROGÉ ce qu'il lui en a coûté pour se faire recevoir frey-maçon

A dit qu'il lui en a coûté quarante huit livres.

INTERROGÉ s'il ne s'est pas trouvé en loge une fois dans l'apartem^t du S^r Milon de Lamon une autre fois qui étoit le neuf décembre d^r dans le cabaret de Bryan m^d de vin rue Gallande et enfin chés le nommé Louis Alet jardinier rue de l'Oursine.

A dit qu'oui.

S'il n'est pas vrai que le Père Foucault capucin du Marais fut reçu frey-maçon chés le d. Bryant

A dit qu'oui.

S'il n'est pas vrai qu'alors le d. Potel étoit M^e de Loge lui repond^t et le S^r de Milly surveillants, le nommé Devime tresorier le S^r de la Chaume secretaire et le S^r Jacob clerc de not^{rs} orateur.

A dit qu'oui.

INTERROGÉ s'il n'est pas vrai que le S^r de la Chaume en sa qualité de secret^{re} est deposit^{re} du registre contenant les receptions.

A dit qu'il l'ignore, et qu'il a été d'abord entre les mains de lui repond^t qui l'a remis au d. S^r de la Chaume.

S'il n'est pas vrai que le premier de ce mois lui repond^t s'est assemble rue de l'Oursine avec les S^{rs} Potel, Halley, Cervenon, Morney, Brossier et Meyboon tous freymaçons et q'avant ou après leur diner ils y ont signe un espèce d'acte de convocation pour s'assembler le trois du present mois

sur les cinq heures du soir dans le cabaret du nommé Bryant, rue Gallande pour y élire un maître de loge qui se choisiroit deux surveillants avec mention que le procès-verbal d'élection seroit remis entre les mains du Secrétaire General de l'ordre qui est le sieur Perret notaire.

A dit qu'oui.

INTERROGÉ qui est-ce qui a écrit le d. acte de convocation

A dit que c'est le Sieur Brossier huissier priseur.

S'il n'est pas vrai que cet acte de convocation ne s'est fait entre eux qu'en conséquence de la permission qui en avoit été donnée par le S^r Baure prenant la qualité de député grand M^e des loges de France et sur laquelle permission étoient apposés les armes de Mons^r le Comte de Clermont avec les attributs de l'architecture de l'ordre.

A dit qu'oui.

INTERROGÉ entre les mains de qui la d. permission a été remise

A dit qu'il croit que le S^r Brossier l'a

Nous lui avons ensuite représenté le d. acte de convocation, et nous l'avons interpellé de nous déclarer si la signature Froment qui y est apposée n'est pas la sienne.

A dit qu'oui.

INTERROGÉ à qui ont été remis les trois livres qu'ont donné ceux qui ont signé le d. acte de convocation.

A dit que c'est le S^r Mornay qui a été arrêté avec lui qui a reçu l'argent comme trésorier de la loge.

S'il n'est pas vrai que le nommé Louis Alet avoit été chargé du d. acte de convocation pour le faire signer à plusieurs particuliers dont on lui avoit donné la liste.

A dit qu'oui

Interrogé s'il n'a pas connoissance que plusieurs particuliers qui se disent M^{es} de loge ont très souvent des réceptions dans Paris.

A dit qu'il sait que les S^{rs} Procope médecin, Baure banquier, Pecquet confiseur, Le Breton jouaillier, Matras et Chauvin m^d de vin, le S^r Cesar dont il ignore la qualité, Cellier m^d de cire d'Espagne, Carbonelle dont il ignore pareillement la qualité, Colin clerc du S^r Le Chanteur not^{re}, Gambesque distillateur Cour de l'Abbaye, Colon et le S^r Perret notaire sont M^{es} de loges.

A lui représenté qu'il a contrevenu aux ordres du roi en se trouvant dans des assemblées secrètes et dans lesquelles on ignore ce qui s'y passe.

A répondu qu'il avoue avoir eu tort, et qu'il s'est fait recevoir frey maçon parce que de très honnetes gens s'y étoient initiés, et qu'il a cru être autorisé à se trouver à l'assemblée indiquée chés le S^r Bryant m^d de vin par la permission de M^{es} de loges. Il a dit qu'il ne s'est point aperçu de la présence de M^{es} de loges, et qu'il ne s'est point aperçu de la présence de M^{es} de loges. Il a dit qu'il ne s'est point aperçu de la présence de M^{es} de loges, et qu'il ne s'est point aperçu de la présence de M^{es} de loges. Ses réponses contiennent vérité y a persisté et signé en notre minute.

Signé : MICHÉ DE ROCHEBRUNE.

INTERROGATOIRE DE NICOLAS MORNAY.

. En exécution des ordres de Sa Majesté

Le d. p. Nicolas Mornay a été interrogé le 11 Mars par le d. Duponty
cinq mars mil sept cent quarante quatre six heures du soir ou environ.

PREMIÈREMENT enquis de ses nom, surnom, âge, qualités, pays, religion
et demeure.

A dit, après serment de dire vérité, se nommer Nicolas Mornay, âgé de
vingt neuf ans ou environ, natif de Paris, professant la Religion catholique,
qu'il habite rue de la Harpe au d. 100 St Louis
quartier du palais

INTERROGÉ s'il y a longtems qu'il a été reçu Frey-Maçon.

A dit qu'il y a environ six mois, que sa reception s'est faite à l'hôtel de
Soissons chés le nommé Gaudin m^d limonadier et que le S^r Chauvin cy dev
marchand de vin étoit le Maître de la loge.

INTERROGÉ quels étoient les autres officiers

A dit que le frère de lui repon^t et le nommé Midy faisoient la fonction de
surveillants, le sieur Chollot m^e maçon celle de trésorier, le nommé Gandier
celle de secrétaire, et que le sieur d'Arnaud poète étoit orateur.

Enquis quels étoient les autres assistants de la loge

A dit qu'il y avoit les nommés Plantier dem^t alors rue des Lavandières,
Rousseau m^d orfèvre quay Pelletier, Boisset metteur en œuvre Cour de
Lamoignon, Puisieux architecte, Froment employé à la volaille, Jacob
d. du S^r Quentin notaire et cinq ou six autres particuliers dont lui repond,
ignore le nom et qu'il n'a pas vu depuis.

INTERROGÉ qui l'a engagé de se faire recevoir Frey-Maçon

A dit que c'est les nommés Chauvin et Midy.

Enquis combien il lui en a coûté pour se faire recevoir

A répondu qu'il lui en a coûté vingt quatre livres.

INTERROGÉ qui sont les particuliers qui ont été reçus avec lui.

A dit que ce sont les S^{rs} Potel, commis à la volaille, Meyboon, m^d orfèvre
dem^t pay des Merceries au d. 100 au d. 100 officiers de la Seine (le d. 100)
et le valet de chambre d'un chanoine desquels il ignore les noms.

Enquis si depuis sa réception il s'est trouvé souvent en loge.

A dit qu'ayant été malade pendant trois mois il ne s'est trouvé en loge
que quatre à cinq fois savoir trois dans la loge du d. Chauvin et deux dans
celle du d. Potel.

INTERROGÉ s'il ne s'est point trouvé le neuf Décembre d^{er} chés le nommé
Bryant m^d de vin rue Gallande où fut reçu frey-maçon le Père Foucault
capucin du Marais.

A dit qu'oui.

INTERROGÉ quels sont les particuliers qui furent reçus avec le d. Père
Foucault.

A dit que le d. Bryant fut reçu avec trois ou quatre autres particuliers
dont lui repond^t ne sait point les noms ni les demeures.

S'il n'est pas vrai qu'il s'est trouvé en loge dans l'appartement du S^r Milon de Lamon, et chés Louis Alet jardinier rue de l'Oursine

A dit qu'oui et que les S^{rs} Halley huissier priseur, Le Feure m^e tapissier, Angilbert dem^e rue de la Lanterne, Du Fourneau clerc du S^r Chretiennot notaire, Le Feure clerc du S^r Bechu pro au Chatelet, le fils du d. sieur Bechu, Devillier clerc du Sieur Pezard pro au Chatelet, et Aguert clerc du S^r Le Clair Comm^{rs} y ont été reçus frey maçons.

INTERROGÉ qui étoit le m^e de Loge dans ces receptions et les off^{rs}

A dit que le d. Potel étoit le m^e de Loge, de Milly et le d. Froment surveillants, Devime trésorier, Dela Chaume secretaire, qu'à l'égard de l'orateur il ne se souvient point de son nom.

INTERROGÉ à qui le registre des réceptions a été confié

A dit qu'il croit que c'est le sieur de la Chaume qui en est dépositaire.

S'il n'est pas vrai que le premier du mois il a signé avec plusieurs autres frey-maçons un acte de convocation pour s'assembler le trois du présent mois sur les cinq heures du soir, et que le but de cette assemblée étoit d'élire un maître de loge qui se choisiroit deux surveillants avec mention que le proces-verbal d'élection seroit remis és mains du secrétaire G^{al} de l'ordre lequel est le sieur Perret notaire.

A dit qu'oui.

INTERROGÉ quel est le particulier qui a écrit le d. acte de convocation

A dit qu'il l'ignore

S'il n'est pas vrai que cet acte de convocation ne s'est fait entre eux que sur la permission donnée par le S^r Baure député grand maître des loges de France signée de lui, et contresignée Ferret secrétaire général de l'ordre et sur laquelle permission étoient apposés les armes de monsieur le Comte de Clermont avec les attributs de l'architecture

A dit qu'oui

Enquis entre les mains de qui la d. permission est restée

A répondu l'ignorer

Nous lui avons représenté le d. acte de convocation, et nous l'avons interpellé de déclarer si la signature Mornay qui est n'est pas la sienne

A dit qu'oui

INTERROGÉ à qui ont été remis les trois livres consignées par Chauvin de ceux qui ont signé le d. acte de convocation.

A dit que c'est à lui répond^e.

S'il n'est pas vrai que Louis Alet jardinier dem^e rue de l'Oursine avoit été chargé du d. acte de convocation pour le faire signer à plusieurs particuliers dont on lui avoit donné les noms, et de qui il devoit recevoir les trois livres.

A dit qu'oui

INTERROGÉ s'il ne sait pas que plusieurs particuliers M^{es} de loges font des receptions dans Paris

A répondu que le S^r Baure banquier, Procope medecin, Pecquet confiseur, Le Breton orfèvre jouaillier, Matras et Chauvin m^{es} de vin, Cellier m^e de cire d'Espagne, Carbonelle tenant la loge des notaires sont tous M^{es} de loges

PIÈCES ANNEXES

par conséquent des réceptions.

A dit qu'il convient d'avoir contrevenu aux ordres de Sa Majesté, mais qu'il ignoroit que cela fut défendu, et qu'à présent qu'il le sait il n'aura garde de tomber dans une pareille faute

Lecture à lui faite du présent Interrogatoire et de ses réponses, a dit que ses réponses contiennent vérité y a persisté, et a signé en notre minute.

Signé : Miché DE ROCHEBRUNE.

Le Procureur de la Cour a fait précéder de la note suivante :

M. de Maurepas a bien voulu consentir à la liberté de ces 4 fremaçons et m'a en même temps dit de les envoyer chercher en sortant de prison. j'en ay fait note à M. Rossignol mais je le prie d'ecrire à M^{re} Toustou, Bord banquier et Procureur de la Cour pour qu'il leur fasse un mandement pour la convocation de la loge et leur en feray avanie

Je leur ai parlé

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'en exécution des ordres de Sa Majesté que vous avez eu la bonté de m'adresser je me suis transporté le dimanche premier de ce mois sur les neuf heures du soir avec les sieurs Framboisier, Poussot et Pogenière rue de l'Oursine dans la maison de la Veuve Le Breton et étant passé dans une sale au retz de chaussée du jardin j'y ai trouvé quatre particuliers savoir les S^{rs} Potel et Froment tous deux employés à la volaille le S^r Mornay lapidaire, et le nommé Louis Alet jardinier dem^r rue de l'Oursine au dessus de la Barrière. Rien n'annonçoit qu'il se fut tenu dans cette sale une assemblée de frey-maçons, ne s'y étant trouvé aucun indice pour le faire penser. J'ai cru nécessaire de faire une perquisition dans le chambre de Louis Alet, dans les poches duquel il s'est trouvé un acte de convocation pour s'assembler en loge et choisir un maître qui se choisiroit deux surveillants ; cet acte est signé de huit particuliers du nombre desquels sont les d. Potel, Froment et Mornay et indique le jour de l'assemblée pour aujourd'huy trois mars à cinq heures précises chés le S^r Bryant marchand de vin rue Gallande vis à vis la rue du Fouare, plus il s'est encore trouvé dans la feuille contenant le d. acte de convocation une liste de quinze personnes à qui le d. Alet devoit la faire signer le lendemain en recevant de chacun d'eux la somme de trois livres ainsi qu'il en est convenu. Dans l'armoire du d. Alet, il s'est trouvé une lettre à son adresse datée du vingt et un septembre d^{er} signée Mornay commençant en tête par ces mots frere Louis, et étant une invitation pour se trouver sur l'heure de midy au plus tard dans le même endroit ou il avoit été le dimanche précédent. J'ai questionné Alet s'il étoit

frey-maçon il n'a pu en disconvenir. De retour dans la salle j'ai fait fouiller les d. Potel, Froment et Mornay et il s'est trouvé seulement dans les poches du d. Potel une liste de quelques particuliers qui devoient se trouver à une reception, deux lettres écrites par deux frey-maçons et deux Chansons au sujet de cet ordre. L'acte de convocation signé par les d. Potel, Froment et Mornay étant une preuve qu'ils étoient convenu de tenir une assemblée de Frey-maçons cejourdhuiy a suffi pour déterminer qu'ils fussent arrêtés et envoyés au For-L'Evêque avec Louis Alet.

Ce 5 mars 1744

Signé : DE ROCHEBRUNE

M. LE C. DE M.

Bon pour la prison pour les quatre
8 mars 1744 et me faire signer un
ordre anticipé pour leur liberté (?) en
disant à l'officier qui les a amné d.
me les amener Ph. Le 10 mars 1744

Sur l'avis que j'ay eu qu'il devoit se tenir une assemblée de frimaçons qui avoit été convoquée par des billets signés des principaux officiers de loge.

J'ay fait assigner par un huissier de la Cour de Parlement, accompagné de quelques officiers de police pour se transporter chés le nommé Mornet trésorier de cette loge proche la barrière de la rue de Loursine chés qui se devoit tenir l'assemblée, et luy faire signifier par écrit qu'il ne devoit y pourroit trouver de contraire aux ordonnances du Roy, et faire conduire en prison, de l'ordre de S. M. ceux qui y seroient assemblés, ce qui a été exécuté.

Le Comm^e a saisi les billets de convocation et quelques autres papiers et il a fait conduire en prison le d^r Mornet trésorier de la Loge, Potel, commis sur la Vallée, m^e de cette loge, Froment aussy employé à la Vallée, surveillant de la prison de la Vallée, le 10 mars 1744.

M. le C. de M. est supplié de faire expédier des ordres en forme de la même date.

M. LE COMTE DE MAUREPAS.

Bon pour la liberté des Quatre
14 Mars 1744

Après avoir parlé conformément aux intentions du Ministre aux nommés

POTEL,

MORNET,

FROMENT.

Ils ont été conduits en prison par ordre du Roy du 1^{er} de ce mois.

Je les ay fait mettre en liberté le 10 mars 1744.

M. le Comte de Maurepas est supplié de faire expédier un ordre en forme du même jour.

IV

SENTENCE DE POLICE

Qui renouvelle les défenses à toutes personnes de s'assembler, ni de former aucune Association et aux Cabarettiers, Traiteurs et autres de les recevoir chez eux ; Et condamne le nommé Leroy, Traiteur, en trois mille livres d'amende, pour avoir contrevenu aux dites defenses (1745).

EXTRAIT des Registres du Greffe de l'Audience de la Chambre de police du Châtelet de Paris

Du Vendredi dix huit Juin mil sept cent quarante-cinq.

soit le Rapport fait en l'Assemblée du 1^{er} Mars 1790, de la Chambre de Police du Chastelet de Paris par Maître Charles-Elisabeth de Lavergée, Greffier du Roy, commissaire au Chastelet de Paris, par lequel il est ordonné au Quartier du Palais Royal de faire par de bons et loyaux Officiers Ordre- nances de Sa Majesté, par les Arrêts du Parlement et les sentences et Règle- mens de Police, il a esté défendu à toutes personnes de tel estat, qualité et conditions qu'elles soient, de s'assembler, ni de former aucune Association sous quelque prétexte et sous quelque dénomination que ce soit, et à tous Traiteurs, Cabaretiers, Aubergistes et autres de recevoir les dites Assem- blées, et de leur fournir des repas à peine d'amende, de fermeture de leurs Boutiques pour la première contravention, et d'estre poursuivis extraordi- nairement en cas de récidive ; Que cependant au préjudice de ces défenses, lui Commissaire a trouvé le Mardi huit du present mois, entre onze heures et une, une Assemblée de quarante personnes de différents estats, d'as- semblées au Appartement à l'Hotel de S. Louis, rue des deux Eaux, où il s'est transporté. Que le plus grande partie des personnes qui composent cette Assemblée estoient enfermés dans une grande Chambre où se fait la réception, dont ils dit à lui Commissaire, de trois ou quatre Frey-Maçons ; dans laquelle chambre et un cabinet ensuite estant entrez, il s'y est trouvé plusieurs choses servant à la dite réception, que lui Commissaire a détaillées dans son procès-verbal et fait envoyer à l'Assemblée Denis Leroy Maître Trai- teur rue et Paroisse Saint Germain d'Auxerrois, devoit servir un diner ledit jour en l'appartement ar-dessus d'icele même Hotel, à raison de quatre francs par tête sans vin, et pour le dit diner le dit Leroy avoit déjà envoyé le Louze de l'abes partie de l'Argent et de vingt cinq flus de vin de chaire, ainsi qu'il a esté dit au Comptes rendus, lequel le dit Leroy en est devenu seul- ment converti en argent, lui a dit que de plus six mois, il avoit fourni cette même compagnie dont il est l'ere servent, et d'icele même chaire, huit repas, dont du tout lui Commissaire a dressé son procès-verbal le 1^{er} jour, pour lequel il a esté par exploit de Louis Fréçois de Loyel, Huissier à Verge et de police en date du seize du present mois, fait assigner à l'Assemblée du

Procureur du Roy le dit Denis Leroy à comparoir à cette Audience, pour répondre à son Rapport, sur quoi Nous, après avoir ouï le dit Maistre de Laverge en son Rapport, ledit Leroy en ses defenses et Monsieur Maistre Aubert de Tourny avocat du Roy en ses conclusions, ordonnons que les arrests et Règlemens de Parlement, Sentences et Ordonnances de Police concernant les Assemblées non autorisées et notamment nos sentences des quatorze Septembre mil sept cent trente sept et cinq Juin mil sept cent quarante-quatre, seront exécutez selon leur forme et teneur et en conséquence faisons defenses à toutes personnes de quelque qualité qu'elles soient, de tenir des Assemblées sous quelque pretexte que ce puisse estre, et à tous Traiteurs, Cabaretiers et Aubergistes de les recevoir chez eux, et de leur fournir les repas, même en maison étrangère, à peine de trois mille livres d'amende pour chaque contravention, et d'estre procedé extraordinairement contre les contrevenans si le cas y échoit. Disons que les Effets trouvez dans les différentes chambres où se tenoit l'Assemblée dont il s'agit, sont et demeurent confisquez au profit du Roy, à l'exception de l'Argenterie, du Linge de Table et des vingt-cinq Flambeaux de cuivre qui ont este rendus en exécution de Nostre Ordonnance du dit jour huit du présent mois. Et pour la contravention commise par ledit Leroy, le condamnons en trois mille livres d'amende ; lui faisons defense de recediver sous peine de fermeture de Boutique, privation de son estat et de punition exemplaire, sur laquelle avons adjugé six livres audit Revel Huissier. Et sera notre presente sentence exécutée nonobstant opposition ou appellations quelconques et sans préjudices d'icelles, imprimée, lue, publiée et affichée dans tous les lieux et carrefours de cette Ville et Faux bourgs accoutumez, même à la porte du dit Leroy, Traiteur, à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance. Ce fut fait et donné par nous Claude-Henri Feydeau de Marville, Chevalier, Comte de Gien Conseiller du Roy en ses Conseils, Maistre des Requêtes Ordinaire de son Hostel, Lieutenant General de Police de la Ville, Prévosté et Vicomté de Paris, tenant le siège de l'Audience de la Chambre de Police dudit Chatelet les jours et an que dessus.

FEYDEAU DE MARVILLE.

MOREAU,
LE GROS, Greffier.

La Sentence cy-dessus a esté lûe et publiée à haute et intelligible Voix, à son de trompe et cry public, en tous les lieux ordinaires et accoutumez par moy F. Jacques François de Campan, Huissier à Verge au Chastelet de Paris, y demeurant rue Aubry-Boucher, Paroisse S. Fosse, Commis à l'exercice de Juré Crieur ordinaire du Roy de la Ville Prévosté et Vicomté de Paris soussigné, accompagné de Louis François Ambezac, Jacques Hallot et Claude Louis Ambezac Jurez Trompettes le 28 juin 1745, à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance, et affichée ledit jour esdits lieux.

Signé : DE CAMPAN.

De l'imprimerie de P. J. Mariette, imprimeur de la Police, 1745.

V

La seule chanson de l'époque révolutionnaire
où il soit fait une allusion élogieuse à la Franc-Maçonnerie.

COUPLETS SUR LA FÉDÉRATION.

14 Juillet 1790

Air : *On doit soixante mille francs.*

Les traitres à la nation
Craignent la fédération :
C'est ce qui les désole (*bis*).
Mais aussi, depuis plus d'un an,
La liberté poursuit son plan :
C'est ce qui nous console (*bis*).

L'instant arrive où pour jamais
Vont s'éclipser tous leurs projets :
C'est ce qui les désole (*bis*).
Mais l'homme enfin va, cette fois,
Rétablir l'homme dans ses droits :
C'est ce qui nous console (*bis*).

Il arrive souvent qu'au bois
On va deux pour revenir trois,
Dit la chanson frivole (*bis*).
Trois ordres s'étaient assemblés,
Un sage abbé les a mêlés :
C'est ce qui nous console (*bis*).

Quelques-uns regrettent leurs rangs,
Leurs croix, leurs titres, leurs rubans.
C'est ce qui les désole (*bis*).
Ne brillons plus, il en est temps,
Que par les mœurs et les talents :
C'est ce qui nous console (*bis*).

Ce dont on fera moins de cas,
C'est des cordons et des crachats :
C'est ce qui les désole (*bis*).
Mais des lauriers, mais des épis,
Des feuilles de chêne ont leur prix :
C'est ce qui nous console (*bis*).

N'ont fait qu'épeler leur serment :
C'est ce qui nous désole (*bis*).
Qu'on le répète à haute voix,
De bouche et de cœur à la fois :
C'est ce qui nous console (*bis*).

Ils nous rendront frères et maçons :
 C'est ce qui nous console (bis).

VI

Reflexions sur les loges maçonniques à Paris.

(Venue le... juin 1825.)

Confidentielle.

On voit en Europe la plupart des gouvernements proscrire toutes les associations secrètes, et la franc-maçonnerie, la plus ancienne et la plus insignifiante de toutes, n'est point exceptée de cette mesure sévère. Toutefois, en Angleterre et en France, on ne paraît pas y attacher la même importance ni croire beaucoup à l'influence qu'elle exerce sur l'ordre social. On la regarde comme une institution plus ridicule que dangereuse, et qui est à peu près discréditée dans l'opinion depuis que des sociétés plus mystérieuses et bien autrement redoutables se sont formées à côté d'elle. Ici s'élève donc la question de savoir si la franc-maçonnerie mérite sérieusement de fixer l'attention du gouvernement et s'il est indifférent de la tolérer ou non.

Il est évident qu'il existe dans la société moderne une tendance occulte qui porte les hommes à se dévouer à l'action zélée de des fins et du gouvernement et à établir une sorte de communauté d'intérêts avec ceux qui professent des opinions analogues. Ce rapprochement naturel qui s'opère entre des hommes d'un caractère semblable donne bientôt naissance à des coteries qui dégénèrent successivement en associations secrètes, en ligues et enfin en conspirations. Cette tendance est devenue bien plus universelle depuis que la philosophie a mis en problème toutes les questions d'ordre moral ou politique. L'anarchie des volontés a suivi bientôt celle des intelligences, et les sociétés clandestines se sont multipliées en raison de la diversité des opinions.

L'unité en morale et en politique est sans doute le lien le plus fort de la Société. Le moyen de resserrer l'union des citoyens entre eux, de les rattacher à la chose publique et de les accoutumer à considérer leur bien-être particulier comme inséparable du bien-être général, c'est de faire en sorte que les mêmes dogmes religieux et les mêmes principes d'ordre social soient professés par la plus grande universalité possible des citoyens. Ainsi, plus les opinions seront divisées et moins on s'accordera sur ce qui doit être l'objet des croyances de tous et sur ce qui doit faire la base du gouvernement, et plus la Société sera faible et morcelée. Or, rien ne paraît plus propre à détruire l'unité que les associations secrètes formées d'hommes qui déjà se sont en quelque sorte séparés de la grande famille pour faire bande à part. Elles entretiennent merveilleusement cette secrète inclination qui porte les individus à s'isoler de la nation pour mettre en commun des vœux, des espérances, des principes et des intérêts qui ne sont pas ceux de l'Etat. De tels hommes s'habituent à ne plus voir la société dans le gouvernement et dans l'assemblage des citoyens;

à ne plus regarder comme vérités les doctrines nationales, comme lois les lois de la patrie, comme devoirs les devoirs qu'elles imposent. Le cercle de leur foi se restreint avec celui de leurs affections, et leurs esprits indociles se forment bientôt une série d'idées, de conventions qui, par suite, deviennent pour eux des doctrines.

On se fait un langage, une morale, une religion, une politique à part, et chaque loge a véritablement son culte, son gouvernement, sa constitution, auxquels on tient d'autant plus qu'elle se les a faits à soi-même.

Voilà pourtant ce que produisent les associations secrètes. Ce sont véritablement des pouvoirs qui s'élèvent à côté du pouvoir légitime, un sacerdoce particulier qui rivalise avec le sacerdoce chrétien, des chaires qu'on oppose à la chaire de vérité, des tribunes qu'on érige à côté de la tribune publique. Le Grand Orient, avec ses dignitaires, ses associés, ses affiliés répandus dans toute la France et dans toute l'Europe, ses rites, son langage mystérieux, ses secrets pour donner à ses initiés les moyens de se reconnaître, peut être, s'il le veut, la plus redoutable puissance qu'il y ait au monde. Un ambitieux qui voudrait user des immenses ressources que la Franc-maçonnerie pourrait mettre à sa disposition soulèverait l'Europe s'il avait le génie d'un grand conspirateur.

Mais c'est surtout dans un temps où les idées se portent vers l'indépendance absolue que cette institution est réellement dangereuse. Alors tous les mécontents, tous les hommes avides de nouveautés et de changements, tous les ennemis de l'ordre, tous les factieux s'empressent de cacher dans ces mystérieuses assemblées leurs secrets desseins. On veut pouvoir professer librement des opinions contraires au gouvernement, et l'on va exhaler dans l'ombre des ressentiments et des injures, déclamer contre un ordre de choses qui déplaît, flétrir des hommes qui vous sont odieux, s'exciter mutuellement à la haine, à la vengeance, exprimer souvent les pensées les plus impures ou faire les actions les plus honteuses parce que là, on ne craint point le blâme de l'opinion publique ou la célérité des magistrats et que le secret vous répond de l'impunité ! Là, les méchants apprennent à se compter et à s'assurer de leur nombre. Ils s'étudient réciproquement et connaissent le degré d'audace dont chacun d'eux est capable, les crimes que tel ou tel est de force à commettre et enfin toutes les ressources que le parti renferme en lui-même.

Toute association secrète est nécessairement une secte qui se forme ou une conspiration qui se trame. Toute association secrète tend à ébranler quelque un des principes de morale ou des dogmes religieux admis dans l'Etat ou bien à détruire sourdement les bases de la société civile. C'est ou la vérité ou le gouvernement qu'on se propose d'attaquer. La franc-maçonnerie est donc sous ce rapport doublement dangereuse, comme il est facile de le prouver en exposant la morale et la politique qu'on y professe.

On peut dire sans doute que tous les membres de ces sociétés ne sont pas des conspirateurs, mais il est vrai de dire aussi que l'association en elle-même est essentiellement conspiratrice. En exigeant des initiés des serments terribles, on ne veut s'assurer un serment inviolable que parce qu'aujourd'hui comme dans l'origine on veut mettre le fanatisme d'une conscience liée par

ses serments entre des secrets qu'on veut que l'on ignore et l'oreille des agents de l'autorité. Si l'on n'avait absolument rien à craindre, si l'on n'était nullement intéressé à faire mystère de ces choses, on ne se cacherait pas dans des réunions clandestines. Dans les loges on entend quelquefois les frères se demander avec inquiétude si l'on n'est pas observé par la police, s'il n'y a pas de traître dans l'assemblée. D'où vient cette inquiétude ? Pourquoi cet effroi qu'inspire la crainte qu'on peut être surveillé ? Je n'en doute point, la société exprime par là la conscience de ses intentions perfides. L'honnête homme expose sa vie au grand jour ; il ne porte ni dissimulation dans son langage ni cachoterie dans ses actions. Le méchant seul a intérêt à couvrir des ombres du mystère les projets qu'il médite et les espérances qu'il forme. On a sans doute raison de regarder les cérémonies de la franc-maçonnerie comme ridicules. On s'est souvent moqué — non sans fondement — des épreuves auxquelles sont soumis les initiés. Il faut observer toutefois que quelques-unes sont de nature à frapper vivement les imaginations faibles et qu'elles n'ont été inventées évidemment que pour exciter le fanatisme en inspirant pour l'institution un respect mêlé d'effroi. D'ailleurs les cérémonies de la religion y sont quelquefois indignement travesties, et je pense que sous ce rapport les loges ne sont pas des lieux où l'on doit apprendre à respecter le culte public. Mais, enfin de faire mieux sentir ses abus, je rapporterai ici quelques faits qui prouveront que la politique des francs-maçons est aussi detestable que leur morale et que le gouvernement a tout à craindre des principes qu'on y professe journellement et qui s'accréditent sans obstacle parmi les adeptes.

L'institution de la franc-maçonnerie est par nature toute républicaine. Tous les discours qu'on prononce dans les loges tendent plus ou moins à propager les idées d'indépendance. La liberté est un mot qu'on y exalte sans cesse. Suivant le langage maçonnique, elle est une perfection idéale que l'homme doit dans toutes ses actions se proposer d'atteindre. Mais ce n'est pas seulement l'individu que la franc-maçonnerie prétend perfectionner, c'est encore le Genre humain qu'elle veut régénérer et affranchir. Un orateur disait dernièrement dans une loge que la franc-maçonnerie est la seule religion véritable ; d'autres la vantent comme la seule institution digne d'un homme libre, comme la seule société affranchie des préjugés qui déshonorent l'espèce humaine, comme la seule barrière opposée aux tyrans. Ces principes ne sont pas proposés avec une égale liberté dans toutes les loges, mais il en est plusieurs, et entre autres celle des *Amis de la Vérité*, où l'on tient quelquefois un langage tellement répréhensible qu'il serait de nature à conduire certains orateurs devant les tribunaux. La loge des *Amis de la Vérité* est considérée par les francs-maçons eux-mêmes comme une assemblée de républicains, c'est à dire comme un club révolutionnaire. On y traite avec une inconcevable hardiesse toutes les questions politiques et on remarque dans ces discussions une tendance extrêmement hostile contre le gouvernement par les doctrines libérales qu'on y professe exclusivement. J'ai peine à croire que de telles réunions ne soient pas dangereuses. On se tromperait visiblement si l'on s'imaginait que les membres de ces loges ne regardent leurs associations que comme des comités de bienfaisance ou des rendez-vous dont le plaisir

et la bonne chère sont l'objet. Il est incontestable que, dans l'opinion de ceux qui en font partie, la franc-maçonnerie est une institution politique. On s'y fait affilier pour s'attacher à un parti et par ce qu'on est secrètement persuadé que c'est là que la faction libérale a ses arsenaux et sa puissance. On vient en quelque sorte prêter serment d'obéissance à des chefs qu'on soupçonne être placés dans l'ombre pour diriger sans être aperçus cette vaste conspiration. On croit que le gouvernement, qui se flatte d'être maître de cette institution, parce qu'au nombre de ses dignitaires figurent des personnages qui sont à lui, est la dupe de sa crédulité parce qu'on est convaincu que, derrière eux, il y a des mains invisibles qui seules font mouvoir secrètement tous les ressorts de la machine.

Cette croyance généralement répandue fait que la plupart des franc-maçons croient fortement faire partie d'une conspiration contre le gouvernement. Chaque loge est donc, dans leur opinion, un centre d'unité où les ennemis de l'ordre public espèrent recevoir une direction plus efficace vers les changements auxquels ils aspirent. C'est là que chacun va travailler au grand'œuvre, se fortifier dans ses idées d'indépendance, se nourrir d'espérances révolutionnaires et entretenir ses haines et ses prétentions.

Si l'on considère en outre la manière dont ces associations sont régies, on se convaincra que les laisser subsister c'est favoriser cette manie constitutionnelle qui tourmente aujourd'hui l'Europe. Chaque jour on entend dire que telle loge demande une constitution au G.°. O.°, qui ne manque jamais de la lui donner. Ce grand dispensateur de lois, ce distributeur souverain d'institutions maçonniques fut évidemment le modèle de ce comité directeur à qui tous les factieux s'adressent quand il leur prend fantaisie de bouleverser un gouvernement. C'est dans les sociétés secrètes que les novateurs ont pris l'idée de colporter des constitutions chez tous les peuples. C'est là que les hommes s'habituent à reconnaître des lois autres que celles de l'Etat, un pouvoir autre que celui qui gouverne légitimement la nation. Les chefs de ces associations eux-mêmes, à force d'exercer une puissance législative sur les loges qui leur sont subordonnées, finissent par se croire une vocation spéciale pour exercer sur les peuples la même prérogative. Il faut encore observer que l'indépendance où sont réciproquement les unes à l'égard des autres ces différentes réunions porte nécessairement les hommes à se diviser entre eux, à séparer leurs intérêts, à se gouverner eux-mêmes au gré de leurs caprices et à ne reconnaître aucune espèce de subordination. Maintenant, veut-on savoir s'il est facile de gouverner un peuple qui a tant de constitutions différentes, tant d'intérêts particuliers, tant d'opinions diverses, il suffit de consulter l'expérience. Elle répondra que dans un pays où on ne s'accorde ni sur la religion ni sur la morale ni sur le pouvoir ni sur la loi, on tentera vainement d'établir un ordre durable, parce que l'ordre n'est que l'unité. Or, il est démontré que cette précieuse unité est nécessairement rompue quand la société, au lieu de former un tout indivisible, est morcelée presque à l'infini par les coteries et les factions qui se déchirent. Mais alors, comment veut-on que le gouvernement conserve son action sur tant d'opinions et de volontés qui n'ont plus aucun lien entre elles. Ce qui précède suffira sans doute pour prou-

sera toujours dangereux de laisser les hommes se réunir dans l'ombre, pour la raison que la vérité, la vertu, la fidélité, le patriotisme aiment à se produire au grand jour et que le crime seul, le mensonge et la trahison cherchent les ténèbres.

J'ajouterai que la franc-maçonnerie est encore une institution propre à l'impiété et à la corruption des mœurs. Vous vous rappellerez peut-être, Monseigneur, que dans la loge des *Amis de la Vérité* on eut l'impudence de refuser un individu parce qu'il avait déclaré aller à confesse. Dans une autre, un homme se vantait d'avoir tiré un coup de fusil à sa femme et ajoutait que c'était bien involontairement qu'il l'avait manquée.

Mais veut-on savoir comment on dogmatise dans les chaires maçonniques ? Je vous en citerai un exemple. On leur fait poser la question : « Que doit-on à Dieu ? » demandait-on au nommé Hector Bezuquet, qui voulait entrer dans la loge des *Amis de la Vérité* ? *Tout ou rien*, répondit-il. *Tout si l'on croit qu'il existe, rien si l'on ne croit pas à son existence.* Voilà le raisonnement absurde que faisait cet individu, et voilà les leçons que reçoit la jeunesse dans ces réunions. Le même homme ajouta : *Je veux qu'après ma mort mes os servent à élever une colonne à la liberté.*

Quelques candidats, après avoir déclaré qu'ils sont chrétiens, se trouvent tout à coup arrêtés par cette question imprudente : « Croyez-vous à l'infaillibilité du pape ? » Leur réponse est toujours négative, et si l'on ajoute « Croyez-vous qu'il n'y ait pas de salut hors l'église », ils ne manquent jamais de répondre qu'ils n'en croient rien, et ils retombent ainsi dans le deïsme. Voilà encore une fois le catechisme que les jeunes gens viennent apprendre au sein des loges. Ces faits suffiraient pour démontrer combien il est dangereux de laisser à d'autres qu'aux ministres de l'Évangile le droit de dogmatiser sur la religion et sur la morale. Mais ce n'est pas tout. Il semble qu'on se plait à outrager dans ces assemblées toutes les vérités et tous les sentiments de la nature. Un jeune homme, interrogé sur tous les sacrifices qu'il serait disposé à faire pour la prospérité de l'ordre, a osé dire qu'il *poignarderait* son père pour rester fidèle à son serment et à ses opinions. Un autre, effrayé par les épreuves qu'on lui faisait subir, apparut consentir à faire de la fausse-monnaie si l'intérêt de la franc-maçonnerie l'exigeait. Un tel serait capable de céder à toutes les suggestions du fanatisme. D'ailleurs les bonnes mœurs y sont journellement outragées. Presque tous les récipiendaires confessent avec une rare impudence qu'ils ont séduit des femmes, trompé l'innocence, et ces confidences du libertinage ne paraissent point faire rougir l'assemblée et n'excitent que des ris aussi indécents que les aveux qui les ont fait naître. Il résulte enfin de tous les interrogatoires que tous ceux qui peuplent ces loges ne croient ni à la religion ni à sa morale, et qu'en faisant serment d'obéissance à l'ordre ils font en même temps profession ouverte

d'athéisme et d'immoralité. Le sieur *Riquier père*, dans une improvisation faite à la loge des *Amis de la Sagesse*, dans un banquet donné le 19 juillet, disait que l'âme n'est qu'un souffle qui s'éteint avec la vie. Suivant lui, Dieu n'est que l'ensemble de la nature, c'est à dire un mot, comme l'a dit *Louvet*. Bientôt une gaité infernale a couronné cette infernale déclaration de principes, les chansons de *Beranger* ont encore augmenté les plaisirs de la fête, et les convives se sont séparés après avoir pendant plusieurs heures insulté tout ce qu'il y a de respectable, les croyances publiques et les bonnes mœurs, et ces réunions se renouvellent tous les jours! Et ces orgies sont les écoles où les francs-maçons apprennent à régénérer l'espèce humaine. Ils donnent, évidemment, quelques secours à un malheureux, mais en même temps, et par compensation, ils ont fait entrer dans l'esprit et dans le cœur de vingt individus la licence de leurs maximes et la corruption de leurs mœurs.

Mais ils ne se bornent pas à rejeter les croyances communes, ils font encore une religion à part. La franc-maçonnerie n'est pas seulement une faction, c'est une secte religieuse qui tend à pervertir tous les dogmes et à remplacer les cérémonies du culte public par des cérémonies de leur invention. Ils ont leur baptême comme les chrétiens. Souvent on apporte au vénérable des enfants nouveaux-nés que l'on consacre par des rites particuliers, auxquels on donne des parrains qui prononcent pour eux le serment d'usage et dont l'innocence est ainsi profanée par des cérémonies barbares. Il paraît que la France seule a l'honneur de connaître cette sublime initiation au baptême maçonnique.

Après s'être emparé de l'homme au berceau, ils le suivent encore jusqu'à la tombe. On a vu plusieurs fois des francs-maçons revêtus de leurs insignes suivre un cortège funèbre jusqu'au cimetière, former un cercle sur la tombe du défunt, prononcer des discours philosophiques pres d'une terre sur laquelle la religion et la douleur viennent de verser des prières et des larmes, déclamer sur les dépouilles d'un chrétien qui est devant son Dieu contre le despotisme et la tyrannie et insulter à la fois à la cendre d'un mort et au caractère du prêtre qui vient de bénir son dernier asile.

Voilà ce que la franc-maçonnerie se croit autorisée à faire tous les jours en vertu de la tolérance qu'on lui accorde. Je ne rapporterai pas ici ces cérémonies ridicules, mais, en voyant l'importance que les francs-maçons y attachent et la gravité avec laquelle ils les observent, on doit être convaincu que le fanatisme seul peut les leur inspirer et qu'ils regardent la franc-maçonnerie comme une véritable religion, qu'ils substituent réellement dans leur pensée à la religion de l'Etat.

J'ai tâché de bien pénétrer l'esprit de cette institution, de la caractériser le mieux qu'il était possible et surtout de faire apercevoir les dangers qu'elle fait courir à la société. Si l'on demande maintenant s'il vaut mieux la combattre par le ridicule que par la rigueur, la question change d'objet. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il faut la combattre, et je pense qu'il ne serait pas prudent de la laisser se propager sans la combattre tout à fait. Les moyens de la combattre par le ridicule sont donc insuffisants et par conséquent impuissants. Mais il faudrait divulguer tous ses dogmes, toutes ses cérémonies. Elle ne tiendrait pas deux jours contre l'opinion publique si

une plume mordante et satirique la livrait à la risée du monde dans une série d'articles qu'on insérerait dans quelque journal. D'un autre côté, son existence n'est-elle pas nécessaire pour empêcher le carbonarisme de se fortifier en France et de s'y naturaliser ? Si cette institution d'origine moderne n'avait pas de rivale dans le Grand Orient, ne serait-il pas à craindre que tous ceux qui cherchent les réunions secrètes ne se précipitassent dans les *centes* quand les *loges* leur seraient une fois fermées ? Ces considérations méritent d'être pesées.

Maintenant, il me reste à dire quelques mots des loges le plus dangereuses par leur tendance républicaine ou révolutionnaire. On regarde des *Amis de la Vérité* comme le vestibule des Carbonari. Cette loge est en effet composée d'individus d'une opinion extrême en fait de libéralisme. Elle se compose de cinq cents individus, dont cent cinquante seulement sont inscrits sur les registres du trésorier. Si les autres membres de la loge ne figurent point sur ces registres, c'est que la plupart, occupant des emplois du gouvernement, se sont refusés par prudence à consentir que leur nom figurât officiellement sur cette liste, et c'est encore pour cette raison qu'ils s'abstiennent de paraître dans la loge.

Plusieurs individus sont en possession de présider la loge en l'absence du vénérable qui se nomme Buchoz, et que l'on dit médecin.

On désigne comme vice-vénérables ou présidents par intérim les nommes Arnold, homme de lettres, et Martin, commis chez Lafitte. Le sieur Loeve, commis chez M. Benjamin Delessest, est secrétaire de la loge. Un sieur de Bains, attaché à une pension, fait l'office de frère rapporteur et un sieur Gozan, médecin, employé, dit-on, à l'hospice Beaujon, est un des frères surveillants.

Un individu sur lequel il serait important d'avoir des données certaines est un nommé Filliette que l'on dit tenir le registre de la loge et chez lequel, par conséquent, on pourrait trouver tous les papiers et archives de cette loge dans le cas où l'autorité croirait devoir faire des recherches à cet égard.

Je signalerai également à Votre Excellence trois autres loges dont l'esprit n'est guère moins mauvais. Ce sont les *Amis de la Sagesse*, l'*Armorique* et les *Trinosophes*. Le rit écossais ancien et accepté est une loge dissidente du Grand Orient et qui, en raison de l'indépendance qu'elle affecte de garder à l'égard des autres loges, mérite de fixer l'attention de l'autorité.

J'ai...

Signé : DELAVAU.

VII

Rapports du Préfet de police sur les Neo-Templiers

I

Confidentielle.

Monseigneur

Une des loges qui paraît devoir plus particulièrement fixer l'attention de l'autorité est celle des *Frères modernes Tempeliers* constitués réglementairement sous le titre distinctif des *Chevaliers de la Croix*. Il paraît que c'est le 18 décembre 1811 que M. Pasquier, alors Préfet de police, autorisa les *Templiers* à se réunir et à tenir leurs assemblées rue Saint-Honoré chez Le Prêtre, numéro 219 bis. Une note ancienne relative aux membres de cette loge les représente déjà comme ayant des opinions très républicaines, et ce rapport est confirmé par le témoignage de quelques personnes qui ont eu occasion de connaître de près des *Templiers* qu'ils rencontrent dans les autres loges soumises au G.: O:.

Mais une circonstance décisive qui nécessite l'application d'une mesure répressive à l'égard de cette loge est la détermination absolue que ses membres affectent de conserver à l'égard du G.: O: et le mystère dont ils cherchent à couvrir leurs délibérations les jours où ils se rassemblent.

Tant que l'autorité pourra s'introduire dans les loges et y exercer une surveillance efficace, il n'est pas à craindre que des conspirations se tiennent à son insu dans les réunions. Le seul danger que l'on doit redouter — et assurément il est grave — c'est celui que présenteront toujours des discussions secrètes sur les questions les plus importantes de la religion, de la morale et de la politique. Les membres qui retiennent les hantises rétrogrades qui leur apprennent à craindre de tout qui leur fait peur ont l'excuse de manifester en public les opinions les plus extravagantes, l'incrédulité la plus éhontée et de vouloir se servir de ces opinions les plus fautes pour se faire remarquer que j'ai dit dans ce précédent rapport. La franc-maçonnerie est une école de libéralisme, de démocratie, de progrès et de liberté pure. Le secret dont elle s'entourait est un appât offert à la malveillance qui a besoin de cacher de mauvais desseins et de fausses intentions au public. Elle cherche à alimenter ses fureurs et ses passions dans des spectacles terribles et dans des cérémonies qui exaltent l'imagination par des valeurs qui n'ont point d'assises d'ordre actuel des choses. Elle se sert pour alimenter les passions qu'elle sent les plus pur des serments les théories religieuses et les utopies politiques qu'ils ont conçues dans leur jeunesse. Elle se sert de ces choses qui ne peuvent préparer des hommes à

génération nouvelle à des revolutions et à des bouleversements, enfin à tous les ennemis du trône et de l'autel, qui ne peuvent pas conspirer ouvertement contre l'autorité qui les voit, mais qui croient échapper à tous les regards en se réunissant dans ces associations secrètes qui se regardent comme intéressées et disposées à servir leurs projets puisqu'elles fuient aussi la lumière. Enfin la franc-maçonnerie est une société particulière qui se forme au sein de la société publique, qui se crée des intérêts à part, qui a ses rites, ses principes, sa religion, sa morale, sa politique même, et qui a pour but de donner à ses membres une direction qui ne peut être celle que les lois et les institutions publiques doivent représenter à tous les citoyens. On ne sort point de la société générale sans conspirer contre elle, et l'on ne cherche pas à échapper aux regards du gouvernement sans avoir quelque chose de caché pour lui.

Mais enfin, dans l'état actuel de la civilisation, il est si difficile de se dérober longtemps à la vigilance de l'autorité et la franc-maçonnerie surtout est si à découvert par le soin qu'on apporte à pénétrer le mystère de ses assemblées qu'il lui est impossible, pour ainsi dire, de lui cacher aucun de ses secrets et par conséquent de conspirer avec succès contre l'ordre actuel des choses. Ainsi, les dangers qu'elle présente n'ont qu'une cause première, c'est qu'elle est progressive par l'action et l'influence qu'elle exerce lentement sur l'esprit de ses membres.

Mais si parmi les loges dont elle se compose il était quelques unes ou l'on ne peut pénétrer, si elle surveille ce qui déconcerte tous ses projets et qui prévient la plupart de ses dangers, devenant impossible à l'égard de certaines réunions qui seraient parvenues à s'isoler des autres et à s'assurer un secret inviolable, l'autorité devrait les proscrire sur le champ car elle ne peut tolérer ce qu'elle ne peut surveiller et elle doit toujours redouter des dangers qui ont intérêt à se dérober d'elle et qui ont en l'adresse de s'écarter de ses mystères qu'il ne lui est plus possible de pénétrer.

Or la loge des *Templiers* se trouve précisément dans ce cas, car les francs-maçons eux-mêmes en sont exclus et ignorent ce qui s'y passe. Les *Templiers* ne reçoivent chez eux que ceux des francs-maçons qui se sont faits initier comme *élus*. Quand ils se réunissent ils occupent à eux-seuls tout le local et ferment toutes les avenues et toutes les portes. Les autres loges admettent tous les visiteurs qui se présentent pourvu qu'ils exhibent un diplôme de franc-maçon. Celle des *Templiers* n'en reçoit aucun, à moins qu'il ne soit membre de la loge même. Ils ont d'ailleurs des rites particuliers qui n'appartiennent qu'à eux. Ils ont une espèce d'hierarchie assez semblable à celle des évêques et des prêtres, et ils s'ordonnent entre eux avec des ordonnances qui sont une parole surabondante de cérémonies religieuses. On assure que ils ont des sacrements, et l'on assure que le vénérable assure un empire despotique sur ses subordonnés et qu'il exige d'eux la soumission la plus servile, que peu à peu et les secrets sont essentiellement répétés. Le vénérable de cette loge est un sieur Bonnet, propriétaire place Vendôme, n. 22, et l'on croit que le sieur Febvé est le secrétaire général de l'ordre.

Soit que les *Templiers* aient senti que pour ne point éveiller le soupçon il

et est métallique, le transportant. Admettons maintenant des loges templières sous le nom de *Stricte Observance*. C'est depuis ce temps que presque tous les rites maçonniques répandus en France et chez l'étranger présentent comme but final, dans leurs derniers grades, la *restauration de l'Ordre du Temple* et font rapporter toutes leurs allégories à la mort de Jacques Molay. L'Europe s'est créée à cet égard un système particulier et toutes ont une chronologie dérivée de l'Ordre des grands maîtres de l'Ordre de laquelle il paraît résulter que, s'il est vrai que les successeurs des Templiers se soient réunis à la faveur des formes secrètes de la franc-maçonnerie, chaque peuple a élu son grand-maitre, qu'il existe en Suède, en Allemagne, en France et ailleurs, les seuls remplissant le grand maître qui, un autre jour, gouvernera seul tous les établissements de l'Ordre en Europe.

On a prétendu qu'en conférant la dignité de grand-maitre des Templiers au *chevalier Stuart* en Allemagne, l'intention du baron de Hund était de déterminer ce prince, si les chances politiques lui eussent été favorables, à rétablir l'Ordre et à lui donner des terres en Écosse.

Quoiqu'il en soit de cette origine et de ce but ancien de la franc-maçonnerie templière, les circonstances qui ont amené et suivi la Révolution, la tendance des libéraux et des ennemis du gouvernement à s'emparer de toutes les associations secrètes pour y propager dans l'ombre leurs doctrines anarchiques et pour y préparer le succès de leurs mystérieux complots ont donné à la franc-maçonnerie écossaise un caractère de gravité et une direction hostile qu'elle n'avait sans doute pas lorsqu'elle a été pour la première fois introduite en France. On sentira facilement combien ses emblèmes sont horribles et combien la fin qu'elle se propose est odieuse quand on saura que dans la cérémonie de réception de *chevalier kadosch* ou *chevalier du Poignard*, on commémore l'abolition de l'ordre des Templiers par Philippe le Bel et le pape Clément V et le supplice du dernier grand-maitre Jacques Molay.

En effet, d'après le *Thuileur de 1822*, il est dit : « Dans cette réduplication de l'obu, la scène change. Il n'est plus question d'Hiram et de sa fin tragique. ce personnage allégorique est remplacé par J. B. M. (Jacobus Buyundus Molay) dont le récipiendure doit venger la mort soit figurativement sur les auteurs même de son supplice, soit implicitement sur qui de droit.

« Mais ici cesse toute possibilité historique, ajoute le même auteur, puisqu'il y a une légende reconnue authentiquement historique. La Vén nous reporte à un que le kadosch de l'initiation est purement philosophique. Le kadosch ne peut attraper que des imbéciles incapables de réfléchir. On peut nous dire que la vengeance indéterminée est susceptible d'une interprétation physique mais, du moment que la vengeance est motivée et historiquement spécifiée, je ne vois plus dans le récipiendure qu'un apprenti assassin. Clément V et Philippe le Bel n'existent plus sans doute, mais nous avons des rois et des pontifes. »

On voit par ce passage que le grade de kadosch n'est que l'initiation aux derniers mystères de la franc-maçonnerie, que ce cri de vengeance contre les auteurs du supplice de J. Molay n'est qu'un cri de mort contre les rois et les prêtres, et que le poignard qui est retenu entre les mains du récipiendure après

sa réception est dirigé dans l'intention de ceux qui le donnent et de celui qui fait le serment de s'en servir contre le cœur des rois et des prêtres. D'où il faut conclure que la loge des *Templiers* qui, seule, s'est réservé le droit de conférer le grade suprême de kadosch et d'initier à ses affreux mystères est réellement la dépositaire des derniers secrets de la franc-maçonnerie et par conséquent une association dangereuse qu'il importe de détruire.

On ne sait pas si Louvel était franc-maçon, mais il est certain qu'il ne pouvait être si profondément pénétré de son apprentissage qu'une loge où le poignard est le dernier emblème de la franc-maçonnerie. J'ajouterai ici une réflexion pénible, c'est qu'il n'est que trop vrai qu'un grand nombre de Français qui ne vivent que dans cette loge de sentiments et des principes qui sont bien peu en harmonie avec leur devoir et y faire des serments que le fanatisme de la secte leur rend bien souvent plus sacrés que le serment de fidélité au roi qu'ils ont dû prêter au moment où ils ont été investis et honorés de sa confiance. Il n'y a pas huit jours encore un garde à pied du régiment assésien à la franc-maçonnerie par un *Templier*, le sieur Desmarests, près fort de la Nouvelle-Orléans. Le gouvernement peut-il être dans une sécurité parfaite quand il voit des hommes simples auxquels est confiée la garde du royaume les uns des principaux agents des sociétés secrètes et susceptibles, par conséquent, de recevoir, sous la direction de ces dangereux maîtres, les impressions d'un fanatisme aveugle et sanguinaire ? Ce n'est point sans motif que l'on craint les sociétés secrètes qu'on parviendra à prévenir des catastrophes semblables à celles que la France a déjà tant de fois déplorées.

Peut-être cependant serait-il dangereux d'abolir tout à coup la franc-maçonnerie ; si elle n'existait point, d'autres associations plus mystérieuses se formeraient pour la remplacer. La tendance des hommes du siècle est de se dérober aux regards du gouvernement parce qu'il y a au fond des volontés et des consciences un secret pénétrant à conspirer et à détruire. Il faut tromper ses desirs pervers, ses horribles besoins, et peut-être le moyen d'y réussir est-il de laisser s'ouvrir ces asiles où la malveillance s' imagine ne peut point être aperçue et laisser croire aux ennemis du trône et de l'autel que leurs complots sont ignorés et que leurs élémens ne sont point entendus. Toutefois, afin d'empêcher qu'ils ne se croient entièrement hors des atteintes de l'autorité publique et pour qu'ils se rappellent qu'ils vivent au milieu d'une société surveillée par des lois et une police vigilante, il est utile de frapper de temps en temps des coups vigoureux qui, sans trop exciter leurs défiances, les avertissent de se tenir sur leurs gardes et de se faire une loi de la prudence et de la circonspection. Déjà l'autorité a recueilli les fruits de la fermeté qu'elle a déployée lorsqu'il s'est agi d'abolir dans toute la France le *Grand Orient* qui ne peut être en conspiration permanente contre le gouvernement. Il est certain que depuis ce temps les frères maçons sont devenus plus timides et que dans la plupart des loges on n'ose plus aborder les questions politiques qu'avec une sorte de frayeur. Les Carbonari eux-mêmes ont dû cesser leurs réunions et leurs assemblées et se sont réfugiés dans la loge des *Amis de la Vérité* où leurs principes se sont un peu modifiés et où

leurs complots ont cessé de présenter un danger aussi imminent que lorsqu'ils formaient à eux seuls une association particulière. Les parassants ont donc devoir **propager en France les mœurs et les doctrines des *Vendites italiennes*.**

On ne sait pas bien si cette loge a des ramifications étendues dans les provinces. Il paraît seulement que ceux de ses membres qui sont disséminés en France n'ont pas de réunions particulières, mais correspondent avec la loge centrale aux termes de laquelle ils assistent quand ils ont occasion de venir **dans la capitale.**

Il semble qu'il serait assez facile de fermer cette loge ou plutôt de détruire entièrement cette association en obligeant ses membres à se disséminer dans les autres loges maçonniques comme dans le seul asile où il leur serait permis **de se rassembler. Il suffirait de savoir avec certitude le jour de leur tenue** générale, qu'on aurait soin d'indiquer. Comme les *Templiers*, ainsi que je l'ai observé plus haut, n'admettent aucun visiteur dans leurs réunions et que l'entrée est fermée ce jour-là à tous les francs-maçons, un commissaire de police intelligent et sûr se présenterait, muni d'un ordre et d'un mandat de perquisition en vertu de l'article 291 du Code Pénal et saisirait aux chefs de l'association d'avoir à se retirer sur le champ et de remettre entre ses mains tous les papiers et registres appartenant à l'Ordre la franc-maçonnerie, n'étant que tolérée et non autorisée, n'a qu'une existence subordonnée aux **décisions de l'autorité.**

La prochaine tenue générale des *Templiers* aura lieu le deuxième jour du **mois de décembre prochain, au local des Redoutes.**

J'ai....

II

LE PRÉFET DE POLICE A S. E. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Paris, le 30 janvier 1826

Monseigneur,

Vers le mois de janvier 1825 j'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence des renseignements sur les travaux et la composition de la Société académique des sciences. En informant Votre Excellence que cette Société a obtempéré à l'injonction qui lui avait été faite, conformément à sa lettre du 2 février dernier, de ne plus délivrer aucun diplôme revêtu du nom de S. A. R. Monseigneur le Dauphin j'ai cru devoir lui signaler la nomination de quelques membres dont les noms figuraient en tête du règlement pour l'année 1826. A cet égard, le *Constitutionnel* du 20 de ce mois reformant l'article suivant :

La Société royale académique des sciences a nommé pour l'exercice 1826 M.M. Fabre-Palaprat, docteur en médecine, président ; Adet, conseiller maître à la Cour des Comptes, vice-président ; Bazot, homme de lettres, secrétaire général ; Vallet de Villeville, docteur en droit, secrétaire, De Ligny, professeur de mathématiques, trésorier, Perrot, ingénieur géographe, bibliothécaire archiviste. »

Votre Excellence a été informée par cette nouvelle organisation les principaux chefs de l'Ordre de l'Étoile à la tête d'une société royale académique des sciences. M. M. Lado, l'illustre savant, grand maître des Templiers ; Adet, grand prieur de France ; Valleray, secrétaire magistral ; De Ligny, maître de l'Ordre de l'Étoile, l'illustre chevalier vénérable de plusieurs loges maçonniques, l'illustre savant qui est presque correspondant, M. Moaty, chirurgien dentiste, est également templier.

Morisson, théologue, et d'autres templiers ont aussi été reçus cette année comme membres de cette société. Cette information m'a paru de nature à fixer toute l'attention de Votre Excellence, et je me suis empressé de la lui transmettre en l'assurant toutefois que je vais m'occuper à recueillir de nouveaux renseignements que j'aurai l'honneur de lui adresser aussitôt qu'ils me seront parvenus.

J'ai l'honneur

Signé : DELAVAU.

VIII

Fête de l'Ordre des Néo-Templiers

Paris le.... Avril 1826

JEAN MAC ANNE

Confidentielle

Monseigneur,

Le 16 mars dernier, l'ordre maçonnique des *Templiers* a célébré, dans la rue de Grenelle-St Honoré N° 45, l'anniversaire et la commémoration du maître de Jacques Molay. L'assemblée se composait d'environ 80 personnes. Cette réunion avait présenté quelques particularités remarquables, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence les détails que j'ai fait recueillir à ce sujet.

A huit heures, les milices inférieures, c'est à dire les postulants, les initiés et les écuyers, accompagnés d'un maître de cérémonies se sont dirigées vers l'entrée de la grande salle au rez de chaussée où le *Grand Convent Magistral* devait célébrer la fête. Ces milices inférieures, réunies extérieurement, formaient la première haie ; les ministres, les sénéchaux, les baillis et les chevaliers formaient la seconde haie, dans l'intérieur. Une musique guerrière, placée dans une tribune voilée au-dessus de la salle où se trouvaient les milices inférieures, avait annoncé la fin de ces différentes cortèges et donné le signal du départ au cortège du Grand-maître.

Ce cortège se composait ainsi qu'il suit : le Grand Convent (M. Morisson de Greenfield), bannière déployée, ouvrait la marche. Venaient ensuite le grand coadjuteur général et le coadjuteur chapelain de même en robe, le camail sur une soutane blanche, portant chacun la crosse. Le nom du chapelain ordinaire est Lenormand. Quand à celui qui remplissait les fonctions de coadjuteur général, on dit que c'est un prêtre italien qui exerçait le ministère ecclésiastique dans une paroisse voisine de Paris ; on peut du moins préjuger le caractère dont il paraît être revêtu par la tonsure qu'il porte. Il visite rarement le grand Convent, et on ne l'a vu dans l'assemblée des *Templiers* qu'aux grandes cérémonies anniversaires. Après ceux-ci suivaient les quatre lieutenants généraux, les sieurs Raoul, avocat, et Adet, conseiller-maître à la Cour des Comptes. Ils étaient précédés de leurs écuyers, parmi lesquels on distinguait le sieur Albert de Montémont, auteur d'un ouvrage sur l'astronomie, qui est également attaché à la loge des *Amis de la Vérité* et à celle des *Trinosophes*, et qui vient d'être reçu membre des académies de Rouen et de Cambrai. Ces derniers portaient le bouclier, le casque et le cimier de leurs maîtres et avaient tous des costumes fort riches. Enfin, le grand-maître, le

sieur Fabré-Palaprat, suivi et précédé de plusieurs aides de camp, fermait la marche de ce cortège qui présentait à l'œil quelque chose d'imposant et de grand qui contrastait singulièrement avec le ridicule de ces cérémonies.

A huit heures, le grand maître se place sur son trône, entouré de tous ses grands dignitaires ; il permet ensuite que les milices inférieures soient introduites dans l'intérieur du temple ; la prière est ordonnée, et le grand coadjuteur la recite.

Le grand-maître, déroulant alors un cahier, lit un très long discours dans lequel il fait connaître la situation de l'Ordre et parle de la prospérité des travaux en France, d'Angleterre, d'Allemagne, du Brésil et de Calcutta. La morale des *Templiers*, qui serait une sorte de déisme voilé sous le nom de christianisme, prêche les persécutions de tout genre auxquelles ils doivent s'attacher. Tels sont les principaux sujets sur lesquels roule le discours d'apparat. « Le signal de cette persécution est déjà donné, dit-il, et nous en sommes sûrs. Mais qu'importe ! Rien au monde n'est capable d'arrêter la vérité. La persécution d'une persécution près, elle occupe si fort l'esprit du grand maître qu'il la présente sous divers points de vue. Il rappelle l'article *calomnieux d'un homme qui a cru devoir se servir d'un journal*. La *Quotidienne* pour rendre plus efficacement à l'Ordre auquel il avait juré obéissance et fidélité. On croit qu'il designe M. Chateaubriand, l'auteur de *l'Encyclopédie Maçonnique*, recueil périodique.

Après trois quarts d'heure d'une lecture entendue dans le plus grand silence, le grand maître, qui paraît fatigué, prie le secrétaire général de continuer son exposé, après lequel se trouvent différents décrets dont voici les principaux.

1^{er} Bernard Raymond, ce sont les prénoms du sieur Palaprat, par la grâce de Dieu et le conseil de ses frères, notre conseil privé entend et avons decreté et decretons ce qui suit :

le grand duc de *Sussex* est nommé grand-croix de l'Ordre ;

2^o M. le Comte de *Saint-Centa* est nommé suprême grand précepteur en remplacement de l'illustre frère le comte de *Lacepède*, décédé ;

3^o M. de *Montalivet* est nommé gouverneur de Valence ;

4^o M. *Dutrone*, avocat (que l'on dit être un des rédacteurs du *Courrier Français*) est nommé grand bailli de la maison d'initiation gouverneur de Con ;

5^o Par un autre décret, M. le comte de *Chabillant*, qui se trouvant absent et qui depuis longtemps n'a été plus aux séances est nommé à des fonctions du même genre ;

6^o Enfin les sieurs *Albert de Montémont*, *Maury*, *Astier*, *Cassini*, *Barthe*, avocats, sont admis les uns au rang de chevaliers, les autres aux grades de postulants ou d'initiés.

Après la lecture de ces divers décrets dans la forme desquels Votre Excellence aura sans doute l'affectation avec laquelle on singe la puissance royale, le grand secrétaire, M. le baron Faucher, a la parole comme chef de l'Ordre. Son discours renferme des considérations tout à fait neuves sur les principaux chefs d'accusation qui ont provoqué la condamnation

de la tête à trois visages, qui était représentée sur un tableau sur lequel se trouvait le grand maître qui leur était représenté en expropriant le grand maître à la tête à trois visages du grand maître, la prière, selon lui, représentait ou le Père Eternel, ou la Sainte-Trinité.

M. le grand maître a appelé de son côté les assistants à regarder un tableau qu'on voit, dit-il, à Florence. Ce tableau représente une tête à trois visages devant laquelle sont prosternés plusieurs saints personnages.

L'orateur établit ensuite la filiation authentique des grands-maitres qui se sont succédés depuis Jacques Molay jusqu'à nos jours. Mais il ne cite que le grand maître Bartholomée Fumeschin, dont il raconte plusieurs faits sur lesquels, dit-il, les historiens ne sont pas d'accord. Après cette discussion historique, il répète, en d'autres termes, ce qu'a dit le grand-maitre sur la prospérité de l'ordre. Il fait l'éloge de M. de Lacépède et parle ensuite de ces renégats sur lesquels le premier orateur avait déjà appelé l'indignation des assistants et qu'il accuse à nouveau d'avoir attaqué le Temple par la voie des journaux. En fin de compte des Grées fournit à M. le Baron Fumeschin quelques paroles sur la politique internationale sont ses expressions des paroles de l'Empereur à l'égard des malheureux Hellènes. Il demande que la souscription ouverte en leur faveur soit continuée, et cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Dans un autre endroit de cette déclaration libérale, l'orateur s'écrie : « Que penser de ces processions où l'on porte le signe du Christ avec un cœur musulman ». Il fait sans doute allusion aux processions du Jubilé où on a remarqué qu'il y avait un passage qui semblait et d'ailleurs que le journal l'a annoncé récemment, que plusieurs Templiers avaient été en Grèce et que d'autres seraient revenus de Marseille faute de fonds pour pouvoir s'embarquer.

Ce discours fini, le maître des cérémonies conduit M. de St-Céran, sixième du grand maître, qui lui fait prêter le serment d'obéissance et de fidélité. La promotion de M. de St-Céran est annoncée par trois fanfares répétées à chaque proclamation, on le grand maître avec et dans sa costume en faisant usage de l'aspersoir et de l'encensoir.

Il était près de dix heures lorsque les deux aides de camp revêtirent le grand maître de ses habits pontificaux. Ce dernier, accompagné des deux coadjuteurs, expose la Charte de transmission à la Vénération des assistants. Ses lieutenants généraux le suivent, portant chacun d'autres reliques qu'ils avaient prises dans le coffre fermé à neuf clefs. Ce coffre, en bois d'acajou, était posé sur un autre coffre qui lui servait d'étui. On presume que la Charte de transmission des grands-maitres comme l'acte le plus précieux est confiée à la garde du sieur Fabré-Palaprat.

Après cette asperge de procession, le grand maître, dont le rôle dans cette circonstance ferait croire qu'il a joué pendant la révolution celui de prêtre de la Théophilantropie, va se placer sur le trône des coadjuteurs et prenant un gâteau fait en forme de pain béni, il dit : « Voici le pain du ciel, etc... » Et il prononce à peu près les paroles de la consécration. Il divise ensuite ce pain en quatre vingt et huit de parties et tous les assistants, appelés par ordre alphabétique, viennent en recevoir une fraction de la main du grand maître.

C'est ce que les *Templiers* appellent la Cène générale ou la communion des vrais fideles.

Pendant le cours de cette cérémonie à laquelle on ne sait quel nom donner une musique religieuse se fait entendre. Le casque de bienfaisance circule parmi les assistants, et les offrandes produisent une quête abondante. L'assemblée se retire sur les onze heures.

Contre l'usage adopté les années précédentes on a remarqué que le grand-maitre avait permis que plusieurs dames dont les maris appartiennent à l'ordre des *Templiers* assistassent à la fête. Elles étaient placées dans les tribunes latérales, drapées néanmoins de manière à ne laisser de jour que pour voir sans être vues. Cette innovation introduite cette année dans les usages de la société semblerait annoncer l'intention d'initier aussi les dames aux mystères du Temple.

On serait tenté de regarder cette réunion comme une véritable mascarade si l'on ne considérait que la niaise et risible importance avec laquelle des hommes d'un caractère grave et dont quelques uns occupent des positions élevées ou remplissent des fonctions respectables dans la société s'amusent à contrefaire sérieusement les actes de la souveraine puissance et les cérémonies les plus solennelles du culte catholique, mais, si l'on considère que la fête que l'on vient de décrire n'a excité parmi les assistants que le recueillement et le respect et que pas un seul témoin n'a paru manifester par le moindre signe son mépris ou sa pitié pour ces momeries ridicules, pour ces ceremonies bizarres, si l'on considère surtout que le sieur Fabré-Palaprat paraît être de la part des autres *Templiers* l'objet d'un attachement qui ne peut s'expliquer que par la foi que l'on aurait dans la réalité de ses titres, on sera forcé de reconnaître que cette association mérite de fixer toute l'attention de l'Autorité. Car on ne peut supposer que des magistrats, des avocats, des fonctionnaires publics, des hommes d'un âge mûr et d'une condition distinguée puissent se rassembler périodiquement sans se proposer un but politique, et seulement pour le plaisir de se travestir et de jouer la comédie. Quel peut donc être le but des *Templiers* en rétablissant un Ordre aboli dans le temps par les deux puissances civile et religieuse, en présentant Jacques Molay comme la victime de l'injustice et de la cruauté des papes et des rois, comme un martyr dont il faut venger la mort et perpétuer la doctrine, sinon de rallier tous les ennemis de la religion et de la royauté autour d'un étendard où seraient inscrits ces mots : *Haine aux papes et aux rois*.

Mais, afin de donner quelque consistance à une association semblable, les *Templiers* ont dû se créer une doctrine, une morale, une religion, une hiérarchie, et par les liens de l'obéissance passive et du fanatisme, c'est à dire en opposant au pouvoir qu'ils veulent attaquer un pouvoir mystérieux et absolu, d'autant plus respectable aux adeptes qu'il est plus en butte aux poursuites des gouvernements, d'autant plus légitime à leurs yeux que la reconnaissance

ble davantage à une religion persécutée, à moins qu'on ne suppose que le rôle que joue le sieur Palaprat ne soit un nouveau genre d'escroquerie, un moyen dont il se serait servi pour exister en distribuant aux hommes crédules des diplômes, des titres, des dignités à prix d'argent. Il est difficile de croire pourtant que tant de personnes qui ne manquent ni d'esprit ni de talents auraient été longtemps ses dupes.

Quoiqu'il en soit, on ne doit point regarder comme une circonstance indifférente l'affectation avec laquelle les *Templiers* reproduisent dans leurs actes toutes les formules dont les rois se servent lorsqu'ils s'adressent à leur peuple. Car cette usurpation manifeste d'un droit qui n'appartient qu'à la puissance royale ou aux autorités qui agissent et parlent en son nom pourrait certainement être l'objet de poursuites judiciaires, si l'on considère surtout que toutes les ordonnances, tous les décrets du prétendu grand-maître reçoivent chaque année la publicité de l'impression. Comment ce dernier pourrait-il justifier, en effet, le privilège qu'il s'arroge de nommer ces gouverneurs de Caen, de Valence, etc... de distribuer des decorations qui ne sont point autorisées par le roi ? Si c'est une plaisanterie, elle est insultante pour la majesté royale. Si, au contraire, ces actes sont sérieux, voilà un homme qui établit un gouvernement dans un autre gouvernement, qui organise une société dans une autre société.

En second lieu, que doit-on penser de ces cérémonies sacrilèges dans lesquelles le sieur Fabre-Palaprat ne craint point de parodier les paroles les plus vénérables et les plus sacrées et se permet de travestir de la façon la plus indigne nos plus augustes mystères ? Quel scandale de voir un homme, insensé si l'on veut, imiter au milieu d'une assemblée nombreuse, les solennités du culte catholique, prononcer sur un pain les paroles de la consecration et distribuer la communion à tous ceux qui l'entourent, surtout si la présence de deux prêtres apostats peut faire craindre que leur ministère ait concouru à rendre ce sacrilège encore plus horrible. Si c'est un jeu, il faut avouer que des hommes qui s'amusent à tourner en dérision des mystères du christianisme méritent d'être l'objet de la sévérité du gouvernement. Si, au contraire, c'est sérieusement qu'ils agissent ainsi, et si le sieur Fabre-Palaprat se considère réellement comme pouvant exercer les fonctions du sacerdoce, n'y a-t-il aucun inconvénient à laisser un fanatique abuser à ce point de la tolérance dont il jouit et un homme qui se croit appelé à remplacer le pape et qui remplit publiquement un ministère qu'il n'est donné qu'aux prêtres de remplir, s'il ne mérite d'être envoyé à Charenton, n'est-il pas digne d'être traduit devant les tribunaux ?

En effet, de deux choses l'une : ou les individus qui appartiennent au *Temple* ne se laissent point abuser par ces cérémonies mystérieuses, et alors il faut considérer ces réunions comme des assemblées de plaisir dont les membres conviennent de se moquer périodiquement de la religion et de la royauté dans une comédie sacrilège dont les rôles sont distribués d'avance, ou bien ils croient réellement à la puissance de leur grand-maître, à ses titres comme souverain, comme pontife, et leur but est véritablement de faire connaître et d'établir un pouvoir qui n'est pas celui du roi, un culte qui n'est pas celui de l'État.

On pourrait croire cependant que cette société, par l'obscurité même qui l'entoure et par la surveillance dont elle est l'objet, ne présente aucun danger, mais Votre Excellence n'a pas oublié que cette loge correspond avec des loges semblables établies en Angleterre, en Belgique, au Brésil et à Calcutta. La société des *Templiers* en France n'est donc pas aussi isolée qu'on pourrait le penser. Il est d'ailleurs certain qu'elle a de nombreux affiliés dans plusieurs villes de provinces telles que Lyon, Bordeaux, Marseille, etc... Quant à ces gouverneurs de Caen, de Valence et autres villes du royaume, il est vraisemblable que ce ne sont que des emissaires secrets dont la mission doit être d'enrôler parmi les *Templiers* tous les hommes sur les opinions desquels ils peuvent compter et de former ainsi dans chaque province des loges succursales avec lesquelles la loge centrale puisse au besoin se mettre en correspondance. On sait, du reste, que le sieur Fabré-Palaprat prend les plus grandes précautions pour n'admettre parmi les candidats que les individus *dont l'opinion libérale n'ait jamais varié*.

Toutes ces considérations m'ont paru assez importantes pour être communiquées à Votre Excellence. Cette association, d'ailleurs, continue d'être de ma part l'objet d'une surveillance sévère dont j'aurai l'honneur de lui rendre compte toutes les fois que des circonstances de quelque gravité me paraîtront mériter de fixer son attention.

Signé : DELAVAU.

IX

La Loge des Amis de la Vérité

décimée dans les journées des 27, 28 et 29 juillet.

Au Peuple Parisien.

« Le gouvernement antérieur au 26 juillet a cessé de fait, après la glorieuse journée du 29.

La Chambre des Pairs, cette aristocratie héréditaire, composée en grande partie des créatures et des complices de tous les ministères qui ont pesé sur la France depuis la Restauration, n'a donc plus de rôle à jouer.

La Chambre des Députés, bien que faussée par la loi du double vote peut être reconnue toutefois en cette circonstance, si l'on veut avoir égard aux motifs qui ont fait armer le peuple et à l'appui qu'elle nous a prêté.

La Chambre des députés a donc pu nommer un gouvernement provisoire, et les noms de ceux qui en font partie réunissant tous les suffrages, c'est à lui que nous nous rallions.

Mais la Chambre des députés dépasserait ses pouvoirs si, sous l'influence de quelques intrigans, jaloux de conserver une position que la tyrannie leur a faite aux dépens du peuple, ou d'exploiter à leur profit le sang que le peuple a versé, elle s'avisait de fonder une dynastie nouvelle, à quelles conditions que ce pût être, sans l'avis et le consentement de la nation.

Elle peut tout au plus indiquer les moyens à prendre pour s'assurer à cet égard des vœux du pays.

Jusque-là, les citoyens ne doivent s'en rapporter qu'aux actes du gouvernement provisoire.

VIVE LA NATION !!!

(Adresse publiée dans le journal *La Tribune des départements* à la date du 31 juillet 1830. Cette feuille, qui fut suspendue durant plusieurs mois en 1834 pour ses attaques violentes contre le gouvernement, « fut l'objet dit *Hatin*, de plus de cent poursuites, qui aboutirent à une vingtaine de condamnations, formant au total quelque chose comme une cinquantaine d'années de prison et 160.000 fr. d'amende ».)

X

ORDONNANCES DU ROI

**Relatives à la suspension de la liberté de la presse, à la dissolution
de la Chambre des Députés et au nouveau mode d'élection.**

CHARLES, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre,

A tous ceux que ces présentes verront, salut.

Sur le rapport de notre conseil des ministres,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La liberté de la presse périodique est suspendue.

2. Les dispositions des articles, 1^{er}, 2 et 9 du titre 1^{er} de la loi du 21 octobre 1814 sont remises en vigueur.

En conséquence, nul journal et écrit périodique ou semi-périodique, établi ou à établir, sans distinction des matières qui y seront traitées, ne pourra paraître, soit à Paris, soit dans les départemens, qu'en vertu de l'autorisation qu'en auront obtenue de nous separement les auteurs et l'imprimeur.

Cette autorisation devra être renouvelée tous les trois mois.

Elle pourra être révoquée.

3. L'autorisation pourra être provisoirement accordée et provisoirement retirée par les préfets aux journaux et ouvrages périodiques ou semi-périodiques publiés ou à publier dans les départemens.

4. Les journaux et écrits publiés en contravention à l'art. 2 seront immédiatement saisis.

Les presses et caractères qui auront servi à leur impression seront placés dans un dépôt public et sous scellés, ou mis hors de service.

5. Nul écrit au-dessous de vingt feuilles d'impression ne pourra paraître qu'avec l'autorisation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, à Paris, et des préfets dans les départemens.

Tout écrit de plus de vingt feuilles d'impression, qui ne constituera pas un même corps d'ouvrage, sera également soumis à la nécessité de l'autorisation.

Les écrits publiés sans autorisation seront immédiatement saisis.

Les presses et caractères qui auront servi à leur impression seront placés dans un dépôt public et sous scellés ou mis hors de service.

6. Les Mémoires du procès et les Mémoires de sociétés savantes ou littéraires sont soumis à l'autorisation préalable, s'ils traitent en tout ou en partie de matières politiques, cas auquel les mesures prescrites par l'art. 5 leur seront applicables.

7. Toute disposition contraire aux présentes restera sans effet.

8. L'exécution de la présente ordonnance aura lieu en conformité de

l'art. 4 de l'ordonnance du 28 novembre 1816 et de ce qui est prescrit par l'art. 1^{er} de la loi du 20 mai 1817.

9. Nos ministres secrétaires-d'état sont chargés de l'exécution des présentes.

Donné en notre château de Saint-Cloud le vingt-cinq de juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

CHARLES.

Par le Roi :

Le président du conseil des ministres,

PRINCE DE POLIGNAC.

Le garde-des-sceaux ministre secrétaire d'état de la justice,

DE CHANTELAUZE.

Le ministre secrétaire-d'état de la marine et des colonies,

BARON D'HAUSSEZ.

Le pair de France, ministre secrétaire-d'état de l'intérieur,

Comte de PEYRONNET.

Le ministre secrétaire-d'état des finances,

MONTBEL.

Le ministre secrétaire-d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Comte de GUERNON-RANVILLE.

Le ministre secrétaire d'état au département des travaux publics,

BARON CAPELLE.

CHARLES, etc....

Vu l'art. 50 de la Charte constitutionnelle ;

Etant informé des manœuvres qui ont été pratiquées sur plusieurs points de notre royaume, pour tromper et égarer les électeurs pendant les dernières opérations des collèges électoraux,

Notre conseil entendu, Nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. La chambre des députés des départemens est dissoute.

2. Notre ministre, secrétaire-d'état de l'intérieur, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Saint-Cloud, le 25^e jour de juillet de l'an de grâce mil huit cent trente et de notre règne le sixième.

Par le Roi,

Le ministre-secrétaire-d'état de l'intérieur,

Cte DE PEYRONNET.

CHAPITRE III

Avant de nous occuper de l'état des choses qui ont existé une fois l'indépendance, nous devons d'abord nous occuper des choses qui ont existé avant.

Avant l'indépendance, nous devons nous occuper des principes de la charte constitutionnelle, et de la manière dont l'Assemblée a fait sentir ses intentions.

Nous... etc...

Avant de nous occuper de l'état des choses, nous devons nous occuper de la partie relative à l'état des choses, et de la manière dont les événements ne permettent pas de mettre à exécution.)

TABLE DES NOMS CITES

Les titres des obédiences, des Loges et des Sociétés — ainsi que ceux des ouvrages — sont composés en italiques. Les titres de ces derniers se sont plus exactement rapportés. Les références complètes se trouvent presque toujours dans l'ouvrage même.

TABLE DES NOMS CITÉS

A

- Abeille maçonnique* (L'), revue. — 300.
 About (Edmond). — 324, 340.
 Abraham (F.). — 82, 83, 202.
Abrégé de l'Histoire de France (Bossuet). — 149.
Abrégé de l'origine de tous les cultes (Dupuis). — 262.
Abrégé des Mémoires pour servir à l'histoire du Japonais (dite Bar-
 ruel). — 111.
Acacia (L'), revue. — 189.
Académie française. — 135, 190-193, 359.
Académie (L') française sous l'anarchie (Gaston Bérson). — 193.
Acta Latomorum (Thory). — 27, 61, 62, 86, 190, 221, 227, 324.
Action (De l') politique des loges au XVIII^e siècle (de P. Daudet). — 118.
 Adam. — 241.
 Adam (M^{me}) ou Juliette Lamber. — 323, 334, 358.
 Adam (Paul). — 290.
 Adet. — 401-403.
 Agnus (Joseph). — 10, 368.
 Aguert. — 382, 384.
 Aissé (M^{lle}). — 134.
 Alary, abbé. — 22.
Albigéois. — 113.
 Alet ou Alay (Louis). — 42-47, 375-383.
 Alexandre le Grand. — 220.
 Alexandre I^{er}, czar de Russie. — 216, 295.
 Aligre. — 368.
 Alix, colonel. — 249.
 Allée (M^{me} d'). — 34.
 Allemand (comte). — 239 (note).
 Allier (Raoul). — 70 (note).
Almanach des honnêtes gens (Sylvain Maréchal). — 136.
Almanach littéraire (Aquin de Château). — 142.

- Amis de la Vérité* (Loge Les) o. : de Paris. — 208.
- Alméras (Henri d'). — 160.
- Amiable (Louis). — 104 (note), 105, 107, 108.
- Ambezac (Claude, Louis). — 14, 386.
- Ambezac (Louis, François). — 14, 386.
- Amis Bienfaisants* (Loge Les) o. : de Paris. — 273.
- Amis de la Gloire* (Loge Les) o. : de Paris. — 283.
- Amis de la Liberté* (Loge Les) o. : de Paris. — 299.
- Amis de la Liberté* (Société Les). — 264.
- Amis de la Paix* (Loge Les) o. : de Paris. — 205.
- Amis de la Philosophie* (Loge Les) o. : de Paris. — 247, 396.
- Amis de la Sagesse* (Chapitre Les) o. : de Paris. — 279.
- Amis de la Sagesse* (Loge Les) o. : de Paris. — 247, 250, 394, 395.
- Amis de la Vérité* (Loge Les) o. : de Paris. — 202, 246, 261, 262, 265, 271, 290 (note), 391, 393, 395, 400, 403, 409.
- Amis des Noirs* (Société Les). — 98.
- Amis incorruptibles* (Loge Les) o. : de Paris. — 279.
- Amis indivisibles* (Loge Les) o. : de Paris. — 205.
- Amis Réunis* (Loge Les) o. : de Paris. — 20 (note), 91, 120, 131.
- Amitié* (Loge L') o. : de Bayonne. — 169.
- Amitié* (Loge L') o. : de Genève. — 271.
- Amitié* (Loge L') o. : de Paris. — 297.
- Amitié fraternelle* (Loge L') o. : de Bourg. — 260 (note).
- Amis de Reines* (Jacques de la Faye). — 160.
- Amusemens littéraires...* (La Barre de Beaumarchais). — 18.
- Anderson. — 8, 352.
- Andrieux, préfet de police. — 341 (note).
- Angilbert. — 43, 375, 382.
- Anglès (comte). — 228, 232, 266.
- Angleterre (L') politique* (Philarète Chasles). — 143.
- ~~*Annales de l'Empire*~~ (1804).
- Annales de l'Empire depuis Charlemagne* (Voltaire). — 149.
- Annales littéraires de la Révolution française*, revue. — 90, 165, 171.
- Année (L') littéraire* (Fréron). — 87.
- Annuaire de l'Ordre de la Fécule* (Mott). — 171.
- Antigone ou la Pitié fraternelle* (Doigny du Ponceau). — 192.
- Antin (duc d'). — III, 7, 9, 173, 178, 340.
- Apothéose (L') de Napoléon*, gravure. — 265.
- Apvril (d'). — 270.

- Apeiron de Châteaud. — 142 (note).
 Arago (Emanuel). — 150.
 Aranda (marquis d'). — 88.
 Arbelv (d'). — 252.
 Arcambal (marquis d'). — 121.
 Arcesilas, pseudonyme de Mirabeau. Voir Mirabeau.
 Aremberg (prince d'). — 121.
 Armand (marquis d'). — 27, 30, 38, 39, 52, 56, 93, 94, 106-109, 118.
 Aristogiton. — 80.
 Arnaud. — 374, 379, 381.
 Arnold. — 211, 395.
 Arnoult (Sophie). — 16.
 Arny (Michel). — 31.
 Artaud de Montor. — 117.
 Artois (comte d'). — Voir Charles X.
 Arts Réunis (Loge Les) o. : de Dijon. — 185, 206.
 Assemblée (L') constituante (Gustave Gautherot). — 96.
~~Assemblée électoral de Paris. Élection, 1800. (Gautherot) :~~
 181.
 Astier. — 238, 275, 404.
 Athénée des Etrangers (Loge L') o. : de Paris. — 297.
 Atlantide (L'). — 150.
 A travers trois siècles (Ernest Daudet). — 146.
 Aubert de Tourny. — 386.
 Aubryot (Ilugues). — 157.
 Audiger. — 169, 170 (note).
 Augereau (maréchal). — 214.
 Auguste II, roi de Pologne. — 16.
 Auguste Amitié (Loge L') o. : de Condom. — 327.
 Auguste Fidélité (Loge L') o. : de Nancy. — 184.
 Aulard. — 105, 107-110, 166, 167, 177.
 Aumont (duc d'). — 7, 12, 35, 41.
 Au Soleil de juillet (Paul Adam). — 290.
 Autour de l'Aigle enchaîné (Maurice Soulié). — 264.
 Aventures (Les) de Télémaque (Fénelon). — 56, 217.
~~Accusateur (Un) religieux du XVIII^e siècle. André-Michel Bernier~~
 (Albert Chérel). — 8.
 Axeltromm. — 117.
 Aydie (chevalier d'). — 38, 133, 134.



- Babeuf. — 140.
 Bacciochi, sénateur. — 207 (note).
 Bacon de la Chevalerie. — 183, 190 (note).
Baguettes morales (abbé Coyer). — 141.
 Bailly. — 107, 164.
 Balbi (comte de). — 121.
 Balphe. — 39 (note).
 Banville (Théodore de). — 60 (note).
 Baradère. — 261.
 Barante. — 340.
 Barbès. — 313.
 Barbier, avocat. — 3, 4, 8, 21, 22 (note), 93.
 Barbier (Jules). — 311.
 Bardin. — 41, 370-372.
 Baron (André) pseudonyme de Louis Dasté. Voir Dasté.
 Barré. — 39.
 Barrère. — 169.
 Barrot (Odilon). — 293, 296, 300.
 Barruel, abbé. — 78, 82, 84-88, 91, 97-99, 101, 106, 109, 111-113, 116, 118, 121, 122, 131, 134, 147, 148, 153, 156, 161, 162, 176, 177, 192, 199, 204, 205, 208, 209 (note), 229, 340.
 Barthélemy. — 204 (note).
 Baudouin. — 404.
 Baudat. — 265.
 Baupal (Francis). — 70 (note).
 Baur. — III, 44, 45, 47, 48, 376, 380, 382, 383.
 Bazot. — 401, 402.
 Beaumont (Charles et Auguste). — 321.
 Beaunier (André). — 144 (note).
 Beauregard, avocat. — 279.
 Béchu. — 44, 375, 382.
 Bédarride (les frères). — 235-241.
 Bégis (Alfred). — 70.
 Bégué. — 233.
 Belisaire (Marmontel). — 193.
 Bolliard (comte). — 239 (note).
 Benda (Julien). — 218.
 Béranger. — 262, 394.
 Berchtold-Beaupré (Dr). — 334.

- Bernard-Lafosse. — 243.
 Barnardin (Charles). — 103, 184 (note).
 Barnardin de Saint-Pierre. — 265.
 Berry (duc de). — 229, 259, 264, 281.
 Berryer, L^e général de police. — 59, 60, 62.
 Berryer, avocat. — 274, 350.
 Bertier, avocat. — 274.
 Bertin. — 43.
 Bertin de Rochefort, Valentin-Philippe. — 6, 10, 11, 14, 19, 21, 22, 35, 144 (note).
 Bertrand. — 310.
 Bertrand de Got. Voir Clément V.
 Berville. — 267.
 Besuchet. — 202, 213, 293.
Bezug Zur ersten Geschichte der Freimaurerei in Künze. — 122.
 Bézuquet (Henri). — 393.
Bibliographie de la France-Magasin de l'Esch. Denkschrift. — 99.
Bibliographie de l'Ordre des Templiers (M. Dessubré). — 112, 149.
 Bignon, abbé. — 12.
 Bigot, du Havre. — 295 (note).
 Billiet (Alexis), cardinal. — 326.
 Biron (Général de). — 135, 189.
 Blanc (Charles). — 99.
 Blanc (Louis). — 101, 103, 110, 141, 158-160.
 Blanqui (Auguste). — 283, 313.
 Bocchi (Achille). — 98 (note).
 Bode. — 91, 122.
 Boileau (D^r). — 154.
 Boislisle (A. de). — 23, 37, 38, 51.
 Boisseau. — 39 (note).
 Boisset. — 374, 381.
 Boissier (Gaston). — 193.
 Bonaparte (Jérôme). — 220, 333, 334.
 Bonaparte (Joseph). — 198, 207 (note), 208, 251, 340.
 Bonaparte (Letizia) ou Madame Mère. — 228.
 Bonaparte (Louis). — 206 (note), 207 (note).
 Bonaparte (Lucien). — 250.
 Bonaparte (Napoléon). Voir Napoléon 1^{er}.
 Bonhomme (Le P.), cordelier. — 60, 61.
Bonne Foy (Loge La) o.^r. de Montauban. — 187.
 Bonnet. — 190.

- Bord* (Gustave). — 103, 118 (note).
Bord (Gustave). — 260.
 Bossuet — 149, 179.
 Boubée (Simon). — 83, 238, 241-243, 314 (note), 324.
Bouche de Fer (La), journal. — 101, 115, 165.
 Boucher de Lenoncourt. — 65.
Boufflers (duc de). — 22.
 Bouilly. — 212 (note).
 Bourbon (connétable de). — 68.
 Bourbon (duchesse de). — 71.
 Bourgin. — 212.
 Bournand (Fernand). — 11.
 Bourychkine (Paul). — 102.
 Bousols (marquise de). — 121.
 Boyer, médecin. — 32.
 Boyer de Maupertuis. — 250.
 Boyer de Saint-Maximin. — 250.
 Brandes. — 156.
 Breton ou Lebreton (veuve). — 42, 376, 383.
 Briant ou Bryant. — 43-47, 375, 376, 379-383.
 Brière. — 50.
 Briquet. — 260 (note).
 Brissac (marquis de). — 35 (note).
 Brisson. — 342.
 Brissot. — 98, 115, 123, 186.
 Britsch (A.). — 160.
 Broglie (prince de). — 120, 145.
 Broomets. — 39 (note).
 Brosses (président des). — 164.
 Brossier. — 44, 47, 376, 378-380.
 Brunetière (Ferdinand). — 357.
 Brunot (Ferdinand). — 101, 108 (note), 160.
 Buchez. — 141, 313.
 Buchoz. — 395.
 Buffon. — 164.
 Bulau (Frédéric). — 20 (note).
Bulletin du G. : O. : de France. — 104, 314.
Bulletin hebdomadaire des ordres du jour des loges.... — 352.
Journal mensuel des Ateliers supérieurs (Suprême Conseil). — 182.

Buonarotti. — 140.
 Burke. — 91.
 Byron (Lord). — 272.

C

Cadet-Gassicourt. — 157, 300.
 Cagliostro. — 135, 136, 159, 164.
 Cailas (marquis de). — 121.
 Caille. — 287.
 Cain. — 241.
 Cambacérés. — 198, 199, 208, 227, 239, 251.
Campagne (La) électorale en 1789 en Bourgogne (A. Cochon et Ch. Charpentier). — 177.
 Campan (Jacques, François de). — 380.
 Campe. — 219.
 Camus, abbé. — 14, 19, 24.
Candeur (Loge La) o. : de Paris. — 120.
 Capelle (baron). — 411.
Caractères (La Bruyère). — 133.
Carbonari — 84, 109, 119. Chapitres : La F. : M. : sous Louis XVIII et sous Charles X », 289, 294, 348, 349 (note), 395, 400.
Carbonarisme (Le) ou l'Anacrysme (Eusèbe de Salles). — 297.
 Carbonel. — 376, 380, 382.
 Carignan (prince de). — 52.
 Carignan (princesse de). — 208.
 Carlyle (Thomas). — 216.
 Carnot (Hippolyte). — 189.
 Carnot (Lazare). — 189.
 Carnot, fils aîné de Sadi Carnot. — 189.
 Caro. — 145.
 Carra. — 193 (note).
 Carré (H.). — 146.
 Carrel (Armand) — 283, 395.
 Carry. — 250.
 Cartier (E.). — 213.
 Carton (M^{lle}), de l'Opéra. — 15-19.
 Cartouche. — 61.
 Cassini. — 404.
 Castagnet. — 25.
Catéchisme des francs-maçons (Travenol). — 28.
 Catherine II, impératrice de Russie. — 85.

Catilina. — 61.

Causeries (Edmond About). — 340.

Cavot. — 334.

Cellier. — 376, 380, 382.

Censure (La) sous Napoléon III (XXX). — 322.

Cercle Social (Le). — 101, 115 (note), 165.

Cernazan. — 376.

Cerutti. — 192.

Cervenon. — 44, 376, 378, 379.

César. — 376, 380.

César (Jules). — 220.

Chabot. — 108.

Chabrillant (comte de). — 404.

Chaillou de Jonville. — 66.

Chailloux. — 233.

Chaix-d'Est-Ange. — 234 (note).

Challan. — 207 (note).

Chambord (comte de) ou duc de Bordeaux. — 281.

Chambres ou cabinets de lecture. — 180.

Champfleury. — 101.

Champion (Edme). — 128.

Champollion-Figeac. — 214 (note).

Chansons de Béranger. — 262.

Chansons mêlées de la très vénérable Confrérie (Naudot). — 39.

Chantelauze. — 411.

Chapelier, conventionnel. — 169.

Chapelot. — 8-11, 13, 52, 367, 368.

Chapuis, lieutenant-colonel. — 300.

Chapuis (Fernand). — 237.

Charavay (Etienne). — 181 (note).

Charlemagne. — 220.

Charles-Edouard Stuart. — 150, 399.

Charles I^{er}, roi d'Angleterre. — 117, 207 (note).

Charles X d'abord comte d'Artois, puis Monsieur, puis roi de France
sans le savoir. — 73, 92, 107, 192, 201, 203, 257-287, 304, 323, 410.

Charpentier (Charles). — 177 (note).

Charpentier (E.). — 100, 126, 127.

Chartres (duc de). Voir Philippe-Egalité.

Chasles (Philarète). — 143 (note).

Classiques. — 362.

Chateaubriand. — 281, 367.

- Chauin. — 44.
 Chaulot ou Chollot. — 374, 381.
 Chauvelin, abbé. — 139.
 Chauvelin (marquis de). — 142.
 Chauvin. — 47, 374-382.
 Chemin-Dupontès. — 269, 404.
 Chénier (André). — 105, 165.
 Chénier (Marie-Joseph). — 105.
 Chérel (Albert). — 8.
 Chevalier (major). — 31, 32.
Chevaliers de la Croix (loge des). — 251, 252, 258, 300, 307, 400, 401.
Chevaliers de la Liberté (Société Les). — 203.
Chevaliers d'Orient (Obédience Les). — 154. •
 Choiseul (comte de). — 201, 271, 272, 275, 287, 291, 292, 298, 301, 304.
 Choiseul-Gouttier (comte de). — 121.
 Choiseul-Gouttier (comtesse de). — 121.
 Choiseul-Praslin (de). — 207.
 Chossat. — 260 (note).
 Chrétiennot. — 375, 382.
Chronique de la Régence et du règne de Louis XV ou Journal de Berthier. — 3, 21.
Chroniques dauphinoises (Champollion-Figeac). — 214.
Citoyen français (Le), journal. — 206.
 Clairain des Lauriers. — 294.
 Clairon (M^{lle}), actrice. — 184.
 Clavel (F. T. B.). — 9 (note), 213, 219, 220, 247, 298 (note), 305.
 Clémenceau (Georges). — 96.
 Clément, de Genève. — 6, 18.
 Clément V, pape. — 149, 150, 252, 253, 399.
 Clément XII, pape. — 326.
Clémentine Amato (loge L'Amour de Paris). — 324.
Clermont (chapitre de). — 398.
 Clermont (comte de). — 7, 40, 44, 45 (note), 47, 51, 54, 56, 57, 178, 340, 376, 380, 382.
 Clootz (Anacharsis). — 219.
 Cobentzel (de). — 207 (note).
 Cochin (Augustin). — 96, 106, 107, 111, 124, 177, 178.
 Cœcilius. — 117.
 Colbert. — 70, 118, 175.
 Collavru (J. L.). — 104.
 Colin. — 380.

- Colinze. — 40.
Collier (Affaire du). — 159.
 Colon. — 380.
 Colson. — 6.
 Combes (chevalier). — 239 (note).
Comédiens (Les) français en Hollande (Fransen). — 185.
Comité Régulateur. — 98, 131.
Commune (La). — 339.
Compte rendu aux Ateliers (Grand Orient). — 104.
 Comte (Auguste). — 334.
 Conan de Saint-Luc (Mgr). — 70.
Conclusiones amplissimae Facultatis. — 60.
Concorde (Loge La) o. v. de Montauban. — 187.
 Condé (prince de). — 189.
 Condillac. — 265.
 Condorcet. — 88, 98, 111, 112, 123, 164, 193.
Constitution de L. Philippe d'Orléans d'après l'histoire de Montjoye (Anonyme). — 152.
Constitution contre la religion catholique et ses souverains (Albe Lefranc). — 209.
Conseil des Dix. — 117.
Considérations philosophiques sur la Franc-Maçonnerie (Anonyme). — 73, 74.
Considérations sur le gouvernement... (marquis d'Argenson). — 218.
Considérations sur les principaux événements de la Révolution française (M^{me} de Staël). — 144.
Constance Eprouvée (chapitre La) vall. v. de Paris. — 83.
 Constant (Benjamin). — 244, 264, 282.
Contes et contes (Les) journal. — 229, 233, 235, 260, 278, 283, 401.
Constitutions (Anderson). — 8, 150, 352.
 Conti (prince de). — 21.
 Conti (princesse de). — 87.
Contrat Social (Mère loge écossaise du). — 170, 182.
 Convay, feld-maréchal. — 89.
Convent de Willemsbad. — 154.
Convent des Gaules. — 154.
 Cordier (A.). — 170 (note).
 Cornuel (M^{me}). — 16.
Correspondance (Napoléon I^{er}). — 212.
Correspondance inédite de Marie Antoinette (Vogt d'Hunolstein). — 73.
Correspondance littéraire (La Harpe). — 165.

- Correspondance littéraire philosophique et critique* (Grimm) — 16, 142, 191, 193.
 Corso, colonel — 300.
 Cresse (Dr) — 317.
 Costin (Dr). — 309.
 Cottin (P.). — 144 (note).
Courrier français (Le), journal. — 404.
Cours philosophique et interprétatif des institutions... (J. M. Ragon) — 61, 103.
 Court de Gebelin. — 164.
 Courtebonne (marquise de). — 121.
 Courtot. — 375.
 Couterat (Julien). — 236.
 Coyer, abbé. — 141.
 Cramer. — 219.
 Crémieux (Adolphe). — 310, 311, 343.
Croix de Fer (Loge régimentaire *La*). — 220.
 Cromwell. — 117.
 Cubières. — 73.
 Cui — 230.
 Cujas. — 90.
 Custine, général. — 233.
 Cyrano de Bergerac. — 56.

D

- D'Abadie. — 31.
 Dache. — 53.
 D'Alembert. — 85, 87, 97, 98, 140.
 Dalenceau. — 50.
 Damas (baron de). — 270.
 Damilaville. — 140.
 Dangeau. — 31 (note).
 Danton. — 98, 99, 104, 105.
 Darneau. — 50.
 Dasté (Louis). — 70, 112.
 Daudet (Ernest). — 146.
 Dauvilliers. — 44.
 David d'Angers. — 102.
 Dazincourt (M^{lle}), de l'Opéra. — 16.
 De Bains. — 395.
 Debelleyme. — 274.
 Debrichige. — 50.

- Decazes (duc). — 228, 229, 239, 243, 247, 248, 264, 270, 281, 305.
Déclaration de principes de la F. : M. : (comité de 1848). — 317.
Déclaration des Droits de l'Homme. — 102, 114, 276.
Défense de Misraïm (Vernhes). — 240
De Lachaume. — 375, 378, 379, 382.
De la Franche-Maçonnerie en Europe... (Bigot, du Havre). — 295
De la Hogue (J. H. B.). — 239 (note).
De la janière. — 42, 43.
Delamotte. — 50.
Delaruelle (Dr). — 300, 302-304.
De l'art de peindre (note). 240, 243, 244, 248, 261, 265-268, 273, 348, 408.
De l'Homme, de ses fonctions intellectuelles... (Helvétius). — 88
Delespinay (Jean). — 8-10, 14, 367, 368.
Delessert (baron Benjamin). — 274, 395.
~~Delille~~ — 73, 120, 136.
Delille. — 73, 120, 136.
Delonge (M^{lle}), actrice. — 16.
Demazure. — 50.
Democharès. — 52 (note).
Des principes généraux que les franc-maçons sont des Jacobins (Anonyme). — 156.
Démosthène. — 272.
Denais (Joseph). — 60
Des principes généraux que les franc-maçons sont des Jacobins (Anonyme). — 156.
Depeuil, jeune. — 50.
Depeuil aîné. — 51.
De rege et regis institutione... (le P. Mariana). — 94.
Dervenwatter (lord). — 35
Desaguliers. — 6.
Descartes. — 164.
Deschamps (Le P. N.), jésuite. — 112, 157.
Des Etangs (N. C.). — 267, 272.
Deslinières. — 314.
Desmarets. — 50, 398, 400.
Desmoulins (Camille). — 98, 99, 104, 105.
Desrivieres. — 314.
Desrues ou Deru. — 43, 378.
Dessubré (M.). — 112, 149 (note).
Devillers. — 382

D'Amboise — 370, 379, 380.

Devin (Le) du Village (J.-J. Rousseau). — 137.

Dibon. — 50.

Dickens (Charles). — 194 (note).

Dictionnaire ou Traité de la police générale... (E. de la Poux de Fromanville). — 369.

Dictionnaire philosophique (Voltaire). — 186.

Diderot. — 85, 87, 97, 98, 129, 136, 140, 194, 218.

Dilon, lieutenant. — 270.

Dimier (Louis). — 31 (note).

Diodore. — IV.

Dioptrique (Descartes). — 164.

Discours au souv. : Chap. : de la Constitution Électorale (Rivol). — 83.

Découvertes des secrets maçonniques au XVIII^e siècle (Laurel Vilbert). — 28.

1815 (Henri Houssaye). — 227.

Doigny de Ponceau. — 192.

Domère (Paul). — 262.

Double péril social : L'Eglise et le Socialisme (Girard-Toulon). — 94, 313.

Douillier. — 375.

Doumère. — 397.

Dounic (Max). — 159.

Doussol. — 42.

Drapeau blanc (Le), journal. — 281.

Droit Humain (obédience *Le*). — 345.

Droits (Les) et les devoirs du citoyen (Mably). — 140.

Drimont (Edouard). — 130.

Dubois, préfet de police. — 201, 202.

Dubreuil. — 50.

Duchanteau. — 20 (note).

Duckett (W.). — 20 (note).

Duclos. — 260 (note).

Dudon (le P. jésuite). — 118, 131.

Dufourneau. — 43, 375, 382.

Dugniet. — 49.

Duguesclin (Bertrand). — 405.

Dujardin. — 50.

Dumas (Alexandre). — 194 (note).

Dumesnil de Gramont (M.). — 214 (note).

Dupanloup (Mgr). — 159, 324.

Dupaty. — 105.

Dupin, ministre de la police. — 201.

Dupin aîné. — 274, 291, 292.

Dupin jeune. — 297.

Dupont de Nemours. — 200.

Dupré. — 34.

Dupuis presb. — 53.

Dupuis, chevalier. — 202.

Dupuis, franc-maçon. — 50.

Dupuy (Pierre). — 148.

Durfort (duc de). — 22.

Duroc. — 214.

Duthé (M^{lle}). — 37, 258.

Dutrone. — 404.

Duval. — 35, 36.

E

Eckert. — 157, 221, 222.

Egalité (Loge L') o. : de Bordeaux. — 190.

Egalité des Frères (Loge L') o. : de La Haye. — 184.

Eglise (L') Chrétienne (Ernest Renan). — 80.

Elèves de la Nature (Loge Les) o. : de Paris. — 202.

Elisabeth, reine d'Angleterre. — 18.

Elisabeth, reine de Portugal. — 86.

Elisabeth (M^{me}). — 134.

Eloge de Louis XII (abbé Noël). — 135.

Eloge des Académiciens (Condorcet). — 164.

Le 22 Septembre et l'air de Louis XVI (Montjoye). — 78, 141, 152.

Elus de la Vérité (Grande loge Les) o. : de Rennes. — 154.

Elus de Sully (Loge Les) o. : de Brest. — 271.

Emeth (Loge) o. : de Paris. — 247, 268.

Emile (J.-J. Rousseau). — 88, 141.

Empereurs d'Orient et d'Occident (obédience Les). — 123.

Encyclopédie (Diderot et D'Alembert). — 136.

Encyclopédie maçonnique (Chemin-Dupontès). — 404.

Enoch. — 62.

Entresol (Club de L'). — 22.

Épictète. — 362.

Épingle noire (Société L'). — 259.

Épopée de la Révolution française (Simon Boubée). — 83.

Ernst und Falk (Lessing). — 218.

Erreurs (Des) et de la Vérité (Cl. de Saint-Martin). — 101.

Espérance (Loge L') o. : de Berne. — 271.

- Espérance* (Loge L') o. : de Bruxelles. — 272.
Espinchal (vicomte d'). — 121.
Espion anglais (L'), journal. — 135.
Esprit (L') des Lois (Montesquieu). — 136.
Esquisse d'un tableau de l'esprit humain (Condorcet). — 111.
Essai sur l'Art de rendre les révolutions utiles (Bonnet). — 190.
Essai sur la secte des Illuminés (marquis de Luchet). — 155.
Essai sur le despotisme (Mirabeau). — 90.
Essai sur les principes de la morale (M. de La Harpe). — 112, 113.
Essai sur l'histoire générale de la France-Magistrature (Verulles). — 219.
Essex (comte d'). — 18.
Etapas (Les) du XVIII^e siècle (Victor Giraud). — 128.
Etat du G. : O. : de France. — 83, 183, 185, 190.
Etienne (Le P.) franciscain. — 70.
Etoile (L') flamboyante (T. H. de Tschoudy). — 175.
Etudes, revue. — 118, 131.
Etudes historiques et philosophiques sur la F. : M. : magistrature et médecine (Simon Boubée). — 242.
Europe (L') et la révolution française (Albert Sorel). — 144, 163.
Evrat (Dr). — 204.
Explication de l'origine du roman intitulé : Histoire de la captivité de Philippe d'Orléans (Rouzet de Folmont). — 152, 189.

F

- Fabre*. — 54.
Fabre-Palaprat (Bernard de Raymond). — 301, 302, 303, 305.
Faguet (Emile). — 124, 126, 129.
Faucher (comte Louis de). — 239, 240.
Faucher (baron). — 404, 405.
Fauchet (Dr). — 404, 405, 406, 407, 408, 409.
Faye (Jacques de la). — 160.
Fayet. — 44.
Fayète, fils. — 375.
Félicité (Ordre de La). — 17, 19.
Femmes (Les) philosophes (M. de Lescure). — 163.
Fénelon. — 143, 217.
Ferdinand VII, roi d'Espagne. — 245 (note).
Fernig (baron, puis comte de). — 239 (note), 304.
Ferry (Jules). — 344.
Ferval (Claude). — 134 (note).
Fesch. — 60.

- Feydeau de Marville. — 19 (note), 37-42, 48, 51-56, 58, 386.
 Fiard, abbé. — 135.
 Fichte. — 219.
Fidélité (Loge *La*) o. t. d'Hesdin. — 161.
Figaro (*Le*), journal. — 283.
 Filliette. — 395.
Fin (La) des Notables (Daniel Halévy). — 340.
Fin (La) du XVIII^e siècle (Caro). — 145.
Fin (La) d'un siècle : le duc de Laizun et la Cour intime de Louis XV (Gaston Maugras). — 134.
 Flaubert (Gustave). — 334.
 Flcury, chevalier de l'Ordre du Mérite. — 3, 4, 8, 14, 21, 22, 36-39, 68, 135, 179, 181, 217.
 Floquet (Charles). — 342.
 Florian. — 73, 114, 120.
 Fondoas (vicomtesse de). — 121.
 Fontaine. — 137.
 Forestié (Edmond). — 188 (note).
 Forgeame. — 147, 157.
Forme et contenu des rites dans l'Ordre de la Félicité (Anonyme). — 9.
 Foucault (le P.), capucin. — 44, 46, 375, 379, 381.
 Fouché. — 198, 228.
 Fournier. — 379.
 Foy, général. — 264, 282.
 Framboisier. — 42, 383.
France, Les, d'après les Cartes de 1789 (Edme Champion). — 128.
France (La) sous Louis XVI (H. Carré). — 146.
France, Les, temps des maçons et les démolisseurs du XVIII^e siècle (Abbé Fiard). — 135.
 Franchet d'Espérey. — 232, 266, 267 (note).
France, Les, sous le XVIII^e siècle (Emile Lesueur). — 161, 189.
France, Les, sous le XVIII^e siècle (Albert Lantoin). Voir *Histoire de la Franc-Maçonnerie*.
France, Les, sous le XVIII^e siècle (Eckert). — 221.
Franc-Maçonnerie (La) Ecossaise en France : Le Rite écossais ancien et accepté (Albert Lantoin). — 5, 22, 217, 321.
Franc-Maçonnerie, Les, d'après les origines à 1815 (Gustave Bonh). — 124.
Franc-Maçonnerie, Les, d'après la Révolution française (Gaston Martin). — 105, 174.

- Franc-Maçonnerie (La) et la Révolution française* (Charles Blanc) — 90.
 François d'Assise (Saint). — 79.
 François I^{er}, roi de France. — 272.
 François II, empereur d'Allemagne. — 85.
Francs-Juges. — 117.
Frères-Maçons (Les), comédie (Charles et Auguste Beaumont) — 721.
~~*Frères-Maçons (Les)*, comédie (Alfred Carraud) — 27.~~
Frères-Maçons (Les) et la magistrature française au XVIII^e siècle
 (Charles Géraud) — 270.
Frères-Maçons (Les) ou les Jacobins démasqués (Gautier Cassinourt). —
 157.
 Fransen. — 185 (note).
 Frédéric II, roi de Prusse. — 16, 158.
 Frédéric-Guillaume I^{er}, roi de Prusse. — 16.
Frères (Loge Les) o. : de Verdun. — 187.
Frères blancs. — 100.
Frères de la Miséricorde. — 100.
Frères pontifes. — 100.
Frères prêcheurs. — 100.
Frères Unis (Loge Les) o. : de Paris. — 248.
 Fréron. — 87.
 Fréteau de Peni (baron). — 304.
Fre-maçons (Les) hyperdrame (Clement de Genève) — 6, 17.
 Froment, secrétaire de police. — 263, 266.
 Froment (Benigne). — 42-46, 52, 374, 375, 378, 380-384.
 Fromentin (Le P.) bénédictin. — 50.
 Froulay (bailli de). — 133.
 Fuchs (Max). — 60, 185 (note).
 Fuel. — 47, 376.
~~*Funk-Brentano* — 300 (note); 311, 312 (note).~~
 Furcy-Devaux. — 262.
 Fustier. — 200, 201.

G

- Gabanon (Léonard) pseudonyme de Travenol. Voir Travenol.
 Gallard. — 94.
 Gallois (Léonard). — 265.
~~*Gambetta* — 334, 340.~~
 Gambetta. — 334, 340, 342.
~~*Gandier* — 374, 381.~~
 Garat. — 99.

Garibaldi. — 334.

~~Garibaldi~~ ~~...~~ 1700

~~Garibaldi~~ ~~...~~ 1700

G... ignalde. — 41, 370, 373.

Gaudin. — 374, 377, 381.

~~Garibaldi~~ ~~...~~ 1700

Gaume (Mgr). — 146, 162.

~~Garibaldi~~ ~~...~~ 1700

~~Garibaldi~~ ~~...~~ 1700

Genlis (comtesse de). — 71, 121.

Genty (Nicolas, François), prêtre napolitain. — 29-33.

Géométrie (Descartes). — 164.

Gerbeau. — 383.

Gérin (Charles). — 70 (note).

Giambonne (marquis de). — 304.

Gilbert. — 238, 371, 372.

Girard (Jacques). — 14.

Giraud (Victor). — 128.

Giraud-Toulon (A.). — 94, 313 (note).

Giroult. — 181.

Gleichen (baron Charles-Henri de). — 20 (note).

Gnostiques (Les). — 113.

Goncourt (Les). — 60 (note).

~~Garibaldi~~ ~~...~~ 1700

Goubin, sergent. — 234 (note).

Gould. — 213.

Le grand secret des maçons et des cordons en France avant la Révolution (Sénac de Meilhan). — 144.

Goran. — 345.

Grande Fête maçonnique... o.° de Montauban (Anonyme). — 293.

Grande Loge nationale de France, 1848. — 317.

Grande Loge symbolique écossaise, 1880. — 344, 345.

Grande (La) Peur de 1789 (Edmond Forestié). — 188.

Grand Orient (Le) de Bade. — 220.

Grand Orient (Le) de France au XIX^e siècle (J. C. Collavru). — 104.

Grand Orient de Westphalie. — 220.

Granel (Armand). — 156 (note).

Grands (Les) Procès de l'histoire (Henri-Robert). — 349.

Gratien. — 49.

Grégoire, abbé. — 289.

Grégoire, cure. — 41, 373.

- Grimm. — 16, 135, 136, 142 (note), 191 (note), 192, 193 (note)
 Grimont (Le P.), bénédictin. — 50.
 Gromont. — 376.
 Guaita (Stanislas de). — 153, 156.
 Guérin (le P.), bénédictin. — 50.
 Guernon-Ranville (comte de). — 411.
 Guérout. — 334.
Guerre (La) des Dieux (Evariste Parny). — 262.
 Guillaume le Bâtard. — 35.
 Guillemainot (comte). — 239 (note).
 Guillot. — 375.
 Guillotin. — 98.
 Guillotte-Aubry. — 44, 50.
 Guimbaud (Louis). — 273 (note).
 Gustave III, roi de Suède. — 117.
 Guyot (Claude, Antoine) ci-devant Desherbiers. — 180.
 Gyr (abbé). — 157, 222 (note).

H

- Halévy (Daniel). — 340.
 Haller (Charles L. de). — 157.
 Hallez ou Hallay. — 44, 375-379, 382.
 Hallot (Jacques). — 386.
 Hamard. — 53.
 Hardy. — 372.
 Harmodius. — 80.
 Haussez (baron d'). — 411.
 Hautoy (marquis du). — 121.
 Havet (J. B.), curé. — 127.
 Havin. — 334.
 Havrincourt (marquis d'). — 121.
 Hebrard. — 50.
 Hellot (Jacques). — 14.
 Helvétius. — 88, 97.
 Helvétius (M^{me}). — 87, 346.
Helviennes (Les) (abbé Barruel). — 87.
 Henri IV, roi de France. — 94.
 Henri VIII, roi d'Angleterre. — 277.
 Henriot (Marcel). — 188.
 Henri-Robert. — 349.
 Herault (Rene). — 8, 10, 11, 13, 15, 18, 19, 21-24, 30, 34, 36, 46, 74, 369.

- Hérault (Louise-Adélaïde), fille du précédent. — 36.
Hérault de Séchelles. — 22 (note).
Héros (Les) (Thomas Carlyle). — 216.
Herwyn, sénateur. — 212 (note).
Hétairies, sociétés secrètes de la Grèce. — 273.
Hiram au jardin des Oliviers (Albert Lantoine). — 216.
Histoire abrégée de l'Inquisition (Léonard Gallois). — 265.
Histoire de deux siècles (Alexandre Dumas). — 9.
Histoire de dix ans (Louis Blanc). — 159.
Histoire de France (Henri Martin). — 159.
Histoire de la civilisation française (Alfred Rambaud). — 161.
Histoire de la couronne de Louis-Philippe Joseph d'Orléans (Montjoye). — 152, 189.
Histoire de la couronne de Marie-Anne Rodespierre (Montjoye). — 152.
Histoire de la Cour de Berlin (Mirabeau). — 155.
Histoire de la Félicité (Anonyme). — 20.
Histoire de la Franc-Maçonnerie... (Fernand Bournand). — 11.
Histoire de la Franc-Maçonnerie française : La Franc-Maçonnerie chez Elle (Albert Lantoine). — 4, 20, 54, 90, 151, 252, 275, 317, 328.
Histoire de la Franc-Maçonnerie (Léons de Viel Castel). — 129, 226, 228, 280.
Histoire de la Révolution (Louis Blanc). — 158-160.
Histoire de la Révolution française (A. Thiers). — 78.
Histoire de l'assassinat de Gustave III, roi de Suède (Artaud de Mentor). — 117.
Histoire de l'Astronomie (Bailly). — 164.
Histoire de la vie de Fénelon (André-Michel Ramsay). — 143.
Histoire des aspects religieux des milles en France (Gallard). — 94.
Histoire de l'Ordre maçonnique en Belgique (A. Cordier). — 170.
Histoire des sciences patriotiques (Champfleury). — 101.
Histoire des Franc-Maîtres des Loges de Francs-Maçons en France (Eim. Rebold). — 282, 294.
Histoire du Grand Orient de France (Jouaust). — 103, 183.
Histoire du Parlement de Paris (Voltaire). — 52, 149.
Histoire pittoresque de la Franc-Maçonnerie (F. T. B. Clavel). — 9.
Histoire politique de la Révolution française (Aulard). — 166.
Histoire politique de la Révolution de 1789 de Bordeaux (Renou). — 191.
Hitler. — 92.
Hoche, général. — 204 (note).
Hohenlohe (prince de). — 208.

Hollbach (Pierre). — 87, 90, 93, 262.

Hommes (Les) de bonne volonté : Richard et d'une Loge (Jules Roumans). — 163.

Houssaye (Arsène). — 99.

Houssaye (Henry). — 227.

Huard (G.). — 160.

Hudson-Love. — 263.

Hugon. — 260 (note).

Humboldt (Charles-Émile, baron de). — 138, 161, 228, 260.

Huss (Jean). — 141.

I

Idée (L') de fraternité dans la Franc-Maçonnerie, ms (Paul Bourry de Maisons). — 102.

Illuminés d'Allemagne. — 97, 100, 119, 122, 154, 155, 163, 165, 166.

Illuminés (Les) de Biscarre et la Franc-Maçonnerie d'aujourd'hui (R. Le Forestier). — 155.

Imitateurs d'Osiris (Loge Les) o. n. de Paris. — 279.

Impératrice Joséphine (Loge L') o. n. de Paris. — 237.

Influence (De l') attribuée aux Philosophes, aux Francs-Maçons... (J. J. Mounier). — 182.

Influence (De) du symbolisme maçonnique sur le symbolisme rosicrucien (Otto Karmin). — 102.

Irruption de l'Océan dans la... Méditerranée (Félix Nogaret). — 181.

Isis ou l'Initiation maçonnique (Dr Berchtold Beaupré). — 334.

Isoulet (Jean). — 216 (note).

J

Jacob. — 374, 375, 379, 381.

Jacques le Fataliste (Diderot). — 262.

Jadot. — 62.

Janin, de Rouen, 99.

Janin (Jules). — 283.

Jannet (Claudio). — 112 (note).

Jansénistes. — 21, 37, 93, 277.

Jarrhetti. — 61.

Jarry. — 275.

Jeanne d'Arc. — 122.

Jècre. — 260 (note).

Jérôme de Prague. — 141.

Jerusalem de la Constance (Loge La) o. n. de Paris. — 270.

- Joseph*. — 6, 14, 21, 93, 94, 115 (note), 122, 123, 148, 238, 241, 268, 277, 278, 349.
Jésus-Christ. — 313, 326.
Jeunesse (La) de Joseph Joubert (André Beaunier). — 144.
Joseph, invalide. — 269.
Joseph II, empereur d'Autriche. — 85.
Jouaust. — 103, 182, 183 (note).
Jourde. — 86, 124.
Journal (Dangeau). — 31.
Journal de Barbier. Voir *Chronique de la Régence*.
Journal de Paris (Le). — 206.
Journal de Senlis (Le). — 329, 330.
Journal des Débats. — 228, 281.
Journal des États tenus à Vergy le Français en 1744 (Auguste Nicaise). — 144.
Journal des hommes libres. — 171.
Journal des rois de Louis XIV et Louis XV (Pierre Narbonne). — 4.
Journal des Savans. — 180.
Journal ecclésiastique. — 87.
Journal encyclopédique. — 180.
Journal et Mémoires (d'Argenson). — 36, 38, 39, 137.
Jubé. — 304.
Juéri. — 375.
Juge (Théodore). — 105.
Juif (Le) errant (Eugène Sue). — 334.
Justice (Loge La) o. s. de Paris. — 344.

K

- Karmin (Otto)*. — 102, 156, 187 (note).
Kauffmann. — 282.
Kawanski (prince). — 120.
Kerenski. — 79.
Kimp. — 39 (note).
Kingston (duc de). — 15.
Kléber. — 198, 218.
Knigge (Adolf H. baron de). — 122, 154, 155.

L

- Labady*. — 65.
La Barre de Beaumarchais. — 18.

Labbé de Voigny. — 49.

Laborde (Alexandre de). — 291, 297, 300.

Laboureurs de la Veauve ou du Champ de la Veuve (Laage Les) ou . de Paris.

233

Labrousse (Fabrice). — 300.

La Bruyère. — 133.

Lacépède. — 272, 404, 405.

La Chaume. Voir De Lachaume.

La Chaussée. — 65.

Lacorne. — III.

La Croizet (De). — 50.

La Dixmérie. — 346.

Lafayette. — 98, 107, 114, 123, 250, 261, 263, 264, 261, 264, 282, 287,
289-293, 296, 298-300, 306, 350.

Lafferre. — 189.

Lafitte (Jacques). — 244, 261, 262, 296, 300, 395.

Laguerronnière. — 323.

La Harpe. — 165 (note).

Lalande. — 105, 346.

Lallemand, général. — 264.

Lalouette. — 50.

Lamarque, général. — 303.

Lamartine. — 312, 313 (note), 314, 325.

Lamballe (princesse de). — 71, 159, 194.

Lamber (Juliette). — Voir Adam (M^{me}).

Lamennais, abbé. — 263, 313.

Landgrave de Hesse. — 12.

Langermann, général. — 300.

Langlois (Isidore). — 200 (note).

Lannes, maréchal. — 207 (note).

Lanterne (La), journal. — 341.

Lanzac de Laborie. — 202, 212.

La Poix de Fréminville (Edme de). — 369.

Laresche. — 249.

La Rochefoucauld. — 98.

Larudan (abbé). — 27.

La Tierce. — 8.

La Tour du Pin (marquis de). — 121.

Laurens (Jean-Paul). — 108.

Lauriston, maréchal. — 275 (note), 287.

Lauzun (duc de). — 134 (note).

- Lavergée (Charles, Elisabeth de). — 49
Lay. — 60.
Lebreton. — 30, 47, 376, 380, 382.
Lebrun, consul. — 193.
Lecanu, abbé. — 135 (note), 145.
Le Carpentier, conventionnel. — 170.
Le Chanteur. — 380.
Lechat (abbé). — 110 (note).
Leclair ou Le Clerc. — 44, 375, 382.
Le Couteux de Canteleu. — 157.
Lefebvre. — 43.
Lefeure. — 375, 382.
Lefèvre, sergent. — 234.
Le Flamanc. — 218 (note).
Le Forestier (R.). — 154, 155, 157, 165 (note).
Lefranc, abbé. — 111, 119, 147, 208, 209 (note).
Le roman de la franc-maçonnerie, depuis la Révolution française (Henri Sée). — 160
Legot. — 81.
Legouvé (Ernest). — 212 (note).
Le Gros. — 386.
Le Harivel (Philippe). — 115, 165 (note).
Lemaire. — 206 (note).
Lemot. — 49.
Lenine. — 79.
Lenoir, lieut. de police. — 23.
Le Noir de Cintray. — 15, 17, 19.
Lenormand. — 403.
Leonidas. — 272.
Le Prêtre. — 396.
Le Roi (I. A.). — 4.
Leroy, traiteur. — 49, 51, 53, 385, 386.
Lesage. — 273.
Lescure (M. de). — 159, 163 (note).
Lessing. — 218, 219.
Lesueur (Emile). — 160, 161, 172, 189.
Lettre au peuple français (Cagliostro). — 135.
Lettre de l'évêque de Montpellier en réponse à une adresse... (J. François). — 326
Lettre critique de M. le Chevalier XXX (Travenol). — 28.
Lettre écrite par M. le comte de Cagliostro. — 135.

Lettre et Communication de la Sorbonne sur le sort des prisonniers (P. Bouchaud). — 690, 691.

Lettre sur les Aveugles (Diderot). — 136.

Lettres (princesse Palatine). — 5.

Lettres (Les) de cachet à Paris (Funck-Brentano). — 30, 43.

Lettres de Marville au ministre Maurepas. — 23, 37, 38, 48.

Lettres philosophiques (Voltaire). — 136, 184.

Lettres (Les) philosophiques de Voltaire (Albert Lantier). — 136.

Lettres sur l'Atlantide (Bailly). — 164.

Levasseur. — 244.

Levé. — 372.

Level (abbé). — 124.

Le Veneur (vicomte). — 121.

Liégeois. — 50.

Lindet (Robert). — 81.

Linguet. — 135.

Littre. — 52 (note), 324, 334.

Livre de l'Apprenti (Oswald Wirth). — 98.

Livres d'architecture de l'église La Madeleine d'Hesdin (Émile Lacombe). — 161.

Locke. — 143, 265.

Loève. — 395.

Loge anglaise n° 204 o.°, de Bordeaux. — 184, 190.

Loge (Une) de Misraïm à Besançon en 1822 (Fernand Chapuis). — 237, 238.

Loge (La) de Verdun et le serment civique (Ms. anonyme). — 187.

Loge (La) maçonnique de Montreuil (E. Chapoutier). — 100, 126.

Loge (La) maçonnique de Semoussac-Larès (Marcel Hénard). — 188.

Loge (La) rouge (Anonyme). — 156.

Lombard de Langres. — 157.

Lombroso (Cesare). — 80.

Longuinof. — 85 (note).

Louis XIV. — 4, 24, 57, 70, 71, 87, 93, 108, 116, 133, 138, 139, 146, 175, 180, 228 (note), 262, 277, 346.

Louis XV. — 3 (note), 7, 22, 60, 67, 71, 72, 57, 58, 62, 71, 80, 93, 94 (note), 116, 134, 139, 145, 146, 178, 180, 209, 261, 276, 325, 334.

Louis XVI. — 65, 66, 71, 73, 99, 107, 108, 115, 116-118, 131, 137, 142, 144 (note), 152 (note), 153 (note), 156, 188, 200, 208, 261, 280, 285, 306.

Louis XVI d'après ce qu'il a été et ce qu'il a été (Alte Proyard). — 154, 209.

Louis XVI et ses vertus avec prises aux la perestroïka de son siècle (Alte Proyard). — 209.

LOUIS XVIII — 73, 84, 167, 215, 225, 253, 258, 260, 275, 280, 284 (note)
341, 348

Louis Bonaparte. — voir Bonaparte.

Louis-Philippe I^{er}. — 203, 216, 231, 287-306, 321.

Louise, maîtresse de Marc Bédarride. — 242, 243.

Louvel. — 282, 394, 400.

Louvois. — 175.

Loynes de Boisbaudron (baron de). — 68, 69.

Loze (Antoine de). — 50.

Lucas de Montigny. — 120.

Luchet (marquis de). — 111, 155, 156.

Lucien Bonaparte. — voir Bonaparte.

Lumière et ténèbres (E. Cartier). — 213.

Lunier. — 200 (note).

Lusignan (marquis de). — 121.

Luther. — 141, 359.

Luxembourg (duc de). — 66, 71, 114, 116, 183, 187, 197, 298.

Luynes (duc de). — 38, 121.

Luynes (duchesse de). — 208.

M

Mably, abbé. — 140.

Macaire. — 374.

Macdonald, maréchal, duc de Tarente. — 251, 287, 294, 294, 298, 304.

Machault, contrôleur général des finances. — 93, 94 (note).

Machiavel. — 230.

Maçonnerie (La) à Rennes jusqu'en 1789 (Jouaust). — 103, 182.

Maçonnerie (La) en France comparée avec les trois professions (Nicolas Bonneville). — 115, 122.

Madelin (Louis). — 93, 126, 135, 136.

Mademoiselle Aïssé et son tendre chevalier (Claude Ferval). — 134.

Magnan, maréchal. — 321, 325, 333, 334 (note).

Maignot. — 81.

Mailly (comte de). — 39.

Mainbout. — 44.

Maintenon (M^{me} de). — 228, 277.

Maistre (Joseph de). — 154, 164.

Malesherbes. — 30 (note).

Malet (chevalier de). — 147, 157.

Mallarmé, conventionnel. — 171.

Malpage. — 50.

- Manichéens.* — 111, 113.
Manuel. — 250, 261, 264, 282.
Marat. — 140.
Marchangy. — 234, 259.
Maréchal (Sylvain). — 136.
Mariana (Le p.) jésuite. — 94.
Marie-Antoinette. — 22 (note), 70, 73, 85, 116, 137, 258.
Marie-Antoinette et la Révolution française (Horace de Viel-Castel) — 145.
Marie-Antoinette et le complot maçonnique (Louis Dasté). — 70.
Marie-Christine, sœur de Marie-Antoinette. — 73.
Marie-Louise, impératrice. — 214.
Marie-Louise (Loge). — 212.
Marmontel. — 193.
Marnier. — 44.
Marrast (Armand). — 310.
Mars et Thémis (Loge) o. r. de Paris. — 205.
Martainville. — 281 (note).
Martignac, ministre. — 282.
Martin, commis. — 395.
Martin (Gaston) — 105, 106, 107, 109, 120, 126, 129, 160, 174.
Martin (Dr Georges). — 345.
Martin (Henri). — 110, 159.
Martinès de Pasqually. — 165.
Martinet. — 50.
Marville. — voir Feydeau de Marville.
Masséna. — 198, 207 (note).
Massillon. — 139.
Massol. — 324, 334.
Mathew — 207 (note).
Mathiez (Albert) — 99, 109, 110, 128, 160, 165, 167, 171.
Matran. — 47, 376, 380, 382.
Maugras (Gaston). — 134.
Maupeou. — 193.
Maurepas. — 29, 30, 34, 37, 38, 48, 49, 56, 383, 384.
Maury, abbé. — 135, 402, 404.
Mazzini. — 231, 334.
Mazzini (Eugène de Mirecourt). — 231.
Mellinet, général. — 324 (note), 328-333.
Memento (Restif de la Bretonne). — 144.
Mémoires des quatre curés de la Cité de Saint-Lazare... (Nicolas Bonneville)
 — 115.

- Mémoire concernant une association intime...* (Mirabeau). — 120.
Mémoire justificatif (La Chaussée). — 65.
Mémoire pour le peuple français (Cerutti). — 192.
Mémoire sur la dime royale (Vauban). — 143.
Mémoire sur les lettres de cachet (Malesherbes). — 30.
Mémoires (duc de Saint-Simon). — 24.
~~*Mémoires de la Fayette*~~ — 290.
Mémoires (Brissot). — 115, 186.
Mémoires (Lafayette). — 290.
Mémoires biographiques, littéraires et politiques (Mirabeau). — 120.
Mémoires de Garibaldi (Alexandre Dumas). — 155, 156.
Mémoires pour servir à l'histoire des mœurs à la fin du XVIII^e siècle
 (comte de Tilly). — 142.
Mémoires pour servir à l'histoire de la Bastille (de Barmel). — 84, 87,
 105, 192.
Mémoires pour servir à l'histoire de la Bastille (de Barmel). — 135, 141, 142, 164.
Mémoires sur la Bastille (Linguet). — 135.
Mémoires des hommes de la Bastille (de P. J. Pouchet). — 228, 240,
 267.
Mémorial (Le) d'Aix, journal. — 333.
 Ménard, greffier. — 369.
 Menou (M. de). — 86.
 Mercier (Sébastien). — 23, 52 (note).
Mercure de France (Le) journal. — 180.
 Merejkowsky (Dmitry). — 214.
 Mérimée (Prosper). — 323.
Mes Inscriptions (Restif de la Bretonne). — 144.
 Mesmer. — 20, 164.
Mes Premières Armes littéraires (M^{me} Adam-Juliette Lamber). — 334,
 358.
Messenger du soir (Le), journal. — 200.
 Mesureur (Gustave). — 344.
Météores (Les) (Descartes). — 164.
 Meusnier de Querlon. — 56.
 Meyboon. — 44, 375, 376, 378, 379, 381.
 Meyer (Paul). — 106.
 Mezeray. — 52 (note).
 Midy. — 374, 381.
 Migeon. — 137.
 Mignet. — 283.

- Milly. — 375, 374, 382.
Milly (comte de). — 105, 164.
Milon-Delamon ou Delammont. — 43, 47, 375, 379, 382.
Mina. — 245 (note).
Mirabeau. — 89, 90 (note), 104, 119, 120, 122, 123, 135, 155 (note), 164.
Mirecourt (Eugène de). — 241.
Miroir de la Vérité (Abraham). — 83.
Mirour historique, politique et critique de Paris (L. Prud'homme). — 210.
Mirville (J. de). — 20 (note).
Misraïm ou les Francs-Maçons (Simon Boubée). — 238, 314.
Modeste et Faucon (Lessing). — 218.
Moët. — 19.
Molay (Jacques). — 112, 157, 252, 399, 403, 405, 406.
Molé. — 264.
Molière et les Dévôts (Francis Bauma). — 70.
Monaco (prince de). — 25.
~~*Monde (Le) primitif* (Court de Gébelin). — 164.~~
Monde maçonnique (Le), revue. — 103, 159, 182.
Monde (Le) primitif (Court de Gébelin). — 164.
Moniteur (Le), journal. — 263, 283.
Moniteur (Le) Universel, journal. — 328.
Monopole (Le) universitaire (Le P. Deschamps). — 112.
Montalembert. — 313, 323.
Montalivet. — 404.
Montbel. — 411.
Montemont (Albert de). — 403, 404.
~~*Montesquieu* — 6, 120, 160, 166, 168.~~
Monthyon (comte). — 304.
Montjoye. — 78, 141, 152, 167.
Montmorency (Thibault de). — 208.
Montrol (F. de). — 186 (note).
Morale indépendante (La), journal. — 334.
Morand. — 293.
Moreau. — 369, 386.
Monissen de Greenfield. — 268, 269, 241, 244, 245, 248, 250, 271, 279, 283.
Mornay ou Mornet (Nicolas). — 42, 43, 44, 46, 374-384.
~~*Mornet* (Daniel). — 62, 161, 176, 186.~~
Morny (duc de). — 323, 334.
Morus (Thomas). — 276.
Mouchard. — 52 (note).
Moufle d'Angerville. — 164.

Mounier (J. J.). — 82, 157.

Mystère de la Vierge (Anonyme). — 32.

Mystères des plus hauts grades de la maçonnerie... [Ordre de la Félicité] (Anonyme). — 29.

Mystères des trois degrés de 1848... — 317.

Muraire (comte). — 239, 248, 272, 304.

Murat. — 207 (note).

Mussolini. — 356.

Mystère de la Vierge de la Révolution (Ferdinand Brunot). — 101, 108.

N

Napoléon I^{er}. — 68, 69, 99, 122, 195-222, 225, 226, 232, 251, 261, 263, 264, 277, 306, 341, 348, 354, 362.

Napoléon, l'homme (Dmitry Merejkowsky). — 214.

Napoléon (Jerôme). — voir Bonaparte (Jerôme).

Napoléon III. — 321-335, 343.

Narbonne (Pierre). — 4.

National (Le), journal. — 283, 295.

Naudot. — 39.

Necker. — 99.

Néo-Templiers. — 113, 252, 268, 396-408.

Néron. — 323.

Nettement (Alfred). — 248 (note).

Nouveaux Loges (Les) o. : de Paris. — 68, 69, 72, 91, 105, 120, 123, 131, 181, 202.

Nouveaux Loges (Les) o. : depuis 1789 : La R. : Les (Louis Arniable). — 105.

Nicaise (Auguste). — 144.

Nicolai (Friedrich). — 112, 148, 153.

Nicolas de Bonneville (Philippe Le Harivel). — 115, 165.

Nogret. — 262.

Noë (M. de). — 142.

Nodier (Charles). — 281, 349.

Noël abbé. — 135.

Nogaret (Félix). — 181.

Nouveaux Loges (Les) o. : de Paris : La Franc-Maçonnerie à Ninoy... (Charles Bernardin). — 103, 184.

Nouveau catéchisme des francs-maçons (Travenol). — 61.

Nouveau cours simultané d'études... — 186.

Nouvelle Memphis (Loge La) o. : de Paris. — 398, 400.

- Nouvelles lettres* (princesse Palatine). — 5.
Nouvelles qui se débitent à Paris... journal. — 51.
Novikov, Moskovskie martinisty (Novikow et les martinistes de Moscou).
 (Longuinof). — 85.

O

- O. ou Histoire du Grand Orient de France* (Thory). — 27, 83, 222.
O'Morra. — 212.
Opinion manionale (L'), journal. — 334.
Orateur (L') franc-maçon (Jarrhetti). — 61.
Ordre (L') des francs-maçons trahi (abbé Pérau). — 27.
Ordre (L') des francs-maçons trahi et le secret des Mopses (abbé Pérau).
 — 54.
Ordre (L') maçonnique de Misraim (Marc Bodard). — 241.
Orateurs (Les) de la Révolution. — 220, 266.
Orateurs (Les) de l'École (Hippolyte) (Louis Goussier). — 273.
Origine de tous les cultes (Dupuis). — 262.
Origines (Les) intellectuelles de la Révolution (Daniel Mallet). — 62, 161,
 174, 185.

P

- Pagnerre. — 310.
Paix (Loge La) o. : de Montélimar. — 170.
 Palatine (princesse). — 5.
 Paléologue (Maurice). — 85.
Pape (Le) et le Congrès (Anonyme). — 323.
 Paraclet (abbesse du). — 12.
Parfait (Le) Maçon (Vernhes). — 240.
Parfaite Union (Loge La) o. : de Mons. — 170.
Parfaite Union (Loge La) o. : de Montauban. — 187, 205.
 Pâris, diacre. — 21, 118.
 Paris de la Montagne. — 19.
Paris et Londres en 1793 (Charles Dickens). — 193.
Paris sous Louis XV (Camille Piton). — 16.
Paris sous Napoléon : La Belle Époque (Lanza de Ladurie). — 212.
 Parny (Evariste). — 262.
 Pascal. — 94, 141.
 Pasquier, jurisconsulte. — 90.
 Pasquier, préfet de police. — 251, 396.
 Pastoret (président). — 180.
Patriotes Les pour républicains (Société Les). — 251.
Patriotes de 1816 (Société Les). — 259.

- Patriotisme* (Loge *Le*) o. : de Versailles. — 181.
Père de l'Union (Dimitri de Saint-Pierre). — 263.
 Payne (Thomas). — 186, 210.
 — — — — — 47, 379, 380, 382.
 Pecquigny (duc de). — 39.
 Persan (marquis de). — 121.
Pensée (La) française au XVIII^e siècle (Daniel Mornet). — 162.
 Pérard. — 375, 382.
 — — — — — 28, 34.
 — — — — — 265.
 — — — — — 76, 80, 82, 83.
 — — — — — 421.
 Perrotin. — 263.
Persévérance de l'Union Parfaite (Loge *La*) o. : de Paris. — 232.
 Persigny (duc de). — 58, 324, 333.
Pensées énigmatiques (Frédéric Bulau). — 20.
 Perthuis. — 31 (note).
 Petion. — 98, 105.
 Petit d'Aine. — 40.
 Pétrone. — 137.
 Peuchet (I.). — 228, 240, 267 (note).
 — — — — —
 Peyronnet (comte de). — 411.
~~Philippe d'Orléans~~
 Philippe d'Orléans, régent de France. — 4.
 — — — — — de Chartres, puis d'Orléans, puis) — 68, 70, 71, 114, 116, 152, 178, 183, 189, 197, 203, 258, 288, 340.
 Philippe le Bel. — 149, 150, 252, 253, 399.
 Philippes (André). — 51.
Philosophie de la Nature (Dehille). — 125.
Philosophie de la Nature (Dehille). — 136.
Philosophie der Maurerei (Fichte). — 219.
Philosophie de l'histoire (Frédéric Schlegel). — 110, 219.
Philosophie pénale (Tarde). — 79.
 Piehegru. — 171, 204 (note).
 Pidansat de Mairobert. — 141, 142, 164 (note).
~~Pie IX, pape~~
 Pie IX, pape. — 323, 325.
 Pils (chevalier de). — 201, 202.
 Pilon-Duchemin. — voir Chemin-Dupontès.

- Pinel. — 50.
 Piton (Camille). — 16.
Plaidoyer de M^e Vernay-Girardot. — 296.
 Plantagenet (Ed. E.). — 28 (note).
 Plantier. — 374, 379, 381.
 Platon. — 140, 150.
 Piayout, curé. — 127.
 Plutarque. — 14, 123, 200.
 Pogenières. — 383.
 Polastron (comte de). — 22 (note).
 Polatron (M^{me} de). — 258.
Police (La) découverte depuis la Restauration (F. F. F.) — 52, 267.
 Polignac (duchesse de). — 22 (note).
 Polignac (comtesse Diane de). — 121.
 Polignac (prince de) 283, 297, 348, 411.
 Pompadour (M^{me} de). — 30, 38, 137, 138.
Pompadour (La) de la — 167.
 Portalis. — 209, 211, 213.
Portique (Le), société littéraire. — 201.
Postillon de la Guerre (Le), journal. — 200.
 Potel (Joseph, Quentin). — 42-48, 374, 378-384.
 Pouget de Saint-André. — 147.
Pouget de Saint-André (Le) — 147.
 Poussot. — 383.
 Prache. — 189.
Président de l'Ordre de la France-Magistrature (Bismarck) — 213.
Précurseurs (Les) de l'Armée (G. W. W.) — 97.
Prédiction de Platon (A. P.). — 270.
Préface (Les) de l'Ordre de la France (Louis Dumas) — 31.
Préface (Les) de l'Ordre de la France (Louis Dumas) — 31, 100.
Préface de l'Ordre de la France (Louis Dumas) — 31, 100.
Préface de l'Ordre de la France (Louis Dumas) — 31, 100.
Préface de l'Ordre de la France (Louis Dumas) — 31, 100.
Préface de l'Ordre de la France (Louis Dumas) — 31, 100.
Préface de l'Ordre de la France (Louis Dumas) — 31, 100.
 Procope, médecin. — 47, 376, 380, 382.
Progrès civique (Le), journal. — 160.
Propagande (club de La). — 98.
 Prudhon. — 178, 334 (note).
Provinciales (Les) (Pascal). — 94.
 Proyard, abbé. — 78, 147, 153, 157, 209.
 Prudhomme (L.). — 210.
Psaphion (Meusnier de Querlon). — 56.

- Puisieux. — 374, 381.
 Puivert (marquis de). — 232.
 Pyat (Félix). — 159.
Pythagore (Loge) o. : de Paris. — 205.

Q

- Quand* — 474, 475, 481.
Questions politiques (Emile Faguet). — 124, 126, 129.
Quotidien (Le), journal. — 109.
Quotidienne (La), journal. — 274, 404.

R

- Rabout Saint-Etienne. — 98.
 Radet, général. — 212.
 Ragon (J. M.). — 61, 103.
 Rambaud (Alfred). — 161.
 Ramel — 204 (note).
 Ramorino, général. — 300.
 Remy (le vicomte André Michel) — 8 (note), 22, 39, 143, 181, 217, 219, 348, 350.
 Raoul. — 83, 403.
Rappel (Le), journal. — 159.
 Ratheny. — 240.
 Raucourt (chevalier de). — 6 (note), 12, 13.
 Raudot. — 233.
 Ravot d'Ombreval. — 21.
 Rebold (Emm.). — 123, 282 (note), 294.
Recherches de la France (Pasquier). — 90.
Recueil Clairambault-Maurepas. — 16, 21-23, 35.
Réflexions sur les loges maçonniques (Delavau). — 267.
Réflexions sur l'esprit de parti (André Chénier). — 166.
Revue des idées et des faits dans les loges... (Ubaldo Traversa) — 151.
Régénération universelle (Société La). — 259.
 Reggio (duc de). — 239.
 Regnard. — 50.
Règne (Le) de François II (Mézeray). — 52.
Religion (La) sous Napoléon I^{er} (Lanzac de Laborie). — 212.
Religion (La) considérée dans ses rapports... (Lamennais). — 263.
 Renan. — 79, 80.
 Renaud (le P.), de l'Oratoire. — 15.

Renou. — 191 (note).

Restif de la Bretonne. — 144.

Rituel (La) à la Sageesse... (Jehan Nezet) — 181

Réunion des étrangers (Loge La). — 203, 205.

Revue (La) des Deux-Mondes — 85, 93, 128.

Revue du monde catholique — 135, 146.

Révérènd (Prosper). — 262

Réville. — 41, 370.

Révolution (La) (Mgr Gaume). — 146, 162.

Révolution (La) du monde (Nesla, H. Websyer). — 160.

Révolution (La) et la Libre-Pensée (Augustin Cochard). — 177.

Révolution française (La), revue — 100, 120, 126, 212

Révolution (La) française pat de le rescat d'un comp't de négociant ?
(Aulard). — 109.

Revue des Deux-Mondes. — 85, 93, 128.

Revue des Questions historiques. — 70.

Revue du monde catholique. — 135, 146.

Revue historique de la Révolution. — 102, 156, 170, 187.

Revue maçonnique, de Lyon. — 273.

Revue rétrospective. — 14, 52.

Ribaucourt. — 375.

Riboux, de Besançon. — 50.

Richard. — 240.

Richelieu (cardinal de). — 67.

Richelieu (maréchal de). — 38 (note).

Richmond (duc de). — 217.

Rieux (président des). — 16.

Riquier, père et fils. — 250, 394.

Rite (Le) des Ecossais anciens et acceptés (Albert Lantoin) — voir *France-Maçonnérie écossaise...*

Rite Ecossais philosophique. — 154.

Rite primitif. — 148.

Robespierre (Maximilien) — 78, 81, 87, 95, 98, 100, 341

Robinson (Jehan) — 46, 91, 111, 142, 148, 183

Roblastre. — 25.

Rochebrune (Michel de) — 32, 33, 41, 47, 370, 373, 374, 377, 378, 380, 384.

Roettiers de Montaleau. — 197, 293.

Rogo. — 50.

Romains (Jules). — 162.

Roqueplan (Nestor). — 283.

- Ros (baron de). — 121.
Rose du Parfait Silence (Loge *La*) o. : de Paris. — 248.
 Rossignol. — 383.
 Rostopchine. — 284.
 Roucher. — 73, 114.
 Rousseau (Jean-Jacques). — 88, 129, 141, 194, 218 (note), 350.
 Rousseau, orfèvre. — 374, 377, 381.
 Rousseaux. — 44.
 Roustan (M.). — 125, 137.
 Rouzet de Folmont. — 152, 189.

S

- Sagnac (Philippe). — 105 (note), 106, 174 (note).
 Saillant. — 269 (note).
 Saint-Aignan (duc de). — 239 (note).
 Saint-Céran (comte de). — 404, 405.
 Saint-Florentin (comte de). — 6, 30, 33.
 Saint-Hermine (marquis de). — 121.
Saint-James Evening Post, journal. — 6.
Saint-Jean de Jérusalem (Loge) o. : de Nancy. — 184.
Saint-Jean des Arts (Loge) o. : de Perpignan. — 229.
 Saint-Just. — 98, 104.
Saint-Louis Saint-Philippe de la Gloire (Loge) o. : de Nancy. — 184.
 Saint-Martin, d'après le *Philosophe inconnu*. — 101, 155, 165.
Saint-Maurice (Société de). — 305.
 Saint-Morin. — 50.
 Saint-Pierre (abbé de). — 164, 218.
Saint-Sacrement (Compagnie du). — 70, 118.
 Saint-Simon (duc de). — 24.
 Saint-Simon (marquis de). — 121.
 Saint-Simon (marquise de). — 121.
Saint-Vincent de Paul (Société de). — 324.
 Sainte-Beuve. — 328.
Sainte-Caroline (Loge d'adoption) o. : de Paris. — 208.
Sainte-Vehme (Tribunal de *La*). — 117.
 Saisseval (marquis de). — 121.
 Sahgot (Antoine-Marie), curé. — 161.
 Salles (Eusèbe de). — 296, 297 (note).
 Samson. — 141.
 Santerre. — 141.

- Sapieha (prince). — 120.
 Sartine (M. de). — 139.
 Savalette de Langes. — 120, 164.
 Savoie (Adélaïde de), femme de Charles X. — 258.
 Savonarole. — 79.
 Saxe (maréchal de). — 16.
 Saxe-Teschen (duc de). — 73.
 Schadpky (comte de). — 13.
 Schlegel (Frédéric). — 109, 219, 221.
 Schmetau (comte de). — 186.
 Schwedingues. — 113.
Science et philosophie de l'Histoire (Henrie Sée). — 160.
 Seckelles (Marie, Helene de), femme du L. de police Herault. — 22.
Secret (Le) de la Franc-Maçonnerie (Anonyme). — 160.
Secret (Le) des Francs-Maçons (abbé Pérau). — 28.
Secret (Le) du roi (duc de Broglie). — 145.
 Sée (Henri). — 160.
 Ségur (comte de). — 271.
 Ségur (marquis de). — 284 (note).
 Senac de Meilhan. — 144.
 Senoncourt (marquis de). — 371.
 Sétier. — 300.
 Sévigné (Madame de). — 139.
 Shakespeare. — 122.
Siècle (Le), journal. — 334.
Siècle (Le) de Louis XIV (Voltaire). — 87.
 Sieffert, médecin. — 194.
 Sieyès, abbé. — 98, 99, 123, 175.
 Simon. — 379.
 Smith (capitaine). — 122.
Sobriété (Loge La) o. r. de Dax. — 332.
Sociétés (Les) secrètes et la Société (le P. Deschamps). — 112.
Sociétés secrètes, l'anneau magique, l'hermine... (abbé Lecat) — 146.
Sociétés (Les) secrètes, leurs crimes... (André Baron). — 112.
 Socin. — 90.
Soixante ans de Souvenirs (Ernest Legouvé). — 212.
Soleil (Compagnons du). — 171 (note).
 Sorel (Albert). — 144, 163.
 Soufflot. — 38.
 Soulié (Maurice). — 264.

- Soult, maréchal. — 207 (note), 305, 306.
Soupers (Les) de Daphné (Meusnier de Querlon). — 56.
Souvenirs (baron de Gleichen). — 20.
Souvenirs de la Restauration (Alfred Nettement). — 248.
Souvenirs de la Révolution et de l'Empire (Charles Nodier). — 349.
Souvenirs d'un Seragénais (Arnould). — 211.
Les secrets et les mystères des loges maçonniques modernes (Andrzejewski). — 170.
Symbole. — 354.
 Staël (M^{me} de). — 87, 144.
 Starck. — 157.
Stricte Observance (Obédience La). — 148, 150, 155, 157, 165, 399.
 Strogonoff (comte Alexandre de). — 121.
 Sully. — 193.
Suprême Conseil-Commission administrative. — 298.
 Sussex (duc de). — 271, 404.
Symbolica questiones de universa genere (Achille Bocchi). — 98.
Symbolisme (Le), revue. — 118.
Système (Le) de la Nature (baron d'Holbach). — 262.
Système social (baron d'Holbach). — 262.
Système Suédois, rite maçonnique. — 148.

T

- Le tableau de la situation politique du département de la Seine*. — 24.
Tableau (Le) de Paris (Sébastien Mercier). — 23, 52.
 Taine. — 94, 129, 130, 177, 193, 217.
 Tarde. — 79.
 Target. — 192.
Tartuffe et ses avatars (Francis Bauma). — 70.
 Taschereau de Baudry. — 31.
 Tavannes (marquis de). — 25.
Le temple de Minerve ou le Temple des Amis de l'honneur français. — 9 (note), 54, 92, 111-113, 115 (note), 117, 148-153, 157, 189, 252, 398, 399, 405.
Temple de Minerve (Loge Le) o. : de Paris. — 300.
Temple des Amis de l'honneur français (Loge Le). — 297.
 Tencin (Madame de). — 136, 163.
Tendre Fraternité (Loge La) o. : de Dinan. — 170.
 Ternaux. — 244.
 Terrasse-Desmareilles. — 192.
 Tertullien. — 359.

- Teste (Charles). — 240.
 Teste (baron François, Antoine). — 240, 264.
 Thiebault. — 233.
 Thiers (A.). — 78, 141, 283.
 Thomas, de l'Académie française. — 193.
 Thomassin, acteur. — 49, 185.
 Thory. — 27, 61, 62, 83, 86 (note), 190 (note), 221 (note), 222 (note), 227 (note).
 Thucydide. — 272.
 Thuileur (Delaunays). — 399.
 Tilly (comte de). — 142.
 Tinan (baron de). — 239.
 Tolstol. — 96.
 Tombeau (Le) de Jacques Molay (Cadet-Gassicourt). — 157.
 Torquemada. — 92.
 Touteau ou Touston. — 44, 383.
 Traduction d'une lettre du comte de Cagliostro à M. M. — 15.
 Travail et Perfection (Chapitre) vall.: d'Angers. — 99.
 Travenol. — 28, 61.
 Triaca (Ubaldo). — 151.
 Tribune des départements (La), journal. — 409.
 Trinosophes (Loge Les), o.: de Paris. — 267, 272, 285, 403.
 Triomphe de l'Amour (Loge La) o.: de Perthuis (Valence). — 150.
 Tripier. — 376.
 Triumph (Der) Philosophie... (Starck). — 157.
 Trois Jours (Loge Les) o.: de Paris. — 300-303, 316.
 Trois mois au pouvoir (Lamartine). — 313.
 Trois Sociétés (Loge Les) o.: de Bellay. — 150.
 Troubet. — 43.
 Tschoudy (Th. Henri de). — 175, 176.
 Tudor (Marie). — 277.
 Turpin (marquis de). — 121.
 Tyssot de Patot. — 56.

U

- Ueber einige bisherige Folgen der französischen Revolution... (Bratolov)
 156.
 Ueber Jesuiten, Freimaurer und deutsche Rosenkreuzer (Kt. 220) — 122.
 Unigenitus (bulle). — 23, 93.
 Union (Loge L') o.: de Paris. — 248.

- Union éclectique (L')*. — 154.
Union et Constance (Loge) o. : de Lyon. — 282.
Use (The) and abuse of the Masonry (cap. Smith). — 122.
Utopies (Les) prérévolutionnaires... (Auguste Le Flamanc). — 218.

V

- Valleray. — 401, 402.
 Vanneroux. — 38.
 Varasse d'Alais. — 56.
 Vassal. — 398.
 Vauban. — 143.
 Vaudement (princesse de). — 208.
Vautours de Bonaparte (Société *Les*). — 259.
 Venture (Ernest de). — 262.
Versailles, Les salons de la révolution française (Jourde) — 86.
Vérité (Ordre de *La*). — 35 (note).
 Vermale (François). — 160.
 Vernhes. — 240, 241, 246.
 Vernouillet (M^{me} de). — 15.
Vertu (Loge *La*) o. : de Nancy. — 185.
 Vibert (Lionel). — 28 (note).
 Victor-Amédée, roi de Sardaigne. — 85.
Vie de Voltaire (Condorcet). — 88.
Le Prince de Louis-Philippe Joseph d'Orléans-Légation (Montjoye) — 152.
Le Languedoc provincial au XVIII^e siècle (Max Fuels) — 60.
 Viel-Castel (Horace de). — 145.
 Viel-Castel (Louis de). — 129, 226, 228 (note), 279, 280.
 Viennen. — 238.
 Viennet. — 235, 272, 350.
 Viéret, exempt de robe courte. — 8, 358.
 Vierrey. — 49, 51, 52, 56.
 Vieuville (M^{me} de *La*). — 34.
Vieux dossiers, petits papiers (marquis de Ségur). — 284.
 Villèle (comte). — 229, 267 (note), 281.
 Villeroy (duc de). — 13, 19, 35.
 Villette (marquis de). — 97.
 Villette (marquise de) « Belle et Bonne ». — 97.
 Vinay (abbesse de). — 12.
 Vincent, comédien. — 50, 185.
 Vogt d'Hunolstein (comte). 73.

- Vale (Le) basé pour les cartes de table La Grèce*. — 110, 209.
Voix du peuple (La), journal. — 334.
 Voltaire. — 16, 23, 28, 33, 37, 52 (note), 72, 80, 81, 97, 100, 120, 121, 125,
 140, 142, 149, 166, 184, 186 (note), 192, 218, 220, 221, 224, 241, 250.
Voyage dans la lune (Cyrano de Bergerac). — 56.
Vrai (Le) franc-maçon (Enoch). — 62.
Vrai et Partite Harmonie d'Orgue Lenoir. — de Metz. — 170.

W

- Waldegrave (comte de). — 7.
 Walpole (Horace). — 89.
 Washington. — 244, 291.
 Websyer (Nesla H.). — 160.
 Weishaupt. — 122, 154, 155, 157.
 Wendel-Wurtz, abbé. — 97 (note).
 Willermoz. — 155, 165.
 Willot, général. — 171, 204.
 Wirth (Oswald). — III, 98 (note).
 Witt (Les frères De). — 79.
 Wurtemberg (prince de). — 208.

X

- Xénophon. — 272.

Y

- Ysabeau. — 190.
 Yver. — 44.

TABLE GÉNÉRALE

	Pages
PRÉFACE	1
I. <i>La Franc-Maçonnerie sous Louis XV</i>	1
Sous le Ministère du cardinal H. de Fleury	3
Sous le Ministère Maupeou	57
II. <i>La Franc-Maçonnerie sous Louis XVI</i>	65
III. <i>La Franc-Maçonnerie et la Révolution française</i>	75
Les propagateurs de la Légende	77
Les bases de la Légende	111
Les annonciateurs de la Révolution	135
La responsabilité des Hauts Grades	147
La Franc-Maçonnerie victime de la Révolution	169
Dans quelle mesure la Franc-Maçonnerie contribua à la Révolution française	173
IV. <i>La Franc-Maçonnerie sous Napoléon I</i>	197
V. <i>La Franc-Maçonnerie sous Louis XVIII</i>	225
VI. <i>La Franc-Maçonnerie sous Charles X</i>	257
VII. <i>La Franc-Maçonnerie sous Louis-Philippe</i>	287
VIII. <i>La Franc-Maçonnerie sous la 2^e République</i>	309
IX. <i>La Franc-Maçonnerie sous Napoléon III</i>	321
X. <i>La Franc-Maçonnerie sous la 3^e République</i>	339
<i>Pièces Annexes :</i>	
I. Sentence de police du 14 septembre 1737 qui défend toutes sortes d'Associations, et notamment celle des Francs-maçons. (Affaire Chapelot)	367
II. Procès-verbaux des Commissions chargées d'instruire l'association du curé de Charonne (1743)	370
III. Procès-verbaux des interrogatoires subis par des francs-maçons arrêtés en mars 1744 (affaire Potel)	374
IV. Sentence de police qui renouvelle les défenses à toutes personnes de s'assembler... 18 juin 1745 (affaire Leroy)	385

V. La seule chanson de l'époque révolutionnaire où il soit fait une allusion élogieuse à la Franc-Maçonnerie	387
VI. Réflexions sur les loges maçonniques à Paris (juin 1825)	389
VII. Rapports du préfet de police sur les Néo-Templiers (1825)	396
VIII. Fête de l'Ordre des Néo-Templiers (mars 1826)	403
IX. La Loge des Amis de la Verté au Peuple parisien (juillet 1830)	409
X. Ordonnances du Roi [Charles X] (dites Ordonnances de Polignac)	410
TABLE DES NOMS CITÉS.....	413

1284. — Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 7-1935.

ALBERT LANTOINE

Histoire de la Franc-Maçonnerie Française. (La Franc-Maçonnerie chez elle). 1925, gd in-8° raisin sur alfa Corvol, d'environ 500 pages, bois par Antonio Galbez..... 35 fr.

La table des chapitres que nous donnons ci-dessous, dispense de plus amples commentaires :

I. Les Origines. — II. Les principes sur lesquels s'étaye la F.[°]M.[°] moderne. — III. La Maçonnerie en France au xviii^e siècle. — IV. La Maçonnerie écossaise. — V. La Maçonnerie en France au xix^e siècle. — VI. La femme dans la Franc-Maçonnerie. — La Maçonnerie en France au début du xx^e siècle.

La Franc-Maçonnerie Ecossaise en France. Le Rite Ecossais Ancien et Accepté. 1930, gd in-8° raisin de 307 pages sur alfa, illustré de lettrines maçonniques et de 16 hors-texte (gravures et fac-similés de documents originaux)..... 40 fr.

« Le rite écossais Ancien et Accepté est célèbre. Célèbre et peu connu. Nous avons tenté dans ce livre de le débarrasser, autant que faire se pouvait, des légendes qui enjolivaient en l'ombrageant, sa genèse et son existence. Et c'est à l'étude de son développement, où trop l'ombre se mêle à la lumière, que les chapitres de cet ouvrage sont généralement consacrés ». (*Préface*).

Un Précurseur de la Franc-Maçonnerie : John TOLAND (1670-1722), suivi de la Traduction française du « Panthéisticon » de John TOLAND. 1927, in-8° de 260 pp., sur papier alfa..... 24 fr.

Dans cette excellente étude, Albert Lantoiné a reconstitué l'atmosphère de l'Angleterre à l'orée du xviii^e siècle, et l'on ne saurait, sans une préparation de ce genre, comprendre les débuts de la Franc-Maçonnerie. — C'est la première fois que l'on consacre à Toland et à son génie « apostolique » un travail digne de lui, mais la très intéressante personnalité du philosophe est largement dépassée.

Le talent si ingénieux de l'auteur, qui excelle à dissimuler son érudition sous un style toujours charmeur, rend la lecture de cet ouvrage extrêmement attachante.

DESSUBRÉ (M.). — **Bibliographie de l'Ordre des Templiers** (Imprimés et Manuscrits). Préface par Albert Lantoiné. 1923, in-8° de 324 pages, sur papier alfa..... 50 fr.

Tirage strictement limité à 500 exemplaires numérotés.

L'histoire des Templiers — si pleine d'obscurités encore — passionne de plus en plus le monde savant, et une Bibliographie de cette importance, nous osons même dire de cette actualité, constitue un répertoire de sources qui lui est indispensable. — Conçu dans un esprit vraiment scientifique et exécuté avec la plus parfaite probité, cet ouvrage, qui a coûté une somme de labeur considérable, doit trouver sa place dans toutes les bibliothèques historiques.

OSWALD WIRTH. — **Les Mystères de l'Art Royal. Rituel de l'Adepté.** 1932, in-8° de 244 pages, orné de nombreuses illustrations..... 25 fr.

L'Art Royal est ainsi appelé en souvenir du Fils de David et depuis le xvii^e siècle ce terme sert à désigner la Franc-Maçonnerie et ses œuvres, mais peut et doit s'appliquer à toute initiation véritable.